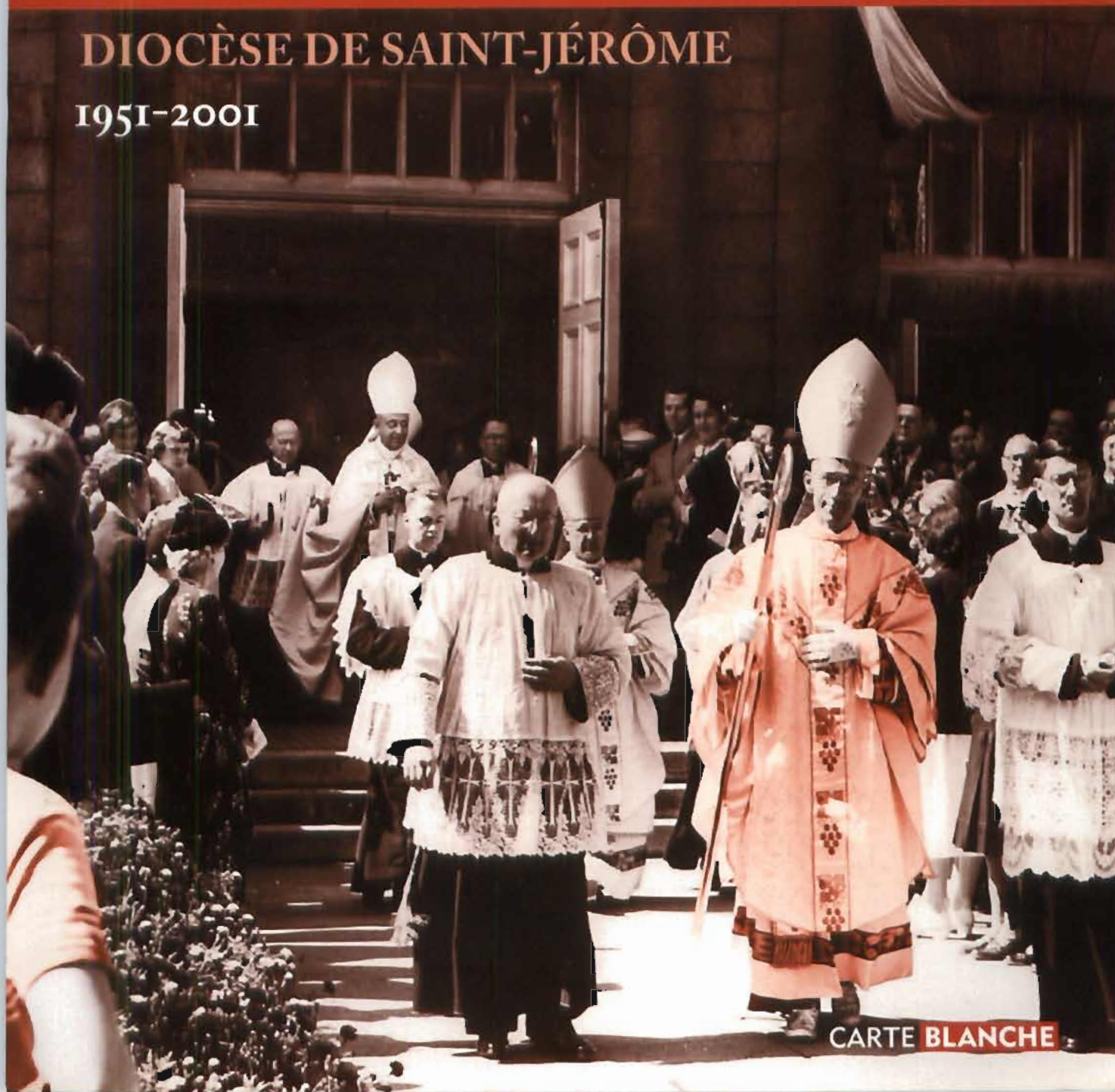


UNE ÉGLISE SE RACONTE

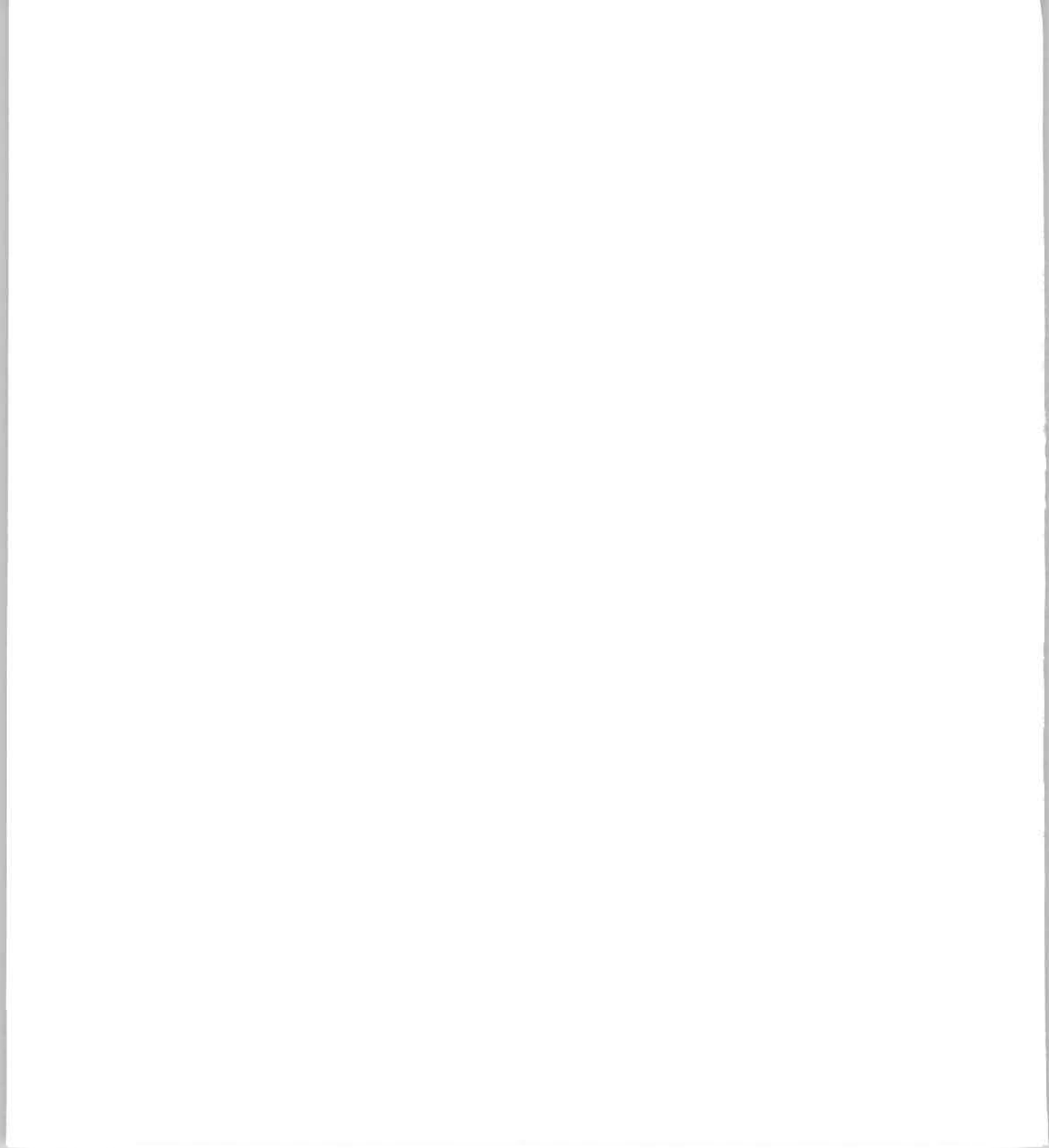
DIOCÈSE DE SAINT-JÉRÔME

1951-2001



CARTE BLANCHE

Une Église se raconte



Sous la direction de
Gérard Lajeunesse

Une Église se raconte

SAINT-JÉRÔME

1951-2001

CARTE **BLANCHE**

En couverture :

Ordination de M^{gr} Émilien Frenette, Cathédrale de Saint-Jean, 12 septembre 1951.

Les Éditions Carte blanche
1209, avenue Bernard Ouest
Bureau 200, Outremont
(Québec) H2V 1V7
Téléphone: (514) 276-1298
Télécopieur: (514) 276-1349
Courriel: carteblanche@vl.videotron.ca

Distribution au Canada
FIDES
165, rue Deslauriers
Saint-Laurent (Québec)
H4N 2S4
Téléphone: (514) 745-4290
Télécopieur: (514) 745-4299

© Diocèse de Saint-Jérôme
Dépôt légal: 3^e trimestre 2001
Bibliothèque nationale du Québec
ISBN 2-922291-70-7

Présentation

QUELLE NE FUT PAS LA SURPRISE lorsque le 23 juin 1951, le Pape Pie XII annonça la création d'un nouveau diocèse au nord de Montréal. Cette nouvelle éveilla chez plusieurs le souvenir du curé Antoine Labelle, le roi du Nord. Il avait rêvé qu'il y aurait un jour, à Saint-Jérôme, un évêque, une cathédrale et un évêché. À la joie de beaucoup de monde, ce rêve devenait réalité.

Le diocèse de Saint-Jérôme célèbre cette année le cinquantième anniversaire de sa fondation. Cet événement offre l'occasion de rendre grâce à Dieu qui a inspiré la créativité et l'audace des évêques, des prêtres, des diacres et de tant de laïcs, hommes et femmes, de religieux et de religieuses qui ont été les artisans de cette belle histoire. Il permet aussi de se souvenir des faits marquants et des témoignages de vie qui ont construit ici l'Église de Dieu depuis cinquante ans.

Pour fixer la mémoire et pour marquer ce moment historique, est né le projet de préparer un livre-souvenir. Nous l'avons conçu comme un moyen mis à la disposition de notre Église pour se raconter, pour se dire elle-même à travers les diverses facettes de sa vie. *Une Église se raconte* est le reflet de la collaboration de plusieurs personnes, des paroisses, des communautés religieuses, des associations, des mouvements et des diverses institutions qui, chacun à sa façon, ont contribué à peindre le paysage riche et coloré de notre diocèse depuis ses origines.

Un tel projet n'aurait pu se réaliser sans l'apport d'un maître d'œuvre. Cette personne est Monsieur Gérard Lajeunesse. Je désire le remercier sincèrement d'avoir dirigé le tout avec doigté, patience et précision. Tous ceux et celles qui ont travaillé avec lui en gardent un très bon souvenir. Je remercie aussi M^{re} Charles Valois, évêque émérite, qui a eu l'idée d'un tel projet et a été



présent à chaque étape avec ses suggestions et ses conseils. Mes remerciements vont aussi aux membres du Comité qui nous ont soutenus de mille façons.

Un diocèse est une « Église particulière » qui vit dans un lieu, une culture et un moment de l'Histoire. On peut parler en toute vérité de l'Église de Dieu « qui est à Saint-Jérôme ». L'histoire de notre Église diocésaine c'est en même temps celle des gens de notre milieu. Puisse ce volume contribuer à faire connaître leur dévouement immense et souvent discret qui a fait que notre Église demeure vivante et pleine de promesses.

Notre diocèse est particulièrement reconnaissant envers les diocèses du Québec et du Canada qui, par leur exemple de vie, ont soutenu notre ferveur au service de l'Évangile et nous ont aidés à demeurer fidèles à l'enseignement du Christ. *Une Église se raconte* se veut aussi l'expression d'un témoignage de fidélité au Pape Jean-Paul II, le pasteur de l'Église universelle, avec lequel nous désirons vivre toujours en communion de prière et de charité.

Saint Jérôme, docteur de l'Église, est notre patron et notre modèle. Puisse-t-il garder notre Église diocésaine dans la fidélité à la Parole de Dieu qui a été au cœur de sa vie.

† GILLES CAZABON, O.M.I.
évêque de Saint-Jérôme

Le comité du volume
souvenir du 50^e anniversaire
du diocèse de Saint-Jérôme.
Première rangée, de gauche à
droite: M^{me} Rita Maurice;
M^{gr} Gilles Cazabon, évêque du
diocèse, M^{gr} Charles Valois,
évêque émérite.
Deuxième rangée:
M. Germain Beauchamp,
M. Serge Gilbert, M^{me} Claire
Joron, M^{gr} Jean-Paul Cloutier,
p.h., M^r Denis Hardy; M. le
chanoine Claude Charron,
M^{me} Marie-Thérèse Lemay,
M. Gérard Lajeunesse.
Manquent sur la photo:
M^{gr} Jacques Grand'Maison,
M^{me} Lise Perron, Ronald
Lambert, Yves Carrière.
Saint-Jérôme, mai 2001.



Avant-propos

L'HISTOIRE DU DIOCÈSE DE SAINT-JÉRÔME est une grande inconnue. Nous en avons une preuve évidente en consultant l'*Histoire du catholicisme*, de Jean Hamelin (1984), dont la publication a été dirigée par Nive Voisine. Une seule référence à M^{gr} Émilien Frenette, faisant allusion à son rôle auprès des évêques lors de la création du ministère de l'Éducation du Québec. Une seule référence à M^{gr} Paul-Émile Charbonneau, en note, relative à son volume *La mission générale, amorce d'une pastorale d'ensemble*.

Aucunes allusions à Jacques Grand'Maison. Une seule allusion à l'enquête de Fernand Dumont sur le diocèse pour passer ensuite à la mission de Montréal. Rien sur Maurice Matte. Et le plus respectueux silence sur M^{grs} Bernard Hubert et Charles Valois. Rien sur le Séminaire de Sainte-Thérèse et le Collège Lionel-Groulx. Silence éloquent sur les origines lointaines du diocèse.

Comme si la rive nord n'existait pas. Ou comme si la rivière des Mille-Îles faisait frontière.

Comment interpréter ce silence? Voilà déjà un beau sujet de recherche historique pour les années à venir.

Et pourtant, l'Église du Québec doit beaucoup à cette fille née dans les années 1950. On y a vécu *intensément* toute l'évolution des 50 dernières années. En Action catholique, en pastorale nouvelle, en recherche et analyse, en éducation, en travail social. Saint-Jérôme n'était pas qu'un laboratoire, comme certains veulent le laisser entendre, mais aussi un lieu privilégié où un grand *souffle de liberté* a donné naissance à des expériences souvent uniques.

Les quelques pages qui suivent auront au moins permis d'ouvrir une fenêtre sur ce qui se passait « au nord » du diocèse de Montréal.

Sauront-elles susciter une continuité? Nous souhaitons que des esprits curieux, des mordus du patrimoine religieux et des hommes et femmes de foi poursuivent le travail, et, sur plusieurs sujets, corrigent ces premières impressions recueillies à une distance beaucoup trop courte par rapport au vécu historique.

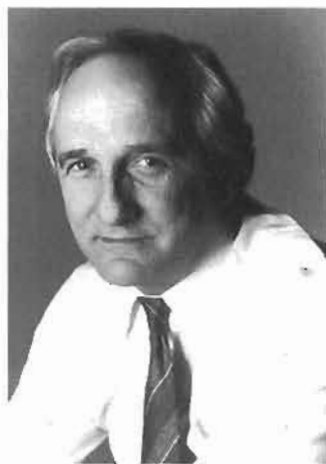
Nous voulons remercier ici tous ceux et celles qui ont cru à ce projet. En premier lieu, M^{gr} Charles Valois, évêque émérite et troisième évêque de Saint-Jérôme. L'évêque-historien avait ce projet en tête lorsqu'il dut abandonner la tâche en 1997. M^{gr} Gilles Cazabon, son successeur, a retenu le projet et l'a piloté avec détermination. Le comité qu'il a mis sur pied a soutenu les efforts des collaborateurs à la recherche.

Ce n'est pas le livre d'une personne. La majorité des pages qui le composent sont le fruit de recherches dans les paroisses, les communautés religieuses, les groupes de laïcs. Ils et elles sont des centaines à s'être mis à la tâche ardue de la recherche historique.

Ce n'est pas non plus une synthèse scientifique. On tente d'y souligner des faits, des noms, des institutions qui ont marqué ces 50 premières années. Tout n'est pas dit, loin de là. Nous nous excusons auprès des absents. Nous encourageons les lecteurs à nous communiquer les erreurs qu'ils auront découvertes.

Tout reste à faire: voilà l'impression que nous gardons après un long cheminement sur les routes de la vie de cette Église. En remontant les pentes, en suivant parfois les descentes, en nous arrêtant pour prendre notre souffle, nous avons croisé des personnages tellement intéressants. Parfois savoureux. Et quelques personnalités colossales.

Ils nous ont salués, avec un petit air de reconnaissance pour les avoir un peu tirés d'un oubli inexplicable que les historiens appellent le purgatoire du temps.



GÉRARD LAJEUNESSE

ipec.power@sympatico.ca

CHAPITRE I

Les quatre premiers évêques du diocèse

M^{gr} Émilien Frenette, premier évêque de Saint-Jérôme (1951-1971)

« Nous devons avoir honte d'avoir laissé
cet évêque (M^{gr} J.-J. Lartigue) distingué
sous tous les rapports,
dans une espèce d'oubli. »

M^{gr} IGNACE BOURGET

Un bien petit cadeau d'un grand homme

La tradition orale qui veut que M^{gr} Émile Dubois, curé de Saint-Jérôme, ait fait la suggestion à M^{gr} Paul-Émile Léger de créer un diocèse « au nord » restera toujours difficile à prouver. Mais elle est trop belle pour ne pas être rapportée. M^{gr} Dubois, l'historien du séminaire, avait consulté les papiers d'Antonin Nantel pour écrire l'histoire du séminaire et savait bien que le rêve de plusieurs supérieurs du séminaire, et celui un peu différent d'Antoine Labelle, les résistances de M^{gr} Fabre et toute la tempête qui s'éleva à Rome autour de cette question ne pouvaient trouver un meilleur dénouement, 70 ans plus tard, que dans la création d'un diocèse, démembrement de Montréal.

Le démembrement de Montréal se fit à la suite de la création de l'archidiocèse de Sherbrooke (2 mars 1951), alors que Nicolet et Saint-Hyacinthe devinrent les suffragants de Sherbrooke. On dit que Hull, qui aurait voulu être détaché d'Ottawa, en 1945, aurait pu être de ce découpage : mais cela aurait pu



M^{gr} Émile Dubois, curé de la
paroisse de Saint-Jérôme
et M^{gr} Joseph Charbonneau.

être perçu comme un affaiblissement d'Ottawa qui aurait perdu sa majorité catholique. Le destin attendait l'arrivée de Paul-Émile Charbonneau qui allait œuvrer d'abord dans Saint-Jérôme avant la création de Hull (1963). Sainte-Anne-de-la-Pocatière fut également créée en même temps que Saint-Jérôme.

M^{gr} Léger vit certainement, dans la création de Saint-Jérôme, une bonne idée, à condition qu'on ne parte pas avec deux morceaux importants : l'île de Laval et la zone du lac des Deux-Montagnes. En réalité, l'homme qui était à la tête d'un million de catholiques, de 207 paroisses, de 2000 prêtres, de 11 communautés de frères, de 55 communautés de religieuses, de 14 collèges classiques, de 627 écoles et couvents, de 9 écoles normales, de 23 hôpitaux, de 50 asiles et orphelinats, d'une université catholique, ne cédait qu'une très petite partie de son héritage : 80 000 fidèles, 41 paroisses, 131 prêtres, dont 111² séculiers, 142 frères, 445 religieuses, 1 collège classique, 1 école normale et 1 hôpital. Et se départissant des 111 prêtres-pionniers qui iraient fonder Saint-Jérôme, il garda bien précieusement avec lui Paul Grégoire³ et rapatria assez dramatiquement Louis-Joseph Rodrigue, le supérieur du Séminaire, quelques jours avant l'annonce de la création du diocèse. Émilien Frenette joignait donc les rangs des mitres de campagne.



M^{gr} Louis-Joseph Rodrigue.
Collection Germaine Labelle.

Curieusement, les deux hommes, nés à une année de distance (1904 et 1905), furent très actifs durant la même période, soit de 1950-1951 à 1967. En 1967, le cardinal Léger démissionnait et Émilien Frenette déclinait sérieusement. Les deux hommes s'étaient épuisés à la tâche : ils laissaient aux historiens le soin de préciser s'ils avaient été des hommes du passé, du futur ou des deux à la fois.

Doit-on arrêter là la comparaison entre Paul-Émile Léger et Émilien Frenette ? Le septième évêque de Montréal n'a pas encore fini de solliciter les historiens. Sa dernière biographe le rattache à Ignace Bourget, l'ultramontain. La comparaison est tentante. On sait l'admiration que Paul-Émile Léger avait pour Pie XII. Après l'épiscopat de Joseph Charbonneau, plus solitaire, plus ontarien, l'Église de Montréal se rebranchait sur une fierté oubliée, alors que Pie XII remettait au Canada un de ses fils préférés, élevé dans le giron romain.

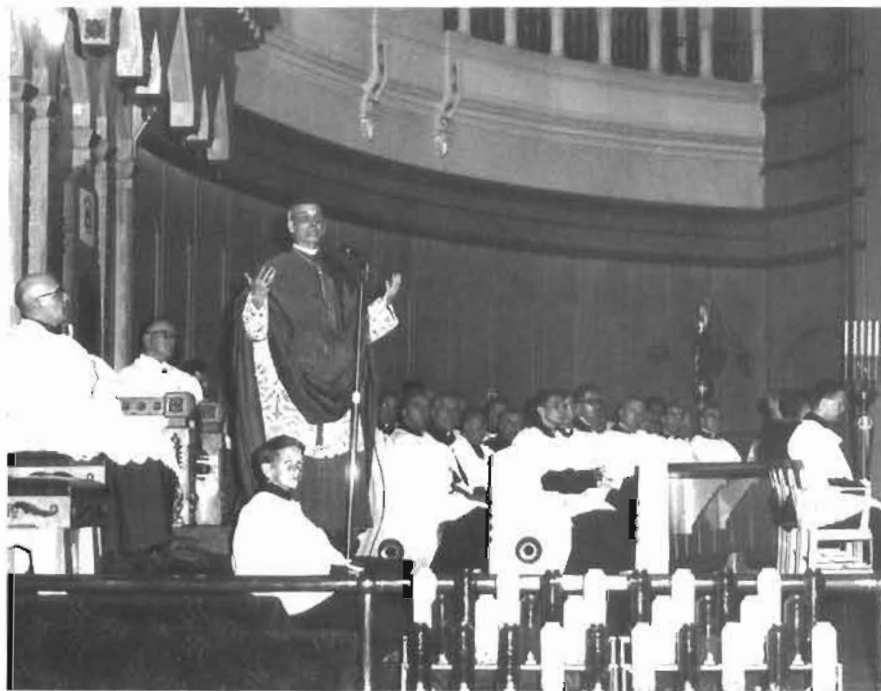
Rapidement, M^{gr} Frenette accompagna M^{gr} Léger à Rome. Mais s'il fallait absolument lui donner une couleur européenne, c'est surtout du côté de la France qu'il faudrait regarder. Cet homme avait été professeur de littérature française et, après quelques années d'enseignement (1931 à 1936), allait faire un séjour de 2 ans en Europe. Il fréquenta alors l'Institut catholique de Paris et la Sorbonne. Il y étudia les lettres, la pédagogie et les sciences sociales.



M^{gr} Frenette est accompagné de M^{gr} Pierre Décary et Maurice St-Louis.



Cortège dans les rues de Saint-Jérôme.



Réception du cardinal Léger. Dans le chœur de la cathédrale de Saint-Jérôme. Assistent au trône, M^{gr} Laurent Presseault et Paul-Émile Charbonneau.



Visite de M^{gr} Joseph Charbonneau à Saint-Jérôme. De gauche à droite: M^{gr} Guillaume Trudel, M^{gr} Émile Dubois, Victorien Théoret, supérieur de l'Externat classique de Saint-Jérôme, M^{gr} Joseph Charbonneau. Entre 1948 et 1949. ADSJ

Et s'il fallait lui trouver un modèle français, on pourrait suggérer M^{gr} Forbin Janson, l'évêque des grandes missions françaises et américaines du milieu du XIX^e siècle. De l'avis de tous les historiens, M^{gr} Forbin Janson fut l'initiateur d'un mouvement spirituel et le propagateur de la pédagogie pastorale de la mission *ad intra* dans le Canada français du milieu du XIX^e siècle.

Pour éclairer cette question, c'est du côté des étudiants envoyés en Europe par M^{gr} Frenette et issus du diocèse qu'il faudrait regarder. Dans plusieurs cas assez significatifs, dont ceux de Maurice Matte et Jacques Grand'Maison, et beaucoup d'autres, on voit que le premier évêque de Saint-Jérôme ne néglige ni Rome ni la France ou la Belgique. Il semble concevoir qu'une formation complète se prend dans les deux endroits. Et lorsque l'occasion ou la nécessité se feront sentir, il ne négligera pas non plus Montréal, par exemple pour les études médiévales. M^{gr} Frenette, contrairement à M^{gr} Léger qui était resté dans la zone d'influence romaine, était donc d'abord un intellectuel polarisé par la France intellectuelle d'après la Seconde Guerre mondiale.

De toute façon, il semble impossible de le classer parmi les hommes d'une seule influence. On sait que Paul-Émile Léger s'embrasait par vagues successives pour des auteurs, pour des courants de pensée. Sa conception de l'Église, des évêques, deux réalités touchées physiquement par la grâce, commandait un culte à l'une et à l'autre. Émilien Frenette avait bien emprunté, au début, une certaine allure princière inspirée de cette conception de l'évêque, mais elle ne



Visite à Rome de M^{gr} Frenette, dans les appartements de Pie XII. Avec M^{gr} Paul-Émile Léger. À la droite de M^{gr} Frenette, l'abbé Laurent Morin qui sera auxiliaire de Montréal (1955-1959) et évêque de Prince-Albert (Sask.) en 1959. Photo G. Felici, Rome.

dura pas longtemps. L'homme était simple, chaleureux, humble. Il ne se laissa pas transformer par les effets secondaires de la grâce épiscopale. Il demeurait dans les justes normes de la « dignité épiscopale ». Et sur le plan intellectuel, on le disait syncrétiste. Une réputation lui colla rapidement à la peau : il avait tout lu.

Un point sur lequel les deux hommes se distinguaient, du moins au début : l'importance de la sociologie et le service qu'elle peut apporter à l'Église. Selon sa biographe⁴ et des témoignages concordants, Paul-Émile Léger avait, des techniques et de celles appliquées au comportement humain en particulier, une sainte peur. Ces techniques ne guérissaient pas le désir de l'homme de croire et d'obéir. Elles montraient qu'il dévie, mais ne disaient pas comment corriger cette déviation.

Or Émilien Frenette n'a pas pour la sociologie la même réticence. Au contraire, il laisse l'équipe de Dumont-Martin envahir le diocèse. Il ne craint pas son diagnostic. Fort des conclusions de cette enquête, il entreprendra la Grande Mission. M^{gr} Léger fera également, en 1959, une Grande Mission, mais elle ne sera pas précédée d'une même enquête. Pour simplifier la description des deux optiques, on pourrait dire que M^{gr} Léger croit que la grâce passe par la parole des prédicateurs. M^{gr} Frenette⁵ le croit également, mais il a appris que la grâce prend la forme de la société qu'elle veut informer. Pour M^{gr} Frenette, l'Esprit est un avion qui cherche constamment une bonne piste d'atterrissage, qui n'est pas toujours celle qu'indiquent les cartes traditionnelles dressées par l'Église.

Paul-Émile Léger finira sa carrière dans les missions traditionnelles d'Afrique. Émilien Frenette restera convaincu que son diocèse est un territoire de mission. Dans les deux cas, il fallait beaucoup de courage. Sans vouloir diminuer la valeur symbolique du geste du fils de Pie XII quittant Montréal pour la profonde Afrique, il faut admettre que la fidélité de M^{gr} Frenette à son Église est un sacrifice⁶ qui vaut bien celui de son métropolitain.

Un diocèse est d'abord un territoire

Dans quel territoire arrivait le premier évêque de Saint-Jérôme? Fernand Dumont en présentera les caractéristiques dans son étude de 1963.

De l'extrême nord-ouest, partie comprise dans le comté d'Argenteuil, il dira qu'elle apparaît comme un territoire déprimé. C'est de la rocaille, où on trouve parfois de la terre argileuse. C'est une région que le curé Labelle avait souhaité coloniser. On se demande encore aujourd'hui comment les Montfortains ont pu accepter d'aller s'installer sur un roc aussi peu hospi-



Conventum de la classe de théologie de M^{gr} Émilien Frenette, Grand-Séminaire de Montréal, escalier central. Photo Jac Guy.



Visite ad limina. Le pape Jean XXIII et M^{gr} Émilien Frenette. 1962 ou 1963. Photo Felici. Collection Louise Guérin.

Visite du cardinal Léger à Saint-Jérôme. Derrière le cardinal, on peut reconnaître M^{fr} Adrien Moreau, M^{fr} Paul-Émile Charbonneau et, en haut, à droite, le chanoine Paul Manseau. ADSJ.



telier. Dumont n'y trouve qu'un « peuplement en plaques ». Sociologiquement, ce secteur est peu relié aux autres parties du diocèse.

De la région de Lachute, il dira : au contraire, voilà un réseau de villes avec des relations économiques et sociales solides. Mais elle abrite un prolétariat urbain. Ce que la bourgeoisie locale n'a pas trop aimé lire et entendre.

Le cœur de la région touristique des Laurentides est ainsi dépeint : le tourisme est un facteur de développement mais aussi de dissociation sociale, dû au fait que la population stable est peu nombreuse et la population touristique y est passagère et « drainant avec elle d'autres mœurs ». (p. 32)

Pour la banlieue ouest de Saint-Jérôme (Saint-Canut, Saint-Colomban, Gore, Mille-Îles) Dumont parle d'une enclave restée « à l'écart des progrès du milieu ambiant ». Elle est économiquement déprimée.

Des municipalités au nord-est de Saint-Jérôme (Sainte-Sophie, Saint-Hippolyte, Lesage, Shawbridge, Prévost, New-Glasgow) il parle d'une zone qui devrait connaître un développement « de banlieue résidentielle ». Zone marginale, sans cohérence interne.

Saint-Jérôme, la ville, est pour lui « engagée de façon significative sur la voie de la dépendance à l'égard de la structure économique de la métropole » (p. 35).

Il a tracé une zone est-ouest qui englobe Sainte-Anne-des-Plaines, Saint-Janvier et Sainte-Monique. Il prévoit que Saint-Janvier en constituera le pivot dynamique. Pour le reste, il constate un manque de relations internes entre les municipalités.

Le cœur de la zone rurale est la seule qui semble jouir d'un milieu humain cohérent. La région de Sainte-Thérèse et la région de Terrebonne sont dans l'attraction très forte de Montréal.

Le territoire du diocèse était donc un damier aux multiples couleurs. On ne pouvait pas parler de cohérence ou de solidarité. Encore moins d'identification interne. La seule identification semblait être celle de Montréal. Lorsqu'en 1957 la région du lac et de la rivière des Outaouais se joindra au diocèse, elle deviendra à son tour une autre case du damier.

Quarante ans plus tard, ce rapport questionne : le développement des banlieues, l'implantation d'un réseau de communications, l'insertion parfois brutale des industries et des services, le mouvement de regroupement des municipalités et la redéfinition des institutions scolaires et de santé poussent le quatrième pasteur de cette Église à « faire autrement ». Comme si l'unité première attendait encore un autre plan de développement. La sectorisation du diocèse de Saint-Jérôme aurait intéressé Fernand Dumont. Sur ce territoire, il y avait 41 paroisses. Et une population aux alentours de 80 000 personnes. En 50 ans, cette population aura sextuplé.

Ottawa, un diocèse au destin parallèle

S'il y avait d'autres évêques qui pouvaient donner quelques inspirations à M^{gr} Frenette, il faudrait parler de certains évêques d'Ottawa : M^{grs} Vachon, Lemieux et Plourde.

M^{gr} Vachon (1940-1953) avait été le promoteur des grands rassemblements et des grandes croisades. Du 18 au 22 juin 1947, se tint à Ottawa un grandiose congrès marial, alors que la Vierge de Notre-Dame-du-Cap terminait son périple à travers la province commencé le 1^{er} mai. Ce fut une mobilisation mariale qui fit bouler de neige. Et lorsque la Vierge arriva à Ottawa, sur le site du Congrès, ce fut l'apothéose : sur un terrain de 125 000 pieds carrés⁷ où s'élevait un reposoir flamboyant. Le premier ministre du Canada, Louis Saint-Laurent, consacra le pays à la Vierge Marie. Le tout avait été préparé par des tridiums : prière, pénitence, confessions et prédication étaient proposées à la ferveur du peuple. M^{gr} Frenette ne put pas ne pas être influencé par ce succès, quand il décida de faire, au début de son épiscopat, quatre congrès eucharistiques dans le diocèse⁸.

Le successeur de M^{sr} Vachon, M^{sr} M.-Joseph Lemieux, fut l'homme du Petit Séminaire. Il organisa cette institution et lança une imposante souscription — modèle utilisable par M^{sr} Frenette.

Enfin M^{sr} Plourde (1967-1989) fut l'homme qui appliqua les orientations de Concile Vatican II. Mais aussi celui qui dut vendre le Petit Séminaire (1969).

Il avait fallu trois évêques pour mener à Ottawa tous ces dossiers: M^{sr} Frenette le fit tout seul à Saint-Jérôme. On peut mesurer ici la somme d'énergie que devait brûler cet homme pour arriver à accomplir de tels travaux.

L'art de choisir et de diriger des hommes... et des femmes

M^{sr} Émilien Frenette, comme nouvel évêque, dans un nouveau diocèse, a dû s'appliquer au choix de ses collaborateurs. En choisissant comme vicaire général Philippe Labelle, curé de la cathédrale, et en se laissant guider par Laurent Presseault, supérieur du Séminaire, il avait trouvé, à son arrivée, deux hommes d'expérience. Après quelques années de fréquentation, il pensa qu'il fallait choisir des hommes d'une autre génération: il passa donc à Paul-Émile Charbonneau, Maurice Matte, Jacques Grand'Maison et Paul Manseau.

Pour les affaires financières il avait choisi Adrien Moreau, originaire du diocèse de Saint-Jean. Avec M. Moreau, on comprit vite que Son Excellence ne blaguait pas avec les finances. Il avait la réputation d'être impénétrable.



Réception à l'évêché de Saint-Jérôme. 1. Maurice Matte, 2. Paul Labelle, 3. André Vézina, 4. Jacques Grand'Maison.

M^{gr} Léger lui prêtait Pierre Ménard comme chancelier. Et pour lui servir de secrétaire particulier, le très fidèle Fernand Dagenais fut, plus tard, appelé à le soutenir (1962).

Très rapidement il apprit à connaître certains prêtres qui avaient la bosse pastorale. Le Séminaire ne savait pas toujours retenir ses meilleurs éléments: M^{gr} Frenette n'hésitait pas à les récupérer. Il semblait faire facilement la distinction entre ceux qui étaient faits pour l'enseignement, la vie paroissiale, la vie de collègue et ceux qui avaient besoin de grands espaces pour exercer leur talent. Il s'appliquait à trouver un projet qui convînt à la personne et vice versa. Il faisait ensuite pleine confiance. À ne pas confondre avec une cécité naïve: Émilien Frenette avait un regard de journaliste; cet esprit supérieur savait voir et regarder.

S'il devait se repentir d'une décision concernant le choix d'un homme, il s'y astreignait parfois avec difficulté, mais toujours avec patience et compassion. Il y avait, sur sa liste de souffrance, des repentis et des récidivistes: il ne fermait que très rarement sa porte aux uns et aux autres. On compte sur les doigts d'une main, disent les témoins, l'utilisation des foudres épiscopales même s'il maniait parfois mal le sarcasme et l'humour avec lesquels il tentait de détendre une conversation tendue.

Les prêtres originaux pouvaient vivre en liberté et même obtenir une incardination. Il avait pris le temps de découvrir des qualités solides sous des traits d'une originalité un peu ostensible. Il écoutait raconter les frasques de plusieurs avec un sourire narquois. C'était une époque où le clergé comptait de flamboyants personnages dont il faudra rappeler un jour les hauts faits. Quelques-uns de qui Labryère n'aurait pas hésité à tracer les profils: des militaires, des agriculteurs, des aristocrates, des mystiques, des prédicateurs, des académiciens, des gérants de caisse et plusieurs hommes d'affaires avertis. On en voyait plusieurs donner des témoignages de piété exemplaire. Il y avait pour chacun une place dans la maison du père.

Les religieux et religieuses

M^{gr} Frenette entreprit une cour soutenue auprès des Oblats pour qu'ils viennent travailler dans le diocèse. Il imitait ainsi M^{gr} Bourget qui avait déployé des efforts incroyables pour attirer des communautés au Canada, à partir de 1840. Mais M^{gr} Bourget semble avoir eu plus de succès que M^{gr} Frenette. Le premier réussit à attirer entre autres les Jésuites, les Oblats, les Clercs de Saint-Viateur, la Congrégation de Sainte-Croix, les religieuses de



Installation au chapitre du diocèse. Le 3 septembre 1965.
De gauche à droite: Laurent Pressault, M^{gr} Émilien Frenette, Maurice Matte, Viateur Raymond, Fernand Dagenais.
Collection Viateur Raymond.

Notre-Dame de la Charité du Bon Pasteur. Toutes ces communautés eurent rapidement des missions sur le territoire qui deviendra le diocèse de Saint-Jérôme.

Malgré que les Pères oblats n'y acceptèrent que des tâches limitées dans le temps, 12 d'entre eux vinrent travailler dans le diocèse. Il voulait qu'ils s'occupent des retraites, mais les Oblats avaient déjà un centre de retraite à Sainte-Agathe. Ils jouèrent un rôle important auprès des milieux ouvriers et de la paroisse Sacré-Cœur de Sainte-Thérèse. Après 1957, les Sulpiciens participèrent à la pastorale diocésaine et paroissiale. Quelques Dominicains apporteront aussi, pour certains projets, leur contribution. Mais il évita d'enlever aux prêtres séculiers le rôle qui leur revenait.

Quant aux femmes religieuses, et aux frères, ils et elles étaient presque tous présents sur le territoire à son arrivée. Quelques communautés de femmes y entrèrent sous son épiscopat, dont deux communautés de recluses et une communauté missionnaire. Ces hommes et ces femmes spécialisés (éducation et diffusion du livre, service hospitalier, service aux personnes en foyers, service social, service au clergé) permirent à M^{gr} Frenette de maintenir, développer et créer toutes les institutions qui relevaient alors de l'Église et qui passèrent progressivement sous l'autorité de la Cité.

En 1955, le nombre de religieux-religieuses dépassait les 600. En 1965, année que l'on peut considérer comme l'apogée de l'Église jérômienne dans le soutien d'institutions⁹, on en comptera plus de 750.

Jacques Grand'Maison, l'homme des grands espaces¹⁰

Jérômien de naissance et de souche (1931), Jacques Grand'Maison a salué, comme étudiant du Séminaire, l'arrivée d'Émilien Frenette en 1951. Il a accompagné l'action pastorale du premier évêque du début à la fin. Il est encore aujourd'hui, trois évêques plus tard, très présent à sa communauté paroissiale de Sainte-Anne, du lac Connely Nord.

Grand'Maison avait vécu sa jeunesse et son adolescence durant les années de lutte pour la syndicalisation du monde ouvrier québécois : Saint-Jérôme et ses industries trouvent dans la famille des échos des impuissances ouvrières face à des industries multinationales. Il répète qu'autour de la lecture du journal faite par sa mère, il apprenait à découvrir ce que seront plus tard pour lui les « cercles d'études ». Il sera en rhétorique au moment de la grève d'Asbestos¹¹ le représentant du Séminaire au concours de l'ACJC où il laissera voir ses couleurs face aux problèmes des ouvriers, ce qui lui vaudra la



Jacques Grand'Maison,
l'animateur. 1969.
Collection Viateur Raymond.



Ordination sacerdotale
de Jacques Grand'Maison
par M^{gr} Émilien Frenette, 1956,

deuxième place. Déjà puissant orateur et bon comédien, on s'accorde à reconnaître ses talents, mais on est, en 1949, hésitant à couronner un jeune de 20 ans qui parle d'une injustice dont la correction menacerait le pouvoir du capital.

M^{gr} Frenette ne le laissa pas longtemps dans les murs du séminaire : après une année seulement, il l'amène à l'évêché (1957) où durant trois ans il mènera une action auprès des jeunes chômeurs de la région. L'évêque de Saint-Jérôme ne pouvait pas ne pas être perméable aux travaux de la Commission sacerdotale d'études sociales mise sur pied par l'épiscopat¹². C'est là une partie importante de l'héritage que laissera Joseph Charbonneau à l'Église du Québec et particulièrement au nouveau diocèse de Saint-Jérôme. Et qui se concrétisera dans la lettre des évêques sur le problème ouvrier qui sera publiée après son départ.

En 1960, il part se perfectionner en Europe. Dès son retour, il reprend le travail sur le terrain et se fera émule d'Antoine Labelle, le grand artisan de la relance socio-économique de la région de Saint-Jérôme.

En 1969, il entreprend une longue carrière d'enseignement universitaire. Ce qui ne l'empêchera pas de s'impliquer dans d'importantes grèves à Saint-Jérôme et dans la réorganisation du travail après les grèves¹³. Sous l'épiscopat de M^{gr} Bernard Hubert, il sera très impliqué dans le dossier Tricofil.

À partir de 1988, il dirige le projet Recherche-Action qui porte sur les comportements religieux des populations des Basses-Laurentides.

Au milieu de cette activité débordante, Jacques Grand'Maison publie plus de 40 ouvrages, dont plusieurs connaissent un succès local et international. Il a prononcé plus de 300 conférences et rédigé plus de 300 articles dans diverses revues¹⁴.

M^{re} Frenette, lui-même travailleur infatigable, trouvait en Jacques Grand'Maison un observateur aux multiples lunettes qui situait l'action pastorale du diocèse dans une perspective nationale et ecclésiale. Avec le sociologue-théologien, il pouvait toujours recevoir une réaction scientifique à tout ce que chacun faisait sur une base apostolique.

Le diocèse était pour les deux hommes un inestimable reflet de la vie de l'Église au Québec. Et comme Jacques Grand'Maison, était également un homme de foi et d'action, ils avaient l'un pour l'autre une grande admiration.

Fernand Dumont et les milieux universitaires ont reconnu l'importance du travail, de la réflexion et des écrits de Jacques Grand'Maison. Le milieu diocésain était parfois moins perméable à sa pensée et à son action¹⁵, mais dans les moments de crise ou de grands changements, tous lui demandaient une conférence, un discours ou un texte. Il trouvait dans son évêque un lecteur attentif.

Dans sa contribution au rapport de la Commission Dumont sur la place du laïc dans l'Église, Jacques Grand'Maison a écrit des pages qui montrent bien qu'il avait, durant toute sa carrière, tenté de concilier la théologie et la sociologie autour de la question de la place de l'Église dans le monde. Dans ses derniers ouvrages¹⁶, il n'épargne ni l'une ni l'autre. Et il sonne également l'heure d'une reprise de conscience personnelle sur les questions du jour. Pour Grand'Maison il y a toujours eu trois lectures nécessaires : l'une, biblique et théologique. L'autre, historique et sociale. La troisième est éthique et personnelle.

Les écrits de Grand'Maison sont des exercices de conciliation de ces trois lectures qui, pour l'homme de foi qu'il était, ne pouvaient être contradictoires.

Avec Grand'Maison, l'Église de Saint-Jérôme ne risquait pas de manquer d'espace. Il a permis, à tous ceux qui ont bien voulu faire l'effort de le lire et l'entendre, de découvrir de grands territoires, un champ grand ouvert, où toute la vie humaine pouvait s'installer. Beaucoup de chrétiens, souvent insatisfaits des attitudes et des choix de l'Église, ont conservé un sentiment de confiance envers Elle parce qu'ils voyaient des hommes comme Jacques Grand'Maison Lui être fidèle.



Jacques Grand'Maison.
Allocution à l'occasion
de la fête de la reconnaissance
à M^{re} Charles Valois. 1997.

Il y a également chez lui un côté poète qui cohabite facilement avec le sociologue : chaque personne, chaque groupe, chaque situation possédant de nombreuses harmoniques que la poésie, où les mots ont des sens multiples, peut mieux traduire¹⁷.

Dans *Mitan de la vie*¹⁸, Jacques Grand'Maison avait ainsi décrit le sociologue engagé : il est lutteur, amoureux et pacifiant. La guerre, la paix et l'amour sont nécessaires, rappelle-t-il, mais non sans règles.

Jacques Grand'Maison a été maintes fois honoré pour sa contribution à la sociologie et à la théologie : il est professeur émérite à la Faculté de théologie de l'Université de Montréal. Il a reçu un doctorat *honoris causa* de l'Université Laval pour l'ensemble de son œuvre et le grand prix Desjardins, dans la catégorie créateur, pour son engagement social et l'ensemble de son œuvre littéraire.

L'évêché : l'espace aux quatre vents

Très rapidement, l'évêché de Saint-Jérôme devint une ruche : les portes étaient grandes ouvertes, on y entrait, on en sortait, on se retrouvait là dans un courant puissant, sur une grande place publique où chacun pouvait apporter ses produits et emmagasiner ceux des autres. Derrière un regard intelligent, protégé par un certain sens de l'humour et soucieux de donner l'exemple du travail acharné et quotidien, M^{gr} Frenette dirigeait sans en avoir l'air toute cette troupe intelligente, active et parfois désordonnée. Il ne retenait pour lui aucune idée, n'avait aucun souci de soigner son image. Comme un père, il était fier de ses enfants et leur donnait le maximum de liberté qu'un évêque peut donner.

En 1954, avec Rita Maurice, il réalisa qu'il pouvait convaincre même des laïcs de le suivre.

Rita Maurice

1954 marque l'arrivée d'une femme qui va marquer la vie des 50 premières années du diocèse de Saint-Jérôme. Rita Maurice habitait à Mont-Rolland et militait déjà dans un engagement d'action catholique ouvrier avant la création du diocèse. Elle avait participé à des comités diocésains du diocèse de Montréal.

La JOC était mère de presque tous les mouvements d'Action catholique canadiens. Et son père spirituel était l'oblat Henri Roy, vicaire à Saint-Pierre-



Rita Maurice prend sa retraite. Elle reçoit des fleurs de M^{re} Charles Valois.

Apôtre de Montréal, qui avait suivi les traces de Joseph Cardijn, de Belgique. Il a été qualifié d'« agressif et de bousculant », « insaisissable et envoûtant¹⁹ ». On ne saura jamais si ces qualités avaient marqué la jeune Rita Maurice : on soupçonne bien toutefois qu'une femme, en 1950, pouvait avoir toutes ces qualités mais qu'elle devait les exprimer avec discrétion. En 1931, Roy avait fondé une section JOC féminine dans la paroisse Saint-Alphonse-d'Youville. Dans Mont-Rolland, l'ouvrière Maurice s'occupait activement des ouvrières locales.

En mai 1952, elle participe à un premier comité de JOC organisée par le diocèse de Saint-Jérôme. On voudrait bien la réquisitionner pour la pastorale ouvrière diocésaine, mais elle a des responsabilités familiales qui ne le lui permettent pas.

Le 18 octobre 1954, elle devient secrétaire diocésaine d'Action catholique et vient occuper son bureau, dans la rotonde, rue du Palais, avec le secrétaire de l'évêque, le chancelier, la permanente de la JOC et de la JEC, Marie-Paule Dagenais. Depuis cette époque, Rita Maurice a assuré, par sa permanence, la naissance et le développement de dizaines d'organismes et de services.

Rita Maurice a pu trouver en M^{re} Frenette le « prophète », l'homme qui faisait confiance aux laïcs, qui s'est toujours intéressé aux problèmes ouvriers²⁰. Son expérience est si vaste, si englobante qu'on ne peut que souhaiter qu'elle songe à rédiger des mémoires dont l'histoire de l'Église du Québec ne pourra que profiter.

Paul-Émile Charbonneau

Paul-Émile Charbonneau est né à Sainte-Thérèse, le 4 mai 1922. Après ses études au Séminaire de Sainte-Thérèse et sa théologie au Grand-Séminaire, il est ordonné le 31 mai 1947. Il devient aussitôt professeur au Séminaire. Il étudie au Collège canadien, à Rome, à partir de 1949. Il est rappelé des études pour occuper le poste de directeur des étudiants en octobre 1950, à la suite du départ de Paul Grégoire qui ira occuper le poste d'aumônier des étudiants de l'Université de Montréal. M. Charbonneau cédera rapidement son poste à Maurice Leroux pour se consacrer à la direction spirituelle des étudiants.

M^{re} Frenette viendra le chercher en 1953 et l'installera dans les locaux de l'évêché : c'est la période très active où on mène des Congrès eucharistiques à travers tout le diocèse (de juillet 1953 à juin 1956). Voici les objectifs donnés par M^{re} Frenette à ces quatre grands ralliements :



M^{gr} Paul-Émile Charbonneau,
M^{gr} Émilien Frenette,
chanoine Paul Labelle.
Collection Paul Labelle.

La Fête du Christ-Roi nous invite à lancer immédiatement cette grande offensive eucharistique et mariale pour la sanctification de nos familles et, par suite, pour l'obtention de nombreuses vocations sacerdotales et religieuses. (*Revue eucharistique du clergé*, décembre 1952, p. 627)

Le thème général des quatre années de congrès était : « Famille eucharistique et mariale : jardin de vocations ». C'est aussi le moment où Fernand Dumont commence ses travaux de sociologie sur le territoire du diocèse.

En 1954, Paul-Émile Charbonneau devient curé de la cathédrale²¹ et membre du chapitre. M^{gr} Charbonneau raconte qu'un jour M^{gr} Frenette arrive dans son bureau et dépose une pile de volumes concernant la Mission de France. Il a décidé de mener une telle mission dans son diocèse. M^{gr} Charbonneau répète encore aujourd'hui qu'il en fut soufflé.

Après la Mission, on met sur pied le Conseil diocésain de la pastorale (fin 1959). M^{gr} Charbonneau en prend la direction. Ce conseil regroupe tous les secteurs d'activités du diocèse (charité, éducation), les vicariats forains, les prêtres, religieux et religieuses. Dans chaque vicariat forain ou zone, il y a des commissions régionales qui font un travail similaire. Mais dès le 24 novembre 1960, il est élu évêque auxiliaire d'Ottawa. Il devient évêque de Hull en 1963.

Le congrès eucharistique
de 1956, à Saint-Jérôme,
au Parc Melançon.



Paul Manseau²²

À partir de 1953, Paul Manseau habite l'évêché. Habiter est, dans son cas, un mot qui n'a pas tout son sens, car Paul Manseau passe à l'évêché. Il travaille aux œuvres sociales dans ses bureaux de Saint-Jérôme, y mange souvent, y dort parfois. Si on veut lui parler à l'évêché, il faut le prendre au vol.

Paul Manseau est né le 25 décembre 1916 à Hull. Il fait ses études classiques au collège Saint-Alexandre et sa théologie à Ottawa. Ordonné le 3 juin 1944, il devient d'abord vicaire de la paroisse Saint-Joseph de Wrightville, à Hull.

En 1945, il devient le vicaire de Brownsburg. Et de là, il va entreprendre des études en service social à l'Université de Montréal. En 1953, alors qu'il est au milieu de son travail de maîtrise, il crée un Service Social diocésain. Il prend la relève des sœurs du Bon-Conseil, collabore avec sœur Marie-Paule Mouton, M^{lles} Yolande Martineau et Gabrielle Taillon. La Fédération des

œuvres de Charité qui était au début entre les mains de M^{gr} Philippe Labelle revient sur son bureau en 1953, de même que la Saint-Vincent-de-Paul.

En 1963, il met sur pied Familia, qui avait pour but d'acquérir des immeubles qui abriteraient les différents services sociaux offerts à la population. Familia administre toujours les bureaux des services sociaux. Grâce à une saine gestion de ces immeubles, Familia a accumulé des profits qu'elle redistribue maintenant. En 1989, les sommes distribuées dépassaient les trois quarts de million. Au sujet de Familia, le chanoine Manseau avait dit :

J'ai l'impression que Familia (St-Jérôme) Inc. doit continuer de s'organiser, de fonctionner dans ce but (fournir à des œuvres de bien-être les moyens matériels immobiliers) et d'être, dans une certaine mesure, à la disposition du Conseil de Bien-Être et de ses œuvres-membres afin de leur fournir l'habitation où ces œuvres pourraient fonctionner. L'unification du travail à ce niveau devrait donner de très bons résultats²³.

Jean-Paul Duquet, membre du conseil de Familia, en parlant justement de ces résultats et de M^{gr} Frenette, disait :

En dépit de ses (M^{gr} Frenette) réserves envers tout projet à la moindre saveur capitaliste, il ne les (fondateurs de Familia) citerait pas moins en modèle pour avoir su, tout en venant en aide aux œuvres sociales laissées pour compte par l'État, faire fructifier un patrimoine immobilier que l'Église diocésaine ne voulait ni de près, ni de loin, continuer à gérer²⁴.

Les fondateurs de Familia sont Rodrigue Benoît, René-W. Hébert, Gaston Laurier, Jean-Paul Léonard et Jacques Maisonneuve.

En 1964, Paul Manseau devient le procureur du diocèse. En 1967, il est nommé membre du Conseil des Consultants du Séminaire de Sainte-Thérèse. Il aura un rôle important à jouer dans la vente du Séminaire au collègue Lionel-Groulx. À l'âge de 51 ans seulement, la mort le fauche subitement.

Créer des paroisses

Depuis la Deuxième Guerre mondiale, et jusqu'en 1968, les évêchés du Québec ont créé près de 500 paroisses. Près de 75 % de ces créations sont des démembrements d'anciennes paroisses. Les deux tiers des paroisses ont maintenant moins de 2500 paroissiens.

M^{gr} Frenette travaillera dans ce courant provincial en créant 16 paroisses. En voici la liste : Notre-Dame de l'Assomption, Cœur-Immaculée-de-Marie, Sacré-Cœur, Notre-Dame-de-Fatima, Saint-Eugène, Sainte-Marthe-sur-le-Lac, Saint-Michel-de-Wentworth, Notre-Dame-de-la-Salette, Holy Family,



Paul Manseau.
Collection Yolande Martineau.

Saint-Pierre, Saint-Rédempteur, Christ-Roi, Très-Saint-Sacrement, Saint-Jean-Baptiste, Holy Cross, Saint-Esprit²⁵.

Émilien Frenette, le concile Vatican II et le synode de 1967

La consultation des évêques, pour le concile Vatican II, se tint entre le 17 mai et le 5 juin 1960. Les réponses de M^{gr} Frenette à cette consultation sont assez peu marquantes²⁶. Tout le monde a été surpris par l'annonce de Jean XXIII, les évêques comme les autres. Mais en 1962, à la veille de l'ouverture du concile, M^{gr} Frenette organise des rencontres régionales et une grande assemblée diocésaine où les chrétiens du diocèse parlent des réformes qu'ils souhaiteraient : elles portent principalement sur la liturgie, la préparation aux sacrements, les messes dominicales et spécialement la préparation au baptême. On croyait alors que ce Concile allait plutôt épousseter le mobilier.

À partir de novembre 1960, la commission centrale, où siège le cardinal Léger, se réunit. On sait que le cardinal Léger joua un rôle important pour amener les Pères à se pencher sur la théologie fondamentale de l'Église. Son conseiller et théologien André Naud l'assistait de sa puissante réflexion théologique.

La 1^{re} session eut lieu du 11 octobre au 8 décembre 1962. La seconde, du 29 septembre au 4 décembre 1963, à la suite du décès de Jean XXIII et de l'élection de Paul VI, le 21 juin 1963. La 3^e session eut lieu du 15 septembre au 21 novembre 1964. Et la 4^e, du 14 septembre au 8 décembre 1965. Le synode des évêques eut lieu du 29 septembre au 29 octobre 1967.

M^{gr} Frenette participa aux différentes sessions du Concile. Il formait, dit-on, avec M^{rs} Coderre et Caza, un trio canadien bien identifié. Ce trio aurait tenté de différentes façons mais sans succès de convaincre le cardinal Léger de se faire le porte-parole des évêques canadiens. Les évêques apprenaient dans Saint-Pierre même à faire collégialité.

De toutes les réformes qui suivirent le concile, la réforme liturgique fut la plus facile à réaliser. Elle avait d'ailleurs été amorcée sous Pie XII. Le 7 mars 1965, le diocèse de Saint-Jérôme inaugurait ses réformes liturgiques : le célébrant regardait le peuple de Dieu et le peuple de Dieu le regardait. Il allait se tenir debout plus longtemps, à plusieurs moments de la célébration. Il allait s'exprimer, parler, chanter. Il allait comprendre ce qui se passait et avoir un contact direct avec la parole révélée.

Des hommes comme Claude Leclerc ont beaucoup contribué à l'implantation d'une liturgie nouvelle. L'Office de liturgie et de catéchèse, à partir de

1968, avec des hommes comme Paul Labelle et Pierre Bergevin, fournissait aux paroisses les outils nécessaires aux prêtres de paroisses qui, selon Claude Leclerc, « ont été admirables dans la réforme liturgique ».

1966-1967-1968 : années charnières

Le 6 août de l'année suivante, Paul VI allait lancer le motu proprio *Ecclesiae sanctae*, où on verrait ce même peuple prendre une place importante au milieu des papes, des évêques, des prêtres. Les églises du Québec et celle de Saint-Jérôme en particulier allaient vivre intensément cette redéfinition du peuple de Dieu.

Et à l'automne de 1966, l'Action catholique du Québec allait crouler dans une crise dont elle ne se remettrait pas. On lui délégua d'urgence une commission de chirurgiens qui prit le nom de son plus illustre laïc, Fernand Dumont, et où Jacques Grand'Maison jouerait un rôle capital. Le diagnostic des spécialistes était si vaste, si complexe, que les commissaires refusaient eux-mêmes de tirer une conclusion : « ... il serait inutile et même illusoire de prétendre nous résumer²⁷ ».

Le diagnostic est très sévère :

... le chiffre annuel des vocations sacerdotales (prêtres diocésains et religieux) est passé, dans notre Église, de 2000 en 1946 à un peu plus d'une centaine en 1970; la moyenne d'âge des permanents de l'institution se situe autour de 55 ans; le décrochage massif d'avec la pratique religieuse s'opère chez les plus scolarisés, les plus urbanisés, les moins de trente ans, les nouvelles élites et les porteurs de la nouvelle culture; le laïcat organisé connaît une chute de participation sans précédent; un grand nombre de paroisses et d'autres institutions religieuses doivent consacrer d'énormes énergies à éviter une faillite financière; un grand nombre d'enseignants des écoles confessionnelles fuient les tâches de catéchèse; les témoignages chrétiens individuels et collectifs se raréfient; aux yeux de plusieurs, l'Église symbolise un monde en train de se liquider²⁸...

Un exemple parmi d'autres : la JEC

La JEC avait l'importance de son poids: sur les 30 000 militants des mouvements spécialisés (JEC, JOC, JRC, MTC, ACR et Renouveau chrétien) les deux tiers étaient des étudiants et le quart des ouvriers. Les autres mouvements regroupaient environ 3000 militants²⁹. Comme pour les autres

milieux sociaux, les étudiants engagés dans le « militantisme » refusaient progressivement un engagement ecclésial permanent, universel et organisé. On se tournait lentement pour un tel engagement vers des mouvements à caractère social, politique ou culturel. Et comme la hiérarchie n'avait plus les discours englobants d'autrefois, le discours sur la Cité occupa une place laissée vide par l'Église officielle.

Et il n'était pas question de mettre sur pied des structures juridiques confessionnelles visant à contrebalancer les structures laïques³⁰ : on semblait favoriser l'émergence de regroupements non structurés de ressourcement spirituel. L'aumônier était sur la corde raide, tiraillé entre la solidarité avec les jeunes ou avec la hiérarchie.

Allait-on réduire l'action de la JEC à une prise de conscience individuelle, sans action sur le terrain politique³¹ ? Pourrait-elle devenir un mouvement de pression ? Même les plus futés des théologiens et des pasteurs hésitaient : on voudrait les laisser libres mais également soucieux « de découvrir et de suivre Jésus-Christ à travers l'action engagée ». Et que devrait-on dire à ces jeunes engagés qui se situaient aux confins du religieux et du politique ? Ils étaient tentés de confondre leurs propres objectifs sociaux avec les objectifs de l'Église. Y aurait-il d'autres possibilités que de les laisser se détacher de l'Église³² ?

La JEC devint une arène pour une confrontation qui allait durer 10 ans. Déjà, en 1956, les évêques refusaient de confirmer un aumônier national dans ses fonctions. Plus encore : ils refusaient de financer l'Action catholique telle qu'ils la voyaient. Il y avait beaucoup d'action, mais, selon une majorité d'entre eux, elle n'était pas catholique.

Les dirigeants eux-mêmes, du moins les plus influents, commençaient à réaliser qu'ils avaient utilisé l'Église pour créer de multiples services à la Cité qui avaient maintenant l'âge de quitter la « maison d'école³³ » et de voler de leurs propres ailes. Une grande partie de ces dirigeants passaient d'ailleurs de l'Église aux services qu'ils avaient créés. Surtout dans le syndicalisme, le journalisme et la politique active. Plusieurs mouvements auraient dû se saborder, quelques-uns le firent, dont la JEC de Saint-Jérôme.

Au fond, l'Église du Québec leur dit d'aller se faire financer par l'État puisqu'ils voulaient maintenant faire vivre ce nouvel État. C'était l'État qui se voulait maintenant la Cité Totale, ce qui avait été le rêve de l'Église catholique du Québec depuis M^{gr} Bourget. Le projet avait changé de camp. On n'allait plus au Ciel, on allait à Québec³⁴ !

Les évêques, ou une certaine majorité d'entre eux, auraient-ils préféré lire autre chose dans les conclusions du Rapport Dumont ? « La vocation des

chrétiens du Québec n'a pas seulement à être vécue à l'intérieur de l'Église universelle³⁵. »

Les chrétiens du Québec ne seraient plus des pensionnaires à plein temps de l'Église.

Quand les commissaires disent : « nous disons que la qualité de la vie ecclésiale dépend dans une large mesure de la qualité de la mission des chrétiens au cœur des enjeux les plus vitaux du monde et des sociétés particulières³⁶... », qu'ont compris les évêques³⁷ ?

Et quand le rapport dit :

Notre orientation de fond s'est concentrée autour de la tâche première de l'évangélisation : le signe par excellence de la présence active du Christ dans le monde, c'est d'abord la vie fraternelle de chrétiens profondément solidaires dans leur foi, leur espérance et résolument engagés dans les projets humains de libération et de développement de leur société. Encore ici, l'Évangile nous amène à renverser les priorités habituelles³⁸...

En 1970, des projets de libération, cela voulait dire quelque chose d'assez concret³⁹.

Ce qui avait débuté par une crise très localisée avait donné naissance à une remise en question globale. Tout était remis sur la table. On avait offert une oreille à un laïc en crise : il avait parlé de tout. Le rapport de la commission devenait une sorte de remise en question totale, comme les évêques l'avaient vécue durant le concile Vatican II.

Le Rapport Dumont n'avait rien à dire sur la JEC. Il constata que « la Jeunesse ouvrière chrétienne et le Mouvement des travailleurs chrétiens sont les deux seuls qui conservent l'ensemble des caractéristiques fondamentales de ce type d'apostolat⁴⁰ ». Pour le milieu étudiant (secondaire, collégial et universitaire), elle se contenta de renvoyer la balle aux autorités scolaires pour les inciter à un réaménagement des horaires des programmes et du régime de vie. Elle croyait qu'aucune reprise ne serait possible sans cela⁴¹.

Durant les travaux de la Commission, la JEC de Saint-Jérôme s'était impliquée dans l'occupation du cégep Lionel-Groulx. Réal Valiquette⁴² avait écrit un document sur le pouvoir étudiant que *Le Devoir* avait repris dans son édition du 16 octobre 1968. Valiquette réalisait que le combat mené par les étudiants ne pouvait se faire à l'intérieur des structures de l'Église. Il disait :

Il faut donc que les chrétiens s'engagent dans la société actuelle du monde étudiant et qu'ils cessent, comme groupe, de vouloir faire de la politique au sein des structures de l'Église⁴³.

Pour Valiquette, les jeunes chrétiens devaient maintenant se retrouver dans de petites communautés de foi où ils pourraient se ressourcer. Mais le rôle d'organiser les jeunes revenait maintenant aux syndicats. Et aux conseils étudiants.

En novembre 1968⁴⁴ des curés et des vicaires de paroisse écrivirent au directeur de la pastorale diocésaine pour questionner l'action de la JEC, particulièrement durant l'occupation du cégep Lionel-Groulx. L'équipe diocésaine décida ne pas présenter son budget et de rompre avec l'Église diocésaine.

L'épiscopat de M^{gr} Émilien Frenette : un chantier jamais terminé

Les premières vingt années du diocèse et l'épiscopat de M^{gr} Frenette furent un bouillon permanent⁴⁵.

Tout fut entrepris et tout fut entrepris presque en même temps. Tous les projets se chevauchaient ou se développaient en parallèle. Les constructions⁴⁶, les organisations structurelles, les grands projets, les études, les implications dans les crises socio-économiques, les remises en question consécutives au Concile.

Climat d'emménagement, de restauration, de réaménagement : la famille était constamment bouleversée par l'arrivée de nouvelles personnes, de nouveaux projets, de nouveaux défis. Comment cet homme d'allure si frêle a-t-il pu supporter une telle intensité de vie durant de si nombreuses années ?

Il écrivait à un séminariste :

Et je prépare notre grande Mission d'automne 1959, notre souscription d'automne 1957, et plus immédiatement l'agrandissement de l'Évêché, du Centre diocésain et la Construction d'une maison de retraites fermées qui sera durant l'été le centre de nos œuvres de vacances à cinq milles de Saint-Jérôme⁴⁷.

Un chef d'orchestre

À l'occasion du 30^e anniversaire du diocèse (27 septembre 1981), en présence du cardinal Léger, de M^{gr} Frenette, de M^{gr} Paul-Émile Charbonneau et de M^{gr} Charles Valois, Jacques Grand'Maison a parlé du premier évêque de Saint-Jérôme comme d'un chef d'orchestre extraordinaire. Il a rappelé ce trait d'humour de M^{gr} Frenette qui disait : « Je suis le chef, donc il faut que je suive. » Comme bien des diocésains des premiers temps, l'évêque qui créait des mouvements était lui-même entraîné dans le mouvement général.

M^{gr} Frenette n'était pas un directif: des hommes et des femmes d'une rare capacité d'action pouvaient très bien vivre à ses côtés, sans gêne, sans se sentir limités. Il cherchait sans doute parmi tous ces gens, tous ces projets, un style particulier à son Église. À Saint-Jérôme, à l'évêché, au Centre diocésain, au Service Social, au Séminaire, à l'Estérel, dans les couvents et dans les presbytères, ces années ne furent pas des années d'ennui. Il y avait toujours de la place, une table de travail, un téléphone, et sur la table un bout de papier⁴⁸ sur lequel on pouvait trouver le résumé d'un projet⁴⁹.

Mais Émilien Frenette n'était pas non plus un homme de la planification intégrée. Il écrivait peu de textes officiels. Ses discours étaient surtout des successions de thèmes très divers, reflétant bien tous les dossiers qui étaient ouverts sur sa table. Il donnait parfois l'impression de chercher une ligne directrice, et dans ses projets et dans ses discours: son respect de la liberté des autres l'amenait sans doute à tenter de la lire dans des courants très divers.

Le troisième successeur de M^{gr} Frenette, M^{gr} Gilles Cazabon, a lui-même tenté d'identifier les caractéristiques de l'Église de Saint-Jérôme qu'il a reçues en héritage de ses trois prédécesseurs. Voici les traits qu'il a retenus:

Une animation pastorale qui s'appuie sur une connaissance du milieu. La formation d'un laïcat engagé et assumant ses responsabilités envers le monde et dans l'Église. Une attention constante au développement social du milieu. La mise en valeur de la coresponsabilité évêque, prêtre, diacre et laïc en pastorale. La reconnaissance de l'apport spécifique des religieux et des religieuses à la vie de notre Église. La place centrale de la Parole de Dieu et le sens de la mission dans la vie des communautés⁵⁰.

Tous ces traits de caractère ont pu s'épanouir parce que le premier évêque de Saint-Jérôme était un homme de liberté.

À ce rythme, un homme s'épuise. Au début de 1968, il accepte une équipe composée d'un quatuor musclé formé de vicaires épiscopaux: Jacques Grand' Maison, comme vicaire général, Roland Guindon, pour les affaires administratives, Viateur Raymond, pour les questions de personnel et de nominations, et Jacques Lépine, pour le clergé et les communautés religieuses. Les trois derniers deviennent des vicaires épiscopaux, avec des pouvoirs prévus par le droit canon. En mars 1968, M^{gr} Frenette prend un congé de 15 jours: on croit qu'il s'agit du premier arrêt depuis sa nomination comme évêque. Une assemblée du presbytérium se tint au collège Lionel-Groulx: on se demandait si M^{gr} Frenette avait encore la santé nécessaire pour gouverner.



M^{gr} Frenette avec deux confrères: M^{grs} Percival Caza, Alfred Langlois et le ministre Paul Sauvé. Photo David Bier.



M^{re} Frenette au milieu de patrons et d'ouvriers. À sa droite, M^{re} Philippe Labelle; à sa gauche, l'abbé Paul Labelle.



Campagne de souscription pour le fonds diocésain. M^{re} Frenette s'adresse aux employés de la Dominion Rubber, Regent Knitting et Papiers Rolland. 1954. ADSJ.

Les finances

La précarité des finances place souvent les leaders dans des positions difficiles: ce fut le cas de M^{re} Frenette. Il avait créé une série d'institutions, en avait supporté d'autres. Il avait multiplié les projets. Supporté le perfectionnement de son personnel. Il fallait beaucoup d'argent pour faire tout cela.

À la fin des années 1960, il faut faire face à des déficits d'opération qui augmentent de plus en plus. Lorsque les administrateurs financiers réalisent que le gouvernement est acheteur pour le Séminaire, ils veulent à tout prix éviter que le gouvernement ne s'approprie l'institution pour une chanson, comme semblent vouloir le faire les négociateurs de Québec. Cette institution a vécu de trois sources autres que les frais d'instruction et de pension: les sacrifices des prêtres, les quêtes auprès des diocésains à partir de 1951 et des subventions gouvernementales. On veut s'assurer que chacun en retirera sa juste part.

Dans la transaction, les parents ont récolté largement car on leur laissait en main une institution de qualité. Les subventions furent établies d'une façon stricte par M^{re} Maurice Saint-Louis et les négociateurs du gouvernement. Quant à la part des diocésains et de l'évêque de Saint-Jérôme, elle se chiffra à 1,6 M.

M^{re} Frenette souffrit sans doute beaucoup des intentions qu'on lui prêtait d'utiliser cet argent pour combler le déficit du diocèse. Mais il pouvait toujours dire que le diocèse avait supporté le Séminaire depuis 1951 et que ce retour d'argent était légitime. Lorsque les évêques Hubert et Valois se tournèrent vers l'éducation de la foi dans les écoles, en engageant de nombreux agents de pastorale, ils continuaient, d'une certaine façon, l'œuvre de M. Ducharme.

Ouverture aux médias

Claude Brun, un journaliste de bonne réputation traitant de la vente du Séminaire, avait parlé d'un esprit démocratique qui s'installait dans les structures diocésaines. Grâce à cette liberté laissée aux médias, la population avait mieux compris les enjeux de la crise qui se déroulait dans l'Église de Saint-Jérôme. Jean-Paul Duquet, un autre bon journaliste, fut même engagé par l'évêché durant un certain temps, ce qui témoigne de la liberté qu'octroyait M^{re} Frenette à ses employés.

La Grande Mission

La Grande Mission de Saint-Jérôme se prépara à partir de 1957. On mit sur pied 5 commissions spécialisées : prédication, liturgie, apostolat laïque, action sociale et éducation. On semblait s'inspirer de certaines missions de France, en particulier celle de Pau (1954), de Roubaix (1954), de Calais (1955) et de Lille (1958)⁵¹.

La Mission est précédée, au printemps de 1959, d'une pré-mission qui comprend deux activités : un triduum et un engagement solennel à la cathédrale. Le 10 mai 1959, M^{re} Frenette avait écrit une lettre pastorale. Il donne les objectifs de la mission qui devaient permettre une conversion des fidèles mais aussi une mise en place d'une organisation d'Église :

... mobilisation et coordination de toutes les forces spirituelles du diocèse pour sanctifier toutes les âmes et tous les milieux de vie, en les pénétrant plus profondément de l'esprit et de la vie du Christ, par l'action d'une Église bien unie et bien vivante...

Le 7 juin 1959, une grande cérémonie d'engagement d'apôtres se tient à la cathédrale. Au total, 1696 personnes ont signé un engagement. De la paroisse cathédrale, on compte 173 personnes, de Sainte-Scholastique 124, de Sainte-Anastasia, 121, de Sainte-Adèle, 109. La paroisse de Sainte-Thérèse n'inscrit que 35 personnes⁵².

Tout cela ressemblait à une veillée d'armes. Ou à une préparation à la guerre : on utilise des expressions comme « effort de guerre totale, conscription générale, tous au front, mobilisation des forces apostoliques, offensive spirituelle, arracher le monde à la mort, aux ténèbres, au péché, à l'isolement, livrer le bon combat, soldats modernes du Christ et de son Église ».

Plusieurs, après la mission de prédication d'automne, diront que c'était un doublé qui a créé de la confusion. On préparait le même par le même.

La phase de prédication se tient du 5 au 22 octobre 1959. Dans un texte de rapport annoté de la main de M^{re} Frenette⁵³ on parle, à propos de la prédication, de gens déroutés : les prédicateurs comme les fidèles sont surpris, y lit-on, parce qu'on s'attendait à autre chose. À entendre le tonnerre, à voir les éclairs. Mais le prédicateur devait être serein et l'auditeur ne pas rencontrer « l'amertume des prédicateurs ». La participation est évaluée à 50 ou 60 % des adultes, mais parfois on parle de 25 %. La participation confirme peut-être les conclusions de l'enquête sociologique : les noyaux durs sont au rendez-vous, surtout à la campagne. Les paroisses plus éclatées des villes participent moins.



La Roulotte des Laurentides.
Photo G. Allaire enr.,
Saint-Jérôme.

On y trouve cette remarque intéressante et étonnante: «... c'est la situation économique-sociale du milieu qui a empêché la prédication d'avoir des résultats plus positifs».

Il semble y avoir une confusion autour du mot «mission». Tout le monde connaît bien les retraites paroissiales. On emploie le mot mission pour parler du travail apostolique dans les pays de mission. Les messes dans les usines semblent un coup médiatique mais on doute que cela puisse se maintenir. Même remarque pour le travail auprès des chauffeurs de taxi et des employés d'hôtel.

Parmi les succès liturgiques: les cérémonies de rénovation des «vœux» de mariage. Pour ce qui est des forums, ils furent un succès. À Lachute, il n'y en eut pas à cause de la situation sociale qui aurait pu rebondir. Le forum après le sermon amène à une concrétisation de la prédication en fonction du milieu social de la paroisse.

Les visites dans les foyers par les prédicateurs ont suscité une inquiétude chez le clergé des paroisses. La messe communautaire semble maintenant une chose acquise. Pour ce qui est de l'action apostolique, le rapport est assez négatif. On se cherche, et les comités de sociologie n'ont pas levé.

La retraite des jeunes a été un succès quasi absolu dans toutes les paroisses. On réalise que les mouvements de jeunes sont devenus puissants, mais on se demande aussi quelle sorte de formation les aumôniers donnent à leurs chefs.

Maurice Matte et les comités de sociologie

Maurice Matte était né à Lac-Mercier près de Québec (25 juillet 1923). Il avait fait ses études au séminaire de Sainte-Thérèse et, après son ordination, en 1948, était devenu professeur dans la même institution. En septembre 1951, alors que le diocèse vient tout juste d'être créé et M^{gr} Frenette intronisé à Saint-Jérôme, il part pour Rome. Il complétera son cycle d'études en France. Il reviendra en 1952 avec une licence en philosophie.

Son retour au séminaire marque une étape dans l'enseignement de la philosophie et des sciences sociales. Maurice Matte est très critique vis-à-vis du climat social et politique du Québec de la fin des années 1950. Il se soucie surtout d'ouvrir l'esprit des philosophes à la vie en société. L'enseignement systématique de la philosophie en vue du baccalauréat ne l'attire pas trop.

M^{gr} Frenette, toujours à l'affût de prêtres formés aux dernières sciences et techniques, vient le chercher en juin 1957. Il occupera le poste de secrétaire de la Grande Mission, sous la direction de Paul-Émile Charbonneau. Il y avait eu



Maurice Matte. Un homme de réflexion. 1974. Collection Monique et André Cardinal.

alors des changements importants aux commandes de la pastorale. M^{gr} Presseault quittait ses fonctions et même l'évêché. On va maintenant voir M^{gr} Frenette donner priorité à des organismes de pastorale moderne.

Les mouvements

L'épiscopat de M^{gr} Frenette a vu naître ou se développer plusieurs formules d'engagement dans l'action. Les « mouvements » étaient déjà bien implantés sur le territoire avant qu'il n'arrive : M^{gr} Frenette ne les négligea pas. Il leur accorda toute l'importance qu'il pouvait⁵⁴. Ces mouvements de masse faisaient une action concertée et souvent très efficace dans certains champs : lutte à l'alcoolisme, lutte à la pauvreté, éducation de la foi, soutien à la vie liturgique des paroisses.

Et ils permettaient l'expression d'une piété traditionnelle dans l'église de Saint-Jérôme. La dévotion mariale, entretenue par des communautés religieuses, surtout par les Oblats, au Cap-de-la-Madeleine, allait continuer de s'exprimer dans le diocèse. Ce mouvement marial avait de fortes racines au XIX^e siècle (Catherine Labouré, 1830 ; La Salette, 1846, Lourdes 1858, Pontmain 1871, et la proclamation du dogme de l'Immaculée Conception en 1854), Pie XII (déclaration du Dogme de l'Assomption, 1950) et le cardinal Léger (récitation du chapelet) avaient créé un courant qui rejoignait le diocèse de Saint-Jérôme. Les apparitions plus récentes, comme Fatima (1917), et les messages secrets dont le dernier annonçait l'attentat contre Jean-Paul II étaient connus dans le milieu ; et les diocésains s'en inspièrent dans la pratique de leurs dévotions.

Parmi les paroisses créées par M^{gr} Frenette, plusieurs portaient des noms au vocable marial : Notre-Dame-de-l'Assomption, Cœur-Immaculée-de-Marie, Marie-Médiatrice, Notre-Dame-de-Fatima, Notre-Dame-de-la-Salette. L'évêque nommait régulièrement des aumôniers diocésains responsables des mouvements comme les Enfants de Marie.

La seconde dévotion était évidemment celle au Cœur de Jésus. Son origine plus immédiate remonte à la fin du XIX^e siècle alors que Léon XIII consacrait le genre humain au Sacré-Cœur de Jésus (11 juin 1899). En 1907, le père Mateo s'était fait le propagandiste de la consécration des familles au Cœur de Jésus. Cette dévotion qui incitait chaque famille à afficher l'image du Sacré-Cœur sur les murs de la maison familiale avait eu ici beaucoup de succès. Avec les « ligueurs » du Sacré-Cœur qui étaient des hommes engagés individuellement et collectivement à nourrir leur vie spirituelle et à assainir le climat

moral de leurs paroisses, avec la contribution de revue comme *Le Messager du Sacré-Cœur* dont la publication était assurée par les Jésuites (le père Léonidas Hudon, s.j.), le mouvement s'orienta lentement vers un engagement social : il devint perméable aux techniques de l'Action catholique.

M^{gr} Frenette nomma plusieurs paroisses sous le vocable du Sacré-Cœur ou des vocables rattachés à la dévotion au Christ : Sacré-Cœur-de-Sainte-Thérèse, Saint-Rédempteur, Très-Saint-Sacrement.

Vers des mouvements qui rejoignent des états de vie

Les « mouvements » de piété étaient véritablement en mouvement vers des engagements qui rejoignaient le chrétien dans son état de vie. Telles furent les Foyers Notre-Dame. La piété mariale, le souci de vivre un état de vie (le mariage) et l'engagement en Église convergeaient dans une formule qui eut un grand succès et qui se prolonge aujourd'hui dans le Mouvement couple et famille.

Tout naît autour de Albert Lapointe, p.s.s. et l'église Notre-Dame. Saint-Jérôme est rejoint par la vague en 1962 alors que M. et M^{me} Fernand Bourassa, de Saint-Jérôme, en prennent la responsabilité. En 1965, ce sera le tour de Sainte-Thérèse, en 1967, Terrebonne, en 1968, Sainte-Scholastique, en 1975, Bois-des-Filion et Boisbriand en 1981. L'abbé René Viau, qui a quitté lui aussi l'enseignement au Séminaire de Sainte-Thérèse, devient le conseiller spirituel des Foyers et de plusieurs autres mouvements s'adressant aux adultes. Guy Champagne sera également très proche des Foyers Notre-Dame.

Les Foyers Notre-Dame sont d'ailleurs au confluent de nombreux mouvements qui ont rejoint le couple, la famille, depuis la Première Guerre mondiale : comme Les Cercles de Fermières (1915), les Écoles de parents (1939), la LOC (1939), le SPM (1941), les Équipes de Ménages (1942), Le Service d'orientation des foyers (1945). On verra d'ailleurs M^{gr} Frenette harceler les Oblats pour qu'ils viennent semer tous ces mouvements dans son diocèse et initier des prêtres séculiers, comme les abbés René Viau et Jacques Grand'Maison, à ce travail de terrain.

Entre « les mouvements » et l'Action catholique générale (ACG), il y avait toujours un certain flottement dans l'Église du Québec⁵⁵. Il est possible aujourd'hui, avec du recul, de reconnaître que tous ces mouvements avaient fait de l'action et que certaines de ces actions avaient apporté des changements importants dans la société. Mais on avait de la difficulté, en 1950, à tracer les frontières entre Action catholique, Action catholique générale et Action catholique spécialisée.



Première assemblée générale du MIAMSI. De gauche à droite : M^{me} Immacolata Saviati, derrière M^{me} Salviati, Huguette Valois, Louis Guérin, M^{gr} Émilien Frenette. Rome. 1964. Collection Louise Guérin.

Quelques-uns, comme les Lacordaire et Sainte-Jeanne-d'Arc qui avaient pris la relève des croix noires de tempérance et mis en valeur la revalorisation de la personne sont à l'origine, dans le diocèse, de la création de la maison Domrémy et du travail fait auprès des toxicomanes.

L'Action catholique spécialisée avait aussi certaines assises. Auprès des étudiants par la JEC, des ouvriers avec la JOC et la LOC et auprès des agriculteurs par la l'Action catholique rurale. Le milieu indépendant aurait bientôt ses structures.

On a encore de la peine à faire une liste exhaustive de tous les services que ces mouvements engendreront. Grâce aux premières enquêtes de la LOC et de la JOC, on identifie les besoins des travailleurs et on n'hésite pas à suggérer une formule d'aide qui va parfois se détacher du mouvement et voler de ses propres ailes. La même chose se produira pour la famille, la femme, les jeunes à l'école ou en dehors de l'école.

La présence de l'équipe de Fernand Dumont dans le diocèse et l'émergence de la pastorale d'ensemble allaient tout naturellement signaler l'importance de tourner toutes ces activités vers des regroupements paroissiaux et régionaux. La formule qui se dégageait de l'enquête de Dumont devait se calquer sur ces unités géographiques et sociologiques. C'est ce à quoi s'occupa Maurice Matte qui, sensible et à l'étude des milieux sociologiques et à la pastorale d'ensemble, plus peut-être à la seconde qu'à la première, songea aussitôt à créer les Comités de sociologie qu'il aurait voulu voir s'implanter dans toutes les paroisses. On aurait dû voir autour d'une même table paroissiale des représentants des mouvements, de l'Action catholique générale et spécialisée et les responsables clercs.

De 1956 à 1961, Maurice Matte pensait pouvoir lentement amener les élites des paroisses à déboucher sur l'action catholique. Pour lui, cependant, cette Action catholique n'était pas spécialisée mais générale. Son option était de dire que les paroissiens viendraient à l'action progressivement, par un mouvement interne. Maurice Matte surveillait le moment où les paroissiens réclameraient de l'action. C'était une option différente de la tradition de l'Action catholique qui commençait toujours par l'enquête et un programme d'action qui avaient été décidés dans un congrès provincial. Quand les comités de sociologie commencèrent à exiger des programmes d'action, il crut que l'heure était venue de leur proposer l'Action catholique. En 1961, il avait écrit : « Au moment où les comités réclament l'action, on leur parle de renouvellement intérieur... de fécondité intérieure... Ce fut un coup de barre qui nous orientait nettement vers l'AC. »

Et, dans un autre document, en 1960: « Répondre aux besoins humains et surnaturels n'est pas suffisant. Il faut que la paroisse soit le signe de l'Église du Christ, le signe de l'unité et de la charité⁵⁶. »

L'Église de Saint-Jérôme vivait donc, à sa manière, le grand questionnement de tous ceux qui font de l'action sur le milieu: à quelle unité sociologique, géographique ou institutionnelle rattacher cette action? L'Église, autrefois très incarnée dans les anciennes frontières (seigneuries, paroisses civiles ou cantons), cherchait toujours son lieu d'atterrissage⁵⁷.

Devait-on faire de l'action dans de nombreuses cellules paroissiales, régionales ou dans des équipes diocésaines plus spécialisées? La paroisse est-elle la cellule de base? Le diocèse est-il le seul endroit où il y ait suffisamment de concentration pour faire une action efficace? Y a-t-il entre les deux des regroupements possibles, comme dans les zones? C'était encore une fois reposer la question: une action d'Église ou une action catholique? ou alors une action de catholiques? Il était évident que si la paroisse avait pu assumer l'action de ses membres, elle se serait rendue plus signifiante. Mais les deux épiscopats qui suivront ceux de M^{gr} Frenette montreront que la paroisse est une structure fragile, flottante. M^{gr} Hubert n'en créera pas. M^{gr} Valois n'en créera que 5 et commencera à en fermer. Le XXI^e siècle s'annonce avec des fusions si nombreuses qu'on peut même se demander si l'Église n'est pas elle-même entraînée dans un mouvement de mondialisation.

En janvier-février 1960, Maurice Matte fait un voyage en Europe où il rencontre des grands ténors de la pastorale en France: le chanoine Boulard, M^{gr} Cailhot (Coutances), M^{gr} Hernstein, à Fribourg, M^{gr} Elchinger, à Lille. Il fallait maintenant penser la pastorale après la Mission.

Quarante ans plus tard, dans l'Église de Saint-Jérôme, la majorité des paroisses mène toujours une action caritative qui a résisté au temps plus facilement que les mouvements ou les équipes d'Action catholique et les comités de sociologie. Mais ces paroisses n'ont nullement la prétention de faire évoluer « le milieu ». Elles témoignent maintenant de valeurs évangéliques et suscitent un bénévolat plutôt remarquable. Elles semblent parfois frustrées de ne plus pouvoir dire qu'elles ont changé le milieu.

Maurice Matte avait toujours été un homme de communauté paroissiale: « Bref, il s'agit pour les membres, non seulement de réussir personnellement, mais de faire réussir la communauté dont ils font partie⁵⁸. »

Dans *Essai d'une pastorale d'ensemble*⁵⁹, Maurice Matte semble souhaiter que la paroisse recopie au niveau paroissial la structure diocésaine de pastorale d'ensemble et souhaite dépasser une opposition latente entre ceux qui



Maurice Matte, le conférencier.
1975. Rencontre « Incroyance
et foi ». Collection Monique
et André Cardinal.
Photo Paul Hamel.

favorisent l'esprit paroissial et ceux qui parlent de l'Église comme ferment du monde. Et pour apporter une solution, il propose que la paroisse se mette à la pastorale d'ensemble, au comité de sociologie et à l'Action catholique générale. Il le fait toutefois sans nier que l'apostolat des milieux ait droit de cité hors du champ paroissial.

Maurice Matte a écrit un long texte intitulé *La réalité chrétienne, telle que vue dans un comité de mission*⁶⁰. Ce texte semble bien résumer sa pensée. La paroisse semblait pour lui le lieu de l'Église, la molécule du tissu ecclésial. L'Action catholique générale semblait l'outil pastoral privilégié et la révision de vie, la technique spirituelle par excellence. Il s'affirme dans ce texte comme un homme de foi. Il résume ainsi sa pensée :

Et la vie divine ne se développe que dans l'âme, il n'y a pas de vie divine dans les bâtiments, dans les objets, ni dans les institutions. Il n'y a de vie divine que dans les hommes.

Et plus loin :

Et cette vie divine, aucune structure ne la donne automatiquement, ni même la développe automatiquement, pas même la pratique religieuse. Dans ma vie et dans le monde, cela doit être une idée fixe. C'est la vie du Christ qui importe. Rien d'autre. Tout ce qui n'est pas la vie du Christ dans les âmes n'importe que pour autant qu'il aide à développer la vie du Christ.

Maurice Matte fut pasteur à la paroisse cathédrale durant 8 ans (1967-1975). Il développa, dans les dernières années de sa vie, une pastorale pour les non-croyants. Il n'était sans doute plus intéressé à se demander s'il s'agissait d'action, d'Action catholique générale ou spécialisée ou d'action apostolique ou missionnaire. Il mourut en 1976. Il n'était âgé que de 53 ans.

Les effets de la Grande Mission

Il est impossible, même après 40 ans, d'évaluer cette expérience. Mais on peut déjà rappeler qu'elle avait plusieurs objectifs. Le premier était certainement de redonner un élan spirituel à la région. Le second était de créer une synergie diocésaine, entre tous les agents de pastorale, prêtres religieux (ses) et laïcs. Et le troisième de vérifier si les évaluations sociologiques de Dumont pouvaient être utiles à l'organisation de la pastorale⁶¹.

Pour chacun des objectifs, les résultats furent importants. Comme dans toute retraite traditionnelle, la prédication fut importante. Elle réussit dans la mesure où elle mena à une expression liturgique de la foi. À ce compte, on

peut parler d'un mouvement général qui permit à plusieurs de repenser leur engagement baptismal.

Les 4 congrès eucharistiques avaient permis de créer un mouvement d'organisation diocésaine. Il est certain que la Mission amplifia ce mouvement. Des centaines de responsables apprirent à se connaître, à travailler ensemble et à réaliser que l'expression *diocèse de Saint-Jérôme* correspondait à quelque chose de vrai. Les organisateurs de la pastorale purent identifier des leaders qui poursuivirent ensuite leur action à tous les niveaux.

Mais à côté de ces points positifs, il y eut des réticences: certains prêtres crurent qu'il s'agissait d'une aventure. Et comme tout cela coïncidait avec une levée de fonds (pour les 5 œuvres), plusieurs confondirent mission et souscription. Le travail des organisateurs avec les sociologues de Laval fut également difficile. L'unification de l'armée ne se fit pas sans difficultés.

Dumont avait découpé le territoire en 10 zones. La praxis suggéra de limiter les zones à 6. Il est certain que cette mission eut un effet d'entraînement puisque M^{gr} Coderre et M^{gr} Léger⁶² emboîtèrent ensuite le pas.

Les dernières crises au séminaire: l'affaire des notes, la vente du séminaire et l'affaire Costisella

Le Séminaire, le dossier-cœur de M^{gr} Frenette, allait lui donner bien des soucis, dans ses dernières années d'administration. À tel point qu'il songea, en 1963 à le détacher du Séminaire de Sainte-Thérèse et à l'installer dans l'édifice libre de l'école d'agriculture d'Oka⁶³.

Depuis quelques années déjà, le Séminaire connaissait une vraie crise de croissance. L'augmentation du nombre d'étudiants et d'enseignants laïques, l'occupation des nouveaux locaux, avaient complètement transformé l'institution qui, selon son recteur, M^{gr} Pierre Décary, aurait dû s'orienter vers un collégial universitaire privé, sur le modèle américain, dirigé par des prêtres séculiers⁶⁴. Il y avait alors plusieurs formules qui circulaient: dont celle de confier les séminaristes à un philosophat qui logerait sur le campus. Les étudiants-séminaristes iraient fréquenter les cours collégiaux dans l'institution collégiale privée attenante.

Le gouvernement québécois et le syndicat des professeurs n'allaient pas rester inactifs: le premier avait un autre plan. Il développait le réseau public des collèges et ne manifestait pas de grand enthousiasme pour les plans du doyen de la Faculté des arts et le président de la Fédération des collèges classiques. Paul Gérin-Lajoie, à l'inauguration du nouveau complexe, au



M. l'abbé Pierre Bergevin et les scouts Raiders, au Séminaire de Sainte-Thérèse. 1953. Collection Pierre Bergevin.

printemps 1964, était venu exposer ses vues sur l'ensemble du réseau dans son premier discours officiel à titre de nouveau ministre de l'Éducation. Les professeurs laïques qui pour la première fois commençaient à se solidariser grâce à une association qui allait devenir plus tard un syndicat, avaient vu d'un drôle d'air le préfet des études aller faire du recrutement en Belgique parmi des professeurs issus des colonies belges. Ce manque de confiance envers eux avait contribué à les rendre solidaires.

La crise éclata à propos de la qualité de l'enseignement: on voulait normaliser les notes des étudiants. Des professeurs voulaient relever le niveau de l'enseignement. L'institution jugeait anormaux les échecs des étudiants. Le collège renvoya alors 12 professeurs qui refusèrent de souffler les notes et qui causaient, selon l'autorité, des préjudices à l'institution⁶⁵. *Le Devoir*, en avril 1964, se solidarisa d'abord avec le corps enseignant. Soudainement le journal de Claude Ryan abandonna la bataille. Les prêtres enseignants furent divisés en trois camps: ceux qui se solidarisaient avec les laïcs, ceux qui se solidarisaient avec les autorités et ceux qui se cramponnaient à leur enseignement.

L'abbé Charles Lussier qui succédera à M^{sr} Pierre Décary comme recteur s'emploiera ensuite à recréer une certaine unité. C'était une tâche où il faillit laisser sa santé. Le rêve de M^{sr} Pierre Décary ne se réaliserait pas. Mais qu'allait devenir l'œuvre de Charles-Joseph Ducharme? Charles Valois y réfléchissait déjà depuis longtemps.

Durant cette même période on commença à regarder en face les statistiques. Dans un document intitulé « Les vocations sacerdotales au séminaire de Sainte-Thérèse de 1940 à 1964 inclusivement⁶⁶ », on s'aperçoit que le Séminaire a fourni 39 prêtres au diocèse depuis sa fondation jusqu'en 1964. Ce qui fait une moyenne de trois par année, sur une base de 13 ans. Durant la même période, 24 prêtres sont décédés. Plusieurs se sont retirés. Le Séminaire du concile de Trente, imaginé par M^{sr} Bourget, a fait son temps.

Quelle formule choisir pour l'avenir? Les choix sont peu nombreux: déménager le séminaire ailleurs, se convertir en secondaire privé et s'orienter vers la formation des prêtres avec une clientèle choisie par les autorités comme ne pouvant nuire au développement des vocations, créer un philosophat pour les séminaristes, vendre l'institution. Le débat est d'autant plus épineux que le sort du séminaire diocésain est intimement lié à l'institution collège-séminaire qui, elle aussi, a un destin particulier à assumer.

En 1967, au moment où le séminaire ne voit plus d'autres solutions que celle de se laisser acheter par le gouvernement, un autre mouvement se crée.



M^{sr} Charles Lussier. L'avant-dernier recteur du Séminaire de Sainte-Thérèse. 25^e anniversaire d'ordination. 1969. Collection Charles Lussier.

Mouvement qui proteste contre l'intrusion soudaine de chanoines dans le conseil d'administration pour aller négocier la vente du séminaire⁶⁷. Certains professeurs du secondaire résistent à l'idée d'étatiser l'institution : ils voudraient créer un secondaire privé et s'attendent à ce que M^{re} Frenette les supportent. La position de M^{re} Frenette devient officielle⁶⁸ : la vocation du séminaire, comme institution régionale au service de la population régionale, commande que le séminaire devienne un collège d'enseignement général et professionnel. Les difficultés financières du séminaire aident à prendre la décision. Les abbés Charles Lussier et Charles Valois, derniers recteurs du Séminaire avant la vente, finissent par être du même avis. On procède à la vente⁶⁹. La Corporation du Petit Séminaire de Sainte-Thérèse demeurera et c'est à elle que sera versé le montant de la vente.

Ce mois de décembre 1967 aura été lourd et pour le diocèse de Montréal et pour le diocèse de Saint-Jérôme. Le cardinal Léger quitte le diocèse pour l'Afrique. Le Séminaire n'existe plus comme institution. Deux institutions allaient se recycler.

L'Institut agricole d'Oka (1963)

En 1963, au printemps, M^{re} Émilien Frenette presse M^{re} Pierre Décary de lui faire connaître son avis et l'avis du Séminaire diocésain sur le projet d'acheter l'Institut agricole d'Oka pour en faire un séminaire diocésain⁷⁰.

Dans le dossier cité en note, on trouve trois textes. Un de Jean-Pierre Joly : il semble ferme à l'idée de conserver le séminaire pour le recrutement des vocations. Un de Maurice Théorêt qui semble favorable à l'achat, avec des conditions. Et un de Pierre Décary.

Le texte de Pierre Décary est très important. Le recteur de 1963 semble préoccupé du recrutement des vocations sacerdotales. Il semble porter un jugement sévère sur l'Œuvre des vocations qui ne fait que recueillir des fonds. Mais surtout, il semble voir l'avenir du séminaire dans un séminaire collégial : l'aile Sauvé serait pour les candidats au sacerdoce. Le secondaire, il n'en parle pas. Mais il croit que les candidats au sacerdoce devraient aller faire leur secondaire dans les sections classiques publiques du diocèse. Donc il n'encourage pas l'achat d'Oka, car il n'est pas certain du recrutement. Il ne compte pas non plus sur le recrutement de candidats au sacerdoce extra-diocésains.

Les arguments de M^{re} Saint-Louis, ont dû avoir également bien du poids : il en coûterait 1,2 M pour l'achat, payable en 32 ans, sans intérêts. Mais le budget d'opérations pour 50 étudiants serait déficitaire.

L'affaire Costisella

En 1966, un professeur identifia dans le corps professoral des mouvements gauchistes. Il les dénonça jusqu'à Rome: M^{gr} Frenette fut obligé d'aller défendre son séminaire auprès de la délégation apostolique, à Ottawa. À l'été 1966, on commande une étude à M. Norman Wener sur la pédagogie au Séminaire. Les conclusions sont assez percutantes: carence dans la fonction éducative du Séminaire et carence inexplicable dans l'éducation religieuse. Et carence fonctionnelle dans les structures actuelles.

Les obsessions de M^{gr} Frenette

M^{gr} Frenette était un homme des grands ensembles. Mais, comme tout chef charismatique, il devenait, sur certains points, assez obsessif. Après différentes conversations avec des témoins, on peut dégager certaines obsessions du premier évêque de Saint-Jérôme:

1. À l'intronisation de M^{gr} Philippe Labelle, il fait une sortie contre la boisson en présence de Léonard Blanchard, député provincial. Il est fort possible qu'il ramassait dans cette intervention son mécontentement contre un gouvernement qui administrait le Québec avec une « pastorale » du cadeau qui rapportait bien aux élections. Ce qui, par ailleurs, ne le justifiait pas de dire qu'il ne votait jamais.
2. Émilien Frenette s'opposait aux prêtres « à l'argent »: « l'argent ne fait ni les éducateurs ni les apôtres » (22 avril 1961). Il avait horreur de l'avarice.
3. Émilien Frenette était obsédé par les prêtres infidèles. Il croyait que la vie intellectuelle doit permettre au prêtre de lutter contre ses tendances mauvaises. Il encourageait fortement la lecture et aurait voulu (4 août 1954) que la bibliothèque du séminaire devienne un jour semi-publique.
4. Émilien Frenette s'inquiétait du fait que les prêtres passent des heures devant la télévision. Il fallait aussi avoir de bonnes raisons pour posséder une voiture. (Lettres de juin juillet 1954 et juin 1957 au supérieur du Séminaire.)
5. Émilien Frenette n'avait pas de particulière sympathie pour les prêtres « qui s'écoutent » (27 juin 1959). Il autorisait des vacances de 15 jours. Lui, il n'en prenait jamais.



25 ans d'épiscopat de M^{gr} Émilien Frenette. Le 12 septembre 1976, réception à l'hôtel de ville de Saint-Jérôme. De gauche à droite: M^{gr} Frenette, M. Bernard Parent, maire, M^{gr} Bernard Hubert, le cardinal Maurice Roy, les échevins François Simard, Michel Charbonneau, Claude Wilson et Guy Piché. Photo Wilfrid, Saint-Jérôme.



M^{gr} Émilien Frenette.
À l'ordination épiscopale de
M^{gr} Charles Valois. En retrait,
M^{gr} Bernard Hubert.

Retraite

M^{gr} Émilien Frenette démissionna le 11 juin 1971. Il avait été hospitalisé à l'Hôtel-Dieu de Saint-Jérôme le 13 mai 1971. Après une retraite où il vit sa santé s'abîmer de plus en plus, il mourut le 3 mars 1983. Son corps repose dans la cathédrale de Saint-Jérôme.

M^{gr} Émilien Frenette à travers des extraits de lettres

1. L'homme et l'éducateur :

« Mais, avant tout, je compte sur le Séminaire et lui consacre, non pas seulement, comme disait Bossuet, les restes d'une voix qui tombe et d'une ardeur qui s'éteint, mais bien plutôt tout mon cœur d'évêque, que je voudrais plus grand. » (Lettre à M^{gr} Pierre Décary du 19 juin 1961.)

Émilien Frenette était un homme de centre :

« Tout en gardant la primauté à la vie intérieure, il faut que la contemplation soit active, audacieuse même, mais sans témérité ni surtout déviation ni "à droite" ni "à gauche". L'Église, comme la vérité, avance sur une crête vive, au-dessus des déviations et intérêts ou passions. L'Église, comme la vérité, est centrée sur Dieu, principe et fin de toutes choses⁷¹. »

2. L'importance et l'orientation du séminaire

« Surtout, n'oublions pas notre cher Séminaire, la première de toutes nos œuvres. » (Lettre du 29 mai 1957 à M^{gr} Pierre Décary, supérieur du Séminaire.)

« En 1958, nous devrions avoir normalement six nouveaux prêtres, ou au moins cinq; je les destine tous au Séminaire. » (Lettre du 29 mai 1957 à M^{gr} Pierre Décary, Supérieur du Séminaire.)

« Le problème du recrutement d'un personnel ecclésiastique qualifié pour le Séminaire me tient à cœur, plus encore qu'à tout autre. Je ne puis, dans mes responsabilités, oublier cette grave et judicieuse consigne de Pie XI aux évêques du monde entier: "Donnez à votre Séminaire les prêtres les meilleurs". » (Lettre à M^{gr} Pierre Décary, du 6 juin 1958.)

« Sans doute, nous nous posons la question de la finalisation de nos Petits Séminaires. J'ai hâte de connaître les résultats de notre expérience de section des candidats au sacerdoce. S'il le faut, un jour, nous pourrions avoir un véritable Petit Séminaire rattaché au Collège de Sainte-Thérèse, selon des modalités qu'il n'est pas encore opportun d'étudier. (...) Au besoin, un Grand Séminaire y

trouverait place. Ou encore, telle autre institution.» (Lettre à M^{gr} Pierre Décary du 25 février 1961.)

« Je serais très heureux de donner plus de prêtres au Séminaire, si j'en recevais davantage. Je crois tout de même, avec le petit nombre que j'ai pu avoir du Séminaire et même des autres maisons ou des autres diocèses, avoir donné la première place au Séminaire, même si en ont souffert et en souffrent encore pour longtemps l'administration diocésaine, l'organisation de l'enseignement vital du catéchisme dans le diocèse, la direction spirituelle dans les écoles secondaires, et le ministère paroissial, en particulier à la Cathédrale, sans parler du besoin urgent de l'Amérique latine et de nos forces armées. Je dois me résigner tristement à laisser à mon successeur de pourvoir plus largement à ces diverses nécessités et me contenter humblement d'avantager le Séminaire sans autre satisfaction que le devoir accompli jusqu'à l'extrême limite des possibilités.» (Lettre à M^{gr} Pierre Décary, du 19 juin 1961.)

« J'ai relu le Mémoire préparé par la Commission de chanoines qui a étudié la question d'un Petit Séminaire à Oka. (...) Bref, je me demande, sans pouvoir encore y répondre, si nos Petits Séminaires doivent être exclusivement réservés à ceux qui aspirent au sacerdoce et non aussi à ceux qui veulent accepter un régime de solide formation chrétienne et apostolique, dont les exigences essentielles sont les mêmes que pour ceux qui se destinent au Grand Séminaire ou au Noviciat.» (Lettre à M^{gr} Pierre Décary du 14 mai 1963.)

3. L'argent, les finances, les souscriptions, les constructions

« À 4 h 30, réunion du Chapitre pour discuter de la grande souscription diocésaine de cet automne, dont près de 150 000 \$ iront au Séminaire si l'objectif de 750 000 \$ est atteint. Je vous demanderai d'être l'animateur de cette souscription, chargé avec le Comité de Régie d'être l'intermédiaire entre les techniciens de la campagne et les curés du diocèse.» (Lettre du 14 février 1957 à M^{gr} Pierre Décary, supérieur du Séminaire.)

« Si je puis enfin terminer la construction et l'aménagement de l'Évêché, si je puis stabiliser l'organisation du Manoir, si je puis répartir et rencontrer moins péniblement les échéances d'une dette très lourde (évêché, Centre, Manoir, Monastère des Bénédictines, etc.), et, même sans tout cela, je continuera (*sic*) d'aider et de faire aider le Séminaire, dans toute la mesure du possible, et même au-delà.» (Lettre à M^{gr} Pierre Décary du 6 juin 1958.)

« La souscription n'aura pas nuï au Séminaire. C'est peut-être l'œuvre qui en a reçu la plus profitable publicité.» (Lettre à M^{gr} Pierre Décary du 6 juin 1958.)

« Au cours de cette fête patronale (la Saint-Charles de 1958), il sera opportun d'amorcer la Souscription pour l'agrandissement du Séminaire. (...) Le problème de la Souscription du Séminaire dans le diocèse, c'est que le Fonds diocésain continue d'ici deux ou quatre ans à recevoir des versements dont une partie va au Séminaire. » (Lettre à M^{sr} Pierre Décary, du 25 octobre 1958.)

« J'ai redit (à la dernière Journée sacerdotale, aux curés de paroisses) que je prendrais, au besoin, le système de taxation. Mais je ne veux pas que les organisateurs ni qui que ce soit se fient trop là-dessus et diminuent leur propre travail de souscription. Essayons d'abord ce moyen à fond et à plein. S'il ne suffit pas, nous en prendrons un autre. (...) Quelques ouvriers, me dit-on, croient qu'ils vont être sollicités dans les usines et à même leurs salaires, comme pour le Fonds diocésain ou pour les campagnes des Fédérations: il faudrait sans doute leur rappeler que les sollicitations se font, cette fois, à domicile seulement. » (Lettre à M^{sr} Pierre Décary, du 15 septembre 1960.)

« L'Évêque de Saint-Jérôme vous laisse (*sic*) d'organiser la cérémonie d'ouverture officielle de la Campagne pour l'agrandissement du Séminaire mardi le 28 juin, à 8 heures, dans la Cathédrale (...) Même si je ne prévois pas une foule innombrable, il y a moyen de faire une cérémonie pieuse et convaincante. (...) Ne craignons pas de dire que si nous sommes obligés d'agrandir, c'est surtout parce qu'il n'y a pas d'autre Collège dans la région pour nos futurs dirigeants laïques. Si notre Séminaire avait voulu former seulement les futurs prêtres, ce serait plus simple. » (Une carte signée E. Frenette, non datée, sans destinataire, se trouvant dans la correspondance entre M^{sr} Décary et M^{sr} Frenette.)

« L'objectif fixé à 75 % du revenu ordinaire de chaque paroisse²² a l'avantage de tenir (*sic*) des villégiateurs qui, en certains endroits, donnent une partie de ce revenu... » (lettre à M^{sr} Pierre Décary du 9 mai 1960.)

Sur les frais de scolarité:

« (...) j'aurais bien voulu que ses (du Séminaire) droits (*sic*) de scolarité et de pension ne fussent trop supérieurs à ceux de nos autres collèges régionaux; vous avez là-dessus des précisions. J'aurais voulu aussi, surtout dans le contexte actuel de la Province et du diocèse, éviter l'impression, même fausse ou exagérée, que notre Séminaire devient un peu moins une œuvre et un peu une affaire, même s'il lui faut vivre. » (Lettre à M^{sr} Pierre Décary du 19 juin 1961.)

3. La pastorale diocésaine

« La préparation de notre Grande Mission, l'ouverture de la section classique de Saint-Jérôme et le départ du très effectif (*sic*) Père Bélanger m'obligent, comme je vous l'ai dit, à retirer du Séminaire et à prendre à l'Évêché M.M. les abbés

Maurice Matte et Jacques Grand'Maison. (...) D'ailleurs, avec des familles plus chrétiennes dans le diocèse, nous aurons au Séminaire des élèves plus nombreux et mieux préparés.» (Le 29 mai 1957.)

«J'ai l'intention, dans les quelques années qui me restent, de centrer l'attention du diocèse sur l'apostolat laïque et sur l'éducation de la foi par le catéchisme et la prédication. Les temps nouveaux requièrent surtout des laïcs bien éclairés et vraiment apôtres.» (Lettre à M^{gr} Pierre Décary du 19 juin 1961.)

4. Les laïcs

«Vous n'avez pas, je crois, à engager un nouveau professeur laïque, même si je n'y ai pas d'objection. Le trop grand nombre de ces professeurs laïcs débalance sans doute le budget de nos Collèges, comme aussi l'organisation générale de ces maisons. Mais est-il tellement sûr que le recrutement sacerdotal en sera affecté et que "des laïcs formeront des laïcs?" D'ailleurs, il faut continuer de former des laïcs, mais aussi des prêtres. Nos Collèges, même à personnel exclusivement ou presque entièrement ecclésiastique, nous donnent-ils la proportion requise de vocations sacerdotales? Il y a d'ailleurs tant d'autres facteurs en cause.» (Lettre à M^{gr} Pierre Décary, du 6 juin 1958⁷³).

«Avec l'augmentation du nombre de classes, il faudra engager des professeurs laïques. D'ailleurs, deux d'entre eux iront faire des études spécialisées; je n'ai pas d'objection à ce que le Séminaire les aide dans toute la mesure du possible. Et vous pensez aussi à un professeur d'éducation physique.

«Nous continuerons d'étudier tous ensemble la possibilité d'intéresser encore davantage à l'œuvre du Collège-Séminaire de Sainte-Thérèse notre laïcat chrétien, soit en instituant un Conseil de Gouverneurs vraiment responsables, soit en confiant certains postes d'officiers ou de consultants à des professeurs. Il y a là, à l'heure actuelle chez nous, une exigence en même temps qu'une solution à certains problèmes. Et "les laïcs sont l'Église".» (Lettre à M^{gr} Pierre Décary du 22 avril 1961.)

«Au sujet de la participation du laïcat chrétien à la vie, sinon à l'administration, de notre Séminaire, il faudrait commencer par un Conseil des Parents (...) Et, peu à peu, l'on croira moins bêtement dans notre bon peuple que le Séminaire, comme d'ailleurs nos autres institutions, appartiennent aux prêtres ou à l'évêque et sont au service des prêtres et de l'évêque.» (Lettre à M^{gr} Pierre Décary du 19 juin 1961.)

«Le besoin de véritables apôtres laïques est presque aussi urgent que celui de prêtres bien apostoliques.» (Lettre à M^{gr} Pierre Décary du 14 mai 1963.)

« Voudriez-vous instituer au Séminaire une ou quelques commissions de prêtres de diverses fonctions, tendances ou âges (...) Ces études prendraient le temps qui leur est requis. Elles seraient soumises au Conseil du Séminaire et au Chapitre de la Cathédrale. Elles pourraient comporter des solutions à appliquer graduellement, selon le développement de l'enseignement public et selon les conditions actuelles et futures. » (Lettre à M^{sr} Pierre Décary du 14 mai 1963.)

« La lettre notifiant à quatre de vos professeurs laïques qu'ils ne seraient pas réengagés a provoqué un nouveau remous et des protestations assez vives. Au début de février, quelques professeurs laïques du Séminaire sont venus me voir ; je leur ai rappelé aimablement quelques principes, mais je leur ai conseillé aussi de solliciter une entrevue des autorités du Séminaire pour essayer tous les moyens possibles d'entente et de franche collaboration. J'avais l'impression qu'un accord était encore possible. (...) En tout cas, il faut penser à certaines nominations d'officiers et, peut-être, à faire entrer un autre laïc au Conseil. » (Lettre à M^{sr} Pierre Décary du 24 février 1964⁷⁴.)

« Et puis, il faut prévoir une plus large intégration de nos professeurs laïques dans la direction du Séminaire, selon des modalités qu'il faudra étudier et préciser, compte tenu de leur association professionnelle. Je sais qu'actuellement plusieurs prêtres ont des états et des qualités de service qui leur mériteraient largement d'être officiers ou consultants du Séminaire ; mais ils ont aussi assez de désintéressement de sens ecclésial pour comprendre que c'est toute l'Église, laïcs aussi bien que clercs, qui doit assumer les responsabilités de plus en plus sociales et complexes de l'éducation chrétienne surtout de nos futurs professionnels chrétiens. » (Lettre à M^{sr} Pierre Décary du 22 juin 1964.)

« D'autre part, selon le vœu exprimé par M^{sr} Pierre Décary lors de la bénédiction des nouvelles constructions du Séminaire, selon aussi les projets de réforme des structures administratives étudiés récemment par la Fédération des Collèges classiques, selon enfin les exigences et les aspirations de notre époque et de notre Province, il faut, au moins de façon soigneusement consultative, constituer, avant longtemps, un Conseil spécial qui grouperait des parents, désignés par leur Association au Séminaire, des professeurs, clercs et laïques, du Séminaire, des Anciens élèves, prêtres et laïques, et d'autres membres venant surtout de notre région et reconnus pour leur compétence pédagogique ou administrative et pour leur valeur humaine et chrétienne. Ainsi toute une région serait encore plus intéressée à l'œuvre d'un Séminaire qui lui appartient en définitive et qui est d'abord à son service ; et cette œuvre recevrait encore plus de collaboration, de lumière et d'appui de tous ceux à qui elle est destinée. Avec un tel Conseil spécial, le Comité de régie interne ou Conseil des Consultants n'exigerait pas un grand nombre de membres en dehors des officiers. » (Lettre à M^{sr} Pierre Décary du 22 juin 1964.)

« À cause de l'augmentation numérique des professeurs, au Séminaire, et tout particulièrement des professeurs laïques, à cause aussi de l'ampleur et de la complexité des problèmes actuels en éducation, j'accepterais très volontiers de voir porter de neuf à au moins douze le nombre des Consultants et donc aussi de leur adjoindre, sur présentation du Conseil, un autre prêtre et deux autres laïcs (ce qui donnerait 6 prêtres, 5 laïcs et 1 religieuse), ou, en tout cas, d'autres membres du personnel enseignant, aussi bien laïque que clérical, selon un équitable partage des forces et des responsabilités. » (Lettre à M. le chanoine Charles Lussier du 30 juin 1965.)

« Il faut aussi penser, et dès maintenant, à mettre sur pied un grand Conseil d'administration, dans lequel, sur les principaux problèmes de la régie, de l'orientation et du rendement de l'institution, quelques personnes bien choisies et représentatives de notre milieu social apporteraient aux autorités du Séminaire une collaboration compétente et précieuse, d'abord de façon consultative en attendant d'assumer des responsabilités décisives, laissant alors au Conseil de la maison de devenir un Comité de régie interne, comme aussi d'étude puis d'exécution des grandes politiques administratives du Séminaire. (...) Le projet de M. l'abbé Valois peut servir de base à la discussion... » (Lettre à M. le chanoine Charles Lussier du 30 juin 1965.)

5. Les vocations, les études des prêtres et la vie intellectuelle

« Les vocations qui tardent trop à se décider et qui ont peur de s'affirmer sont-elles les plus sérieuses et les plus solides ? Du moins, pour l'année 1963-1964, et sous l'autorité générale et première du Recteur, le Vice-Recteur devient officiellement le Supérieur immédiat des prêtres du Séminaire, chargé de ce qui concerne leur vie de prêtre et d'éducateurs. (...) Les prêtres dépendront immédiatement du Vice-Recteur et Supérieur, mais en définitive du Recteur, première autorité dans le Séminaire. » (Lettre à M^{sr} Pierre Décary du 27 mai 1963.)

6. La vie spirituelle : la prière, la confiance en la providence

« Mais je crois qu'il importe surtout qu'un directeur spirituel veille à leur (le groupe des séminaristes) formation surnaturelle et à leur vie religieuse, tout en rejoignant les "séminaristes externes".

« Ce qu'il faut surtout, ce sont des prêtres qui croient vraiment à l'influence irremplaçable de la direction spirituelle et qui s'y donnent de tout cœur.

« Il est bien essentiel aussi que tous les prêtres continuent de donner le parfait exemple d'une vie de piété, de charité, de joie, d'étude, de dévouement et de sacrifice. J'ai laissé à la conscience des prêtres de décider bien surnaturellement si vraiment ils ont besoin d'une voiture automobile et même d'un

appareil de télévision. S'il y a vraiment des abus, je devrai faire un règlement sur ces points. Le plus possible, il faudrait éviter aussi de donner aux mêmes prêtres, sauf aux plus âgés, une aumônerie à Sainte-Thérèse et un ministère dominical régulier: l'argent ne fait ni les éducateurs ni les apôtres.» (Lettre à M^{gr} Pierre Décary du 22 avril 1961.)

«L'avarice de la capitalisation ou des dépenses inutiles tue le zèle aussi bien sacerdotal qu'éducatif.» (Lettre à M^{gr} Pierre Décary du 19 juin 1961.)

«J'ai laissé à la conscience de chacun de décider devant Dieu si une automobile était vraiment nécessaire. S'il y a trop d'abus de sorties et de dépenses, j'imposerai un règlement, qui sera sans doute contourné mais qui apaisera ma propre conscience et qui peut-être servira la sanctification de nos prêtres et l'œuvre du Séminaire, sous oublier les vocations. Je suis parfaitement en faveur de toutes les techniques modernes de locomotion et de diffusion, pourvu, comme le demandait Pie XII, qu'elles conduisent à Dieu. Et le prêtre n'est pas obligé de tout avoir, de tout voir.» (Lettre à M^{gr} Pierre Décary du 19 juin 1961.)

7. L'éducation

«Sainte-Thérèse, comme la plupart de nos maisons d'enseignement classique, est un Collège-Séminaire: je crois que c'est l'idée qu'on s'en fait un peu partout, sauf peut-être dans les Compagnies anglaises où le nom de Séminaire pourrait être plus restrictif. (...) Je prévois comme vous, que le besoin pourra s'imposer d'un véritable Petit Séminaire: mais, s'il commence en Belles-Lettres seulement et s'il inclue (*sic*) la Philosophie, sera-ce un Petit Séminaire? Pourra-t-on l'appeler Séminaire universitaire, comme celui de Théologie et de Philosophie des Oblats à Ottawa⁷⁵? Je crois qu'il faut encore réfléchir à tout cela, et laisser se faire une certaine évolution de pensée et même de mots dans l'opinion générale. En attendant d'avoir un véritable Petit Séminaire, il faut aussi que la population du diocèse sache bien, ne serait-ce que par ce mot de Séminaire, que le recrutement sacerdotal reste votre premier but.» (Lettre à M^{gr} Pierre Décary, 1957.)

«Je suis prêt à discuter de votre nouveau projet d'une aile pour les élèves des quatre dernières années qui se destinent au sacerdoce. Je crois qu'il faudra y arriver tôt ou tard et que les vocations seraient ainsi mieux préservées et mieux cultivées. Cette aile porterait, plutôt que mon nom, celui de Son Eminence le Cardinal Léger ou encore de saint Pie X ou de l'immortel Pie XII ou du futur Pape⁷⁶.

«Serait-il nécessaire d'avoir une maison spéciale et détachée pour les étudiants des quatre dernières années qui se destinent aux carrières dans le monde? Je me demande si une aile ne pourrait se cloisonner et recevoir de

chaque côté des deux groupes d'élèves, comme on le fait pour les classes et les locaux des garçons et des filles dans certaines écoles.

« (...) Je cite cet exemple (Saint-Hyacinthe) pour le système de cloisonnement qui pourrait nous intéresser, et non pour la possibilité d'avoir un Grand Séminaire diocésain, encore qu'il y aurait là certains avantages pour une connaissance encore plus intime des candidats aux Ordres et pour la spécialisation de quelques prêtres en sciences ecclésiastiques. » (Lettre à M^{gr} Pierre Décary, du 25 octobre 1958.)

8. Sur la gratuité scolaire :

« Quant aux élèves du cours secondaire classique, parité financière d'accès avec les sections classiques ou avec les autres cours du secondaire public. Il y a trop longtemps que nos Commissions scolaires n'ont rien à payer pour ces élèves de nos quatre dernières années, pour un cours que les Commissions scolaires ont le droit maintenant de donner mais qu'il vaut mieux, dans la plupart des cas, faire donner dans nos Collèges et Séminaires. Voilà la vraie gratuite (*sic*) de l'enseignement, la seule peut-être que nous n'ayons pas encore au niveau secondaire, du moins pour nos catholiques de langue française (les anglais catholiques ou protestants ont le High School public). J'en ai parlé à M. le Surintendant. J'en parlerai à M. le Ministre de la Jeunesse, qui m'avait d'ailleurs préparé jadis un mémoire à ce sujet. » (Lettre à M^{gr} Pierre Décary du 15 septembre 1960.)

9. La structure d'organisation de l'enseignement

« Tant de choses changent et vont changer d'ici quelques années, au point de vue de la structure générale de tout notre enseignement, au point de vue aussi des diverses possibilités financières. » (Lettre à M^{gr} Pierre Décary du 24 octobre 1960.)

« Mardi le 1^{er} novembre, je dois étudier officieusement un projet de réforme du Comité Catholique du Conseil de l'Instruction Publique, dans le sens d'un élargissement favorable à une meilleure coordination de tout notre système d'enseignement, dans le sens aussi d'une efficacité encore plus sûre (*sic*) et plus rapide. Tout ceci est bien confidentiel. Discrètement aussi, et sans mentionner mon nom ni le but de votre démarche, vous pourriez peut-être demander à M. J. M. Beauchemin, avec au besoin le concours du Père Arès, de me glisser quelques notes à ce sujet, dans la mesure où ils ont pu ou pourront étudier ce projet. » (Lettre à M^{gr} Pierre Décary, du 24 octobre 1960.)

« La loi de la gratuité scolaire pose aussi ses problèmes: si les Commissions scolaires ont à payer la scolarité de leurs ressortissants dans les quatre premières

années du cours classique, il faudra exiger que ce soit pour elles une obligation et que les parents gardent le libre choix des institutions; il y aura aussi à fixer le montant de cette scolarité.» (Lettre à M^{gr} Pierre Décary du 25 février 1961.)

« Il ne s'agit pas de supprimer cette École (École normale secondaire) purement et simplement, d'autant plus qu'elle est juridiquement indépendante. Il ne s'agit pas de la faire coexister péniblement avec une autre qui lui ferait concurrence dans le secteur de la préparation des professeurs de l'enseignement classique ou même secondaire. On nous a dit qu'il s'agit plutôt d'une coordination de tout l'enseignement pédagogique, du moins au niveau supérieur.» (lettre à M^{gr} Pierre Décary du 25 février 1961.)

« ... j'ai visité les travaux du Séminaire. C'est déjà un succès. Quelle que ce (*sic*) soit l'évolution au pays du Québec, je crois que cette construction servira avantageusement la cause de l'éducation.» (Lettre à M^{gr} Pierre Décary du 25 février 1961.)

« ... pour reprendre le mot célèbre, ce sont les bons maîtres qui font les bonnes écoles.» (Lettre à M^{gr} Pierre Décary du 22 avril 1961.)

10. Patrimoine et écologie

« Si j'ai cru vous transmettre les remarques peu fondées d'un ancien curé au sujet de la disparition nécessaire du "petit bois", c'est tout simplement pour que nous essayions ensemble de lui faire entendre raison. Je crois qu'il s'agit des arbres qui ont dû forcément être coupés par la Ville par suite de l'élargissement de la rue qui longe le Séminaire. Je ne vois pas qu'il eût fallu le consulter. Mais nous tenterons d'arranger les choses et les sentiments. Gardons toute paix de conscience. De même, j'ai expliqué récemment à Son Éminence les raisons péremptoires de la démolition de la chapelle: le Cardinal semble avoir bien compris; il m'a avoué de simples attaches sentimentales à cette chapelle de sa jeunesse²⁷. Gardons toute sérénité.» (Lettre du 9 mai 1960 à M^{gr} Pierre Décary.)

11. Morale

« Je crois qu'il faut augmenter le nombre des directeurs de conscience et ne prendre que ceux qui veulent réellement se donner à ce ministère, le plus important de tous. Ces directeurs se réuniront aussi souvent que possible pour mettre en commun leur doctrine et leur expérience comme aussi pour adopter une même ligne de conduite sur certaines questions comme les fréquentations prématurées et surtout sur les grands problèmes qui confrontent présentement notre Église canadienne.» (Lettre à M^{gr} Pierre Décary, du 19 juin 1961.)

« Enfin, il faudra chez ces grands jeunes gens (aile Sauvé) susciter et former “le sentiment de la responsabilité” (Pie XII) dans un climat de saine liberté, d’ordre vraiment intérieur, d’initiative personnelle, de sens du bien commun, et surtout de confiance et de charité. *Lex libertatis, lex caritatis.* » (Lettre à M^{sr} Pierre Décary, du 27 mai 1963.)

Conclusion

Quittant la direction de son Église, M^{sr} Frenette a laissé un message d’une rare densité théologique dont nous voulons rapporter ici quelques extraits⁷⁸ :

« C’est dans la Trinité que l’Église, diocésaine aussi bien qu’universelle, puise profondément toutes ses racines. (...) Or un diocèse, c’est l’Église à la portée et à disposition de toute une région. C’est même une parcelle vivante de cette église, avec toutes ses richesses de grâce et de vérité, avec tout le Mystère du Christ mort et ressuscité. »

« L’Église bouge et avance comme jamais peut-être dans son histoire, et en tout cas beaucoup plus que chacun de nous... »

« Enfin, c’est un monde qui a surtout besoin de foi et de développement que notre vie diocésaine doit transformer (...) mais il lui (le monde) reste à trouver, dans la foi au Christ, des raisons de vivre plus absolues, plus libres et plus durables que le confort, l’argent ou le plaisir. »

« ... l’Église doit se définir, contester, faire choc, plonger elle-même dans le partage des biens et des décisions et d’abord favoriser l’animation sociale et la participation. Bref, l’Église doit rencontrer le monde pour le réconcilier avec Dieu et avec lui-même. »

Source

GÉRARD LAJEUNESSE

M^{gr} Bernard Hubert, deuxième évêque de Saint-Jérôme (1971-1977)

Lorsque M^{gr} Émilien Frenette démissionne, en décembre 1971, la population du diocèse de Saint-Jérôme a atteint 165 000 personnes. Lorsque M^{gr} Hubert quittera, en 1977, elle aura atteint 250 000 personnes⁷⁹. Durant les dernières années, et en particulier de 1975 à 1977, ce sont 10 000 personnes de plus par année qui entrent sur le territoire du diocèse pour s'y établir. Et par rapport à l'épiscopat de M^{gr} Frenette, c'est trois fois la population initiale du diocèse. Saint-Jérôme passe alors au 5^e rang des diocèses du Québec, après Montréal, Québec, Sherbrooke et Saint-Jean-de-Québec.

Qui sont les pratiquants de Saint-Jérôme? Ils représentent 30% de la population catholique du diocèse, dans l'ensemble du Québec⁸⁰. Dans les paroisses rurales, ce pourcentage pourrait atteindre de 50 à 60%. Mais dans les paroisses qui se développent, il est probablement de 25%. Encore plus bas dans les milieux touristiques.

Parmi les pratiquants, il faut également parler des pratiquants occasionnels : à l'occasion des grandes fêtes (Noël et Pâques). À l'occasion des « passages » : naissance, mariage, funérailles ; des sacrements d'initiation (baptême et confirmation). Avec quelles sortes de moyens M^{gr} Hubert pouvait-il assurer les services à toute cette population ?

À la fin de son épiscopat, le clergé de M^{gr} Hubert est dans un bon début de cinquantaine. La moyenne d'âge des prêtres est de 51,4 ans. Il y a 113 prêtres incardinés dont la moyenne est de 55,3 ans. 75 sont actifs dans les paroisses et leur moyenne d'âge est de 54,1 ans. 22 prêtres sont dans les écoles.

M^{gr} Hubert laissera à son successeur 104 religieux-prêtres, 349 religieuses, 158 frères religieux. Il était maintenant devenu évident qu'il faudrait trouver des solutions aux problèmes de l'affaiblissement du personnel.

La carrière de M^{gr} Hubert

Quand il succéda à M^{gr} Frenette, M^{gr} Hubert avait 42 ans. Il était né dans le diocèse de Saint-Hyacinthe. Mais il avait fait ses études classiques à Valleyfield, et il opta pour ce diocèse au moment de son ordination. Depuis 1967, il était professeur de chimie au Séminaire et directeur des élèves. Bernard Hubert avait fait de très solides études scientifiques : en chimie à l'Université Columbia, à New York. En pédagogie, à l'Institut catholique de Paris.

En 1967, Bernard Hubert est directeur des services aux étudiants de CADRE (Centre d'animation, de développement et de recherche de la

Fédération des Collèges classiques). En 1970, il était revenu à Valleyfield où il avait été nommé vicaire épiscopal et directeur de la pastorale paroissiale pour le diocèse.

Il est élu évêque de Saint-Jérôme le 25 juin 1971. Il a présenté ses bulles au Chapitre le 31 août, et a été ordonné le 12 septembre dans la cathédrale de Saint-Jérôme.

M^{gr} Hubert a été président de la CECC de 1985 à 1987 et de 1991 à 1993. Il a été président de l'AEQ.

Le contexte économique et social des années 1970-1980

L'autoroute 15, comme autrefois le train du Nord, et le boulevard Labelle, permet à la population du sud de se déverser sur le territoire et à la population du territoire du diocèse de circuler plus facilement vers le sud. Les deux collèges vont fournir une main-d'œuvre plus spécialisée. De grandes usines viendront s'établir autour de cet axe et l'aéroport de Mirabel promet des lendemains de rêve pour la région des Laurentides. On commence à croire que résider dans les Laurentides, Basses et même Hautes, permet une grande mobilité. Pour les jeunes familles qui pensent banlieue, il y a maintenant un second choix : après celui de la rive sud qui reste toutefois plus en demande, il y aura maintenant celui de la rive nord.

Autour des principaux centres urbains (le grand Saint-Jérôme, avec 35 000 de population; le grand Sainte-Thérèse, avec 32 000; le grand Terrebonne, avec 35 000; et le grand Saint-Eustache, avec 25 000; Mirabel, 10 000; le grand Lachute, avec 18 000) se créent des quartiers résidentiels nouveaux où vont loger ces nouvelles familles. L'industrie de la maison unifamiliale se développe. Mais aussi celle des conciergeries.

Les loyers peuvent y être maintenus assez bas. Une population plus instable s'y engouffre. Elle se trouve souvent confrontée au double problème du travail, se traduisant en chômage plus accentué pour une main-d'œuvre moins spécialisée qui sera secouée par des fermetures d'usines mal adaptées à l'industrie moderne, et de l'éducation des enfants, souvent enracinés dans des cellules familiales faites, défaites et refaites.

On verra donc l'Église de Saint-Jérôme être présente dans des activités nouvelles : la reconversion d'usines, la construction d'habitations à loyer modique, l'implantation de grands projets industriels ou de service, mais aussi dans l'assistance aux problèmes sociaux et familiaux. Activités nouvelles, il le faut, sans négliger les questions universelles comme la santé et l'éducation.



M^{gr} Bernard Hubert.

Le contexte ecclésial en 1971

Jean Hamelin⁸¹ dit, à propos des années 1970 : « Et ces tensions (l'Église institutionnelle et événementielle) donnent lieu à la plus grave crise qu'ait connue le catholicisme québécois. »

Le clergé est en pleine crise et les taux de défection s'établissent entre 5 et 6 %, selon les diocèses. Une partie se met en réserve, une autre partie demande une laïcisation. Les départs créent des angoisses chez ceux qui restent. La baisse des « vocations » est sérieuse. Les communautés religieuses connaissent un délestage et une certaine morosité. La déception d'un certain laïc, surtout suite à *Humanæ Vitæ*, laisse des vides dans les rangs des chrétiens.

Jeune évêque, M^{gr} Hubert se retrouve au sein d'organismes canadiens et québécois (CCC et AEQ) qui cherchent à laisser passer la théologie de l'Église communion. Une nouvelle génération d'évêques est assise autour de la table : depuis le départ du cardinal Léger, les évêques diocésains prennent la parole plus facilement, alors qu'elle était autrefois réservée aux archevêques.

Sur sa table, le Rapport Dumont : *L'église du Québec : un héritage, un projet*. Ce ne fut pas un concile provincial comme l'aurait souhaité une élite engagée, mais c'est tout comme. 800 mémoires ont été déposés. Les catholiques du Québec ont accepté de parler. Ils voudraient maintenant que les évêques parlent. Jacques Grand'Maison est responsable de la synthèse écrite de plusieurs chapitres.



Viateur Raymond. 1984.

Les hommes et les femmes de confiance de M^{gr} Hubert

La direction de la pastorale est confiée à Viateur Raymond. Rita Maurice est responsable des laïcs et des mouvements d'apostolat et Fernand Dagenais est directeur des offices et services diocésains. Yvon Bigras, p.s.s., le curé actuel de l'église Notre-Dame de Montréal, et Raymond-Marie Léger, p.s.s., s'occupent de l'éducation chrétienne. Autour de ces personnes, une quinzaine d'autres, la plupart des religieuses, quelques laïcs, des femmes surtout. Parmi les clercs, le père Marc Rompré, o.p., pour le monde scolaire et assistant des sulpiciens en place.

Jean-Paul Cloutier, à la famille

Le Centre de la famille existe déjà depuis 1971 au moins. Il cherche à rejoindre toutes les familles et il accorde une grande importance aux familles marginales

et défavorisées. Jean-Paul Cloutier s'identifie au service et il est secondé par une femme exceptionnelle: Louis Bouvrette.

C'est alors qu'on voit surgir une série de services particuliers qui laisseront leur marque dans le diocèse. La Jérômiennne, l'Association des veuves, le Groupement des femmes séparées, les « Jean Narrache ». En amont, on trouve toujours les mouvements de préparation au mariage avec Serena, (M. et M^{me} Gilles Charron), les Foyers Notre-Dame, le Service d'Orientation des Foyers, les Jeunes Foyers (M. et M^{me} Marc Charron).

Une organisation diocésaine

L'organisation diocésaine favorisée par M^{gr} Hubert repose sur un exécutif appelé Comité de régie⁸² diocésaine. Elle comprend des conseils (5) et des Services de soutien à cette organisation (4).

L'action pastorale est assurée par des offices (5): laïcat, éducation, paroisses, des services et finances.

Entre ces organismes, on essaie d'établir des lignes d'autorité, de coopération, de consultation, d'assistance et de représentation.

Une pastorale qui expérimente

Les communautés-relais

L'urbanisation s'est développée parfois en dehors des limites des paroisses et à cheval sur plusieurs paroisses. Cela est valable pour des centres urbains comme Saint-Jérôme, Sainte-Thérèse, Terrebonne et Saint-Eustache. L'idée de créer des paroisses pour chaque développement domiciliaire important étant impensable, l'idée des communautés-relais est née.

En voici une définition: « Relais d'une paroisse ou relais entre deux paroisses, ces communautés poursuivent un effort missionnaire. L'accent est mis, dans leur fonctionnement, sur la responsabilité apostolique des personnes du milieu. L'agent de pastorale est l'animateur qui partage la responsabilité apostolique avec son équipe d'animation⁸³. »

À la fin de l'épiscopat de M^{gr} Bernard Hubert, on a créé quatre communautés-relais. Vie nouvelle, à Saint-Jérôme, Partage, à Saint-Antoine, Terre-Soleil à Sainte-Thérèse et Charles de Foucauld à Lorraine.

M^{gr} Valois prendra la suite avec Esther-Blondin à Terrebonne.



Jean-Paul Cloutier.

Une religion qui ne se ressourc pas toujours dans la paroisse

Les Cursillos. Le mouvement Cursillo est originaire de Majorque (1949). Au Québec, il est présent à Sherbrooke, en 1965. Dans le diocèse, le premier cursillo se tient du 19 ou 20 avril 1975. Le secteur des Laurentides comprend alors quatre diocèses.

En 1979, Saint-Jérôme forme un secteur. L'abbé Guy Champagne en devient l'animateur en octobre 1980. La plupart des rencontres se font à Montserrat, chez les Pères Jésuites. En 1986, plus de 5000 diocésains ont suivi le cursillo. Grâce à la collaboration de Gilles Charron, le mouvement a son journal: *Le Palan*.

En 1986, à l'occasion du 100^e cursillo, on publie un cahier spécial qui permet à plusieurs individus ou groupes de cursillistes de rappeler l'importance de leur cursillo dans leur vie de chrétien et de citoyen. La plupart de ces témoignages sont enthousiastes: durant ces rencontres, les participants ont trouvé des fondements solides à leur foi et à leur engagement dans le milieu.

Nous retiendrons trois témoignages qui s'efforcent de voir, en 1986, l'avenir du mouvement avec lucidité. Celui de l'abbé Jacques Fortier, qui suggère que le mouvement manifeste un plus grand esprit d'ouverture. Qui ne voudrait pas qu'on se limite à la lecture des évangélistes du Nouveau Testament. Et qui suggère que le mouvement s'oriente sur les traces de l'Action catholique.

Le témoignage de l'abbé Zénon Clément énonce une solide théologie de l'homme, du baptisé et du prêtre.

Enfin, l'abbé André Daoust parle ainsi:

C'est l'atterrissage et l'engagement à long terme qu'il faut cultiver davantage. Le Cursillo est un mouvement d'Église; il n'est pas l'Église. Sa seule raison d'être c'est d'être au service des personnes et de l'Église. Il doit être essentiellement missionnaire, tourné vers ceux qui n'ont pas découvert Jésus-Christ et les amener au Christ et à l'Église.

Le mouvement est toujours actif. Il a été fortement soutenu par M^{rs} Hubert et Valois. Plusieurs des personnes engagés aujourd'hui officiellement ou à titre bénévole dans l'Église de Saint-Jérôme sont des membres du mouvement.

Les charismatiques s'installent dans le diocèse. Au Québec, les charismatiques catholiques francophones sont issus d'un groupe de 16 personnes, réunies à Granby, en octobre 1970 autour du père Trinitaire Jean-Paul Regimbald. On

parle aussi d'un noyau qui se développe autour d'une religieuse de la Providence, d'une carmélite installée au Cap-de-la-Madeleine en 1972 et d'une membre de l'Institut Voluntas Dei.

Le mouvement se développe entre 1970 et 1980. Une réunion à Loyola, en 1973, regroupe 4000 personnes. Une autre, à Québec, 65 000 personnes. À Montréal, en 1977, au Stade olympique, on dénombre 20 000 personnes. En 1979, au même endroit, ils sont 24 000 personnes.

À partir de 1980, le mouvement se stabilise: on parle de 400 groupes et 5000 personnes très engagées. En 1982, on évalue qu'il y a 10 000 « fidèles ».

Pour Saint-Jérôme (1978-1982), 18 groupes sont identifiés. Le nombre oscille entre 485 et 650 personnes. Le mouvement est légèrement plus répandu dans le diocèse de Joliette, plus faible à Valleyfield et plus fort dans les diocèses de Hauterive et Gaspé.

La majorité des participants sont des femmes (65 à 70%), d'âge mûr (40-50), et regroupant des personnes seules. On compte beaucoup de religieux et de religieuses (20 à 40%). Les membres sont, en général, mieux nantis, plus scolarisés, plus seuls que d'autres groupes similaires.

De ce mouvement charismatique sont nés plusieurs centres de prière et de recueillement qui ne sont pas rattachés à des paroisses.

Tricofil⁸⁴

Tout commence par une mise à pied dans une usine de textile, la Regent Knitting Mills (310 ouvriers) en juillet 1972, suivie d'une occupation d'usine (nov.-déc. 1972). La RKM est, pour une classe d'ouvriers de Saint-Jérôme, un lieu auquel ils se sont identifiés. La RKM s'enracine dans Saint-Jérôme depuis de nombreuses années et ses ouvriers s'identifient à ce lieu de travail⁸⁵.

Après une tentative de réorganisation (1973), c'est la fermeture, le 7 juin 1974. Les propriétaires proposent plusieurs raisons à cette fermeture, dont la faiblesse de la position de l'usine dans l'ensemble de l'industrie du textile dans le monde et la baisse des profits.

Les ouvriers commencent à se regrouper lentement après cette fermeture qui a un effet économique et social immense dans Saint-Jérôme. Quelques-uns prennent l'habitude de venir échanger dans le sous-sol de la cathédrale. Une certaine interrogation fait son chemin: si l'usine était malgré tout rentable? Des études vont répondre oui à cette question, en y mettant un certain nombre de conditions, dont la nécessité de trouver un financement de relance. Ce que le ministère de l'Industrie et du Commerce refuse d'offrir. À ce moment on parle de cogestion des travailleurs et du capital. En février 1975,

une petite subvention permet toutefois de procéder à la location de l'usine pour quelques mois. On lance, en mai, une première souscription, fort d'un prêt de 300 000 \$ de la SDI. Mais il faut une marge de crédit que le gouvernement ne s'engage pas à appuyer.

Reste donc l'issue de l'achat de l'usine et l'expérience de l'autogestion. Cette fois, la Banque de la Nouvelle Écosse accepte la marge de crédit et on entreprend une seconde souscription (printemps 1976). En janvier 1977, le gouvernement du Parti québécois accorde une subvention de 350 000 \$. L'usine redémarre avec une nouvelle organisation. Mais dès janvier 1978, c'est l'impasse. Il faut un nouveau programme d'aide (OSE) pour s'en sortir (juin 1978).

En 1980, le statut légal de l'entreprise est modifié: elle devient une coopérative ouvrière. En 1981, on songe à transférer une partie des opérations à Joliette et à se relocaliser dans Saint-Jérôme. La Société d'investissement Desjardins se retire et met en vente l'usine (juillet 1981). Au début de 1982, la coopérative se retire du dossier et met un terme au projet (février 1982). Ainsi se terminait un projet qui avait mis face à face deux notions de rentabilité: la rentabilité économique et la rentabilité sociale.

Paul-André Boucher, le leader ouvrier de Tricofil, qui souhaitait que ce projet soit considéré à la fois comme un projet économique et un projet social⁸⁶ avait mené, avec d'autres, cette bataille en même temps qu'une réflexion sur la place du travail au milieu du monde des affaires. Il résuma cette réflexion dans un livre qui est aujourd'hui encore très consulté dans les bibliothèques universitaires, avec ceux de Jacques Grand'Maison. Les médias ont fréquenté Saint-Jérôme comme jamais durant cette période. On peut trouver plusieurs documents audiovisuels sur la question: le plus connu est le film de François Brault (1976) *Tricofil, c'est la clé*.

Sur le registre scientifique, Jacques Grand'Maison avait analysé le déroulement de l'affaire Tricofil. Il avait écrit, dans « Une tentative d'autogestion »:

Elle (expérience d'autogestion de Tricofil) nous a amenés très loin dans la compréhension de notre société. D'une façon concrète, les luttes de ces travailleurs à tous les niveaux révélaient le vice idéologique et structurel le plus fondamental du capitalisme, à savoir: cette séparation entre l'individu et ses rapports sociaux. (...) On a décomposé le travail. On l'a séparé des travailleurs et de leurs rapports humains, pour assurer un processus technique uniquement défini en fonction de fins économiques indépendantes⁸⁷.

Et plus loin:

Nous ne sommes pas encore entrés dans l'âge d'une authentique démocratie. (...) L'expérience de Tricofil s'inscrit dans cette étape démocratique (...) Le plus grave problème de notre société actuelle m'apparaît être la pauvreté des tissus humains de la base sociale⁸⁸.

M^{re} Hubert a cheminé avec les ouvriers, les leaders, les politiciens et les universitaires au cours de son épiscopat à Saint-Jérôme. Il a résumé sa réflexion dans un texte où la prudence et le courage intellectuels se côtoient admirablement⁸⁹. Il reprend cette image de la déchirure des tissus de la communauté. Comme pasteur, guide de son troupeau, il a tenté une lecture des événements à la lumière de l'Évangile. Il y a vu des ressemblances avec l'avènement du Royaume de Dieu.

Il me semble que, dans une recherche semblable faite par les travailleurs, les chrétiens ont le devoir d'être solidaires de leurs frères. (...) Cela peut nécessiter que l'on dise carrément qu'il y a impasse au terme ou encore qu'il faut éviter tel écueil sur le chemin suivi. De toute manière, les travailleurs, dans la recherche d'une organisation nouvelle du travail, ont le droit de compter sur autrui. Nous-mêmes, comme chrétiens, nous avons la responsabilité de veiller sur leur bien et, pour ce faire, de nous situer clairement à l'égard de leurs propositions.

(...) découvrir dans leur expérience des pierres d'attente de l'évangélisation et du rassemblement en Église. (...) La prise en charge de responsabilités et l'autonomie affirmée constituent des occasions favorables à la réflexion, sur un Dieu personnel qui invite les hommes à Le connaître et à L'aimer. Elles sont aussi le lieu où des croyants peuvent découvrir et rencontrer le Christ vivant aujourd'hui.

Il se questionne ensuite sur ce que les gens de foi et d'Église ont reçu de cette expérience :

(...) celui qui a la foi trouve au sein d'une telle expérience que le témoignage du Seigneur et de l'Évangile passe principalement par le chemin de la solidarité et de la lutte pour la justice. Ce fut le cas, je pense, pour quelques agents de pastorale qui ont travaillé avec les employés de la Regent Knitting. Leur présence et leur appui ont été voulus comme une annonce de Jésus-Christ et de l'Évangile. Rapidement, les travailleurs ont été d'accord avec ce type d'action pastorale exercée auprès d'eux par certains permanents de l'Église. (...) Je sais (...) que les travailleurs de la Regent perçoivent l'Église de leur milieu comme étant en communion avec leur vécu. Je sais aussi que quelques-uns d'entre eux posent explicitement à certains chrétiens liés à l'Institution ecclésiale des questions sur Jésus-Christ et sur la foi. (...) Je considère que l'Église de Saint-Jérôme a reçu de ces travailleurs un témoignage très riche.



M^{re} Bernard Hubert, à la fête de l'Assomption du 13 août 1972, au sanctuaire de Rigaud. Photo P. Tremblay, Rigaud.

(...) je crois que la communauté chrétienne d'ici a été visitée par l'Esprit de Dieu à l'occasion des événements de la Regent Knitting. À la lumière de l'Évangile, je vois que les gestes posés par un groupe de travailleurs sont pour nous des invitations du Dieu visant à vivre de l'espérance d'un Royaume de justice et à nous engager maintenant dans l'œuvre libératrice de la foi.

Il avait également fait une intervention similaire le 14 février 1977 :

Quand on regarde les raisons sociales, on réduit habituellement l'entreprise au capital et à ceux qui possèdent le capital. Sans l'apport du travailleur, il n'y a pas d'entreprise. Le travailleur ne pourrait-il pas avoir égalité de chances comme de risques dans l'entreprise? (...) Le travailleur n'a-t-il pas un droit de participation à la gestion par l'intermédiaire d'un comité d'entreprise? (...) Si les travailleurs s'organisent pour une usine autogérée, est-ce qu'ils n'ont pas droit à des subventions dans la mesure où ils respectent les critères? (...)

L'Église s'intéresse à une question comme celle-là parce qu'il est manifeste qu'il y a une injustice criante dans l'exploitation des ressources (...). L'Église s'intéresse à cela parce qu'il faut changer certaines structures à beaucoup d'endroits. Tricofil offre une expérience de pointe qui peut servir de modèle.

La pensée de M^{gr} Bernard Hubert⁹⁰

Nous pouvons lire, dans la collection « L'Église aux quatre vents », *L'Église du Québec, 1988-1993*, publié chez Fides, une présentation par Bernard Hubert du document des évêques pour leur visite *ad limina*. Il était à ce moment président de l'Assemblée des évêques du Québec. Il parlait au nom des évêques du Québec.

En voici un extrait :

En même temps que nous soulignons l'urgence, pour l'Église du Québec, de renouveler son esprit communautaire et missionnaire, nous affirmons que l'une des conditions essentielles de ce renouvellement est la contribution des croyants et des croyantes aux réalités culturelles qui façonnent notre société. Nous rappelons également que le combat des communautés chrétiennes pour la justice sociale fait partie intégrante de l'évangélisation. Et nous exprimons notre confiance en la capacité de ces communautés de relever les nouveaux défis en se laissant inspirer par la Parole de Dieu, en approfondissant les liens de fraternité entre leurs membres, en se solidarisant pour la mission d'évangélisation qui est celle de toute l'Église.

Et dans *Malgré tout, l'espoir. Rencontre avec Bernard Hubert, évêque*, publié chez Fides en 1994, il répond aux questions d'un journaliste. Nous dégagerons certains thèmes qui illustrent bien la pensée de cet homme.

Sur la liberté :

« (...) si je suis convaincu que le chemin que je prends correspond à la vérité (...) je dois le suivre même si ce n'est pas celui que le Magistère me propose. »

Sur le lien Église-État :

« (...) il était pourri de l'intérieur depuis longtemps (...) »

De *Il faut que l'Église parle — Le testament d'un évêque engagé*, publié chez Fides en 1996, nous proposons quelques extraits de ses principales allocutions.

Sur la question constitutionnelle au Canada et au Québec, après le référendum, dans une allocution à Edmonton :

Je ne suis pas un évêque qui vient parler de séparatisme ; je ne suis pas non plus un évêque qui vient parler du fédéralisme canadien. (...)

Le Royaume de Dieu est vraiment annoncé quand l'homme est libéré de ce qui le menace et de ce qui le détruit ; lorsque l'homme entre en liberté — et cette liberté-là n'est pas qu'extérieure, elle est liberté du cœur — le Royaume de Dieu est annoncé. Il l'est aussi lorsque l'autorité se fait service ; ce qui a beaucoup de conséquences pour des gens qui, à l'intérieur d'un monde qui est en crise, cherchent à témoigner de ce qu'est le Royaume de Dieu. Enfin le royaume est annoncé lorsque le pardon et la miséricorde sont devenus des nouveaux moyens de vivre et d'aimer — ce qui est spécifiquement chrétien. En effet, ce n'est que dans la perspective de la mort et de la résurrection vécues avec le Seigneur Jésus que ces thèmes de miséricorde, de pardon et de réconciliation prennent toute leur efficacité.

Sur Pâques et la Résurrection :

Pour beaucoup de contemporains, croire en la résurrection de Jésus est difficile. Sa divinité leur apparaît un énoncé gratuit. La foi des croyants risque d'être davantage déiste et sociologique que chrétienne et communautaire. Dans ce contexte, la fête de Pâques revêt une importance particulière. Elle nous rappelle la Révélation des faits accomplis par Dieu pour nous.

La foi de l'Église vit de la résurrection du Christ. En surgissant de la mort par la force de Dieu, Jésus inaugure une Humanité Nouvelle. Il est le premier membre d'une famille radicalement transformée au sein de l'humanité issue d'Adam et d'Ève. Parce que Jésus est vivant, désormais toutes choses sont nouvelles sur la terre. Mais c'est en espérance qu'elles nous sont données (*Rom* 8,24).

Sur le métier d'évêque :

M^{gr} Bernard Hubert
et le pape Jean-Paul II.



J'ai été surpris lorsqu'on m'a demandé si j'acceptais de devenir évêque de Saint-Jérôme. J'étais responsable de pastorale d'ensemble depuis dix mois seulement... J'ai accepté parce que j'avais la certitude que c'était un devoir pour moi. Ce projet m'a été présenté comme tout prêt, déjà mûri: il ne me restait qu'à cueillir le fruit. Ce n'était pas l'aboutissement d'un projet personnel ou la réalisation d'un rêve, mais plutôt un imprévu que d'autres avaient préparé... Après une nuit d'insomnie, j'ai dit oui.

Sur son prédécesseur, M^{gr} Émilien Frenette :

En devenant évêque de Saint-Jérôme, j'accepte un défi considérable. Je prends la relève d'un prêtre et d'un pasteur qui, pendant vingt ans, a marqué d'une influence apostolique le peuple de Dieu qui lui était confié. (...) En assumant la responsabilité que M^{gr} Émilien Frenette a laissée en juin dernier, je tiens à dire que je veux me situer en continuité avec les objectifs pastoraux qui ont été les siens à travers les vingt ans d'histoire de ce diocèse.

Sur le territoire du diocèse de Saint-Jérôme:

Ce territoire de Saint-Jérôme, chacun le sait, est un monde dynamique, une société engagée sur la voie de profondes transformations. L'information sur la vie qui s'y déroule donne rapidement à l'observateur intéressé le sentiment que cette région est un prototype de la société de demain. Pour moi qui ai, désormais, la responsabilité d'amener les hommes de ce milieu à y édifier le Corps du Christ, je relève certains traits de ce monde en formulant l'hypothèse qu'il s'agit là, probablement, de coordonnées importantes pour fixer le cadre d'insertion de l'Église d'aujourd'hui dans la pâte humaine. Je pense au tourisme qui illustre déjà ce que seront les joies, les limites et les ambiguïtés d'une civilisation du loisir. Il en est de même de l'infrastructure socio-économique manifestée par l'organisation scolaire, par les prévisions du système routier et par les plans d'aménagement du territoire, infrastructure axée, de toute évidence, sur les besoins de l'avenir. Enfin, il me semble que la réalisation d'un vaste aéroport international va apporter avec soi, non seulement le développement de l'industrie dans la région, mais aussi l'établissement d'une économie de services variés et nombreux qui sont caractéristiques de la société postindustrielle. Tout semble, ici, projet d'innovation et de communications nouvelles⁹¹.

Sur l'apport des laïcs et du clergé :

À l'heure actuelle, le diocèse (il parle de Saint-Jean) compte sur des centaines de laïcs, dotés d'une formation sérieuse, pour partager la tâche pastorale avec les prêtres. De sorte que le service pastoral est souvent mieux dispensé qu'il ne l'était au moment où seuls les prêtres l'assuraient. Sans vouloir diminuer l'apport du clergé, je dois reconnaître que les laïcs apportent une contribution originale dans l'activité apostolique.

Sur les signes de la présence de l'Église :

Dans une société sécularisée comme la nôtre, il est clair que l'important ne réside pas dans le fait que l'Église soit d'abord visible par un temple qui domine les édifices environnants. À quel signe Jésus a-t-il dit que ses disciples seraient reconnus ? C'est à l'amour qu'ils auraient les uns pour les autres. En ce sens, pour que l'Église réussisse à se mettre en état de mission et d'évangélisation, les baptisés n'ont d'autres choix que de consolider leur projet de fraternité en participant à la construction d'une société toujours plus juste. De cette façon, ils deviendront des témoins du Ressuscité et, du même coup, prendront part à la mission confiée à l'Église.

Sur les ministères :

Le ministère dans l'Église est un service. Longtemps, les prêtres ont assumé la plupart des actions des ministères. À ce point que notre perception en était

arrivée à considérer que seuls les évêques, les prêtres et les diacres étaient des ministres. Depuis quelques années, la participation des laïcs au ministère nous a amenés à distinguer les ministres ordonnés et les non ordonnés.

Sur les femmes :

Quand les femmes visent à établir entre elles et avec les hommes des relations semblables, elles répondent à l'appel qui leur vient de Dieu. Créées elles aussi à son image, elles apportent un reflet de Dieu qui nous aide à comprendre que Celui-ci est au-delà du masculin ou du féminin que nous sommes portés à projeter en Lui.

Sur l'unité dans l'Église diocésaine et l'autorité épiscopale :

L'Église, ce n'est pas quelqu'un qui a décidé qu'il avait la vérité. Pour moi, une action d'Église doit se faire dans la solidarité. Ce ne peut être qu'un projet bilatéral. C'est le projet de telle personne, de tel groupe mais aussi de l'Évêque. « L'Église est dans l'évêque, et l'évêque dans l'Église », disait saint Cyprien. Pour moi, tout ce qui est acte d'Église doit être marqué à la fois par le peuple et par l'Évêque. Il faut les deux. Celui qui me place devant un fait accompli pose un geste qui n'est pas marqué par le sens de l'Église. Au plan des faits, je ne me sers pas du bâton. Je dis à la personne : « Je ne suis pas d'accord avec telle option que vous prenez, mais je reste prêt à vous rencontrer. Notre désaccord n'est pas un mur. » J'essaie de ne pas couper les ponts.

Sur les conditions de paix à Oka (texte du 29 juillet 1990)

Les peuples autochtones ont un droit strict à participer, avec les autres peuples fondateurs du Canada, à la définition de ce que sera notre avenir. C'est ensemble que, Amérindiens et autres occupants de la terre d'ici, nous devons aménager le territoire canadien. Nous avons besoin les uns des autres. (...)

Enfin, la crise actuelle ne débouchera sur une paix durable que si les parties en cause s'engagent dans une attitude de responsabilité personnelle et collective. Aucune règle du jeu, aucune entente ne peuvent durer si les personnes et les groupes n'acceptent pas de répondre publiquement de leurs actes. Justice et vérité passent par des comportements responsables.

Un départ inattendu

Le départ de M^{gr} Hubert pour le diocèse de Saint-Jean a été reçu comme un coup inattendu. Au cours d'une fête de reconnaissance (16 février 1977), à la cathédrale, madame Marie-Thérèse Lemay avait lu un court texte dont voici un extrait :

C'est avec consternation que j'ai appris le départ de notre pasteur. Je crois que ce fut notre sentiment à tous. Je n'en revenais pas. Ma première réflexion a été de me demander pourquoi on déshabillait Pierre pour habiller Paul. On aurait pu trouver un autre évêque pour Saint-Jean... Mais il y a un mais... le monde chrétien c'est un monde particulier et souvent déconcertant. C'est un monde où il faut les lunettes de la Foi pour y comprendre quelque chose. On dit que les voies du Seigneur ne sont pas les nôtres.

M^{sr} Bernard Hubert est décédé le 2 février 1996⁹².

Source

GÉRARD LAJEUNESSE

M^{sr} Charles Valois, troisième évêque de Saint-Jérôme (1977-1997)

M^{sr} Charles Valois est né à Montréal, le 24 avril 1924. Après des études classiques au Séminaire de Sainte-Thérèse, il entra au Grand Séminaire de Montréal pour y poursuivre des études théologiques. En 1950, il obtint une licence en théologie.

Il a été ordonné prêtre le 3 juin 1950 par M^{sr} Paul-Émile Léger. L'année suivante, lors de la création du diocèse de Saint-Jérôme, il adhère au nouveau diocèse.

Revenu aux études de 1955 à 1957 et en 1959, il obtient une maîtrise en histoire du Canada de l'Université de Montréal. Plus tard, en 1963, il reçoit son grade de maîtrise en littérature française de la même université.

En 1962 et jusqu'en 1964, il devient aumônier adjoint de la JEC nationale. Il revient ensuite au Séminaire à titre de professeur et de directeur du personnel. L'année suivante, il est nommé directeur des études et, par la suite, en juin 1967, il devient recteur du Séminaire de Sainte-Thérèse, poste qu'il n'occupera que trois mois, car il est choisi par le Conseil d'administration du Collège Lionel-Groulx, comme directeur général de cette institution (1967-1973).

En 1973, il devient curé à Sainte-Adèle, et en 1975, vicaire général du diocèse. Au départ de M^{sr} Bernard Hubert, en 1977, il est élu vicaire capitulaire du diocèse. Le 15 juin, Rome le nomme évêque de Saint-Jérôme. L'ordination épiscopale lui fut conférée par M^{sr} Angelo Palmas, Pro-Nonce Apostolique du



M^{sr} Charles Valois,
3^e évêque de Saint-Jérôme.

M^{gr} Charles Valois salue Jean-Paul II, accompagné de M^{gr} Raymond Jodoin du diocèse de Sherbrooke. À l'occasion de l'audience du pape, lors de la béatification de Mère Blondin. Rome le 25 avril 2001.



Canada, en la cathédrale de Saint-Jérôme, le 29 juin 1977. Il devenait alors le troisième évêque du diocèse de Saint Jérôme.

Un homme de continuité

Durant 20 ans, comme ses prédécesseurs, M^{gr} Valois a voulu orienter l'Église de Saint-Jérôme « dans la voie du partage du service pastoral⁹³ ». Il a toujours voulu rappeler que, dès les débuts du diocèse, M^{gr} Frenette avait engagé les premiers permanents et les premières permanentes en Action catholique⁹⁴. Ce dernier avait nommé, en 1967, à la paroisse cathédrale, les deux premières agentes de pastorale.

M^{gr} Valois était très préoccupé par l'augmentation de la population (elle est passée de 242 000 à son arrivée à 360 000 en 1997), par les besoins de pasteurs. Par la nécessité de rejoindre les catholiques, pratiquants ou même distants, comme il les appelait.

« Dans le diocèse de Saint-Jérôme, on retrouve une pastorale pour les chrétiens de la nef, pour les chrétiens du seuil et pour ceux de la place publique⁹⁵. » En 1983, M^{gr} Valois évalue la pratique dominicale autour de 25 %. Dans son rapport de 1993, M^{gr} Valois parle d'une moyenne de 20 %, avec une pointe dans les milieux ruraux et d'un taux de 10 % dans les villes et les milieux touristiques.



L'abbé Charles Valois, aumônier-adjoint de JEC.

Afin de célébrer la mémoire de l'Église de Saint-Jérôme, il a été fidèle à tous les anniversaires. Lors du dernier qu'il a présidé, le 45^e, le 26 mai 1996, il disait : « Quarante-cinq ans, c'est court dans l'histoire d'une Église, mais c'est déjà révélateur d'une grande richesse de grâces et d'engagements qui ont façonné l'Église de Saint-Jérôme et lui ont conféré une identité solide et un visage particulier⁹⁶. » M^{gr} Valois considérait les Églises comme des communautés reliées à Rome et ayant toujours leur identité propre.

Animation pastorale scolaire

La publication des orientations pastorales de l'Assemblée des évêques du Québec relatives à l'initiation sacramentelle des jeunes, en 1983, amena M^{gr} Valois à favoriser la participation de la communauté paroissiale à la préparation sacramentelle des enfants du primaire, en relation avec l'animation pastorale scolaire. Il fallait que l'école et la paroisse définissent plus précisément leurs responsabilités propres. Les responsables de paroisse, les prêtres, les agents de pastorale scolaire se trouvaient au milieu de ce réseau de relations. Il y avait également à assurer une présence des parents dans cette opération.

Tout ce travail sur le terrain amena M^{gr} Valois à écrire une lettre pastorale, publiée le 1^{er} mai 1984 : *L'initiation sacramentelle des enfants*. Cette lettre aidait à préciser le rôle de chacun : l'enfant, les parents, les éducateurs, les agents de pastorale.

C'était évidemment la paroisse qui était la plus touchée. Il demandait alors que « chaque communauté se dote d'un service de préparation aux sacrements (SPS), qui travaillera en lien avec le conseil de pastorale paroissiale (CPP), là où il existe, et avec l'équipe pastorale ». Il devenait aussi conscient de la nécessité d'offrir une formation à ces personnes. Et il était soucieux de ne pas drainer toutes les forces de ce côté.

Il était également conscient que ces nouvelles pratiques allaient apporter des turbulences dans l'Église : « Je vous invite à travailler dans le plus grand respect de toutes les opinions, réactions, tendances, voire même options différentes. Jésus n'a bousculé personne pour arriver à ses fins, même s'il n'a cessé d'inviter. »

La réconciliation

Deux ans plus tard, il apporta sa réflexion sur le sacrement de Pénitence. Il voulait alors donner suite au synode des évêques de 1983. Il proposa une pastorale qui fasse que « la célébration du sacrement de la réconciliation (soit)

un événement dans la vie de chaque personne, (qui soit) aussi un événement dans la vie de toute la communauté ».

Ce document situait la confession dans le ministère de réconciliation dont parlait Paul aux Corinthiens. Il indiquait que certaines approches théologiques étaient partielles : celles qui ne consistaient qu'à se mettre en règle ou de se réconcilier qu'avec soi-même. Il disait : « ... il convient de ne pas réduire le rite sacramentel à une démarche purement psychologique ». Il proposait d'harmoniser la démarche psychologique à celle de la foi.

Il faisait du sacrement une relecture historique en analysant ses principaux éléments — contrition, aveu, satisfaction et absolution — pour arriver à parler du pluralisme des formes actuelles du sacrement. Il montrait ensuite la complémentarité de la forme individuelle et de la forme communautaire. « Toutes sont des expressions complémentaires d'une même réalité qu'aucune forme, à elle seule, ne peut prétendre épuiser dans sa totalité. »

Dans ses orientations pastorales, M^{re} Valois demandait aux pasteurs, animateurs et animatrices de pastorale d'offrir divers services qui tous servent « ce projet pastoral d'éducation de la foi sous l'angle fondamental de la réconciliation qui nous situe au cœur même du Mystère du Salut. »

L'Eucharistie et les funérailles

Le 15 juin, M^{re} Valois donnait des directives pour les rassemblements où la messe ne pouvait être célébrée, dû au manque de prêtres. Après avoir rappelé l'importance de la célébration de l'Eucharistie, et l'importance du rassemblement de la communauté le dimanche, il rappelait la possibilité d'offrir des célébrations de la parole. « Dans ces cas, on verra donc à assurer aux membres de la communauté, des célébrations de la Parole de Dieu qui leur permettront de célébrer "en vérité" le Jour du Seigneur : se rassembler, écouter et partager la Parole, rendre grâce à Dieu pour ses merveilles et être envoyés. » Ces célébrations peuvent être complétées par la communion eucharistique.

Le 16 octobre 1996, il signait un guide pastoral pour les funérailles chrétiennes intitulé « Célébrer dans l'espérance, le passage de la mort à la vie éternelle ».

Encore ici, il s'agissait de réagir à la réalité socioculturelle changeante dans l'Église de Saint-Jérôme. L'évêque commence par rappeler le sens chrétien de la mort : « La célébration chrétienne des funérailles signifie donc, pour le croyant, une communion au mystère du Christ mort et ressuscité, communion généralement vécue en Église en présence de la personne défunte. »

Il rappelle ensuite que le service de l'Église doit être vécu en collaboration avec d'autres services, comme celui des salons funéraires et en étroite liaison avec la famille du défunt. Afin de bien soigner ces liens nécessaires, il propose un comité pastoral spécial pour voir aux différentes activités d'accompagnement et d'aménagement des rites funèbres lors de la mort d'un membre de la paroisse. Il précise ensuite quelles sont les lignes de conduite à suivre lors de célébrations avec ou sans Eucharistie, à l'église ou au salon mortuaire.

Un homme d'organisation

Le troisième évêque de Saint-Jérôme a toujours voulu associer tous les membres de l'Église à son action : les prêtres « qui exercent un ministère essentiel dans l'Église »⁹⁷, les diacres permanents « signes du service dans l'Église »⁹⁸, les religieuses et religieux « porteurs de grâce par une prière incessante »⁹⁹, les religieuses et religieux apostoliques, « toujours présents dans les milieux de l'éducation, de l'hospitalisation et de la bienfaisance », les religieuses et religieux qui « ont accepté un service pastoral dans une paroisse ou une institution »¹⁰⁰, les laïcs, hommes et femmes, qui ont « risqué une profession dans le service des paroisses et des institutions »¹⁰¹, les bénévoles, « présence riche en dévouement et en oubli de soi »¹⁰².

Le diaconat

En novembre 1964, le concile Vatican II rétablissait le diaconat comme « degré propre et permanent de la hiérarchie du sacrement de l'Ordre : diacre, prêtre, évêque. »

Par l'imposition des mains, l'évêque fait du diacre un clerc et le lie intimement à son ministère et au ministère du Christ serviteur.

Le diaconat englobe trois ministères :

- le ministère de la Parole,
- le ministère de la prière et du service à l'autel,
- le ministère de la charité.

L'Église répond ainsi au besoin d'être présente officiellement auprès d'un plus grand nombre des enfants de Dieu.

Par ailleurs, le diaconat offre à l'Église de nouveaux ministres ordinaires pour le baptême, les mariages et les funérailles (sans eucharistie), et les célébrations de la Parole. Le diaconat permanent est accessible aux hommes mariés (plus de 10 ans de mariage). Il exige de la part de l'homme une forma-

tion adéquate, et du couple, un cheminement avec la communauté diaconale diocésaine.

C'est un homme marié qui, avec l'accord de son épouse et de sa famille, accepte de dévouer sa vie au service du peuple de Dieu, au nom de l'Église catholique, en devenant un ministre ordonné de cette Église. Son modèle par excellence est le Christ serviteur. Tout en poursuivant son travail il accepte de se former adéquatement aux plans académique, pastoral et personnel afin de bien répondre aux exigences de son ordination et aux responsabilités de son ministère.

Le diacre est un homme reconnu dans son milieu comme un chrétien engagé auprès de ceux vers qui Jésus se tournait de préférence : les démunis, les malades, les marginalisés, « la veuve et l'orphelin ».

Après un temps de recherche et d'évaluation, c'est en 1978 que M^{gr} Charles Valois instaure le diaconat permanent dans le diocèse. Conscient des besoins du diocèse, M^{gr} Valois invite alors les diacres à donner la priorité au service de la charité sous ses diverses formes. Cette orientation est toujours maintenue par M^{gr} Gilles Cazabon, l'évêque actuel du diocèse.

Les diacres sont appelés à devenir dans l'Église le signe de sa mission de service. Aussi, nous les retrouvons dans de nombreux services : présence aux malades et aux aînés, aux démunis, aux toxicomanes, aux mourants, aux couples, aux adultes en cheminement spirituel, aux homosexuels, etc. Ils peuvent être aussi présents au service liturgique de leur paroisse. Le diocèse de Saint-Jérôme est riche d'une communauté de seize couples diaconaux, un diacre veuf, un couple candidat et un couple aspirant, pour un total de trente-sept personnes. En outre, trois couples vivent présentement leur année probatoire et un couple est en attente pour la prochaine année probatoire qui débutera en septembre.

Les membres de la communauté diaconale

Carol Ainsley Monique Pinard	Boisbriand	Ordonné le 09-05-1989 Marié le 05-05-1962
Pierre Beaupré Ginette Quevillon	Terrebonne	Ordonné le 08-09-1995 Marié le 01-06-1968
Jean-Jacques Bouchard Gertrude Saint-Jean	Saint-Eustache	Ordonné le 26-11-1999 Marié le 30-10-1954
Jean-Hugues Chicoine Nicole Clément	Terrebonne	Ordonné le 17-03-1989 Marié le 01-07-1967

Normand Cyr Ginette Alain	Blainville	Ordonné le 11-11-1995 Marié le 09-01-1971
Jacques Dubé Réjeanne Martel	Saint-Jérôme	Ordonné le 12-11-1983 Marié le 07-06-1958
Richard Dalpé Jocelyne Beaulieu	Terrebonne	Ordonné le 18-05-1991 Marié le 02-09-1967
Robert Fournier Christine Zurek	Rosmère	Ordonné le 15-09-1996 Marié le 22-06-1957
Gérard Gagnon Lise Juteau	Saint-Jérôme	Ordonné le 12-11-1983 Marié le 29-06-1957
Charles Germain Claudette Gascon	Saint-Jérôme	Ordonné le 16-05-1998 Marié le 11-05-1968
Jean-Guy Lachance Marguerite Prévost	Lafontaine	Ordonné le 05-12-1992 Marié le 09-05-1964
Albert Lamontagne	Saint-Joseph-du-Lac	Ordonné le 05-11-1983
Marc Pepper Nycole Legault	Saint-Eustache	Ordonné le 31-05-1991 Marié le 02-09-1972
Charles-Émile Plante Janine Bashaw	Saint-Eustache	Ordonné le 08-05-1999 Marié le 30-08-1952
Camille Poirier Diane Lemieux	Blainville	Ordonné le 21-05-1994 Marié le 06-10-1973
Pierre-André Saint-Denis Agathe Chalifour	Lachute	Ordonné le 11-09-1993 Marié le 07-09-1959
André Tessier Mireille Charron	Lachute	Ordonné le 20-04-1991 Marié le 05-06-1971
En cheminement Gaétan Provost Lorraine Rooke	Saint-Eustache	— Marié le 05-02-1972
Wayne Riddell Mary Lessard	Deux-Montagnes	— Marié le 25-05-1991

Travail sur le terrain

M^{gr} Valois s'était donné comme objectif de visiter les paroisses tous les trois ans. Cela a été fait au moins tous les cinq ans. Les évêques auxiliaires et le vicaire général faisaient aussi des visites paroissiales. Une visite comprenait une rencontre avec les marguilliers, les responsables des mouvements, chacun des membres de l'équipe paroissiale, des visites à domicile pour rencontrer des malades et des personnes âgées, des institutions de la paroisse et une participation à toutes les messes.

Il était conscient qu'il demandait parfois à tous les diocésains d'accepter la souffrance de changements lourds de sens.

Nous sommes en train de vivre le passage à l'Église tout entière en « ministères » à travers des ministères divers. Bien sûr, ce passage ne peut se vivre sans que surviennent des tensions, des souffrances, des incompréhensions, sans que nous ayons à vivre de réelles conversions. Mais notre foi en Jésus mort et ressuscité nous permet de croire que ces souffrances portent en elles-mêmes des germes de vie. Et nous avons la certitude que déjà l'Esprit de Jésus Ressuscité est à l'œuvre. À nous de discerner son action dans le cœur des croyants et les mettre « en état d'accomplir le ministère pour bâtir le Corps du Christ » (Eph 4,12)¹⁰³.

Devant tous ces travailleurs de la Foi, il sentait la nécessité d'une organisation efficace, où circule l'information ; où se disent les choses et où se prennent les décisions.

Il a laissé une trace très concrète de ce sens de l'organisation dans le *Guide de gestion*.

Guide de gestion

Le *Guide de gestion* du diocèse de Saint-Jérôme est un compendium de documents essentiels à tous les détenteurs de ministères dans cette église, ordonnés ou non ordonnés. Il a été présenté par M^{gr} Charles Valois le 10 janvier 1997. C'est le document qui coïncide aussi avec le départ de cet évêque, après vingt ans de pastorat¹⁰⁴.

Ce document de 281 pages est accompagné de la lettre pastorale du 19 avril 1992, sur « les ministères dans l'Église de Saint-Jérôme » et d'un texte de réflexion sur « L'animation des communautés paroissiales dans l'Église de Saint-Jérôme », daté du 29 juin 1994.

Lettre pastorale

La lettre pastorale de 1992 avait déjà donné l'esprit de ce guide. Les nouveaux ministères étaient alors devenus plus concrets : 18 paroisses avaient été confiées à des laïcs. Le mouvement prendra de l'ampleur : en 1997, ce sera 29 paroisses qui seront sous la responsabilité de laïcs. Près de la moitié.

Cette lettre rappelait la mission de chacun. Aux prêtres, il était demandé de « faire advenir comme serviteurs du sacerdoce baptismal, des personnes et des communautés chrétiennement libres et responsables ». Aux diacres, il rappelait le rôle de présence « au cœur du monde ». Aux religieux et religieuses, il demandait de témoigner de la « radicalité de l'Évangile » et de trouver de nouvelles façons de participer à la vie de l'Église diocésaine. Aux laïcs agents et agentes de pastorale, il rappelait qu'ils ont accepté un « ministère ». À l'ensemble des chrétiens il rappelait qu'il y aurait nécessité de vivre de nouveaux types de rassemblements.

Document pastoral

Le document « L'animation des communautés paroissiales dans l'Église de Saint-Jérôme » est une réflexion théologique sur les ministères appliquée aux différentes situations pastorales. Il est daté du 29 juin 1994.

La paroisse est choisie comme structure de base. À ces paroisses, il faut assurer « une animation continue, permanente, le ministère d'un prêtre, essentiel à toute communauté, les divers ministères nécessaires à son développement, un leadership identifié et la définition des rôles et des fonctions de chacun ».

Ce sont évidemment les divers ministères qui occupent le cœur du texte : on fonde leur diversité sur le concile Vatican II, avec *Lumen Gentium*, sur l'encyclique *Evangelii Nuntiandi* de Paul VI, sur *Christifideles laici* de Jean-Paul II et sur trois articles du droit canon : 129, par. 1 et 2 ; 228, 1, et 517, 2.

On insiste ensuite sur le ministère de la présidence de l'Assemblée en se référant au document *Les nouvelles pratiques ministérielles*, du Comité des ministères, de l'Assemblée des évêques du Québec. Ce ministère requiert l'ordination, est exercé pleinement par les évêques auxquels sont reliés les prêtres. Mais il requiert aussi la coopération d'autres ministères. Il n'est pas exclusif aux ordonnés. Certaines de ces tâches et fonctions peuvent être confiées à des laïcs. Ce sont des ministères de coopération.

Ces deux volets de la charge pastorale peuvent se trouver assumés par un seul ministre ordonné ou répartis entre un ministre ordonné et un ou des ministres laïques.

Modèle d'aménagement pastoral

La diversité de la présidence donne naissance à la diversité des modèles. Le premier modèle est celui du prêtre-curé qui assume et la présidence de la communauté et l'organisation pastorale de la communauté. Le second est celui du prêtre de la communauté (ce que le traducteur du canon 517, 2 appelle un prêtre « modérateur ») et du président de cette communauté assisté du responsable de la paroisse¹⁰⁴. Tout cela afin d'aller au bout des possibilités pour assurer aux communautés paroissiales vie et fécondité.

Le guide lui-même

C'est le Bureau de pastorale d'ensemble, élargi pour le besoin¹⁰⁵, qui entreprend l'opération, en 1990. En 1992, on est prêt à réorganiser la direction générale et les services diocésains.

Avant d'aborder les divers niveaux administratifs de l'Église de Saint-Jérôme, le guide précise ce qu'il entend par philosophie de gestion. Il rappelle que tout organisme a une philosophie de gestion¹⁰⁶.

Elle sera basée sur deux principes : celui d'une direction diocésaine qui fixe les politiques après avoir obtenu un large consensus. Et celui de la délégation d'autorité nécessaire à chaque niveau de la réalisation de ces objectifs. On distingue également deux types d'autorité : l'autorité hiérarchique et l'autorité fonctionnelle. Il y aura des directions et des conseils. Il faut que ces deux types soient clairement définis. Cette philosophie de gestion s'appliquera aux niveaux diocésain et paroissial.

Au niveau diocésain

L'administration diocésaine sera hiérarchisée, à partir de la base composée surtout de services, en passant par le centre qui sera occupé par des départements (4), jusqu'à la tête qui sera concentrée dans un Bureau de la direction générale que présidera l'évêque. Ce dernier aura pour l'assister différents conseils (7) et des structures permanentes de chancellerie et de secrétariat général. Existeront des lieux officiels où seront discutés les problèmes et présentés les projets. Des décisions seront prises à chaque niveau qui seront trans-

mises à l'étage supérieur. L'évêque reste le grand animateur de toute la pastorale de son Église.

Pour chacun des postes, il y a des définitions de tâches et des critères de sélection pour trouver les meilleurs candidats. Les critères généraux sont de deux ordres : ceux qui qualifient la personne comme ayant l'expérience du milieu, et les qualités générales d'administrateur. Toute personne œuvrant dans l'administration diocésaine sait donc ce qu'elle doit faire, avec qui elle doit travailler, à qui elle se rapporte. Elle n'est pas isolée. Elle doit être en communion avec tout l'appareil administratif.

Au niveau paroissial

La paroisse s'insère parfois dans un secteur, et les secteurs dans une zone. L'aménagement des secteurs est une nécessité qui est conséquente de la diminution du nombre de prêtres, de la limite des ressources financières et du désir d'assurer une pastorale de qualité par le partage des ressources.

La paroisse travaille elle-même en équipe autour du Conseil de Pastorale paroissiale (CPP). Une équipe de 8 à 12 personnes seconde les personnes en charge, ordonnées ou non ordonnées.

Le grand Guide inclut un petit Guide de gestion à l'intention des responsables de paroisse. Il est présenté par M^{sr} Jean-Pierre Joly. Il s'agit d'un texte extrêmement précis sur les activités pastorales d'une paroisse et leur déroulement dans le calendrier pastoral annuel. Cette section se termine par un texte très détaillé sur la façon de procéder à l'engagement d'un agent de pastorale.

Compendium de documents pastoraux et administratifs

La partie qui précède énonçait les principes et prévoyait des modalités générales d'action pour la vie courante. Dans la section qui suit, on a colligé tous les documents utiles dans des circonstances particulières. Cette section comprend des documents de diverses teneurs : des directives, des politiques, des règlements, des protocoles, des lettres pastorales, des guides pour certaines occasions. Ce sont, toute proportion gardée, les règlements afférents aux lois dans le gouvernement civil.

Les pasteurs peuvent y trouver toutes les informations nécessaires pour suivre les lois civiles, pour organiser des célébrations, pour engager du personnel, pour participer à des caisses, etc. On y trouve les règles pour les circonstances familiales, plus particulières et même les cas difficiles. On y trouve deux ordonnances relatives aux conditions de travail.

Conclusion concernant le guide

Un organisme peut se permettre de rédiger son guide de procédure quand il a atteint un niveau de performance. C'est le cas de l'Église de Saint-Jérôme. Les personnes qui se joignent à cette Église, en lisant ce guide, réalisent qu'elles touchent à un organisme qui a sa propre culture, ses propres règles, ses propres objectifs et qu'il entend les faire appliquer.

Un guide comme celui-là laisse l'impression qu'on sait assez précisément où on veut aller et qu'on connaît les meilleurs moyens de s'y rendre. On invite donc les personnes nouvelles à l'assimiler et à en respecter les règles du jeu. Ce qui sera le cas également de l'organisation qui a précisé les normes de rémunération.

Il y a une double solidarité qui est sollicitée par la lecture de ce document : celle d'aller vers le Père et d'y aller en communion avec tous ceux qui croient en Lui, en son Fils et en l'Esprit. Mais aussi la solidarité d'un équipage qui ne pourra s'y rendre que si chacun sait quelle fonction il devra occuper durant le voyage et les gestes qu'il est appelé à faire dans diverses circonstances.

L'Église de Saint-Jérôme n'hésite pas à se définir à partir de l'Évangile, à se laisser inspirer par l'Église de Pierre, mais elle ne refuse pas pour autant une certaine originalité.

Par un certain côté, elle a une audace qui n'est pas très répandue au XXI^e siècle : celle qui consiste à se dire avec précision.

En 1993, M^{gr} Valois fait un retour sur cette réorganisation :

J'étais convaincu de l'importance de bien situer la fonction royale de l'Église, c'est-à-dire le gouvernement ou l'administration de l'institution ecclésiale, en tenant compte du visage particulier de l'Église diocésaine. Clarifier la philosophie de gestion en prenant en considération l'ecclésiologie de notre Église nous apparaissait un moyen privilégié de favoriser l'intégration de la dimension dynamique de l'institution ecclésiale à la dimension fonctionnelle de sa gestion¹⁰⁸.

Ordonnances diocésaines sur les conditions de travail

Toute cette organisation devait nécessairement se pencher sur les conditions de travail de son personnel. M^{gr} Valois, après de longues réflexions et consultations, publia une première ordonnance en 1989. D'autres suivirent ensuite. Ces ordonnances définissaient les conditions de travail pour tous les prêtres, tous les agents de pastorale et les autres employés, quel que soit leur milieu respectif d'engagement. Il s'agissait de corriger des situations discriminatoires.

Cette publication a permis à d'autres Églises du Québec de déclencher une réflexion sur ce problème.

Un homme de terrain : M^{gr} Valois et les expropriés de Mirabel

Aucun cultivateur de la région n'avait souhaité cette expropriation et n'était prêt à partir quand la nouvelle fut annoncée le 26 mars 1969. Nous nous préparions plutôt pour une autre année de travail dans les champs, comme nous le faisons depuis toujours en ce temps de l'année. Puis, du jour au lendemain, sans avertissement, on apprend que le fédéral a besoin de nos terres et que nous ne sommes plus chez nous¹⁰⁹.

Deux camps, deux pensées s'affrontèrent entre 1969 et 1988, autour de la création du nouvel aéroport de Mirabel. Les gouvernants, en particulier le gouvernement de Pierre Elliott Trudeau, voyaient dans ce projet une fierté nationale, comme Robert Bourassa vit la fierté s'exprimer dans les projets d'hydroélectricité. D'un autre côté, les individus et les groupements locaux et régionaux firent de cette bataille une question de fierté personnelle et collective.

Pour réaliser les grands complexes nationaux, comme cet aéroport moderne, il fallait déranger les individus, les familles et les communautés. Les gouvernements jugeaient qu'il s'agissait d'une frustration inévitable qu'ils envoyèrent gérer par des fonctionnaires. Les délogés jugeaient qu'ils devaient se cramponner à leurs terres pour ne pas être humiliés et détruits, se solidariser dans des mouvements comme le regroupement des expropriés qui prit le nom plus conciliateur de Centre d'information et d'animation communautaire — CIAC.

Ce n'était pas la première fois que les politiciens moussaient les fiertés nationales pour créer des projets : on n'a qu'à penser à la construction du réseau ferroviaire du Canada, la Confédération, les grandes guerres. Il fallait toujours finir par utiliser la fierté nationale pour réaliser les méga-projets. Cette expérience passée aurait pu servir d'occasion de réflexion, avant de se lancer dans un projet qui, encore en 2001, ne réussit pas à décoller.

Et ce n'était pas la première fois que l'Église allait devoir prendre position sur les grands projets. Les fidèles ont l'habitude de se tourner vers leurs pasteurs quand le choc du futur les atteint dans ce qu'ils ont de plus personnels. Les expropriés de Mirabel ne tardèrent pas à pousser leurs pasteurs à s'intéresser à ce dossier.

M^{gr} Bernard Hubert alors nouvel évêque de Saint-Jérôme ne parut pas d'abord sensible à la question. Les prêtres des paroisses furent touchés avant lui car plusieurs réalisaient que les bouleversements qui s'en venaient allaient les rejoindre. M^{gr} Hubert était d'ailleurs très sollicité par une autre crise, celle de Tricofil. Plus tard, à l'Assemblée des évêques, il se solidarisa avec les expropriés.

Le nombre de paroisses qui étaient touchées par le plan initial était considérable : Sainte-Scholastique, Sainte-Monique, Saint-Hermas, Saint-Canut, Lachute, Saint-Janvier, Saint-Benoît, Saint-Antoine-des-Laurentides, Sainte-Thérèse, Saint-Augustin, Sainte-Anne-des-Plaines, Saint-Placide, Sainte-Sophie, Saint-Colomban, Saint-André, Saint-Jérôme. C'était le cœur du diocèse.

Il est intéressant de revoir l'analyse des structures sociales régionales, celles de Dumont et Martin, concernant cette région¹¹⁰. Le territoire visé correspond, en partie, aux zones 7 et 8 du rapport. On est en face d'une « population à double occupation, rurale et industrielle, (page 26), avec des paroisses qui se sont spécialisées dans l'industrie laitière (Saint-Hermas). On dit de Saint-Janvier qu'elle est appelée à devenir « le pivot dynamique » de sa région. La population de ces zones est extrêmement homogène. Catholique et française. Peu de touristes. Au niveau industriel, on parle d'une certaine spécialisation : horticulture, industrie laitière et grandes cultures. Des cultivateurs le plus souvent prospères et parfois riches. Saint-Hermas dépasse toutes les autres sur la voie du progrès.

Par ailleurs, on est en face de régions où la structure sociale est très faible : peu d'influence de l'UCC ; une JAC en déclin ; une région encore marquée par la querelle suscitée lors de l'établissement de l'école centrale à Sainte-Monique ; l'importance de certaines familles. « À Sainte-Monique, par exemple, les gens tiennent à ne pas abandonner leur terre pour des motifs de sécurité ; ils se disent qu'à la prochaine crise, ils pourront se réfugier sur la ferme. ». « Si l'on compare, d'après les diverses données qui précèdent, la huitième zone avec les autres, on peut conclure que nous sommes en face du milieu social le plus stable de la région. »

Il est douteux que le gouvernement fédéral ait pris le temps de méditer ce rapport. Le déroulement de cette crise montre que les autorités n'avaient pas considéré faire atterrir les avions dans un « milieu social ». Si la région manquait de structures sociales, la crise allait leur donner l'occasion d'en créer.

On avait besoin de plus ou moins 10 000 acres. On en expropriait 50 000 pour des raisons de sécurité. Et on demandait au provincial de modifier son

zonage sur un autre 40 000 acres. Comme on ne réussit pas à s'entendre avec le Québec, c'est 95 856 acres qu'on fit tomber dans le plan.

Sur une carte géographique, on voyait bien que le fédéral venait de jeter son manteau sur un territoire plus grand que l'Île de Laval. Cet appétit gargantuesque éveilla les soupçons des nationalistes québécois. Et on commença de poser l'éternelle question qui resta toujours sans réponse : pourquoi ?

Grâce à une poignée de leaders, dont plusieurs avaient milité dans des mouvements animés par l'Église locale ou diocésaine, il y eut regroupement des individus. On réussit à rallier une bonne moitié de toutes ces personnes touchées par ces expropriations. Le syndicalisme agricole vint prêter main-forte. Une minorité de politiciens s'intéressa au projet. Et un jour, on vint frapper à la porte du troisième évêque de Saint-Jérôme, M^{gr} Charles Valois.

M^{gr} Valois prit quelques heures de réflexion. Il se rallia au regroupement. À la fin de la crise, il écrivit :

Dans l'Ancien Testament, le peuple de Dieu a vécu plusieurs exils. Mais chaque fois, guidé par des chefs forts et entreprenants, il rentrait en terre promise, en chantant de joie.

Les habitants des onze villages, touchés par l'expropriation de Mirabel, ont connu eux aussi l'exil. Plusieurs sont partis, sous une pression aussi injuste qu'à courte vue ; d'autres sont devenus des étrangers sur les terres que leurs ancêtres avaient arrachées à la forêt. Guidés par une poignée d'hommes et de femmes, ayant à leur tête Rita Lafond et Jean-Paul Raymond, ces expropriés — ces exilés — ont lutté âprement durant plus de seize ans pour réinvestir leur pays. Et ils ont réussi.

Si M^{gr} Valois récolta le titre de l'évêque des expropriés, l'abbé Georges Duquet récolta celui de curé des expropriés, même s'il recommandait à ses ouailles de ne pas répondre aux questionnaires des sociologues faisant enquête sur le terrain :

Dès le début, des villes environnantes ont projeté de se partager le territoire... tout cela me fait penser à des charognards, à des vautours qui s'empressent de se disputer un cadavre ou encore à des héritiers qui se disputent l'héritage et sont prêts à vider la maison de ses meubles dès que le père a contracté une vilaine grippe⁽¹⁾...

Tous ceux qui luttèrent sur le terrain pour leur dignité et leurs droits ne doivent pas exclusivement à l'Église la formation qu'ils avaient ou celle qu'ils ont prise. Mais quelques-uns ont su reconnaître celle qu'ils avaient reçue dans



Le curé Georges Duquet.

la JAC. Et cette formation a été complétée par le syndicalisme et la formation qu'ils se sont donnée avant et pendant la crise.

Les gains de cette opération

Les cultivateurs qui ont lutté durant de si nombreuses années ont fait l'impossible pour ne pas être dépossédés des biens qui leur appartenaient vraiment et obtenir pour ces biens un prix raisonnable et juste. Mais surtout, ils ont « retrouvé une partie d'eux mêmes, la plus importante partie de (leur) patrimoine, (leur) raison d'être. Si tu enlèves sa ferme à un agriculteur, tu lui enlèves l'envie d'avoir envie¹¹². »

Recherche-Action

Au printemps de 1987, l'équipe qui entoure M^{re} Valois fait le point. Le constat est assez lourd : les intervenants pastoraux sont plutôt loin de la réalité socio-religieuse, le discours ne passe pas très bien. Les résultats pastoraux sont minces. Il y a un grave problème de langage entre le message, les messagers et ceux qui le reçoivent. Il faut revenir en arrière, comme en 1956, et faire une recherche-action. Jacques Grand'Maison, en collaboration avec la Faculté de théologie de l'Université de Montréal, entreprend une étude qui durera 7 ans¹¹³.

Quatre-vingts personnes du diocèse, dont plusieurs agents de pastorale, participent à cette étude durant de nombreuses années.

La crise d'Oka

À l'été 1990, la région d'Oka était aux prises avec une crise qui la paralysait et rendait difficiles les relations entre les populations installées sur le territoire. M^{re} Valois en profita pour se rapprocher de la communauté autochtone qui le remercia chaleureusement de son geste. Ce qui lui amena parfois l'incompréhension des autorités en place.

Les femmes et la pastorale de Saint-Jérôme

La présence des femmes dans le diocèse de Saint-Jérôme est un phénomène qui s'impose. Mais ce n'est pas un phénomène nouveau : il a ses racines dans la préhistoire du diocèse, il s'impose dès l'arrivée de M^{re} Émilien Frenette, et il connaît un nouveau départ sous M^{re} Bernard Hubert et un éclatement considérable sous le pastorat de M^{re} Charles Valois.



M^{gr} Charles Valois à l'entrée du Vatican. Voyage *ad limina*, 1988.

Dans son dernier rapport quinquennal, celui de 1993, M^{gr} Valois donne les chiffres suivants. Il y a dans le diocèse 102 prêtres diocésains, dont 26 sont retraités et 46 sont à l'âge de la retraite ; 9 prêtres religieux et 29 moines. Les agents de pastorale sont au nombre de 163, hommes et femmes engagés à temps plein ou à temps partiel. De ces 163 laïques, 80 % sont des femmes.

Les femmes en costumes religieux

Les premières femmes engagées dans des communautés ou instituts arrivent sur le territoire en 1721. Plusieurs religieuses y sont encore en 2001¹¹⁴.

La présence des femmes membres de communautés ou instituts s'impose donc par la diversité des missions, le nombre de membres et par la durée de leur présence. Trois qualités qu'on retrouvera également parmi les femmes non engagées dans des communautés ou instituts.

À l'arrivée de M^{gr} Frenette, en 1951, il y avait, selon une étude de Paul Labelle, 494 religieuses sur le territoire. De quoi réjouir un nouveau pasteur. L'office des religieux apparaît alors dans le diocèse. Le Conseil des religieux figure toujours dans l'organigramme, conseil à l'Évêque¹¹⁵.

Femmes laïques

Jacques Grand'Maison a fait une fois la remarque qu'à chaque étape importante de la vie du diocèse, on trouve une femme qui se démarque. L'enregistrement de vidéos, parallèle au travail de recherche, a permis de dégager les figures de certaines de ces femmes.



Lancement pastoral. Prêtres, agents et agentes de pastorale. Vers 1990.



Solitude Myriam. Consécration de 1986, présidée par M. Charles Valois.



M. Charles Valois, faisant l'homélie au cours d'un week-end biblique. Collection sœurs SSNJM.

Solitude Myriam

Solitude Myriam est une communauté formée de laïcs consacrés. Fondée en 1981 par une mère de famille, madame Danielle Bourgeois, cette famille spirituelle n'a jamais cessé de s'agrandir, tant au Canada que dans plusieurs pays. Elle comprend actuellement quatre maisons d'accueil et vingt relais. M. Valois a approuvé les statuts de cette communauté et l'a reconnue comme association privée de fidèles (1997).

Sensibilisés à la souffrance des couples et des familles éclatées, les hommes et les femmes de la Famille Solitude Myriam consacrent leur vie pour l'unité et la sainteté des familles. C'est dans la prière, l'accueil et l'évangélisation qu'ils travaillent à la restauration du couple et de la famille. Les principales activités de Solitude Myriam consistent en des rencontres de ressourcement et dans l'accompagnement et la relation d'aide. Cette association est installée à Mirabel.

Un homme de foi

M. Valois avait voulu, en quittant son poste, faire un acte de foi dans l'Église de Jésus-Christ. Citant Fernand Dumont il avait dit : « J'adhère de toutes mes forces à cette Église qui est : Mémoire et présence du Christ¹⁶. » Parce que mémoire et présence du Christ, il voulait que l'Église se confronte aux situations humaines avec la Parole de Dieu.

Il faut que, dans les situations d'injustice, de pauvreté et de violence, l'Église intervienne. Comme l'a si bien dit mon prédécesseur et ami, M. Bernard Haubert : il faut que l'Église parle¹⁷.

Recherche dans la foi et audace dans les solutions

M. Valois consacrait beaucoup de temps et d'énergie à la recherche théologique. Il était assidu à la lecture et à compréhension de la Bible. Il avait favorisé la tenue de week-ends bibliques, en 1995, 1996 et 1997. Il continue de l'être en animant des groupes de réflexion sur les deux Testaments. Il se faisait assister dans ses recherches par certains pasteurs-théologiens parmi lesquels Bernard Sesbouüé, Jean Rigal, et parmi les Canadiens, André Naud et Rémi Parent, Jean-Marie Tillard, o.p., Jacques Grand'Maison.

Il consultait les théologiens, les sociologues, les philosophes : pour arriver à trouver une voie nouvelle à l'évangélisation de son Église. Le projet *recherche-action* a trouvé en lui un appui lorsqu'il permit à de nombreux agents de pastorale d'y participer. En 1993, dans une lettre au pape Jean-Paul II, comme avant-propos à son rapport quinquennal, il disait :

Aujourd'hui, Elle (l'Église de Saint-Jérôme) doit découvrir et intensifier sa mission pastorale et sociale et aider chaque communauté chrétienne à être partenaire dans un projet de société inspiré des valeurs évangéliques de fraternité, de justice, de partage. Le projet ecclésial que nous élaborons dans la foulée d'une recherche-action, dont le rapport fait état, se veut porteur de cette préoccupation¹¹⁸.

Dans le rapport quinquennal de 1993, M^{gr} Valois fait le point sur le résultat des recherches, fait connaître les rapports déjà publiés et annonce ceux qui doivent l'être.

Cette réflexion faite, il était conscient qu'il devait agir en tant que pasteur et leader. Et qu'il devrait porter les conséquences de ses décisions. Une fois les décisions prises, il était soucieux, pour ne pas dire anxieux, de ne pas couper les liens avec les personnes¹¹⁹.

Une retraite active

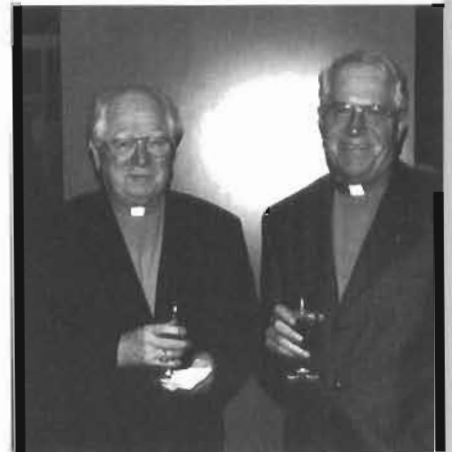
Le 22 janvier 1997, le pape Jean-Paul II rendait publique l'acceptation de la démission de M^{gr} Valois.

La population du diocèse était alors de 410 000 personnes¹²⁰, avec une population catholique de 360 000 personnes. Il y avait 100 prêtres séculiers, 69 prêtres religieux, 13 diacres, 110 frères et 267 religieuses. Il y avait 150 agents de pastorale, 67 paroisses, 19 chapelles ou dessertes¹²¹.

Nommé évêque émérite du diocèse, il vit maintenant au presbytère de Sainte-Thérèse. Son activité est presque aussi débordante que lorsqu'il était évêque en titre. Familier des communications électroniques, il ne perd contact avec aucune des personnes qui ont travaillé avec lui. Il les assiste, parfois jusqu'à la mort, comme si elles étaient toujours participantes de son équipe.

Le 12 novembre 2000, M^{gr} Charles Valois a reçu du collège universitaire des Dominicains, à Ottawa, un doctorat *honoris causa* pour sa contribution au développement de la pastorale. Dans l'éloge qu'il adressait à cette occasion, le Père Daniel Cadrin, o.p., disait :

M^{gr} Valois a été évêque de Saint-Jérôme, de 1977 à 1997, à un moment où l'Église vivait des changements difficiles affectant tant sa présence dans la société et sa mission évangélisatrice que la situation des communautés chrétiennes et le partage des responsabilités. (...) Homme d'intuition et d'écoute, généreux et audacieux, il a vraiment contribué à donner à l'Église un visage de communion, pleinement humain et évangélique. Avec espérance, il s'est préoccupé du devenir des croyants et de l'avenir des communautés, de leur



Deux amis : M^{gr} Charles Valois et le chanoine Claude Charron.

Fête de reconnaissance à l'occasion du départ de M^{re} Charles Valois. De gauche à droite, M^{re} Charles Valois, le cardinal Claude Turcotte, madame Louise Harel, ministre dans le gouvernement Bouchard, M^{re} André M. Chimitella, évêque auxiliaire de Montréal. Saint-Jérôme. Polyvalente M^{re} Émilien Frenette.



avenir à long terme. Comme le soulignait Jacques Grand'Maison, M^{re} Valois a choisi une Église qui s'expose plutôt qu'une Église qui se protège. Pour ce choix, nous lui sommes reconnaissants.

La première fois qu'il reçut des prix officiels fut à la fin de ses études classiques, au Séminaire de Sainte-Thérèse (1945). Il obtint le prix Minville donné « à l'élève finissant qui a manifesté le plus de sens social », et le prix des « Amis de l'Art », attribué à celui qui a manifesté le plus grand souci d'organiser ses loisirs en tenant compte de la « culture esthétique » ! Sa carrière allait confirmer ce jugement de ses professeurs.

Source
GÉRARD LAJEUNESSE

Épiscopat de M^{re} Gilles Cazabon, o.m.i., quatrième Évêque de Saint-Jérôme

Biographie de M^{re} Gilles Cazabon

M^{re} Gilles Cazabon a inauguré son ministère pastoral en la Cathédrale de Saint-Jérôme, le 20 février 1998. Il devenait alors le quatrième évêque du diocèse de Saint-Jérôme.

Il est né à Verner, en Ontario, le 5 avril 1933. Il fit ses études de philosophie et de théologie à l'Université d'Ottawa et il obtint un doctorat en philosophie de l'Université de Louvain en Belgique.

Devenu Oblat de Marie-Immaculée le 15 août 1954, il est ordonné prêtre le 11 juin 1960, à Verner, par M^{gr} Alexander Carter, alors évêque du diocèse de Sault-Sainte-Marie.

M^{gr} Cazabon a enseigné la philosophie à l'Université d'Ottawa et fut recteur du Séminaire universitaire Saint-Paul à Ottawa. Au sein de sa famille religieuse, il a été responsable de la formation, supérieur provincial et vicaire général de la congrégation.

Le pape Jean-Paul II le nomma évêque du diocèse de Timmins, en Ontario, le 13 mars 1992. Il fut ordonné évêque à Timmins le 29 juin suivant par M^{gr} Marcel Gervais, archevêque d'Ottawa. Le 27 décembre 1997, M^{gr} Cazabon était nommé évêque de Saint-Jérôme dont il prit la charge le 20 février 1998. Il a choisi comme devise: « Notre espérance est dans le Dieu vivant. »

Depuis qu'il est évêque, M^{gr} Cazabon a été membre de diverses commissions et de comités de la Conférence des évêques catholique du Canada et des Assemblées épiscopales d'Ontario et du Québec.

Inauguration du ministère épiscopal

Prononçant sa première homélie dans la cathédrale de Saint-Jérôme, M^{gr} Cazabon déclara :



Ordination de M^{gr} Cazabon à Timmins, le 29 juin 1992.



Intronisation de M^{gr} Cazabon à la cathédrale de Saint-Jérôme, le 20 février 1998. M^{grs} Maurice Couture, archevêque de Québec, et Pierre Morissette, évêque de Baie-Comeau et président de l'Assemblée des évêques du Québec, le précèdent.

C'est en pleine communion d'esprit et de cœur avec le successeur de Pierre que je commence mon ministère comme Évêque de Saint-Jérôme. Je viens ici à la rencontre d'une Église locale qui a près de 50 ans d'existence. Je veux me familiariser le plus tôt possible avec les moments significatifs de l'histoire de ce diocèse. Je souhaite exercer mon leadership pastoral personnel dans la foulée des évêques qui m'ont précédé, les Émilien Frenette, Bernard Hubert et Charles Valois.

J'ai hâte de faire la connaissance de ceux et celles qui à des titres divers et complémentaires, partagent, à l'heure actuelle, avec l'évêque la mission d'annoncer la Bonne Nouvelle dans notre milieu. Enfin, c'est toute la population de ce diocèse que je désire graduellement connaître : les familles, les écoles, les paroisses, les milieux de travail et de loisir, les gens de toute condition sociale et de diverses origines ethniques, la culture, les valeurs ambiantes, les joies, les peines, les inquiétudes et les espoirs, en somme tout ce qui façonne le quotidien de la vie des gens d'ici, quotidien dans lequel est semée et où pousse la parole de l'Évangile.

S'adressant à la population de langue anglaise, il avait dit :

...Jesus lived among his apostles and disciples as the one who served. I would like that my presence and ministry among you be modelled after the example of Jesus who came not to be served but to serve, and to bring hope to all people. My episcopal motto is the following : « Our hope is the living God ».

En terminant cette homélie, il proposait :

...d'être, à l'aube du troisième millénaire, une Église missionnaire dans l'aujourd'hui de notre monde.

Première priorité pastorale

Quelques mois plus tard, le 8 septembre, lors du lancement de l'année pastorale 1998, il proposait des priorités pastorales diocésaines devant les membres du personnel pastoral.

Dès le début de son ministère, il présentait le mystère de l'Église à accueillir toujours plus pleinement : « C'est l'Esprit saint relié à Jésus Christ et au Père qui nous fait entrer dans le mystère de l'intimité divine. »

Parlant du Jubilé de l'an 2000, il citait Jean-Paul II dans sa lettre apostolique *Tertio Millenio Adveniente*, suggérant d'être attentif à l'Esprit et à ses suggestions, attentif également à la Parole de Dieu. Il disait de la Bible qu'elle était ce « patrimoine spirituel de l'humanité ». Il invitait ensuite l'Église de Saint-Jérôme à animer son action pastorale par la Parole de Dieu.

Parmi les projets prioritaires, il proposait la préparation du Grand Jubilé et l'amorce de l'étude sur l'aménagement des paroisses. Il signalait également la question de la formation du personnel pastoral, l'éducation de la foi des adultes et des jeunes.

Ce plan encore généralement esquissé allait guider le travail du pasteur durant les trois premières années de son épiscopat.

Préparation du Grand Jubilé

À la veille de l'année jubilaire et à l'occasion du lancement de l'année pastorale 1999-2000, M^{gr} Cazabon rappelle le message du Pape dans *Tertio Millenio Adveniente* et dans la Bulle d'indiction du Jubilé et il revient sur les priorités pastorales de l'année du Grand Jubilé. Il explicite le motto *2000 ans d'une Parole vivante* et il utilise l'image de la porte, du pèlerinage de foi sur les pas de Jésus. Il en profite pour parler planification pour les années à venir, de prospective et de réflexion à caractère socio-religieux sur la situation de l'Église de Saint-Jérôme.

Il se réjouit du succès du week-end biblique de mai 1999. Il annonce, pour la pastorale diocésaine de la jeunesse, la création prochaine d'un poste. Afin de favoriser l'éducation de la foi des adultes, un nouveau programme appelé « Pour transformer la vie... Lieu de réflexion et d'échange sur la foi », en partenariat avec le Centre Saint-Pierre de Montréal, a été lancé. M^{gr} Cazabon signale le progrès de la sectorisation des paroisses.

Il signale également que l'Assemblée des évêques se penche sur la question de la place de la religion à l'école et l'étude du Rapport Proulx que l'Église de Saint-Jérôme devra réaliser.

Les activités entourant l'année jubilaire

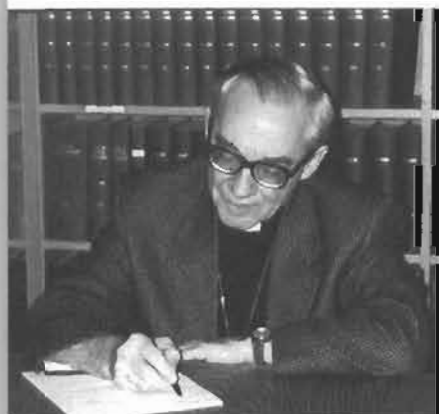
L'ouverture de cette année jubilaire fut faite en la fête de Noël 1999. La soirée de prière œcuménique, le 25 janvier, constituait le second événement important des célébrations. Le début du carême a été célébré d'une façon particulière dans les zones pastorales.

Le personnel pastoral a eu son propre jubilé à Sainte-Adèle, le vendredi de Pâques, où on souligna les anniversaires particuliers de plusieurs pasteurs, diacres et agents laïques de pastorale.

Un groupe de 76 jeunes adultes participa aux Journées mondiales de la Jeunesse, à Rome, du 8 au 22 août. Le 15 août 2000, on célébra un Jubilé des malades à la Grotte de Lachute. Puis vint le tour des familles, jubilé célébré à la Polyvalente de Saint-Jérôme le 15 octobre. Le 31 décembre, il y eut nuit de prière, organisée par le Centre de prière La Vigne.

L'année jubilaire s'est clôturée le 7 janvier 2001, à la cathédrale. Cette cérémonie avait un caractère multiethnique et international alors que l'évêque était assisté à l'autel par les abbés Pierre Van Nhuan, d'origine vietnamienne, et Joseph Bepka, d'origine camerounaise. Plusieurs membres des communautés culturelles ont apporté leur contribution à la cérémonie.

« Faire Église autrement »



Le 4^e évêque de Saint-Jérôme attache une grande importance à la rédaction et à la diffusion de ses lettres pastorales.

Le 20 février 1999, M^{gr} Cazabon, un an après le début de son ministère épiscopal, écrivait sa première lettre pastorale, intitulée *Faire Église autrement*. Il avait déjà visité plusieurs communautés paroissiales et accordé une attention au personnel pastoral du diocèse. Il disait entrer lentement dans ce milieu de l'Église de Saint-Jérôme.

Après avoir rappelé l'importance des fêtes du Grand Jubilé, il en venait au sujet principal de sa lettre : les aménagements pastoraux, qu'il situe aussitôt dans le « mystère » de l'Église.

L'expérience antérieure avait donné naissance à deux modèles d'aménagement pastoral : la paroisse sous la responsabilité d'un prêtre-curé et la paroisse sous la responsabilité d'un prêtre-moderateur de la communauté et d'un ou d'une responsable laïque.

L'expérience des zones et de certains secteurs trace le chemin à parcourir vers un nouveau modèle d'aménagement pastoral que l'Évêque présente ainsi :

Ce modèle pourrait nous acheminer éventuellement vers la nomination d'un personnel pastoral non plus pour une ou des paroisses prises individuellement, mais pour un secteur comme tel. Ce modèle irait dans le sens d'une « sectorisation » de l'activité pastorale paroissiale.

Le texte de M^{gr} Cazabon parle déjà de suppression possible ou de modification de paroisses existantes et de l'érection de nouvelles paroisses dans le but de libérer des énergies pour l'évangélisation.

La seconde lettre pastorale, celle du 20 février 2000, porte un titre très symbolique : la sectorisation est comparée à « un beau et immense chantier ».

Il rappelle que l'Église de Saint-Jérôme avance « comme des pèlerins avec le Ressuscité dans la fidélité à la Parole, à la fraction du pain et au service des

pauvres ». Les changements à venir sont accompagnés d'hésitations, de craintes, de lenteurs et de deuils que les communautés sont appelées à vivre. Il souhaite que le plus grand nombre de personnes soit impliqué dans ces transformations.

Il signale que les quatre grands services paroissiaux : éducation de la foi, célébration des sacrements, fraternité évangélique et transformation du milieu, devront être vécus autrement, selon les capacités humaines et financières du secteur et dans un esprit de partage. En entrevue, il déclare : « Une paroisse n'est pas seulement une station service. Elle sera missionnaire ou elle ne pourra vivre longtemps. » Il souligne l'importance d'assurer un « tonus spirituel » de qualité aux personnes et aux communautés.

Plan quinquennal 2001-2006, des réaménagements pastoraux

Au cours d'une journée pastorale, le 13 mars 2001, M^{gr} Cazabon examinait le chemin parcouru et sentait le besoin de revenir sur les raisons du réaménagement des paroisses tel qu'il se vit. Il énumérait un certain nombre de raisons d'ordre sociologique, économique, démographique. Il disait :

L'avenir de la paroisse passera par un « recentrement » des ressources tant humaines que financières des paroisses existantes et un « redéploiement paroissial » sur des ensembles plus larges, tout en valorisant les communautés locales à l'intérieur des nouveaux ensembles.

Dans un texte intitulé *Pour une Église plus missionnaire*, il donnait les raisons de réaménager les paroisses. Mobilité des personnes, nouveaux aménagements civils, transition d'un régime de chrétienté vers la « modernité caractérisée par l'espace pluraliste », évolution démographique du clergé, difficulté des petites paroisses d'assurer les quatre axes de la vie paroissiale, situation financière de plus en plus précaire d'un certain nombre de paroisses, l'engagement de laïcs, femmes et hommes, mandatés et bénévoles : toutes ces raisons poussent à faire autrement.

Les réaménagements de paroisses poursuivront trois objectifs principaux : la mission d'évangéliser, la proximité des gens et la coresponsabilité.

On trouve ensuite une nouvelle insistance sur la consultation auprès des assemblées de paroisse, des assemblées interparoissiales, des conseils de pastorale des paroisses, des personnes bénévoles impliquées dans la pastorale, des conseils de fabrique et des membres de zones pastorales. Ce que M^{gr} Cazabon qualifie d'exercice de synodalité en vue d'établir des paroisses qui seront « des communautés de communautés ».

Ce plan d'ensemble vise au redéploiement des 65 paroisses sur 22 paroisses, réparties dans 6 zones. La grande majorité sont des paroisses nouvelles, sauf, pour le moment, les paroisses anglophones de Holy Cross et de Holy Family.

Un anniversaire majeur

Le 50^e anniversaire de la création du diocèse de Saint-Jérôme permettra à M^{sr} Cazabon de publier une lettre pastorale qui fera appel à la mémoire ecclésiale des diocésains. Il donnera lieu à des activités mettant en valeur la solidarité de cette Église.

Comme la branche d'un grand arbre est publiée le 25 janvier 2001, en la fête de la Conversion de saint Paul. M^{sr} Cazabon y trace à grands traits les années de pastorat de ses trois prédécesseurs. Il fait ensuite une synthèse de la théologie de l'Église locale.

Au cœur de cette lettre M^{sr} Cazabon résume les impressions qu'il a reçues de cette Église. Il a rencontré des prêtres animés d'une grande charité mais inquiets devant la diminution constante de leurs effectifs et déçus parfois par l'indifférence de beaucoup de personnes. Le laïcat est également généreux et engagé mais manifeste des signes de lassitude. Les bénévoles sont aussi très engagés, mais ne trouvent que peu ou pas de remplaçants. Les adultes sont aux prises avec des situations difficiles, surtout rattachées à la famille. Il signale l'émergence d'une quête de spirituel et d'une recherche de sens à donner à la vie. Il note l'éloignement des jeunes de la vie de l'Église.

Il décrit ensuite, dans ses grands traits, l'Église qui lui a été confiée. Elle s'appuyait sur une connaissance du milieu et donnait une large place au laïcat. L'accent était mis sur la coresponsabilité évêque, prêtre, diacre, laïc et religieux, religieuse. La Parole de Dieu était au centre de sa pastorale.

Patrimoine à sauvegarder, dit M^{sr} Cazabon, mais aussi appel à évangéliser à nouveau et autrement. Et pour y arriver, il ne faut rien négliger. Mais rien ne remplace le feu intérieur qui brûle dans le cœur du témoin, rien ne remplace une proposition de la foi qui la rend attirante. Le nouveau contexte scolaire ouvre aussi un champ inédit à l'évangélisation et la catéchèse en lien avec les paroisses.

Dans une série de rencontres de zone à travers le diocèse, M^{sr} Cazabon a présenté sa lettre, l'a commentée et rappelé qu'après l'année jubilaire 2000, ce sera celle du 50^e anniversaire du diocèse. Le thème qu'il propose pour cette



M^{re} Cazabon, au milieu d'une famille de la paroisse Christ-Roi, au cours d'une visite pastorale.

année jubilaire est: «Quand l'Esprit s'en mêle». Il a composé une prière à l'Esprit saint pour l'occasion:

Ô Esprit saint, tu as soufflé à l'origine de notre
Église diocésaine un vent de Pentecôte. Tu
continues à faire sentir ta présence au milieu de
nous aujourd'hui.

Ouvre nos yeux et nos cœurs pour que nous
discernions ce que tu attends de nous. Donne-nous
la créativité et l'audace pour dire l'Évangile à
notre monde.

Aide-nous à rendre notre Église plus sainte et plus
missionnaire. Ô Esprit de Vérité et d'Amour éclaire
notre choix d'avenir.

Amen.

Source
GÉRARD LAJEUNESSE

Notes

1. Lettre de M^{re} Bourget à abbé Paré, de Rome, le 18 septembre 1869, ACAM 901.059, 869-883. Nous mettons en exergue cet extrait d'une lettre de M^{re} Bourget à propos de l'épiscopat de M^{re} J.J. Lartigue, suggérant que nous devrions nous demander si ce reproche ne s'applique pas également à ceux qui ont connu M^{re} Frenette.

2. Nous les avons appelés les prêtres-pionniers.

3. Celui qui allait devenir le 8^e évêque de Montréal et devenir cardinal, avait débuté sa carrière au Séminaire de Sainte-Thérèse où il se distinguait déjà par ses qualités de gentil-homme. Il devint aumônier des étudiants de l'Université de Montréal le 30 septembre 1950, ce qui nécessita le rapatriement rapide de Paul-Émile Charbonneau en séjour d'études en Europe.

4. Pages 123-124-125, note 5.

5. Les deux hommes parlaient beaucoup en public, l'un avec éloquence, l'autre avec une certaine monotonie.

6. À un prêtre qui l'informait qu'il allait prendre des vacances au bord de l'eau, M^{re} Frenette l'amena à la fenêtre de son bureau pour lui montrer... la fontaine qui pleurait avec monotonie dans son bassin, dans le Parc Labelle. Il lui dit que c'était là son bord de l'eau.

7. Le Parc Landsdorm.

8. Sainte-Adèle, du 2 au 5 juillet 1953. Du 24 au 27 juin 1954, Sainte-Thérèse. Du 23 au 26 juin 1955, Lachute. Du 20 mai au 3 juin 1956, Saint-Jérôme.

9. En 1965-1966, le bottin du diocèse parle de 4 séminaires, 2 écoles normales, 1 école d'infirmière, 1 institut familial, 3 maisons de retraite, 4 hôpitaux, 1 orphelinat. Pour comprendre l'ampleur du réseau, il faut constater qu'aujourd'hui il faut une armée de fonctionnaires pour les administrer.

10. Dans *Au milieu de la vie*, Montréal, Lemeac, 1976, Jacques Grand'Maison a laissé des éléments d'autobiographie. On pourra aussi visionner la vidéo réalisée en marge de ce projet de volume où Jacques Grand'Maison rappelle les étapes de sa carrière, jusqu'en l'an 2000.

11. Le 13 février 1949, 1800 ouvriers débraient sans recourir à l'arbitrage qu'ils soupçonnaient d'être vendu aux patrons. On devrait publier le texte du discours de Jacques Grand'Maison, à l'occasion du concours de l'ACJC.

12. Siégeaient à cette commission Jacques Cousineau, s.j., Paul-Émile Bolté, p.s.s., et M^{re} Leclair. On lira de Jacques Cousineau *L'Église d'ici et le social, 1940-1960*, Bellarmin, 1982.

13. De août 1963 à décembre 1963, la Regent Knitting est en grève. Du 9 septembre au 20 octobre, c'est au tour de la Dominion Rubber. En 1964, Les Industries de Saint-Jérôme entre en grève du 22 au 29 juin. Le 7 janvier, c'est la National Heel, filiale de Diva Shoe. En 1965-1966, c'est au tour des Breuvages Saint-Jérôme et Bédard et Girard du 21 décembre au 23 février. En 1966, du 18 au 3 mars, c'est la Dominion Rubber qui connaît une grève.

14. Les historiens futurs se demanderont s'il existait, dans les premières décennies du diocèse de Saint-Jérôme, une intelligentsia, sorte d'élite intellectuelle issue des milieux universitaires sous l'influence des mouvements intellectuels catholiques français. Ils pourront également se demander s'il n'y avait pas plutôt une minorité d'activistes qui peaufinait sa stratégie à la lumière des écrits de Jacques Grand'Maison et jouissait, pour le faire, d'une grande ouverture de la part de M^{re} Émilien Frenette pour les intellectuels engagés.

15. La pensée et l'action de Jacques Grand'Maison ont connu de sévères critiques, de nombreuses accusations auxquelles il n'a pas pu être insensible. Ainsi dans *Milan de la vie*, page

109, il fait une certaine liste des « noms » qu'on accole aux penseurs moralistes : dépassés, moralistes castrateurs, autoritaristes, masochistes religieux obsédés. Une certaine élite, cléricale ou laïque, qui parcourait comme lui les corridors des universités du Québec, malgré qu'elle reconnaissait beaucoup de talents à notre homme, ne pouvait s'empêcher de le rattacher à des ancêtres qu'il était alors à la mode de conspuer. Et souvent sans nuances. Dans sa propre Église, il était lu par une très petite minorité de clercs et de laïcs.

16. *Au nom de la conscience, une volée de bois vert*, Montréal, Fides, 1998 et *Quand le jugement fout le camp*, Montréal, Fides, 1999.

17. Il rejoint ici Drewermann qui croit que la poésie véhicule facilement le message religieux.

18. Page 82.

19. *Histoire du catholicisme québécois*, Jean Hamelin et Nicole Gagnon, tome 1, page 420.

20. Rita Maurice a fait un témoignage, le 12 septembre 1976, à la cathédrale, au cours d'une messe d'action de grâces pour le 25^e anniversaire du diocèse. ADSJ. Elle a également enregistré une vidéo en marge de ce projet de volume.

21. Le terme de M^{re} Laurent Presseault comme curé de la cathédrale n'aura duré qu'un an. M^{re} Frenette fait ce changement majeur au retour de son voyage *ad limina*. Le style de M^{re} Presseault référant toujours à l'évêque ne convient pas à M^{re} Frenette qui donne des responsabilités et qui entend bien qu'on les assume.

22. On visionnera la vidéo portant sur le Service social dans le diocèse de Saint-Jérôme. Gisèle Cloutier, Yolande Martneau et François Chapat racontent cette page d'histoire du diocèse.

23. Extrait de *Bien-Être et Charité*, 4 septembre 1964.

24. Extrait de *Familia*, 25 ans, Cahier souvenir.

25. Saint-Lucien avait été érigée par M^{re} Joseph Charbonneau. Il vit à ce que l'église fût construite. Cette paroisse a été fermée le et son temple vendu.

26. On lira avec avantage *L'Église canadienne et Vatican II*, Montréal, Fides, 1994. Et surtout *Histoire du concile Vatican II, 1959-1965*, vol. 1, Paris, Cerf, 1997, sous la direction de Guiseppe Alberigo.

27. *L'Église du Québec, un héritage, un projet*, Commission d'étude sur les laïcs et l'Église, Montréal, Fides, 1971, page 291.

28. *Ibidem*, page 25.

29. *Ibidem*, page 210.

30. *Ibidem*, page 215.

31. Sur cette question, voici la réponse de la Commission Dumont : « En raison même de cette incarnation du Royaume évangélique dans l'histoire des hommes, l'Église cette incarnation du Royaume évangélique dans l'histoire des hommes, l'Église institutionnelle du Québec, de même que les groupes de chrétiens, ne pourront se limiter à de pures normes de discernement spirituel pour vraiment déterminer les contenus et les formes efficaces d'intervention dans notre société : un champ social n'est jamais neutre ; il implique des choix, des rapports de force, des pouvoirs et des intérêts qui décident de son développement », *ibidem*, pages 292-293.

32. En termes clairs, cela voulait dire : s'il faut être marxiste pour sauver l'homme du Québec. S'il faut être séparatiste pour sauver l'État du Québec, sera-t-il possible de le faire dans les structures de la JEC? 4 organisations diocésaines, dont Saint-Jérôme, préféreront se détacher de leurs Églises propres. *Ibidem*, page 220.

33. Au XIX^e siècle, la maison d'école était la maison de tous les services offerts aux paroissiens, des classes au salon funéraire.

34. On se plaît à rappeler les ambitions parfois effarantes des ultramontains du XIX^e siècle qui voulaient tout englober dans l'Église. Le même danger guettera la Cité qui se voudra trop englobante. Des institutions se mettront à craquer sous la pression. On assistera lentement à un retour du balancier vers des institutions privées ou semi-privées plus adaptées à répondre aux besoins de la société. L'éclatement de l'Action catholique comme l'éclatement des grands services de l'État providence démontrent bien qu'il y a un point de rupture vite atteint par la stratégie globaliste.

35. *Ibidem*, page 291.

36. *Ibidem*, page 293.

37. Le financement de l'Action catholique nationale par la CCC était assuré par une taxe par tête de fidèle. En 1960, cette taxe est de 0,012 \$ par fidèle. La cotisation du diocèse de Saint-Jérôme devait donc s'élever aux alentours de 1400 \$. Pour l'année 1960, la contribution totale des diocèses se chiffre à 46 855 \$. C'était une participation financière très peu élevée si on considère tous les services qui venaient du national. On ne sait pas si quelques évêques ne suggérèrent pas d'augmenter cette participation. Le budget d'opération du SNAC (Secrétariat national d'action catholique) s'élevait à environ 60 000 \$ en 1960.

38. *Ibidem*, page 293.

39. Jacques Grand'Maison admet aujourd'hui que le rapport eut peu d'échos dans l'épiscopat. C'est une de ses grandes déceptions.

40. *Ibidem*, page 226.

41. *Ibidem*, page 228.

42. Une étude sur le rôle de Réal Valiquette à cette époque et dans l'Église de Saint-Jérôme serait intéressante. On lira, dans *L'Avenir du Nord*, 17 octobre 1968, un article intitulé « Ma rencontre avec Réal Valiquette ».

43. Dans *L'Écho du Nord*, le 8 février 1968.

44. Voir *Le Devoir*, le 12 et le 18 décembre 1968. *L'Écho du Nord*, 11 décembre 1968. Les signataires sont Maurice Matte, Maurice Théorêt, Pierre Bergevin, Luc Guénette, André Martineau, Jean-Paul Husereau, Ronald Labonté, André Vézina et Marc Faubert. Un groupe d'enquête est mis sur pied avec Jacques Grand'Maison, Rita Maurice, André Gingras et François Chaput. Une nouvelle équipe de JEC sera créée en décembre 1968, avec à sa tête Yves Durand.

45. Comme beaucoup d'historiens ont tendance à le faire, on a l'habitude de parler des commencements, des consolidations et des finales. S'il fallait utiliser ce schéma, on pourrait toujours dire que de 1951 à la Grande Mission, M^{re} Frenette s'applique à donner au diocèse ses structures de base. Qu'à partir de 1960 il retient les choses qui veulent bien s'enraciner et se développer d'elle-même, pendant qu'il refait ses classes au concile Vatican II. Et qu'à partir de 1967, il assiste à plusieurs éclatements (le Séminaire, le Service social, l'Action catholique) et qu'il a atteint un degré d'épuisement qui ne lui permet plus d'exercer une orientation dynamique. Mais il y a dans cette courbe quelque chose d'artificiel. Des études plus approfondies devraient commencer par des analyses en coupes.

46. Parmi les travaux de construction ou de rénovation entrepris par M^{re} Frenette, on peut citer: l'école des infirmières (1957), la restauration de la cathédrale, la construction de l'évêché, le centre diocésain, le Manoir d'Estérel, la Canardière et le nouveau Séminaire de Sainte-Thérèse. On sait que son père, qui était contracteur, avait construit le presbytère de Sainte-Thérèse. Les témoins rapportent que M^{re} Frenette aimait circuler sur les chantiers. Et qu'il utilisait parfois son mouchoir pour mesurer des espaces.

47. Lettre à Jean-Paul Morel, Grand Séminaire, s.d.

48. On n'ose penser aux tonnes de papier qui circulaient dans ce diocèse.
49. Sur l'école des infirmières, on lira Jean-Paul Thibault, *L'Hôtel-Dieu de Saint-Jérôme et ses fantômes*, 1999.
50. « Comme la branche d'un grand arbre ». Lettre pastorale de M^{re} Gilles Cazabon, o.m.i., Saint-Jérôme, le 25 janvier 2001.
51. Le Père Albert Milot, o.p., que M^{re} Frenette a rencontré en Europe, semble être un conseiller de M^{re} Frenette dans la Grande Mission.
52. La présidence de l'équipe de Sainte-Thérèse avait été donnée à Pierre Décary, un homme déjà débordé par les questions de développement du séminaire. Pierre Bergevin était le secrétaire. ADSJ 319-000 959-55. M^{re} Frenette avait convaincu le supérieur de retarder sa souscription pour ne pas nuire à la Mission.
53. ADSJ 319-000 959-14.
54. Le Canada ecclésiastique de 1952 parle, pour Saint-Jérôme, des « œuvres » et parmi les œuvres, place l'Action catholique. Parmi les œuvres citées on trouve les œuvres pontificales missionnaires (Union missionnaire du clergé, Propagation de la foi, Sainte-Enfance, Saint-Pierre-Apôtre, comité de coopération missionnaire). L'œuvre pontificale des vocations, les œuvres sacerdotales, comme l'Association des prêtres adorateurs et l'Union apostolique. Parmi les œuvres dites « de piété et d'apostolat », on trouve la Ligue du Sacré-Cœur, le Cercle Lacordaire et Sainte-Jeanne-d'Arc, la Croisade eucharistique, les Scouts et les retraites fermées. On termine par les œuvres « économique-sociales », L'UCC, UCF, Association des institutrices et institutrices et les Caisses populaires. Dès l'année suivante, on inscrit une liste des « œuvres d'éducation » : l'Office catéchétique, le Service de la Bible, le Service diocésain de préparation au mariage, les Scouts et la Fédération diocésaine des œuvres de terrains de jeux où s'illustrera un homme d'une énergie débordante, Léo Ménard. Avec le temps, la liste des œuvres d'éducation s'élargit : on y insère des services de l'Action catholique, comme le SPM, le SOF, le SPV, l'École des parents, le Centre diocésain du cinéma, de la radio et de la télévision, la Fédération des petits chanteurs et l'Association des enfants de chœur.
55. Le plus bel exemple de ce flottement se voit dans la pastorale de M^{re} Courchéne : tous les membres des mouvements de son diocèse, en particulier les gens du milieu rural, faisaient de l'action, donc de l'action catholique. Il disait qu'il n'avait pas besoin d'équipes nationales pour savoir ce qu'il avait à faire sur son territoire.
56. ADSJ 319.150 960-11 ; et 960-12.
57. Recherche jamais terminée : la « sectorisation » qui occupe tant l'évêque actuel se situe encore dans la même foulée.
58. *Ibidem*.
59. Entre les pages 56 et 73.
60. ADSJ 319-150 V-9. Ce texte devrait être publié par la Société d'histoire de Saint-Jérôme.
61. Un mandat avait été donné au Centre de recherche de la Faculté des sciences sociales en avril 1956. Dumont remit un premier rapport en mai 1957. Il publia, en 1963, *L'analyse des structures sociales régionales. Étude sociologique de la région de Saint-Jérôme*, Québec, PUL.
62. On dit qu'il s'inspira de celle de Milan.
63. Dans ANQM, P 107, 243-1537.
64. À une rencontre de l'épiscopat et des supérieurs de séminaires, le 1^{er} avril 1963, M^{re} Pierre Décary avait parlé de lente euthanasie des institutions fondées par le clergé. Il avait utilisé l'image suivante : « marche en beauté vers le suicide ».

65. Lettres de renvoi datées du 30 avril 1964.

66. Ce document non daté et non signé semble avoir été produit par le Séminaire.

67. Le chanoine Paul Manseau et François Filion sont nommés d'office au conseil d'administration du Séminaire. Ces deux personnes négocient au nom de M^{re} Frenette. La corporation du Petit Séminaire de Sainte-Thérèse, toujours active, administre depuis ce temps, le capital recueilli, après paiement des dettes. Les revenus de ce capital servent à des projets éducatifs et pastoraux. Pour la seconde fois, en peu d'années, cette crise se déroule en public. Les journaux y font écho. Au grand scandale de Lionel Bertrand, de la Voix-des-Mille-Îles, qui ne peut toutefois pas se permettre de n'en pas parler.

68. M^{re} Frenette fait connaître sa décision dans une lettre que publient les dernières éditions des journaux de 1967.

69. L'institution est évaluée à environ 8,4 M. Le prix offert est de 6,0 M. Les subventions sont estimées à 2,1 M, la dette à 2,3 M. Le gouvernement, via le collège, verse donc 1,6 M à la corporation du Petit Séminaire de Sainte-Thérèse. Les chiffres exacts se trouvent dans Acte de vente n° 7503, le 28 juillet 1969, Jean Blanchard, notaire. Bureau d'enregistrement du comté de Terrebonne, n° 358516. Jacques Lépine et François Filion représentent le séminaire et René Robert et Charles Valois le cégep Lionel Groulx. L'arrêté en conseil du gouvernement est du 16 juillet 1969 et porte le n° 2116. La résolution du conseil d'administration du collège est du 24 juillet 1969.

70. Lettre de Pierre Décary à Maurice St-Louis, l'invitant à une rencontre la veille, soit le 26 avril 1963, jour où il doit rendre réponse à M^{re} Frenette.

71. Lettre à un Séminariste, Jean-Paul Morel, s.d.

72. Que pouvait représenter un tel pourcentage? En argent de 1960, était-ce important?

73. M^{re} Décary avait écrit: «C'est la deuxième année consécutive, cependant, que nous avons dans les hautes classes des laïcs qui empoisonnent le cœur et l'esprit de nos élèves. J'ai dû en congédier un, il y a un mois; les élèves eux-mêmes l'ont sorti de la classe tant ils étaient dégoûtés de lui. C'était pourtant un professeur que le préfet des études avait engagé l'été dernier avec les meilleures recommandations.» (Lettre de M^{re} Pierre Décary à M^{re} Émilien Frenette, du 11 juin 1958.)

Et dans une lettre du 4 juin 1958: «Le nombre de laïcs s'accroît de plus en plus dans le personnel. "Des laïcs formeront des laïcs".»

74. M^{re} Décary écrit dans une lettre du 6 mars suivant: «Des laïcs au Conseil! Mon point de vue sur ce sujet demeure toujours le même. Je crois que l'on devrait attendre les décisions du Concile sur les séminaires diocésains. Je préférerais pour le moment que l'on puisse intégrer au Conseil, à titre de gouverneurs ou de consultants, quelques anciens ou parents d'élèves.» Et plus loin: «Il ne faut tout de même pas exagérer le conflit qui existe entre clerc et laïcs. C'est le cas de quelques mécontents seulement, toujours les mêmes.»

75. M^{re} Décary pensait donc à un collège universitaire dès 1957. Voir sur ce sujet sa lettre du 17 octobre 1957 à M^{re} Frenette. Il y parle du séminaire au sens très large et d'un séminaire «pur». Il voudrait même qu'on change le nom de la corporation.

L'orientation du Séminaire, collège, séminaire ou collège-séminaire est un problème qui a tenaillé les autorités depuis 1841 alors que M^{re} Bourget en faisait un séminaire tridentin.

76. M^{re} Décary avait écrit dans une lettre du 20 octobre 1958: «Je suis de plus en plus convaincu qu'il faudrait séparer à partir de la Belles-Lettres, les élèves qui songent au sacerdoce. (...) Nous pourrions faire de l'aile des étudiants attachée au séminaire une aile plus petite, un soixante-quinze chambres environ, consacrée aux futurs prêtres; nous pourrions bâtir un peu

plus loin, sur le même côté, une maison des étudiants pour loger tous ceux qui se destinent à l'Université. L'aile-séminaire ferait corps avec l'immeuble central, près de la chapelle et aussi de l'aile des prêtres. Nous pourrions consacrer à ces élèves une attention particulière et nos meilleurs directeurs de conscience. Qu'en pensez-vous? J'espère que vous direz "oui". Nous pourrions donner le nom de Votre Excellence à cette aile.»

77. Il y a malheureusement plus que des raisons sentimentales dans cette destruction. La chapelle était un exemple assez particulier de style baroque. Elle contenait aussi des œuvres de F.X. Renaud. Certaines des toiles ont heureusement été récupérées du collège Lionel-Groulx et remises temporairement au presbytère de Sainte-Thérèse.

Ces malheureux incidents montrent les effets néfastes d'une ignorance prolongée de l'histoire de nos institutions. Si on avait de temps à autre rappelé l'histoire du séminaire et de sa chapelle, on aurait hésité à la détruire. Mais on faisait le futur en tournant le dos à l'histoire.

Un autre exemple de cette absence de sens de l'histoire: «Il me plairait beaucoup de donner à notre petit séminaire le nom de: "Séminaire de Notre-Dame de la Confiance."» (Pierre Décary à M^{re} Émilien Frenette, lettre du 17 mai 1961.)

78. Cahier spécial *L'Écho du Nord*, 21 juillet 1971.

79. Cette augmentation de 12 000 à 15 000 personnes par année équivaut à la création possible d'une grosse paroisse à tous les ans (12 000) ou de deux ou trois paroisses moyennes (5000). M^{re} Hubert n'a pas créé de paroisses canoniques. Il a créé des paroisses-relais.

80. Il s'agit de l'évaluation de l'AEQ.

81. *Histoire du catholicisme québécois*, tome II, page 308.

82. L'organe exécutif du diocèse change de nom avec le temps. Il reflète les options des évêques. Le conseil diocésain de pastorale deviendra un comité de régie et ensuite un bureau de direction générale et un conseil épiscopal. Ces changements reflètent le mouvement de balancier entre le pouvoir centrifuge et centripète de toute organisation.

83. Rapport «Ad limina apostolorum» de M^{re} Charles Valois, 1978, page 40.

84. Pour un résumé du déroulement des événements reliés à la RKM et Tricofil, on consultera Paul-André Boucher: *Tricofil tel que vécu*, Montréal, CIREC, Presses HEC, 1982.

85. C'est ce que démontre l'enquête sociologique que mène Jacques Grand'Maison et qu'il rappellera dans deux volumes publiés aux Presses de l'Université Laval: *Une tentative d'auto-gestion*, Québec, PUL, 1975, et *Des milieux de travail à réinventer*, Québec, PUL, 1975.

86. *Op. cit.*, page 341.

87. *Op. cit.*, page 215.

88. *Op. cit.*, page 216.

89. *Vie ouvrière*, vol. 93, mars 1975.

90. En parcourant les écrits publiés de M^{re} Bernard Hubert, on ne peut que souhaiter une étude approfondie de sa pensée. Il était capable de faire, dans ses interventions, une lecture philosophico-socio-théologique de la réalité de l'Église du Québec avec une vigueur peu commune. Comme pour Jacques Grand'Maison, nous constatons que **de puissants** cerveaux qui se sont appliqués à l'action et à la réflexion d'Église dans le diocèse de **Saint-Jérôme** connaissent toujours un injuste purgatoire. Le fonds Bernard Hubert, au diocèse **de Saint-Jean**, est d'une très grande richesse.

91. Suit un long passage sur l'homme habitant cette région: il le dit dépouillé, faisant sans doute allusion aux expropriés de Mirabel. Il parle ensuite des défis posés à ceux qui doivent se recycler pour assurer leur emploi faisant référence au haut taux de chômage dans la région.

92. M^{re} Charles Valois a écrit sur son collègue et ami, un article, dans *Église de Saint-Jérôme*, vol. 34, n^o 2, mars-avril 1996, sous le titre: *M^{re} Bernard Hubert: pasteur de bonne nouvelle et d'espérance*.
93. Allocution de la Fête de la reconnaissance, le 8 juin 1997.
94. Mesdames Claire Paquin-Forget et Marie-Paule Dagenais ont témoigné de ces premières heures dans une vidéo enregistré en marge de ce projet.
95. Rapport quinquennal, 1983, page 110.
96. Texte pour l'allocution du 26 mai 1996.
97. *Ibidem*, p. 1.
98. *Ibidem*, p. 1.
99. *Ibidem*, p. 1.
100. *Ibidem*, p. 2.
101. *Ibidem*, p. 2.
102. *Ibidem*, p. 2.
103. Rapport quinquennal, 1983, s 29-30.
104. Dans le dernier rapport quinquennal de M^{re} Charles Valois, celui de 1993, l'organisation pastorale et administrative du diocèse occupe le chapitre 2, des pages 7 à 22.
105. Ces deux modèles avaient été développés progressivement dans le diocèse à partir de 1971. À cette date, il y avait 7 laïcs qui assumaient des responsabilités pastorales soit au niveau paroissial, soit au niveau diocésain. En 1975, il sont 25. En 1980, 79. En 1987, 151. En 1990, 172 et en 1994, 169. Il y a alors plus de laïcs (29) que de prêtres (21) qui sont responsables de paroisses. C'était 31 paroisses qui avaient adopté le second modèle alors que 38 utilisaient le modèle traditionnel.
106. M. Jacques Beausoleil, conseil en développement organisationnel, assiste le Bureau.
107. Les entreprises laïques parlent de culture de compagnie.
108. Rapport quinquennal 1993, page 7.
109. Jean-Paul Raymond, dans *La mémoire de Mirabel*, Méridien, 1988, page 128.
110. Fernand Dumont et Yves Martin, *L'Analyse des structures sociales régionales, Étude sociologique de la région de Saint-Jérôme*, PUL, Québec, 1963, 267 pages.
111. *La mémoire de Mirabel*, Sermon du Jour de l'An 1971, page 143.
112. *Ibidem*, page 170.
113. 1992 : *Le drame spirituel des adolescents*. 1993 : *Vers un nouveau conflit des générations*, 20-35. 1994 : *Une génération bouc-émissaire, les baby-boomers*, 35-50. 1994 : *La part des aînés*. 1995 : *Enjeux sociaux et religieux du Québec d'aujourd'hui*.
114. On consultera en appendice le tableau indiquant l'arrivée des communautés de femme sur le territoire du futur diocèse de Saint-Jérôme.
115. Guide, page 259. Grâce au travail d'une pionnière, Germaine Labelle, s.c., ce travail continue et s'inscrit dans une publication intitulée Conseil diocésain des Religieux(ses), Diocèse de Saint-Jérôme.
116. *Ibidem*, p. 7.
117. *Ibidem*, p. 8.
118. Rapport quinquennal, 1993, lettre liminaire à Jean-Paul II.
119. Sur les charismes spirituels de M^{re} Valois, on lira avec avantage un document non publié, de la main de Raymonde Jauvin, c.n.d., intitulé *Monseigneur Charles Valois*, janvier 2001.
120. C'était cinq fois la population du diocèse à sa création.
121. Statistiques empruntées à l'Annuaire de l'Église catholique au Canada, 1998.

CHAPITRE 2

Les trois auxiliaires et autre

M^{gr} Raymond St-Gelais, premier évêque auxiliaire à Saint-Jérôme

« Dans la tendresse de Jésus Christ. »

M^{gr} Raymond St-Gelais fut élu le 9 juillet 1980 et ordonné à l'épiscopat, dans la cathédrale de Saint-Jérôme par M. le cardinal Maurice Roy, le 31 juillet de la même année.

M^{gr} Raymond St-Gelais est né à Baie-Saint-Paul le 23 mars 1936. Il fait ses études classiques au Séminaire de Saint-Hyacinthe et ses études théologiques au Grand Séminaire de la même ville. En 1960, il obtient un baccalauréat en Théologie. Le 12 juin de l'année 1960, il est ordonné prêtre en la cathédrale de Saint-Hyacinthe par M^{gr} Arthur Douville. Étudiant à Rome, il obtient en 1964 une licence en Théologie puis, en 1966, une licence en Écriture sainte à l'Institut Pontifical.

M^{gr} Raymond St-Gelais a rempli plusieurs fonctions pastorales : professeur au Séminaire de Saint-Hyacinthe, professeur au Grand Séminaire de Saint-Hyacinthe et préfet des études dans la même institution. Il a été membre de l'Office du clergé du diocèse de Saint-Hyacinthe, responsable de l'équipe d'animation du Grand Séminaire, membre du Conseil de direction de l'Œuvre des vocations sacerdotales et responsable diocésain du diaconat permanent de 1972 à 1980.

En arrivant à Saint-Jérôme, M^{gr} Valois confie à M^{gr} St-Gelais la région sud du diocèse (les zones de Terrebonne, Sainte-Thérèse et Saint-Eustache). Il y



M^{gr} Raymond St-Gelais,
évêque auxiliaire.
Photo G. Allaire, Saint-Jérôme.



M^{gr} Raymond St-Gelais,
évêque auxiliaire de
Saint-Jérôme, avec
M^{gr} Charles Valois

assume l'animation pastorale ; il en visite les paroisses, les communautés, les institutions, les écoles et les mouvements.

Dès son entrée en fonction, M^{gr} St-Gelais ne tarde pas à se mettre réellement au service des prêtres, des religieuses et religieux et des laïcs. Sa simplicité, la profondeur de sa foi, son charisme ont tôt fait de conquérir les diocésains.

Le 19 juillet 1988, le Saint-Père appelle pourtant M^{gr} Raymond St-Gelais à assumer la relève au diocèse de Nicolet. Il y est nommé évêque coadjuteur puis évêque diocésain le 19 février 1988.

Dans le diocèse de Saint-Jérôme, M^{gr} Raymond St-Gelais laisse le souvenir d'un pasteur près de son troupeau, attentif à le guider et soucieux de l'aimer.

Source

GÉRARD LAJEUNESSE



M^{gr} Raymond St-Gelais recevant
les vœux de sœur Labelle des
sœurs Sainte Croix. Occasion
du départ de M^{gr} Raymond
St-Gelais pour Nicolet. 1988.

M^{gr} Gilles Lussier, deuxième évêque auxiliaire de Saint-Jérôme

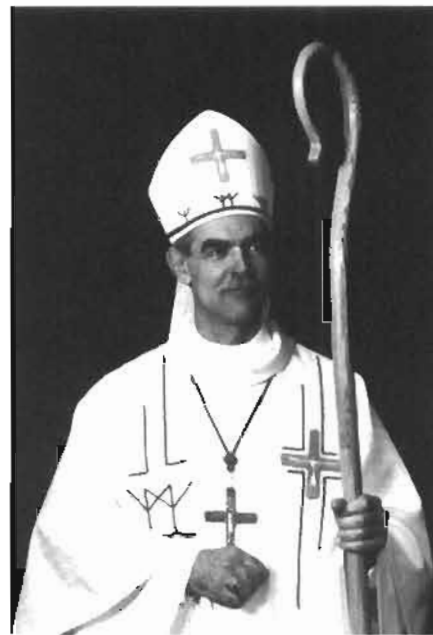
« Selon la Parole, rassemblés en un seul Corps. »

En décembre 1988, le pape Jean-Paul II a nommé Gilles Lussier, prêtre du diocèse de Montréal, évêque auxiliaire pour le diocèse de Saint-Jérôme.

M^{gr} Gilles Lussier est né à Montréal, le 5 juin 1940, dans le quartier Hochelaga-Maisonneuve. Fils de Georges-Aimé Lussier et Aline Saillant, il est l'aîné de quatre enfants.

Après ses études classiques au Collège de l'Assomption, il entre, en 1960, dans la Société des Missions Étrangères, où il poursuit ses études théologiques. Il est ordonné prêtre le 19 décembre 1964, par Son Éminence le cardinal Paul-Émile Léger. Par la suite, il étudie à l'Université Pontificale Grégorienne, à Rome, où il obtient une licence en théologie.

De 1967 à 1971, on le retrouve missionnaire au Honduras, dans une paroisse rurale, et ensuite comme professeur de théologie pastorale, au grand séminaire de Tégucigalpa. De retour à Montréal, en 1971, il s'occupe de pastorale paroissiale et est incardiné définitivement au diocèse de Montréal, en mai 1975. Au moment de sa nomination, il est curé de la paroisse Notre-Dame-des-Neiges de Montréal.



M^{gr} Gilles Lussier,
évêque auxiliaire.



À l'ordination de M^{gr} Vital Massé. De gauche à droite:
M^{gr} Raymond St-Gelais,
Bernard Hubert, le cardinal
Claude Turcotte, M^{gr} Charles
Valois, Carlo Curis, nonce
apostolique, M^{gr} Vital Massé,
Gilles Lussier.

L'ordination épiscopale lui est conférée le 28 février 1989, en la cathédrale de Saint-Jérôme, par M^{gr} Paul Grégoire, archevêque de Montréal, assisté de M^{gr} Charles Valois et de M^{gr} Gilles Ouellet, archevêque de Rimouski.

M^{gr} Gilles Lussier sera évêque auxiliaire du diocèse de Saint-Jérôme pendant un peu plus de deux ans (1989-1991). Apprécié pour la clarté de sa pensée, son approche pastorale, M^{gr} Gilles Lussier sera transféré au diocèse de Joliette le 8 septembre 1991. Intrônisé le 17 octobre 1991, il prend la succession de M^{gr} René Audet qui a démissionné en 1990.

M^{gr} Vital Massé, troisième évêque auxiliaire de Saint-Jérôme

« Avec lui, ensemble, risquer l'avenir. »

Jean-Paul II a annoncé le 20 octobre 1993 la nomination de Vital Massé, qui était jusque alors vicaire général du diocèse de Joliette, comme auxiliaire du diocèse de Saint-Jérôme.

M^{gr} Massé est originaire de Saint-Bathélémy, dans le diocèse de Joliette. Il a fait ses études classiques au Séminaire de Joliette et ses études théologiques au Grand Séminaire de Montréal. Ordonné prêtre en 1962, il a d'abord enseigné au Séminaire de Joliette avant d'aller poursuivre ses études à Rome, où il a obtenu un doctorat en théologie, en 1965, et à l'Institut pastoral catéchétique de Strasbourg.

De retour au Canada, il occupa divers postes dans le diocèse de Joliette, dont ceux d'aumônier dans des écoles secondaires, directeur diocésain de la pastorale des vocations de même que de l'éducation chrétienne au primaire, et curé des paroisses Marie-Reine-du-Monde, et St. Patrick de Rawdon et Berthier. En 1993, il devenait vicaire général et curé de la cathédrale de Joliette.

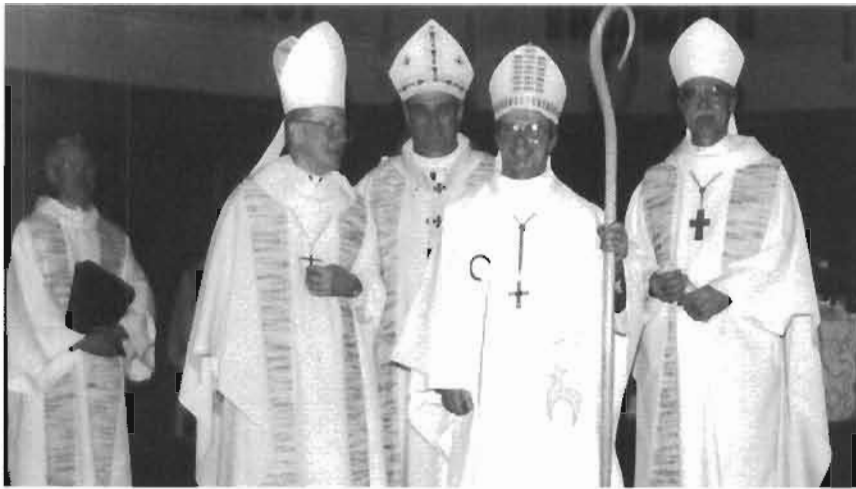
Il a été ordonné évêque le mercredi 8 décembre 1993, dans la cathédrale de Saint-Jérôme par M^{gr} Jean-Claude Turcotte, archevêque de Montréal, assisté de M^{gr} Gilles Lussier, évêque de Joliette, et René Audet, évêque émérite de Joliette. Le Nonce apostolique au Canada, M^{gr} Carlo Curis, assistait à la cérémonie.

M^{gr} Massé a choisi la devise : *Avec lui, ensemble, risquer l'avenir*. Dans son allocution à l'occasion de la cérémonie d'ordination, il déclarait :

(...) j'ai dit oui. Oui, avec Lui, Jésus, lui qui a toujours été mon premier point de référence, mon pilier par excellence, et ma raison d'être. Avec Lui, je suis prêt à risquer l'avenir. La vie n'est-elle pas, de toute façon, et pour tout le monde, un risque à prendre ? Je préfère prendre ce risque avec Celui qui est le Chemin, la



M^{gr} Vital Massé.
Collection ADSJ.



Ordination épiscopale de M^{gr} Vital Massé. M^{gr} Martin, cérémoniaire de M^{gr} Turcotte, M^{gr} Audette, de Joliette, le cardinal Turcotte, M^{gr} Vital Massé et Gilles Lussier.

Vérité et la Vie, avec Celui qui me redit également aujourd'hui : « Celui qui accepte de perdre sa vie à cause de moi la gagnera. »

M^{gr} Luc Cyr, évêque de Valleyfield

Le 19 mai 2001, Sa Sainteté le pape Jean-Paul II a procédé à la nomination de Luc Cyr comme évêque de Valleyfield. Le siège épiscopal était vacant depuis le départ à la retraite de M^{gr} Robert Lebel, en juin 2000.

Né en 1953, à Saint-Jérôme, M^{gr} Cyr a été ordonné prêtre en 1980. Diplômé en théologie du Grand Séminaire de Montréal et de l'Université de Montréal, il a aussi étudié la spiritualité à Florence, en Italie, et a obtenu une licence en théologie morale à l'Académie Alphonsienne de Rome.

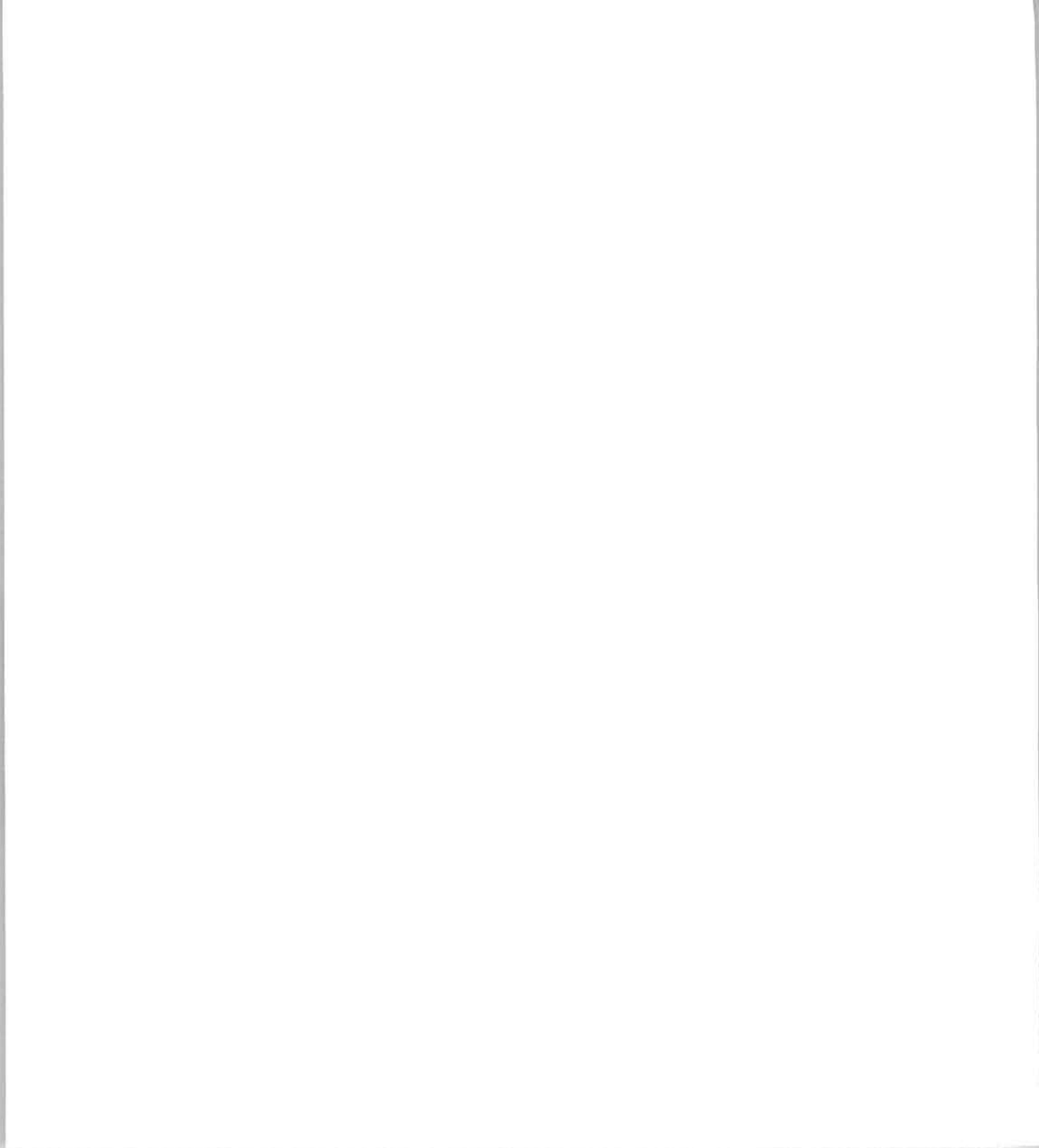
D'abord vicaire dans deux paroisses du diocèse de Saint-Jérôme, il a ensuite été curé à Blanville, de 1987 à 1992. Par la suite, il a exercé son ministère dans diverses fonctions diocésaines, successivement aux services de formation et des vocations, avant d'être nommé vicaire général du diocèse, en 1994, poste qu'il occupait toujours au moment de sa nomination comme évêque.

Le diocèse de Valleyfield compte 63 paroisses et missions. Sa population de 185 000 catholiques est desservie par 77 prêtres, 26 prêtres religieux, 123 religieux et religieuses, 10 diacres permanents ainsi que 81 agents et agentes de pastorale.

M^{gr} Cyr a été ordonné à l'épiscopat le 17 juin 2001, dans la cathédrale de Valleyfield.



Ordination épiscopale de M^{gr} Luc Cyr. Accompagné des sœurs Thérèse Thibodeau et Germaine Labelle. Valleyfield, le 17 juin 2001. Collection Germaine Labelle.



CHAPITRE 3

Les paroisses, les missions, les chapelles, les lieux de prière et de ressourcement

Saint-Charles-Borromée (Lachenaie)

Saint-Charles est la plus ancienne paroisse du diocèse de Saint-Jérôme. Son territoire est pris à même la seigneurie du sieur Charles Aubert de La Chesnaye, un riche commerçant de la Nouvelle-France qui acheta (1670) la seigneurie de Marie Favery, veuve de Pierre Legardeur de Repentigny.

Les premiers colons essaient de l'île de Montréal et de Pointe-aux-Trembles. Les premiers Laurier sont sur le territoire en 1678. Les premiers Mathieu en 1703, les premiers Dupras au début du XVIII^e siècle; les premiers Therrien en 1725, les premiers Charbonneau en 1725, les premiers Wilhelmy en 1780, les premiers Sarrazin en 1739, les premiers Cantin en 1824, les premiers Venne en 1824, les premiers Messier en 1877.

Déjà, en 1678, il y a une cure conjointe entre Repentigny et Lachenaie. La première chapelle date de 1679 et l'ouverture des registres de la même année. Le premier missionnaire de Lachenaie est Thomas Morel: 18 autres prirent la relève. La première chapelle est celle du manoir seigneurial.

Au cours de l'année 1683, M^{gr} de Laval fait faire un état des cures et missions de la colonie afin d'établir un certain nombre de cures. C'est ainsi que Lachenaie est officiellement fondée, et devient la 34^e paroisse à tenir registre en Nouvelle-France¹.

La guerre avec les Iroquois et les massacres qui s'échelonnent de 1689 à 1692 réduisirent la population de Lachenaie de moitié: de 90 âmes elle passa

à 32 âmes. La paix de 1701 permit de voir débiter une progression intéressante de sorte qu'il y avait 506 personnes sur le territoire en 1739, en incluant la partie qui, en 1750, deviendra Saint-Henri-de-Mascouche.

La seigneurie passa dans de nombreuses mains : après avoir appartenu aux Legardeur elle passe, en 1785, à Jacob Jordan fils, seigneur de Terrebonne et député d'Effingham (1796). À la fin du régime seigneurial (1854) la seigneurie était presque toute concédée (1337 terres). En 1905 les droits de propriété en furent cédés par Eusèbe Asselin au diocèse de Joliette nouvellement créé.

Le premier curé fut Joseph Lacombe (1828-1865) : il le fut durant 37 ans. Jusqu'à l'insertion dans le diocèse de Saint-Jérôme (1957), 37 desservants et curés se succédèrent. Parmi ceux-ci, on peut retenir certains noms : le curé Louis Lepage, le seigneur de Terrebonne (1722). Étienne Normandin (1849-1883) qui eut un règne de 34 ans. Pierre Pelletier (1891-1893) qui était vicaire du curé Labelle et qui à la mort du prélat *ad instar* et sous-ministre se vit montrer le chemin de Lachenaie².

La paroisse de Lachenaie relève du diocèse de Montréal depuis la création de ce dernier. Bien que depuis longtemps elle aurait souhaité un diocèse sur la rive nord, Lachenaie ne fut pas attachée au diocèse de Joliette lors de sa fondation, en 1904, ni à celui de Saint-Jérôme, en 1951. Ce n'est que le 8 juin 1957 que le cardinal Léger fit un décret fixant l'annexion de la paroisse Saint-Charles au diocèse de Saint-Jérôme. M^{re} Frenette nomma les curés Carmel Lacasse et L-Maurice Bélanger. En 1973, l'abbé Bernard Corbin vint seconder son ami Maurice Bélanger dans le ministère paroissial et le remplaça comme curé. Se sont ensuite succédé Marcel Toupin, Gérard Boucher, Gaétan Lefebvre et Benoît St-Onge. Yvon Limoges est actuellement l'administrateur paroissial.

Les églises

On sait qu'en 1730 il y avait un bâtiment servant d'église qui contenait un maître autel sculpté de Gilles Boivin³. En 1806, l'atelier de Louis Quévillon fut mandé de réaliser un tombeau d'autel. Ces pièces magistrales furent transportées dans la seconde église à la demande de M^{re} Fabre.

Cette magnifique construction⁴ résista jusqu'en 1891. De 1888 à 1890, on s'affaira à la construction de la seconde église⁵. Un incendie, survenu le 1^{er} juin 1964, détruisit ce second temple et ses précieux chefs-d'œuvre. C'est le curé Maurice Bélanger qui présida à la construction de la troisième église. L'église actuelle est de l'architecte André Ritchot. On peut y admirer un magnifique vitrail.



Saint-Charles-Borromée,
Lachenaie. Bénédiction
du maître-autel.



Saint-Charles-Borromée,
Lachenaie. L'équipe pastorale.
10 décembre 1999. Debout :
Yvon Limoges, ptre, Michel
Martel, Bernard Joyal, Aline
Cusson. Assis : Raymond
Majeau, Georgine H. Majeau,
Meldred Fillion, Claire Cardinal,
Claude Viau, Marc Bolduc.

Les écoles

Dans le mouvement qui donna naissance à la Loi des écoles de Fabrique (1824) et celle des « écoles d'assemblée » (1829), on créa à Lachenaie une première école en 1831 et, en 1846, une école de rang, et une troisième en 1869. En 1848, on assiste à la création de la première commission scolaire. L'école n° 1 ou l'École du village devint en 1916 l'école Saint-Charles et les Sœurs du Saint-Nom-de-Jésus-et-de-Marie s'y installèrent. Dès 1916, pour 730 habitants, il y avait 88 élèves dans cette école.

Les religieuses du Saints-Noms-de-Jésus-et-de-Marie (SSNJM) ont été actives dans l'enseignement jusqu'en 1971. Mais elles ne quittèrent pas le territoire. Depuis 1976, elles dirigèrent le PAS (Prière, Arts, Service) sur leur ancienne ferme qu'elles avaient achetée de M. Robert Venne⁶. Ce centre de prière et de création est maintenant transféré à Montréal.

Aujourd'hui

Il y a bien des nouveaux défis à relever. La communauté paroissiale est appelée à connaître un essor démographique très important. Malgré la fusion éventuelle des services municipaux, la paroisse, la plus ancienne du diocèse, accueillera plus de 800 nouvelles familles et un Centre hospitalier très important. Les services d'accueil, de pastorale catéchétique, sacramentelle devront être adaptés aux nouvelles réalités du milieu. Reponsabiliser les fidèles à assumer l'éducation de la foi et animer une communauté grandissante, voilà l'aujourd'hui de Saint-Charles-Borromée de Lachenaie.



Église Saint-Charles-Borromée.
Collection Jean-Pierre Joly.

Source
CLAUDE MARTEL et YVON LIMOGES, prêtre

Saint-Louis-de-France (Terrebonne)

Aperçu historique

Cette paroisse épouse le territoire de la Seigneurie de Terrebonne, concédée en 1673 au sieur Daulier-Deslandes, sous le règne de Louis XIV. Le 2 septembre 1720, Louis Lepage, de Sainte-Claire, curé de la paroisse de l'Île Jésus (Saint-François-de-Sales), acquiert la seigneurie et en devient son quatrième seigneur. Le 30 septembre 1723, Louis XV étant roi de France, l'évêque de Québec, M^{gr} de Saint-Valier, sanctionne l'érection canonique de la seigneurie en paroisse, sous le vocable de Saint Louis, Roy de France (Louis IX).

Le curé Lepage est non seulement le fondateur de la paroisse, mais, grâce à ses efforts de colonisation, ses constructions de moulins à scie et à farine, son four à chaux et l'édification à ses propres frais des deux premières églises, il est juste d'affirmer que c'est avec lui que la seigneurie de Terrebonne prit son essor. Le 1^{er} juillet 1727, la paroisse est autorisée à tenir ses registres, lesquels, jusqu'à cette date, étaient conservés à « la paroisse de La Chenaye et icelle de Saint-François de Sales ».

La première église (1723-1734) s'élevait sur une pointe de terre, face à l'Île-des-Moulins et baignerait, aujourd'hui, dans le lit de la majestueuse rivière des Mille-Îles. Quant à la deuxième église (1734-1879), elle occupait l'espace sur lequel s'élèvera plus tard (1888) le collège Saint-Louis.

Au Québec, l'histoire du développement des paroisses est liée au dévouement de missionnaires et de pasteurs. La paroisse Saint-Louis-de-France n'est pas en reste. À la suite de Louis Lepage, vingt-trois pasteurs se sont succédé à la cure de Terrebonne, et si chacun a posé sa pierre à l'édification de cette communauté chrétienne, il faut souligner l'apport plus spécifique de certains d'entre eux.

Monsieur Antoine Proulx, 4^e curé (1758-1788) paya de ses propres deniers une si « superbe » cloche qu'il fallut élever un clocher adéquat pour en supporter le poids. Cette cloche allait faire entendre sa voix de 1784 à 1923, soit durant 140 ans! En 1786, il encouragea fortement la formation de la paroisse de Sainte-Anne-des-Plaines, à même le territoire de sa paroisse, création qui allait engendrer, à son tour, les paroisses de Sainte-Sophie et de Saint-Janvier.

C'est sous l'égide du neuvième curé, monsieur Jean-Baptiste Gauthier dit St-Germain (1818-1829)⁷, qu'arrivèrent, en 1826, les deux premières religieuses de la Congrégation de Notre-Dame pour prendre en charge l'éducation des filles, aventure qui allait durer plus de 150 ans!

Son successeur, monsieur François-Paschal Porlier (1829-1846) procéda en 1829 à l'agrandissement de l'église de 1734 et fit preuve de grande originalité en monnayant l'inhumation des corps sous l'église, pour acquitter les dettes encourues par ces travaux. En 1837, il dut faire ajouter des jubés latéraux, vu la croissance de la population.

Un apôtre de l'éducation lui succéda: monsieur Adrien Théberge (1846-1863). Grâce à ses relations avec le seigneur Masson (neuvième et dernier du titre) et grâce en particulier à la générosité de la seigneuresse, il fonda un collège classique et commercial, malgré de nombreuses difficultés avec les autorités ecclésiastiques. Ce « Collège Masson » devait exister 28 ans (1847-1875) et faire la renommée et la gloire de Terrebonne. Monsieur Théberge procéda en 1856 à la bénédiction du *Terrebonne* et en 1860, à celle de *L'Étoile*, deux magnifiques bateaux qui témoignaient de l'intense commerce entre Terrebonne et les principales villes situées sur le fleuve Saint-Laurent, et ce, jusqu'à Québec.

Quant au « bon monsieur Piché », Louis-Jules de son prénom, 14^e curé (1871-1905), ses 34 ans à la tête de la paroisse constituent un record et son immense bonté ne le cédait en rien à son énergie et à son autorité. C'est lui qui mit fin, par sa visite sur les lieux mêmes, à la « Saint-Louis-des-Maquignons », où l'on s'adonnait à des libations condamnées. Sous son mandat, furent bâtis l'église et le presbytère actuels (1878) grâce encore à la générosité de Dame Geneviève-Sophie-Raymond-Masson qui donna le terrain et toute la pierre requise. En 1880, il fit exhumer les corps de la vieille église pour les placer dans la crypte actuelle. En 1882, il fit construire le couvent de la rue Saint-Louis et accueillit les trois premiers Clercs de Saint-Viateur. En 1885, il fit aménager le cimetière actuel et, en 1889, fit construire le charnier. En 1887, il fit entreprendre les travaux de construction du collège Saint-Louis. Ce grand bâtisseur repose dans la crypte de l'église.

Il reviendra au seizième curé, Monsieur Joseph-Sinaï Comtois (1908-1936), d'entreprendre des travaux de « modernisation »: fournaies à eau chaude, électrification, soufflerie électrique pour l'orgue, agrandissement du premier jubé et construction d'un second pour l'orgue et le « chœur de chant ».

En 1918, la grande épidémie d'influenza frappa également Terrebonne, faisant 28 victimes. Le dévouement inlassable du curé Comtois et de ses vicaires fut, pour ses paroissiens, une source de consolations. Le curé Comtois devait subir encore plus cruelle épreuve en 1922, lors du grand incendie de Terrebonne qui jeta sur le pavé plus de 140 familles. En ce 1^{er} décembre, aux portes de l'hiver, monsieur Comtois mit sur pied une foule de services:



Église de Saint-Louis-de-France de Terrebonne.



Intérieur de l'église Saint-Louis-de-France de Terrebonne.

logements, vivres, lingerie. C'est encore sous son mandat pastoral que furent bénites et installées les trois cloches actuelles, le 17 juin 1923.

Durant le ministère du dix-huitième curé, le chanoine Louis-Joseph Gervais (1944-1958), se réalisèrent les œuvres suivantes: achat de l'orgue Casavant actuel, restauration du cimetière, restauration intérieure de l'église (210 000 \$), organisation du terrain de stationnement, fondation de la Caisse populaire (1950) et construction du Centre de loisirs (150 000 \$).

Collège et séminaire à Terrebonne

Il y a, dans Terrebonne, une tradition de collège et de séminaire qui remonte à la famille Masson et qui se poursuit encore aujourd'hui avec le collège Saint-Sacrement.

Lorsque meurt le seigneur Joseph Masson, en 1847, la seigneuresse, Geneviève-Sophie Raymond, commence, l'année suivante, la construction du manoir seigneurial qu'elle occupera à partir de 1854.

C'est l'époque où le curé Adrien Théberge fonde le collège de Terrebonne qui portera le nom de « Collège Masson », parce que la famille Masson contribue généreusement à sa création et à son développement.

Ce collège sera très actif: Terrebonne est devenue une ville importante au plan commercial et industriel. Son collège attire une nombreuse clientèle. On sait que Adolphe Chapleau (1840-1896) y a commencé ses études avant d'aller les compléter à Saint-Hyacinthe.

Malheureusement, en 1875, un feu détruit l'édifice du collège. Les Clercs de Saint-Viateur prendront alors la relève. Ce second collège connaîtra un premier incendie en 1887 et un second, en 1939, ce qui mit fin aux activités du pensionnat. L'école Saint-Louis, c'est son nom, passe en 1964 sous la responsabilité de la Commission scolaire régionale Duvernay.

Le manoir de la seigneuresse, quant à lui, est cédé, en 1884, par testament aux Sœurs de la Providence qui, durant quatre ans seulement, en feront un hospice, selon les vœux de la seigneuresse. En 1888, les sœurs rétrocèdent le manoir aux héritiers. Il passera ensuite dans diverses mains mais restera inhabité jusqu'en 1901.

En 1901, les Pères du Très Saint-Sacrement se portent acquéreurs du manoir. Ils en font un juvénat. En 1949, le juvénat devient un séminaire. En 1958, un collège classique. En 1972, les Pères du Saint-Sacrement forment une corporation qui administrera ensuite le collège Saint-Sacrement.

Un édifice patrimonial⁸

Le corps principal de l'édifice est de l'architecte Morin. Écoutons le Père Léo Boismenu le décrire :

C'est un vaste corps de logis tout en pierres taillées flanqué de deux ailes légèrement en saillie sur la façade principale. Un perron monumental donne accès à l'entrée constituée par une grande porte cintrée, à embrasure profonde, encadrée par deux pilastres cannelés qui montent d'un jet jusqu'à la naissance du toit pour servir de soutien à un petit fronton grec dont les lignes sont reproduites avec plus d'ampleur sur les pignons qui couronnent les ailes latérales. (*Les étapes d'un manoir canadien*, 1924, page 21.)

Le père d'Adolphe Chapleau, Pierre, fut l'entrepreneur en maçonnerie. La seigneuresse y menait grande vie et elle mourut, en 1882, assistée par nul autre que M^{sr} Ignace Bourget.

Les religieuses de la Providence ne touchèrent pas au corps principal. Elles utilisèrent une cheminée pour en faire un tombeau-autel. La toile qui surmontait l'autel est maintenant dans l'église de Terrebonne.

Les Pères y construisirent la chapelle (1913). L'architecte fut Charles Bernier et le constructeur Louis-Joseph Fauteux, de Saint-Benoît. Les murs furent décorés par des artistes renommés : T.-X. Renaud y alla de sa spécialité, les imitations de la pierre et du marbre. Georges Delfosse y exécuta 24 tableaux, 6 anges et 10 portraits. Toutes ces illustrations avaient pour but de glorifier l'eucharistie. On dit que Delfosse s'était inspiré de peintres européens, de Raphaël à Doré.

Aujourd'hui et demain

Si les quelque trente dernières années ont vu le cachet patrimonial du territoire de la paroisse revêtir une valeur inestimable grâce à la création du site historique de l'Île-des-Moulins, de la restauration du « Vieux Terrebonne » et de l'implantation des visites guidées de la crypte de l'église où reposent quelque 170 témoins éloquents des pages d'histoire, il est juste d'affirmer que la paroisse Saint-Louis-de-France subit, comme beaucoup de communautés paroissiales, l'impact de nouveaux modes de vie où l'expression de la foi et de la spiritualité n'emprunte plus les sentiers traditionnels des générations passées.

S'il est encore vrai que la générosité de paroissiens et paroissiennes, et l'engagement bénévole d'un grand nombre d'entre eux permettent de maintenir bon nombre de services pastoraux, sacramentels et liturgiques, il devient

néanmoins urgent de se tourner vers demain et de tenter de déceler les besoins et de découvrir de nouvelles façons de faire l'Église. À la paroisse Saint-Louis-de-France, l'église de 1879 se ressent de ses 122 ans et requiert de multiples et coûteux travaux pour sauvegarder ce monument historique de notre patrimoine collectif.

La communauté paroissiale devra prendre conscience de la limite de ses ressources humaines et financières et se demander s'il n'y a pas lieu, dans un avenir prochain, d'envisager un regroupement avec les autres communautés du secteur où les orientations, les plans d'action, les ressources et les services seront mis en commun.

Les communautés locales, et la paroisse Saint-Louis-de-France en particulier, franchiront le seuil du XXI^e siècle et pourront remplir leur mission pastorale, si elles considèrent, de façon réfléchie et librement consentie, la nécessité d'opérer autrement. La perspective du regroupement des forces vives et dynamiques d'un même secteur de communautés ouvre la porte sur une vision de collaboration, de dialogue et de partage.

Source

GÉRARD LAJEUNESSE, AIMÉ DESPAILLE
et GILLES MOREAU, président du Conseil de fabrique



Saint-Eustache.
Devant le retable.

Saint-Eustache (Saint-Eustache)

Hier

Dès 1768 des colons « pétitionnent » pour avoir leur propre église. Le premier prêtre desservant est le curé de Sainte-Rose, l'abbé François Petit. Il ouvre les registres en janvier 1769 et les portes du premier cimetière. Le décret d'érection date du 15 novembre 1825. En 1774, on s'affaire à aménager un presbytère et plus tard (1780) une église. C'est ce corps principal, transformé bien sûr, qui sera presque totalement détruit en 1837, lors de la rébellion des patriotes de Saint-Eustache, et reconstruit en 1841. Le nouveau presbytère avait été construit en 1820, mais il fut également incendié le 14 décembre 1837.

Une église exceptionnelle

L'église fut construite sur un terrain donné par Louis-Eustache Lambert Dumont en 1770. Sur quel terrain on identifie l'existence d'un presbytère-

chapelle en 1774. Les travaux de construction de l'église débutèrent en 1780 et elle fut bénite en 1783.

Les principaux éléments de sa décoration furent intégrés en 1806 par les artistes de l'école de Louis-Amable Quévillon. En 1819, on y ajoute une tour et un clocher de pierre. À l'arrivée du curé Paquin en 1821, cette tour est détruite pour faire place à un portique avec deux tours à deux lanterneaux.

Le 14 décembre 1837, la bataille éclate entre les patriotes de Chénier et l'armée britannique de Colborne. L'église bombardée est mise à feu. Après l'affrontement, il ne reste que les murs de pierre. En 1838, débutèrent les travaux de réfection extérieure. M^{re} Ignace Bourget procéda à la bénédiction en 1841. Des décorations importantes furent entreprises en 1850 par le curé Hyppolite Moreau. En 1905, sous le curé Herménégilde Cousineau, Joseph Sawyer compléta les travaux. Et Olindo Gratton sculpta pour l'église un Saint-Eustache qui trône maintenant sur le fronton, entre les deux clochers. L'orgue qui comporte quelques jeux de chez Casavant date de cette époque.

Six des huit toiles du chœur sont l'œuvre des peintres Ippolito Zapponi, Louis Vandandaigue-Gadbois, Georges Delfosse et Narcisse Poirier. En 1930, Sawyer entreprit d'autres rénovations et X. Renaud s'occupa de la rénovation intérieure. Le curé Viateur Raymond a présidé à une dernière rénovation du temple. Cette église et son environnement sont classés lieu et monument historique le 23 avril 1970 : le projet est dû à M^{re} Louis-Joseph Rodrigue, alors curé de Saint-Eustache.

Parmi les curés célèbres de cette paroisse, il y a le curé Perrault à qui les paroissiens firent dure vie. Le curé Jacques Paquin (1821-1847), qui a laissé son fameux journal de l'insurrection que quelques auteurs attribuent à son vicaire (François-Xavier Desèves, 1809-1869). Le curé Paquin a construit le couvent et a légué tous ses biens à la paroisse à son décès. Il est responsable de l'agrandissement de l'église.

En 1987, lors des fêtes du 150^e de la Rébellion à Saint-Eustache, l'évêque de Saint-Jérôme, M^{re} Charles Valois, a présidé à l'inhumation des restes du D^r Chénier dans le cimetière de Saint-Eustache et à la réhabilitation des patriotes en s'appuyant sur une déclaration des évêques du Québec du 26 mars 1987.

L'heure est venue où le communiqué de l'AEQ est rendu public, et je m'en réjouis, et avec moi se réjouissent tous ceux qui ont travaillé de toutes leurs forces à faire reconnaître les patriotes de 1837 comme des frères demeurés en communion avec notre Église.



Église de Saint-Eustache.
Collection Jean-Pierre Joly.

En 1996, M^{re} Valois bénissait la terre où sont enterrés les patriotes, entre l'église et le presbytère.

Les écoles

En 1824, la loi des écoles de fabriques permet au D^r Labrie d'ouvrir une école catholique. La construction du couvent débute en 1829 grâce au curé Paquin qui délie sa bourse : ces deux hommes seront les deux premiers commissaires. Les premières religieuses de la Congrégation Notre-Dame arrivent en 1849 et y seront jusqu'en 1980. Viendront se joindre à elles la Communauté de Sainte-Croix, les frères de Sainte-Croix et les Clercs de Saint-Viateur, jusqu'en 1950.

Saint-Eustache est une paroisse importante : en 1820, elle compte déjà 5000 âmes, ce qui lui permet d'élire deux députés. La connexion avec Montréal se trouve relancée par la liaison ferroviaire qui passe par Sainte-Thérèse. Elle est en fonction de 1882 à 1940.

Démembrement

La paroisse de Saint-Eustache a donné naissance à plusieurs autres paroisses. En 1841, une partie du territoire passera à Saint-Augustin. En 1853, une autre partie se détache pour faire le patronage Saint-Joseph (Côte-Saint-Joseph) qui deviendra Saint-Joseph-du-Lac. En 1929, c'est au tour de Saint-Eustache-sur-le-Lac, et ensuite Saint-Agapit (1946), Sainte-Marthe-sur-le-Lac (1956), Holy Family (1959), Christ-Roi (le 2 mai 1964). Saint-Esprit a été détachée en 1970 et Marguerite-Bourgeoys en 1989.

En 1937, les Moniales bénédictines s'installent sur son territoire et imitent ainsi les Trappistes d'Oka qui sont sur le territoire d'Oka depuis 1890.

Les curés depuis la fondation du diocèse en 1951 : Henri Charbonneau de 1943 à 1953 ; Louis-Joseph Rodrigue de 1953 à 1967 ; André Racine de 1967 à 1976 et de 1987 à 1989 ; Viateur Raymond de 1976-1987 ; André Daoust de 1989 à 1997 ; Sylvain Lauzon (1997).

La pastorale

Depuis le concile plusieurs paroissiens se sont engagés et secondent l'équipe pastorale dans ses projets pour assurer la vitalité de la communauté. En effet, plus de 200 bénévoles participent à la vie de la paroisse. Des personnes de la communauté se joignent à l'équipe de pastorale pour élaborer des projets



Église de Saint-Eustache.
Mgr Charles Valois saluant
une paroissienne.

pastoraux afin de mieux répondre à la mission de l'Église. Ces projets se regroupent sous les quatre axes de la vie chrétienne : l'éducation de la foi, la célébration, la fraternité et l'engagement.

Ainsi, les plus démunis trouvent soutien auprès de l'ouvroir paroissial. Les malades et les aînés ont le cœur réconforté par la présence de bénévoles venus les visiter.

Des frères et sœurs du tiers-monde savent qu'ici des gens se soucient d'eux et font des gestes de solidarité. Des enfants découvrent et alimentent la foi reçue au baptême par des activités pastorales à l'école, par la préparation à la célébration au premier pardon, à la première communion et à la confirmation. Des familles en deuil trouvent sens et réconfort dans l'épreuve grâce au service d'accompagnement et aux célébrations des funérailles. Enfin, des personnes trouvent dans l'église paroissiale une lumière qui éclaire leur route et réchauffe leur cœur grâce au travail du comité de liturgie et de la solennité des célébrations rehaussées par la qualité du Chœur du Vieux Chêne présent depuis plus de 20 ans.

Autres activités

L'église de Saint-Eustache poursuit son évolution. De nouvelles activités, non traditionnelles, se sont ajoutées à sa mission première. Depuis la fin des années 1970, l'Orchestre symphonique de Montréal y enregistre ses disques. L'acoustique de l'église supporte la sonorité exceptionnelle de l'OSM.

Depuis 1995, l'église de Saint-Eustache ouvre ses portes aux visiteurs. Chaque été amène une nouvelle saison touristique: plus de 3000 personnes viennent visiter l'église.

Source

AGATHA LOPEZ ET SYLVAIN LAUZON, curé

Sainte-Anne-des-Plaines

Hier

Le territoire de la paroisse de Sainte-Anne-des-Plaines se trouve compris dans l'augmentation de la seigneurie de Terrebonne, appelée seigneurie des Plaines. Cette augmentation, accordée en 1731 au seigneur de Terrebonne, le curé Louis Lepage, prit le vocable de Sainte-Anne sans doute parce que le curé était originaire de Sainte-Anne-de-Beaupré. La colonisation se fait à partir du rang est de la petite Mascouche-du-Rapide ou rivière Sainte-Marie. Ces colons fréquentent l'église de Terrebonne où ils trouvent à la fois les services du curé et du seigneur.

Le troisième seigneur de Terrebonne, Jacob Jordan, donne un terrain pour y faire construire la chapelle-presbytère. M^{re} D'Esglis donne la permission de construire (19 juin 1787) et elle est prête à l'automne 1788. Arrive alors le premier curé, René Coyteux, qui ouvre les registres. Il faudra attendre 42 ans pour que l'érection canonique soit faite (le 14 septembre 1829). Il se peut que l'évêque ait attendu la loi des écoles de fabrique et des écoles d'assemblée qui reconnaissaient la paroisse comme unité de base pour procéder aux érections. La sanction royale de cette érection devra attendre le 9 octobre 1835.

Lors des troubles de 1837-1838, le curé Poirier (1823-1839) se mit à dos les patriotes et l'évêque dut le nommer à Saint-Jérôme et transférer le curé de Saint-Jérôme, M. Blyth, pour calmer les esprits. Il faut dire que Sainte-Anne, avec la famille Prévost ou Provost, et tous les enfants de Guillaume le forgeron, était un « centre de réunion des patriotes, un magasin d'approvisionnement et même une véritable manufacture de balles ».

La première église fut construite sous le curé Antoine Rinfret (1802-1806). Les photographies qui en restent montrent la pureté de ses lignes. Suivent un certain nombre de curés qui résistent difficilement aux difficultés des premières années. Et qui voient aussi des Écossais venir s'installer: ils formeront New-Glasgow. En 1843, un incendie fait de grands ravages à l'église, mais le



Carte postale à l'occasion
du 125^e anniversaire
de la fondation de la paroisse de
Sainte-Anne-des-Plaines.
Photo B. Chalifoux

curé Lagorce (1841-1844) la reconstruit à partir des murs de pierre qui sont restés debout.

L'arrivée du chemin de fer (1877) transforme Sainte-Anne-des-Plaines. Le service des passagers prit fin en 1956 et le transport des marchandises en 1962.

M^{re} Fabre invite les Sœurs Sainte-Anne à s'installer dans la paroisse et, en 1882, il ordonne la construction du couvent et choisit les filles d'Esther Blondin pour le diriger. Le couvent ouvre ses portes en 1883. On dit que les religieuses absorbèrent une bonne partie du coût de la construction. Elles quitteront la paroisse en 1977⁹.

Le passage des frères Dugas, Euclide (1884-1900), le curé, et son frère Georges, sera marquant pour la paroisse. En 1886, on construit un presbytère que Serge Blondin, dans son histoire de Sainte-Anne-des-Plaines, qualifiera de « véritable manoir ». C'est cet édifice qui faillit tomber sous le pic des démolisseurs en 1947 mais que M^{re} Conrad Chaumont, l'évêque d'Aréna, originaire de Sainte-Anne, auxiliaire de Montréal, protégea de la démolition.

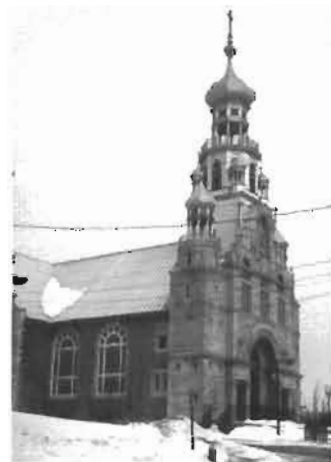
Si le presbytère est un manoir dessiné par Perreault et Ménard, les architectes qui construisirent l'église de Sainte-Thérèse, l'église est un véritable sanctuaire: en effet le curé veut une église pour attirer les pèlerins dévots à Sainte-Anne. Il en confie l'architecture à Joseph Venne. On achète également un orgue Casavant pour accompagner le chant liturgique.

Vingt-six curés se sont succédé à Sainte-Anne-des-Plaines, de 1787 à 2000. Vingt et un avant la création du diocèse, et 6 après la fondation.

Activités pastorales actuelles

La préparation au baptême rejoint entre 130 et 140 enfants chaque année. Une vingtaine de mariages sont célébrés dans la paroisse et environ 120 enfants y reçoivent le sacrement de confirmation.

Pour le service des personnes dans le besoin, on peut compter sur le dévouement des Chevaliers de Colomb. Les Filles d'Isabelle opèrent l'ouvrage. Les Cursillos, animés par Lucie Courteau et André Ouelette, assurent un bénévolat constant. Le Club des Jeunes Servants est très actif. La paroisse compte deux centres d'accueil où sont assurés les services pastoraux.



Église de Sainte-Anne-des-Plaines.

Collection Jean-Pierre Joly.



L'équipe de la paroisse, dans la magnifique salle à manger du presbytère de Sainte-Anne-des-Plaines. De gauche à droite: Roland Laroche, curé, Lucie Courteau, secrétaire, et Thérèse Labelle, agente de pastorale.

Source

GÉRARD LAJEUNESSE ET ROLAND LAROCHE, curé

Sainte-Thérèse-d'Avila (Sainte-Thérèse)

Hier

Au bord de « l'animouchisipi », ou rivière aux Chiens, ou de la rivière Sainte-Thérèse, traversée par la rivière Cachée et la Mascouche, le capitaine Sidrac Dugué (1638-1688) aurait pu voir naître Sainte-Thérèse s'il n'avait eu à tant guerroyer avec M. de Frontenac contre les Iroquois.

« Il aurait trouvé son petit royaume, quant à la nature du sol et aux variétés locales, divisé en trois zones bien distinctes, courant de l'ouest à l'est (...) La première s'étendant le long de la rivière Jésus... une plaine ondulée, accidentée de coteaux peu élevés et de légères éminences... belle forêt de bois francs, dans les ombreuses retraites de laquelle il devait être délicieux de s'enfoncer, découvreur curieux et étonné, explorateur solitaire! (...) »

La seconde zone comprend un grand coteau qui domine le niveau de la plaine d'une soixantaine de pieds. En plus d'un endroit le sable est pur et sec, il poudre au vent comme le fait en hiver la crête d'un blanc de neige.

Au nord du grand coteau court la troisième zone, lisière de pays large d'un à deux milles.

C'est ainsi que l'abbé Jean-Baptiste Proulx décrivait Sainte-Thérèse, dans les annales térésiennes¹⁰. Au milieu de ce riant décor (et pas le long de la rivière des Mille-Îles...) on a construit force bâtiments. En 1788, un presbytère-chapelle selon la coutume de l'époque : le curé occupe le premier plancher et la chapelle est à l'étage. Sans doute pour profiter de la chaleur qui s'élève à travers les planchers. Le bâtiment de 36 x 32 pieds sera démoli en 1821. Il était sur le terrain donné par Jean-Louis Delage.

L'érection canonique ne fut faite qu'en 1825, par M^{gr} Plessis. En voici le texte :

En conséquence, nous avons érigé et érigeons par les présentes en titre de cure et de paroisse sous l'invocation de Sainte Thérèse vierge cette partie de la Seigneurie de Mille-Isles connue sous le nom de Seigneurie de Blainville comprenant une étendue de territoire de près de sept milles de front sur neuf milles de profondeur borné au sud par la rivière Jésus ou des Mille-Isles, au Nord par la seigneurie ou l'augmentation de la Seigneurie des Mille-Isles à l'Ouest par cette partie de la Seigneurie des Mille-Isles connue sous le nom de rivière du Chêne, et à l'Est par la seigneurie de Terrebonne¹¹...

En 1805, on voit s'élever une première église. C'est sur ce corps de 120 x 44 pieds qu'on ajoutera, en 1834, l'allonge de 30 pieds avec les deux tours et que les artistes de l'école de Quevillon décoreront année après année.

Jusque-là cinq curés se sont succédé (François Hébert, Gabriel Arsenault, Gabriel Elzéar Taschereau, Jean-Baptiste-Isidore-Hospice Lajus, Georges Hilaire Besserer).

Charles-Joseph Ducharme continua, à partir de 1816, l'œuvre de décoration. On installe un orgue¹², on y pend des tableaux. Et le presbytère de 1788 est rebâti en 1821 et agrandi en 1839. La maison Rochon, elle aussi agrandie sur le modèle de Sainte-Hélène, et appelée le collège jaune, et le presbytère lui-même, deviendront les berceaux du Séminaire. Le couvent des Sœurs de la Congrégation sera béni en 1847: M. Ducharme est alors à la fin de sa carrière. Il attendait les religieuses depuis 30 ans.

Durant son pastorat, seront créées Saint-Augustin (1838) et Saint-Janvier (1846). Deux des élèves du curé Ducharme se succéderont à la cure: Joseph Duquet et Louis Dagenais. En 1862, les marguilliers demandent à Victor Bourgeau de terminer les travaux déjà commencés. On refait la voûte et on voit à la décoration. C'est ce même curé qui vit disparaître, le 12 avril 1865, les flèches des deux tours au cours d'un violent orage. Son successeur, l'impétueux Léon Charlebois, dut faire disparaître le vieux presbytère où les premiers séminaristes vivaient avec le curé Ducharme. Un poète écrivit, en 1878, dans les Annales térésiennes:

S'écroule avec fracas sous les coups du marteau
Cette noble demeure à l'antique apparence,
Dans les jours d'autrefois asile de science,
Qui fut de nos aïeux l'honorable berceau.
(...)
Voyez-vous à travers les ombres de la brume,
Le soir, se promener en un brillant costume
Un fantôme au-dessus du castel démoli?
Est-ce ton âme en peine, ô bon monsieur Ducharme,
Qui du ciel vient verser le tribut d'une larme
Sur le bord d'un passé s'abîmant dans l'oubli!
Joannes



Église de Sainte-Thérèse.
Intérieur. Avant la destruction
du baldachin. L'ambon à droite,
est celui de la chapelle détruite
du Séminaire de Sainte-Thérèse.
Collection Pierre Bergevin.

Et le sort s'acharne sur Sainte-Thérèse: en 1881, le Séminaire flambe et en 1885 l'église est à son tour détruite. Voici quelques extraits d'une lettre d'Herménégilde Cousineau (9 janvier 1885):



Église Sainte-Thérèse-
d'Avila. Sainte-Thérèse.
Photo Charles Valois.

La pompe protégea le couvent et la brasserie de Morris. Sans cette pompe, il est certain que ces deux édifices auraient brûlé car la violence du feu dura à peu près 1 1/2 h. (...) il ne reste plus que les murs et les deux tours calcinés (*sic*). On a sauvé la statue de la Sainte-Vierge de la sacristie, c'est la plus précieuse, elle a été achetée (*sic*) par M. Ducharme puis la statue de Sainte Anne, du S Cœur, (...) Tous les grands tableaux du chœur sont brûlés, les autels aussi, l'orgue personne n'y a touché il a brûlé tout entier. Les lustres, lampes, chandeliers sont sauvés.

Le curé Charlebois ne s'apitoie pas sur son sort. En 1880, il a acheté le terrain du cimetière actuel. Et dès le lendemain de l'incendie, de chez Madame Dutrisac, il décide de reconstruire à neuf. Les architectes Perrault et Mesnard dessineront ce que plusieurs croient pouvoir devenir une cathédrale : en effet, durant ce temps, le curé Labelle s'affaire à ouvrir les cantons du Nord. Sainte-Thérèse aimerait bien devenir le siège de ce diocèse rêvé, même s'il fallait devenir pour cela un suffragant d'Ottawa. Le 4 juin 1889, l'église est consacrée et dans la pierre de l'autel on glisse un billet : « (...) *in honorem S. Teresæ V. et Reliquias S. S. M.M. Bonifacii et Fausti in eo inclusi*¹³... »

C'est sous M. Charlebois que l'Hospice Drapeau est fondé et qu'arrivent les frères de Saint-Gabriel. Les religieuses de la Congrégation Notre-Dame sont à Sainte-Thérèse depuis 1847 déjà. On doit la construction de l'hospice à l'homme d'affaires Fabien Drapeau qui avait été un contracteur important dans la construction du séminaire actuel. En 1892, les premières sœurs de la Providence arrivent à Sainte-Thérèse. Quant aux Frères de Saint-Gabriel, ils s'installèrent en 1891 dans l'école de la rue Saint-Lambert. En 1925, M. J.C. Frénette¹⁴ livrait la nouvelle école des frères, construite près de l'Hospice.

Du curé Arthur Vaillancourt on a l'habitude de rappeler la tragique fin (1911) : un homme simple et pieux tué par une locomotive avait pris la place de l'entrepreneur M. Charlebois. M. Laurent-Arthur Jasmin fit entrer Sainte-Thérèse dans l'ère des grandes manifestations par le Congrès eucharistique de 1913. Messieurs Clodomir Coursol, Joseph-Jean-Baptiste Mignault, Edmond Lacroix sont des noms dont se souviennent encore certaines têtes blanches de Sainte-Thérèse.

La fin des premiers 150 ans de Sainte-Thérèse est marquée par la séparation, en 1924, de la paroisse et du Séminaire. On sait que jusque-là le curé était élu par le conseil des agrégés du Séminaire sur lequel il siégeait d'office. Les fêtes du 150^e anniversaire furent grandioses et *La Voix des Mille-Iles* de M. Lionel Bertrand en est un témoin attentif. S'arrêtent ici les recherches de la Société historique de Sainte-Thérèse-de-Blainville dont nous nous sommes grandement inspirés.

50 ans plus tard, on célébra les deux cents ans de la paroisse, comme l'y invitait le directeur de *La Voix des Mille-Iles*, Lionel Bertrand, à la fin du volume *Sainte Thérèse de Blainville 1789-1939*.

Aujourd'hui

Sainte-Thérèse après la Deuxième Guerre mondiale

Ce qui marque les cinquante années suivantes, c'est le développement industriel de la ville, la création du diocèse de Saint-Jérôme, et la vente du Séminaire au collège Lionel-Groulx, le démembrement de la paroisse-mère et la naissance d'une pastorale adaptée aux villes moyennes de la couronne montréalaise.

La pastorale aujourd'hui

Voici ce qu'en dit M^{re} Jacques de Villers:

Ce qui marquera les années à venir, c'est une pastorale souple et même joyeuse, une pastorale intelligente. Ca fait bien des épithètes. Elles sont pourtant toutes nécessaires.

Souple: car l'esprit de la population à desservir n'est plus celui d'il y a vingt ans. Une pastorale qui s'embourbe dans le passé, ce n'est pas de la pastorale mais du prosélytisme. La pastorale est faite pour les gens et non les gens pour la pastorale.

Joyeuse: car l'objectif de la pastorale n'est autre que la proposition d'une manière d'être et de vivre à la suite du Christ, une proposition de libération. Si



Eglise de Sainte-Thérèse.
Du haut de la chaire
maintenant détruite,
le père Gérard Proulx, p. b.



Sainte-Thérèse-d'Avila
Fête de la fraternité. Août 2000.



Le 60^e anniversaire de mariage de M. et M^{me} Bruno Desjardins, présidé par M^{re} Charles Valois en présence de leurs petits-enfants. M. Desjardins a été sacristain à Sainte-Thérèse-d'Avila durant de nombreuses années.

telle n'est pas notre conviction profonde, nous sommes à contre-courant de l'Évangélisation. Nous voulons asservir les autres à nos idées et nous consoler par la récupération.

Intelligente: car il s'agit d'être serviteur de la Parole de Dieu auprès des gens d'ici et de maintenant. Rêver à ce que les gens courent après nous pour accueillir d'emblée la pensée du Dieu de Jésus sur leur vie, c'est se préparer à la frustration qui tourne en agressivité.

Intelligente: hier, on se plaisait à opposer sacramentalisation et évangélisation. Or, il s'avère que si on se consacre à des catéchèses détendues auprès des fiancés, auprès des parents des jeunes qui demandent les sacrements du Pardon et de l'Eucharistie, et auprès de ces jeunes on jette une semence d'Évangélisation au creux de leur vie. Si en plus les sacrements sont célébrés avec amour et vérité, le Christ est mieux connu et aimé pour ce qu'il est: le Sauveur-Seigneur. Nous n'oublions pas que lors des célébrations des baptêmes, il n'y a jamais eu autant de monde qu'aujourd'hui.

Oui: une pastorale souple, joyeuse et intelligente à implanter dans un contexte bien différent de celui des vingt dernières années. Quand par exemple, deux ou trois communautés chrétiennes deviendront une seule communauté, une communauté de communautés, il est clair que l'unique prêtre à son service ne pourra plus se comporter exactement comme avant. Il devra avoir le même souci cordial d'Évangélisation. Mais il devra aussi, c'est évident, faire des choix souples, joyeux et intelligents, en tenant compte de la spécificité de son sacerdoce ministériel, dans le respect des charismes et des compétences des autres agents (tes) de pastorale.

Source

GÉRARD LAJEUNESSE et JACQUES DE VILLERS, p.h., curé

Saint-Benoît (Mirabel)

La paroisse de Saint-Benoît, avec sa large vallée bénédictine surplombée au nord par le plateau laurentien et au sud par le mont Bleu et sa petite chaîne de montagnes, fut, dans son histoire parfois soumise, parfois rebelle, un peu à l'image de sa topographie. Sa population, au cours de ces deux siècles, a passé à travers des événements sociaux-politiques divergents et difficiles.

Première paroisse de la seigneurie du Lac-des-Deux-Montanges, elle a été fondée en 1799. Un curé colonisateur, l'abbé J. M. Félix, a contribué largement, de 1802 à 1831, à l'édification religieuse et sociale du territoire. En compagnie de ses beaux-frères Jean-Joseph Girouard, notaire, et de Jean-Baptiste Dumouchel, commerçant, ils ont su développer la région. Vers 1820, Saint-Benoît

avait une population de 6407 âmes, se situant au quatrième rang dans le district après Montréal, Sorel, l'Assomption et Saint-Hyacinthe.

Ce même curé a entrepris, en 1824, la construction d'une église d'une grande valeur architecturale et artistique. René Beauvais dit St-James a travaillé plusieurs années avec son équipe à la finition intérieure. Il avait la réputation de concevoir l'ornementation et de fabriquer des moulures et des chapiteaux d'une grande finesse.

Nous savons que, durant une dizaine d'années avant les événements de 1837, il y avait beaucoup d'insatisfaction au sein de la population à l'égard du gouvernement au point qu'il y eut une Rébellion à la fin de cette année-là. Le curé de Saint-Benoît, l'abbé Étienne Chartier, supportait les Patriotes, au point qu'il a été surnommé « l'aumônier des Patriotes ».

Le général John Colborne, chef de l'armée anglaise, appuyé par des loyalistes et des volontaires d'Argenteuil, a écrasé ce soulèvement à Saint-Benoît en pillant, saccageant et brûlant tout le village. La nouvelle église, après profanation de ce lieu saint, fut incendiée elle aussi. La population de Saint-Benoît s'est remise lentement de ces blessures. Le courage, le travail, la foi et le soutien mutuel ont été les instruments de reconstruction de cette paroisse.

Après de nombreuses tribulations, l'église actuelle a été reconstruite, en 1853, sur les mêmes fondations que la précédente, après certaines modifications faites aux plans et devis de l'architecte Victor Bourgeau. En 1870, les travaux pour la finition intérieure ont été confiés à Messieurs Joseph et Georges Héroux de Sainte-Anne-de-Yamachiche au coût de 50 100 livres,



Saint-Benoît.
Intérieur de l'église.



Saint-Benoît.
Extérieur de l'église.

ancien cours. Pour rehausser la qualité des offices religieux, un puissant orgue fabriqué par Casavant & Frères, au coût de 1400 \$, a été mis en place et solennellement béni le 28 octobre 1897.

À la demande du notaire Girouard et de son épouse Émilie Berthelot, les Sœurs Grises de Montréal ont accepté de venir s'occuper des enfants pauvres et des vieillards abandonnés et démunis en fondant l'Hospice Youville en 1854. Ces religieuses se sont adaptées aux besoins de la société durant les quelque 130 ans qu'elles ont servi à Saint-Benoît. Elles ont été mères des orphelins et des orphelines, éducatrices des filles et des garçons, visiteuses des malades et des pauvres à domicile, soignantes et accompagnatrices des personnes âgées, malades ou mourantes tout en participant aux joies et à l'enthousiasme des groupes impliqués dans la promotion des valeurs éducatives et sociales de la population.

Il y a eu 29 curés ou responsables depuis 1799. Il est normal qu'au cours de ces deux siècles il se soit produit de nombreux changements religieux, sociaux et administratifs. Autrefois, le curé administrait les affaires de la fabrique avec ses trois marguilliers, maintenant le conseil de la fabrique est composé de sept administrateurs accompagnés des neuf membres du conseil de pastorale.

Les besoins courants de la fabrique ont beaucoup changé. Nous n'avons qu'à souligner, comme exemples, l'existence d'un connétable ou gardien de l'église responsable du bon ordre à l'intérieur comme à l'extérieur durant les cérémonies religieuses. Il avait la responsabilité, entre autres, de surveiller la place de l'église afin que les chevaux attelés aux voitures ne soient pas dérangés ou d'empêcher les chiens, coqs et poules, cochons, etc., de s'introduire dans le temple. Que dire aussi de la dîme qui, jusqu'à 1900, était payée en grande partie avec du grain : blé, avoine, etc. Le bedeau, encore en 1860, avait un salaire annuel de 40 \$, mais il devait compléter son revenu en faisant sa propre quête par toute la paroisse !

Aujourd'hui

Devenue plus ouverte, l'Église tente, comme les individus, de s'adapter aux conditions de la vie actuelle et ce n'est pas toujours facile. Les prêtres étant de moins en moins nombreux, des groupes de laïcs apportent une collaboration importante afin de remplir certaines tâches ou fonctions qui étaient dévolues au curé ou au vicaire dans le passé. Étant donné que Saint-Benoît a toujours été reconnu pour être un endroit où l'entraide fait partie de ses habitudes et

même de sa mentalité, ses citoyens apportent leur aide selon leur disponibilité et à la manière qui leur convient.

Citons comme exemple la contribution de plusieurs personnes à maintenir un chœur de chant composé de gens dévoués et de talent. Au sous-sol du presbytère, un groupe de dames travaillent à organiser et à maintenir un ouvroir qui accommode un certain nombre de gens. Un hommage particulier doit être rendu aux nombreux bénévoles qui s'activent à apporter de la distraction et un peu de douceur aux aînés du Centre d'accueil. En 1999, un Comité a entrepris de célébrer le deuxième centenaire de la paroisse. À cette fin, il y a eu collaboration entre tous les organismes du milieu. La Place de l'église a ainsi été mise à la disposition de la population pour différentes activités. À l'église même un concert a été donné, des ornements sacerdotaux et des objets du culte ont été prêtés pour une exposition, etc. D'autres organismes, tels que le Cercle des Fermières et le Club de l'Âge d'or ont participé en compagnie des bénévoles de la Fabrique à diverses activités.

Saint-Benoît, de paroisse rurale qu'elle était, est devenue un peu plus urbaine au contact d'une population géographiquement changeante et d'une société touchée par une instruction plus poussée de sa jeunesse et par le développement des communications.

Saint-Benoît est une paroisse bien vivante qui a su s'intégrer au renouveau et qui se tourne vers l'avenir avec beaucoup de confiance et d'espoir.

Source

GASTON ST-JACQUES

Sainte-Scholastique (Mirabel)

Hier

Sainte-Scholastique est une paroisse-mère généreuse qui a donné naissance à cinq paroisses-filles: Saint-Augustin en 1834, Saint-Colomban et Saint-Hermas en 1836, Sainte-Monique en 1871 et Saint-Canut en 1887. Quelques territoires lui sont revenus: en 1831, la côte Saint-Joachim (Saint-Benoît). En 1933, quelques familles se sont installées à Sainte-Monique qui était elle-même un démembrement de Saint-Eustache et de Saint-Benoît. Elle est comprise dans le comté de Deux-Montagnes, que le géographe Jean-Paul Ladouceur préférerait sans doute voir nommé *Lac-des-Deux-Montagnes*, qui, en 1792, s'appelait «York». Au moment du recensement de 1831, le comté avait

une population de 20 000 habitants, pratiquant la religion catholique à 80%.

Deux seigneuries contiguës fournirent des lots à Sainte-Scholastique : les seigneurs Sulpiciens et le seigneur Dumont, à partir de 1780. Vingt-cinq ans plus tard, toute la paroisse sera concédée en lots. On vient de partout, mais surtout de Montréal, de l'Île-Jésus, de Saint-Benoît, de Saint-Eustache, de Sainte-Thérèse, de Terrebonne.

En 1818, les habitants se réunissent et commencent de ramasser le capital qui servira à la construction d'un presbytère-église. Ils vont déposer leurs livres et sols dans le coffre-fort de Saint-Benoît, argent qui « devait servir un jour aux bâtisses nécessaires à former une paroisse séparée de Saint-Benoît ».

Après 16 ans de persévérance, M^{re} Signay procède à l'érection (12 mai 1834) de la paroisse de Sainte-Scholastique, que le curé G. Duquet préférait écrire « Sainte-Scolastique ». Les premiers registres sont déjà ouverts depuis 1825¹⁵.

La première église est construite en 1837-1838, bénite le 18 décembre 1838 et la première messe célébrée le 21 décembre 1838. Le temple n'était pas terminé lorsqu'éclatent les troubles de 1837-1838. C'est peut-être ce qui le sauva de la destruction. Déjà trois curés se sont succédé dans la paroisse : J. P. De la Mothe, Rémi Gaulin, qui deviendra le second évêque de Kingston, et Joseph Vallée.

Le curé François Bonin est en poste au moment de la rébellion. Il est entouré du curé Jacques Paquin, à Saint-Eustache, Étienne Chartier à Saint-Benoît et Charles-Joseph Ducharme, à Sainte-Thérèse. Ces quatre pasteurs semblent avoir pris des positions différentes dans le conflit. Le 14 décembre 1837, ces curés doivent veiller des mourants, administrer des mourants, ensevelir des cadavres. Et négocier avec l'armée, apaiser patriotes et « chouyaens ». Papineau qui a « prêché » la résistance le 1^{er} juin 1837 à Sainte-Scholastique est parti. Les habitants se tournent maintenant et encore vers leurs curés.

La décennie 1940 est celle d'une restauration de la ferveur catholique. C'est d'abord le comte évêque Forbin-Janson qui vient émouvoir Sainte-Scholastique (1841), puis Chiniky (1849). Sans doute inspiré par le curé Ducharme, le curé Bonin veut créer une école de latin dans Sainte-Scholastique et une académie dans Saint-André-d'Argenteuil. Dans le même mouvement, les Marianites de Sainte-Croix ou les Sœurs de Sainte-Croix arrivent dans la paroisse en 1850. Une fille de la paroisse, Julie Bertrand, fille d'Olivier Bertrand et de Julie Welch, deviendra la première supérieure générale de cette communauté qui avait demandé de se détacher de sa province-mère en France.



Sainte-Scholastique. Devant l'ancienne église détruite par un incendie en 1964.

Les « scolastiques » ont une église mais lorsque le curé Stanislas Tassé (1879), le fils spirituel de M. Ducharme, voulut y aller de son presbytère, le feu prit chez les marguilliers : six furent excommuniés. Le tout se termina en 1881 par un arrangement à l'amiable entre les tenants de la répartition et ceux de la contribution volontaire. M. Tassé avait été précédé des curés Bonin, Plinguet, Brissette. Et il fut suivi des curés Hétu, Boisseau et Léveillé.

L'église déjà agrandie et décorée, avec les toiles de X. Renaud, fut détruite en 1964 lors d'un incendie dont fut tant affligé le curé Savage. Et Georges Duquet, deuxième curé nommé par M^{re} Frenette, s'affaira à la reconstruction. Elle fut consacrée le 25 juin 1967.

Aujourd'hui

L'expropriation des territoires de la paroisse pour l'aéroport et la création de la ville de Mirabel marquent l'histoire moderne de la paroisse de Sainte-Scholastique. De 2400 habitants, la paroisse passe à une population de moins de 1000 personnes en peu de temps. C'est la désorganisation du tissu social et religieux.

Les expropriés, impuissants et désemparés, se sont regroupés autour de leur curé, M. Georges Duquet, surnommé le « curé des expropriés » et du CIAC (Centre d'information et d'animation communautaire¹⁶).

Depuis, la paroisse fut confiée successivement à Denis Labelle, sœur Marielle Savoir, Michèle Grignon et Lorraine Rooke depuis le 8 octobre 2000.

Face à tous ces changements, et devant l'éventualité de la sectorisation, la paroisse tente de reconstruire un certain sentiment d'appartenance. Autour de son prêtre de communauté, M. Pierre Filion, en poste depuis 1993, des activités et services divers se déploient.

Le Conseil de fabrique veille à l'administration ; le conseil de pastorale sociale étudie les possibilités d'aménagement pastoral ; un comité de liturgie s'occupe des célébrations ; le SAM (Service avant mariage) prépare les couples à leur engagement ; la préparation au baptême et aux premiers sacrements est assurée et de nombreux bénévoles s'affairent à entretenir le feu et la flamme. La figure de la paroisse n'en finit plus de changer.



Sainte-Scholastique.
La nouvelle église.
Collection Jean-Pierre Joly

Source

Ida Carrière, Gérard Lajeunesse, Lorraine Rooke

Saint-André-d'Argenteuil

Jusqu'en 1821, Saint-André ne possédait pas encore d'église catholique. Les citoyens se rendaient donc souvent à l'église protestante. En 1821, une pétition fut signée, demandant à M^{re} Plessis la construction d'une église. Ce projet fut refusé.

Le premier curé qui exerça du ministère à Saint-André fut Louis Naud, alors que l'église n'était pas encore construite. Il était en même temps curé de Rigaud. Les curés de Saint-André exercèrent en même temps leur ministère à Saint-Hermas.



L'église de Saint-André
d'Argenteuil.
Collection Jean-Pierre Joly.

En février 1830, une humble requête des membres du comité catholique d'Argenteuil fut présentée en vue d'obtenir la permission d'ériger une église catholique. Cette requête fut approuvée le 30 juillet 1835. On conçoit facilement qu'on choisit pour site un terrain en amont de la rivière des Outaouais à mi-distance entre Carillon et Saint-André, quand on sait que cette église desservait à la fois les paroisses de Saint-André, Carillon et Pointe-Fortune. Le 17 mars 1836, on fit la bénédiction solennelle de l'église et on y célébra pour la première fois la sainte messe.

Le 25 septembre 1839 fut pour tous un jour de joie et d'allégresse. M. P.-L. Archambault, archiprêtre et curé de Vaudreuil, avait été demandé pour procéder à la bénédiction d'une cloche, d'un poids de 213 livres. Elle a coûté 128 piastres, les frais pour l'installer étant compris.

Le 11 juillet 1841, M^{re} Charles-Auguste-Marie-Joseph, comte de Forbin, évêque de Nancy et de Toul, primat de Lorraine, muni des pouvoirs du Souverain Pontife, Grégoire XVI pour faire des missions au Canada, donna aux paroissiens de Saint-André une retraite qui produisit beaucoup de fruits. Les paroisses voisines venaient en foule entendre ce prédicateur distingué; sa parole puissante touchait les cœurs et ramenait dans le chemin de la vertu ceux qui avaient eu le malheur de s'en écarter.

Depuis le début de la paroisse, jusqu'au mois de mai 1863, il y eut 2842 baptêmes, 422 mariages et 906 sépultures.

M. Thomas Raymond, qui fut maître de chapelle à Saint-André pendant 50 ans (1900-1950) aimait à rappeler le temps où il allait à pied tous les matins chanter la messe à la vieille église, et « l'hiver, aller-retour à la noirceur ».

En 1917, une deuxième église fut construite au village alors que M. l'abbé Henri Longpré était curé. Il est compréhensible qu'avec la population toujours grandissante, l'ancienne église qui se trouvait à une certaine distance était

devenue trop petite. Tous les citoyens de cette génération ont en mémoire l'église de briques détruite par le feu le 11 décembre 1958.

Une autre église fut construite et fut bénie le 9 avril 1961 par M^{gr} Émilien Frenette alors que le père Hospice Rivest, c.s.c., était curé. Cette église fut consacrée le 27 mai 1990 par M^{gr} Charles Valois.

Depuis la fondation de la paroisse jusqu'à l'an 2000, le service pastoral fut sous la responsabilité de 31 curés dont un, l'abbé Joseph Aldéric Dulude, fut curé pendant 31 ans. De nombreuses associations et comités animent la pastorale actuelle et participent activement à la vie communautaire dans la région.

Source

FRANCYNE CHARLEBOIS

Saint-Hermas (Mirabel)

Le territoire de la paroisse de Saint-Hermas est pris de la seigneurie du Lacs-Deux-Montagnes. C'est un démembrement de la paroisse de Saint-Benoît.

M^{gr} Signay, évêque de Québec, avait reçu de son suffragant, M^{gr} Lartigue, une pétition demandant une paroisse pour les habitants des côtes Saint-Pierre et Saint-Hyacinthe. Mais ladite requête ne fut pas retrouvée. On en fit une seconde, sans doute, et le 12 mai 1834, le décret d'érection fut signé. Le 25 janvier 1835, les habitants intéressés firent à Saint-Benoît une réunion, autour de l'abbé Jean Olivier Giroux, et procédèrent à l'élection de trois marguilliers : Jean-Baptiste Corbeil pour la Côte Saint-Pierre, Pilibert Cyr et Jean-Baptiste Raymond dit Labrosse. Ces élus allaient représenter près de 200 familles constituant le noyau initial de la paroisse.

Le premier presbytère fut construit entre 1838-1840 et le second, par le curé Calixte Ouimet (1900-1909).

Le site de l'église fut objet de cabale entre les habitants des deux côtes. On finit par s'entendre sur le terrain d'Antoine Saumur dit Mars. Il semble que l'édifice en bois avait un clocher central à un lanterneau. En 1850, on refit les murs en pierre et construisit une façade avec deux tours latérales, comme c'était alors à la mode, et pour imiter l'église de Saint-Eustache. Il ne semble pas y avoir d'architecte mais c'est l'entrepreneur J.B. Baulne qui y alla de son expérience. L'influence eustachienne est évidente, sans l'équilibre des masses. Ce temple fut béni par le curé Jacques Paquin de Saint-Eustache le 17 novembre 1836. Après les transformations de 1851, le curé Poulin présida, le 3 novembre, à la bénédiction de l'église. Quand en 1874 M^{gr} Fabre, encore



Saint-Hermas. Réparations des clochers de l'église.



L'église de Saint-Hermas.

coadjuteur de M^{re} Bourget, vint en visite pastorale, les abbés Alfred Sauvé et Antonin Nantel représentaient le Séminaire. Au centenaire fêté en retard (1937) c'est le supérieur du collège Sainte-Marie, le père Louis Lalande, qui fit le sermon de circonstance.

Il y eut 25 curés à la tête de cette paroisse, de 1837 jusqu'au curé Bernard Desjardins qui présida les fêtes du 150^e anniversaire. M^{re} Frenette nomma les abbés Jean-Paul Savage, Jean-Paul Maisonneuve (1960-1965), Émile Lauzon (1965-1966), Dalma Brisebois (1966-68) et Bernard Desjardins.

Parmi les grandes célébrations qui marquèrent l'histoire de Saint-Hermas on trouve de grandes retrouvailles en 1924. Le second événement est évidemment le centenaire célébré en 1934 et le 150^e anniversaire, célébré en 1984, et qui donna lieu à la publication d'un album souvenir.

Les écoles

En 1842, il y avait une école de fabrique. Parmi les commissaires, le curé J. Théorêt. Les autres commissaires sont Michel Lalande, Antoine Brisebois, Antoine Campeau et Isidore Joanis. J. Elie Cléroux est le secrétaire-trésorier.

En 1850, on construit une École modèle (pour les classes supérieures à la 4^e année). Parmi les premiers enseignants laïques on trouve Rosalie Barbary, Michel Cheval, Zéphérine Clairoux (1850), J.G. V. Ferrier (1857), Jérémie Sauvé (1852), Edouard Corbeil (1853). En 1889, Pacifique Nantel, le frère de Guillaume-Alphonse, député de Terrebonne à Québec, est inspecteur d'école. En 1921, arrivent les Soeurs de Sainte-Croix, sous le curé J. Ubalde Demers (1920-1929), l'historien de la région. Des laïcs continueront à collaborer avec les religieuses. En 1955, c'est la centralisation et, en 1960, la régionalisation du secondaire à Lachute. En 1969, les religieuses de Sainte-Croix quittent la paroisse dans le plus grand regret. En 1972, c'est dissolution de la Commission scolaire de Saint-Hermas et la fusion avec la Commission scolaire du Long-Sault de Lachute.

Aujourd'hui

Rattachée au diocèse depuis 1951, la paroisse de Saint-Hermas qui a 166 ans d'existence cette année a toujours pu bénéficier de l'appui de l'évêché, que ce soit dans les périodes difficiles ou dans les moments de fêtes et de grandes joies. En 1971, durant la triste période de l'expropriation, M^{re} Bernard Hubert a manifesté son appui à tous les fidèles qui furent touchés par cet épisode

douloureux. En 1994, M^{gr} Charles Valois, troisième évêque diocésain, consacrait l'église. Depuis 1997, M^{gr} Cazabon continue dans cette même tradition.

Source

FRANÇOIS GAGNÉ, président de l'Assemblée de fabrique

Saint-Jérôme (Saint-Jérôme)

Bien qu'il y ait eu une chapelle, dite Chapelle de la Rivière du Nord, depuis 1821 pour les gens de Saint-Jérôme, ce n'est que le 15 novembre 1834 que la paroisse Saint-Jérôme prendra officiellement son envol. Si pendant les quelques années qui ont précédé le décret de 1834, la chapelle était desservie par le curé Isidore Poirier de Sainte-Anne-des-Plaines, celle-ci desservirait maintenant avec son premier curé, M. Étienne Blyth, une paroisse dont l'étendue sera d'environ 6 milles (10 km) de front sur environ 18 milles (30 km) de profondeur.

Ce fut donc avec empressement que tout fut mis en branle pour doter la nouvelle paroisse d'une église et d'un presbytère. Ce fut sur un terrain, toujours près de la Rivière du Nord, offert par le seigneur Dumont qu'on construisit cette première église de 1837 à 1839. Celle-ci fut construite sans architecte par des artisans de métier qui avaient une grande expérience et qui venaient d'un peu partout aux alentours. C'était une construction simple mais élégante qui créait une impression de solidité et de permanence. Neuf curés, dont le curé Antoine Labelle, se sont succédé dans cette première église.

Avec l'essor à la fois commercial et industriel que prit Saint-Jérôme, grâce principalement au rôle dynamique et déterminant du curé Labelle et à l'arrivée du chemin de fer en 1876, il va de soi que la première église devenait trop petite pour desservir convenablement la population grandissante de la paroisse de Saint-Jérôme.

De plus, avec le rêve que caressait le curé Labelle de faire de Saint-Jérôme le siège épiscopal d'un nouveau diocèse, rêve qu'il a bien su faire partager à ses paroissiens, il se devait que cette nouvelle église fût à la hauteur de ces aspirations. Malheureusement, à cause de son décès prématuré, en 1891, le curé Labelle ne put réaliser son rêve et ce fut à son successeur, M. Lafortune, qu'incomba la tâche de faire construire cette église, en arrière de la première.

De 1897 à 1900, on s'affaira à la construction de cette deuxième et dernière église qui, par sa grandeur et son style, reflétait bien l'espérance qu'on avait



La cathédrale de Saint-Jérôme.



Intérieur de la cathédrale de Saint-Jérôme.

d'en faire une cathédrale. Ce n'est que 51 ans plus tard que cette deuxième partie du rêve du curé Labelle se réalisera.

De 1923 à 1925, premières réparations majeures au niveau du clocher et des clochetons pour des raisons avouées de solidité et de sécurité. En même temps, des travaux intérieurs ont permis d'enlever la coupole, et d'abaisser la voûte de quelques mètres.

De 1925 à 1927, grande levée de fonds pour la paroisse sous la forme d'un Jeu de la Passion, joué dans l'arène qui se situait alors juste derrière la grande église. La célébrité de cette Passion, dans laquelle le rôle principal du Christ était tenu par Hector Charland, dépassa alors de beaucoup les frontières jérômiennes. La dernière représentation de ce Jeu de la Passion fut jouée en 1928, au Forum de Montréal.

De 1953 à 1955, avec la fondation récente du diocèse, et l'église jouissant alors du titre de cathédrale, on a jugé bon de procéder à une restauration majeure de l'intérieur de l'église. Afin d'être plus à la mode, plus près du peuple, on retira la chaire de bois sculpté qui s'élevait dans la nef, on changea les autels latéraux et on transforma le chœur avec les boiseries que nous connaissons aujourd'hui. Ce fut ce qu'on peut appeler la période sombre de l'église puisqu'en modernisant le sanctuaire, on a complètement fait disparaître le style de 1925. Dix ans plus tard, ce fut le changement complet de l'autel pour répondre à la consigne de Vatican II de dire la messe face au peuple.

23 décembre 1981: autre journée sombre de l'histoire de la paroisse. Pendant que le curé Claude Charron célèbre la messe, le feu se déclare dans la voûte du chœur. Le feu se propage à une décoration au-dessus de l'autel et tombe sur l'autel juste au moment où monsieur le curé vient de s'en éloigner. Il aurait pu y passer; on dit qu'il eut chaud. Heureusement aussi, malgré des dégâts importants, les dommages se sont limités à cette partie de l'église et on a pu célébrer Noël comme si rien n'était arrivé.

De 1976 à 1996, une célèbre Fête champêtre se tenait annuellement dans le parc Labelle, face à la cathédrale, à chaque début de juin: une centaine de bénévoles y trimaient dans la joie et la gaieté pour un succès financier toujours grandissant.

Jusque vers les années 1966, les messes dominicales se succédaient et souvent se superposaient tantôt dans la « nef », église principale, tantôt dans la « crypte », le sous-sol aménagé en permanence à cet effet. C'était alors le signe d'une paroisse vivante avec une population florissante et remplie de foi. Ce n'est pas sans raison que la paroisse Saint-Jérôme est devenue paroisse-mère et

même grand-mère: Saint-François-Xavier (1925), Saint-Antoine (1944), Sainte-Paule (1946), Sainte-Marcelle (1949) et, après l'avènement du diocèse, Saint-Lucien (1951), Notre-Dame-de-la-Salette (1954), Saint-Pierre (1964), Notre-Dame (1982) sont des démembrements de la paroisse de Saint-Jérôme.

Aujourd'hui, la paroisse Saint-Jérôme ne compte plus que 9800 âmes dont une bonne partie est sans cesse vieillissante. Cependant elle est toujours aussi vivante et se veut à la fois rajeunissante, vivifiante et présente pour son milieu.

Ainsi, la place faite aux jeunes est de plus en plus grande et fait l'objet des priorités pastorales. Le sous-sol accueille maints organismes dont les scouts et les louveteaux, les Fermières, le dépannage alimentaire. Le Soup'café accueille quelque 150 personnes à chaque midi, les mesures d'insertion sociale rendent service à plus de 30 personnes régulièrement. Tous ces mouvements et organismes font du sous-sol de la Cathédrale un lieu de rencontre et d'échange plus que vivant.

À la fin de l'an 2001, la paroisse Saint-Jérôme possède une cathédrale dont l'enveloppe extérieure est entièrement rénovée et est de plus dotée d'un musée consacré au curé Labelle, le roi du Nord.

Avec son conseil de Fabrique, son comité de liturgie et autres, la paroisse, malgré ses 166 ans bien sonnés et son église centenaire, est toujours aussi jeune et accueillante et un endroit où il fait bon vivre, se ressourcer, prier et grandir.

La Fabrique est responsable de la gérance et de l'entretien du cimetière régional de Saint-Jérôme qui est très bien entretenu et qui mérite une visite.

Les cures de la paroisse Saint-Jérôme

La première église

- M. Étienne Blyth (1834-1840)
- M. Isidore Poirier (1840-1841)
- M. Patrick Burke (1841-1845)
- M. Georges-A. Thibault (1845-1855)
- M. Michel-D. Brunet (1855-1858)
- M. Isidore Gratton (1858-1868)
- M. Antoine Fleury-Groulx (1863-1868)
- M^{re} Antoine Labelle (1868-1891)
- M. Louis-J. T. Lafortune (1891-1900)



Le musée « Le roi du Nord », aménagé dans la sacristie de la cathédrale. Il a été inauguré le 24 juin 2001. Il permet de retracer les grands traits de la carrière du curé Labelle et de voir des objets lui ayant appartenu.

La grande église

M. Louis-J. T. Lafortune (1900-1901)
M. Roméo Lamarche (1901-1902)
M. François-X de la Durantaye (1902-1919)
M. J.-Adélarde-M. Brosseau (1919-1928)
M. J. Clément Geoffrion (1928-1934)
M^{gr} Émile Dubois (1934-1950)
M^{gr} Philippe Labelle (1950-1951)

La cathédrale

M^{gr} Philippe Labelle (1951-1954)
M^{gr} Laurent Presseault (1954-1955)
M^{gr} Paul-Émile Charbonneau (1955-1959)
M^{gr} Paul Labelle, (1959-1967)
Chan. Maurice Matte (1967-1975)
Chan. Claude Charron (1975-1983)
Chan. Jacques Lépine, (1983-1993)
M. Michel Forget (1993-1997)
M. André Daoust (1997-)

Source

ANDRÉ DAoust, curé

Saint-Colomban

Hier

La Seigneurie du Lac-des-Deux-Montagnes, concédée aux messieurs de Saint-Sulpice en 1717, fut agrandie en 1733. Le territoire de la paroisse de Saint-Colomban est pris de cette augmentation. Les premières planifications territoriales des Sulpiciens indiquent déjà cinq côtes, soit Saint-Georges, Saint-Nicholas, Saint-Patrick, Saint-Paul et Rivière-du-Nord. La première concession est faite le 2 mars 1819 à M. Hilaire Joubert de Saint-Benoît. Et rapidement ensuite, conséquence des famines en Irlande, arrivent les premiers Irlandais : le 24 décembre 1821 une terre est concédée à James Murphy. À partir de cette date, la population est majoritairement irlandaise et totalement catholique.

Dans la liste constituée par le curé Isidore Forget¹⁷, on retrouve ces Irlandais qui se regroupent d'abord dans le Vieux-Montréal, à Griffintown,

Pointe-Saint-Charles. C'est un Sulpicien qui s'en occupe, le père Jackson et ensuite l'abbé Patrick Phelan, lui-même sociétaire de Saint-Sulpice. L'abbé Phelan¹⁸ deviendra missionnaire dans la région de Bytown et ensuite coadjuteur de Kingston et évêque de Kingston en 1857, durant trente jours seulement. Il ne faut donc pas se surprendre que ces pasteurs irlandais sulpiciens aient dirigé des Irlandais dans l'augmentation de la seigneurie du Lac-des-Deux-Montagnes. Ils seront alors desservis par le curé Pierre-Jacques de Lamothe de Sainte-Scholastique et obtiendront un marguillier pour les représenter: il se nomme John Ryan. Il est possible que dès cette époque il y ait eu une chapelle bâtie près d'une croix de chemin.

En 1830, on se regroupe pour «pétitionner» à M^{re} Lartigue une chapelle. Parmi les pétitionnaires, le curé de la Mothe lui-même, John Phelan, des Lavery, Blanchfield, McCarthy, McEvoy, Shea, Purcell, McGarr, Kelly, Sheehan, Madden et Conway. C'est le curé Hudon de Rigaud qui procédera aux *commodo et incommodo*. La chapelle est placée sur un terrain de la veuve Sheehan (Mary Phelan, la veuve de Michael Sheehan) dans la côte Saint-Paul (la toponymie est celle empruntée de Pointe-Saint-Charles). Et c'est l'arpent de terre donné par Edward Elliott qui servira de cimetière. M^{re} Lartigue indique toutefois que cette construction ne doit pas nuire au projet de chapelle sur la Rivière du Nord.

L'abbé Naud, vicaire à Saint-Benoît, «devra prendre soin spécialement des Irlandais de Saint-Colomban» à partir de 1831. Mais voilà que les paroissiens ont décidé de construire la chapelle à un autre endroit que celui désigné par Sa Grandeur. Celle-ci s'insurge: «signifiez promptement de ma part à ces gens-là qu'ils transportent au lieu que j'ai désigné les matériaux de la chapelle commencée et que je les priverai de tout secours religieux, si mes ordres ne sont au plutôt exécutés sur ce point».

Est-ce que M^{re} Lartigue tient tête aux paroissiens en ne procédant pas à l'érection officielle? Ou M^{re} hésite-t-il à ériger une paroisse sur le territoire des Sulpiciens alors qu'il ne réussit pas à démembrement Notre-Dame sur l'île de Montréal? Ou est-ce tout simplement un oubli administratif? Toujours est-il que le décret n'a pu encore être identifié. Lorsque M^{re} Frenette arrive à la tête de Saint-Jérôme il procédera, en 1952, à une nouvelle érection.

Le fait qu'une seconde pétition est faite le 3 décembre 1831 est également curieux. Cette fois la pétition est faite à l'ordinaire, M^{re} Panet, à Québec, et c'est le curé Poirier de Sainte-Anne-des-Plaines qui préside aux *commodo et incommodo*. Mais cette demande ne semble pas connaître plus du succès. On demande d'avoir un prêtre résident (1835) et le 14 octobre de la même année



Saint-Colomban. Église.
Collection Jean-Pierre Joly.

on procède à l'élection de marguilliers. L'historien de la paroisse, M. Bourguignon, pense donc qu'à cette date il y a eu érection officielle. Parmi les marguilliers: deux Phelan et deux Ryan. Les premières inscriptions au registre se font en 1836.

Étienne Blyth, celui qui deviendra le premier curé de Saint-Jérôme, est le premier curé résident de Saint-Colomban et il s'attelle à la finition du premier presbytère tout en demeurant dans une auberge du village où le confort est si manquant qu'il suggère de faire le ministère dans une chapelle appartenant au curé Poirier de Saint-Anne-des-Plaines. Plus qu'une question de confort, il y a aussi une question de « répugnance insurmontable à demeurer avec les Irlandais ».

Il sera bien soulagé lorsqu'il sera nommé premier curé de Saint-Jérôme (17 janvier 1837). Durant les troubles de 1837 à Saint-Eustache, le curé Blyth était déjà curé à Saint-Jérôme. On sait qu'à cette occasion il ne jugea pas bon, sur l'avis de ses confrères curés, de lire au prône de Saint-Jérôme les avertissements de M^{sr} Bourget croyant qu'ils seraient inefficaces à retenir des patriotes qui étaient déjà sur les lieux de l'insurrection¹⁹. Sa conscience semble en avoir été ébranlée.

Après le curé Dolan (1838-1840), arrive John Falvey (1840-1880). Ce sera le véritable fondateur de Saint-Colomban. C'est à lui qu'on doit la construction de l'église (1853-1860). Son œuvre est indissociable de celle de sœur Saint-Patrick. Elle était la nièce de M^{sr} Patrick Phelan: elle obtint une dispense un peu extraordinaire l'autorisant à prononcer ses vœux dans la maison familiale et vaquer à ses œuvres à partir de cet endroit durant 60 ans. On doit au curé Falvey une initiative peu commune: il met sa bibliothèque à la disposition de ses paroissiens. Succéderont au curé Falvey, les curés Poissant, Cadot, Isidore Forget dit Despatis, Charles Gervais Descarries.

L'abbé Ludger Desjardins (1909-1935) reconstruisit le presbytère (le presbytère actuel). C'est sous le curé Bruno Presseault que se tinrent les fêtes du centenaire de la paroisse. Suivent les curés René Pelletier (1940-1942), Misaël Jodoin, (1942-1946) qui enseigna aux Irlandais la tradition des croix de chemin et des calvaires. Les curés Adrien Robillard et Bernard Desjardins (sous son pastorat, on procéda à l'agrandissement de l'église) furent les deux derniers curés incardinés au diocèse de Saint-Jérôme. M^{sr} Frenette nomma les curés Gérard Thiboutot, Jean Jansen. M^{sr} Hubert, Claude Massicotte; M^{sr} Valois, Roger Phaneuf et Guy Bezeau.

Saint-Colomban s'est lentement dépeuplée entre 1861 et 1951. La période la plus cruciale se situa entre 1861 et 1891 où plus de la moitié des résidents



Saint-Colomban. Groupe de prêtres et laïcs devant l'église. On reconnaît, sur la première rangée, à la droite, l'abbé Émile Dubois et à l'extrême droite, l'abbé Paul Labelle.

quittent la paroisse. Au moment de la création du diocèse de Saint-Jérôme, il n'y a plus que 320 personnes, soit environ 50 à 60 familles. Parmi toutes les causes de ce dépeuplement, il faudra retenir curieusement le développement des chemins de fer. Pour les colons des Hautes Laurentides, le train représentait une incursion vers la terre salvatrice. Pour ceux des Basses Laurentides, c'était d'abord une ouverture vers la ville. Grâce à la vapeur, la ville, l'usine, le bureau devenaient plus accessibles. Pendant que certains se servaient des voies ferrées pour s'enfoncer dans le Nord, d'autres montaient « aboard » pour s'arracher au Nord. La nouvelle vocation de Saint-Colomban allait d'ailleurs se façonner en même temps que se vivait ce dépeuplement.

Le tourisme ramena à Saint-Colomban une population saisonnière. Bourguignon dit: « Les développeurs découvrent bientôt des merveilleuses possibilités offertes par le harnachement des ruisseaux et rivières de Saint-Colomban. Ainsi se multiplieront lacs et étangs artificiels au milieu de notre présent siècle. »

Les écoles

En 1838, le presbytère sert aussi d'école. Et dès 1840 on crée cinq arrondissements d'école sur le territoire avec 5 maîtres laïques: O'Leary, Bradsahw, Kennedy, Hart, McGoey. Les premiers commissaires sont élus en 1843. À cause de leur pauvreté, des colons ne peuvent payer la taxe scolaire. On a des façons bien « irlandaises » de s'opposer aux commissaires: on sonne du cor autour des résidences des commissaires. On menace de chasser ceux-ci de leur maison.

Saint-Colomban, toujours dans l'aire d'attraction de Saint-Jérôme, aura de la difficulté à conserver son école. En 1982, on devra se serrer les coudes pour empêcher la fermeture de l'école qui deviendra par la suite l'école des Hautbois.

Source

CLAUDE BOURGUIGNON, GÉRARD LAJEUNESSE,
abbé PIERRE VAN NHUAN VU

Notre-Dame-des-Sept-Douleurs (Grenville)

À son origine, la paroisse « mission de Grenville » était formée des cantons de Grenville-Union, de Chatham et d'Harrington. Avec les années, ce territoire donnera les paroisses actuelles de Grenville, Pointe-au-Chêne, Kilmar-Harrington et Calumet.



Verrière de Marie-Marthe Gagnon-Bouchard. « La religion et la spiritualité ». 1993



L'église Notre-Dame-
des-Sept-Douleurs.
Collection Jean-Pierre Joly.

Dans ce canton qui porte le nom d'un Lord anglais, des colons irlandais et anglais étaient installés depuis 1795, Mais on peut dire que l'établissement de la mission remonte à l'ouverture du canal (1819). Canal qui évitera les Rapides du Long-Sault de la rivière des Outaouais, voie de communication et de transport pour la colonie, surtout entre Montréal et Ottawa.

La mission fut d'abord desservie par des prêtres de Montréal. Puis un prêtre de la Petite-Nation, l'abbé Jean-Baptiste Roupe, en sera le desservant jusqu'en 1827.

Lors de son départ, deux protestants sincères et influents, M. Archie Mac Millan, surnommé le « vieil abbé », et M. Pridham s'occupent activement de la venue d'un prêtre catholique résident qui, comme l'écrit le vieil abbé à M. Denis-Benjamin Papineau, fils de Joseph Papineau « viendra mettre fin au manque de christianisme²⁰... »

Arrive d'abord M. Hughes Paisly (1828-831), et ensuite M. Michael Power qui sera plus tard évêque de Toronto. En 1832, il y a, selon Joseph Bouchette²¹, une population de 1875 âmes, une école, 3 moulins à scie, un médecin, un notaire et... 3 tavernes.

En 1834, le quatrième desservant est M. Jean-Baptiste Bourassa, curé de Montebello. Il signera, le 17 février 1839, le premier registre de la desserte de Grenville lors du baptême de Joseph Sarazin, fils de M. et M^{me} André Sarazin. Les premières sépultures furent celles de Tharcille, fille de Simon Girard et d'Esther David, décédée le 15 avril 1839, inhumée deux jours plus tard. Le premier mariage fut célébré le 13 mai 1839, entre Pierre Berriet et Marie Groulx²². C'est M. Huberdeau qui sera vraiment le premier prêtre résident à Grenville (1840).

En 1847, la mission jusqu'alors rattachée à Montréal, passe au diocèse d'Ottawa sous la gouverne de M^{gr} Guigues. Période difficile. Problème de langue surtout avec le curé Byrne qui parle mal le français, langue du tiers au moins des paroissiens. Puis survient le feu de la chapelle qui provoque le « schisme à Beauchamp ». Car le choix de l'emplacement de la nouvelle église suscite une « forte polémique ». Elle entraîne plusieurs chefs de familles catholiques à tout simplement abandonner leur foi. En novembre 1862, M^{gr} Guigues procéda tout de même à la bénédiction de la seconde église sous le vocable de Notre-Dame-des-Sept-Douleurs.

C'est surtout avec le curé Joseph Gascon (1892-1913) que la paroisse devint florissante. Il fut l'homme des constructions. En 1898, on procède à l'achat de la maison de M. MacKay, qui devint le presbytère et le demeure encore actuellement. Puis ce fut la construction de la troisième église, bénite le



18 décembre 1902: c'est l'église actuelle. Il présida à l'érection canonique de la paroisse par M^r Duhamel, le 12 janvier 1901, ainsi qu'à l'érection civile de la paroisse sous le nom de paroisse Notre-Dame-des-Sept-Douleurs de Grenville.

Rassemblement devant l'église de Grenville. 1906.

Photo Ph. Coulombe, Nicolet.

Parmi les nombreux curés qui se succédèrent dans cette paroisse il faut signaler J.B. Hormidas Sauvé, un zouave qui fut blessé en Italie (1913-1921). Sa dépouille repose sous l'église actuelle. L'abbé Honoré Limoges (1921-1927). L'abbé H. J. Brosseau (1928-1943) qui pilota le projet du pont Grenville-Hawkesbury. Le seizième curé, l'abbé Eudore Thériault (1943-1957), avait la réputation d'être un grand ami des enfants. En l'an 2001, des adultes, écoliers à l'époque, en parlent encore. En 1951, la paroisse passa au diocèse de Saint-Jérôme. L'abbé Alexandre Maillé (1957-1967) fut le premier curé nommé par l'évêque de Saint-Jérôme.

La Congrégation des Prêtres du Sacré-Cœur, depuis 1967, assure la relève: les pères Van As, c.s.j., Hollandais (1967-1981), Roger Phaneuf (1981-1986), Simon Ambeault, prêtre d'assemblée (1986-1989). Sœur Jeannine Séguin, c.s.s.j., sera responsable de paroisse (1986-1992). Le père Richard Woodbury, s.c.j., est prêtre d'assemblée depuis 1990. Louise Dumontier, c.s.c., est responsable de paroisse depuis 1992.

En 1905, la paroisse est démembrée afin de permettre la formation de Notre-Dame-du-Rosaire, de Pointe-au-Chêne. En 1923, la mission de Calumet est séparée de Grenville et devient la paroisse Saint-Ludger. À partir de cette

date, la région appelée secteur ouest de Lachute compte deux dessertes: Pointe-au-Chêne et Kilmar-Harrington, et deux paroisses, Calumet et Grenville.

Pourtant, ce que l'histoire fait ou défait, le temps semble vouloir le refaire à sa façon. En août 2001, ces paroisses nées de l'immense territoire de la paroisse « mission » de Grenville redeviendront une seule grande paroisse. Elle portera un nouveau vocable et conservera trois de ces lieux de culte.

L'histoire religieuse de Grenville, village et canton, a saveur d'œcuménisme. Un reportage du journal *Le Droit*, à l'occasion du centenaire de Grenville (1976), nous apprend que « les premiers records d'activités religieuses concernent l'église anglicane. Le premier édifice religieux aurait été une église presbytérienne. Aujourd'hui, le village compte l'église catholique, une église anglicane et l'église unie. » Et comme le souligne un catholique irlandais de langue anglaise: « L'harmonie existe entre pratiquants des différentes religions. Cela n'a peut-être pas toujours été le cas, mais depuis longtemps, catholiques et protestants, anglais et français, on se respecte mutuellement, on trouve le moyen de s'accorder. »

Ce qui se vérifie jusqu'à ce jour, lors d'activités prévues par l'une ou l'autre église: les paroissiens et organismes se côtoient, échangent les services, apportent de l'aide aux démunis, qu'ils soient anglicans ou catholiques. Ils participent à des célébrations œcuméniques.

Des congrégations religieuses féminines ont œuvré à la paroisse de Grenville. Les Filles de la Sagesse y furent présentes de 1901 à 1966. Les sœurs du Sacré-Cœur de Jésus y travaillèrent jusqu'en 1994 et furent remplacées, en 1992, par deux sœurs de Sainte-Croix.

La régionalisation scolaire regroupe à Grenville les écoliers de Calumet, Pointe-au-Chêne, Kilmar-Harrington. La paroisse doit tenir compte de cette réalité dans sa pastorale d'ensemble. Surtout pour les sacrements d'initiation chrétienne.

En 1988, s'élabora un projet de Conseil pastoral régional. Des représentants de ces milieux qui se regroupent sous le nom d'équipe pastorale du Secteur ouest de Lachute planifient les activités des grandes célébrations, des soirées de ressourcement, des pèlerinages, des activités pastorale sociale.

Les paroissiens et paroissiennes de Grenville ont entendu l'invitation de M^{gr} Gilles Cazabon et veulent répondre et « penser secteur, vivre secteur, en communion de communautés », et démontrer ouverture, accueil à la nouveauté et disposition à bâtir du neuf²³.

Source

LOUISE DUMONTIER, c.s.c.



Préparation à la confirmation à l'église de Grenville. 1996.

Saint-Augustin (Mirabel)

Le territoire de la paroisse de Saint-Augustin constitue un démembrement des paroisses de Saint-Eustache, de Sainte-Thérèse et de Sainte-Scholastique.

Quatre résidents, Pierre Filion senior, Pierre Filion junior, Joseph Desjardins senior et Jean Labelle junior s'unissent pour faire don d'un terrain, le 15 mars 1838. Les quatre parcelles de terrain :

(...) faites de manière que lesdits terrains vis-à-vis les uns des autres et forment un tout de forme régulière autant que possible. Cesdits terrains sont donnés par ces présentes par lesdits donateurs pour l'érection d'une église, presbytère et dépendances à être faites sur les terrains susdits, et lesdits donateurs s'obligent à payer titre légal de donation de ces terrains pour le but ci-dessus mentionné aussitôt qu'il y aura une ou des personnes appointées par les autorités compétentes pour recevoir et accepter ledit acte de donation.

Le curé Jean-Baptiste Saint-Germain, de Saint-Laurent, se rend dans la Côte Saint-Augustin pour les *de commodo et incommodo*²⁴ (le 12 mai 1838) et M^{re} Lartigue ordonne, suite à son rapport, la construction d'une église et d'un presbytère. À cette date, Saint-Augustin est une desserte. Les registres sont ouverts le 1^{er} octobre 1838. C'est Charles-Joseph Ducharme, curé de Sainte-Thérèse, qui en est le desservant.

Le premier mariage est celui de Pierre Filion et Isabelle Giroux. Le premier baptême est celui de Marie Olivine fille de François Filiatrault et de Françoise Paquin. Ce démembrement de paroisse privait deux curés, Jacques Paquin de Saint-Eustache et Charles-Joseph Ducharme de Sainte-Thérèse, d'un bon nombre de leurs paroissiens.

On sait que les relations entre les deux hommes ne furent pas toujours très bonnes. Dans des lettres de M^{re} Lartigue (du 30 novembre 1829, du 15 juillet 1830, du 25 octobre 1830 et du 5 novembre 1830), celui-ci essaie de convaincre M. Ducharme de ne pas se mêler de la division de Saint-Eustache. Faut dire que M. Ducharme est archiprêtre; et qu'à ce titre il doit s'occuper de toutes les paroisses de la région. Le 14 juillet 1838, Ducharme se voit confier la conduite des travaux de construction de Saint-Augustin. Le curé Paquin avait été chargé de la desserte de Saint-Augustin: mais le 10 septembre 1838, c'est Ducharme qui prend sa place. M. Paquin aura bien assez de se concentrer sur les réparations de son église après le 14 décembre 1837.

M^{re} Lartigue donne un vicaire à M. Ducharme: M. De Sève qui s'occupera de la fondation de Saint-Augustin. Mais, peu de temps après, M^{re} trouve que M. Ducharme lui laisse trop de liberté avec les affaires de Saint-Augustin. Il

semble que l'emprunt fait par les syndics de Saint-Augustin n'ait pas plu à M^{re} Lartigue. Le 22 septembre 1839, M^{re} décharge M. Ducharme de sa juridiction curiale de Saint-Augustin. En 1840, 224 résidents font une demande à M^{re} Bourget (M^{re} Lartigue est décédé le 19 avril 1840) pour l'érection de leur paroisse. Ils se disent menacés: « d'être renfermés dans une répartition pour la bâtisse de l'église, sacristie et presbytère de la paroisse de Saint Eustache dont ils ont été démembrés... »

En effet, après les événements de 1837, le curé Paquin se voit obligé de tout reconstruire, ou presque. Cette fois, c'est M. Ducharme qui a commission de *commodo et incommodo*: il préside à la réunion des paroissiens intéressés. Il fait son rapport où il signale qu'il y a environ 250 terres et que ces habitants pourraient fournir à leur curé 300 minots de blé, 50 minots d'avoine et autres grains. Il y eut opposition de la part de certains résidents qui prirent Frédéric E. Globensky comme porte-parole.

M^{re} Bourget procède à l'érection de la paroisse le 18 août 1840:

(...) sans nous arrêter aux réclamations faites par quelques habitants et tenanciers des côtes Saint-Louis, Petit Brûlé, Grand Saint-Charles et Grand Chicot que nous n'avons pas trouvés suffisamment fondées...

Les églises

En 1839, l'arpenteur Emery Féré, de Saint Eustache, vient arpenter les terrains donnés pour la construction de l'église et du presbytère. Le presbytère est déjà construit avec sa chapelle attenante. Il y a un certain Neil Scott qui se trouve de l'autre côté du chemin de front, presque en face du presbytère.

En 1848, il y a requête auprès de M^{re} Bourget pour la construction d'une église et d'une sacristie. Il y a encore des dissidents de la Côte-du-Petit-Brûlé, de la Côte-Saint-Louis-des-Corbeilles, de la Côte-des-Anges et la Côte-Saint-Jean, mais, les pauvres, ils sont minoritaires. On élit des syndics et on vote une répartition. Répartition qu'on voudrait voir complétée en y ajoutant les revenus de la fabrique. C'est la solution du curé Crevier qui voudrait prendre 900 livres des revenus de la fabrique à cet effet. Mais on proteste contre cette pratique. De plus, les requérants considèrent comme illégales les nominations des marguilliers:

(...) qui ont été faites en ladite paroisse tenue le ou vers le onze de mars dernier, parce que lesdites nominations de marguilliers ont été faites sans le concours des notables²⁵ de ladite paroisse...

En 1857 on autorise le curé Théberge à voir à faire exécuter un plan de l'intérieur de l'église. Mais il faudra plusieurs années avant qu'on approuve le plan de Victor Bourgeau. En 1867, on achète un orgue. Les dîmes sont difficiles à percevoir : comme dans beaucoup de paroisses, plusieurs paroissiens ne peuvent payer en grains. Il devront donc payer 2 \$ par famille. Et tous les célibataires de 18 ans qui travaillent en dehors de la paroisse paieront 1 \$. C'est une directive qu'a voulu imposer M^r Fabre à la majorité des paroisses de campagne.

La bénédiction des cloches (le 25 septembre 1892) donne toujours lieu à un grand concours du peuple et du clergé. On peut y trouver les noms des « notables » qui, par leur parrainage, contribuent à défrayer les coûts des cloches et de leur installation. Parmi ceux-ci on trouve les noms du notaire Joseph Girouard, député fédéral (1892-1896)²⁶, et Benjamin Beauchamp, député provincial²⁷, le D^r Migneault de St-Benoit, le maire Jos. Marcotte; Ozias Duquet, Marcel Duquet le marguillier en charge, Emmanuel Paiement, l'hôtelier.

Le premier presbytère a brûlé en 1905. C'est le curé Isidore Camille Rochon (1899-1921) qui a rebâti.

Depuis sa fondation et jusqu'à la fondation du diocèse de Saint-Jérôme, 15 curés se sont succédé à la tête de la cure. François-Xavier De Sève (1838-1843). Pierre Jérémie Crevier (1843-1851). Jean-Baptiste Champoux (1851-1856). Joseph Salomon Théberge (1856-1881). Joseph Edmond Chevigny (1881-1884). Joseph Bonin (1884-1893). Pierre Arcade Laporte (1893-1899). Isidore Camille Rochon (1899-1921). Joseph Ubald Labelle (1921-1928). Joseph Eudore Charbonneau (1928-1933). Léon Verschelden (1933-1934) Alexandre Bélanger (1934-1937). Joseph Alphonse Vermette (1938-1940). Louis-Joseph Gervais (1940-1944). Jean-Baptiste Ethier (1944-1962).

Parmi ces 13 premiers, un est né à Saint-Eustache, un à Saint-Janvier, deux à Sainte-Thérèse, un à Sainte-Scholastique un à Sainte-Monique. 6 ont étudié au Séminaire de Sainte-Thérèse.

En 1962, M^r Frenette nommait le curé Philippe Labossière (1962-1965). Et en 1965, l'abbé Jean-Paul Maisonneuve devenait curé pour une période de 25 ans. M. Maisonneuve était né à Sainte-Thérèse, avait fait ses études dans le Séminaire de Sainte-Thérèse et il y fut professeur de 1945 à 1960. De 1950 à 1965, il fut curé de Saint-Hermas. Il s'est occupé de la dernière restauration de l'église en 1989-1990.

Parmi les prêtres issus de la paroisse on rappellera le nom de Joseph Duquet, un des premiers étudiants de Charles-Joseph Ducharme, l'abbé



Saint-Augustin. Église.
D'après les plans de Bourgeau.
Collection Jean-Pierre Joly.



Jean-Paul Maisonneuve.
Un quart de siècle curé de la
paroisse. Collection Jean-Paul
Maisonneuve.

Fernand Proulx, le père Gérard Proulx, p.b., les abbés Georges Duquet et Jacques Fortier.

Les écoles

Vers 1890, il y a au moins 7 écoles à Saint-Augustin. À cette date c'est Pacifique Nantel²⁸ qui est inspecteur. Les institutrices Emilie Carrière (école n° 1), Esculie Labelle, Adélia Charbonneau (école n° 3), Malvina Meloche, Régina Marcotte (école n° 6) sont engagées en 1892. Leurs salaires varient de 116 à 160 dollars.

Le 5 septembre 1897 la commission scolaire prend une importante décision: «Que la somme de onze cent cinquante piastres, dollar courant, soit prélevé sur la paroisse et municipalité de Saint Augustin afin de payer les institutrices et autres petites dépenses...»

En 1960, la paroisse a cédé, à certaines conditions, à la Commission scolaire un terrain pour la construction d'une école de 12 classes. L'école Saint-Jean-Baptiste accueille les élèves du village et de la paroisse. Des années plus tard l'école sera agrandie et portera le nom de École Prés-Fleuris. Depuis, une autre école «Clé des champs» a été construite pour accueillir une population jeune toujours grandissante.

Aujourd'hui

En 1990, une nouvelle équipe avait la responsabilité de la paroisse. M^{gr} Charles Valois donnait à Pauline Dagenais, c.s.c., le mandat de responsable de la paroisse. Les sœurs de Sainte-Croix, présentes dans la paroisse depuis 1934, logeaient dorénavant au presbytère et assuraient l'accueil et l'animation. Commençait alors cette période de paroisse sans curé-prêtre: un prêtre de communauté viendrait pour le service ministériel sacerdotal. Les prêtres Claude Massicotte, Guy Brazeau, Yvon Métras et Pierre Filion, ce dernier toujours au poste, assument à tour de rôle le ministère comme prêtre de communauté ou de secteur.

Dès 1992, s'ébauche un travail en secteur: d'abord 4 paroisses avec Saint-Benoît, Sainte-Monique et Sainte-Scholastique, puis sans Saint-Benoît, et, depuis 1999, seulement avec Sainte-Scholastique.

Avec la responsable, Michelle C. Grignon, en 1999, Lorraine Rooke, depuis octobre 2000 et le prêtre, une agente de pastorale paroissiale et un agent de pastorale scolaire forment l'équipe mandatée pour le secteur. Des équipes de

bénévoles collaborent pour l'initiation chrétienne, la préparation aux sacrements, la vie liturgique, de même qu'à l'accompagnement spirituel apporté aux malades.

L'équipe du secteur s'applique à développer les grands axes de la vie chrétienne en investissant non seulement pour la foi et la célébration mais pour devenir de plus en plus une communauté qui accueille, fraternise et s'engage dans son milieu, cela par l'appui aux projets communautaires de toutes sortes, en particulier auprès des jeunes, des démunis et des appauvris.

Source

GÉRARD LAJEUNESSE ET PIERRE FILION, prêtre de communauté

Paroisse Saint-Janvier (Mirabel)

Hier

La paroisse de Saint-Janvier est un démembrement de Sainte-Thérèse, alors que M. Charles-Joseph Ducharme est curé de cette paroisse. Le démembrement se fait en 1845, à la fin de la cure de M. Ducharme. Les paroissiens du « pays fin » trouvent de plus en plus difficile de se rendre à l'église de Sainte-Thérèse par le chemin de la grande ligne.

Un important regroupement de colons s'est installé autour de la rivière Sainte-Marie. Le village se développe près de la rivière. Les colons du sud et de Sainte-Anne-des-Plaines s'enfoncent dans le territoire parce que les bonnes terres se font plus rares. Une vingtaine d'années plus tard (1868), Antoine Labelle, curé de Saint-Jérôme, s'enfoncera encore plus avant dans les Laurentides avec ses colons pour la même raison. La terre promise aux Canadiens, français et catholiques, se trouve au Nord.

Pour remplacer une chapelle de mission, on entreprend en 1861 la construction de l'église actuelle : elle est l'œuvre d'Isidore Legault, un bâtisseur d'églises de la région de Montréal, d'après les plans de Bourgeau et Leprohon. Elle s'impose par la pureté de ses lignes et l'élégance de son clocher.

Le presbytère sera construit en 1904. Il valait la peine d'attendre tout ce temps car l'édifice est majestueux. Malheureusement, on en viendra à décider de sa destruction.

Depuis toujours, les paroissiens n'ont cessé d'investir dans ces monuments qui sont le signe de leur unité paroissiale. En 1915, les architectes Gauthier et

Daoust présentent des plans de restauration qui sont aussitôt approuvés. La dernière restauration coïncide avec les fêtes du 150^e anniversaire.

Les curés

Quinze curés se succèdent à la tête de la paroisse de la fondation à la création du diocèse de Saint-Jérôme. Le dernier, nommé par M^{gr} Paul-Émile Léger le 22 avril 1951, est l'abbé Misaël Jodoin.

L'abbé Léopold Ladouceur, vice-supérieur du séminaire de Sainte-Thérèse, est le premier curé nommé par l'évêque de Saint-Jérôme, le 8 septembre 1955. Les autres curés nommés par M^{gr} Frenette et ses successeurs sont M. Gaston Pageau, Charles-Édouard Léveillé, Fernand Proulx, Jacques Fortier.

Le curé en poste en 1999 est M. le chanoine Claude Charron, nommé le 1^{er} août 1993.

Depuis les premières écoles de rang, en passant par celles animées par les sœurs du Sacré-Cœur de Jésus, durant 50 ans, Saint-Janvier a toujours voulu offrir à sa population le meilleur de l'enseignement au niveau primaire. La paroisse fut toujours présente à cette éducation, par ses curés, par ses syndics, par ses religieuses et maintenant par ses animateurs de pastorale scolaire, 1100 jeunes peuvent compter aujourd'hui sur trois écoles primaires: Aux Quatre-Vents, À l'Unisson, De la Croisée-des-Champs.

Aujourd'hui

Le projet de l'aéroport de Mirabel a marqué la vie paroissiale. On peut parler d'avant et d'après l'aéroport. Le couloir aérien dessiné par Ottawa a bloqué le développement résidentiel alors que des territoires sont rétrocédés aux résidents et institutions civiles. Dans le sillage de ce mégaprojet, Saint-Janvier a vécu au rythme des promesses, de quelques réalisations et de quelques déceptions. Les rêves utopistes des planificateurs ne se sont pas réalisés.

Le cimetière ayant appartenu au fédéral durant quelques années et revendu plus tard à la paroisse est l'exemple le plus significatif de ce grand dérangement.

Suit un développement domiciliaire qui ne s'est pas arrêté depuis. La construction des écoles primaires est venue offrir les services de l'éducation à une nouvelle population, plus jeune, souvent sans liens avec les résidents de souche. L'amélioration du transport nord-sud (autobus, train jusqu'à Blainville,

autoroute 15) a également contribué à modifier le tissu social de la paroisse. Des usines reliées à l'avionnerie ont attiré une main-d'œuvre spécialisée. La proximité de deux cégeps fait de Saint-Janvier un territoire résidentiel recherché.

On passe d'une paroisse rurale ou semi-rurale à une paroisse urbaine. Les jeunes couples s'installent. Et commence une pratique sacramentelle pour les passages : baptêmes, confirmations, premières communions funérailles et mariages. C'est une nouvelle mentalité qui s'installe. Il y a deux solidarités : les anciens de Saint-Janvier et les nouvelles familles.

Pour la population, le curé et ses activités pastorales (à l'église, à l'école et ailleurs) deviennent des «sacrements» de la Foi. Le Centre de dépannage devient le sacrement de la présence chrétienne sur ce nouveau territoire. Les pauvres de Saint-Janvier sont dépannés : le Christ est présent. C'est le bénévolat (près de 60 personnes sont impliquées dans le Centre de dépannage) qui devient le signe de la Charité.

Saint-Janvier, une Église qui questionne

La paroisse est active, elle n'a pas de problèmes financiers. Son église est dans un état remarquable. On est étonné de constater que les paroissiens n'ont jamais permis que leurs monuments soient abimés par le temps. Ils ont consacré des sommes surprenantes à la construction, la réparation, la restauration de leur église depuis plus de 150 ans. L'esprit de communauté vit dans ce monument d'une grande élégance.

Saint-Janvier est une église solidaire de l'Église diocésaine de Saint-Jérôme. Elle a connu six pasteurs issus de cette Église : ils ont tous vécu leur responsabilité en communion avec les évêques, et la réception qu'ils ont faite à M^{re} Cazabon est dans le même esprit. Ils ont été appuyés par un laïcat qui a pris une place de plus en plus grande dans la pastorale.

Cette pastorale est soutenue par des organisations de divers types. Les unes se rattachent plus directement à la pastorale institutionnelle : les marguilliers, les animateurs de pastorale, la pastorale de mariage, le comité de liturgie, le comité de préparation aux Sacrements, le comité du Baptême, le comité consultatif du cimetière, la chorale, les bénévoles à l'accueil et au secrétariat, le Club des Jeunes, les Servants de Messe, le comité d'apostolat. Les autres sont de type social : le Comité de Dépannage, les Chevaliers de Colomb, le Cercle des Fermières. Les industriels et les commerçants de la paroisse participent à certaines activités communautaires.



Saint-Janvier. Premières communions, le 22 mai 1995, année du 150^e anniversaire. Au centre, le chanoine Claude Charron.



Église de Saint-Janvier. D'après les plans de Bourgeau. Collection Jean-Pierre Joly.

Les nouveaux résidants, de jeunes familles avec des enfants d'âge scolaire, fréquentent l'église pour les moments de passage: naissance, première communion, confirmation, mariage, funérailles. En 1998, la paroisse a présidé à 114 baptêmes, 123 confirmations, 151 premières communions, 36 funérailles, 39 inhumations et 14 mariages. Toutes ces cérémonies faites à l'église font l'objet d'une préparation catéchétique.

Source

CHANOINE CLAUDE CHARRON, administrateur paroissial

Saint-Placide

L'église de Saint-Placide surplombe le lac des Deux-Montagnes depuis 1852. C'est en 1849 qu'Adélaïde Paquette donne le terrain pour la construction de l'église, la sacristie, le premier presbytère et le cimetière. Les paroissiens, en compagnie des curés et fidèles des paroisses avoisinantes, assistent à la cérémonie solennelle d'inauguration de l'église le 10 janvier 1852. Au même moment que s'élève l'église, soit entre 1850 et 1852, les premières maisons, qui formeront le noyau villageois, se construisent. Saint-Placide est alors un vaste chantier.

L'évolution de la Place de l'église

Très tôt, le clocher apparaît comme un problème. L'eau s'infiltrait à cet endroit et cause des dégâts. D'autre part, les curés successifs constatent la mauvaise qualité de la construction du presbytère. C'est ainsi qu'en 1894, la Fabrique décide d'entreprendre la construction d'un nouveau presbytère, de brique celui-là; et qu'au début du xx^e siècle on remplace le clocher pour y installer une flèche très élancée.

En 1916, on perce une rue en face de l'église. En 1930, pour des raisons de santé publique, le cimetière, qui était dans la pente face à l'église, est déplacé à l'extérieur du village.

Le décor intérieur de l'église

En 1850, tout l'effort financier de la communauté est mis dans la construction de la place de l'église. Le mobilier et la décoration intérieure doivent attendre. Cela se fera petit à petit. En 1915, le peintre-décorateur d'église T.-X. Renaud



Église Saint-Placide.
Collection Jean-Pierre Joly.

est engagé pour réaliser «les peintures et les décorations». Ce décor est malheureusement disparu.

Les paroissiens

Au moment de sa création, la paroisse de Saint-Placide est formée d'artisans et d'agriculteurs. Mais, au début du ^{xx}^e siècle, un nouveau type de fidèle fréquente l'église: les villégiateurs s'installent à Saint-Placide, augmentant substantiellement le nombre de paroissiens durant la période estivale. Certains vacanciers plus fortunés contribuent ainsi à l'amélioration de l'église. Le D^r O'Leary en est un exemple. En 1917, il paie une partie importante de l'orgue Casavant qui est toujours en fonction.

Depuis sa fondation, la population de la paroisse est restée relativement stable et le territoire est toujours agricole. Malgré les changements apportés au fil des années au site de l'église, cet endroit fait toujours le plaisir des promeneurs puisqu'il offre toujours une vue exceptionnelle.

Pastorale

Les 1500 résidents du bout du lac des Deux-Montagnes à Saint-Placide sont pour une bonne part originaires de cet endroit. Les autres étant de Montréal ou des environs. S'ajoutent durant la période estivale un nombre équivalent de gens venant apprécier la belle nature et le paysage impressionnant.

Rencontrer ces gens, c'est découvrir leur accueil, leur joie de vivre paisiblement, leur ouverture aux autres et à l'environnement. Ils en sont fiers. D'où leur goût de conserver leur milieu accueillant, sain et plein de vie. Cela leur permet de s'y engager avec cœur. De plus, souvent les mêmes personnes se retrouvent au service de la municipalité et de la paroisse. Ils s'appliquent à bâtir des projets pouvant rassembler périodiquement toute la communauté.

Il y a longtemps qu'ils ont un Conseil de Pastorale et une chorale dynamique. Nous retrouvons d'autres personnes travaillant au secrétariat, à l'accueil pour la visite des lieux, à la catéchèse préparatoire aux sacrements des jeunes, à la liturgie du dimanche et de la semaine. Nombreux sont ceux qui s'impliquent bénévolement pour la communauté.

L'été, lors d'événements comme les mariages, les anniversaires, les funérailles, les fêtes communautaires, les gens viennent de partout. Ils sont heureux de montrer leur église, de participer aux projets et aux festivités.



Saint-Placide.
Intérieur de l'église.



Saint-Placide. Célébration
de la Saint-Jean devant le
presbytère en 1993.

En 2002, ils fêteront leur 150 ans d'existence. Ils fêteront la vie de la paroisse dont ils sont les véritables artisans.

Source

DENISE CARON ET THÉRÈSE LEGAULT

Sainte-Sophie

Désirant reconnaître les mérites du lieutenant Lacorne, on lui avait donné un territoire assez étendu au nord de la seigneurie de Terrebonne. Le 15 septembre 1774, celui-ci prend possession de la seigneurie de Terrebonne et de son augmentation Des Plaines. En 1753, Lacorne fait l'acquisition d'une autre partie du territoire au nord de sa propriété Des Plaines à laquelle il donne son nom. C'est dans cette partie de territoire que se situent New Glasgow et New Paisley. Le nom de New Paisley désignait un centre de colonisation comportant les quatre concessions de Paisley devenues aujourd'hui la 1^{re} rue, la 2^e, la route 158 et la 4^e rue.

Après le décès du Sieur de La Corne, en 1762, la seigneurie de Terrebonne et son augmentation (nom donné aux territoires qui s'ajoutent à une seigneurie déjà existante) passent aux mains de différents propriétaires. Enfin, en 1832, Joseph Masson devient le dernier seigneur de Terrebonne. Sa veuve, Geneviève-Sophie Raymond, administrera la seigneurie jusqu'à son décès en 1882, marquant ainsi la fin du régime seigneurial à Terrebonne.

Arrivée des Irlandais

Dans les années 1820-1830, plusieurs dizaines de milliers d'Irlandais abandonnent l'Irlande ravagée par les famines répétitives tout en se libérant également de la répression politique systématique exercée par les conquérants anglais. Ils se sont naturellement dirigés vers l'Amérique du Nord britannique. Les immigrants ont débarqué dans les ports de Québec et de Montréal avant de poursuivre leur exil plus avant vers le Haut-Canada ou les États-Unis. D'autres s'implantent dans le Bas-Canada et colonisent différentes régions telles l'Estrie, Les Laurentides, Lanaudière et l'Outaouais.

Dans la région des Laurentides, ils s'installent, entre autres, à l'arrière de Saint-Jérôme, dans les cantons de Kilkenny et d'Abercrombie. Dans les environs immédiats de New Glasgow, les Irlandais occupent les terres bordant la rivière Jordan, dans la seigneurie de Terrebonne, augmentation de Lacorne.

Selon un document datant de 1859, les deux tiers des paroissiens de Sainte-Sophie sont alors irlandais.

L'église

Dans les premières années, New Glasgow et New Paisley sont sous la tutelle de la paroisse Sainte-Anne-des-Plaines. En 1841, les catholiques de langue anglaise demandent à l'évêque de garder le curé Blyth à sa cure de Sainte-Anne, invoquant le grand nombre d'anglophones à New Glasgow et à New Paisley. Quelques années plus tard, en 1848, le curé de la paroisse de Saint-Jérôme, Georges Thibault, prend en charge les deux missions.

Le 20 juillet 1848, la veuve du seigneur Joseph Masson, seigneuresse de Terrebonne, fait donation entre vifs à la Congrégation catholique de New Glasgow et de New Paisley, dans sa seigneurie de Lacorne, d'un certain terrain situé audit lieu de New Paisley. Cette donation s'effectue aux conditions suivantes :

1. Qu'une église ou chapelle catholique soit construite sur le terrain donné, sous trois ans à partir de ce jour. En cas de destruction, elle devra être reconstruite sinon la donation sera annulée. Cette église devait être dénommée Sophie en son honneur et on devait y ajouter le nom de Lacorne en l'honneur du lieutenant défunt.
2. Qu'une messe basse de requiem pour monsieur Masson soit dite tous les ans à perpétuité, à compter du 15 mai qui suivra l'époque où on aura commencé l'exercice du culte religieux dans ladite église ou chapelle.

Une chapelle de 18 m sur 9 m est rapidement érigée entre 1848 et 1850. Cette même année a lieu la bénédiction de la chapelle. M^{sr} John Charles Prince, lors de sa visite pastorale en 1851, établit Sainte-Sophie en paroisse. L'érection canonique remonte au 8 mars 1862.

Le 20 juin 1862, à la suite d'une requête des paroissiens de Sainte-Sophie demandant la permission de construire une nouvelle église et sacristie, l'évêque dépêche sur les lieux son enquêteur ecclésiastique, monsieur le chanoine Hippolyte Moreau. Celui-ci déclare dans son procès-verbal :

J'ai réglé que la nouvelle église sera placée sur le terrain actuel de la Fabrique en avant de la chapelle actuelle, la façade sur la rue Masson, ou Grand Chemin, qu'elle aurait 112 pieds (34 m) en longueur, 50 pieds (15 m) en largeur, mesure anglaise et prise à l'intérieur des murs, que la hauteur des murs serait d'environ 30 pieds (9 m) au-dessus des lambourdes; que la sacristie placée en arrière aura



L'église de Sainte-Sophie.

30 pieds (9 m) par 24 pieds (7 m) à l'intérieur avec une hauteur d'au moins 12 pieds (3,65 m) entre les deux planchers, que le tout serait en pierre (...).

Les plans de l'église (5 planches) datés du 12 novembre 1864 sont signés par J.C. Auger. En 1865, le contrat de construction est donné à Léo Baptiste Ethier de Saint-Lin et le sous-contracteur est I. Emirault de Sainte-Sophie. Les travaux commencés le 29 septembre 1865 sont terminés vers la fin de 1867. De style néo-roman, l'église est très belle. La voûte représentant un ciel étoilé et enjolivée de multiples ornements a été peinte en 1891 par J. Ed. Meloche.

Deux magnifiques tableaux, peints par Henry Carey, en 1880, ornent le sanctuaire de chaque côté du maître-autel. Tout invite au recueillement et à la prière. Les stations du chemin de la croix, érigé le 10 novembre 1893, ont été offertes par différentes familles de la paroisse d'alors. On peut lire leurs noms au bas de chaque station.

Après les changements apportés à la liturgie par le concile Vatican II, la chaire a été enlevée (seul l'abat-voix a été laissé en place) ainsi que les deux autels latéraux. On s'est servi de la chaire pour faire le pied de l'autel où l'on dit la messe et pour construire l'ambon, ce qui confère à ces derniers le même style qu'à l'autel principal.

Les prêtres desservants

De 1851 jusqu'à la création du diocèse de Saint-Jérôme, Sainte-Sophie compta 19 curés, le dernier étant M. Armand Sabourin. M^{re} Émilien Frenette nomma MM. J. Moreau, L. Godbout et Vianney Dupré. Ont succédé à celui-ci, de 1974 à 1980, MM. Jean-Claude Bélanger, Pierre Groënen et le père Reid. En 1980, considérant la pénurie de prêtres disponibles pour le service paroissial, M^{re} Charles Valois nomma sœur Denise Thibodeau, c.s.c.²⁹, agent de pastorale responsable de la paroisse et l'autorisa à tenir les registres authentifiés au nom de la Fabrique de la paroisse Sainte-Sophie. Il nomma aussi comme prêtre de communauté M. Donat Boisvert.

Ont succédé à celui-ci le père Léon Zipfel, s.j., MM. Yvon Aubry et Ghislain Julien, ce dernier étant encore en fonction. En avril 1983, en vertu d'un indult à lui concédé et suite à une demande des membres du comité des baptêmes, M^{re} Valois accorde à sœur Denise la faculté de célébrer les baptêmes solennels dans la paroisse Sainte-Sophie.

Sœur Denise se rendit vite compte de l'énormité de la tâche et, en bonne responsable, elle forma différents comités de bénévoles pour l'aider : pastorale paroissiale et scolaire, liturgie, préparation aux différents sacrements, pré-

posées à l'ouvroir, etc. Vingt ans plus tard, sœur Denise est toujours en fonction et les comités sont toujours actifs. Les efforts déployés par sœur Denise ont porté fruit : un grand nombre de paroissiens et paroissiennes sont véritablement engagés dans la bonne marche de la paroisse.

Le presbytère

Le presbytère aurait été construit en 1876. Il a été rénové en octobre 1980. Entre autres choses, il a perdu sa galerie qui lui donnait tout son charme.

Centre de prière

Au fil des ans, d'autres lieux de prière se sont ouverts dans la paroisse. En 1947, M. Édouard Lamarche bâtit une petite chapelle qu'il dédia à sainte Anne pour les résidents et les villégiateurs du secteur du Lac Alouette. Au début de la saison estivale, on y chantait la messe en plein air sur le roc où est présentement bâtie la chapelle actuelle. La chapelle Saint-Joseph du Lac Brière fut bâtie en 1946, par M. David Brière. Les deux chapelles sont desservies par M^{re} Roland Guindon.

Au cours des années s'ouvrit d'abord le 29 avril 1972 la Maison de prières de Béthanie, fondée et dirigée par sœur Louise Léger, c.s.c., et plus tard, le 3 septembre 1989, le Centre Soleil Levant, centre de formation à la connaissance de soi dont M. l'abbé Ghislain Julien est le fondateur et responsable.

Les écoles

Après la fermeture des écoles de rang, les élèves du cours primaire ont été regroupés à l'école Jean-Moreau, ouverte en 1957. L'école étant devenue trop petite pour recevoir les enfants des nombreuses jeunes familles nouvellement implantées dans la paroisse, l'École Joli-Bois fut construite en 1995.

L'avenir de la paroisse

Comme toute bonne chose a une fin, sœur Denise a prévenu les paroissiens qu'elle quitterait la paroisse le 31 juillet 2000. M. Ghislain Julien termina son mandat de prêtre de communauté à la même date.

La paroisse entra alors dans une période de transition. Elle est jumelée à la paroisse Saint-Antoine, depuis le 1^{er} août 2000.

Une nouvelle équipe pastorale, en service dans les deux paroisses, établira alors les modalités de la collaboration nécessaire pour offrir le meilleur service pastoral possible.

M. Guy Guindon, curé de la paroisse Saint-Antoine, est le prêtre modérateur de cette équipe et M. Jean Dion, prêtre collaborateur, dessert la paroisse pour le ministère presbytéral.

Sources

GERTRUDE S. DE CARUFEL

Sainte-Adèle

Une paroisse de colonisation

La fondation de la paroisse de Sainte-Adèle, comme celle de tant de nos paroisses de la fin du XIX^e siècle, résulte d'une passion et d'une mystique, celles de la colonisation. Dans la région, c'est l'honorable Augustin-Norbert Morin (1803-1865) qui les incarna.

Ce journaliste efficace, cet avocat instruit, créateur de la faculté de droit de l'Université Laval, juge, politicien engagé, député presque toute sa vie, qui était Orateur de la Chambre quand le parlement de Montréal a été brûlé, qui a été deux fois premier ministre du Canada-Uni, d'abord avec Francis Hincks (1851) puis avec Sir Alan MacNab (1853), est le fondateur de Sainte-Adèle.

Il semble que c'est en 1842 et 1843 que l'Honorable Augustin-Norbert Morin, de la région de Saint-Hyacinthe, ait vu dans les Cantons du Nord un territoire de colonisation. Il était alors commissaire des Terres de la Couronne dans le gouvernement Baldwin-Lafontaine.

Sur une période de 20 ans, il acquit ou reçut des territoires immenses dans la région, dans les cantons Abercromby, Morin et Wentworth, et s'engagea dans le grand œuvre de la colonisation. Il attribua ainsi une bonne partie de ses terres à des colons qu'il aima et encouragea tout au long de la création de ce qu'on appela d'abord Morinville sur les terres de l'illustre homme politique. Un peu sur le modèle des seigneuries, il fit bâtir un moulin et assura l'infrastructure nécessaire à la vie de la nouvelle communauté.

L'homme de très grande foi qu'était M. Morin considérait que la pratique religieuse était essentielle à l'épanouissement et à l'encadrement de cette population. Il fit, malgré l'exigence de ses fonctions politiques, toutes les démarches nécessaires auprès de M^{gr} Bourget, évêque de Montréal, pour qu'il

érige une Mission. Ce que cet évêque, gagné à l'œuvre de la colonisation, fit dès le 22 septembre 1846 dans le canton Abercromby.

Des difficultés économiques habituelles dans le cadre misérable de toute nouvelle implantation colonisatrice ne permettaient pas de bâtir immédiatement une chapelle. L'Honorable Norbert Morin et son épouse Adèle Raymond mirent donc leur maison à la disposition de M. Georges-Amable Thibault, curé de Saint-Jérôme, qui devait ajouter à la tâche du clergé de sa paroisse l'obligation d'assurer aux quinze jours, en alternance avec la Mission de Saint-Sauveur, les offices du culte.

1852 : date historique de la fondation de la paroisse de Sainte-Adèle

L'érection d'une chapelle de bois fut réalisée en 1852 sur un grand terrain donné par le fondateur de Sainte-Adèle. C'est pour souligner cette générosité que la paroisse porte le nom de madame Morin, Adèle Raymond. Le premier curé nommé par l'évêque de Montréal fut M. Éphrem Thérien.

Le premier enfant baptisé dans la grande paroisse de Sainte-Adèle apparaît au registre officiel le 5 novembre 1852 : c'est Marie Adèle Miron.

Le 1^{er} janvier 1853, M. le Curé Thérien bénit la nouvelle chapelle. Le 6 février, la communauté paroissiale procède à l'élection de ses marguilliers. Ironie politique surprenante, dans le monde de M. Morin, sans doute le plus grand juriste de l'époque, ce vote devait être invalidé parce qu'il précédait l'érection canonique officielle de la paroisse. Ce document officiel d'érection canonique ne devait être remis à la paroisse et à ses commettants par M^{sr} Bourget, de ses propres mains, que le 18 juillet 1854.

Mais la population de Sainte-Adèle a toujours tenu la dispute juridique et protocolaire comme secondaire. La date de fondation est demeurée pour elle la vraie, celle de 1852.

Lorsque M^{sr} Paul Bruchési devint évêque de Montréal, il émit la décision suivante, le 29 septembre 1897 : « la désignation du Titulaire de l'église ayant été invalide quand la paroisse appelée vulgairement Sainte-Adèle fut érigée canoniquement, nous décrétons que l'Immaculée Conception sera désormais le titre liturgique de la susdite église sans que rien ne soit changé en ce qui concerne le nom civil de la localité ».

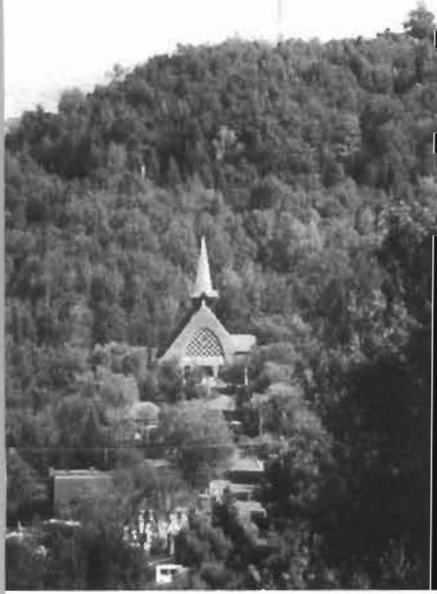
On a prétendu que cette décision reposait sur le fait qu'on n'était plus certain qu'il existât une sainte de ce nom. En 1913, M^{sr} Bruchési faisait parvenir la précision suivante à la paroisse : « Ayant reconnu que le nom de Sainte-Adèle n'est que le diminutif de Sainte-Adélaïde, nous réglons que



Église de Sainte-Adèle.
Toile de Normand Huot
intitulée « Messe de Minuit ».
Photo Michel Forget.



L'église de Sainte-Adèle en 1852.
Toile d'Isabelle Forget.
Photo Michel Forget.



L'église de Sainte-Adèle en 1999.
Photo Michel Forget.

désormais la fête titulaire de l'église sera célébrée non pas le huit décembre, comme la chose a été décidée déjà, mais le douze décembre, jour de la fête de Sainte-Adélaïde.» Cette lettre fut écrite plus précisément le 19 juin 1913.

Aussi, M^{gr} Émilien Frenette, premier évêque du diocèse de Saint-Jérôme fondé en 1951, a fait procéder à des recherches: la mère de saint Bernard de Clairvaux s'appelait Adèle et avait été canonisée. Cette découverte permit à M^{gr} Frenette de rétablir notre paroisse dans son nom d'origine par un décret du 1^{er} octobre 1969. La fête de la patronne de la paroisse serait donc célébrée chaque année le 4 avril.

Les anciens se rappellent peut-être que la magnifique chapelle, rattachée canoniquement à la paroisse, située sur le Chemin Péladeau près de l'ancienne gare de chemin de fer qu'a animé durant tant d'années la nombreuse clientèle du P'tit Train du Nord, portait le nom de Saint-Anatole. C'est pour honorer la mémoire du fils de sainte Adèle que M^{gr} Frenette a changé son nom pour celui de chapelle Saint-Bernard.

Face à cet incroyable imbroglio, les marguilliers de la paroisse, sur la recommandation des membres du Comité des fêtes du 150^e anniversaire de la paroisse (2002), ont demandé à M^{gr} Gilles Cazabon à la fin de l'an 2000 de clarifier la situation. Ce dernier a répondu favorablement à cette demande en faisant parvenir le décret suivant en date du 16 janvier 2001 :

Je, soussigné, évêque de Saint-Jérôme, après avoir dûment vérifié auprès du Prieur de la Trappe d'Oka pour une certitude absolue, que Sainte Adèle n'est en rien associée à Sainte Aleth, mère de Saint-Bernard, je décrète que désormais, la titulaire et la patronne de la paroisse concernée portera le nom de Sainte Adèle, Abbessse. Donné à l'évêché de Saint-Jérôme, le seize janvier deux mille un.

Sainte Adèle, abbesse, avait été désignée au tout début de la Mission Sainte-Adèle par M^{gr} Bourget, en 1846.

La paroisse de Sainte-Adèle aujourd'hui

La paroisse actuelle de Sainte-Adèle présente des caractéristiques intéressantes. Selon le dernier recensement, Statistique Canada fixe la population résidente dans le territoire juridictionnel de la paroisse Sainte-Adèle, en 1996, à 5837 personnes, 3015 femmes et 2832 hommes. La répartition par âge est la suivante : de la naissance à 29 ans : 30 % ; de 30 ans à 59 ans : 46 % ; de 60 à 74 ans : 17 % et 75 ans et plus, 7 %.

Cette population s'est enrichie de quelque trois cents personnes venues de pays étrangers : 85 viennent de France, 35 de la Suisse, 20 de la Belgique, du Chili ou des États-Unis.

Le français est la langue maternelle de 5145 personnes, 370 ont l'anglais comme langue maternelle, 160 personnes ont une autre langue maternelle; 3350 personnes déclarent être bilingues, 2330 personnes se disent unilingues françaises, 75 personnes sont unilingues anglaises et 25 personnes ne connaissent aucune des langues officielles du pays. Majoritairement, les gens occupent une des 1650 maisons dont ils sont propriétaires. Le nombre de logis occupés en location est de 1015.

Les champs traditionnels de travail sont rattachés à l'hôtellerie, à la restauration, au domaine touristique, à l'entretien paysager, à la rénovation et à la construction. Se sont ajoutées les nouvelles orientations du multi média, de la haute technologie, de l'Internet, et de divers domaines de travail autonome.

Selon Statistique Canada, la scolarité de la population se répartit ainsi : moins de neuf ans d'études, 660 personnes. De 9 à 13 ans d'études générales, 1605 personnes. Ayant un diplôme ou un certificat de métier, 285 personnes. Autres études supérieures non universitaires, 1170 personnes. Études universitaires, 1190 personnes.

Fierté et responsabilité

Un comité de paroissiens et de paroissiennes s'est formé, tradition oblige, pour fêter dignement l'événement du cent cinquantième anniversaire de la fondation de la Paroisse en 2002. Ainsi continuera une tradition de fierté et de responsabilité.

On a souligné le 75^e anniversaire de la paroisse en 1927 en érigeant la croix illuminée qui domine et caractérise la région, et en offrant à la population le volume de l'abbé Langevin-Lacroix : *Histoire de la Paroisse de Sainte-Adèle*. On a fêté les cent ans en 1952 en intronisant la très belle église actuelle qu'on a dernièrement remise en valeur et illuminée pour en souligner la beauté.

Le 125^e anniversaire en 1977 a été marqué par de grandes célébrations échelonnées sur toute l'année. Pour le 135^e anniversaire, en 1987, on a procédé au grand ménage de l'église grâce à la collaboration de nombreux bénévoles. L'église s'est enrichie d'une œuvre monumentale : *Murale de la paix*. Une création de l'artiste de réputation internationale, madame Mariette Rousseau Vermette. C'est également en cette année du 135^e anniversaire que le Conseil de Fabrique a été doté de son premier président laïque, M. Jean-Paul Tessier.

On a enfin souligné le 145^e anniversaire de la Paroisse en 1997, en rénovant complètement le presbytère et le sous-sol de l'église. Celui-ci devient une magnifique salle communautaire qui a été baptisée poétiquement : Les Jardins sous la Nef.

On a donc l'intention de fêter dignement le cent cinquantième anniversaire avec la population desservie par nos deux chapelles : Très-Saint-Nom-de-Jésus (lac Millette), et Saint-Bernard, ainsi qu'avec nos paroisses filles : la paroisse Saint-Joseph érigée en 1918 dans le secteur de résidence de l'Honorable Morin et la paroisse Saint-Norbert de Val-Morin érigée en 1925.

Source

MICHEL FORGET, prêtre, curé

Saint-Sauveur

Hier

Le territoire que M^{re} Ignace Bourget intégra dans la paroisse de Saint-Sauveur en 1854 était compris en partie dans l'augmentation de la seigneurie de la rivière du Chêne et en partie dans celle de Deux-Montagnes³⁰.

Ni la forêt ni les montagnes n'avaient empêché des colons de prendre la route, hache au dos, pour tenter de trouver un espace pour y construire leur cabane. Ils venaient de Saint-Jérôme, de Saint-Eustache, de Sainte-Rose, de Sainte-Scholastique, de Saint-Hermas, de Saint-Janvier et de Sainte-Thérèse. Après les troubles de 1837-1838, ils se firent plus nombreux : les Desjardins, les Paradis, Guindon, Paquin, Raymond, Demers, Fournier, Filion, Pagé, Goyer, Alary, Filiatrault, Cloutier, Mathieu, Paquette, Forget, Beaulne, Saint-Denis, Bélanger, Laurin, Constantineau.

Saint-Jérôme restait le lieu de culte le plus important. Mais quel voyage pour y amener les nouveau-nés sur les fonts baptismaux, les morts pour les funérailles et les jeunes couples pour la bénédiction nuptiale ! À partir de 1846, Sainte-Adèle compte des inscriptions à son registre. On parle, à partir de 1852, de la mission de la Circoncision desservie par le curé Thibault de Saint-Jérôme, remplacé par l'abbé Éphrem Thérien de Sainte-Adèle.

M^{re} Ignace Bourget avait établi une société de Colonisation. Et il pouvait compter, à Québec sur les députés de Terrebonne, Louis-Hippolyte Lafontaine, Augustin-Norbert Morin, et même Gédéon-Mélasippe Prévost qui fit trébucher Morin à la surprise de plusieurs (1854). Le Nord s'ouvrait à la vie.

Seize cures assurent le développement de la paroisse

L'ABBÉ GÉDÉON WATIER. Le 14 août 1853, arrive le premier curé desservant: Julien-Gédéon Watier (1853-1856). La chapelle est construite, les marguilliers sont élus, grâce à l'implication des deux desservants qui ont préparé la voie à son apostolat.

Dès 1854, on compte 101 baptêmes, 10 mariages et 25 sépultures. La vie paroissiale est en marche. L'appellation *Mission de la Circoncision*, premier nom donné par l'évêque de Montréal, est remplacée, lors du décret de l'érection canonique, donné le 10 février 1854, par celle de *Paroisse Saint-Sauveur*.

L'ABBÉ JEAN-BAPTISTE LEMONDE. M. Lemonde (1856-1859) voit à faire compléter les travaux de la chapelle, à la mise en place des bancs acquis de la Fabrique de Sainte-Rose (Laval). Avant de quitter il fait hisser dans le clocher de la chapelle restée sans voix, une cloche provenant également de la deuxième église de Sainte-Rose.

LES ABBÉS CAISSE ET DAGENAI. C'est sans bruit que l'abbé Médard Caisse accomplit son travail de pasteur de 1859 à 1864. L'abbé Thomas Dagenais qui lui succède éprouve des difficultés en arrivant à Saint-Sauveur, lui qui venait de Saint-Jérôme où il avait travaillé comme vicaire auprès d'Antoine Labelle. Secondé par son jeune frère et l'une de ses sœurs, il exerce son apostolat pendant dix ans auprès des paroissiens de Saint-Sauveur. Sa générosité est telle que l'on vient de partout pour solliciter ses faveurs.

L'ABBÉ ADOLPHE JODOIN, «LE BON CURÉ». Sous l'administration du curé Adolphe Jodoin (1874-18901), la visite paroissiale prend son véritable sens. Il trouve même temps de s'occuper des habitants établis au-delà des limites de sa paroisse, dans le canton d'Howard. Il ouvre une mission près du lac Saint-Joseph qui deviendra la paroisse Saint-Adolphe-d'Howard. Au début de 1887, son presbytère est la proie des flammes et sera complètement démoli. La vente des fenêtres et des portes sauvées du feu rapporte à la fabrique la somme de 205 \$. Sur le même site, en 1888, l'érection d'un nouvel immeuble nécessite un investissement de 3180 \$. Il a laissé le souvenir d'un bon curé de campagne.

L'ABBÉ JOSEPH GAUDET. L'abbé Gaudet ne fait que passer (1891-1893). Quittant Saint-Sauveur, il est allé œuvrer à Repentigny avant de mourir retraité à L'Épiphanie.



Saint-Sauveur-des-Monts.
L'église et le presbytère avant
1957. Photo Société d'histoire
des Pays-d'en-Haut.

LE CURÉ PHILIBERT SAINT-PIERRE, L'HOMME D'UNE IDÉE. Au cours de ses seize années d'administration, le curé Saint-Pierre accomplit beaucoup d'œuvres durables. Celle qui a le plus contribué à perpétuer sa mémoire est, sans aucun doute, la construction de l'église actuelle. Pour obtenir que de la pierre recouvre la structure, il fait appel à son talent d'orateur et sert des arguments persuasifs à ses paroissiens qui se disaient incapables de se payer une église en pierre. L'architecte en est Casimir Saint-Jean de Montréal et le contracteur G. Boileau et Cie de l'Île Bizard. La première messe y est célébrée le 6 novembre 1904 ; le 25 mai 1905, le curé procède à la bénédiction du nouveau temple.

LE CURÉ LOUIS-ALDÉRIC DESJARDINS, « LE SAVANT ». Louis-Aldéric Desjardins (1910-1915), diplômé de Rome et de Paris, arrive à Saint-Sauveur alors que l'infrastructure est en place : il se lance dans les œuvres, Ligue du Sacré-Cœur, Dames de Sainte-Anne, Enfants de Marie, Cadets du Sacré-Cœur. Il fait venir les Filles de la Sagesse à qui la Commission scolaire confie la jeunesse du village de 1914 à 1920. Il publie son *Bulletin des Laurentides* (1912-1915) et surtout, contrôle les élections municipales en amenant les candidats à se compromettre en faveur de la tempérance. Les trois buvettes du village ne disparaissent pas temporairement du paysage sans le mécontentement des hôteliers et de leur clientèle assidue.

Homme d'affaires averti, il crée la Caisse populaire où il assume le rôle de président et de gérant. Avant de quitter Saint-Sauveur, il fait ajouter des jubés latéraux dans le sanctuaire. Faute d'une relève bien préparée, la Caisse ne survit pas à son départ inattendu.

L'ABBÉ JOSEPH-UBALD LABELLE. La disette causée par le rationnement des denrées, même essentielles, due à la guerre ainsi que l'épidémie d'influenza marquent le passage de l'abbé Ubald Labelle à Saint-Sauveur (1915-1921).

L'ABBÉ JOSEPH-EUGÈNE GOHIER. Quelques années après son arrivée à Saint-Sauveur, sa paroisse est amputée d'une partie de son territoire au bénéfice de celle de Saint-François-Xavier de Lesage, maintenant Prévost (1926). Grâce à ses démarches, les Sœurs des Saints-Noms-de-Jésus-et-de-Marie viennent ouvrir, en 1927, un nouveau couvent sur une partie du terrain de la Fabrique louée à la Commission scolaire. Les religieuses érigent une maison de repos au bord du lac Millette où le service dominical fut longtemps assuré. Mélomane, le curé Gohier convainc ses marguilliers d'acheter un orgue pour rehausser les cérémonies religieuses (1927). Homme d'action, le curé Gohier développe un

nouveau cimetière et organise la translation des restes des défunts avant de fermer définitivement le cimetière adjacent à l'église (1932). C'est également sous son administration que s'élève la chapelle du lac Marois qui deviendra la paroisse Sainte-Anne-des-Lacs en 1940 et celle de Saint-Eugène-de-Morin-Heights qui sera érigée en paroisse par M^{re} Émilien Frenette en 1955.

L'ABBÉ AQUILA ÉTHIER. Il complète le développement du nouveau cimetière en y faisant ériger un oratoire. De plus, il a la joie d'accompagner à l'autel trois nouveaux prêtres dont deux sont des enfants de la paroisse: l'abbé Louis Forget ordonné en 1940, Yvon Trottier ordonné en 1943 et Roland Forget, frère de Louis, en 1944. Au terme de six années de ministère, il quitte Saint-Sauveur en laissant sa marque d'excellent administrateur.

LE CURÉ TOUPIN, LE GENTIL BOURGEOIS. Charles-Édouard Toupin accède à la cure de Saint-Sauveur en septembre 1945. À peine est-il arrivé qu'on le prie d'acheminer, à l'évêque de Montréal, une requête à l'effet d'obtenir une desserte au Lac-des-Beccscies. Villégiateurs et résidants du lac trouvent une oreille attentive à leur demande. Sur un terrain, don d'un cultivateur de l'endroit, une petite chapelle est érigée et bénite le 24 juin 1951. L'année suivante, M^{re} Émilien Frenette bénit une statue de Sainte-Thérèse de l'Enfant-Jésus qu'il déclare patronne du lieu saint.

Le curé Toupin, un peu visionnaire, veut des fêtes fastueuses pour le centenaire de sa paroisse. Pour lui, il faut donner un air de fête au temple de Dieu à l'approche de ses cinquante ans de service. Gentilhomme, son enthousiasme déteint sur ses marguilliers qui l'appuient dans son gigantesque projet de rénovation du temple de Dieu. Projet d'autant plus audacieux qu'il ne reste que peu de temps pour le réaliser. Préparation de devis, demande de soumissions, attribution de contrat, le tout bien orchestré, on arrive à temps. Durant les six premiers mois de 1953, l'église ressemble à un vaste chantier: pose de terrazo sur le parquet de la nef, de tuiles de caoutchouc sur celui du sanctuaire, installant 152 bancs en chêne rouge américain pour un total de 458 places, d'une nouvelle balustrade, d'une chaire, d'une banquette, de stalles dans le sanctuaire, de nouvelles boiseries tant dans la nef que dans le sanctuaire. Une rénovation qui engage quelque 16 000 \$. Une fortune à l'époque! Miracle ou excellente planification, tout est en place pour célébrer les cent ans de la paroisse Saint-Sauveur.

Du 12 au 19 juillet 1953, c'est la fête. Plus de 20 000 personnes visitent le coquet village afin de prendre part aux cérémonies de clôture des fêtes du



Dîner du centenaire de Saint-Sauveur en 1953. De gauche à droite: le révérend Horace Baugh; M. Alexandre Maille; M. Yvan Trottier; R.P. Roméo Beauséjour, s.j.; M. Lionel Bertrand, député fédéral de Terrebonne; M^{re} Émilien Frenette; M. le chanoine Charles Toupin, curé; M. J. Léonard Blanchard, député provincial de Terrebonne; M. Léopold Cyr, maire du village de Saint-Sauveur-des-Monts; M. le chanoine Achille Beauséjour. Dans la salle de l'Hôtel Nadeau. Photo Société d'histoire des Pays-d'en-Haut.

centenaire de la fondation de la paroisse orchestrées par le curé Charles Toupin. Un programme d'activités visant à rendre hommage aux pionniers de la paroisse et à ceux qui ont contribué à la faire progresser est mis en place. Chez les aînés, qui ne se souvient pas de la messe pontificale célébrée par M^{re} Émilien Frenette, du défilé historique auquel prend part notre évêque dans le carrosse ouvert tiré par deux magnifiques chevaux, gracieusement mis à la disposition des organisateurs par M. H.-J. O'Connell, propriétaire, à l'époque, du Mont Gabriel Club. Quelques participants au banquet de clôture réunissant quelque 300 personnes dans la spacieuse salle du Nadeau's Lodge (aujourd'hui, le complexe commercial *Le Faubourg*) parlent encore de cette journée mémorable.

Un malheureux événement affecte beaucoup le curé Toupin, lui pourtant si dynamique. Un incendie endommage sérieusement le presbytère au point de le rendre inutilisable (1957). Après cette catastrophe, le curé Toupin, qui y perd tous ses biens personnels, se retire et prie son évêque de le remplacer à la cure.

LE CURÉ ROSARIO LAURIN, «LE NOBLE». Arrivant dans la paroisse le 29 septembre 1957, l'abbé Rosario Laurin trouve une église encore scintillante de propreté. Le presbytère, il ne va pas en faire son deuil trop longtemps. À l'occasion d'une promenade dans les rues de sa nouvelle paroisse, il est frappé par la beauté d'une résidence en pierre au 91 de l'avenue Saint-Denis. Son choix est fait, c'est là qu'il va s'installer durant la période de construction d'un nouveau presbytère. Aussitôt emménagé, il entreprend des démarches pour la construction de son presbytère. En octobre 1958, un an après l'incendie, l'architecte Émilien Bujold et l'entrepreneur général Constantineau lui remettent les clés de l'actuel immeuble qui, à l'exigence du curé, lui assure un passage à l'église à l'abri des intempéries.

M. Laurin a l'honneur de saluer personnellement Son Excellence le gouverneur général du Canada, M. Georges Vanier, de passage à la pension de son ami, le duc Dimitri de Leuchtenberg, alors située à l'emplacement de l'actuelle Place 200 ayant front sur la rue Principale, face à l'avenue de l'Église.

En août 1959, après trente-deux ans de service, le Couvent Marie-Rose érigé sur le terrain de la Fabrique, à l'angle de la rue Principale et de l'avenue Filion, ferme ses portes, gardant entre ses murs le souvenir d'une jeunesse active, laborieuse et prometteuse. Un nouvel immeuble baptisé École Marie-Rose, toujours en l'honneur de la fondatrice des Sœurs des Saints-Noms-de-Jésus-et-de-Marie, attend les jeunes filles dans les locaux plus spacieux au 35

de l'avenue Fillion. Que faire du vieil immeuble? En décembre de la même année, la Commission scolaire le cède à la Fabrique qui y fait son Centre paroissial administré par un comité également chargé de cordonner les activités.

La même année, les responsables de la Société Saint-Vincent-de-Paul organisent leur première vente de gâteaux et de friandises préparés par des paroissiennes bienfaitrices. Le résultat dépasse toutes les prévisions. Quarante ans plus tard, l'activité revient annuellement et enregistre toujours des résultats mirobolants.

En avril 1969, après douze années de service qui lui valurent l'estime de ses paroissiens, l'abbé Rosario Laurin se retire à Mont-Rolland pour y mourir en 1974.

LE CURÉ JEAN ADAM, « L'OPTIMISTE ». Que de riches personnalités la paroisse de Saint-Sauveur n'a-t-elle pas connues! Comme plusieurs de ses prédécesseurs, l'abbé Adam sait conquérir ses paroissiens par son charme, sa disponibilité, son apostolat, sa présence dans le milieu. Bien qu'à son arrivée il n'ait pas eu de sacristain, ni de ménagère, il répétait qu'il n'avait eu aucune difficulté à s'habituer à Saint-Sauveur. L'abbé Ethier, vicaire depuis une dizaine d'années, l'initie au milieu.

Omniprésent, il devient le premier curé président-fondateur du club Optimiste de Saint-Sauveur en 1975. En octobre suivant, il se voit accoler le titre de lieutenant-gouverneur des clubs Optimistes de la région.

Cent vingt-cinq ans de fondation, ça se fête! Homme d'action, Jean Adam se retrouve à la tête de l'organisation générale d'une corporation à but non lucratif mise en place pour l'événement. De janvier à décembre 1978, des activités aussi nombreuses qu'intéressantes regroupent paroissiens et villégiateurs. Lors d'une cérémonie religieuse haute en couleurs, présidée par M^{re} Charles Valois, l'église est consacrée. Une plaque commémorative et les candélabres qui accompagnent les croix de la consécration témoignent encore de cette cérémonie unique dans l'histoire d'une église.

Au dire du curé Adam, la place va manquer dans le cimetière développé en 1932 par un prédécesseur, le curé Gohier. Après plusieurs années de démarches, la Fabrique, en janvier 1983, acquiert par voie d'expropriation un terrain adjacent, propriété de Helmut Hanz, homme d'affaires allemand. Six mois plus tard, M^{re} Charles Valois préside la cérémonie de consécration de la partie ajoutée à l'ancien cimetière.



Le curé Jean Adam.
Photo R. Beaulac.



Consécration de l'église de Saint-Sauveur par M^{re} Charles Valois en 1978. Photo Société d'Histoire des Pays-d'en-Haut.

Costaud et robuste, le curé Adam n'a pas peur du travail. À peine le dossier du cimetière est-il fermé qu'il doit ouvrir celui de l'église. Avec les années, le toit de l'édifice est devenu perméable, la voûte laisse échapper de « grandes galettes » de gypse dans les bancs et les murs se lézardent de plus en plus. Il faut faire quelque chose ! Oui, on veut bien, mais on n'a pas les cent mille dollars nécessaires.

Le 3 mai 1984, pour lancer une grande campagne de financement, l'église, par la plume du curé Jean Adam, s'adresse à la population et réclame son aide financière. Assuré d'une subvention du gouvernement fédéral de 200 000 \$, le chef de file mobilise ses troupes. Il lui faut recueillir au plus tôt 130 000 \$ pour exécuter les travaux qui s'imposent. Le slogan *Grâce à toi* tapisse les vitrines des commerces et des bénévoles frappent à toutes les portes. Grâce à la générosité des paroissiens et des distingués visiteurs, on amasse 130 483 \$. Argent en main, les marguilliers signent le contrat de réparation et de rénovation avec M. Pierre Travaillaud, entrepreneur général. Curé, administrateurs, organisateurs de la levée de fonds et bénévoles se réjouissent du succès et les travaux débutent.

Pendant qu'il se dépense, sans compter, pour sa paroisse, Jean Adam y laisse, jour après jour, un peu de sa santé. Le 2 décembre 1992, il est transporté à l'hôpital souffrant de troubles respiratoires sérieux. Trois jours plus tard, tel un grand chêne que l'on croyait éternel, Jean Adam est terrassé. Après 23 ans à la cure de Saint-Sauveur, il s'est retiré pour rejoindre Celui à qui il avait consacré sa vie le jour de son ordination sacerdotale.

Succéder à un homme comme Jean Adam, ce n'est pas le remplacer. L'abbé Yvon Aubry qui lui succède le 31 juillet 1993 en sait quelque chose. Ce prêtre doit faire face à une crise de mutation à laquelle il n'est pas préparé. Un an après son intronisation, les paroissiens apprennent que leur nouveau curé démissionne, ne voulant pas, selon ses paroles, être la cause d'une division au sein de la communauté.

M^{re} GEORGES BLAIS, 16^e CURÉ. M^{re} Georges Blais est accueilli par les paroissiens en août 1994, année du 90^e anniversaire de notre église. Pour souligner l'événement, le curé bénit une nouvelle pierre angulaire porteuse du millésime 1904, remplaçant la pierre originale disparue, sans doute cachée par le perron de la façade maintes fois réparée depuis sa construction. Que de souvenirs les paroissiens et paroissiennes n'ont-ils pas ravivés lors d'une rencontre à laquelle ils avaient été conviés pour souligner ce 90^e anniversaire ! Pour compléter la journée et faciliter les échanges de souvenirs, les partici-

pants s'attardent devant une série de photos de l'église prises à diverses époques.

Chaque année, depuis 1995, la Fabrique tient son tournoi de golf bénéfique durant le mois de juin. Deux fois, les revenus servent à réparer les cloches qui, depuis 90 ans, annoncent à grandes envolées les événements heureux et malheureux des paroissiens. L'orgue, dont la qualité sonore s'est grandement améliorée, doit un merci aux habituels golfeurs. Depuis, les sommes recueillies sont versées au fonds du patrimoine créé pour réaliser les projets de réparation et de rénovation du temple bientôt centenaire. La réfection de la grande fenêtre de la façade a été rendue possible grâce à ce tournoi annuel.

En 1995, l'abbé Claude Dion, vicaire à mi-temps, quitte le presbytère. Odette Deslauriers, agente de pastorale depuis 1994, chargée de préparer les enfants aux sacrements, se voit ajouter le dossier des baptêmes.

Donnant suite à une vieille tradition, M^{re} Blais assure la continuité des messes de la veillée de Noël à Saint-Sauveur. Avec la collaboration des marguilliers, année après année, il en planifie l'organisation. Pour bien desservir résidents, villégiateurs et touristes, il ne faut pas moins de six messes. Plus d'un mois avant la veillée de Noël, toutes les places sont réservées dans l'église paroissiale. Même du mont Saint-Sauveur, dans la vallée, nous arrive l'écho des airs de Noël que la chorale dirigée par Marcel Bélisle exécute avec brio.

Depuis août 1999, la paroisse bénéficie des services de monsieur Cyril MacNeil, stagiaire. Résidant au presbytère, il se prépare au sacerdoce. Il œuvre en notre milieu, trois jours par semaine, et consacre les deux autres journées aux malades de l'Hôpital de Saint-Jérôme. Entre autres dossiers, en notre milieu, il collabore au sacrement du baptême et autres sacrements d'initiation chrétienne.

Près de cent cinquante ans après l'arrivée des premiers colons sur notre territoire si revêché, nous sommes à même de dire que le défi de la nature a été relevé. Le travail assidu, le courage persévérant, la foi solide des curés qui se sont succédé, des colons et de leurs descendants ont produit l'œuvre durable qu'on appelle la paroisse de Saint-Sauveur.

Source

M^{re} GEORGES BLAIS, curé

Saint-Joseph-du-Lac

Hier



Église de Saint-Joseph-du-Lac.
Collection Jean-Pierre Joly.

Les tenanciers de la Côte-Saint-Joseph sont déjà divisés en 1834 : les uns appartiennent à Saint-Benoît (fondée en 1799) et d'autres à Saint-Eustache (fondée en 1769). Les côtes sont dures et pénibles, les routes marécageuses pour aller à Saint-Benoît. Et les belles flèches de Saint-Eustache sont attirantes. Les propriétaires ont commencé de suivre leurs instincts : ceux qui sont fidèles au décret continuent d'aller à Saint-Benoît. Ceux qui sont un peu pour la tradition vont à Saint-Eustache. Quand il faut payer, plusieurs paient aux deux endroits, et d'autres ne veulent pas payer du tout, ni à Saint-Benoît, ni à Saint-Eustache. Et ils ne voudront pas payer plus au Patronage de Saint-Joseph. Et plusieurs croient qu'un jour il faudra bien se donner une église, un presbytère et un curé. Une seule chose réunit tout ce monde : ils sont de la Seigneurie de Lac-des-Deux-Montagnes, censitaires des Messieurs de Saint-Sulpice.

Leurs Grandeurs de Québec et Montréal ont tenté de mettre grand ordre à tout ce casse-tête en 1834 : au mois de mai, les décrets pleuvent : le 7, le 9, le 10, le 12. Ils précisent les frontières de la Côte-Saint-Joseph, de Saint-Eustache, de Sainte-Thérèse, de Saint-Benoît et Sainte-Scholastique et de Saint-Hermas.

Ils tiennent vivants une centaine de feux, soit à peu près 800 personnes. Les curés les voudraient bien au pied de la chaire. Les députés dans leur parti. Les notaires, à leur étude. Les médecins parmi leurs clients. Et quelques révolutionnaires derrière leurs drapeaux. On s'arrache les propriétaires du rang des Musiques.

Suivons à la trace un propriétaire typique du rang : M. Joseph Labelle. Le 7 novembre 1831, il a signé une pétition à Sa Grandeur Claude Panet pour être détaché de Saint-Benoît et rattaché à Saint-Eustache. Ils sont 40 tenanciers comme lui qui préfèrent Saint-Eustache. Et l'année suivante, le 20 novembre 1832, il récidive et insiste. Mais ils ne sont plus que 32.

Si les tenanciers ne s'entendent pas, les commissaires envoyés par Leurs Grandeurs non plus : M. Boissoneault est d'accord avec M. Labelle. Mais le commissaire Joseph Archambault se range à l'avis des défenseurs de l'intégrité de Saint-Benoît. Les curés s'en mêlent : le curé Jacques Paquin trouve que M. Archambault a jugé sans entendre les plaignants. Il argumente comme il dit, « pied-à-pied » et ne croit pas qu'on doit respecter les limites des seigneuries. Mais les pétitionnaires ne participaient pas plus aux rencontres de leurs opposants que les opposants à celles des pétitionnaires.

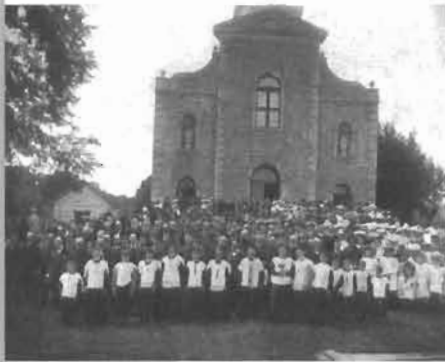
M. Joseph Labelle est inquiet : il a vu les politiciens arriver dans le décor. Le notaire Jean-Joseph Girouard (1794-1855), député de Deux-Montagnes, et le docteur J.O. Chénier qui défend les intérêts de Saint-Benoît. On commence à brandir la menace du recours au pouvoir civil. Le troisième commissaire, l'abbé Antoine Tabeau, nul autre que le vicaire général, se présente. Il se range du côté de ceux qui veulent se détacher de Saint-Benoît (mai 1833). Et Joseph Labelle signe une troisième fois : les requérants sont passés à 44.

Mais les troubles de 1837-1838 arrêtent la querelle. Elle reprendra en 1847, à l'arrivée de Sa Grandeur Bourget quand un groupe de tenanciers font une première requête pour l'érection d'une paroisse distincte de Saint-Benoît et Saint-Eustache. M. Joseph Labelle reprendra la plume et fera son X pour que cela ne se fasse pas tout de suite. Il propose qu'on attende que les Sulpiciens concèdent une centaine de lots. Alors ce sera plus prudent de créer une paroisse. Ils sont 45 prudents comme lui. Quatre ans plus tard, en 1851, seconde supplique signée par 94 habitants, englobant 1020 âmes, 585 communiants. Pleins d'ardeurs, ils promettent 120 livres de dîme. M. Labelle a maintenant changé d'opinion et il signe cette fois. Mais deux ans passent sans que le décret ne soit émis à exécution : alors, le 5 avril 1853, il faut retourner mettre sa croix. M. Labelle est toujours là.

Le décret d'érection est émis le 4 octobre 1853. Le Patronage Saint-Joseph existe... sur papier. La résistance n'est pas morte. Le curé Florent Bourgeault, le premier curé, n'arrive que trois ans plus tard, le 22 septembre 1855 : M^{re} Bourget ne veut pas envoyer ses curés dans le vide et sous pauvre toit. On loue une maison et le loyer a peine à être payé. Et pourtant dès le 23 octobre 1854 on avait dressé un contrat pour la construction d'une chapelle : tout avait été prévu dans le plus petit détail. On parlait d'une construction qui aurait coûté 6600 livres. Ce n'est pas que Joseph Labelle soit hésitant : il est syndic. Mais comment payer une telle somme ? Par répartition ou par cotisation volontaire ?

On assiste toujours à la messe dans la chapelle-presbytère où Joseph Labelle a acheté le banc n° 17 pour neuf livres et dix sous. En 1875, cette chapelle-presbytère est en ruine : Joseph Labelle signera une requête pour la construction d'une vraie église.

Le curé Bourgeault, en 1856, poussera son monde vers la répartition pour la construction d'un presbytère qui devrait coûter 549 livres, neuf chelins. Après tout, l'évaluation totale de la paroisse est de 239 676 livres. Chaque propriétaire devra payer 2 livres, cinq chelins, dix deniers par cent louis.



Saint-Joseph-du-Lac. Cérémonie commémorant le cinquantième de la paroisse en 1905. Dans la première rangée, au centre, le curé Georges Charrette.
Photo Collection Ronald DuRepos.

Joseph Labelle a un lot de 96 acres pour une valeur de 350 louis et fera donc une contribution de 8 livres et 5 deniers.

Le curé Bourgeault partira en 1859 et l'église ne sera pas construite. Trois curés s'échineront sur le problème. Il faudra attendre le curé Norbert-Alphonse Valois (1878-1889) pour passer aux actes. Le 15 août 1880, les syndics demandent de construire un presbytère, à la suite du rapport du père Joseph Michaud, c.s.v., et une église. Ce qui donnera lieu à l'érection d'un magnifique temple, sur les plans de Victor Bourgeau et du père Michaud, d'après le modèle de Saint-Norbert-de-Berthier. Et Joseph Labelle signera le procès-verbal de la bénédiction de la « Joseph, Norbert, Alphonse », une belle cloche.

Mais encore fallait-il la finir, cette église : en 1888 Joseph Labelle signera un avis spécial pour qu'on finisse les travaux et qu'on engage François-Xavier Meloche (1855-1914), un artiste élève de Napoléon Bourassa. Elle fut bénie par M^{sr} Fabre le 21 août 1895. On ne sait pas si M. Joseph Labelle était présent à cette bénédiction. Sa première signature, au bas de toute cette affaire, datait de 1831. Plus d'un demi-siècle d'efforts constants ont dû rendre heureux, ici-bas ou au paradis, M. Joseph Labelle.

Aujourd'hui

La population de la paroisse Saint-Joseph-du-Lac, entre 1825 et 1951, connaît des variations intéressantes. En 1825, on compte 736 personnes. 25 ans plus tard, environ 1000 habitants et cette population s'en va en augmentant de 1851 à 1871. Elle chute ensuite légèrement à partir de la crise économique de 1873-1879 pour atteindre un bas niveau en 1931 : 1118 personnes. Pendant la guerre, la population augmente et passe à 1400 en 1941. En 1951 elle est encore assez stable avec 1500. Après le démembrement de Pointe-Calumet et la création de Marie-Médiatrice par M^{sr} Léger, elle se maintient et atteindra 2200 en 1980.

En 1944, M. le curé Jasmin, que la génération actuelle a bien connu et apprécié, entre en fonction. Dès son arrivée, celui-ci doit s'occuper de la rénovation de l'église et du presbytère. C'est en 1952 que les marguilliers en place, MM. Alphida L'Écuyer, Ubald Ladouceur et Eugène Trottier, fixèrent une répartition au montant de 30 000 \$ afin de faire le grand ménage de l'église. C'est l'architecte Lucien Robillard qui guida les travaux.

Le centenaire de la paroisse fut célébré en 1955, par des fêtes grandioses, rehaussées par la présence de S.E. le cardinal Paul-Émile Léger. Les années qui suivirent furent surtout marquées par le renouveau liturgique. Conséquem-

ment, sur le plan architectural, l'intérieur de l'église subit les modifications que l'on connaît aujourd'hui. Sous l'égide du curé Marcel Paquette, la rénovation extérieure consista à réparer la toiture et rafraîchir les boiseries. Elle fut entreprise en 1978 et se termina la même année.

En 1980, on a célébré le centenaire de la construction de l'église : le curé de l'époque, M. Denis Labelle, tenait à ce que l'église revête un aspect neuf pour cet anniversaire. Les coûts furent payés par des souscriptions volontaires et par la vente de la terre appartenant à la Fabrique. Les marguilliers en place étaient : M^{mes} Denis Brossard et Angèle Lafrance, et MM. Joseph L'Écuyer, Gaétan Dumoulin, André Lacroix, Martial Dumoulin, Athanase Joannette, André Legault, Raoul Gallant, Olier Vaillancourt et Yvon Cataphard. Ils furent responsables de l'organisation des fêtes du centenaire.

Dans les années 1980, il se construit 500 nouvelles maisons, principalement dans le secteur situé près de l'autoroute 640. La population passe alors à près de 5000 habitants.

En l'an 2000, la Fabrique bénéficie d'une subvention de 30 000 \$ de la part du gouvernement du Québec, dans le cadre du programme pour la sauvegarde du patrimoine religieux. Cette somme ira à la construction et l'installation de nouvelles portes et fenêtres à l'entrée de l'église. Ces portes sont une copie exacte des portes d'origine.

Source

GÉRARD LAJEUNESSE, SERGE GILBERT, responsable de la paroisse, RONALD DUREPOS. D'après Jean-Paul Ladouceur, directeur des *Cahiers d'histoire de Deux-Montagnes*, vol. 3, n° 5, octobre 1980; et J. Urgel Demers, *Esquisse monographique de la paroisse du Patronnage de Saint-Joseph-du-Lac*, F.E.C., Montréal, 1960, 152 pages.

Saint-Philippe (Chatham)

Hier

Saint-Philippe est située au centre du comté d'Argenteuil et couvre presque tout le canton de Chatham, sauf Brownsburg. Chatham a été créé le 13 juillet 1799 et érigée en municipalité le 1^{er} juillet 1845. Il s'agit d'une superficie de 242,19 km², soit l'équivalent de Harrington et un peu moins que Grenville. Sa frontière sud est constituée par l'Outaouais.

Le premier colon, Levi Levitt, s'y installe vers 1820 et les premières familles sont anglaises, irlandaises ou écossaises. Les premiers « Canadiens » portent



Église Saint-Philippe.

des noms comme Trudeau, Sarrazin, Leclair, Saintonge, Poirier, Bellefeuille, Raymond-Labrosse, Bricot-Lamarche, Lacasse, Desjardins, Lalande-Latreille, Leblanc, Laurin, Blais, Mauricette, Laurence, Pilon, Foucault, Rochon, Giroux, Ouellet, Carrière, Cléroux, Robert, Morin, Lapointe.

Le premier desservant viendrait de Saint-André. Ou même de Rigaud. Il vint aussi des desservants de Grenville. Le 7 décembre 1853, les syndics de la Muddy Branch³¹ (petite rivière qui se jette dans la rivière du Nord à Lachute) demandent à M^{sr} Guigues la permission de faire une répartition des coûts de la construction d'une église. Un terrain fut donné par Joseph Leclair. Cette chapelle en brique³², construite en 1855, et qui servit au culte jusqu'en 1889, fut ensuite récupérée par un marchand. On a conservé la croix de fer comme souvenir dans le sous-sol de l'église actuelle.

Saint-Philippe ne s'est pas installée au bord de l'Outaouais parce que le sol était beaucoup moins propice à l'agriculture sur le bord de l'Outaouais qu'au centre du canton.

M^{sr} Eugène Bruno Guigues, premier évêque de Bytown et ensuite Ottawa, procéda à l'érection de la mission en paroisse le 24 janvier 1856. Il y avait eu requête officielle le 20 décembre 1855, les *de commodo et incommodo*³³ ayant été vérifiés par le père Médard Bourassa, o.m.i. Les avis avaient été affichés aux portes des églises de la chapelle de Saint-Philippe et de Notre-Dame des Sept-Douleurs de Grenville, et les intéressés furent convoqués le 10 janvier 1856 à 10 heures. Le père Médard Bourassa fit son rapport le 15 janvier. Il n'y eut pas d'opposition écrite, précise le décret, mais «la Congrégation a mentionné environ une dizaine d'habitants que l'on regardait comme opposants».

On y précise :

Mais comme le présent décret est seulement ecclésiastique, et ne peut avoir d'effets civils qu'autant qu'il sera confirmé par une proclamation de Son Excellence le Gouverneur Général sous le grand sceau de la Province, nous laissons au jugement et à la sagesse des Catholiques de cette Paroisse le soin d'étudier s'il est dans les intérêts de demander, d'après les formes voulues en pareil cas à Son Excellence le Gouverneur Général l'érection civile de la nouvelle paroisse canonique.

Les paroissiens obtinrent cette érection civile le 6 août 1861.

Parmi les prêtres qui vinrent desservir la mission on trouve le nom de Gédéon Huberdeau (1842-1848), le père Auguste Médard Bourassa (1848-1852)³⁴ et deux autres oblats : les pères Joseph Henri Tabaret et Alexandre-Jean-Ovide Trudeau.



Église Saint-Philippe. Le retable.

Le premier curé fut M. Arthur Mignault (1857-1858). Pierre Godin-Chatillon, né à Sainte-Scholastique, fut curé de 1886 à 1894. C'est lui qui fut responsable de la construction de l'église actuelle sur un terrain qui avait été acheté du temps du curé Mignault (le 3 février 1859). Lorsque M^{re} Frenette prit la direction du diocèse de Saint-Jérôme, l'abbé Louis-Philippe Montour était curé de la paroisse. M^{re} Frenette nomma successivement l'abbé Gaétan Vinet, Jean-Paul Giraldeau, Paul Émile Perron, Charles Édouard Gougeon. M^{re} Valois nomma Émile Lauzon, le Père Richard WoodBerry et Guy Bezeau. Sœur Constance Lacroix fut coordonnatrice et animatrice de la paroisse d'août 1985 à octobre 1987. Parmi les prêtres desservants ou vicaires, on trouve l'abbé André Saint-André.

L'église

C'est le curé Pierre Godin-Chatillon qui présida à la construction de l'église actuelle et la permission de construire fut donnée par M^{re} Thomas Duhamel le 23 juin 1881. Ce sont les architectes Perreault-Mesnard qui dessinèrent l'extérieur du temple³⁵, les mêmes qui construisirent quelques années plus tard l'église de Sainte-Thérèse-d'Avila. La première pierre fut bénite le 15 mai 1888. On mit 7 ans à ouvrir le chantier car on s'inquiétait du coût élevé de la construction. On a même changé d'architectes pour avoir un plan moins coûteux. On note, à cette cérémonie, la présence du curé Stanislas Tassé de Sainte-Scholastique, du curé de Saint-André, du curé Sauvé de Grenville et du directeur du Collège Bourget.

L'intérieur de l'église et de la sacristie ne fut terminé qu'en 1891 et l'architecte Venne se joignit alors à Perreault-Mesnard. Les boiseries sont de Ph. Boileau et les peintures de F. Ed. Meloche. Cette église est considérée comme ayant une valeur patrimoniale. On construira ce temple grâce à des réserves de la paroisse et à une répartition.

Les écoles

La première école fut bâtie sur la terre de Napoléon Pilon. C'était une école de la Commission scolaire dissidente catholique de Chatham, régie par trois syndics. En 1894, il y avait 6 écoles. Les Sœurs de Sainte-Croix dirigèrent l'école du Sacré-Cœur de 1955 à 1972.



Intérieur de l'église
Saint-Philippe.

Source

ABBÉ CLÉMENT LAURIN

Saint-Canut

Hier



Saint-Canut. Église.

Sur le territoire de la seigneurie des Deux-Montagnes, un groupe de colons, desservis jusque-là par la paroisse de Saint-Jérôme et la paroisse de Sainte-Scholastique, font parvenir, en 1856, à M^{re} Ignace Bourget, une pétition demandant la création d'une nouvelle paroisse. L'évêque, selon la procédure canonique, envoie son commissaire, le chanoine Hippolyte Moreau, qui, suite à la rencontre des pétitionnaires, le 28 janvier 1857, fait à son ordinaire un rapport favorable.

Il n'en fallait pas plus pour réveiller une autre partie des colons : dans une contre-requête datée du lendemain, soit le 29 janvier 1857, 65 opposants signent un document. Ce sont surtout les Irlandais de la Rivière-du-Nord qui ont fait des sacrifices pour bâtir l'église de Saint-Colomban (érection en 1835).

Y a-t-il là querelle de race? Difficile à dire, mais il faut signaler que les premiers pétitionnaires se sont rangés derrière un Écossais francophone, Alexandre Mackenzie : ils ont pour noms Corbeille, Longpré, Jannot, Charbonneau, Viau, Miron, Ouimette, Barcelo, Moris dit Lafontaine, Gratton, Lauzon, Valiquette, Trudelle, Chartier dit Robert, Desjardins, Roy, Caron, Vézeau, Reoupelle. Pour montrer la fermeté de leur engagement et convaincre M^{re} Bourget, ils hypothèquent leurs avoirs et garantissent un revenu minimum au curé. Argument auquel ne peut résister M^{re} Bourget, qui émet le décret d'érection.

Selon la famille Mackenzie, le curé Antoine Labelle de Saint-Jérôme aurait célébré une première messe dans la maison ancestrale qui existe toujours au 15 071, rue Mackenzie.

Mais commence alors une opposition qui durera près de vingt-cinq ans, période durant laquelle on ne réussit pas à s'entendre pour la construction d'une église et d'un presbytère. Ce n'est qu'en 1883 que de nouveaux pétitionnaires s'adressent à M^{re} Charles-Édouard Fabre pour demander l'autorisation de construire une église. À nouveau, l'ordinaire envoie son commissaire, le curé Tassé de Sainte-Scholastique, qui cette fois plante une croix sur la terre d'Eusèbe Bigras. M^{re} Fabre choisit un autre commissaire, M. Vaillant, qui lui se laisse convaincre par le groupe de Mackenzie. Cette fois, c'est décidé : l'église s'élèvera sur le terrain d'Alexandre Mackenzie. Celui-ci avait déjà donné le terrain (1^{er} mai 1858) à la corporation épiscopale de Montréal, à



Saint-Canut. Intérieur de l'église. Au-dessus du maître-autel, une toile de F. E. Meloche représentant le martyr de saint Canut, roi du Danemark.

condition qu'il serve pour la construction de l'église. Mais l'acte ne fut signé que le 17 septembre 1886. M. Mackenzie est tout de suite nommé syndic.

Un premier curé est nommé: M. Vitalien Dupuis. On ouvre les registres et on fait approuver les plans de l'église.

Le prix des travaux et le choix du contracteur ne furent pas plus faciles. On choisit d'abord Athanase Lauzon comme contracteur, après avoir fait passer le devis de 12 000 \$ à 6500 \$ pour l'église et 2000 \$ pour le presbytère. Mais comme Lauzon fait défaut aux conditions posées dans le contrat, on choisit Boyd après avoir porté le coût de l'église à 7000 \$, incluant la sacristie. On emprunte du Crédit Foncier Franco-Canadien créé par Chapleau et on transfère à l'institution financière la répartition.

Dans un tel contexte, la collecte des revenus du curé n'est pas facile: en 1887, M^{re} Fabre devra y aller d'un mandement spécial aux paroissiens de Saint-Canut sur la dîme. Pour ceux qui n'ont ni grains ni foin, elle sera de 2 \$ par famille. Quant aux personnes âgées de 18 ans, salariées et vivant à Saint-Canut en dehors de leur famille, elle sera de 1 \$ par personne.

Aujourd'hui

De 1886 à 1987, Saint-Canut a connu 18 curés. En 1987, on décida de célébrer le centenaire de la construction de l'église. Ce qui permit de rappeler que les Sœurs de Sainte-Anne étaient arrivées à Saint-Canut en 1954. Elles y sont demeurées jusqu'en 1968.

En 1982, le curé Jean D'Avila Prévost organisa les fêtes pour commémorer le 125^e anniversaire de la paroisse. En 1984, l'église eut droit à un grand ménage. On repeignit les murs, on isola les murs et la toiture. On restaura le chemin de croix original qui orne maintenant les murs de l'église. On posa un plancher de bois franc, on refit le perron et le terrassement devant l'église. En 1987, pour fêter le centenaire de la construction de l'église, on imprima l'album de l'histoire de Saint-Canut et celle des plusieurs familles de Saint-Canut.

Le 1^{er} juin 1988, le chanoine Viateur Raymond, de concert avec les marguilliers, réussit à obtenir l'autorisation de M^{re} Charles Valois d'annexer une partie du Chemin de la Rivière-du-Nord qui appartenait à Saint-Colomban. Les lots des cadastres 1 à 24 appartiennent désormais à la paroisse de Saint-Canut. À cette époque, 300 familles résidaient dans la paroisse de Saint-Canut et 1100 familles appartenaient à la paroisse de Saint-Colomban. La paroisse s'est beaucoup développée depuis qu'on a procédé à la rétrocession de



Saint-Canut. Le presbytère bâti en même temps que l'église, en 1887.



Saint-Canut. Célébration de la Saint-Jean, 24 mai 1997. M. Rémi Boulet personnifiant saint Jean-Baptiste. L'abbé Jacques Fortier, célébrant.

plusieurs terres qui avaient été expropriées pour la construction de l'aéroport de Mirabel.

Source

FLORENCE LECOT-PAQUETTE

Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson

Hier



L'église Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson.



Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson. Baptême de Sarah-Ève Foisy-Chouinard. L'abbé Michel St-Denis, les parents, Annie et Sylvain, le parrain et la marraine, Benoît et Chantal.

Dès 1864, monsieur l'abbé Marcel Mireault desservait la mission dans une petite chapelle temporaire. En 1866 une première chapelle fut construite à l'arrière de l'église actuelle. M^{re} Bourget a érigé canoniquement la paroisse en 1867.

En 1868, une autre chapelle fut érigée au 10^e rang. Enfin, à l'automne de 1871, au centre même du village, face au lac Masson, on construisait « en corvée » la première église. Le terrain occupé par celle-ci ainsi qu'un immense lot de terre furent généreusement donnés par l'Honorable Édouard Masson.

Déjà, en 1875, sept cents âmes formaient la jeune paroisse de Sainte Marguerite-du-Lac-Masson. En 1906, les Sœurs de la Providence venaient prêter main-forte pour l'éducation de la jeunesse et le service des pauvres et des malades.

En 1922, un incendie détruisait l'église et le couvent. Dès 1923, la reconstruction de l'église actuelle s'effectuait. Les sœurs achetèrent le presbytère déjà existant et ont bâti celui qui est habité présentement.

Sainte-Marguerite donna plusieurs vocations religieuses, dont trois évêques: M^{re} Ovide Charlebois, M^{re} Martin Lajeunesse et M^{re} Lionel Scheffer. C'est en 1968 que le couvent de Sainte Marguerite fut transformé en un centre de réadaptation appelé La Résidence. Soixante jeunes y habitent et autant de personnes y travaillent. Depuis 1978 le Manoir de La Pointe Bleue est devenu une résidence pour personnes âgées.

Aujourd'hui

La paroisse compte actuellement près de 2000 personnes et durant la saison estivale, elle peut atteindre 4000 personnes.

Depuis 1993 la paroisse est animée par une équipe pastorale dont madame Francine O. Brisebois est responsable. L'Abbé Michel St-Denis est prêtre de communauté.

Source

MADAME FRANCINE O. BRISEBOIS et l'abbé MICHEL ST-DENIS

Saint-Hippolyte

Mission

Avant d'être une paroisse, Saint-Hippolyte fut une mission desservie par le curé de Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson. Elle fut établie mission par un décret de M^{gr} Ignace Bourget, évêque de Montréal, en 1864.

Au cours de l'été 1885, M. Louis Morin fit don des terrains sur lesquels devaient être plus tard bâtis les édifices religieux et construisit lui-même la première chapelle. Comme il manquait d'expérience dans la construction, la chapelle à peine terminée menaçait déjà de s'effondrer. Par mesure de prudence, on n'osa jamais y convoquer les fidèles.

Au printemps de 1866, cette chapelle fut démolie et une autre plus grande et plus solide fut construite. On commença à y célébrer la messe au début de décembre de la même année. La paroisse fut érigée canoniquement en février 1869.

Construction et incendie de la première église

En 1877, la chapelle construite en 1866 étant devenue insuffisante pour les besoins du culte, on construisit la première église paroissiale.

En 1933, dans la soirée du 2 mars, l'église, le presbytère et la salle paroissiale furent incendiés. À peine les bâtiments brûlés, les paroissiens et paroissiennes démontrèrent leur courage, leur ténacité et leur solidarité. Au cours de l'année 1933, une nouvelle église et un presbytère furent reconstruits pour un montant de 23 000 \$. Le tout fut entièrement payé, sans emprunt.

À Noël 1933, on célébra la messe dans la nouvelle église qui réunit encore aujourd'hui les descendants de ces ancêtres à l'esprit d'appartenance et de solidarité.

Au cours des dix dernières années, des efforts considérables ont été déployés pour conserver ce précieux patrimoine et redonner un second souffle aux installations actuelles. Plus de 200 000 \$ ont été investis à ce jour dans des réparations, peinture, installation de systèmes, réfection des murs, perron, fenêtres, toit et agrandissement du cimetière. Tout cela grâce aux paroissiens et aussi grâce au soutien financier de la Fondation du Patrimoine religieux.

Le 14 août 1983, l'église a été consacrée par M^{gr} Charles Valois, troisième évêque du diocèse de Saint-Jérôme.



Intérieur de l'église de Saint-Hippolyte. Célébrations du Jubilé 2000.



La fête au cimetière, paroisse Saint-Hippolyte, le 13 août 2000

À l'occasion du Jubilé de l'an 2000, le comité pastoral de Saint-Hippolyte a pris la photo traditionnelle. De gauche à droite et en commençant par le bas : Gilles Ducharme, Jacqueline Ducharme, Denis Larocque, René Gagnon, Charles Charron, Prescilla Charron, Jeanne Caron, Solange et Réal L'Archevêque, André Larocque. Manquent sur la photo : Réal Joly, Jean-Paul Blaquière, Michel Cimone et Germain Bolduc.



Desservants de la mission en 1866 et curés de 1869 à 2000

Rappelons les noms des desservants et curés jusqu'à la création du diocèse de Saint-Jérôme : MM. Marcel Mireaul (1866-1867), Louis Casaubon (1867-1969), François-Xavier Laberge (1869-1873), M. Thibodeau (1873-1874), T. Giroux (1874-1875), Louis Gaudet (1875-1888), Joachim Malette (1888-1892), Camille Rochon (1892-1899), J. T. Lafortune (1899-1906), Raphaël Pelletier (1906-1910), Louis Laporte (1910-1914), A. Desrochers (1914-1917), Parfait Michaud (1917-1924), Albert Desroches (1924-1928), Médéric Barbeau (1928-1935), Cléophas Pigeon (1924-1942), Gustave Pariseau (1942-1949), Paul Delplanque (1949), Adonias Dallaire (1949-1966).

M^{sr} Émilien Frenette et ses successeurs ont nommé M. Émile Lauzon (1966-1969), Jean-Marie Pageau (1969-1971), René Gagnon (1971-1979), Jacques Gince (1979-1990), André Vézina (1990-1991), Jacques Gince (1991-1996).

En août 1991, M^{me} Lise Côté a été nommée responsable de paroisse et M. René Gagnon, curé, en avril 1998.

SOURCE
ROLLANDE GIRARD, GILLES DUCHARME

Sainte-Monique (Mirabel)

Le 15 mars 1869, de très nombreux pétitionnaires apposent leur signature sur un document demandant à M^{re} Bourget d'ériger une nouvelle paroisse. Il s'agit d'un damier territorial composé de nombreuses côtes et rangs : Saint-Jean, des Saints, Sainte-Marie, Sainte-Henriette, Saint-Dominique, Saint-Henri. Le tout formant un territoire de 12 148 arpents et demi.

Ils sont 120 tenanciers, sur une population d'environ huit cents à mille âmes et croient qu'ils pourraient faire vivre convenablement un prêtre. Parmi les noms qui se perpétueront à Sainte-Monique, on trouve ceux des Charbonneau, Éthier, Desjardins, Labelle, Leroux, Maisonneuve, Duquette, Rhéaume.

C'est également une filiation très complexe puisqu'elle englobe une partie des paroisses de Sainte-Scholastique, Sainte-Thérèse-de-Blainville, Saint-Janvier, Saint-Canut et Saint-Augustin. L'année suivante (le 12 décembre 1870) M^{re} Bourget, à la suite de l'enquête de son commissaire, répond par un décret d'érection³⁶. Il ne semble pas y avoir eu de contestation sur cette création de paroisse : M^{re} Bourget écrit que la majorité des habitants sont d'accord pour avoir une paroisse. Mais c'est toujours le choix du terrain qui fait problème. Après que trois tenanciers eurent offert un terrain (Bruyères, Leroux et Dumoulin), c'est celui de MM. Isidore Hébert Lecompte, Louis Maisonneuve³⁷ et Félix alias Jean-Baptiste Brière qui fut choisi le 2 novembre 1873. C'est sans doute ce qui explique que Sainte-Monique a eu deux décrets d'érection, le second étant émis le 5 novembre 1873. Il y a également eu deux érections civiles : l'une le 31 janvier 1872 et l'autre le 23 janvier 1874.

La construction de la première église de Sainte-Monique ne débuta qu'en 1875 alors que le contrat de construction fut donné à Étienne Hébert, de Québec. Il s'agit d'une église à façade jésuite, avec un clocher central à deux lanterneaux. Les registres de Sainte-Monique furent ouverts en 1872.

Sainte-Monique est une paroisse *éprouvée*³⁸ : en 1900, le presbytère est victime d'un incendie. En 1936, c'est l'église qui est détruite par le feu. En 1969, le territoire est exproprié pour faire place à l'aéroport de Mirabel. De nombreuses familles doivent s'expatrier. Et en 1999, la paroisse canonique est supprimée et ses paroissiens sont rattachés à la paroisse de Saint-Janvier.

M^{re} Frenette avait dit, alors que la crise de l'expropriation se déroulait, en 1970³⁹ : « Cette fidélité créatrice, c'est, quoi qu'il arrive, notre vœu confiant pour chacun des paroissiens de Sainte-Monique. »

En février 1988, M^{re} Charles Valois écrivait :

Sainte-Monique.
Le presbytère. Photo Claude
Charron. Mai 2001.



Sainte-Monique. Église.
Photo Claude Charron.
Mai 2001.

Sainte-Monique.
Église vue du cimetière.
Photo Claude Charron.
Mai 2001.



Les habitants des onze villages, touchés par l'expropriation de Mirabel, ont connu eux aussi l'exil. Plusieurs sont partis, sous une pression aussi injuste qu'à courte vue; d'autres sont devenus des étrangers sur les terres que leurs ancêtres avaient arrachées à la forêt. Guidés par une poignée d'hommes et de femmes, ayant à leur tête Rita Lafond et Jean-Paul Raymond, ces expropriés — ces exilés — ont lutté âprement durant plus de seize ans pour réinvestir leur pays. Et ils ont réussi.

(...) Grâce à Jean-Paul Raymond, à Rita Lafond, au CIAC, les granges se redressent, des silos poussent, les maisons s'embellissent, la fierté refléurit, et le tissu humain se reforme⁴⁰.

Quinze curés se sont succédé à cette cure. Le premier, Louis-Melasippe Taillon, le frère de Sir Olivier Taillon⁴¹, deux fois premier ministre de la province. Suivirent les curés Rioux, qui a bâti l'église et le presbytère, Laporte, Archambault, Lajeunesse⁴², Proulx originaire de Sainte-Thérèse, Cadot, Sylvio Cloutier, également originaire de Sainte-Thérèse, Raynauld qui vit disparaître

son église le 2 octobre 1936, Charbonneau, Rodolphe Joly qui fut nommé chanoine, après avoir été curé de Sainte-Anne-des-Plaines, Terrebonne et aumônier à l'Hôpital de Saint-Jérôme; Joseph Joly, Roland Chartrand, Georges Duquet et Hector Biron.

Durant les dernières années, l'équipe pastorale de Sainte-Monique a été animée par des laïcs et des prêtres. Par un décret de suppression, tous les avoirs de la paroisse Sainte-Monique ont été transférés à la paroisse Saint-Janvier. Les archives paroissiales, quelques meubles, la statue de sainte Monique ont été déposés à Saint-Janvier. Les tableaux ont été conservés par le diocèse de Saint-Jérôme. D'autres objets ont été réclamés par des paroisses.

Les pratiquants se sont, quant à eux, partagés entre les églises de Saint-Janvier et Saint-Augustin, selon la proximité ou leur centre d'intérêt.

Source

CLAUDE CHARRON, curé de Saint-Janvier

L'Annonciation (Oka)

Les prêtres de Saint-Sulpice arrivèrent en Nouvelle-France en 1657, devinrent seigneurs de l'Île de Montréal en 1663, s'établirent au fort de la Montagne en 1676, à la Rivière-des-Prairies en 1696. Ils devinrent seigneurs aux Deux-Montagnes en 1717. Cette seconde seigneurie sulpicienne connut deux augmentations (1733 et 1735) où s'établit la Mission du lac des Deux-Montagnes. Cette mission se trouvait sur le chemin des Algonquins, des Nipissingues et des Hurons qui descendaient à Montréal et à Québec.

C'est là qu'ils construisirent divers bâtiments, la maison des missionnaires, une école ainsi que des cabanes pour les Indiens. La mission fut placée sous le vocable de Notre-Dame-de-Lorette. La construction du fort débuta en 1731. En 1732, il s'y trouvait une chapelle de 96 pieds de longueur sur 42 pieds de largeur. Il y eut toujours de deux à quatre sulpiciens assurant la permanence à la mission, appuyés par des religieuses de la Congrégation Notre-Dame. En 1733, on dénombrait 560 Indiens dont 160 guerriers et 400 femmes et enfants. Cette population alla en augmentant pour atteindre 1000 âmes en 1750.

Malgré des difficultés de recrutement sous le régime britannique, les Sulpiciens réussirent à se maintenir et avec eux cette mission où l'on pouvait d'ailleurs s'initier aux langues et aux coutumes indiennes.

Au XIX^e siècle, des tensions naquirent entre les Indiens, les Sulpiciens et l'évêque de Montréal. Plusieurs Indiens adhérèrent à la religion protestante. Le



L'Annonciation d'Oka.
Collection Jean-Pierre Joly.

14 juin 1877 l'église, le presbytère et les dépendances du fort furent détruits par un incendie. Des trésors de décoration furent alors détruits (Louis Quevillon, Nicolas Perrin).

On reconstruisit entre 1878 et 1883. Une grande partie de la décoration intérieure actuelle est l'œuvre du peintre florentin Guido Nincheri. Le presbytère reconstruit fut à nouveau la proie des flammes en 1922. On en édifia un nouveau en 1923.

En 1936, les Sulpiciens vendirent leur ancienne seigneurie à la Compagnie immobilière belgo-canadienne. Ils conservèrent néanmoins la desserte de la paroisse de l'Annonciation d'Oka. En 1957, cette paroisse fut versée au diocèse de Saint-Jérôme.



Calvaire d'Oka. Un bas-relief.

Le calvaire d'Oka

La construction du calvaire remonte aux alentours de 1750. Il se composait alors de quatre chapelles et de sept constructions en maçonnerie. Les sept constructions renfermaient chacune un grand tableau illustrant la passion du Christ. Son origine a donné lieu à des travaux de recherche pour en établir l'origine. Aujourd'hui on croit que le responsable de sa construction est le sulpicien Hamon Le Guen qui utilisait le calvaire pour susciter la conversion des Indiens.

Les tableaux ornant les constructions en maçonnerie en furent retirés et mis à l'abri dans l'église de la mission et remplacé par des bas-relief de François Guernon dit Belleville. Jusqu'au milieu du xx^e siècle, de nombreux travaux furent exécutés sur le site. Malheureusement, en 1973, le calvaire était à l'abandon depuis une dizaine d'années. Le vandalisme s'en était également mêlé. Des amants du patrimoine, dont M^{me} Laurette B. Richer de Montréal, suscitèrent l'intérêt des gouvernements. On fit entreprendre des travaux de restauration. En 1974, John R. Porter et Jean Trudel préparèrent une monographie pour la Galerie nationale du Canada qui rappelle son histoire. Le site a été classé par le gouvernement du Québec.

Source

GÉRARD LAJEUNESSE,

Le calvaire d'Oka, Galerie nationale du Canada, 1974, 125 pages.

Sainte-Anastasie (Lachute)

Hier

Sur le territoire de la seigneurie d'Argenteuil (conçédée en 1682), autour de la Rivière du Nord et de ses Chutes, et surtout La Grosse Chute, une colonie naît autour de 1795. Elle est composée d'Américains en provenance du Vermont, et un peu plus tard d'Écossais, d'Anglais, d'Irlandais. Les Barron, les Meikle, les Dunbar, les Gordon et les Fish viennent y développer un territoire qui deviendra la paroisse de Saint-Jérusalem-d'Argenteuil et une municipalité en 1852.

Les églises protestantes s'installent en même temps sur le territoire : les méthodistes (1850), les presbytériens (1859), les anglicans (1878) et les baptistes (1886). Les premiers colons catholiques s'y installent au milieu du XIX^e siècle : les Brunet, Desjardins, Laurin, Bédard, Rodrigue, Lavigne, Biroleau, Paquette, les Valois, les Legault, les Carrière, et bien d'autres. Ils viennent de Sainte-Scholastique, de Saint-Hermas, de Vaudreuil, quelques-uns de Saint-Jérôme et de Saint-Placide.

La paroisse de Saint-André, déjà érigée depuis 1830, commence à desservir ce regroupement : le vicaire Joseph-Ovide Dubois, entre 1872 et 1875, et Calixte Ouimet, entre 1875 et 1879, assurent les messes dominicales et procèdent aux premiers enregistrements au registre civil et religieux. Une chapelle en bois est élevée en mai 1876 et détruite par un incendie quelques jours plus tard. Elle est aussitôt reconstruite, en brique cette fois (1876-1877), toujours sur le terrain de Pierre Rodrigue. Le premier presbytère est élevé en 1879.

En 1883, M^{re} Fabre constate que tout est bien lancé et il procède à l'érection canonique de la paroisse qu'il place sous le vocable de Sainte-Anastasie. Le Pacifique Canadien traverse son territoire (1876) et des usines importantes viennent s'y installer : Wilson et Ayers (1880).

Les écoles

Quelques petites écoles primaires voient le jour selon les besoins, mais l'école du village est érigée en 1881. Et les garçons et les filles ont leur couvent lorsque les sœurs Sainte-Croix viennent s'installer (1905). Durant cette période, elles animent le pensionnat Sainte-Anastasie, l'école Saint-Adolphe, l'externat Saint-Alexandre et le Jardin d'Enfance pour les garçons.

Pour les garçons, on construit un collège séparé en 1915. En 1928, ce sont les Clercs de Saint-Viateur qui en sont les responsables. Démoli en 1950, ce



Église Saint-Anastasia.
Collection Jean-Pierre Joly.

collège fait place à l'école supérieure de Lachute en 1951 et devient par la suite l'école M^{re}-Lacourse du nom du curé du même nom. Les Clercs de Saint-Viateur ont été présents à l'enseignement secondaire depuis plus de 50 ans et ont assuré les mouvements de jeunesse de même que le service pastoral à Sainte-Anastasia et Saint-Julien.

L'église de Sainte-Anastasia

L'église actuelle de Sainte-Anastasia-de-Lachute a été construite de mai 1936 à 1937 alors que l'abbé Ernest-Emery Labelle (1884-1954) était curé de la paroisse (1935-1940). M. Alcidas Laurin de Lachute en est le constructeur et J. Eugène Perro l'architecte. Le dessin et les matériaux utilisés sont nettement inspirés du style Dom Bellot. Une restauration (1962) a malheureusement fait disparaître certains éléments de ce style.

Depuis la création du diocèse (1951), se sont succédé à la cure : M^{re} Charles William Lacourse, p.d. (1940-1964); l'abbé Léopold Godbout (1964-1965); l'abbé Yvon Mailloux (1965-1972); le chanoine Jacques Lépine (1972-1981); l'abbé René Ladouceur, c.s.v. (1981-1985); l'abbé Yvon Limoges (1985-1991); l'abbé Jacques Vézina (1991-1993); l'abbé André Côté (1993-1994); le père Marc-André Bussièrès, s.j. (1994-1997); M^{re} Charles Valois (1997-1999); l'abbé Yvon-Robert Lemire (1999-). M. Robert Braney a rempli le mandat de responsable de 1993 à 2000 pour ensuite combler le poste de directeur du personnel au sein des services diocésains.

La vie pastorale

Le « changement » marque la vie pastorale de Lachute et de sa région. Depuis 1999, un seul prêtre assure le service presbytéral dans le grand Lachute. En effet, l'abbé Y. Robert Lemire exerce la fonction de curé à la paroisse Immaculée-Conception et de prêtre modérateur à la paroisse Sainte-Anastasia depuis les nominations mises en place en cette même année.

À ses côtés et avec lui, des laïcs partagent la responsabilité de la mission : Nicole H. Fontaine, comme coresponsable à Immaculée-Conception et animatrice paroissiale à Sainte-Anastasia; MM. Gaston Plouffe et Hubert Pilon, l'un comme gérant et l'autre comme président du Conseil de la Fabrique de cette même paroisse.

Avec les réaménagements, la sectorisation s'est accrue. Il a d'abord fallu accepter de partager la présence du prêtre entre les deux communautés et



Paroisses Sainte-Anastasia et
Immaculée-Conception.
Club des servants de messe.
Décembre 1999.

vivre les modifications amenées par un tel état de fait. Les transformations les plus importantes ont donc été ressenties d'abord en liturgie. Au niveau de l'initiation à la vie chrétienne, le tournant s'est accentué. La concertation s'accroît aussi dans d'autres domaines. C'est un processus qui évolue de jour en jour.

L'implication de nombreux bénévoles assure la vitalité de ces deux communautés dans tous les champs de la mission. La collaboration de prêtres à la retraite et de Pères de communauté garantit la permanence du service presbytéral. Une autre caractéristique du milieu, c'est la concertation nécessaire avec les instances civiles et les milieux communautaires locaux.

En conclusion, disons que les paroisses sont marquées par le vieillissement de ceux qui les maintiennent. D'énormes défis appellent à une mise en œuvre accrue de toutes les ressources. Heureusement, la foi demeure *le lieu-source* de tous les recommencements.

Source

CLÉMENT LAURIN, HUBERT PILON, SUZANNE LAURIN

Les communautés chrétiennes à l'ouest des Pays-d'en-Haut

Notre-Dame-de-la-Merci (Huberdeau); Notre-Dame-des-Nations (Montfort); Notre-Dame-de-la-Sagesse (Lac-des-Seize-Îles); Saint-Eugène (Morin-Heights); Notre-Dame-des-Neiges (Wentworth-Nord); Christ-Roi (mission de Weir).

Ces différentes communautés se sont développées dans le temps: Huberdeau, en 1883, Montfort, en 1883, Lac-des-Seize-Îles, en 1936, Weir, en 1939, et Morin-Heights, en 1955.

Cette région avait été lentement pénétrée par des colons irlandais, écossais ou anglais demeurés fidèles à l'Angleterre et qui avaient fui les États-Unis en 1880, mais aussi et surtout, avec le curé Antoine Labelle, par des colons français et canadiens catholiques envoyés dans ces nouvelles terres par les sociétés de colonisation et en particulier par celle de Montréal.

L'orphelinat de Montfort (1883)

La fondation de Notre-Dame-du-Lac ou de l'orphelinat de Montfort voulait sortir de la ville les orphelins de Montréal. On fit appel aux Monfortains de France pour diriger l'institution. La première communauté chrétienne du coin s'organisa autour de l'orphelinat dont la chapelle devint l'église paroissiale.



Paroisse Sainte-Anastasia.
Baptême d'adulte de
M^{me} Bounleuane Keophiphat.
Président de la célébration,
le père Marc-André Buisnières.
Le 27 novembre 1996.

Tout ce territoire était sous la juridiction du diocèse d'Ottawa et c'est M^{re} Duhamel qui vint bénir l'œuvre naissante. Poursuivant sa visite, il se rendit jusqu'à Arundel et invita les colons à ériger une église, donnant ainsi naissance à la future paroisse Notre-Dame-de-la-Merci à Huberdeau. On implantait ainsi une présence pastorale sur les bords de La Rouge.

L'orphelinat d'Arundel (1887)

L'abbé Gédéon Huberdeau (1823-1887) qui exerçait son ministère au Vermont vint visiter les Montfortains qu'il avait rencontrés sur le bateau au moment de leur venue au Canada. Impressionné par le travail qui s'accomplissait à l'orphelinat de Montfort, il fit don de 10 000 \$ pour en ouvrir un deuxième à Arundel où les terres étaient meilleures. C'est en sa mémoire qu'on nomma Huberdeau le village qui se développa autour de l'orphelinat.

La mission du Lac-des-Seize-Îles (1901)

La Société de colonisation de 1878 avait bien travaillé et plusieurs colons s'étaient établis dans la région. L'évêque d'Ottawa demanda alors aux Montfortains d'assumer la responsabilité de la mission Notre-Dame-de-la-Sagesse du Lac-des-Seize-Îles en plus de celles de Montfort et d'Huberdeau.

Toute la région se développa, d'une part avec l'activité économique générée par les orphelinats, mais aussi par l'installation de nouveaux colons et l'exploitation de la forêt qui est rendue possible par le passage du chemin de fer du CN qui permit l'établissement de moulins et même l'exploitation d'une mine à Saint-Rémi-d'Amherst. On vit aussi apparaître le tourisme en quête de plein air et de grands espaces pour y pratiquer ses sports favoris, qu'il s'agisse de la chasse, de la pêche ou du ski.

Diocèse de Mont-Laurier (1913)

Tout le Nord s'est ainsi développé et pour répondre aux besoins spirituels de cet immense territoire, on fonda le diocèse de Mont-Laurier en 1913. M^{re} François-Xavier Brunet (1913-1922) en fut le premier évêque.

Les Frères de la Miséricorde (1924)

C'est une communauté belge flamande qui, cette année-là, prit charge de l'orphelinat d'Huberdeau à la place des Montfortains

Morin-Heights (1922)

Las de marcher jusqu'à Saint-Sauveur, les paroissiens du coin demandent d'avoir la célébration dominicale chez eux. D'abord, dans la maison d'une paroissienne puis, en 1924, dans une chapelle d'été bénite par l'évêque de Mont-Laurier en 1927. En 1940, les services religieux sont offerts en permanence.

Fermeture de l'orphelinat de Montfort (1935)

Les Pères Montfortains quittent leur œuvre et l'orphelinat de Montfort sera alors utilisé à diverses fins, en particulier comme maison de retraite jusqu'en 1943. Les pères de Sainte-Croix achètent les installations pour y accueillir à leur tour des orphelins jusqu'en 1955 où l'édifice ne correspondant plus aux normes exigées fermera définitivement ses portes.

Weir (1939)

Le petit village de Weir possède son moulin à bois et le train s'arrête régulièrement au village. Les quelques familles résidentes demandent alors, elles aussi, des services religieux chez elles, d'autant plus qu'à l'été les villégiateurs sont nombreux. M^{gr} Joseph-Eugène Limoges, second évêque de Mont-Laurier, y bénira la chapelle en 1940 et la rattachera à la desserte du Lac-des-Seize-Îles.

Création du diocèse de Saint-Jérôme (1951)

Avec les changements de vie et les facilités de communication, le nord de Montréal a vu sa population augmenter et exiger de plus grands services religieux. On assiste, en 1951, à la création d'un nouveau diocèse, celui de Saint-Jérôme et M^{gr} Émilien Frenette en devient le premier évêque.



Église Saint-Eugène.
Christ ressuscité,
sculpture de Gilles Sauvé.

Laurel (1952)

Une nouvelle chapelle voit le jour à Laurel, avec la collaboration du père Arès et de la communauté de Sainte-Croix. On y comptait des Irlandais, des Écos-sais et des Anglais de la deuxième vague d'immigration aux alentours de 1837 et d'autres colons. Montfort était à bonne distance et il y avait, dans ce coin, une communauté qui méritait un service pastoral. C'est cette même année qu'on rattache la mission de Weir à Huberdeau.

Saint-Eugène-de-Morin-Heights (1955)

Devant les besoins croissants de la communauté, l'évêque de Saint-Jérôme érige Morin-Heights en paroisse sous le vocable de saint Eugène.

Où va l'Église ?

Avec les années et l'évolution de notre société, les conditions de vie des communautés chrétiennes ont passablement changé et c'est une nouvelle vision pastorale qui voit le jour à compter des années 1980.

On remet en question l'Église catholique, la pratique religieuse est en baisse, le personnel pastoral clérical diminue et les chrétiens laïques prennent une plus large place dans l'animation des communautés chrétiennes. On se met en marche vers les années 2000.

Le Samedi saint 1980, à Morin-Heights — il n'y a plus de curé depuis quelque temps —, l'abbé Ronald Labonté annonce aux paroissiens qu'il est le nouveau curé. Et qu'il doit aussi s'occuper de la chapelle de Montfort au sujet de laquelle on se questionne. Doit-on la maintenir ouverte ou la fermer définitivement? Avec les membres de la communauté, on se met à la tâche. Grâce à des événements communautaires et à l'élargissement de l'utilisation de la chapelle, la communauté survit et progresse.

Quelques années plus tard le desservant de la chapelle de Laurel, un jésuite, le père Gingras, meurt. Il est alors question de fermer la chapelle mais les administrateurs communiquent avec le curé de Morin-Heights et Montfort pour voir la possibilité de se joindre à l'équipe.

Les trois communautés seront desservies par deux prêtres, le curé Ronald Labonté et l'abbé Dominic McCormack, autrefois de l'Office de l'éducation anglophone de Montréal puis retraité à Morin-Heights.

Ces années voient aussi s'implanter les bases d'une collaboration inter-paroissiale et la naissance d'organismes : le comité Haïti-Laurentides, pour la dimension missionnaire, puis Partage-Amitié, un service d'entraide.

L'équipe régionale

C'est en 1998 que naît le projet d'une équipe régionale pour les six communautés chrétiennes du secteur ouest. On propose de faire travailler ensemble les communautés tout en conservant le caractère spécifique de chacune d'elles. Tout le secteur sera desservi par une équipe régionale formée d'un prêtre responsable, l'abbé Ronald Labonté, d'une coordonnatrice, Sylvie Courtemanche, et de deux prêtres chargés du ministère dominical, les abbés Dominic McCormack et Clarence Léveillé, tous deux retraités et résidant sur le territoire.

Source

SYLVIE COURTEMANCHE

Saint-Louis-de-France (Brownsburg)

La paroisse de Saint-Louis-de-France couvre maintenant deux municipalités : celle de Chatham et celle de Brownsburg dont elle s'est détachée en 1935. En 1799, on créait le canton de Chatham dont les limites étaient les suivantes : au sud, la Grande Rivière ou rivière d'Ottawa, au nord, le canton de Wentworth, à l'est la seigneurie d'Argenteuil et à l'ouest, le canton de Grenville.

En 1816, George Brown, de Lachute, remonte la rivière Blanche, un affluent de la rivière du Nord, et vient s'installer dans le territoire. Rapidement, il construit des moulins, à bois et à farine, qui seront fréquentés par les colons des environs. Green construit une forge. McGibbon fait de tout et aussi de la médecine. John MacDonald y joue le rôle d'agent des terres. H. E. Thomson est télégraphiste. James Carpenter, chasseur d'ours. Silas Huntington, policier amateur. Peter McOuat fabrique de la chaux. Ceux-là, et beaucoup d'autres, sont originaires des îles britanniques, surtout d'Angleterre et d'Écosse. C'est le bois qui les attire, le bois qu'ils iront faire flotter sur la rivière des Outaouais, jusqu'à Québec. Le premier Canadien qu'on voit se glisser parmi eux est Procul Lépine, en 1902, qui réussit à faire fonctionner sa scierie. D'autres s'intéressent aux mines : A. Trudeau (1893) a découvert une belle mine de granit. Et la vocation de fabrication de poudre commence avec les Smith, un jeune qui s'est exilé au Connecticut et a appris l'art de fabriquer

des poudres à détonner. L'insurrection des Métis (1885, mort de Riel) permettra à Howard de lancer les usines de la Dominion Cartridge (1886).

Toute cette activité industrielle a attiré la main-d'œuvre canadienne. M^{re} Thomas Duhamel (il est décédé le 5 juin 1909) demande au curé Contour de Saint-Philippe de desservir cette population. (L'ouverture de la mission date du 18 novembre 1906.) Lors de sa première visite, en 1908, il y a une église-école. Impressionné par cette activité paroissiale, il nomme un premier curé en 1908: le curé J. L. Pilon, et M^{re} Gauthier, 3^e évêque d'Ottawa, un second curé, J.R. Cadieux.

Arrive, le 25 août 1912, l'homme qui fut, pendant plus de 40 ans, l'âme de cette paroisse. Vitalis Bouchard devait marquer la destinée de ce coin de terre. M. Bouchard était né en 1875 à Saint-Alexandre-d'Iberville. Il fit ses études à Saint-Hyacinthe et fut ordonné en 1907. On le disait de santé fragile: il dut aller faire du ministère au Texas. Une fois en selle, il fut de toutes les corvées, de toutes les batailles, de toutes les organisations. Avec sa sœur Emma, ménagère, et son cheval Ben, il est le parfait symbole du curé inamovible. Malgré toutes ses activités sur le terrain il était également desservant de Saint-Michel de Wentworth. C'était un homme d'action qui savait payer de sa poche quand les finances se faisaient rares.

La première église devint vite trop exigüe et elle fut transportée un peu plus en arrière pour laisser place à l'église actuelle. En 1927, il n'y avait que 180 familles catholiques et il fallut s'endetter durant 24 ans pour réussir à la payer. En juillet 1927, Joseph Charbonneau, vicaire général du diocèse d'Ottawa, vient présider la bénédiction de la pierre angulaire et l'année suivante M^{re} Guillaume Forbes, le cinquième évêque d'Ottawa, présida à la bénédiction.

Un autre maître-pasteur vint faire équipe avec M. Bouchard: Paul Manseau (29 novembre 1944). Ces deux hommes réunis, avec des vicaires dévoués, firent de cette paroisse une des plus actives de la région. Les mouvements de piété fleurirent d'abord: Dames de Sainte-Anne, Enfants de Marie, Tiers-Ordre, Croisade eucharistique, JEC, Scoutisme et Guidisme. Avec les années 1940, plusieurs de ces mouvements évoluèrent vers une forme d'action plus engagée face à la société locale. Déjà en 1935, l'abbé Arsène Hébert avait fondé une section de JOCF à laquelle l'abbé Manseau greffa un cercle d'étude. La Ligue du Sacré-Cœur tout en organisant des activités spirituelles se mesura à la technique d'enquête. Et tout ce monde vit l'importance de l'économie dans la vie quotidienne: l'abbé Manseau supporta alors la création de la Caisse populaire qui s'installa dans le sous-sol de l'église.

Les écoles

Le desservant Montour crée une première école, dans le local de chapelle-école, rattachée à Saint-Philippe et en 1906 on assiste à la création d'une municipalité scolaire dissidente. La première école est ouverte en 1912. Les Sœurs de Sainte-Croix de Saint-Laurent arrivent le 6 septembre 1922 et on construit aussitôt une école-couvent. Mais on garde les deux enseignantes laïques déjà expérimentées. Ce sera ainsi pendant de nombreuses années. M^{lle} Yolande Martineau, que l'on retrouvera ensuite dans des fonctions importantes au Service Social de Saint-Jérôme, avec le chanoine Manseau, était institutrice, vers 1950, à Brownsburg et responsable de nombreux services paroissiaux comme les Terrains de Jeu.

En 1941, on construit l'école des garçons qu'on nommera École Bouchard et quelques années plus tard, en 1949, les Frères du Sacré-Cœur, viendront la prendre en charge. Des professeurs laïques s'étaient auparavant chargés de cette tâche parmi lesquels MM. Binette, Proulx et Massie. Mais il semble que des divergences de vue avec la commission scolaire aient poussé les commissaires à rechercher une communauté de frères pour assurer l'enseignement des garçons. Il ne semble pas que les professeurs laïques furent retenus dans le personnel enseignant.

Le diocèse de Saint-Jérôme

En 1951, lorsque fut créé le diocèse de Saint-Jérôme, Saint-Louis-de-France de Brownsburg fut rattachée au nouveau diocèse et se trouva rapidement intégrée dans la zone de Lachute. Il y avait alors 603 familles, 2352 communions, 1982 non-communions pour un total de 4334 personnes. Il n'y avait plus que 31 familles catholiques anglaises.

Saint-Louis-de-France fit beaucoup d'efforts pour offrir à ces paroissiens anglophones les services dans leur langue.

Dans un des rares textes de M^{sr} Frenette touchant le problème national, l'évêque de Saint-Jérôme dit ceci, à l'occasion du 40^e anniversaire du curé Bouchard à la tête de la paroisse :

Dans la grande Patrie, la paroisse n'est-elle pas comme une petite Patrie que l'on voit, que l'on connaît, que l'on aime, et qui en un mot nous aide à servir la grande ? Car ne l'oublions pas, la paroisse a fait de nous ce que nous sommes : de véritables Canadiens, des Catholiques convaincus. Foyer de vie nationale et chrétienne, la paroisse à maintes reprises, a sauvé le peuple canadien.

Brownsburg n'en est-il pas une preuve vivante? Au début du vingtième siècle, cette petite ville qui ne comptait que quelques unités de langue française et de foi catholique a vu, durant ces 45 dernières années, le nombre de ses catholiques passer à plus de 2500 âmes, environ 65 % de la population totale.

Aujourd'hui



Saint-Louis-de-France,
Brownsburg. Première
Eucharistie, le 3 juin 2001.

Les paroisses de Saint-Michel et de Saint-Louis qui se voient depuis longtemps unissent maintenant leur sort. Le prêtre-pasteur qui les dessert peut compter sur des Conseils de fabrique responsables et sur des organisations qui assurent le fonctionnement de la vie pastorale: préparation aux sacrements, chorales, servants de messe. Beaucoup de bénévoles assistent les responsables.

À l'occasion des jubilés, et particulièrement celui du 90^e anniversaire de la paroisse Saint-Louis, des cahiers ont été publiés qui rappellent les grands moments de cette histoire.

Source

GÉRARD LAJEUNESSE, PÈRE WALTER VAN AS., s.c.j., et SYLVIE TROTTIER,
responsable de la pastorale au primaire

Saint-Adolphe-d'Howard

Hier

Lorsque Antoine Labelle arrive à Saint-Jérôme (1868) comme curé, on a déjà commencé à concéder des lots dans le canton Howard. Depuis 1864 et jusqu'en 1883, déjà s'y installent des colons du nom de Bélair, Doherty, Valiquette, Grand'Maison, Lavallée, Ouimet, Labelle, Rochon, Milette, Myette, Mayer, Deslauriers, Corbeil, Sloane, Charbonneau, Tassé, Ward, Constantineau, Paquette, Beauchamp, Saint-Amour, Davis, Wood, Barbe, Lamère, Desjardins, Lajeunesse, Trudeau, Maillé, Boisclair, Gingras, Beauchamp, Brisebois, Guay, Brière, Lecours, Paiement.

D'où viennent-ils? On voit bien qu'ils viennent de partout. On retrouve ces noms jusqu'à la rivière Jésus; ils ont sans doute regardé du côté de la vallée de l'Ottawa, ou même du côté de la rive nord du Saint-Laurent. Le train QMO&O les a peut-être amenés jusqu'à Saint-Jérôme. Ils ont peut-être lu les récits d'Arthur Buies.

C'est le curé Adolphe Jodoin⁴³, de Saint-Sauveur-des-Monts, qui assura le service de cette mission. On voit donc un prêtre de Montréal s'occuper d'une mission qui sera ensuite transférée dans le diocèse d'Ottawa⁴⁴. M^{gr} Bourget

avait beaucoup travaillé pour créer un diocèse à Bytown, qui devint ensuite Ottawa. C'est lui qui avait fait venir l'Oblat Guigues qu'il recommanda comme premier évêque.

Déjà, en 1877, les colons possèdent un presbytère-chapelle⁴⁵. En 1882, l'abbé Adrien Gauthier ouvre les registres où s'alignent trop souvent les noms d'enfants « anonymes » ou morts à quelques jours de leur naissance. Lorsque arrive 1885, ce sont les Pères de la Compagnie de Marie, ou les Montfortains, qui vont prendre la relève (1885-1894). Suite à une pétition de 1894, le premier curé résidant est nommé : l'abbé Pierre-Damien Filion. Il y sera pour vingt ans.

En 1907, le curé peut entrer dans un presbytère neuf. Et en 1910 une église de bois s'élève sur le terrain de la fabrique. La même année, la paroisse reçoit son érection canonique qui fut émise par le successeur de M^{gr} Duhamel, M^{gr} Hugues Gauthier. L'érection civile de la paroisse se fit l'année suivante.

Les écoles

Dès 1888, il y a une première école à Saint-Adolphe⁴⁶. Les religieuses de la Congrégation des Sœurs de Sainte-Croix arrivent en 1935 et elles enseignent à l'école du village. Le couvent sera construit en 1946 et on procède à sa bénédiction en 1949. Le collège des garçons ouvrira en 1953.

La seconde église coïncide avec la création du diocèse de Mont-Laurier (1913) et c'est l'abbé F.X. Brunet, qui sera le premier évêque de Mont-Laurier, qui signe le décret autorisant sa construction. Le nouvel élu partira d'ailleurs avec Saint-Adolphe dans sa liste de paroisses.

Cette église, entièrement en bois, fut construite en 1914 par Louis Corbeil. Elle fut restaurée en 1997 grâce à une subvention du Québec, à la générosité de la municipalité, de la Caisse populaire, des Frères des Écoles chrétiennes et de donateurs corporatifs et privés. Un mécène a également contribué à cette restauration.

En plus du vitrail réalisé par Guido Nincheri, vers 1935, on trouve dans la sacristie une œuvre de Jean-Paul Mousseau, réalisée en 1960. C'est un don de Gyde Vanier Shepherd. Le ferblantier Claude Huot a réalisé le coq perché sur le clocher de l'église.

L'église fut bénite en 1914 par le curé Pierre-D. Filion et c'est l'abbé Émile Dubois du Collège de Sainte-Thérèse qui est le célébrant de la messe solennelle. En 1919, le délégué apostolique Pietro Di Maria⁴⁷ traverse les montagnes, les bénit au passage et se rend jusqu'à Saint-Adolphe.



L'église de Saint-Adolphe-d'Howard.
Collection Jean-Guy Gratton.



Saint-Adolphe-d'Howard.
Le vitrail de Nincheri.
Collection Jean-Guy Gratton.

En 1951, la paroisse de Saint-Adolphe-d'Howard est de nouveau transférée à un autre diocèse : le diocèse de Saint-Jérôme.

Et le 3 septembre 1973, c'est le retour des Montfortains avec l'arrivée du curé René Hotte. M^{re} Frenette avait, depuis 1951, nommé les curés Jean-Paul Savage (1953-1956), Gérard Décary (1956-1959), Marcel Lamoureux (1959-1970) et Bernard Giraldeau (1970-1973).

Source

JEAN-GUY GRATTON

Saint-Joseph (Sainte-Adèle)

Saint-Joseph-de-Mont-Rolland est une communauté qui a plus de quatre-vingts ans d'existence. En 1993, on a souligné le 75^e anniversaire de l'érection canonique de la paroisse. Dès 1918, on a commencé à construire l'église sur un terrain donné par la famille Rolland. La première cure a été confiée à l'abbé Adélar Duplessis. Il est remplacé par le curé Arthur Gauthier en 1919; Henri Arbour, en 1938; Edgar Gaudry, en 1943; Adrien Moreau, en 1950 (il deviendra procureur du diocèse avec M^{re} Émilien Frenette). Rosario Laurin, en 1951; en 1957, Paul Bergeron; en 1959, Gérard Décary en 1969, J. D'Avila Prevost; en 1975, C.E. Léveillé; en 1984, Jacques De Villers; en 1985, Hervé Goulet; en 1992, Raymond Ethier qui est curé depuis cette date. Les agentes de pastorale furent Francine Mailloux et Liane Simard.

L'origine de Mont-Rolland est surtout due à l'implantation d'un moulin à pâtes et papiers qui va faire vivre la population durant de longues années. Cette usine fut construite en 1902, sur les terrains riverains de la Rivière-du-Nord.

En 1923, pour répondre aux besoins de la population grandissante, on construit une école primaire, laquelle a été originellement occupée par les sœurs de la Providence qui s'occupaient de l'éducation des filles, en plus de donner des cours d'art ménager et de tissage aux mères de familles. Elles ont ensuite été remplacées par les sœurs de Sainte-Anne. En 1935, les frères Maristes construisent leur école sur un des plus beaux promontoires de la municipalité et s'occupent de l'éducation des garçons. En 1963, on assiste à la construction de la polyvalente Auguste-Norbert-Morin, à l'endroit où Norbert Morin avait construit sa maison en 1842.

Activités paroissiales

La paroisse anime de nombreux mouvements et services à la population. Il y a d'abord les services reliés directement à la pastorale, comme les services de liturgie, de la chorale, de préparation aux sacrements de la pastorale biblique.

Un certain nombre d'activités sont offertes aux paroissiens. Le Cursillo, la rencontre catholique des fiancés, le Service d'orientation des foyers, Parle Seigneur. Plusieurs activités caritatives ou sociales se déroulent également dans la paroisse. Signalons L'Entraide bénévole, les Artisans de Mont-Rolland, la Fondation Zénon-Alary, les AA, les AI-Anon, le Club de l'Âge d'or.

Pendant l'année, il y a plusieurs activités spéciales organisées par une cinquantaine de bénévoles: fête des malades, fête des couples, fête des bénévoles, le festival de ski de fond, la Saint-Jean-Baptiste. Plusieurs de ces activités commencent par une messe et sont suivies de repas champêtres.

Le développement économique a toujours été centré sur l'industrie papetière de Rolland. Mais l'ouverture du Parc linéaire a facilité le passage du tourisme dans la paroisse.

Quelques statistiques

De 1919 à 1960, il y eut en moyenne 45 baptêmes par année. À partir de 1961, la moyenne passe d'abord 30 puis à 15. De 1920 à 1928, il y a une moyenne de 5 mariages par années et, en 1954, cette moyenne oscille autour de 15. À partir de 1960, la moyenne redescend à 8. De 1924 à 1940, la moyenne des sépultures est de 14. Le phénomène du vieillissement frappe aussi la paroisse et durant les dernières années la moyenne des sépultures est de 25.

Source

PAUL-HENRI SIMARD

Saint-Ludger-de-Calumet

La paroisse de Saint-Ludger-de-Calumet fut érigée officiellement le 5 avril 1920 par M^{gr} C. H. Gauthier, le troisième évêque d'Ottawa. On cite par ailleurs une autre date: 1918. L'Annuaire de Saint-Jérôme a retenu la date de 1923.

M^{gr} d'Ottawa y fit sa première visite en 1921. Il dit dans son rapport: « Cette mission fondée en 1918 est dans une condition très prospère. »



L'église de Saint-Joseph-de-Sainte-Adèle.



L'église de Saint-Ludger de Calumet.
Collection Jean-Pierre Joly.



Saint-Ludger de Calumet.
Le curé Jean-Pierre Thijs, s.c.j.,
avec M^{me} Ghislaine Lavigne,
marguillière.

Les premières célébrations se firent dans la salle Scott qui fut rapidement transformée en un édifice propre au culte lors d'une corvée remarquable.

On construisit l'église de Calumet en 1929, de même que le presbytère. L'école de la paroisse fut construite en 1931. Deux desservants étaient bien connus: Ludger Archambault et Honoré Limoges, qui avaient été les 13^e et 14^e curés de Grenville (1913-1927). Lorsque M^{gr} Frenette devient le premier évêque de Saint-Jérôme, c'est M. Dalma Brisebois (1948-1954) qui est curé de la paroisse.

Les religieuses du Sacré-Cœur arrivèrent à Calumet sous le curé Albert Routhier (1939-1948). Les Sœurs du Sacré-Cœur de Jésus sont toujours présentes à Saint-Jérôme.

Source

PÈRE JEAN THIJS, S.C.J.

Saint-Julien (Lachute)

Au moment de la fondation de la paroisse Saint-Julien (le 8 mars 1923), la paroisse catholique de Sainte-Anastasia recouvrait tout le territoire de la paroisse protestante de Saint-Jérusalem d'Argenteuil établie en 1833 et formée en municipalité en 1852. En fait, tout ce territoire formait la moitié nord de l'ancienne seigneurie d'Argenteuil concédée en 1682 à Charles-Joseph d'Ailleboust de Muceaux. Saint-Julien est un démembrement de Sainte-Anastasia. Saint-Julien est plantée au milieu d'un complexe d'industries dont la plus ancienne fonctionne depuis 1880.

On construisit une première chapelle sur ce territoire en 1916 auquel on donna le vocable de Saint-Julien, pour rappeler la mémoire de Mère Saint-Julien, supérieure générale des Sœurs de Sainte-Croix de 1914 à 1920. Ces religieuses s'étaient dévouées auprès des jeunes au couvent Sainte-Anastasia et à l'école Saint-Adolphe.

En 1918, Saint-Julien est une desserte du diocèse de Montréal. Deux desservants s'y dévouent: l'abbé Jos. Napoléon Brière et l'abbé C. W. Lalonde.

L'érection a lieu en février 1923, par M^{gr} Georges Gauthier, alors administrateur apostolique du diocèse de Montréal. Le premier curé est l'abbé Louis-Eugène Cloutier originaire de Saint-Jacques-de-Montcalm et qui arrivait de la paroisse Saint-Édouard de Montréal. Il y a déjà une église, une construction de brique, et une école en bois. La Cie Ayers fournit le logement du premier curé de février 1923 à janvier 1926, alors que le curé peut entrer dans son presbytère. L'abbé Cloutier sera le pasteur de Saint-Julien de 1923 à 1948.



Saint-Julien de Lachute.
Travaux à l'extérieur de l'église.

C'est durant cette période qu'on construisit l'église actuelle. On se préparait sans doute à construire une église plus modeste quand arriva la contribution de la Cie Ayers. Ce monument coûta, selon les rapports financiers de la paroisse, 285 000 \$. Elle fut construite à partir de 1936 jusqu'en 1938. Elle a été construite d'après les plans des architectes Ludger et Paul Lemieux. MM Fernand Bernier et Maurice Champagne virent à l'exécution des plans des architectes.

On était dans une période de crise économique et les travaux donnèrent du travail à plusieurs chômeurs de la région. La première messe y fut célébrée le 7 mars 1937. De style gothique anglais, dit Clément Laurin, elle est revêtue de pierre blanche taillée. L'intérieur, d'une capacité de 732 places, est remarquable par la richesse de son ameublement et de sa décoration. Elle possède un orgue à tuyaux sur lequel M. Jacques Bédard a accompagné la liturgie durant 40 ans.

La création de la paroisse Immaculée-Conception est ainsi racontée par M^{re} Louis-Joseph Rodrigue :

Jusque-là (1948), pour toutes fins sacramentaires et dominicales, ces familles jeunes, prolifiques, pratiquantes, étaient desservies par Saint-Julien qui connut de 1940 à 1948 sa plus grande affluence de fidèles et un accroissement d'activités. (...) Les marguilliers et les principaux paroissiens de Saint-Julien, alertés par l'annonce des projets de Son Exc. M^{re} Alexandre Vachon, tentèrent de rencontrer l'archevêque d'Ottawa à l'occasion de sa visite pastorale à Saint-Philippe et de le faire renoncer à ses projets. Peine perdue, le curé fondateur de la nouvelle paroisse de l'Immaculée-Conception, M. l'abbé Léonidas Clément, était déjà nommé. L'érection du diocèse de Saint-Jérôme, qui aurait pu régler bien des choses, arriva trois années trop tard, en 1951. (Extrait du feuillet paroissial)

Les curés qui se succédèrent à la tête de cette paroisse furent l'abbé Adrien Giard (1949-1962), Martin-Joseph Lorrain (1962-1967), M^{re} Louis-Joseph Rodrigue (1967-1972), le père Jérôme Gervais, c.s.v. (1972-1985). C'est sous sa gouverne qu'on célébra le cinquantième anniversaire de la fondation de la paroisse, en 1973. À cette occasion, M^{re} Bernard Hubert, deuxième évêque de Saint-Jérôme, avait déclaré :

(...) la communauté paroissiale de Saint-Julien forme aussi ce milieu ecclésial qui a porté jusqu'à vous l'Évangile. L'Église est le lieu qui permet de comprendre l'Évangile et de vivre en conformité avec l'enseignement qu'on y trouve. Ce qui me paraît important, à l'occasion de ce jubilé, c'est de retrouver,



Saint-Julien de Lachute.
Intérieur de l'église.



Saint-Julien de Lachute.
Vitrail.



Paroisse de Saint-Julien.
Nomination de Sœur Germaine Labelle, responsable de la paroisse Saint-Julien. Sœur Thérèse Thibodeau, Maurice Légaré, s.c.j., prêtre de communauté, M^r Charles Valois, sœur Germaine Labelle, abbé Clément Laurin. 1985.



Paroisse de Saint-Julien.
25^e anniversaire de profession religieuse de sœur Thérèse Thibodeau. De gauche à droite: M^r Bernard Hubert, M^{me} Rose-Alma Thibodeau, sœur Thérèse Thibodeau, M. Eugène Thibodeau, M^r Louis-Joseph Rodrigue, curé de Saint-Julien. 28 mai 1972.

dans notre fidélité à l'Église, la dimension de communion à l'Église du passé, et aussi une dimension d'espérance, c'est-à-dire un avenir à l'Église d'aujourd'hui.

Sœur Germaine Labelle, c.s.c., assumait les tâches de responsable de paroisse de 1985 à 1994. Sœur Thérèse Thibodeau, c.s.c., a été active dans la région de 1965 à 1995.

Les écoles

En 1896, il y avait une école dans ce secteur de Lachute, sur l'emplacement du presbytère actuel. Les religieuses de Sainte-Croix vinrent y enseigner en septembre 1925. En 1944, on construisit une école de huit classes et une résidence pour les religieuses. En 1960-1961, nouvel agrandissement. C'est un laïc, M. Charles-Émile Dorris, qui devient principal et une religieuse est assistante du principal.

L'Hôpital de la Providence

Dans une maison de pension construite par la Cie Ayers Ltée durant la Première Guerre, les religieuses de la Providence vinrent créer un hôpital en 1943. Ce sont M^{mes} Léonard Ayers et Gaétan Valois qui firent les démarches pour créer cette œuvre. L'hôpital d'Argenteuil prit ensuite la relève (1963).

Suppression de la paroisse

La paroisse Saint-Julien a été fermée en novembre 1996. Le coût des réparations est important et la dette de la paroisse considérable. L'Église de Saint-Jérôme espère recevoir des projets d'achat qui soient conciliables avec sa fonction passée et les besoins du milieu. Les paroissiens de Saint-Julien sont maintenant rattachés à la paroisse Immaculée-Conception.

Source

CLÉMENT LAURIN, SŒURS GERMAINE LABELLE ET THÉRÈSE THIBODEAU

Saint-François-Xavier (Prévost)

Hier

C'est dans la diversité, le déchirement, la dualité, la cacophonie, les joies et les peines que s'est édifiée cette paroisse située dans le territoire de Shawbridge, village des Laurentides divisé en deux par la rivière du Nord. Le territoire doit d'ailleurs son nom à M. William Shaw et M^{me} Martha Maria Matthew qui s'y sont installés en 1842, avec d'autres familles irlandaises, et qui ont fait construire un pont sur la rivière du Nord pour permettre d'ouvrir la porte vers le nord. Le recensement de 1843 établit à 52 colons le nombre d'habitants de Shawbridge. Très tôt, le territoire accueille des anglophones, des juifs et une poignée de francophones venue de Saint-Sauveur, Saint-Hippolyte et Saint-Jérôme. Ces différents groupes ethniques pratiquaient leur religion propre : protestante, juive ou catholique romaine, avec leur lieu de culte respectif.

Vers 1907, les francophones font une demande en vue d'obtenir une desserte. Le choix de l'endroit n'est pas facile car on se dispute l'emplacement. Finalement, c'est M. F.X. de la Durantaye, alors curé de Saint-Jérôme, qui en détermine l'endroit le 20 mai 1909. La chapelle est bâtie par M. Latour, sur le terrain de M. Jules Lesage. Saint François-Xavier est désigné comme patron pour ce lieu de culte.

Érection canonique et construction

À l'automne 1924, les catholiques de l'endroit font la demande d'érection de leur mission en paroisse. Celle-ci leur est accordée. M^{gr} Georges Gauthier, archevêque titulaire de Tharona et administrateur apostolique du diocèse de Montréal, signe l'acte d'érection canonique le 6 mars 1925.

Après plusieurs tergiversations quant aux coûts de construction de l'église, l'endroit et la répartition de la dette, M. F.-X. de la Durantaye décide, le 8 avril, que le nom de la future paroisse sera Saint-François-Xavier, le site ne sera pas déplacé, le terrain sera assez étendu pour y construire une église et un presbytère et le cimetière sera établi aux environs. En fait, il est situé juste devant l'église, sur la rue Principale.

La signature du contrat de la construction de l'église a lieu le 25 octobre 1926; les travaux peuvent enfin commencer. Malheureusement, la température froide et la neige, les irrégularités dans le contrat et les changements dans les devis retardent les travaux. Devant les mésententes, M. l'abbé Hormidas Papineau, curé depuis le 17 mai 1925, donne sa démission. L'évêque



Église de Saint-François-Xavier.
Collection Jean-Pierre Joly.

de Montréal la refuse; les travaux sont arrêtés pour ajustements jusqu'au 10 mai 1927.

Le 28 août 1927, la première messe est enfin célébrée dans la nouvelle église. La bénédiction solennelle par M. Brosseau, curé de Saint-Jérôme, a lieu le 30 octobre de la même année. À cette date, les registres de la paroisse établissent la population catholique à 193 familles: 87 viennent de Saint-Jérôme, 81 de Saint-Hippolyte et 25 de Saint-Sauveur.

Les familles démembrées de la paroisse Saint-Jérôme viennent de concessions du nord et du sud de la Rivière du Nord, celles de Saint-Sauveur, de concessions du nord-ouest et du sud-est de la rivière et du septième rang du canton d'Abercrombie, et celles de Saint-Hippolyte, du troisième au sixième rang du canton d'Abercrombie.

En 1925, une grosse cloche, fondue en Angleterre en 1856, est donnée à la paroisse par le curé de Saint-Jérôme; elle avait d'abord été installée dans la première église de Saint-Jérôme, la vieille église du Parc, celle du curé Labelle. Elle a ensuite été transférée dans la cathédrale actuelle où elle a résonné de 1900 à 1925.

L'apport des différents curés

De mars 1925 à juillet 1986, la paroisse Saint-François-Xavier a vu défiler dix curés qui, chacun à leur manière, l'ont façonnée. Il s'agit d'Hormisdas Papineau (1925), Arthur Paiement (1935), Louis J. Gervais (1928), Émile Léonard (1940), Léo Barron (1946), Louis-Philippe Roy (1952), Martin J. Lorrain (1969), Maurice Leroux (1977), Gaston Hurtubise (1979) et Réal Joly (1980). Quelques-uns d'entre eux ont laissé un souvenir impérissable dans la paroisse. Il faut noter le travail d'arrache-pied du premier, Hormisdas Papineau, qui a su être rassembleur et apporter réconfort et sécurité aux paroissiens. C'est grâce à sa ténacité et à sa détermination que cette paroisse a vu le jour.

En 1947, le curé Léo Barron, dans un effort de rapprochement des fidèles, invite les paroissiens à s'impliquer dans l'amélioration de leur église. Les compagnies et les paroissiens de Lesage s'engagent. Les vitres de l'église sont remplacées par des verrières de style romain, respectant parfaitement l'architecture de l'église, avec ses plafonds recourbés ornés de cinq tableaux représentant les quatre évangélistes et Saint-François-Xavier.

De 1980 à 1986, le curé Réal Joly change les façons de faire. Dorénavant, la contribution annuelle sera recueillie porte à porte. De plus, M. Joly procède à l'achat d'un deuxième cimetière situé à l'arrière de l'église, sur la route 117,



Paroisse Saint-François-Xavier de Prévost. Vitrail représentant le saint patron.

rénovent les croix de chemin de la famille Zénon Dagenais, modifient le sanctuaire et restaurent la lampe du sanctuaire jusque-là inutilisée. Finalement, il forme le premier Conseil de pastorale et accorde une place plus grande à la participation des laïcs, préparant ainsi l'arrivée de nouveaux bâtisseurs.

De 1986 à 1998, la responsabilité de la paroisse est confiée aux Sœurs du Sacré-Cœur de Jésus. Sœur Denise Malo devient alors la grande responsable. Elle est accompagnée par plusieurs prêtres à temps partiel qui partagent sa tâche d'animation de la communauté et assument le service du culte. Ce sont les abbés Pierre Filion (1986 à 1988), Claude Fafard (janvier 1988 à juillet 1988), Guy Sanscartier (1988 à 1991), Paul Jobin (1991 à 1994) et Claude Dion (1994 à aujourd'hui). Ils contribuent tous grandement au développement de la paroisse.

La responsable, sœur Denise Malo, transforme vraiment la dynamique paroissiale, apportant une touche plus féminine au niveau religieux et structurant efficacement les comités de bénévoles. Elle implique beaucoup les fidèles dans leur Église. Le 16 octobre 1993, elle organise, avec le CPP, un colloque « La famille, l'Église et les nouvelles réalités », auquel participent une centaine de paroissiens et paroissiennes. Suite aux besoins exprimés, elle forme une table de concertation pour déterminer un thème rassembleur qui oriente l'action. Elle sensibilise les marguilliers aux besoins matériels de la paroisse (église, presbytère, cimetières) et aux besoins liturgiques; elle leur rappelle aussi le travail accompli par le Conseil de pastorale, les différents comités et les bénévoles.

De la fondation de la paroisse jusqu'en 1986, ce sont les curés qui assurent d'office la présidence du Conseil de fabrique. En 1986, sœur Denise Malo relève ce défi et devient la première présidente. Elle est suivie de M. Pierre Marchand (1989 à 1994) et de M. Bertrand Néron (1995 à aujourd'hui).

Aujourd'hui

Aujourd'hui, la paroisse compte 3340 familles. Depuis le mois d'août 1998, c'est une grand-mère, madame Andrée Cyr-Desroches, qui en est la responsable avec une équipe de laïcs et l'abbé Claude Dion, prêtre de la communauté. Tout ce personnel travaille à temps partiel et compte beaucoup sur la participation active des paroissiens et paroissiennes pour garder vivant le dynamisme de cette communauté.

En l'an 2000, la paroisse a célébré son 75^e anniversaire de fondation. Cet événement important a été souligné de diverses façons, entre autres par une

envolée de 75 ballons par 75 personnes baptisées à la paroisse, l'installation d'une croix de chemin du jubilé devant l'église et la tenue du colloque « Faire Église autrement » auquel ont participé une cinquantaine de personnes. En 1997, l'église Saint-François-Xavier a été reconnue « valeur patrimoniale ».

Source

ANDRÉE CYR-DESROCHE, BERTRAND NÉRON ET PATRICE SAVARD

Saint-Norbert de Val-Morin

Hier

D'après les archives consultées, la plus ancienne pétition signée par les résidents de Val-Morin remonte au 8 juillet 1914. Elle fut envoyée par M. Napoléon Carrières à M^{gr} Paul Bruchési, archevêque de Montréal. D'autres tentatives eurent lieu par la suite.

Le 26 mai 1923, M^{gr} Georges Gauthier autorise la construction de la chapelle à Val-Morin. Le terrain de la desserte fut acheté de M. G.-E. Josselin, le 13 août 1923. Le 10 novembre 1923, les syndics confiaient les travaux de construction à M. Tancrede Legault d'après les plans préparés par M. Henri Labelle, architecte, le tout devant être terminé le 6 juin 1924. Dimensions: 85 pieds de long sur 40 pieds de large. La chapelle fut construite au moyen de souscriptions et de dons. L'orgue fut donné par la fabrique de Sainte-Adèle, l'autel par le curé James Lesage, et la cloche par le général A-E Labelle. Elle provient de l'ancien navire *Le Cultivateur*. La statue de saint Norbert est un don de M^{lle} Viriol.

L'inauguration de la chapelle eut lieu le 15 juin 1924 par l'abbé James Lesage, curé de Sainte-Adèle. Le 13 juillet 1924 eut lieu la bénédiction de la chapelle et de la cloche par M^{gr} Bélanger, curé de Saint-Louis-de-France à Montréal. La paroisse Saint-Norbert de Val-Morin fut érigée canoniquement le 8 octobre 1925, par mandement de M^{gr} Georges Gauthier, administrateur apostolique du diocèse de Montréal. Le 1^{er} avril 1947, M^{gr} Joseph Charbonneau autorisa la construction du presbytère actuel, qui date de 1950.

Depuis ces débuts, nombreuses sont les personnes qui ont investi tous leurs talents pour le mieux-être de la communauté chrétienne. En cette année 2000, les paroissiens célèbrent 75 ans de générosité, de prière et d'action.

Les festivités ont débuté par un concert, le 6 mai dernier. Le 25 août, la Société Radio-Canada est venue enregistrer la messe d'action de grâce



Église Saint-Norbert.
Collection Jean-Pierre Joly.

présidée M^{re} Gilles Cazabon, évêque de Saint-Jérôme. La diffusion eut lieu le 3 septembre lors de l'émission *Le Jour du Seigneur*. Un souper a eu lieu le 30 septembre, au Centre de Ski Belle Neige. Le 8 octobre, M^{re} Vital Massé est venu consacrer l'église.

Source

MICHEL SAINT-DENIS, prêtre

Saint-Maurice (Bois-des-Filion)

Hier

Le territoire de Bois-des-Filion faisait partie de la seigneurie de Blainville et de la seigneurie de Terrebonne. La paroisse a longtemps porté le nom de Saint-Maurice-de-Terrebonne. Dans les années 1960, la municipalité s'est appelée Bois-des-Filion et la paroisse a conservé le nom de Saint-Maurice.

Au début du siècle, vivait près de l'emplacement du pont David un monsieur Filion qui était propriétaire d'une écurie. Lorsque les gens du nord se rendaient à Montréal à cheval, ils laissaient leur cheval à l'écurie de M. Filion et louaient un des chevaux de M. Filion pour se rendre à Montréal. Ainsi leur monture pouvait-elle se reposer. Comme il y avait autour un boisé, on désigna l'endroit du nom de Bois-des-Filion.

Le 16 août 1903, Monseigneur Paul Bruchési archevêque de Montréal, refusa, vu la pénurie de prêtres, l'obtention d'une desserte au Bois-des-Filion. Ce n'est qu'en 1912 qu'un Français venait s'établir ici et avait, avec sa famille, son frère prêtre qui, malade, venait refaire sa santé à la campagne.

Monseigneur Bruchési lui donna la permission de faire une mission et en janvier 1913 nous avions la première messe, semence de ce que nous possédons à ce jour. Il obtint que sa desserte soit mise sous le patronage de Saint-Maurice, chef de la légion Thébaine, comme gage de triomphe des armées françaises. Donc notre fait religieux est d'ordre diamantaire depuis deux ans. Quelques années passées nous pavoisons pour le 25^e anniversaire de la construction de l'église actuelle.

Les prêtres desservants et curés: 1913-1914: l'abbé Joseph Debray; 1914-1915: l'abbé Alphonse Chapleau; 1915-1916: l'abbé Léon Verschelden; 1916-1918: l'abbé Joseph Debray; 1918: l'abbé Daniel Charbonneau; 1918: l'abbé Charles Gareau; 1919-1920: l'abbé Philippe Labelle; 1920-1927: l'abbé Donat Godin; 1927-1940: l'abbé Donat Bourassa; 1940-1943: l'abbé Édouard Lafortune curé; 1943-1948: l'abbé Edmond Labelle; 1948-1961: l'abbé



L'église Saint-Maurice.
Collection Jean-Pierre Joly.



M^{re} Bernard Hubert préside à l'ordination de l'abbé Claude Massicotte. Le 14 août 1976. Église Saint-Maurice de Bois-des-Filion. Photo ADSJ.

Eugène Aimé Poirier; 1961-1967: l'abbé Gaétan Cadieux; 1967-1971: le chanoine Charles Lussier; 1971-1977: Père Roland Poupart, o.m.i.; 1977-1983: Père Jean Vézina, c.s.c.; 1983-: Père Laurent Lecavalier, c.s.c.; 1983-1989: Père Jean Vézina, c.s.c.; Septembre 1989: Père Marcel Paquette, m.s.s.a.

L'école

En 1949, en la fête de L'Assomption, on commence les travaux de construction de l'école et en avril 1950, les Sœurs de Saint-François-d'Assise de Lyon entrent dans les nouveaux locaux⁴⁸.

Pastorale actuelle

Le diacre Normand Cyr est le responsable de la paroisse et le prêtre de communauté est Matthieu Renaud. Trois animatrices s'occupent du secteur sud de Terrebonne: Diane Lemieux, Josée de la Durantaye, Nicole Vallières.

Source

MATTHIEU RENAUD, prêtre de la communauté
et NORMAND CYR, d.p., responsable.

Sainte-Anne-des-Lacs

La paroisse de Sainte-Anne-des-Lacs est bornée au nord par les limites de la paroisse Saint-Sauveur-des-Monts, à l'ouest par les limites de la municipalité de Mille-Isles, au sud par la paroisse de Bellefeuille et à l'est par la rivière du Nord.

En 1922, M^{re} Georges Gauthier, administrateur du diocèse, signait un décret d'érection canonique du territoire qui désormais sera reconnu comme « desserte » de Sainte-Anne. Ce n'est qu'en 1940 que l'Archevêque, M^{re} Georges Gauthier, dans le décret d'érection canonique du 10 mai 1940, donne tous les droits et privilèges accordés aux organisations paroissiales.

Les débuts

Vers 1845, la population francophone était dépourvue de tout sanctuaire pour l'accomplissement de ses devoirs religieux. Elle devait se rendre à l'église de Saint-Sauveur, ce qui constituait une longue et, parfois, pénible marche. Or, au



L'église de Sainte-Anne-des-Lacs.

printemps de 1902, M. Cyriac Saint-Amour acheta une croix qu'il plaça dans son verger, soit à l'endroit où aujourd'hui est sise la chapelle et on pouvait y voir, des rangs les plus éloignés, les dévots venir faire les exercices du mois de Marie, du mois du Sacré-Cœur et, à l'automne, le mois du Rosaire.

Une vingtaine d'années s'écoulaient et le désir de la population d'ériger une chapelle était devenu pressant. Plusieurs des citoyens organisèrent une délégation auprès de M. le curé Gohier, de la fabrique de Saint-Sauveur, pour proposer la construction immédiate d'une chapelle. Or, la fabrique était déjà endettée, il fallut compter sur l'aide financière des paroissiens. Une souscription fut alors vite organisée et MM. Eugène Desjardins, Gilbert Paquette et Trefflé Raymond sollicitèrent tous les foyers depuis le lac Guindon jusqu'au lac Ouimet. Les résultats furent surprenants et la construction débuta en 1920. C'est monsieur Oscar Lessard qui construisit la chapelle. Les allonges furent construites par MM. Camille Nadeau et François Tupinier.

Plusieurs personnes avaient promis des dons si on érigeait un sanctuaire et c'est ainsi que M^{me} Benjamin Brazeau promit l'achat d'une première statue. La Providence voulut que ce fût la statue de sainte Anne. On s'inspira d'elle pour donner à la chapelle le nom de « chapelle de Sainte-Anne », et plus tard le même nom à la paroisse.

Le premier curé de la paroisse de Sainte-Anne sera l'abbé Georges Thuot. Les curés qui lui succèdent sont Rosario Laurin (1945-1951), Hubert Julien (1951-1955), Martin Lorrain, (1955-1958), Albert Potvin (1958-1960), Jean d'Avila Prévost (1961-1964), André Vézina (1964), Robert Sauvé (1964-1966), Pierre Bergevin (1966-1968), Gérald Thiboutot (1968), Jacques Lépine (1968-1971), Jean-Paul Cloutier (1971-1974), Réal Joly (1974-1980), le père Maurice Brisebois, c.s.v. (1980-1993), le Père Jean Vézina, c.s.c. (1993-).

Source

PÈRE JEAN VÉZINA, C.S.C.

Saint-Antoine (Saint-Jérôme)

Le curé Émile Dubois de Saint-Jérôme (1934-1950) regardait se développer le « village Saint-Antoine » (sans doute en l'honneur du curé Antoine Labelle, dit Paul Labelle) et commençait à trouver que 3000 familles étaient un nombre trop grand pour la grande paroisse de Saint-Jérôme. Aussi, la grande étendue de la paroisse en rendait la desserte très difficile.

Après le démembrement du territoire vers le nord (paroisse de Saint-Sauveur, 1854), il fallait songer à créer une paroisse vers le sud pour desservir



Sainte-Anne-des-Lacs. Journée pour les croisés. Photo de groupe après la cérémonie. Au centre, le curé Hubert Julien, M^{re} Émilien Frenette et l'abbé Raymond Pageau, aumônier diocésain.



Saint-Antoine. Le garage qui servit de première chapelle.



Saint-Antoine. Bénédiction, par M^{re} Joseph Charbonneau, de la pierre angulaire de l'église, le 30 juin 1945.

la côte Saint-André, la côte Saint-Antoine, Sainte-Sophie à la limite de Sainte-Anne-des-Plaines, Saint-Janvier, Sainte-Monique et Saint-Canut.

Depuis le 18 mai 1944, l'abbé Théobald Paquette venait de Montréal et assurait le service dans un garage, propriété de M. Jérémie Forget. Théobald Paquette était né à Saint-Jérôme. Après ses études au Séminaire de Sainte-Thérèse, et sa théologie au Grand-Séminaire de Montréal, il fut ordonné à Sainte-Thérèse et commença sa carrière comme professeur au même collège. Il fit sa marque auprès de l'Institut des Sourdes-muettes, de la rue Saint-Denis, à Montréal. Après avoir été desservant, il fut nommé curé-fondateur de Saint-Antoine. À cette époque, 8 marguilliers assistaient le curé.

L'érection canonique fut rapide : dès le 3 juin 1944, M^{re} Joseph Charbonneau procéda à l'érection canonique de la paroisse sous le vocable de Saint-Antoine-des-Laurentides. La première visite de paroisse, en septembre 1944, indiquait qu'elle comptait 277 familles, 1146 communiant et 325 non-communiant, pour un total de 1471 âmes.

Le nouveau curé entreprit la construction de l'église rapidement : l'architecte, Lucien Parant, de Montréal, et les contracteurs Giroux & Robert, se mirent aussitôt à l'œuvre. Le 19 juin 1945, on bénissait l'emplacement et, le 30 juin, la pierre angulaire. Elle fut terminée en 1946 et bénite le 13 octobre 1946 par M^{re} Adélar Arbour, curé de la cathédrale de Montréal. L'année suivante, le curé annonçait l'arrivée des Sœurs du Sacré-Cœur qui allaient prendre en charge l'enseignement dans les écoles de la paroisse.

Le deuxième curé, M. Jean-Baptiste Deschênes (1950-1952), compléta la décoration en y faisant installer le vitrail de saint Antoine dans la gloire, œuvre de Vincent Poggi, de Montréal.

Le troisième curé fut M. J. Armand Sabourin (1952-1967). Durant 15 ans de pastorat, il fit construire le presbytère, ajouter des cloches, accueillit les frères du Sacré-Cœur et vit la Caisse populaire se développer (1963).

Quand Paul Labelle prit la direction de la paroisse comme quatrième curé, (1967-1973), il y avait 1301 familles et 5700 âmes dans la paroisse. Il présida, avec son vicaire Germain Ouimet, à la naissance des mouvements dont plusieurs commençaient à être marqués par l'influence de l'Action catholique spécialisée. Ce furent les débuts remarquables du Service d'orientation des Familles (SOF) et du Service de Préparation au Mariage (SPM) dans cette paroisse.

En 1969, le curé historien Paul Labelle ne pouvait laisser passer inaperçu le 25^e anniversaire de la fondation de la paroisse. Il travailla avec le journal *L'Écho du Nord* pour retracer l'histoire de la paroisse. Dans son message aux paroiss-

siens, on retiendra cette citation qui aurait pu venir de son prédécesseur et parent à la cure de Saint-Jérôme, Antoine Labelle :

Il aurait fallu, pour être plus complet, développer cette pensée, à savoir qu'une paroisse a toujours été facteur de progrès. Sans une église, sans prêtre résident, le petit village de Saint-Antoine serait resté petit village. Mais, autour du clocher et près du curé, sont venus s'établir des familles, des hommes d'affaires, des commerçants... Toute une vie a pris naissance⁴⁹...

L'abbé Réal Joly occupera le poste de curé de la paroisse Saint-Antoine pendant un an (octobre 1973 à juillet 1974) avant l'arrivée de l'abbé Jean-Paul Cloutier qui tiendra la cure d'août 1974 à août 1983.

Le départ du curé Jean-Paul Cloutier, en 1983, marquera l'arrivée d'un responsable de paroisse. Une date à noter pour ceux qui sont préoccupés par la place des femmes dans l'Église catholique, puisque c'est Louise Bouvrette qui occupera ce poste jusqu'en juillet 1991.

L'abbé Robert Lemyre sera le premier prêtre de la communauté pendant quelques semaines avant l'arrivée de l'abbé Michel Forget qui assumera cette fonction jusqu'en juillet 1990. Les abbés Jean-Paul Maisonneuve, Yvon Métras et Raymond Raby se succéderont à chaque année jusqu'à l'arrivée de l'abbé Claude Perron pour un mandat de février 1993 à juillet 1997.

M^{me} Andrée Cyr-Desroches avait remplacé M^{me} Bouvrette en août 1991 jusqu'en janvier 1993 puis Lucie Sansfaçon accepta un mandat de février 1993 à juillet 1997.

Depuis août 1997, Guy Guindon assure la responsabilité de la paroisse Saint-Antoine et, depuis août 1999, celui-ci est accompagné par M^{me} Louise Pelletier-Lévesque qui assume la coresponsabilité pastorale de la paroisse en tant que coordonnatrice.

Le premier août 2000 naquit un nouveau secteur pastoral regroupant les paroisses Sainte-Sophie et Saint-Antoine, le long de la route 158. Il comprendra un secteur urbain, l'agglomération autour de Sainte-Sophie, des quartiers situés près des lacs et un secteur agricole qui s'étend de l'aéroport de Mirabel jusqu'aux limites des paroisses de Saint-Janvier, Sainte-Anne-des-Plaines et Saint-Lin, dans le diocèse de Joliette.



Saint-Antoine.
L'équipe pastorale actuelle.

Source

LOUISE PELLETIER-LÉVESQUE et VÉRONIQUE LAFRANCE

Saint-Joseph (Carillon)

Depuis 1915, la desserte de Saint-Joseph s'est détachée de la paroisse de Saint-André. À l'automne de 1916, une chapelle-église fut construite et on fit l'ouverture des registres de l'état civil. En 1919, on érigea sur le terrain de la paroisse un monument à Dollard des Ormeaux. En 1945 la desserte fut érigée en paroisse.

Depuis le début, les prêtres desservants ont été les suivants: l'abbé Josaphat Verner et les Pères de Sainte-Croix: Albert Blais, Rémi Crevier, Alpha Girard, Walter Gendreau, Donald Boyer, François-Xavier Beaulieu, Joseph Saint-Martin.

Depuis le milieu de 1963, ce sont les curés de Saint-André qui sont responsables de la paroisse Saint-Joseph-de-Carillon. En 1960, on célébra d'une façon particulière la fête de Dollard. En 1961 et en 1962, on construisit le barrage de Carillon. En 1998, le verglas amena la fermeture de l'église pendant quelques mois à cause du bris de la cheminée. À l'été 1998, on refit la beauté intérieure et extérieure de l'église et il y eut inauguration de l'église par une messe dont les chants étaient accompagnés au violon par un groupe de huit ménestriers. De 1968 à 1979 et de 1988 à ce jour, c'est l'abbé Clément Laurin qui assure le ministère dominical à Saint-Joseph-de-Carillon.

Les paroissiennes et paroissiens se sont toujours occupés de leur église avec une grande fierté.

Source

JEAN-PAUL HUSERBAU, prêtre



L'église de Saint-Joseph-de-Carillon en 1998.

Saint-Agapit (Deux-Montagnes)

Hier

Tout commence dans une grange réaménagée, le long du rang du Lac, sur la propriété d'Isaïe Bélair, à Saint-Eustache. C'était le temps de la chapelle Bélair. On s'y regroupe l'été seulement et son propriétaire, à même les places de banc, paie le desservant, le curé Villeuneuve, de Saint-Eustache, et entretient la bâtisse. Tout cela, surtout pour les touristes, anglophones et francophones, attirés par les plages de la Rivière des Mille-Îles.

En 1929, on fait une pétition à M^{re} Georges Gauthier demandant une vraie «desserte»: Sa Grandeur la nommera «chapelle de Saint-Eustache-sur-le-Lac et (elle) sera sous le vocable de la Bienheureuse Vierge Marie dont on fête

l'Assomption le 15 août.» Et on s'entend sur le site de la chapelle, soit le numéro 75 du cadastre de la paroisse de Saint-Eustache.

On y construit une jolie église, avec son déclin embouveté à l'intérieur et son bardeau vert vallée sur la toiture. Ernest Thibault, de Saint-Thérèse, fabrique 44 bancs de pin rouge. C'est toujours le curé de Saint-Eustache qui dessert ces paroissiens. Et, en 1946, M^{re} Joseph Charbonneau procède à l'érection de la paroisse (20 juin 1946) et à la nomination du premier curé : M. Jean-Louis Chartrand. Le fils de Saint-Eustache, Saint-Agapit, donna son nom à cette paroisse.

Jean-Louis Chartrand a été professeur d'anglais au Séminaire de Sainte-Thérèse durant 23 ans. C'est un homme coloré, ami de la famille Sauvé et du premier ministre Paul Sauvé, intellectuel et solidaire de son chien Pilote qui est, dans la paroisse et ailleurs, aussi connu que son vicaire.

C'est l'époque où la paroisse est responsable de son temple, de celui des anglophones qui lui est adjacent et de deux chapelles ouvertes l'été pour les touristes. Pour 1300 familles, c'est énorme. Mais on y arrive. Enfin, en 1956, Sainte-Marthe-sur-Le Lac se détache et Holy Family, en 1960. Jusqu'en 1957, cette paroisse et tout le secteur de Saint-Eustache et de la pointe d'Oka sont rattachés à l'archidiocèse de Montréal. À partir du 1957, ces paroisses, et Saint-Agapit parmi elles, sont rattachées au diocèse de Saint-Jérôme. Le curé Campeau est le premier curé nommé par M^{re} Émilien Frenette.

Le curé Antonin Campeau assiste, le 12 avril 1961, impuissant, à l'incendie des deux églises contiguës. On se remet à l'ouvrage et, 16 mois plus tard, on entre dans une nouvelle église. Il s'agit d'un dessin de Robillard, Jetté et Beaudoin, aux lignes modernes, bâtisse flanquée d'un clocher ajouré où sont hissées 5 cloches.

Dans cette église se succéderont les curés Jacques de Villers, Paul Jobin et Mario Foucault.

Aujourd'hui

Dans un article synthèse intitulé «La communauté chrétienne de Saint-Agapit», sous la responsabilité du Conseil de pastorale de 1996, présidée par Nathalie Primeau, on extrait quelques passages. Sur la première période, de 1946 à 1962 :

La foi, quant à elle, était structurée et présente dans la vie de tous les jours y compris celle de l'école et de la famille. Elle était omniprésente, autant dans les événements politiques, sociaux et religieux. L'apprécie l'Église qui a réussi à



Saint-Agapit. L'église avant 1955.



L'église de Saint-Agapit en juillet 2001.



Saint-Agapit. Le curé Tremblay entouré de différents ministres des Églises de Deux-Montagnes et du maire, lors du lancement officiel d'Agapè Deux-Montagnes. Janvier 2001.



Saint-Agapit. Première communion. Début des années 1960. Dernière rangée: M^{re} Émilien Frenette, le curé Campeau. Photo Studio Beauchamp, Saint-Eustache.

nous garder ensemble, disait un des invités. On avait besoin de cette dimension qui nous ouvrait les horizons. Une religion structurée et contrôlée que j'envie encore aujourd'hui, déclarait un autre.

La deuxième tranche de vie pastorale à Saint-Agapit va de 1963 à 1984. Un autre extrait :

Par ailleurs, dans tous les domaines, c'était l'époque des grands changements incluant la vie chrétienne. Un phénomène de rejet, de remise en question s'établissait. Des équipes de réflexion surgissaient pour les jeunes couples. Les parents engagés mettaient sur pied des activités à caractère social, récréatif et spirituel pour les adolescents. Nous avons pu nous ajuster aux deux époques, disaient quelques paroissiens.

Depuis 1985, et avec l'arrivée du curé Foucault, voici comment une femme se perçoit comme paroissienne de Saint-Agapit :

« En tant que divorcée, je me demandais si je pouvais avoir une place. J'ai été immédiatement bien accueillie... » « En vivant dans cette communauté, je retrouve un équilibre dans ma vie personnelle, familiale et professionnelle... » « La vraie Église est avec les souffrants et ceux qui ont un vide dans leur vie. » « Travailler avec les démunis m'a permis de savoir que la foi est simple... » « Je rêve que mes grands enfants participent également à la construction de la communauté chrétienne. »

Source

JEAN-PAUL LADOUCEUR

Sainte-Paule (Saint-Jérôme, Lafontaine, Bellefeuille)

La paroisse Sainte-Paule est un détachement de la paroisse Saint-Jérôme. C'est en 1839 que fut construite la première église à Saint-Jérôme. Plus de cent ans plus tard (1946), une paroisse allait naître sous le vocable de Sainte-Paule pour desservir une population trop nombreuse pour la paroisse mère.

L'étendue actuelle de la paroisse comprend une partie de la ville de Saint-Jérôme entre la rue Léopold Nantel, au sud, le boulevard Bélanger, au nord, l'ancienne voie ferrée, à l'est, et la rivière du Nord, à l'ouest ; tout le territoire de la ville de Lafontaine, et un quartier de la municipalité de Bellefeuille, le long de la montée Sainte-Thérèse.

Érection canonique

Par un décret daté du 12 mars 1946, Son Excellence M^{gr} Joseph Charbonneau, archevêque du diocèse de Montréal, érigea cette nouvelle paroisse, sous le patronage de sainte Paule dont la fête se célèbre le 26 janvier.

Les limites

En 1946, les limites de la nouvelle paroisse sont, du côté sud, la rue Nantel et la paroisse Saint-Jérôme; les paroisses de Sainte-Sophie et Saint-Antoine, à l'est; les paroisses Saint-Hippolyte et Saint-François-Xavier, au nord; les côtes Dalhousie, Rivière-à-Gagnon et Saint-Alphonse, à l'ouest. En résumé, tous les anciens paroissiens au nord de la rue Nantel, y compris ceux résidant sur les terres de la Côte-à-Boucanne, font partie de la nouvelle paroisse Sainte-Paule.

Au cours des années, les limites de la paroisse ont été modifiées à quelques reprises : en 1964, lors de l'érection de la paroisse Saint-Pierre; en 1978, lors de la mise sur pied de la communauté-relais Sainte-Madeleine, devenue en 1982 la paroisse Notre-Dame-de-la-Visitation; en 1988, 600 familles passent à la paroisse Saint-Pierre, soit toutes les familles résidant sur la rive gauche de la rivière du Nord. La paroisse Sainte-Paule compte actuellement 8602 familles, soit une population de 22 170 personnes.

La construction

Les débuts de la paroisse furent très modestes. On dut s'accommoder d'une baraque militaire pour les offices du dimanche, et la chapelle du camp pour ceux de la semaine. Le terrain, sur lequel seront construits la future église et le presbytère, est un don de la Dominion Rubber qui comptait au-delà de 500 de ses ouvriers dans cette paroisse. En novembre 1948, on autorisa la construction de la crypte ou soubassement qui servit d'église jusqu'en 1951. Le 18 juin 1955, M^{gr} Émilien Frenette procéda à la bénédiction de l'église. Durant cette même année furent bénites les 3 cloches baptisées du nom de France, Paule et Marie. Le 5 octobre 1991, l'église fut consacrée par M^{gr} Charles Valois.

Le quartier Bellefeuille

En 1975, la paroisse Sainte-Paule voit sa population augmentée par la mise en chantier d'un nouveau quartier et l'établissement de nouvelles familles sur la



Sainte-Paule de
Saint-Jérôme. Église.

montée Sainte-Thérèse, la Place Citation, Quatre-Saisons, Jérobel, Place Royale et le Domaine Horizon.

Madame Huguette Saint-Vincent, secondée par une équipe, se voit confier cette mission en 1986. À son départ, la mission est assurée par MM. les abbés Jean Dion et Michel Jasmin.

Le 12 juillet 1991, le Conseil de la Fabrique de la paroisse Sainte-Paule signe l'achat d'une maison devenue la Maison du Quartier Bellefeuille, sise au numéro 1082, montée Sainte-Thérèse.

Les curés et les vicaires

L'église actuelle fut construite sous le curé fondateur, Louis-Philippe Allaire (1946-1950). À l'arrivée du curé fondateur, comme le presbytère n'était pas construit, c'est en haut du garage de la Parfumerie Chalus, rue Vaillancourt, face à la future église, que le curé s'installa et put surveiller le chantier. C'est là qu'eurent lieu les premiers baptêmes de la paroisse.

Après le départ du curé fondateur, la cure de la paroisse a été successivement assurée par MM. les abbés Louis-Philippe Roy (1951-1952), Léo Barron (1952-1953), Albert Lemay (1953-1967), Pierre Bergevin (1967-1976), André Racine (1976-1986), Roland Dagenais (1986-1998). M^{re} Fernand Dagenais, p.h., occupe la fonction de curé depuis 1998.

De 1947 à 1995, les vicaires suivants ont travaillé dans la paroisse : MM. Pierre Claude, J. Raymond Archambault, Charles Martel, Jean Proteau, Paul-Émile Allard, Joseph Robitaille, Napoléon Lavoie, Georges Martin, Roland Létourneau, Georges Duquet, Jacques de Villers, Bernard Sauvé, Gérard Caron, Maurice Gariépy, Luc Guénette, Jean-Paul Husereau, Réal Phaneuf, Yvon Aubry, Gaston Pageau, Anselmo Léonelli, Jacques Gince, Hervé Goulet, Bernard Trépanier, Maurice Sarazin, Sylvain Lauzon, Paul Jobin, André Desautels, Jean Dion, Michel Jasmin.

Les agents et agentes de pastorale

En pastorale paroissiale, on retrouve les personnes suivantes : Huguette Saint-Vincent, Pauline Ayotte, s.n.j.m., Josée Desforges, Jean-Claude Voyer, Nathalie Laforce, Jean-Guy Lachance, d.p., Odette Deslauriers. En pastorale scolaire, Monic Clément, Johanne Rodier, Louise Rousseau, Yvette Pleau, s.s.a., Claudette Legault, Yvan Giraldeau, Marie-Claire Dussault.

Vocations religieuses de la paroisse

M^{re} Luc Cyr, évêque de Valleyfield, père Arthur Forget, o.p., Père Maurice Légaré, s.c.j., MM les abbés Cyrille Jolicœur, Maurice Sarrazin, Michel Forget, Réjean Cyr, Rodrigue Labelle; Jean-Guy Lachance, diacre permanent; Sr Jeanne-d'Arc Richer, s.b.c., Sr Marie-Claire Labelle, m.i.c., Sr Clairette Brunet, s.s.a., Sr Denis Labelle, r.b.p.

Les institutions

L'École Saint-Joseph a été construite en 1924. L'École Sainte-Paule ouvrait ses portes le 2 décembre 1952. L'École Sacré-Cœur a été inaugurée le 13 novembre 1955. L'École de L'Envolée a ouvert ses portes en septembre 1988. L'École de La Source a ouvert ses portes en septembre 1992. En septembre 1998 s'ouvrait une école privée sous le nom de l'Académie Lafontaine. La première école élémentaire anglophone de Saint-Jérôme fut ouverte le 20 janvier 1932.

Maisons religieuses et de prière

La Maison des Jésuites fut inaugurée le 25 décembre 1959. Le Monastère des Recluses Missionnaires fut fondé en 1958. Le Centre de prière « La Vigne » a ouvert ses portes le 7 octobre 1977.

Les résidences pour personnes âgées

Résidence Alice et Roger, Manoir Saint-Jérôme, Résidence Lafontaine, Résidence Rivière-du-Nord, Résidence Blanche-Chaumière, Résidence Montée Sainte-Thérèse, Résidence Chez-soi, Résidence Raphaël.

L'équipe pastorale

Toute l'activité pastorale et administrative de la paroisse dépend actuellement d'une équipe composée de 8 personnes: un curé, un vicaire, deux agentes de pastorale paroissiale, deux agentes de pastorale scolaire, un administrateur et une secrétaire. À ces personnes s'ajoutent un sacristain et des personnes bénévoles préposées à la préparation des offices, à l'entretien des vêtements et linges liturgiques ainsi qu'à la décoration de l'église.



Sainte-Paule.
Intérieur de l'église.

La chorale de Sainte-Paule

La chorale de Sainte-Paule vit le jour le 19 janvier 1948. L'animation musicale fut confiée à M. et M^{me} Eugène Richer et à quelques autres directeurs et directrices jusqu'en 1971. En 1972, sous la direction de Madame Monic Clément, directrice actuelle depuis 28 ans, la chorale prit le nom de « Les disciples de Sainte-Paule ». La chorale actuelle se compose d'une quarantaine de personnes. Madame Pierrette Richer est l'organiste titulaire. Dans les années 1973-1979, madame Alice Fraser dirigea une chorale de jeunes et d'adolescents, connue sous le nom de « Les Martinets ».

Autres chorales, groupes, animateurs et animatrices du chant et de la musique

Depuis la fondation

Les frères Morin et Dufour et MM. Paquin, Aubrey et Chaumont (messes rythmées); le groupe Stéphane Ménard; Luc St-Onge, Linda Gagnon, Jean Ethier (les Décibels); Susan Labonté (la Petite Chorale); Sylvie et Johanne Charbonneau, Nancy O'Reilly (la Mi-Chante); Marielle Allaire et Jean-Claude Voyer (chorale J.E.M.); Francine et Normand Lauzon (messes à l'école Sacré-Cœur); Louise Bissonnette, Johanne Beaulieu, Sylvain Lapierre, Christian Thémens, France Poirier, Linda Carvalho.

Jusqu'à aujourd'hui

Robert Belzile, Caroline Belzile, Johanne Lapierre, Nathalie Maillard, Vincent Gosselin.

LES CONSEILS, COMITÉS ET SERVICES

Le Conseil de pastorale paroissiale, actuellement en formation, a succédé, en 1986, au Bureau d'Action Communautaire (BAC) formé en 1975-1976.

Le Conseil des marguilliers et marguillières, dont la première élection officielle remonte au 12 mars 1946.

Le Club d'entraide Sainte-Paule Inc. (1980).

Le Comité de liturgie: lecteurs, lectrices, ministres de la communion, personnes préposées à l'accueil et à la sacristie.

Le club des Servants de messe.

Le Service de la pastorale de l'initiation aux sacrements.

Le Service de préparation au baptême.

Le Comité de pastorale des malades.

LES MOUVEMENTS ET AUTRES ACTIVITÉS

Le Dépannage alimentaire.

L'âge d'or.

L'Ouvroir (Service d'entraide).

Le Cercle des Fermières.

Le Cursillo.

La Fraternité Saint-François.

La Rencontre amicale.

L'express-Amitié.

Les Intrépides (Scouts).

S.A.V.I.E. (Stimulation, Autonomie, Valorisation, Intégration et Épanouissement auprès des personnes handicapées intellectuelles ou physiques adultes).

Le Groupe J.E.M. (Jeunesse étudiante en Mouvement).

La Fête de la Fidélité.

La Soirée des Bénévoles.

J.C. Fladysmag devenu le groupe Jeunes-Adules (J.A.).

Source

M^{re} FERNAND DAGENAI, p.h., et M. J.-GILLES CHARBONNEAU,
président de l'assemblée de fabrique.

Sainte-Françoise-Cabrini (Rosemère)

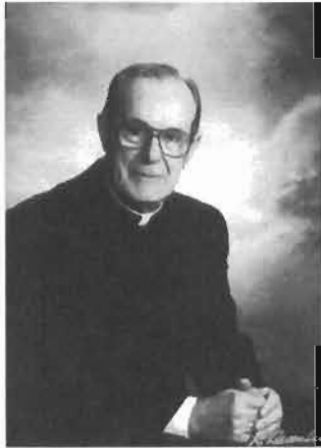
La petite histoire

Au début du xx^e siècle, la population des vacanciers grandit continuellement et rapidement. Au fil des ans, les estivants sont si nombreux que les autorités religieuses de Sainte-Thérèse décident de construire une chapelle d'été à leurs intentions. Ainsi pour faciliter l'assistance à la messe dominicale, la desserte Sainte-Anne est érigée. Le 12 octobre 1935, l'évêque coadjuteur de Montréal, monsieur Georges Gauthier, érige officiellement la desserte et nomme syndics messieurs Hector Labelle, Hubert Maisonneuve, John Dooley, Arthur Locas et J.A. Rice.

En novembre de la même année, M^{re} Gauthier nomme le chanoine Albert Valois, desservant à Rosemère et président des syndics. En mai 1936, c'est l'abbé Edmond Lacroix qui prend la relève en tant que curé de Sainte-Thérèse, alors que l'abbé Alphonse Cloutier du Séminaire de Sainte-Thérèse assume la responsabilité du ministère dominical.



L'église Sainte-Françoise Cabrini.
Collection Jean-Pierre Joly.



Le curé Jules Paquette
(1916-1997)
Collection Jean-Pierre Joly.

C'est le 19 novembre que les syndics approuvent les plans de construction de la chapelle préparés par l'architecte Henri S. Labelle et qu'ils accordent le contrat de construction aux frères Alphonse et René Couture, deux menuisiers bien connus de Rosemère. Soulignons que le terrain sur lequel est construit la chapelle a été donné par Hector Labelle et celui du stationnement par la mère de celui-ci, Adèle Labelle.

Le 3 mai 1936 est célébrée par l'abbé Lacroix la première messe dans la nouvelle chapelle. Marguerite Maisonneuve, l'institutrice de la seule école de Rosemère à l'époque, dirige une chorale composée d'enfants de Rosemère. Le 29 juin, l'évêque auxiliaire de Montréal, M^{gr} Alphonse Deschamps, procède à la bénédiction solennelle de la chapelle. Le 26 juillet se déroule une autre grande cérémonie, soit la bénédiction de la cloche donnée par le Canadien Pacifique, laquelle se trouve encore aujourd'hui dans le clocher de l'église Sainte-Françoise-Cabrini. La croix sur le clocher est l'ancienne croix de chemin qui se trouvait devant la maison de la famille Labelle.

Par un mandement daté du 4 septembre 1947, l'archevêque de Montréal érigeait le territoire en paroisse sous le vocable de Sainte-Françoise-Cabrini, première sainte américaine, canonisée quelques mois plus tôt. Le jour même, il nommait le premier curé.

Voici la liste des curés de la paroisse. MM. Émile Jarry (1947-1948), Benedict McLeod (1948), Clodomir Breton (1948-1953), J. Thél. Grenier (1953-1961), Jules Paquette (1961-1980), Vincent Piché (1981-1982), Jean-Paul Bourgeau (1982-1992), J.R. Roy (1992), Georges Blais (1992-1994), Yvon Aubry (1994-1997), D. Tremblay (1998), B. St-Onge (1998-).

Histoire récente

Soulignons la cure de Jules Paquette à cause de sa longévité (20 ans), et les nombreux changements qui l'ont marquée. Vatican II a apporté de nombreux bouleversements: autel face au peuple, fin du latin, évolution dans les mentalités, adaptation de la nouvelle liturgie. Le départ des paroissiens anglophones pour fonder leur paroisse, Holy Cross, a laissé un vide qui a pris des années à être comblé.

La cause première du départ des Frères du Sacré-Cœur de nos écoles fut la diminution des vocations religieuses. Quelques années plus tard, les Sœurs de la Congrégation Notre-Dame ont dû, elles aussi, quitter en laissant un vide immense. Le curé a demandé aux laïcs de prendre la relève et ils ont répondu généreusement. Une cure difficile que l'abbé Paquette a accomplie avec

dignité, amour et humour. Aujourd'hui, il repose en paix au cimetière des Frères du Sacré-Cœur à Rosemère.

L'abbé Jean-Paul Bourgeau, curé pendant 10 ans, a lui aussi laissé sa marque. C'était un homme délicat et doux. Ancien professeur au Séminaire de Sainte-Thérèse, il a été nommé curé à l'âge de 62 ans. Il s'est vite impliqué dans les différents mouvements de la paroisse et du diocèse: renouement conjugal, scoutisme, cursilliste, etc. Il s'est fait de nombreux amis à Rosemère et son départ fut la fin d'une période rassurante pour la paroisse. Le presbytère est resté vide et sombre pour finalement se transformer en salles de réunion et bureaux.

Hier-aujourd'hui-demain

Les prêtres Georges Blais, Yvon Aubry, Donald Tremblay et Benoît St-Onge se succèdent rapidement. Chacun apporte son dynamisme, son charisme et son savoir-faire. Les laïcs sont nommés pour partager la tâche grandissante des curés. Suzanne Côté Bolduc, responsable de la paroisse, est suivie de M. Guy Traversy, gérant de la fabrique. Aujourd'hui, l'équipe paroissiale est composée de Benoît St-Onge, prêtre de la communauté, de Diane Lemieux, responsable, de Josée De la Durantay, agente de pastorale paroissiale, de Lucie Barthe, agente de pastorale scolaire, et de Denis T. Blain, secrétaire.

À l'aube de ce troisième millénaire, M^{gr} Gilles Cazabon, évêque du diocèse de Saint-Jérôme, invite la paroisse à « Faire L'Église autrement », en faisant une expérience de secteur. Deux prêtres, Benoît St-Onge et Mathieu Renaud, offrent leurs services à trois paroisses: Sainte-Françoise-Cabrini à Rosemère, Saint-Maurice à Bois-des-Filion et Charles de Foucauld à Lorraine. Le presbytère est maintenant la résidence des deux prêtres, Benoît et Mathieu, et la vie de paroisse y est intense. Les paroissiens fêtent 2000 ans de Bonne Nouvelle en marchant ensemble avec Jésus Christ.



Sainte-Françoise-Cabrini de Rosemère. Rencontre œcuménique.

Source

DIANE LEMIEUX ET M^e DENIS HARDY



Immaculée-Conception.
Lachute. Les membres
du Conseil de Fabrique.



Immaculée-Conception.
Une classe de 3^e année
devant l'église. Avant 1964.

Immaculée-Conception (Lachute)

Le territoire de la paroisse est situé sur celui de Chatham où plusieurs familles s'étaient installées vers la fin des années 1930. Les terrains de ce territoire appartenaient alors à la famille Hammond, établie en ce lieu dans les années 1820. La résidence des Hammond fut convertie en école en 1942. Celle qu'on appela « école des rats », et pour cause.

Le 19 avril 1948, une pétition de 172 signataires fut envoyée au diocèse d'Ottawa dont relevait ce territoire. Le 22 mai 1948, M^{re} Alexandre Vachon émet le décret de fondation qui sera appelée Immaculée-Conception en souvenir du congrès marial. Léo Clément fut alors nommé premier curé de la paroisse. Trois syndics furent nommés, le 18 juillet 1948, en vue de la construction du soubassement et d'un presbytère. Il s'agit de Édouard Lavoie, Gaston Plamondon et Aurèle Pharand. L'achat du terrain appartenant à William Edgar Hammond et Gérard A. Hammond fut officialisé en janvier 1950. On est à la frontière des diocèses de Montréal et d'Ottawa

Le curé Clément occupa le premier presbytère de la rue Durocher. Le premier baptême fut enregistré le 27 février 1949. Il s'agit de Joseph-Gilles Tassé, fils d'Omer Tassé et d'Yvette Cadieux. Le premier mariage fut célébré le 25 juin 1949, au soubassement: il s'agissait de Joseph-Adrien Houle, fils de Hormisdas Houle et de Rose-Alma Fafard, et de Marie-Reina Larocque, fille d'Édouard Larocque et de Marie-Anne Larocque.

La construction du soubassement débuta le 20 septembre 1948. La première messe y fut célébrée le 22 mai 1949 et la bénédiction, par M^{re} Vachon, le 25 mai 1949.

Les écoles, l'hôpital

De l'école Hammond à l'école Clément, bénite par M^{re} Frenette le 14 octobre 1951, à l'école Immaculée-Conception pour les filles, bénite le 8 décembre 1955, toute la vie scolaire s'organisa autour du soubassement. Les Sœurs Grises de la Croix d'Ottawa vinrent y assurer l'enseignement jusqu'en 1967. Les Sœurs de la Providence furent présentes aux premières heures de l'Hôpital d'Argenteuil.

La seconde église

Sous le pastorat du curé Dalma Brisebois, en 1960, on décida de la construction d'une nouvelle église. Mais c'est Yvon Mailloux, en 1964, qui présida

à la construction à partir d'un modèle plus réduit. Le soubassement offrit au nouveau temple ses fondations. La première messe y fut célébrée le 25 décembre et la bénédiction eut lieu le 20 mai 1965. Elle fut consacrée par M^{gr} Charles Valois le 8 décembre 1984

Après les curés Clément (1948-1954), Dalma Brisebois (1954-1963) et Yvon Mailloux (1963-1965), se succédèrent Jacques Lépine (1965-1968), Pierre Groenen (1968-1972), Guy Champagne (1972-1980), Roger Brouillet (1980), Michel Forget (1980-1984), André Côté (1984-1985 et 1994-1996), Pierre Guay (1985-1990), Antoine Kelbert (1990-1994), Jean-François Laliberté (1996-1999) et Robert Lemire (1999-) qui est actuellement l'administrateur paroissial. La paroisse a donné deux diacres permanents, MM. Paul-Émile Barbeau (1912-1994) et Pierre-André Saint-Denis (1993).

Pastorale

Parmi les activités pastorales qui caractérisent la paroisse, il faut signaler l'ouvroir Marguerite-Bourgeoys. Il fut créé par madame Marcelle Barbeau le 18 janvier 1955 et est toujours actif. C'est une œuvre entièrement bénévole qui dessert dans la confidentialité et le respect plus de 500 personnes par année.

En 1989, madame Gaby Larocque met sur pied le « Centre d'entraide d'Argenteuil ». En 1994, il deviendra le comité de dépannage Paul-Émile Barbeau. Paul-Émile Barbeau, maintenant décédé, avait laissé le témoignage d'un engagement auprès des plus démunis des paroissiens. L'âge d'or fonctionne depuis 1968. Les laïcs sont très actifs, soit dans le secteur scolaire, liturgique ou la vie caritative. Ils assurent le chant liturgique, le service à l'église.

Fêtes du 50^e anniversaire

De janvier à décembre 1998, les paroissiens ont célébré le 50^e anniversaire de la fondation de leur paroisse. Ils ont publié un album souvenir qui se voulait « un hommage à la mémoire de nos fondateurs tant religieux que laïcs, qui dans une grande confiance en Dieu ont voulu marquer d'un geste concret leur Foi ».



L'église Immaculée-Conception.
Collection Jean-Pierre Joly.



Immaculée-Conception.
L'équipe des secrétaires.

Source

ROBERT LEMIRE, curé

Sainte-Marcelle (Saint-Jérôme)

Hier

Le 7 décembre 1949, la paroisse est érigée canoniquement par M^{re} Joseph Charbonneau, archevêque de Montréal, et elle reçoit sainte Marcelle comme patronne.

Le 15 août 1950, on procède à la bénédiction du terrain sur lequel seront érigés l'église et le presbytère, par monsieur le curé Albert Lemay, jour de la solennité de la fête de l'Assomption de la Vierge Marie. Dès la fondation de la paroisse, monsieur le curé Albert Lemay a placé sous la protection toute spéciale de la Vierge de l'Assomption les travaux de construction de la nouvelle entreprise.

En janvier 1950, les messes furent célébrées dans la grande salle des Chevaliers de Colomb, rue Laviolette, et ensuite, jusqu'à l'inauguration de la nouvelle église, dans une des vastes salles de The Regent Knitting Mills Ltd, gracieusement et exclusivement mise à la disposition de la Fabrique par son président, M. Hyman Grover.

Sur semaine, les offices religieux ont eu lieu à l'École Saint-Louis, courtoisie des Commissaires d'Écoles pour la Cité de Saint-Jérôme. Les messes de mariages et de sépultures continuèrent d'être célébrées à l'église de la paroisse-mère de Saint-Jérôme. Le sacrement de baptême fut administré au bureau temporaire du curé, 220, avenue Lebeau.

La nouvelle église, y compris la sacristie et le presbytère, a été construite rue Brière, à l'angle de l'avenue Léveillé. La majeure partie du terrain a été cédée par la Fabrique de Saint-Jérôme. La balance a été également cédée gratuitement par M. Edmond Hotte et par les Commissaires d'Écoles pour la Cité de Saint-Jérôme.

Le 14 octobre 1951, M^{re} Émilien Frenette bénit la nouvelle église, la première depuis la fondation du nouveau diocèse de Saint-Jérôme. On assistait alors au quatrième démembrement de la paroisse-mère de Saint-Jérôme. Le 30 novembre 1980, M^{re} Charles Valois consacre l'église Sainte-Marcelle.

Aujourd'hui

Pourquoi sainte Marcelle est-elle la patronne de cette nouvelle paroisse? C'est que Marcelle, veuve après sept ans de mariage, a résolu de se consacrer à Dieu. Pour favoriser son étude de la Sainte Écriture, elle vivait en communauté avec des saintes femmes sous la direction de Jérôme, maître rare. Pour marquer ce



L'église Sainte-Marcelle
de Saint-Jérôme près
de la Rivière-du-Nord.

lien de parenté spirituelle, le nom de Sainte-Marcelle est choisi et rappelle saint Jérôme, patron du diocèse.

Dimanche le 30 janvier 2000, fête patronale de la paroisse Sainte-Marcelle. Une belle occasion était offerte pour fêter et célébrer le 50^e anniversaire de fondation.

Une messe solennelle fut présidée par M^{gr} Gilles Cazabon, o.m.i. ; il était assisté de M. l'abbé Guy Champagne, prêtre de la communauté, de M. l'abbé Claude Leclerc, ancien curé et de M. l'abbé André St-André. L'homélie de M^{gr} signalait l'implication des paroissiens dans leur milieu. Il faisait remarquer que si la paroisse Sainte-Marcelle de 1950 a beaucoup changé au cours des années la vie qui était en elle à l'origine demeure la même aujourd'hui. « Le Christ est au milieu de nous comme la lumière du monde, lui le même hier, aujourd'hui et à jamais. »

La chorale de Sainte-Marcelle, accompagnée par l'organiste, sœur Francine Lavigne, c.n.d., enrichie de plusieurs voix venues des paroisses environnantes et dirigée par M. Jean Baignée, a rendu avec brio la messe de Guy Richer, auteur-compositeur, présent à cette occasion. La messe s'est terminée par l'Alleluia du Messie de Haendel qui faisait vibrer les cœurs d'une assemblée nombreuse.

Source
DIANE MERCIER

Saint-Lucien (Saint-Jérôme)

Le 10 juillet 1951, M^{gr} Paul-Émile Léger signait le décret d'érection de la paroisse Saint-Lucien⁵⁰. La fondation de la nouvelle paroisse a été faite à la demande expresse du curé de Saint-Jérôme, M^{gr} Philippe Labelle.

Le lendemain, l'abbé Paul Labelle, vicaire de la paroisse de Saint-Jérôme depuis 20 ans, devenait le curé fondateur. Le terrain de la fabrique a été gracieusement offert par la Compagnie de Papiers Rolland.

Voici la liste des curés qui ont présidé aux destinées de la paroisse. Paul Labelle (1951-1959); Paul Bergeron (1959-1969); André Vézina (1969-1981); Pierre Valois (1981-1982); Gérald Thiboutôt (1982-1993). Il y eut une responsable de paroisse, Madame Claire Bonfond, de 1993 à 1996. Les prêtres de communauté furent Claude Perron (1993-1994); Gérard Roux (1994-1995); avec Paul Jobin, comme remplaçant. Jacques Gagnon (1995-1996). Suzanne Imbonden (1981-1983) et Ginette Carrière (1983-1996) furent agentes de pastorale.



Église Saint-Lucien.
Collection Jean-Pierre Joly.

Les cloches de l'église ont été réparées, électrifiées et installées par Jean-Pierre Gauthier. Le premier baptême enregistré fut celui de Richard, fils de Médard Lauzon et Fleurette Corbeil. Le premier mariage, celui de Jacques Dagenais et Juliette Richer. Les premières funérailles, celles de Laurent Giroux.

Voici la liste des vicaires de la paroisse: Roger Dupré (1951-1952); C. A. Blondin, (1952-1955); Louis Roux (1955-1956); Robert Sauvé (1956-1959); Maurice Ouellette (1959-1967); Clément Laurin (1967-1968); père Walter Van As (1968); André Vézina, vicaire coadjuteur (1968-1969).

La paroisse Saint-Lucien a été supprimée et son territoire rattaché à la paroisse cathédrale. L'église a été vendue.

Source

GERTRUDE PAQUETTE

Notre-Dame-de-l'Assomption (Blainville)

Hier

De 1942 à 1947, la desserte Notre-Dame-des-Victoires située sur les terrains du Plan Bouchard sert aux militaires. De 1947 à 1951, elle est transférée sur le boulevard Labelle, au coin de la 70^e avenue ouest et porte le nom de Notre-Dame-du-Chemin.

Le 7 novembre 1951, M^{gr} émilien Frenette, évêque du diocèse de Saint-Jérôme, fonde la paroisse Notre-Dame-de-l'Assomption et nomme l'abbé Paul Bergeron curé fondateur.

En 1963, on érige l'église actuelle. En août 1964, la paroisse Notre-Dame-de-l'Assomption cède du territoire pour former la paroisse Saint-Rédempteur. En 1986, des transformations majeures réduisent le nombre de places à l'intérieur de l'église pour permettre la construction de trois petites salles derrière le chœur. Le sous-sol est loué à la Commission scolaire de Sainte-Thérèse.

Le 15 août 1991, l'église a été consacrée par M^{gr} Charles Valois, évêque de Saint-Jérôme. En 1997, une rénovation majeure a été faite à la façade de l'église.

Les curés

1951-1957: Paul Bergeron;
1957-1969: Charles-Édouard Léveillé;
1969-1975: Gérald Thiboutôt;
1975-1982: Paul Jobin;



Paroisse Notre-Dame-de-l'Assomption. Discours du député provincial Léonard Blanchard. En retrait, l'abbé Paul Bergeron, curé fondateur. À sa droite, M. Tapp.

1982-1985 : Pierre Filion ;
1985-1987 : Maurice Sarazin ;
1987-1992 : Luc Cyr ;
1994-1997 : André Désautels, prêtre de communauté.

Responsables de la paroisse

1992-1997 : M^{me} Diane Lemieux et
1992-1994 : Luc Cyr, prêtre de la communauté jusqu'en 1994 ;
1994-1997 : André Désautels, prêtre de la communauté ;
1997 : M^{me} Marguerite Lachance, responsable de la paroisse et
Yvon Aubry, prêtre de la communauté.

Cinquantième anniversaire

Le 7 novembre 2001, la paroisse fêtera son 50^e anniversaire de fondation.

Pastorale paroissiale

La paroisse Notre-Dame-de-l'Assomption est au cœur de Blainville, une ville de banlieue en pleine explosion démographique. La population catholique est de 20 440 personnes.

Les jeunes familles proviennent de partout à travers le Québec, ce qui fait que les gens s'enracinent graduellement dans leur nouveau milieu. Ce sont pour la plupart des gens scolarisés et de classe moyenne. La spécificité de la paroisse Notre-Dame-de-l'Assomption c'est sa jeunesse, l'âge moyen étant de 29 ans ; 90 % des résidents sont dans la fourchette du 0 à 54 ans.

Il y a sur le territoire 6 écoles primaires dont quelques-unes doivent s'agrandir cette année. Une école secondaire ouvrira ses portes en août 2001 et la construction d'une 7^e école primaire est annoncée pour l'année 2002.

L'accent pastoral est mis sur l'initiation chrétienne (baptême, éveil religieux, premier pardon, première communion, confirmation et messes familiales) et la pastorale sociale. Un centre d'écoute et de dépannage a apporté de l'aide à plus de 1000 personnes en l'an 2000. La paroisse possède également un comptoir d'aubaines. Notre-Dame-de-l'Assomption se veut une « Présence accueillante » dans le milieu Blainvillois.



Église Notre-Dame-de-l'Assomption.
Collection Jean-Pierre Joly.



Notre-Dame-de-l'Assomption.
École de l'Envolée. Collecte de vivres. Solange Marsolais, agente de pastorale.

Source

MARGUERITE LACHANCE



Le curé Jean-Paul Laurin.
Collection d'histoire
des Mille-Îles.

Cœur-Immaculée-de-Marie

Le sept février 1953, M^{sr} Émilien Frenette, évêque de Saint-Jérôme, émet le décret d'érection de la paroisse Cœur-Immaculée-de-Marie de Sainte-Thérèse. Le 10 février 1953, il nomme l'abbé Jean-Paul Laurin curé de la nouvelle paroisse.

L'élection de huit marguilliers, dont trois du banc, a lieu le 22 février et les élus sont : MM. Adrien Desjardins, Roger Harel, Henri Desjardins, Armand Corbeil, Georges Trépanier et Jean Rudolphe. Les trois marguilliers du banc sont MM. Alfred Desjardins, marguillier-comptable, Georges Cantin et Georges Trépanier, qui deviennent second et troisième marguillier du banc.

Les syndics

Le 13 décembre de la même année, trois syndics sont élus pour la construction d'une église et d'un presbytère. Cette construction débute en juillet 1955 et se poursuivra jusqu'au printemps 1956. La pierre angulaire est installée en octobre 1955 ; elle est localisée sur le mur de façade de l'église.

La première messe a été la messe de minuit de 1955, alors que les premières messes dominicales sont célébrées à l'école Charlebois. Les anciens se rappellent qu'une messe de minuit fut célébrée dans le garage de la voirie situé sur le boulevard Desjardins est et une autre, dans le magasin IGA, sur la rue Turgeon, où était autrefois la manufacture de boutons.

Coûts

Les coûts de la construction ont été d'environ 265 000 \$. Il y eut financement d'une banque portant intérêt à 7 % et le mode de remboursement était fait par répartition à 0,25 \$ du 100 \$ d'évaluation. Plusieurs paroissiens ont accepté de payer d'un seul coup leur part de cotisation. En 1972, le renouvellement de l'emprunt a été de 128 000 \$. En 1977, avec les cotisations et les revenus extraordinaires provenant de bingos, la dette était totalement payée.

Aussi, le 9 décembre 1978, à l'occasion des fêtes du 25^e anniversaire, l'évêque, M^{sr} Charles Valois, procédait-il à la consécration du temple. Le curé Yvon Mailloux participait à ces festivités de même que de nombreuses personnes qui avaient présidé à la création et au développement de la paroisse. La communauté avait atteint, comme disait le curé Mailloux, à la maturité. Un album souvenir a été publié à cette occasion.

Les pasteurs

MM. les abbés et pères: Jean-Paul Laurin (1953-1969); Louis-Philippe Boulanger (1969-1977); Roland Poupart (1977); Georges Blais (1977); Yvon Mailloux (1977-1981); Pierre Valois (1981-1988); Louis Pierre Séguin (1988-1989); Germain Grand-Maison (1990-1994); Ghislain Cadotte (1994-) furent nommés à la tête de la paroisse.

Plusieurs autres prêtres ont été collaborateurs: les abbés Aurélien Boisvert, Maurice Valois, Pierre Valois, Bernard Sauvé, Benoît Rodrigue, Gérard St-Sauveur, Claude Dion, André Daoust et Roger Ouellette durant plus de quarante ans. M. Ouellette a habité au presbytère durant plus de 27 ans. Il est décédé en janvier 2000 à l'âge de 80 ans.

Les collaborateurs laïques

M. Robert Jacques fut le premier animateur. Les responsables de la paroisse ont été: M^{mes} Nicole Chaput (1989-1991); Nicole Valière (1991-1996); Francine Riopel (1996-).

Les collaborateurs laïques furent Guy Leclerc et Lyse Letendre à la pastorale scolaire. Roselyne Petit et Suzanne Boisvert, à la préparation aux sacrements de baptême, à la communion et à la confirmation. Aujourd'hui, Nelio Pierre Michel et Christine Turcotte ont succédé à Guy Leclerc.

Statistiques

Au moment de la fondation de la paroisse, il y avait environ 300 familles. Aujourd'hui, il y a tout près de 4700 familles et 10 800 personnes. À chaque année, il y a environ 160 baptêmes.

Depuis la fondation, on estime les baptêmes à 4200, les premières communions à 4500, les confirmations à 4000, les mariages à 800 et les sépultures à 600.

Vie paroissiale

Parmi les mouvements, signalons le conseil de pastorale, les responsables de la liturgie, le comité d'aide alimentaire, les Cursillos, les Chevaliers de Colomb, les scouts et les louvettes. On y pratique les dîners d'amitié, les rencontres de personnes âgées, la vie montante, les fêtes et jubilaires, les services d'entretien.



L'église Cœur-Immaculée-de-Marie de Sainte-Thérèse.

Une troupe de théâtre apporte des revenus à la paroisse. La vente de vêtements au comptoir est également source de revenus. La paroisse et ses activités reposent sur la participation de nombreux bénévoles.

Projets

En 1999, on a procédé au réaménagement des locaux de la fabrique. On a relocalisé les bureaux au sous-sol de l'église et converti le presbytère en 5 logements. Le système d'incendie a été refait.

Un autre projet en voie de réalisation est la publication du feuillet paroissial directement en paroisse.

Source

FRANCINE RIOPEL

Sacré-Cœur (Sainte-Thérèse-de-Blainville)

Dans le jeune diocèse de Saint-Jérôme fondé deux ans auparavant, naissait en 1953 la paroisse Sacré-Cœur de Sainte-Thérèse, suivie à l'automne de la même année de la paroisse Cœur-Immaculée-de-Marie.

On sait qu'à l'époque des années 1950, l'Église du Québec connaissait certainement son plus haut taux de fréquentation religieuse. C'était le temps du chapelet en famille à la radio avec le cardinal Léger ; le Séminaire regorgeait de prêtres qui remplissaient le sanctuaire de l'église de Sainte-Thérèse, et la contraception était pour ainsi dire inexistante. C'est pourquoi M^{gr} Émilien Frenette, évêque fondateur du diocèse depuis 1951, multipliait les fondations de paroisses et décida d'ériger une nouvelle paroisse pour accommoder les fidèles des secteurs des Cent Maisons et du Bas-Sainte-Thérèse qui étaient en pleine expansion.

D'ailleurs, depuis 1952, des messes dominicales étaient célébrées au restaurant Normandie (le Petro Canada actuel), situé sur le boulevard Labelle, et ce jusqu'à l'incendie de ce restaurant, le 16 juin 1953. On a même célébré la messe à l'école Saint-Henri et au Cinéma Rose, qui se trouvaient à proximité de l'église actuelle. Certains se rappellent avoir fait une genuflexion près de leur siège en allant voir un film le dimanche après-midi alors qu'ils venaient d'assister à une célébration le matin même.

M^{gr} Frenette annonce donc la création de la paroisse sous le vocable du « Sacré-Cœur-de-Jésus », le 16 janvier 1953. Les premiers syndics sont : Paul

Sicotte, Armand Taillon et Maurice Bourassa. Les marguilliers fondateurs élus le 1^{er} février 1953 sont : Arthur Kimpton, Louis Giguère, Paul A. Choquette, Édouard Labelle, Cléophas Chartrand, Pierre Lauzon, Charles MacKinzie et Albert Prince (ce dernier fut remplacé car il n'habitait pas la paroisse).

L'évêque annonce du même coup la nomination du premier curé qui sera l'abbé Clodomir Breton (1953-1963). Les pasteurs qui se succéderont à la tête de cette paroisse sont : Dalmas Brisebois (1963-1965), Raymond Pageau (1965-1972), Paul Jobin, o.m.i. (1972-1975), Claude Saint-Laurent, o.m.i. (1975-1978), Jacques Legault, o.m.i. (1978-1983), et Zénon Clément, curé actuel depuis 1983. Comme on peut le voir, la communauté des Pères Oblats a administré la paroisse pendant plus de dix ans, soit de 1972 à 1983 ; c'est M^{re} Bernard Hubert, alors évêque du diocèse, qui leur avait confié la mission d'organiser une pastorale ouvrière dans cette paroisse composée en majorité de travailleurs à faible revenu. Le fonds de dépannage Jacques-Legault, ainsi nommé après son décès et en hommage au dernier curé oblat de la paroisse, témoigne de la fécondité de cette communauté auprès des démunis.

Plusieurs vicaires ont œuvré à la paroisse Sacré-Cœur : les abbés Robert Sauvé (restaurant Normandie), Pierre Claude (1953-1955), Viateur Raymond (1955-1964), Jean-Claude Bélanger (1959-1960), Georges Blais (1968-1969), Claude St-Laurent (1972-1975), Normand Belhumeur, o.m.i. (1972-1974), le Frère Alphonse Nadeau, o.m.i. (1973-1975), Gilles Leblanc, o.m.i. (1975-1979), Jean Dussault, o.m.i. (1979-1981), Réjean Boudreault (1979), le père François Nadeau (1981-1993), Gilles Patry et Georges Reid, sœur Irène Lessard, c.n.d. (1976-1984), Ghislain Julien (1984-1987). Plusieurs prêtres y firent aussi du service pastoral en semaine et le dimanche, dont l'abbé Arsène Tessier, plus particulièrement entre 1963 et 1967. Alain Denis a été stagiaire à la paroisse Sacré-Cœur de 1989 à 1994.

L'achat du terrain pour construire l'église ne fait pas l'unanimité. Plusieurs voient d'un bon œil la construction de l'édifice à l'est du boulevard Labelle, secteur qui est appelé à se développer, alors qu'à l'ouest on y trouve déjà l'église-mère et bientôt l'église Cœur-Immaculé-de-Marie. On opte finalement pour un terrain du côté ouest, adjacent à la « Vieille Maison Grise », situé sur la terre ancestrale des Ouimet-Bertrand. L'achat conclu à 50 000 \$ en 1954 comprend le terrain sur lequel sera construite l'église avec façade sur le boulevard Labelle, et la maison ancestrale appartenant depuis 1943 à Ralph Hunt, alors directeur général de la Commonwealth Plywood, maison qui servira de presbytère.

Notons que dans un premier temps la fabrique avait pensé ériger l'église sur la rue Blainville est, puisqu'elle achète le 23 juin 1953 la propriété de Réal Maisonneuve (ancienne maison de Damase Juteau) et une partie du terrain de Sylvio Fournelle, dans le but de servir de site à la future église, achat effectué exactement une semaine après l'incendie du restaurant Normandie. Considérant sans doute que l'église en bordure du boulevard Labelle avait une meilleure visibilité et une meilleure accessibilité pour tous les paroissiens, on abandonne la première option en faveur de la deuxième. La maison Maisonneuve sert toutefois de presbytère temporaire et de local pour célébrer certains offices religieux en attendant l'ouverture de l'église. Acquise au coût de 19 000 \$, la propriété fut vendue au même prix le 15 mars 1961 au barbier Jacques Jetté.



L'église Sacré-Cœur de Sainte-Thérèse en mai 2000.

Selon les plans des architectes Robillard et Jetté, l'entrepreneur Dollard Lebeau, de Saint-Jérôme, procède à la construction de l'église aux «lignes modernes mais sobres», un «joyau de l'architecture du 20^e siècle, modèle de beauté et d'élégance qui a coûté relativement peu», soit 141 000 \$, comme le rapporte le journal *La Voix des Mille-Îles* du 23 juin 1955. La bénédiction de la pierre angulaire et de l'église a lieu le 17 juin 1955 en présence de M^{sr} Émilien Frenette, qui y célèbre une première messe, en la fête du Sacré-Cœur, patron de la paroisse. Sont présent à cette cérémonie, les maires respectifs du village et de la paroisse de Sainte-Thérèse, MM. Raphaël Gauthier et John Trapp.

La paroisse Sacré-Cœur de Sainte-Thérèse a connu une expansion considérable en plus de 40 ans d'existence, puisqu'elle est passée de 524 familles et 2372 personnes en 1953 à 6500 familles en l'an 2000.

Le territoire actuel de la paroisse Sacré-Cœur se rend au nord-est jusqu'au chemin de fer (incluant la maison de retraités «Le Boisé» et les Jardins Blainville), est borné à l'est par les limites de la paroisse Saint-Maurice de Bois-des-Filion et de la paroisse Sainte-Françoise-Cabrini de Rosemère, incluant la Montée Oudart, les projets Fontainebleau et Annecy, et le chemin du Bas-Sainte-Thérèse jusqu'aux limites de Rosemère; il s'étend au nord-ouest jusqu'au chemin de fer et comprend le secteur de la rue Dubois jusqu'au pont de la rue Senécal, la rue Senécal du côté est, une partie de la rue Forget du côté est, la rue Blainville est à partir de la rue Dagenais, et la rue Duquet du côté est jusqu'au boulevard du Séminaire, incluant les Cent Maisons et le quartier résidentiel formé des rues Vaillancourt (jusqu'à Duquet) et Gauthier, etc. Le secteur de la rue Senécal fut rattaché à la paroisse Sacré-Cœur en février 1953 et la partie comprise entre la Rivière-aux-Chiens et l'autoroute

640 appartenant auparavant à la paroisse Sainte-Françoise-Cabrini de Rosemère, était annexée en 1982.

Le premier baptême à figurer dans les registres paroissiaux, alors que l'église n'est pas encore construite est celui de Daniel Ethier, le 15 février 1953, fils de Raymond et Françoise Ethier, mécanicien de la rue Verdon, et le premier mariage a lieu le 14 août de la même année, entre Delphis dit Simon Léonard et Evelyne Boudreault, de Rosemère. Au 1^{er} janvier 1954, soit un an après la fondation, 64 baptêmes avaient été célébrés, de même que 27 mariages et 9 funérailles. Le premier baptisé dans l'église est Louise Audy, nièce de M^{me} Alvina Lavoie, garagiste de la paroisse et ancienne conseillère municipale de Sainte-Thérèse. Le premier servant de messe fut Michel Allard, du quartier des Cent Maisons.

Parmi les dates importantes de la paroisse, retenons l'année 1965 où le sanctuaire est entièrement rénové pour s'adapter au renouveau liturgique de Vatican II. Dorénavant, on dirait la messe face aux fidèles et en français.

En 1966, on y célèbre l'ordination de l'abbé Yvon Aubry, seul enfant de la paroisse à devenir prêtre jusqu'à ce jour. Il est le fils de M. et M^{me} Léopold Aubry, du Bas-Sainte-Thérèse. Le sacerdoce lui est conféré par M^{sr} Émilien Frenette le 14 mai 1966.

La paroisse Sacré-Cœur accueille aussi deux familles de réfugiés asiatiques. La première venue en 1979 du Cambodge, la famille de M. Tatcher Leing, et la seconde, la famille vietnamienne Nguyen, parrainée par les Moniales Rédemptoristes de Sainte-Thérèse, en 1987, toutes deux prises en charge par un comité d'accueil sous la responsabilité de Edgar et Hermance Joly, de la rue Leduc.

En 1983, « La P'tite Épaule » est mise sur pied pour venir en aide aux gens défavorisés de la paroisse; ouvert tout d'abord au 79 rue Leduc, l'organisme déménage ses pénates en 1984 au 245 rue Blainville est, dans une maison acquise grâce aux économies du curé Zénon Clément et de Andrée Turgeon, secrétaire de la fabrique. Cette entreprise est financée par plusieurs organismes sociaux et religieux, dont Centraide Laurentides. La paroisse participe aussi à la fondation de Moissons Basses-Laurentides qui obtenait sa charte à but non lucratif en 1988, et dont le directeur spirituel est le curé Zénon Clément; cet organisme régional recueille gratuitement les produits alimentaires des commerces environnants pour les redistribuer aux plus démunis.

En 1984, la fabrique procède à la vente de la « Vieille Maison Grise » et à la construction d'un nouveau presbytère. L'édifice de 33 x 33 pieds, rattaché à l'église du côté sud, est exécuté selon les plans de la firme d'architectes

Meloche et Nantel, de Laval. Le coût est absorbé en majeure partie par le prix de vente de la vente de la « Vieille Maison Grise ». La paroisse se déleste ainsi d'un lot de 942 m², formé d'une pointe entre les rues Bertrand et Blainville, pour n'en conserver que l'emplacement actuel de 66 x 61 mètres, soit 3250 m².

En 1988, une grande partie du sous-sol de l'église est louée à la Commission Scolaire de Sainte-Thérèse qui y effectue d'importantes rénovations pour y loger quatre classes de maternelle. La Commission scolaire quitte les lieux en 1994 ; elle est remplacée par le Comptoir Dépanne-tout qui vend des articles usagés au profit de la paroisse, du fond de dépannage Jacques-Legault et de différents organismes dans le besoin. Le Comptoir Dépanne-tout avait démarré sur le boulevard René-A.-Robert en 1993 à l'instigation d'un comité présidé par l'agent de pastorale Gilles Gauthier.

Cinq sacristains se sont succédé à la paroisse Sacré-Cœur depuis sa fondation : Alcide Venne (1953-1971), Jacques Dion (1973-1976), Joseph Larouche (1976-1981), Alvin Lebel (1983-1985), et Gilles Therrien, sacristain actuel depuis 1985.

Plusieurs organismes ont fourmillé dans la paroisse Sacré-Cœur depuis 1953, particulièrement avec la venue des Oblats en 1972. Nommons la chorale animée pendant des années par Mme Eugénie Fournelle (1953), l'Accueil aux nouveau-nés (1962), le Cercle d'Amitié de Sainte-Thérèse, club d'âge d'or le plus ancien de la région (1964), le Service d'entraide (1973), le conseil de pastorale (1974), la Vie montante (1974), le Cursi.lo (1976), le 3^e âge Sacré-Cœur (1977), le groupe charismatique, le mouvement scout et guide, les Alcooliques Anonymes et les Alanons-Alateens, Émotifs Anonymes, Cocaïnomanes Anonymes, la garderie « Le P'tit Répit », etc.

Les célébrations à la paroisse Sacré-Cœur ont toujours été animées par une musique entraînante et des chants inspirés de la liturgie dominicale. Des musiciens chevronnés s'y sont dévoués : André et Mario Lecler, la famille Coulombe, Michel Létourneau, Étienne et Johanne Haché, François Lecavalier, Lydia Wata, Martine Tessier, Laurent Cyr à la trompette, les organistes Léo Sabourin, Aimé Harnois, Frère Jacques Lafontaine, f.s.c., etc. L'équipe qui assure l'animation musicale et vocale est dirigée depuis 1984 par Andrée Turgeon ; auparavant, cette fonction a été assumée par sœur Louise Pelletier et André Barthe.

Depuis 1986, un président laïque administre la fabrique. M. Aimé Harnois a accompli cette fonction jusqu'en 1997, année où le président actuel, M. Richard Lecavalier, lui a succédé.



Sacré-Cœur de Sainte-Thérèse.
Équipe pastorale. De gauche à
droite : Robin Roy, Suzanne
Côté-Bolduc, le curé Zénon
Clément, Michèle Coulombe.
Mai 2000.

Suzanne Côté-Bolduc assume pour sa part la charge d'agent de pastorale paroissiale depuis cinq ans; elle a été précédée dans cette tâche par Gilles Gauthier (1984-1995). La pastorale scolaire de son côté a été assumée successivement par sœur Louise Pelletier, Diane Brochu, Louise Boudrias, Margo Morin, Diane Lemieux, Danielle Paquette et Robin Roy, agent de pastorale scolaire actuel. Michèle Coulombe, qui s'occupe de la préparation des enfants aux sacrements du pardon, première communion et confirmation, préside pour sa part le conseil pastoral paroissial (C.P.P.), composé de Huguette St-Hilaire, Denis Labelle, Ghislaine Chabot, Marjolaine St-Amour, Benoît Girard et Andrée Turgeon. Michèle préside également le comité de liturgie composé de Huguette St-Hilaire, Marjolaine St-Amour, Margo Morin, Andrée Turgeon, Fleurette St-Pierre, Jeannine Tomassin et Agathe Nadeau. Le conseil de fabrique pour l'année 2000 est composé de Yvan Labelle, Yvon Bélisle, Marjolaine St-Amour, Paul Forgues, Carole Guérin et Vincenza Dicaprio.



Sacré-Cœur de Sainte-Thérèse.
Les marguilliers. De gauche à droite, première rangée: Vincenza Dicaprio, Marjolaine St-Amour, Carole Guérin. Seconde rangée: Richard Lecavalier, président, le curé Zénon Clément, Yvan Lacelle, Paul Forgues. N'apparaît pas sur la photo, Yvon Bélisle. Mai 2000.

Source

PAULINE OUMET-CHARRON

Marie-Médiatrice (Pointe-Calumet)

Un village n'est pas un vrai village s'il ne possède pas sa propre chapelle. C'est ce qu'a dû se dire la population de la Pointe, puisqu'en 1930 elle appuie les syndicats de l'époque dans leurs efforts pour emprunter l'argent nécessaire à la construction d'une chapelle. Les propriétaires s'engagent même à payer 10 \$ par année pour payer les intérêts de l'emprunt. À cette époque, la Pointe fait partie du diocèse de Montréal.

Cette détermination collective est rehaussée par la participation d'une paroissienne de Saint-Joseph-du-Lac qui fait don au curé, aux syndicats et aux paroissiens d'un terrain situé à Pointe-Calumet « pour y faire construire dessus une chapelle d'été ». Elle sera en effet toute petite, construite toute en bois et toute blanche; on lui donne le nom de Notre-Dame-des-Neiges.

Une chapelle sans cloche pour inviter les paroissiens aux cérémonies religieuses n'est pas tout à fait une vraie chapelle. C'est donc un des syndicats qui offre la cloche que l'on bénit dans la chapelle même.

L'été, les Pères trappistes, ou encore le curé Dufour de Saint-Joseph-du-Lac, viennent célébrer la messe à Pointe-Calumet. On peut également aller chez les Pères Clément, des Clercs de Sainte-Croix, qui se sont fait construire

une petite chapelle à l'intérieur de leur maison où, de temps en temps, ils célèbrent l'Eucharistie. La famille Norbert Clément de Pointe-Calumet donna trois fils aux Clercs de Sainte-Croix dont Joseph-Adolphe qui fut un ami personnel du frère André.

Jusqu'en 1954, Pointe-Calumet est rattachée à la paroisse de Saint-Joseph-du-Lac, et l'hiver, les villageois de la Pointe-Calumet doivent donc se rendre à l'église de Saint-Joseph.

Il a fallu attendre près de 30 ans avant que la population de la Pointe s'offre une messe hivernale. C'est au restaurant Barbeau qu'est célébrée la messe par le curé Jasmin de Saint-Joseph, d'octobre 1952 jusqu'au printemps suivant. Le premier vendredi du mois, on y confesse même les paroissiens.

En 1953, les nouveaux syndics s'occupent de l'érection de la paroisse. À partir de ce moment, la chapelle Notre-Dame-des-Neiges portera le nom de Marie-Médiatrice. Le 20 février 1954, on reconnaît le statut de la paroisse et le 10 juillet de l'année suivante, le cardinal Paul-Émile Léger vient lui-même bénir l'église.

À cette époque, à la saison estivale, on célèbre 6 messes par dimanche. La chapelle se compose alors de trois rangées de bancs où peuvent s'entasser jusqu'à deux cents personnes. On doit souvent laisser les portes ouvertes pour permettre aux gens de dehors de suivre la célébration.

La paroisse accueille son premier curé et la titulaire de la chapelle devient Marie-Médiatrice. M^{sr} Conrad Chaumont, évêque auxiliaire à Montréal, vient signer le document officiel et introniser le premier curé, Albert Millette. Il s'adjoint Elphège Muray comme sacristain.

La chapelle est appelée à connaître des transformations imposées par une poussée démographique régulière. C'est ainsi que des agrandissements seront effectués à quatre reprises : sur le côté, à l'arrière (2 fois) et à l'avant où, à cette occasion, on déplacera le clocher.

On raconte qu'à la veille de Noël, alors que tout le village est rassemblé dans la nef et qu'on se prépare à distribuer l'Eucharistie, une des poutres cède. Sur le coup, c'est la panique. Mais monsieur le curé, pour redonner confiance, reprend la distribution de la communion.

En 1957, la paroisse de Marie-Médiatrice passe au diocèse de Saint-Jérôme. En 1969, M^{sr} Frenette, à l'occasion de la confirmation des jeunes, ordonna à la prétrise M. André Malo, Clerc de Saint-Viateur, enfant de la paroisse.

Vers les années 1980-1982, la vitalité de la paroisse laisse entrevoir la possibilité de transformations importantes à effectuer à l'église. Des projets s'élaborent, mais ne peuvent se concrétiser dans le temps.



Église Marie-Médiatrice.
Collection Jean-Pierre Joly.

En septembre 1983, une équipe de religieuses de l'Institut Notre-Dame-du-Bon-Conseil de Montréal, avec Mario Foucault, assumera la responsabilité de la paroisse. L'église présente des signes évidents de désuétude qui appellent plus qu'un entretien régulier. En octobre 1985, le Conseil de fabrique met sur pied un comité qui prend en charge les études et les consultations nécessaires à un projet de construction ou de rénovation. Ce comité travaille en étroite solidarité avec les marguilliers. Les deux groupes sont coordonnés par sœur Esther Champage puisque depuis la fin août 1983 l'animation de la paroisse est confiée à une équipe formée de religieuses et d'un prêtre. Une religieuse est coordonnatrice paroissiale et le prêtre, responsable du ministère sacramental. Sœur Aline Décarie et Mario Foucault forment la première équipe jusqu'en janvier 1984 où sœur Esther prend la relève de sœur Aline.

Au printemps 1987, une grande campagne de financement se met en branle afin de recueillir les fonds requis pour la transformation de l'église (250 000 \$). Pour atteindre cet objectif, on vendra le presbytère qui est trop grand pour les besoins réels du temps. Dans les plans de l'église nouvelle, des espaces sont prévus pour les bureaux de la paroisse.

Les travaux de rénovation commencent en septembre 1987. Grâce à la générosité des paroissiens et de leurs amis et anciens calumet-pontois, grâce aux corvées laborieuses et efficaces, grâce à la ténacité courageuse des responsables, le 20 décembre 1987, la première messe est célébrée dans la nouvelle église par M^{gr} Raymond St-Gelais, évêque auxiliaire de Saint-Jérôme.

Le 29 mai 1988, un marchethon mobilise les jeunes de l'école Marie-Médiatrice, leurs parents et professeurs, soutenus par le Comité d'école, les membres de Parents-Secours. L'objectif du marchethon est de recueillir les fonds nécessaires pour l'achat des autels et des lutrins de l'église renouvelée.

Le 5 juin 1988, le Conseil de fabrique invite M^{gr} Charles Valois, alors évêque de Saint-Jérôme, à bénir le nouveau lieu de culte. Une grande fête de reconnaissance est organisée à cette occasion pour remercier les bénévoles de leur contribution à ce projet collectif.

Depuis l'année 1989, l'animation pastorale et l'administration sont confiées à des laïcs et à un prêtre, de concert avec le Conseil de fabrique.

L'église dédiée à Marie-Médiatrice a été consacrée par M^{gr} Charles Valois le 11 septembre 1994.

Source
LOUISE BERNIER



Église Notre-Dame-de-Fatima.
Collection Jean-Pierre Joly.

Notre-Dame-de-Fatima

En 1947, la région de la Grande Côte, à Boisbriand, se limite à environ 175 familles majoritairement rurales. Durant l'été 1947, une première demande est faite à l'évêque du diocèse pour une chapelle d'été par un groupe de résidents de l'Île de Mai.

Les années se suivent, de même que les demandes. Le 21 août 1949, un vaste terrain de 226 pieds sur 700 pieds est offert par M. Adrien Chartrand, cultivateur de la Grande-Côte, pour la construction de la chapelle. Enfin, en 1950, un emprunt de 20 000\$ est garanti par la Fabrique de Sainte-Thérèse pour la construction d'une chapelle de 96 pieds sur 40 pieds.

Le 22 avril 1954, M^{gr} Émilien Frénette érige canoniquement la paroisse dite « de la Grand Côte », sous le vocable de Notre-Dame-de-Fatima.

Liste des curés

MM les abbés Paul-Émile Boivin, curé-fondateur (1954-1958); Gaétan Cadieux (1958-1961); Gaston Pageau (1961-1963); Roland Chartrand (1963-1972); René Viau (1972-1975); Jacques Fortier (1975-1979); Claude Leclerc (1979-1988); Guy Champagne (1988-1989); André Côté (1989-1993); Luc Bouchard (1993-2000).

Au deuxième rang, selon la population

Aujourd'hui, la paroisse Notre-Dame-de-Fatima compte 17 014 catholiques, ce qui la place au deuxième rang pour la population, dans le diocèse de Saint-Jérôme. Elle est également la deuxième parmi les 13 paroisses ayant plus de 10 000 catholiques.

Faire Église autrement

En juin 2000, dans le cadre des réformes diocésaines pour « Faire Église autrement », l'actuel évêque, M^{gr} Gilles Cazabon, a décidé de créer une seule équipe pastorale pour desservir deux paroisses-sœurs: Notre-Dame-de-Fatima et, sa voisine, la paroisse Cœur-Immaculé-de-Marie.

Le 16 juin 2000, M^{me} Francine Riopel est nommée responsable paroissiale et présidente de fabrique des deux paroisses et l'abbé Ghyslain Cadotte prêtre-modérateur pour les deux communautés.

Services et mouvements d'adultes

Les communautés paroissiales offrent des services de comptoir d'aubaines, de dépannage alimentaire. Pour la famille on trouve Couple et famille, Expérience de vie familiale, Service d'Orientation des Foyers, Aide aux couples en difficultés. On trouve également les Cursillistes.

Carol Ainsley, diacre, et Monique Pinard, son épouse sont également au service de la communauté.

Source

GILLES GAUTHIER

Sainte-Marthe-sur-le-Lac

La paroisse Sainte-Marthe-sur-le-Lac est un démembrement de la paroisse Saint-Agapit-de-Deux-Montagnes. Lors de la formation du diocèse de Saint-Jérôme, le territoire le long du lac des Deux-Montagnes avait continué d'être rattaché au diocèse de Montréal jusqu'en 1957. Le cardinal Paul-Émile Léger voulait, semble-t-il, garder les abbayes dans son diocèse. Surtout que les Messieurs de Saint-Sulpice étaient bien ancrés à Oka.

La consécration de l'église abbatiale des Bénédictines eut lieu le 7 octobre 1956. On invoque que le cardinal Léger ne voulait pas placer sur les épaules du nouvel évêque de Saint-Jérôme la dette de cette construction.

Dans son décret du 13 juin 1958, M^{sr} Émilien Frenette motive la fondation de Sainte-Marthe à la demande des paroissiens (215) et des villégiateurs (700 à 800) et l'éloignement de l'église de Saint-Agapit. Aujourd'hui, la paroisse Sainte-Marthe dénombre 8200 catholiques.

Les équipes pastorales

L'abbé Gaétan Lajeunesse fut le premier curé, de 1958 à 1967. Les premiers marguilliers furent: Armand Landry, Eugène Larocque, Maurice Binette, Raymond Beulance, Eugène Binette, Joseph-P. Simard, Lucien Cloutier et Euclide Roger. Les architectes, Robillard, Jetté et Beaudoin. La bénédiction du cimetière eut lieu le 25 juillet 1958; la bénédiction de l'église, le 30 août 1959 et la bénédiction des cloches en 1962. La construction du presbytère, en 1962.

L'abbé Fernand Proulx fut curé de 1967 à 1974. S'adjoignirent l'abbé Benoît Rodrigue et le père Astor Salgado et plus tard Marc Lafleur, aumôniers de pastorale dans les écoles pour faire équipe avec l'abbé Proulx.



Sainte-Marthe-sur-le-Lac.
Sortie d'une célébration
le 10 septembre 2000.

En 1968, on vend la chapelle Sainte-Madeleine. L'autre chapelle devient plus tard le Pavillon de la Jeunesse.

Jean-Paul Husereau, un fils d'Oka, succède comme curé de 1974 à 1986. Il est assisté de Réjean Piché (1974-1978), puis de sœur Hélène Lamarre, c.n.d. (1978-1984), Monique Dumais (1984-1986) et Georges Malette, vicaire dominical. M. le curé Husereau a la responsabilité de refaire la toiture de l'église, l'agrandissement du cimetière, le paiement de la dette, grâce à la réorganisation de la dîme à domicile et à la vente d'un terrain.

Un événement spécial se produit du 9 au 16 janvier 1986 : la Vierge qui pleure. L'abbé Husereau a fait preuve de maturité et d'un très grand discernement spirituel face à cet événement qui a reçu une couverture médiatique égale au séisme de Mexico dans la même période.

Le 25^e anniversaire de la paroisse a été célébré sous la présidence de M. Jules Saint-Pierre en 1983.

Plantée sur le bord du cours des eaux, la paroisse a subi dans les années 1970 plusieurs inondations comme la plupart des riverains du lac des Deux-Montagnes et de la rivière des Mille-Îles. Grâce à une initiative de la paroisse, des comités de citoyens, dont la coordination a été dirigée par Laurent Savage, les gouvernements fédéral et provincial se sont associés aux municipalités pour faire des études et apporter des corrections aux menaces des inondations. C'est sous le Conseil de Ville dirigé par le maire Yvan Binette que ces travaux d'endiguement ont été réalisés.

André Denis fut curé de novembre 1986 à février 1988, assisté des sœurs Aline Décarie et Claire-Hélène Rodrigue, s.d.b.c.

Au départ de l'abbé Denis, M^{re} Charles Valois confie à sœur Aline Décarie la tâche de coordonnatrice de pastorale et à Laurent Savage celle de président de Fabrique, jusqu'au 1^{er} août 1988. Sous la gouverne de l'abbé Denis et de sœur Aline s'organise le C.P.P. : un groupe de paroissiens conscients que l'église est communion. Ce groupe assume l'orientation des activités pastorales de la paroisse. S'organise également la « couraille de la guignolée » pour venir en aide aux plus démunis et la Fête des aînés avec la collaboration du Conseil de Ville. Ces œuvres durent encore.

Sylvain Lauzon fut curé de 1988 à 1997, assisté de sœur Aline Décarie et plus tard de mesdames Linda Brunelle et Ginette Collin, comme agentes de pastorale paroissiale et de pastorale scolaire, de mesdames Hélène Lamarre-Bellemare, Ginette Bergeron-Geoffroy, monsieur Alain Bélanger et madame Lise Éthier. Michel Saint-Denis et Michel Gingras feront équipe en complétant leur préparation au sacerdoce. L'abbé Lauzon a beaucoup d'initiative. On lui

doit la peinture de l'intérieur de l'église, un orgue à tuyau, l'amélioration de l'autel et du tabernacle, la consécration de l'église le 2 juin 1989 par M^{sr} Gilles Lussier, évêque auxiliaire à Saint-Jérôme.

En 1997, M^{me} Ginette Collin devient responsable de paroisse et M. Pierre Valois est nommé prêtre de communauté. L'évolution dans l'Église où les femmes occupent une place importante dans le partage des responsabilités est à remarquer. Tous les deux jouent très bien leur rôle dans la plus grande harmonie. Ils sont assistés de mesdames Bibiane Laframboise et Jacinthe Voyer, agentes de pastorale paroissiale et scolaire.

À souligner le travail des services: secrétariat, comptabilité, sacristain et des nombreux bénévoles qui partagent les tâches, soit comme membres du Conseil des marguilliers ou du Comité de Liturgie, soit pour la visite des malades, soit pour la préparation aux sacrements d'initiation chrétienne, soit pour la perception de la dime, etc. Essayer de faire la liste des noms de tous ceux et celles qui, dans le passé comme aujourd'hui, ont pris à cœur de servir dans la communauté serait difficile. C'est grâce à eux et à elles si, malgré des temps plus difficiles, la communauté survit, réalise son idéal évangélique et garde espoir.

Les écoles

L'école Sainte-Marthe est construite en 1962. Depuis 1975, son territoire est rattaché à la Commission scolaire des Deux-Montagnes qui deviendra la Commission scolaire de la seigneurie des Mille-Îles lors du regroupement du 1^{er} juillet 1998. Deux fois, elle fut rénovée et agrandie: 1958 et 1970. En 1989, cette école Sainte-Marthe change de nom pour celui de Horizon-du-Lac. Sa clientèle actuelle: 543 élèves.

L'école-des-Lucioles est construite en 1993. Sa clientèle actuelle est de 428 élèves. En 1997, on agrandit ces deux écoles pour recevoir les élèves de maternelle à plein temps.

Maison d'accueil et d'échanges

La Maison Anawim, fondée le 1^{er} juillet 1976 et dirigée par M^{me} Nina Lepage est un lieu d'accueil et de partage pour handicapés.



Sainte-Marthe-sur-le-Lac. Fête des Jubilaires. Raymonde et Claude Ducharme, Ginette et Joseph Ogorek, Lise et Michel Bernier. On reconnaît également Pierre Valois, prêtre de communauté et Ginette Collin, responsable de la paroisse, entourés de quelques paroissiens.

Un monastère

L'Abbaye Sainte-Marie est au cœur de la paroisse Sainte-Marthe-sur-le-Lac depuis 1936. Le symbole le plus vivant de l'insertion au cœur de la paroisse fut la messe de la Fête-Dieu de 1978 que M. le curé Husereau célébra dans la cour d'honneur du monastère: de part et d'autre de la clôture, paroissiens et moniales s'offraient ensemble dans l'unique Sacrifice. Cela arriva une fois, mais c'est de façon habituelle que les moniales portent dans leur cœur les intentions du diocèse, et en premier lieu de la paroisse dans laquelle elles sont insérées, intentions que MM. les curés Lajeunesse et Proulx étaient venus l'un et l'autre recommander à la communauté réunie au parloir.

À deux reprises (1973-1974), le Conseil municipal participa à l'une des messes dominicales, alternant le chant avec les moniales, ce que fit aussi le Club Optimiste (1974). Deux ans plus tard, l'un des anciens servants de messe, Yvan Binette, devenait maire de Sainte-Marthe: grand motif de fierté pour l'abbaye!

D'excellentes relations sont nouées avec le Conseil municipal actuel: un cordial rendez-vous, où M. le Maire, son conseil et tous les paroissiens se rencontrent pour la messe annuelle de la Sainte-Marthe, célébrée solennellement le 29 juillet, avec prières particulières pour la paroisse.

Source

LISE ST-ONGE BERNIER

Saint-Michel-de-Wentworth

Le Canton de Wentworth a été érigé le 3 juin 1809 et son toponyme rappelle le gouverneur de la Nouvelle-Écosse, John Wentworth.

Dès 1815, on peut identifier un premier colon installé sur le territoire: William Smith. Dès la création du Canton, en 1809, 11 concessions sont faites à la même date par billet de location ou lettre patente. Parmi ces 11 premiers officialisés, on trouve des Beaudry, Couture, Larue, Méthot, Savary. Si on consulte une autre liste, celle de 1837-1838, au moment des troubles insurrectionnels à Saint-Eustache, 33 des 34 qui obtiennent des droits sont des anglophones.

Les premiers contacts officiels avec l'Église de Québec et son auxiliaire à Montréal se font avec M^{re} Lartigue qui demande au curé Nau, de Sainte-Madeleine de Rigaud, en 1833, de traverser l'Ottawa et d'aller desservir le

territoire. En 1838, la même demande est faite à l'abbé Belleau de Saint-André d'Argenteuil, puis à un prêtre de Saint-Colomban et de Saint-Philippe. Saint-Michel est un territoire excentrique qui a toujours besoin qu'on l'aide: il aura au cours de son histoire plus de 50 prêtres qui inscriront leur nom dans ses registres, et pas des moindres puisque M^{re} Charles Valois, le troisième évêque du diocèse, y fut desservant en 1965.

Le premier registre est de 1856 et une note sur la page interne indique qu'il y aurait eu une première messe en 1854, au lac Farmer.

En 1878, 25 colons font une requête auprès de leur évêque. Ils demandent la permission de finir une maison d'école. On attend les contrats qui sont dans les mains du curé de Saint-Philippe.

Quand les Montfortains s'installent à Montfort, en 1883, avec les pères Fleurance, Hugolin et Bouchet, et que ce dernier devient le desservant de Saint-Michel, on compte 37 familles. Le père Bouchet demande, dans une lettre à Antoine Labelle, de l'aide à la Société de colonisation de Montréal. Saint-Michel a reçu une cloche de la société: a-t-elle reçu aussi une subvention? Pour construire une chapelle sur le lot 22, il faudrait un don de 150\$. Les familles Hoff et Giroux ont fait don du terrain. On procède à la bénédiction le 29 septembre 1885.

Le nombre de familles n'augmente pas. On confie la desserte à différentes paroisses: Saint-Philippe, Grenville et même, en 1908, au curé Vitalis Bouchard de Brownsburg. M. Bouchard s'en occupera durant plus de 40 ans.

En 1935, on fêtera le 50^e anniversaire de la construction de la chapelle. L'émotion fut grande à cette occasion et on laissa libre cours à ses sentiments devant l'héroïsme des anciens:

Faire vingt milles par des chemins impraticables en printemps et en automne, et l'hiver en raquettes, bravant les intempéries de nos hivers rigoureux. Pauvre Père (père Bouchet), comme vous étiez à plaindre! Que c'est beau! Que c'est beau! Que c'est grand! Que c'est sublime, ce que vous avez fait, vous tous, prêtres, anciens et nouveaux; ce que vous avez dû braver pour nous donner le Pain de Vie, le Pain des Forts. Que votre couronne sera belle, vous qui avez tant fait de sacrifices!

Après toute cette sueur, tout cet héroïsme, Saint-Michel passa lentement au tourisme. L'amélioration des routes et surtout l'arrivée de la voiture permit à des citadins de découvrir les beautés du pays. Quelques riches familles vinrent s'installer sur des sites qui leur rappelaient une petite Suisse: les Grothé, les Martin, avec Médéric, le maire de Montréal. Également les



Église de saint-Michel-de-Wentworth.
Collection Jean-Pierre Joly.

Dansereau : on dit même que d'importantes discussions concernant la coalition des conservateurs de Duplessis et des libéraux mécontents de Gouin s'y déroulèrent. On précise même une date : le 31 octobre 1935. Maurice Duplessis aurait fréquenté quelques lacs de la paroisse aux dires de son guide. Plus tard, en 1944, le camp Dansereau fut vendu aux Jésuites.

Le premier prêtre résident, M. Charles E. Gougeon, nommé par M^{re} Alexandre Vachon, était responsable de la cure lorsque M^{re} Émilien Frenette prit en charge la mission, en 1951.

De 1955 à 1957, on s'affaira à la construction de la nouvelle église. L'architecte est Louis Parent. Et en 1956, après avoir été desserte durant 70 ans, Saint-Michel devint une paroisse (14 décembre 1956).

Les écoles

On signale la présence d'une première école en 1875, une seconde en 1922, une troisième en 1953. En 1966, les enfants voyagent aller-retour vers Brownsburg.

Source

PÈRE WALTER VAN AS, S.C.J., ET ADÈLE MALO-BEAUCHAMP,
Centenaire Saint-Michel de Wentworth, 1884-1984,
Imprimerie Lachute Inc., 1984, 100 pages.

Notre-Dame-de-la-Salette (Bellefeuille)

Hier

« Nous étions Paroisse Saint-Jérôme », note le premier registre à la municipalité de Bellefeuille, « et cela depuis 1836. Et lentement est né dans le cœur des croyants le désir de devenir "famille spirituelle"⁵¹. »

En 1904, une demande est faite à M^{re} Paul Bruchési pour avoir une chapelle à Rivière-à-Gagnon⁵². Elle fut adressée à l'archevêque de Montréal pour faire partie de la paroisse de Saint-Colomban « à condition que l'église soit dans le rang de la Rivière-à-Gagnon ». Le 5 octobre 1945, une certaine réponse vient à travers la sollicitude du curé de Saint-Colomban, l'abbé Misaël Jodoin, qui propose de venir célébrer la messe dominicale à l'école du village. Son cousin de Montréal, l'abbé Joseph Lalumière, prendra la relève durant onze mois. Le 9 août 1946, à la demande expresse de M. le curé Adrien Robillard de Saint-Colomban, M^{re} Joseph Charbonneau, archevêque de

Montréal, détache de la paroisse Saint-Jérôme les quatre rangs : Dalhousie, Rivière-à-Gagnon côté est et ouest, Saint-Camille et Saint-Alphonse, et les rattache à Saint-Colomban comme desserte Notre-Dame-de-la-Salette avec la fête patronale du 19 septembre⁵³. Le 9 septembre, 5 administrateurs sont nommés et, le 16 septembre, M. l'abbé Adrien Robillard devient le prêtre desservant.

Le 21 mai 1954, le curé Bernard Desjardins ne suffisant plus à la tâche et les fidèles ayant difficilement accès à l'église de Saint-Colomban, la desserte est rattachée non plus à Saint-Colomban mais à la paroisse Saint-Jérôme qui en assume le ministère en la personne de l'abbé Jean-Paul Giraldeau.

Le 29 avril 1957, M^{gr} Émilien Frenette érige la paroisse Notre-Dame-de-la-Salette qui sera ainsi délimitée : « au nord, par la paroisse de Sainte-Anne-des-Lacs ; au nord-est par la paroisse Sainte-Paule ; au sud, partie par la paroisse de Saint-Jérôme et partie par la paroisse de Sainte-Marcelle ; au sud-ouest, par la paroisse de Saint-Colomban ».

Le territoire est constitué d'une partie de la municipalité de Saint-Jérôme et d'une partie de la municipalité civile des Mille-Îles (Côtes Saint-Joseph et Saint-Eustache, est et ouest⁵⁴). En 1995, après une requête des résidents concernés « alléguant un plus fort sentiment d'appartenance à Sainte-Anne, où les taxes sont par ailleurs beaucoup moins élevées⁵⁵ » la partie nord du Chemin des Lacs (domaine Parent, lac Colette et lac Suzanne) a été annexée à la municipalité de Sainte-Anne-des-Lacs, puis à la même paroisse⁵⁶.

Soixante-sept familles de résidents et vingt-huit familles de touristes ont vu naître la communauté en 1946. Cinquante-cinq ans plus tard, plus de 2000 familles font partie de la communauté.

Fraternité, esprit de foi

Les constructions ont été érigées grâce à l'esprit de solidarité et d'entraide nourri par une foi fervente. À coups de bénévolat surtout, on érigea l'église, sur un terrain donné par M. Ménasippe Crispin en 1947 et le presbytère, en 1957.

Le 22 août, lors de la bénédiction de la chapelle par M^{gr} Joseph Charbonneau, M. le curé Robillard « rendait hommage aux pionniers, à la grande générosité et au bon esprit de collaboration qu'il a trouvé chez les fidèles de la Rivière-à-Gagnon comme aussi chez les touristes qui viennent nombreux au cours de l'été⁵⁷ ».

À l'occasion du Jubilé d'or, l'équipe pastorale note ce qui suit : « En scrutant votre histoire, nous vous avons vus accueillants aux touristes, solidaires



Notre-Dame-de-la-Salette
de Bellefeuille. Église



Notre-Dame-de-la-Salette de Bellefeuille. Intérieur de l'église.

dans la foi, dynamiques aux heures fécondes de la pratique sacramentelle, persévérants en ces années de désert et confiants face à l'avenir⁵⁸. »

La foi est souvent généreuse: tout dernièrement, l'intérieur de l'église a été repeint par un groupe de bénévoles. La fraternité, qui s'est surtout développée autour des différents quartiers où on organisait « ses corvées, ses loisirs et ses affaires », doit se réapprendre autrement depuis la centralisation municipale en 1967.

Défis

Bien que la paroisse ne couvre pas tout le territoire de la ville de Bellefeuille, elle est tributaire de ses caractéristiques. Au niveau géographique, sa grande étendue et quelques secteurs non encore reliés à l'ensemble ne facilitent pas le sens d'appartenance.

On y retrouve les traits d'anonymat et d'instabilité d'une ville dortoir. Les nouveaux développements ayant déplacé la masse de la population et le centre des activités vers l'est, l'église se trouve moins au centre de la vie du milieu. Au niveau culturel, deux mentalités cohabitent: l'une plus rurale, l'autre plus urbaine. Cela suppose donc la création d'un sens d'appartenance tant spirituel que social. Le rassemblement, l'unité sont constamment à rebâtir. Ajoutons cet autre défi de la sectorisation entraîné par les réaménagements pastoraux nécessités en Église. Avec quelle communauté établir la pastorale de secteur?

Source

ANNETTE BERTRAND, LUCILE GAUVIN, S.C.O.



Holy Family Parish Church.
Collection Jean-Pierre Joly.

Holy Family Parish (Deux-Montagnes)

In the years up to 1957, the 330 English-speaking Catholic families of the Two Mountains and St. Eustache area were served by Father Alan MacDonald as curate of St-Agapit Parish. Then in the Spring he was replaced by Father Oswald Sullivan. In the Fall of 1957 the 350 families petitioned for a parish of their own. On Dec. 26, the Bishop Frenette established Holy Family Parish and named Father Oswald Sullivan as its first pastor. Father Sullivan served as Pastor from 1957 until 1985. The name «Holy Family» was deemed appropriate in view of the large number of young families in the community.

Holy Family parishioners continued using the chapel which had been erected for them in 1953, but by May 1958 they had purchased land for the

proposed church, and a year later another fund raising campaign was launched with a view of building a church at a later date. A total of 75,000 \$ was donated or pledged.

Ground was broken in October 1961 and the first service was performed at the Easter Vigil Midnight Mass on April 21, 1962. Confirmation and First Communion were celebrated on the 26th and 28th of April thus completing the proudest moment of the fledgling parish. Since then the parish has celebrated over 600 weddings, 1,800 Baptisms, 1,900 Confirmations, and innumerable First Communions.

The church was officially blessed by Bishop Frenette and the cornerstone laid on July 1, 1962. A number of dynamic organizations share credit for this accomplishment: The Holy Name Society, (this is no longer active but we now have an active Knights of Columbus Council), the Catholic Women's League, The Parent-Teacher Association, The Christian Family Movement, The Gentleman Ushers and the Parish Choir.

On September 10, 1994 we witnessed the Consecration of our Church by Bishop Charles Valois and the burning of our mortgage papers. This was achieved through various fundraising events held over many years such as: Parish Bingo, Campaign 74 (Holy Name Society), Penny banks, Bank loan campaign, 350 Friends Lottery, Casino Night, Bazaars, Parish Fairs, and the support of our Parishioners.

The feast of the Holy Family is held annually on the Sunday between Christmas and New Year's and is celebrated with a Wine & Cheese Social after the 10.00 a.m. Sunday Mass. Many other events are held throughout the year which help to promote effective parish life such as: Irish Concert, Pancake Supper, Flea Markets, Golf Tournament, Lobster Dinner, Bible Camp and many others, including Sunday coffee held after Mass each Sunday.

To simplify the gospels for the children of the parish, a Children's Liturgy (Sunday School) was started in the Fall of 1973 and continues to serve our children today in conjunction with the Sunday Mass.

Bishop Valois appointed Father Donell Lowe as Pastor on August 1st, 1988. Several other Priests participated in our parish life. These include: Father Peter Morris, Pastor from 1985-1988, Father Anthony Lafemina, Father Stanley Smolenski, Father Canisius Stemler, o.c.s.o., and Father Robert Lemire.

Source

FATHER DONELL LOWE

Saint-Pierre (Saint-Jérôme)

Historique



Saint-Pierre de Saint-Jérôme.
Le chanoine Maurice Théoret.
1981. Photo Robert Charland.

Le 25 janvier 1964, M^{gr} Émilien Frenette, premier évêque de Saint-Jérôme, érigeait la paroisse Saint-Pierre pour répondre aux nombreuses requêtes des résidents du secteur situé à l'ouest de la rivière du Nord, car l'accès aux églises de Saint-Jérôme et de Sainte-Paule était rendu difficile pour ces personnes. Il voulait aussi répondre aux besoins de ce groupe important de fidèles et les réunir en une communauté paroissiale bien vivante.

La semaine suivante il nommait le chanoine Maurice Théoret curé de cette nouvelle paroisse. Le 10 février 1964, le nouveau curé convoquait une assemblée des paroissiens pour l'élection des premiers marguilliers. Jean-Paul Courtemanche, René W. Hébert, Rémi Bourassa, Gaston Laurier, Emmanuel Cambell, Jean Wilsey, Paul Prévost et Lucien Cyr furent élus.

Immédiatement après l'élection, les marguilliers se sont réunis sous la présidence du curé. Les marguilliers et le curé ont fait un travail vraiment admirable: d'abord trouver un logement au nouveau curé, qui servirait temporairement de presbytère, ensuite, trouver un terrain pour la construction de la future église, engager les architectes et ingénieurs, demander des soumissions pour la construction de la future église, trouver le financement de celle-ci.

Les marguilliers ont retenu les services des architectes Jean-Guy Clément et Marcel Lévesque pour la préparation des plans et devis de la future église. Lors d'une assemblée des paroissiens tenue le 12 avril 1964, il fut proposé d'acheter de la Rayonese Textile un terrain d'environ 120 000 pieds carrés pour la somme de 7000 \$. Lors de l'ouverture des soumissions, les marguilliers ont retenu les services de J. Bastien et Fils Inc pour la construction de l'église au coût de 191 691 \$. Ce montant ne comprenait pas l'ameublement, le terrassement et les trottoirs. Le 2 octobre 1966, monsieur le curé Théoret bénissait le début des travaux de construction.

Il s'est passé plus de trois ans entre le décret autorisant l'érection de la nouvelle paroisse et la bénédiction de l'église qui a eu lieu le 4 juin 1967. À cette occasion M^{gr} Frenette prononçait les paroles suivantes: « Demandons au Seigneur Jésus, qui est la pierre d'angle de son Église, de rendre solide cette église, construite à la louange et à la gloire de son Nom. » À l'occasion de la fête-Dieu, le 21 mai 1967, les paroissiens ont eu la joie de célébrer l'eucharistie à l'intérieur de leur église.



Saint-Pierre de Saint-Jérôme.
Bénédition des travaux de
construction de l'église.
Assistent M^{gr} Frenette, le
chanoine Maurice Théoret et
l'abbé André Martineau.

Depuis que M^{gr} Frenette avait érigé la paroisse Saint-Pierre, la responsabilité pastorale de la nouvelle paroisse avait été confiée aux personnes suivantes: le chanoine Maurice Théoret, du 2 février 1964 au 13 juin 1981. M. l'abbé André Martineau, vicaire, de février 1964 à juin 1967, l'abbé Guy Bertrand, vicaire dominical, en 1966-1967.

Après 17 années comme curé, le chanoine Théoret a passé le flambeau en 1981 à une nouvelle équipe: M^{lle} Rita Maurice, comme responsable de paroisse à temps plein, et à l'abbé Jean-Claude Durocher, comme curé à raison de 2 journées par semaine. L'année suivante, l'abbé Georges Blais devenait curé de la paroisse et Guy Sanscartier, séminariste stagiaire. M^{lle} Rita Maurice demeura en poste jusqu'en 1984. Cette nouvelle équipe a mis sur pied le comité de liturgie, le C.P.P., la préparation aux sacrements et, avec les aînés, a fondé les Bons Voisins de Saint-Pierre. L'abbé Denis Labelle devenait curé quelque temps plus tard et fut en poste pour une année. De 1988 à 1991, madame Andrée Desroches a été nommée agente de pastorale paroissiale. De 1987 à 1996, l'abbé Jean-Paul Husereau devient curé et, par la suite, prêtre de communauté, à raison de 3 jours semaines. De 1991 à 1996, madame Francine Riopel a été nommée responsable de paroisse. M^{me} Gaétane Forget est agente de pastorale scolaire depuis 1992, poste qu'elle occupe encore présentement.

Le 30 avril 1989, lors du 25^e anniversaire de la fondation de la paroisse, M^{gr} Gilles Lussier, évêque auxiliaire, a consacré l'église.

En août 1996 grand changement dans la paroisse: arrivée des frères de la communauté Saint-Jean. Depuis quelques années M^{gr} Valois, évêque d'alors, s'entretenait avec la communauté Saint-Jean, en France, de la possibilité de fonder un prieuré dans le diocèse. Après quelques rencontres, il fut décidé que la communauté Saint-Jean prendrait en charge la paroisse Saint-Pierre à compter d'août 1996. À l'occasion d'une rencontre avec un groupe de paroissiens, M^{gr} Valois avait dit: « La paroisse Saint-Pierre deviendra un jour un lieu de prière et de pèlerinage. » Il avait vu juste: ouverture de l'église dès 7 heures le matin, prière du temps présent à tous les jours à l'église, matin, midi et soir, adoration à tous les après-midi. Les gens ont été invités à venir prier avec les frères.

En juin 1996 arrivée du père Dominique Marie comme curé ainsi que du frère Jean-Marc comme stagiaire. Le père Marie-Bernard devenait curé en 1997. À l'été 1998, le père Jean-Marc prenait la relève et devenait curé de la paroisse. Dès octobre 1996, les frères ont commencé les cours: « École Saint-Jean ». Ces cours se donnent à toutes les 2 semaines et ont pour but l'approfondissement de la foi. En septembre 1999 des cours d'évangélisation avec la



L'église de Saint-Pierre de Saint-Jérôme.



Saint-Pierre de Saint-Jérôme. Rita Maurice devient responsable de la paroisse en juin 1981.



Saint-Pierre de Saint-Jérôme.
Arrivée de la Communauté
Saint-Jean en 1996. Frère Jean-
Marc, le curé Jean-Paul
Husereau, le père Dominique.

méthode ALPHA ont débuté à raison de 3 sessions par année. Plus de 40 personnes par session ont assisté à cette nouvelle forme d'évangélisation. De nombreux bénévoles et participants se sont engagés dans ce projet.

En février 2001, un nouveau projet a pris forme dans la paroisse: «Les dimanches de l'espérance» s'adressant à toute la famille paroissiale. L'arrivée des pères avec leur charisme propre apporte un regain de vie spirituelle à la paroisse et redonne le sens du sacré aux célébrations. Durant toute l'année jubilaire se tinrent des célébrations très signifiantes et plusieurs jubilés: des prêtres, des consacrés, des familles, des laïcs. Une retraite paroissiale a été prêchée à l'occasion de Noël. À l'été 2000 arrivée discrète des sœurs contemplatives de la communauté Saint-Jean. Elles viennent, par leur prière, soutenir le travail pastoral des frères et prier également pour la communauté paroissiale et diocésaine.

Les frères et les sœurs de Saint-Jean, avec leur charisme respectif, en continuité et respect avec tout ce qui avait été fait auparavant et en collaboration étroite avec les comités existant dans la paroisse et la zone de Saint-Jérôme veulent, dans la paroisse Saint-Pierre que l'évêque leur a confiée, offrir leur charisme propre et aussi le proposer à tous ceux et celles qui se sentent interpellés.

En mai 1997, le curé fondateur est retourné vers le Père. Les paroissiens décident de le veiller dans l'église et lui redire une dernière fois: «Merci monsieur le curé pour votre ouverture d'esprit et pour votre accueil de chacun de nous.»

L'équipe pastorale actuelle se compose ainsi: père Jean-Marc, prieur et curé, père Jacob, Gérard Gagnon, diacre permanent, Gaétane Forget, agente de pastorale scolaire, ainsi que des frères Bruno Emmanuel et Vianney; 80 bénévoles œuvrent dans la paroisse.

Source

LISE JUTEAU GAGNON, paroissienne de Saint-Pierre.

Saint-Rédempteur (Blainville)

Hier

Autrefois desserte de la paroisse Notre-Dame-de-l'Assomption, elle devenait la desserte autonome Saint-Edmond en juin 1959. Les messes étaient célébrées à l'école Saint-Edmond et ultérieurement à l'école Plateau Saint-Louis.



Saint-Rédempteur de Sainte-Thérèse. Messe en mémoire de la Cène de Notre-Seigneur le 20 avril 2000. De gauche à droite: Jean Dansereau, Micheline Ryan, Denis Labelle, François Gaudet, François Dansereau, Louise Pelletier, Joseph Bepka, curé, Marcel Julien, Charlotte Schweitzer, Isabelle Dagenais, Marcel Blais, Réjane Juliet et Françoise Ouimet.

En septembre 1964, M^{re} Émilien Frenette annonçait la création de la paroisse sous le vocable de Saint-Rédempteur. La paroisse doit son nom à une fête religieuse qui prend place le Vendredi saint au calendrier liturgique. La Rédemption, c'est Jésus mort sur la croix pour sauver le monde.

Le curé fondateur est l'abbé Viateur Raymond (août 1964 à août 1965). C'est son successeur, le curé Philippe Labossière (août 1965 à août 1970), qui a présidé à la construction de l'église et du presbytère.

Le coût des travaux de construction s'est élevé à 131 000 \$ et le contracteur est M. Léopold Ouimet. Les travaux ont débuté à la fin d'août 1965 et se sont terminés en décembre 1966.

La première messe a été célébrée dans la nouvelle église le 25 décembre 1966. Le 15 janvier 1967, M^{re} Frenette présidait à la bénédiction de l'église. Les abbés Roland Dagenais (août 1970 à août 1982), André Daoust (août 1982 à août 1989), Roland Laroche (août 1989 à août 1998) et Joseph Bepka (août 1998 -) se sont succédé ensuite à la tête de la paroisse. Pour tous ces prêtres, la paroisse Saint-Rédempteur a été leur première cure.

Aujourd'hui

Aujourd'hui, la paroisse Saint-Rédempteur compte environ 2400 familles. Le taux de pratique religieuse est plus élevé de 3 à 4 % par rapport aux autres paroisses de la région.



Église Saint-Rédempteur.
Collection Jean-Pierre Joly.

M^{gr} Charles Valois, lors du 25^e anniversaire de fondation de la paroisse déclarait :

J'imagine la joie qui animait les nouveaux paroissiens quand, en 1964, M^{gr} Frenette annonçait la fondation de la communauté de Saint-Rédempteur sur le territoire du grand Sainte-Thérèse. Cette joie vous la ressentez encore, et les paroissiens qui sont venus s'ajouter à la communauté ont, je le crois, été intégrés à la paroisse et se sont attachés à la vie de l'Église et aux pasteurs qui se sont succédé. Comme paroissiens restez fidèles à votre engagement de baptisés, attentifs à la Parole qui vient à vous dans la liturgie et les sacrements célébrés.

Après 36 ans d'existence, la paroisse Saint-Rédempteur demeure une communauté paroissiale bien vivante. Plus de 150 bénévoles y collaborent dans différents champs d'activités tels que : préparation aux sacrements, conseil de fabrique, liturgie, guignolée, popote, comptoir des aubaines, comptoir d'entraide et plusieurs autres.

Source

JOSEPH BEPKA, curé

Christ-Roi (Saint-Eustache)

Hier

Dans la partie est de la seigneurie Dumont, dès 1739, s'installent des censitaires sur des lots qui seront le cœur de la paroisse Christ-Roi. Ils portent des noms qui se sont transmis dans l'histoire de la paroisse et des environs : Pierre Masson, Antoine Parent, François Parent, Jean Brouillet, Jean-Baptiste Charles, Marie-Charlotte Gingras, François Dubois, Antoine Parant, Jean Caron, Jos Masson, François Parant.

Jusqu'en 1960, les paroissiens de cette partie de la Grande Côte sont donc des « eustachiens » et leur histoire se confond avec celle de la paroisse-mère. Entre 1950 et 1955, M. Ernest Legault offre un terrain pour la construction d'une église. « Selon les descendants de M. Legault, M^{gr} Rodrigue refuse, prétextant que c'est encore trop tôt. Il faut attendre jusqu'en 1964 pour la fondation de la paroisse du Christ-Roi. »

Les résidants se donnèrent des écoles, en plus de fréquenter celles de Saint-Eustache. En 1854, M. Clément Filiatraut donne à la commission scolaire un terrain sur sa terre pour bâtir une école. L'institutrice engagée au salaire annuel variant de 100 \$ à 140 \$ loge dans l'école. L'école de la Grande Côte



L'église Christ-Roi.
Collection Claude Charron.

résista longtemps à l'usure du temps: encore en 1954, elle avait trouvé une autre vocation. Elle fut détruite pour faire place à des logements. De 1882 à 1940, les paroissiens profitèrent du chemin de fer de la Saint-Eustache Railway Company qui les amenaient à Montréal via Sainte-Thérèse. La voie ferrée traversait le territoire actuel de la paroisse.

Aujourd'hui

À partir du 25 avril 1964 commence, sous le pastorat de M^{gr} Émilien Frenette, une nouvelle page d'histoire: c'est le curé J. D'Avila Prévost qui l'écrira. C'est un homme très dynamique que M^{gr} Rodrigue vient présenter à ses nouveaux paroissiens. Commencent alors les campagnes qui mèneront à la création d'une véritable communauté ecclésiale, qui devra se faire à partir « des acquis d'avance, des réfractaires, des inquiets, des sceptiques, des indifférents, des calculateurs, des timorés, des généreux et des philosophes... » Mais il quittera la paroisse (1969) sans qu'on se soit entendu sur le site de la nouvelle église. Près de la 25^e ou près de la 45^e? Voilà la question.

Le second curé, Clarence Léveillé (1969-1976), monta dans le train du centre de loisir pour y greffer l'idée d'un centre communautaire. Bâti sur un terrain donné par Jean-Guy Mathers, il fut inauguré le 12 octobre 1974. Pierre Valois (1976-1980) vint à son tour: L'auxiliaire de M^{gr} Valois, M^{gr} Raymond Saint-Gelais, et le curé Valois préférèrent attendre encore pour relancer l'idée d'une construction. Louis Roux, le quatrième curé (1980-1983), installa le presbytère au coin de la rue Godard et de la 43^e avenue: c'était déjà un pas de plus vers l'établissement définitif. Mais en 1983 (28 août), il préféra faire retraite, en laissant à la fabrique un capital intéressant en vue de la construction.

Le 1^{er} septembre 1983, le chanoine Claude Charron (1983-1993) s'amène et relance l'idée de la construction. Au 20^e anniversaire de la paroisse, en présence des quatre curés précédents, le curé Charron souligne la vitalité de la communauté. En janvier 1986, alors qu'il ne restait plus que dix ans avant l'expiration du bail avec la ville de Saint-Eustache, il lance le projet de construction. Le projet fut entériné à 90 % par un vote secret des paroissiens. L'architecte Hubert Labelle dessina un temple à la fois simple, moderne et élégant. Beaucoup de paroissiens se sont retrouvés collaborateurs sur le chantier de construction. Une messe de Noël fut célébrée le 25 décembre 1986 et M^{gr} Raymond Saint-Gelais procéda à sa bénédiction le 22 février 1987. Le curé Charron célébra, le 30 mai 1987, dans la communauté, son 25^e anniversaire de sacerdoce.



Christ-Roi de Saint-Eustache.
Fête des bénévoles.



Christ-Roi de Saint-Eustache.
Brunch paroissial.

Au départ du curé Charron, la paroisse fut confiée à une responsable laïque: madame Nicole Fontaine (1993-1998); elle était secondée par le Père Guy Lavoie (1993-1995), prêtre à temps partagé avec sa communauté, la Congrégation de Sainte-Croix. Au départ du Père Lavoie, l'abbé Robert Lemire (1995-1999) lui succéda comme prêtre de communauté, tout en assurant un ministère pastoral au Manoir Saint-Eustache.

Au départ de madame Fontaine, une nouvelle responsable, madame Françoise Golden (1998-) était nommée; elle sera assistée par l'abbé Raymond Raby (1999-) qui remplira les mêmes fonctions que son prédécesseur. En mai 1999, Charles-Émile Plante est nommé diacre permanent dans la paroisse; il lui sera confié le dossier des personnes malades et âgées.

Le futur est assuré. La marque distinctive de la paroisse, c'est le nombre et la qualité des bénévoles qui œuvrent dans ses mouvements paroissiaux ou caritatifs. Lors de la dernière fête des bénévoles, on a répertorié plus de 150 noms œuvrant dans les divers services administratifs, pastoraux et sociaux et témoignant ainsi de leur attachement à la Communauté chrétienne de Christ-Roi.

Source
FRANÇOISE GOLDEN

Très-Saint-Sacrement (Blainville et Terrebonne)

Très-Saint-Sacrement est un démembrement de la paroisse Saint-Maurice, créée par l'évêché de Montréal en 1940. Avec la construction de l'école du rang Saint-François, on demande, le 3 janvier 1953, au curé Eugène Poirier d'ouvrir une desserte.

La première messe fut célébrée le 24 mai 1953. Les responsables étaient alors MM. Louis Lachapelle, Alfred Ouimet et Alphonse Lefebvre. C'est M^{me} Bernadette Lefebvre qui vit à la préparation des messes célébrées par des Pères du Saint-Sacrement, l'abbé Gérard St-Sauveur, l'abbé Roland Dagenais et l'abbé Raymond Ethier.

Le service presbytéral s'étendra, en 1960, au secteur Saint-Roch après la construction de l'école, à la demande M. Bernard Vinette, marguillier du temps à Saint-Maurice.

Le 13 février 1966, l'abbé Roland Dagenais est présenté et à Saint-François et à Saint-Roch par l'abbé Gaétan Cadieux comme nouveau desservant. Il assura ensuite des célébrations à 9 h 30 à Saint-François et à 11 h à Saint-Roch, vu l'assistance plus nombreuse aux messes dominicales.

Le 1^{er} mai 1966, une assemblée de paroissiens du secteur Saint-Roch se forma en comité d'administration. Le 9 juin 1966, M^{re} Émilien Frenette émit un décret de desserte et la mit sous le patronage du Très-Saint-Sacrement. On appelait la desserte « la partie d'en haut de Saint-Maurice de Bois-des-Filion ».

On délimitait ainsi un territoire qui se détachait de Saint-Maurice et comprenait le nord-ouest de Saint-Louis de Terrebonne, le nord de Lorraine et le nord-est de Sainte-Thérèse. On comptait alors 476 familles.

Après ce décret, MM. Lefebvre et Vinette tentent de trouver une bâtisse pour le culte. On trouva un caveau à carottes à vendre. Le 6 juillet, le chanoine Viateur Raymond expliqua à une assemblée de paroissiens réunis à l'école Saint-Roch comment faire pour avoir une église à prix abordable sans répartition.

Eut lieu ensuite l'élection des marguilliers officiels: 3 par secteurs. Puis on autorisa un emprunt de 5000 \$ pour la réparation du caveau de M. Sylvio Lauzon qui céda 113 pieds de terrain adjacent pour le stationnement au prix de 25 000 \$. Beaucoup de bénévoles vinrent travailler et le 6 novembre 1966, M^{re} Émilien Frenette bénissait cette église. Le 24 décembre, grande joie dans la paroisse: l'abbé Roland Dagenais célébrait la messe de minuit. Le chant était assuré par une chorale et 500 personnes participaient à ce premier Noël.

Les services se poursuivent en raison des besoins nouveaux: deux résidences pour personnes âgées nécessitent une messe à Saint-François et à l'école Le Carrefour. Puis une salle paroissiale se rajoute au complexe. Elle a 113 pieds sur 54 pieds, auxquels s'ajoute la salle paroissiale qui a 37 pieds sur 54 pieds. Elle a un mur mitoyen avec le caveau. Beaucoup d'activités s'y tiennent et le bingo servant de dépannage financier se joue dans l'église à cause du nombre de participants.

Le 17 janvier 1981, tout disparaît dans un incendie. L'église sera reconstruite à moindre coût à cause des assurances trop peu élevées et la volonté des paroissiens de ne pas s'endetter. Le père Georges Marin, desservant du temps, sera secondé pour l'administration de la reconstruction par l'abbé Roland Dagenais, curé de Saint-Rédempteur et bon administrateur fondateur. Ce Noël 1981, la messe sera célébrée au Chalet des érables où se tient également le bingo.

La desserte Très-Saint-Sacrement devient paroisse par décret de M^{re} Charles Valois, évêque de Saint-Jérôme, le 8 septembre 1982 et M. Germain Ouimet en est le premier curé. Il entre en fonction le 31 août 1982. Il y est toujours curé.



L'église Très-Saint-Sacrement.
Collection Jean-Pierre Joly.

Une école du nom de Marie-Soleil-Tougas a été ouverte en octobre 1998 où on trouve actuellement 541 élèves. La population de la paroisse est de 5319 personnes dont 244 non-catholiques. 85,5 % de la population se trouve dans le nord-ouest de Terrebonne et les 15 % autres dans l'est de Blainville.

Source

ANDRÉ HARNOIS et GERMAIN OUMET, administrateur

Saint-Jean-Baptiste (Terrebonne)



Église Saint-Jean-Baptiste.
Collection Jean-Pierre Joly.

Le 9 juin, un greffon de la paroisse Saint-Louis-de-France est promu desserte Saint-Jean-Baptiste, sous la plume de l'évêque du diocèse, M^{gr} Émilien Frenette. Cette grappe d'à peine deux cents familles installées dans le Nord-Ouest de la paroisse mère précédera les 4500 familles que comptera la nouvelle paroisse à l'approche du deuxième millénaire. M. l'abbé Jean-Claude Bélanger en sera le premier prêtre desservant.

Déjà, depuis l'année précédente, les premiers fidèles se regroupaient pour l'Eucharistie dans une salle de danse désaffectée du lac Pincourt pour ensuite déménager au motel Le Sommet. Au début de la saison estivale 1966, une tente-chapelle, montée dans le stationnement actuel de l'église, protégera l'autel et le célébrant des intempéries. Les aînés de la paroisse ont souvenance encore des 19 dimanches au sec alors qu'à une averse précédait ou suivait parfois la messe dominicale de 10 heures.

La modeste construction, elle aussi en forme de tente, symbolisera le souffle de l'Esprit animant le Concile Vatican II. Un montant de 35 000 \$ sera emprunté pour bâtir le frêle esquif de 50 pieds sur 100 pieds qui affrontera les vagues postconciliaires. La construction débutera en octobre 1966 et une bourrasque, celle du 19 novembre, fait tomber les douze arches de bois devant soutenir le toit. La fondation seule résiste. Avec l'aide de Dieu, on se remet au travail et la première messe de minuit de Noël se célèbre au souffle d'une belle tempête, de neige cette fois. L'abbé Bélanger écrit que, malgré l'humidité, la joie et l'émotion étaient palpables aux premières notes du *Minuit, chrétiens*. À partir de cette date, l'image bucolique de la petite église blanche signée de sa croix rouge, au cœur d'un îlot de maisons, attirera la vue du voyageur qui emprunte l'autoroute 640.

Les citadins fuyant les turbulences de la ville s'installent de plus en plus nombreux en bordure des terres agricoles et la vie s'écoulera, ponctuée de joies et de peines, dans cette collectivité des Basses-Laurentides.

Un autre coup de vent s'apprête à secouer la petite barque : la célébration eucharistique du 23 juin 1991 rend grâce à Dieu pour les vingt-cinq ans de la communauté, pour l'action soutenue de ses bénévoles et pour la présence attentionnée de ses pasteurs, en particulier de son dernier, l'abbé Claude Dion. M^{gr} Charles Valois, l'évêque d'alors, s'associe aux paroissiens et décrit, au cours de l'homélie, les nouveaux défis offerts à la nouvelle équipe pastorale qui remplacera Claude après 12 années. Le prêtre, l'abbé Pier Van Nhuan Vu, partageait son temps avec la communauté voisine d'Esther-Blondin. Un laïc, Jean-Guy Claveau, prenait dorénavant la responsabilité de la paroisse et logeait avec son épouse, dans ce qu'il était encore coutume d'appeler le presbytère. Quelques années après, c'était au tour d'une première femme non résidente, Jocelyne Dalpé, actuellement en stage missionnaire avec son mari au Honduras, d'innover et de prendre cette responsabilité lors du trentième anniversaire.

L'an 2001 marque trente-cinq ans de vie paroissiale et une autre époque de maturation se dessine. La consécration de l'église le 24 juin par M^{gr} Gilles Cavabon a donné l'occasion de déposer une relique de la bienheureuse Esther Blondin à l'intérieur de l'autel, le gage tangible d'une avocate de la région auprès du Père.

Depuis quatre ans, l'abbé Martin Tremblay, un prêtre plus jeune encore que notre paroisse, a entrepris son pèlerinage avec nous et une nouvelle responsable, Suzanne Trottier, enrichie d'années fructueuses dans l'enseignement, coordonne l'action de nombreux bénévoles. Le diacre permanent Pierre Beaupré, l'agente de pastorale Monique Paradis-Serafini, Nancy Lussier et la secrétaire complètent l'équipe permanente au service de la communauté.

Des projets se concrétisent et mijotent : un comptoir familial au sous-sol de la maison paroissiale, un noyau actif du mouvement des Cursillos, une pastorale de plus en plus orientée vers les jeunes, un club des servants de messe, des visites sectorielles des résidents. Un comité de liturgie et un conseil de fabrique formés de bénévoles accompagnent les permanents et veulent innover sans cesse. Une barque de trente-cinq belles années attend encore d'autres rameurs.

Source
GILLES WALSH

Holy Cross (Rosemere)

The conception of an English Catholic Parish began in 1969. The first Mass was held in a School Hall and the first Pastor was Father Jacques Gince. Less than a year later, Rev. Father Gerald Grace of the Society of St-Edmund was welcomed to our Parish as Pastor. Father Grace was succeeded by Rev. Father Fred E. McLachlan also of the Society of St. Edmund. Father Paul A. Pinard of the same order, joined the Parish and taught religion in the High School. Masses took place at the Chapel of Les Frères du Sacré-Cœur with a Sunday Mass also celebrated at the Chapel of Les Moniales Rédemptoristines.

When the Sisters decided not to renew our contract, as they wished to go back to a more monastic form of life and our presence would have interfered with their Sunday prayers and retreat work, it was decided not to seek another location but rather to come to Les Frères du Sacré-Cœur Chapel.

In 1989 Father Fred McLachlan was assigned to a Parish in the United States and Father Paul Pinard was appointed Pastor of Holy Cross Parish. In 1990 the Society of St. Edmund recalled their priests living in Canada to the United States and the administration of the Parish was then assigned to Mrs Christine Fournier, who had been secretary for Holy Cross Parish since 1979. Rev. Jos.B. Gavin s.j., was appointed by the Diocese to serve as Priest for Holy Cross with father Donnell Lowe as our Priest and Moderator. On September 15th, 1996 Holy Cross welcomed its first Deacon, Rev. Mr. Robert Fournier.

In 1991, after many years of planning, Holy Parish Center was built on the grounds of Les Frères du Sacré-Cœur, the land being donated generously to us by the Brothers. The official opening and blessing of our Holy Cross Parish Center took place on September 15th, 1991 by His Excellency Bishop Charles Valois.

Holy Cross Parish now serves: Rosemere, Lorraine, Bois-des-Filion, Sainte-Thérèse, Sainte-Thérèse-en-Haut, Blainville, Boisbriand.

The Catholic Women's League, Knights of Columbus, Faith Sharing Groups, Adult Choir and Youth Choir are very active groups in the Parish of Holy Cross. Various activities are organized and attended by the parishioners. E.G., Pancake Breakfasts, Community Meals, Parish Bazaar, Coffee after Masses on the Weekend, Clothing Drive, Food Drive, Military Whist.

Source

ROBERT FOURNIER, d.p.



Parish of Holy Cross. Extérieur.

Saint-Esprit (Saint-Eustache)

Le développement domiciliaire au nord de la ville de Saint-Eustache a amené l'évêque de Saint-Jérôme, M^{gr} Émilien Frenette, à ériger la desserte Saint-Esprit, le 9 juin 1966. Un prêtre desservant fut nommé, l'abbé Jean-Rémi Brault, et un conseil de fabrique élu, formé des marguilliers Paul Achim, Maurice Dorion, Laurent Duquette, René Lachance, Claude Lahaie et Gilles Paiement.

La création du nouvel aéroport international de Mirabel fut un facteur d'accroissement de la population eustachoise de sorte que la desserte devint la paroisse de Saint-Esprit, le 4 janvier 1970, avec une augmentation de territoire de 40 %.

Les limites de la paroisse sont les suivantes : à partir du coin de la rue de l'Ancre et du boulevard Arthur-Sauvé vers la ligne arrière des lots de la rue Preising; l'autoroute 640; la ligne arrière des lots des rues Proteau et de Milan; la rue Saint-Laurent, le boulevard Goyer, la rue Saint-Marc et une ligne située dans le même axe rejoignant le boulevard Arthur-Sauvé vis à vis de la rue Constantin; enfin le boulevard Arthur-Sauvé jusqu'à la rue de l'Ancre.

Jacques Fortier fut curé de 1969 à 1975 et André Martineau de 1975 à 1976.

Le gymnase de l'école Curé-Paquin servit pour les célébrations du dimanche ainsi que lieu de rencontre pour les activités sociales. En 1969, la fabrique fit l'acquisition d'un terrain appartenant à Léo Dorion situé au coin du boulevard Pie-XII et de la rue Cartier, en prévision de l'érection d'une église. En 1970, on fit l'achat d'une résidence sur la rue Champagne qui fit office de presbytère, de résidence du curé. Le sous-sol fut utilisé pour une petite chapelle et pour la salle de réunion de fabrique.

Entre-temps, les gens de la paroisse collaborèrent très activement avec les marguilliers et le curé à toutes sortes d'activités sociales dans le but de financer la construction de l'édifice de la paroisse: pique-niques, vente de billets de tirage pour une auto, parade dans les rues de la paroisse, dîners au hot-dogs, construction d'un petit pavillon sur le terrain, cinéma en plein air, feux de camp et feux d'artifices, vente de pieds carrés pour la future bâtisse.

Pendant le terme de Gaston Caron, o.f.m., curé de 1976 à 1982, un comité de projet et un comité de financement ont uni leurs efforts pendant près d'un an de sorte que le centre communautaire fut inauguré et béni par M^{gr} Charles Valois le 26 novembre 1978. En accord avec le diocèse, il était prévu au départ que l'édifice devait servir à la fois et en tout temps aux activités sacrées et



L'église de Saint-Esprit
de Saint-Eustache.



Saint-Esprit de Saint-Eustache.
Messe du 25^e anniversaire de
fondation de la paroisse le
29 janvier 1995. De gauche à
droite: Jacques Fortier, curé de
1969 à 1975; Jean-Pierre Joly,
prêtre de la communauté depuis
1990. Lise Leclerc, responsable
de la paroisse; M^{gr} Vital Massé,
évêque auxiliaire; Julie Landry,
ex-responsable de la paroisse;
Gaston Caron, o.f.m., curé en
1976; Monique Laboursodière,
agente de pastorale; Josée de la
Durantaye, agente de pastorale.

profanes des gens de la paroisse. C'est pourquoi on était passé du concept d'une église traditionnelle à celui d'un centre communautaire plus polyvalent. Les professionnels du projet furent les architectes Carrière et Woodrough, les ingénieurs Leclair, Riel, Dionne et associés. Enfin, l'entrepreneur général fut Henri Renaud Construction.

L'édifice a été réalisé sans dépasser les coûts prévus au budget, incluant l'ameublement et l'aménagement du terrain. En 1978, on vendit le presbytère de la rue Champagne. Entre-temps, la paroisse a parrainé une famille laotienne pendant un an. Puis le surplus des fonds a été affecté à la création du Visage, le groupe d'aide aux pauvres de notre territoire.

Quelques années plus tard, sous la gouverne de Roland Dagenais, curé de 1982 à 1986, on fit des réaménagements à l'intérieur du centre : élimination de deux petites chambres et agrandissements des bureaux et salles de conférence, nouvelle « salle des bébés », achat en 1985 d'une résidence pour les prêtres et la ménagère sur la rue Cartier, vendue plus tard en 1991.

Sylvain Leblanc fut curé de 1986 à 1990. On érigea le campanile durant son mandat. Par la suite, l'administration pastorale et administrative s'est fortement laïcisée avec Denis Monette, administrateur, Michel Gauvin, président de la fabrique, Julie Landry, Lise Leclerc et Carole Metcalfe, responsables de la paroisse et présidents de la fabrique. Jean-Pierre Joly agit comme prêtre de la communauté.

Pour conclure, près d'une cinquantaine de personnes se sont succédé à titre de curé, de responsable de la paroisse, de vicaire, d'agente de pastorale, de prêtre de paroisse. Quatre-vingt-neuf personnes ont accepté la charge de marguillier. Une vingtaine de personnes ont travaillé comme secrétaire, conseiller juridique, concierge, ménagère. Plusieurs centaines de personnes ont agi bénévolement à toutes sortes de charges pastorales, administratives et sociales. Bref la paroisse Saint-Esprit a toujours été animée par la générosité de tous ses membres, à toutes les époques de sa courte histoire.

Source
MICHEL GAUVIN

Notre-Dame (Saint-Jérôme)

Hier

En 1972, M^{gr} Bernard Hubert demandait à un comité d'étudier la possibilité de la formation d'une nouvelle communauté chrétienne qui regrouperait les familles demeurant dans le secteur avoisinant l'école Notre-Dame et la Polyvalente Saint-Jérôme. Le comité remettait son rapport à l'évêque en janvier 1974. Le projet d'une communauté-relais entré en vigueur le 1^{er} septembre 1974 à titre d'expérience pour une durée de deux ans. La communauté-relais composée de 600 familles se donne le nom de « Communauté vie nouvelle ». L'adhésion à cette nouvelle communauté est laissée au choix des personnes vivant sur le territoire.

Une centaine de familles y adhèrent. Les autres demeurent rattachées à leur paroisse d'origine, soit Sainte-Paule ou la Cathédrale. N'étant pas encore paroisse, il n'y a pas de curé, cependant l'abbé André Martineau y assure l'animation pastorale. En 1978, la communauté change de nom. Elle s'appellera désormais Communauté Sainte-Madeleine.

Quatre ans plus tard, la communauté-relais fait place à une paroisse. En effet, en janvier 1982, naît une nouvelle paroisse. Elle est confiée à sœur Claire-Hélène Rodrigue, s.b.c., et à l'abbé Yvon Aubry.

Son premier conseil de fabrique est composé de MM. Jean-Charles Lauzon, Pierre Phaneuf, Jean-Paul Lacasse, André Gagnon, Georges Leblanc et madame Jacqueline Richer. Le premier conseil de pastorale paroissiale voit le jour le 22 novembre 1983. Il regroupe mesdames Lucie Lépine, Marielle Paquin, Pauline Aubin, Thérèse Beausoleil, Lise Perron et MM. François Jobin, Gorges Leblanc, Claude Fafard et Normand Aubin.

En 1986, la paroisse qui a doublé en population, prend le nom de « Paroisse Notre-Dame ». Son lieu de culte est le gymnase de l'école Notre-Dame. Un tiers des paroissiens sont des familles de souche. Les deux tiers restants sont formés de familles venant d'un peu partout et qui vivent dans des logements à prix modiques ou des appartements. Ce sont en majorité des familles monoparentales ou reconstituées. Le 5 juin 1995, la paroisse quittait l'école Notre-Dame pour un nouveau lieu de culte et de rassemblement, Le Centre Pastoral et Communautaire Notre-Dame.

Ce centre fut construit en partie grâce à des dons des communautés religieuses, de particuliers, ainsi qu'à des subventions des gouvernements fédéral et provincial.



Notre-Dame de Saint-Jérôme. Le centre pastoral et communautaire.

Aujourd'hui

Aujourd'hui, en l'an 2001, 1800 familles vivent sur le territoire de cette paroisse. Parmi les personnes engagées, nous en retrouvons un grand nombre qui étaient là au tout début de la communauté.

La réalité de la paroisse n'a pas changé beaucoup : 20 % de la population est stable et attachée aux rassemblements liturgiques et autres. On constate que 75 % à 80 % des familles vivent une grande mobilité, en raison de leur situation financière et économique. Il est donc très difficile de rejoindre ces familles, les déménagements étant fréquents. Pour aider ces familles démunies, la paroisse a mis sur pied un organisme qui leur apporte de l'aide aux niveaux alimentaire, vestimentaire et prise en charge de leur vie. Depuis 1989 « L'amie du Quartier » est devenu un organisme communautaire indépendant qui remplit la même mission et qui œuvre dans les locaux de la paroisse.

En 2001, la paroisse se retrouve avec une belle bâtisse, mais ne peut pas en assurer les coûts d'entretien et d'hypothèque. Le conseil de Fabrique et de nombreux bénévoles font tout leur possible pour maintenir le Centre. Mais compte tenu de la situation financière précaire de la majorité des paroissiens, le beau rêve prend fin et le Centre devra éventuellement être vendu. L'avenir nous dira ce qu'il adviendra à cette communauté qui vit une belle fraternité avec ses nombreux bénévoles et toutes les personnes qui par leur participation active la rendent vivante.

Personnes responsables de 1974 au 15 août 2000

André Martineau, prêtre (1974-1975); Maurice Leroux, prêtre, (1975-1977); Lévis Cossette, o.f.m. (1977-1978); Mario Naheulpan, prêtre (1978-1980); Yvon Aubry, prêtre (1982-1986); Claire-Hélène Rodrigue. S.b.c. (1982-1096); Raymond Barbe, f.s.c. (1986-19900); Jean-Robert Roy, prêtre (1989-19900); Réjean Cyr, prêtre (1990-1996); Michel Jasmin, prêtre (1996-2000); Louise Bouvrette (1996-); Jacques Gagnon (2000-).

Source

LOUISE BOUVRETTE

Charles-de-Foucauld (Ville de Lorraine)

La communauté Charles-de-Foucauld de Lorraine existe comme paroisse depuis le 1^{er} août 1976. Dans les faits, elle existe déjà depuis 1974 dans le cœur de plusieurs familles qui rêvaient et souhaitaient une animation pastorale chez eux.

Ils se sont alors regroupés pour faire une toute première démarche en demandant à l'évêque du temps, M^{gr} Bernard Hubert, de considérer leur demande. L'abbé Raymond Ethier, curé de la desserte Saint-Sacrement, avait assuré depuis 1972 une messe dominicale au gymnase de l'école Le Carrefour, mais durant tout ce temps le désir d'une communauté à Lorraine restait bien vivant, si bien que le 22 août 1976 M^{gr} Charles Valois convoqua une assemblée pour former une nouvelle communauté propre à Ville de Lorraine.

C'est ainsi que fut mandatée M^{me} Monique Cardinal comme responsable. Elle devait travailler avec un prêtre nouvellement ordonné, l'abbé Claude Massicotte, résidant au presbytère de Saint-Maurice, à Bois-des-Filion, qui, lui, fut remplacé peu de temps après par l'abbé Robert Sauvé, devenant prêtre d'une communauté-relais. L'abbé Sauvé rencontrait les enfants à l'école, les préparant ainsi à recevoir les sacrements. M^{me} Cardinal avait ouvert le chemin à l'école au préalable pour ce faire. L'abbé restera jusqu'au Nouvel An 1978.

M^{gr} Valois, devenu évêque du diocèse, annonce, par le décret du 1^{er} août 1978, la création de la communauté Charles-de-Foucauld et la nomination de l'abbé Claude Perron qui deviendra, en 1978, le premier pasteur de cette communauté.

L'abbé Perron demeurait à Saint-Jérôme et venait à Lorraine pour les besoins du ministère jusqu'à ce qu'une propriété soit achetée. La maison servira de logis, de bureau, et attenant à celle-ci une petite chapelle servant de lieu de prière et de célébrations eucharistiques les jours de semaine. La messe dominicale avait toujours lieu au gymnase de l'école Le Carrefour.

Le nouveau pasteur, émule lui-même de Charles de Foucauld, fut pour beaucoup dans le choix du nom du patron de la paroisse. Il faut dire que Charles de Foucauld, comme le mentionnait Paul VI, avait été donné comme phare dans ce monde, à l'aube du xx^e siècle. Il était avant-gardiste et prophète comme le démontre son itinéraire qui ressemble étrangement parfois à celui de la communauté, dans un milieu où il pourrait encore se reconnaître.

Vers les années 1986-1987, le maire de Lorraine invite au rassemblement dominical dans le nouveau centre culturel Louis-Saint-Laurent. C'est encore là



Maison paroissiale de
Charles-de-Foucauld.
Collection Jean-Pierre Joly.

aujourd'hui qu'ont lieu les grands rassemblements eucharistiques et sacramentels.

L'abbé Claude Perron est resté 11 ans pasteur de la communauté. Suivirent le père Jean Vézina, puis M^{me} Suzanne Cousineau comme responsable et M^{gr} Jean-Pierre Joly comme prêtre de la communauté. Se succédèrent l'abbé Alain Durocher, M. Robert Gosselin, Jacques Gagnon, qui accédera ensuite à la prêtrise, sœur Cécile-Marie Fournier, r.s.r., l'abbé Yvon Aubry, l'abbé Raoul Jomphe, l'abbé Yvon Limoges et l'abbé Louis Roux. Puis enfin arrive une nouvelle formule: «Faire Église autrement» dont Sr Cécile-Marie accepte l'animation pour initier le travail en secteur.

À l'heure actuelle, l'équipe travaille avec la paroisse Saint-Maurice de Bois-des-Filion et Sainte-Françoise-Cabrini de Rosemère. Les abbés Benoît St-Onge et Mathieu Renaud donnent les services sacramentels et liturgiques en alternance dans les trois paroisses.

Activités pastorales

Pour continuer ce travail, on compte sur un comité de pastorale animé par sœur Cécile-Marie Fournier qui coordonne toutes les activités de la paroisse. Depuis plusieurs années, des animatrices de pastorale travaillent dans les écoles et dans la paroisse. M. Pierre Beauchesne, Louis et Marcel Léveillé animent avec assiduité la musique liturgique.

Depuis plus d'une dizaine d'année on compte aussi sur les talents et la disponibilité de Chantal et Paul-Aimé Bossé ainsi que sur M. Alain Ducharme pour l'animation liturgique.

Parmi les activités pastorales, on peut énumérer: Croissance pour les couples; des cours sur l'Évangile selon Saint-Luc; L'oreille attentive, une relation d'aide; Rencontre avec soi, les autres et le tout Autre; un service au JM], en pastorale jeunesse.

Source

CÉCILE-MARIE FOURNIER, r.s.r., LISE BERGERON, JEANNINE GAUTHIER

Saint-Jean-de-la-Croix (Sainte-Thérèse)

Depuis 1976, des résidants de Sainte-Thérèse-en-Haut se réunissaient à l'école Carrefour Terre-Soleil pour célébrer l'Eucharistie. Un jour, ces résidants, dont

M. Denis Langlois, avec la collaboration du desservant, M. l'abbé Georges Blais, organisèrent des activités intégrant l'animaion spirituelle et la vie sociale.

Dans la foulée de ce projet, le secteur Sainte-Thérèse-en-Haut fut reconnu, le 6 septembre 1977, comme communauté-relais, sous le nom de Terre-Soleil. Madame Hélène Cossette-Charron en devint responsable et put compter sur la collaboration d'une équipe de laïques. La communauté comptait alors 1500 familles. Le Père Jean Langlois, p.m.é. succéda à M. Georges Blais, comme prêtre animateur.

Quelques années plus tard, M^{re} Charles Valois consulte alors les responsables et des membres de la communauté-relais, les fabriques de Sainte-Thérèse et Saint-Rédempteur. Il décide alors d'ériger en paroisse tout le territoire de ce secteur, sous le vocable de Saint-Jean-de-la-Croix. Monsieur l'abbé Jean-Pierre Joly y travaille avec M^{me} Charron. Il occupera ce poste jusqu'à ce qu'il soit nommé vicaire général du diocèse.

Leur succéderont, Mme Madeleine Côté-Dupaul et le Père Germain Grand'Maison, c.s.c. qui resteront en poste jusqu'à la dissolution de la paroisse.

La paroisse a été dissoute au début de 1998 et les paroissiens sont devenus des paroissiens de Sainte-Thérèse d'Avila où les registres ont été mis en dépôt.



Saint-Jean-de-la-Croix.
Collection Jean-Pierre Joly.

Source

GÉRARD LAJEUNESSE

Esther-Blondin (Terrebonne)

La paroisse Esther-Blondin est née de deux désirs qui animaient plusieurs paroissiens résidant sur le territoire de cette communauté: d'abord celui de répondre aux besoins humains et spirituels des fidèles de son territoire, et du désir de créer une pastorale qui réponde à leurs aspirations.

Depuis 1978, des jeunes familles avaient commencé à se rassembler à l'école Esther-Blondin pour célébrer l'eucharistie dominicale. Nourri par l'Esprit saint, soutenu par leurs prières constantes à la Vierge Marie et leur dévotion à mère Marie-Anne (Esther Blondin), le rêve de ces familles se réalise en 1987. L'abbé Georges Blais devient curé-fondateur de la nouvelle paroisse: il sera secondé par des religieuses de la communauté des sœurs de Sainte-Anne (fondée par mère Marie-Anne) ainsi que par de nombreux bénévoles qui le soutiendront dans son œuvre de pionnier.

Maison paroissiale.
Esther-Blondin.
Collection Jean-Pierre Joly.



Plus tard, Sœur Irène Riopel et Sœur Clairette Brunet des sœurs de Sainte-Anne, ont succédé à l'abbé Georges Blais. Depuis août 1999, un laïc, M. Jean-Pierre Desnoyers, assume la responsabilité de la paroisse qui compte environ 3200 familles.

C'est dans le gymnase de l'école Esther-Blondin que se vivent leurs rassemblements dominicaux ; à l'aide de leurs nombreux bénévoles, il leur faut bâtir et démonter à tous les dimanches leur « petite cathédrale ». Pour mieux faire vivre cette communauté chrétienne, ils possèdent une coquette maison très chaleureuse dans laquelle plusieurs membres de leur communauté chrétienne se retrouvent régulièrement soit pour y vivre une célébration de prières, soit une réunion, soit tout simplement pour s'y retrouver dans un climat de fraternité.

Sans la fraternité et le bénévolat qui tissent la trame quotidienne de sa vie, la communauté chrétienne d'Esther-Blondin ne pourrait subsister ; de plus quelques prêtres collaborateurs viennent soutenir le dynamisme des valeurs chrétiennes qui font vivre notre paroisse. C'est sans doute sous l'inspiration de mère Marie-Anne Blondin que l'accueil sous toutes ses formes, l'attention aux personnes, la générosité et le service des malades se développent dans cette communauté.

C'est probablement à cause de tout cela que le courage, l'audace de poursuivre contre vents et marées font aussi partie des caractéristiques des gens de cette paroisse.

Cette année, la paroisse Esther-Blondin vivra des moments importants de joie et de fêtes : le 29 avril prochain leur patronne, mère Marie-Anne Blondin,

sera reconnue pour ses vertus pratiquées de façon héroïque. Sa béatification sera un signe important de l'attention qu'Esther Blondin leur porte.

Source

JEAN-PIERRE DESNOYERS, responsable

Sainte-Marguerite-Bourgeoys (Saint-Eustache)

La communauté chrétienne Sainte-Marguerite-Bourgeoys est la dernière-née du diocèse de Saint-Jérôme (1989). Située dans la ville de Saint-Eustache, cette paroisse réunit tout un quartier, appelé Rivière-Nord.

C'est M^{re} Charles Valois qui en décréta l'érection le 14 décembre 1989, assurant ainsi une présence pastorale dans un quartier neuf et encore en pleine expansion humaine et géographique.

La paroisse Sainte-Marguerite-Bourgeoys, qui ne possède pas d'église, remplie de gens animés de foi profonde, d'une générosité remarquable et d'audace peu ordinaire s'enracine, avec les moyens du bord et beaucoup de ténacité et d'espérance, et tente de répondre aux besoins humains, spirituels et religieux des siens.

Source

NYCOLE PEPPER

Centre Jéricho

C'est grâce au support de la communauté chrétienne de Sainte-Paule que le Centre-Dieu Jéricho a été fondé en 1977. Monsieur le curé Pierre Bergevin, M. Jacques Gince, vicaire, ainsi que feu Sœur Jeannette Desrosiers, s.s.a., avaient le désir d'implanter un havre de paix au nouveau centre commercial jérômien.

Des démarches furent entreprises auprès des autorités du Carrefour du Nord; un local adjacent au garage leur fut offert, près du magasin K-Mart. En 1996, dû à l'agrandissement de la Banque Scotia, le Centre a été relocalisé en face des salles de Cinéma du Carrefour et le comptoir d'emballage-cadeaux près du magasin Sears. Plusieurs personnes ont collaboré bénévolement à l'aménagement de la chapelle et du local d'accueil.

En 1977, pour aider au financement du Centre, sœur Jeannette Desrosiers, aidée des dames de l'Ouvroir Sainte-Paule et des Filles d'Isabelle, a offert un service d'emballage de cadeaux durant la période des Fêtes. Depuis 1980, le



Centre Jéricho de Saint-Jérôme.
Le local du centre de 1977
à 1996.



Centre Jéricho de Saint-Jérôme.
La chapelle qui depuis 1996
est située en face des
salles de Cinéma.

service d'emballage est offert tous les jours, excepté le dimanche, aux heures d'ouverture des magasins par une équipe de bénévoles. Les revenus d'emballage sont l'unique source de financement du Centre.

Comme à ses débuts, le Centre-Dieu Jéricho est un lieu de recueillement; une chapelle offre une oasis de paix et de rencontre avec le Seigneur. Le Centre se veut un lieu d'accueil sans distinction, où les préjugés et les barrières entre les gens disparaissent pour un accueil chaleureux et une écoute attentive.

Des bénévoles assurent le service d'accueil; des célébrations Eucharistiques le jeudi dans la chapelle et le samedi sur la Place Sears, le service de prêt de cassettes audio et vidéo à caractère religieux, la prière du milieu du jour, des rencontres de groupe en font un lieu d'accompagnement spirituel unique dans un centre commercial.

Desserte relevant directement de l'évêque de Saint-Jérôme, le Centre-Dieu Jéricho est dirigé par un conseil d'administration composé de personnes engagées dans leur foi. Depuis ses débuts jusqu'à aujourd'hui, le Centre a pu s'implanter, grandir et s'adapter aux besoins de notre époque grâce à la générosité de centaines de personnes bénévoles qui, en donnant leur temps, ont partagé leur foi en Jésus dans la joie, l'accueil et l'amitié. « Faire du bénévolat au Centre-Dieu Jéricho, c'est donner la chance à Jésus d'habiter parmi le monde. »

Source

JEAN MONTREUIL

Grotte Notre-Dame-de-Lourdes (Lachute)

En 1935, au retour d'un pèlerinage à Lourdes en France, Eva Pearls Ayers et sa mère, Bernadette, née Carrière, font installer une statue de Notre-Dame-de-Lourdes et de Bernadette dans la montagne. Et en 1939, le père y fit construire une réplique de la grotte de Lourdes. En 1949, on y construisit une chapelle. Le curé Vitalis Bouchard, curé de Brownsburg, fut demandé pour animer les premiers pèlerinages. On construisit tous les aménagements au milieu d'un verger qui contenait, dit-on, 1400 pommiers.

En 1949, M^{re} Alexandre Vachon, d'Ottawa, déclara le lieu sanctuaire marial et en confia l'animation aux Franciscains. Durant la même année, on célébra la première messe et M^{re} Vachon procéda à la bénédiction de la première petite chapelle.

L'affluence, au cours des années 1950, fut telle que M^{re} Émilien Frenette autorisa la construction d'une chapelle pouvant contenir 700 fidèles. Il présida à sa bénédiction le 13 août 1961.

Jusqu'en 1971, la vocation du lieu était toute centrée sur le pèlerinage et les gens de la région gardent un souvenir bien vivant de ces rassemblements du dimanche où on venait d'un peu partout célébrer le Seigneur et sa Mère.

Du pèlerinage à la fraternité de prière

En 1971, les Franciscains commencèrent, sur les lieux, un projet de fraternité de prière. Les frères voulaient favoriser pour eux-mêmes et pour les gens qui fréquentaient une recherche contemplative.

Ce fut alors une expérience nouvelle et, autour de ce projet de base, se sont greffées diverses formes de recherche de vie franciscaine et d'exploration de la prière.

De 1974 à aujourd'hui, les Franciscains ont choisi cette fraternité comme lieu de noviciat. 28 novices y ont séjourné en 25 ans. Les frères ont aussi collaboré à la vie du diocèse par ce qu'ils vivaient et offraient mais aussi par des services pastoraux : liturgie, accueil et accompagnement sur place, initiation à la prière, à la méditation et à la recherche spirituelle, service de la Parole et des sacrements, responsabilités en éducation chrétienne dans les écoles pour la région immédiate, participation en pastorale liturgique et en pastorale familiale dans la zone et dans des services diocésains.

Dès 1976, une Clarisse, Lucette Sabourin, et une sœur de la Miséricorde créent « La Source », une association contemplative offrant à des personnes intéressées une recherche de vie contemplative pouvant conduire à un engagement du type des communautés nouvelles qui commençaient alors à naître. « La Source » est devenue et demeure un lieu d'accueil et d'accompagnement spirituel.

Près de 200 personnes viennent chaque année s'y ressourcer. Parmi les personnes qui l'ont fréquenté, une dizaine se sont consacrées entre les mains de M^{gr} Valois, selon un rite remis en vigueur par Paul VI en 1971. Elles font partie de l'Ordre des Vierges.

La fraternité de prière a favorisé aussi des expériences nouvelles pour l'Église. « La Source » en est une mais il y eut aussi des projets de vie érémitique, « Le Concile des Jeunes », en 1975, avec des frères de Taizé, « La Fête des tentes » qui rassemblait des jeunes pendant l'été, de 1976 à 1979. L'essentiel du projet de prière s'est maintenu depuis ce temps mais avec des modalités différentes.



L'entrée de La Grotte Notre-Dame-de-Lourdes à Lachute

La fraternité franciscaine de prière et de ressourcement

Depuis 1987, la fraternité continue de favoriser, en ce lieu marial, la recherche spirituelle et le ressourcement. Elle cherche aussi à vivre son projet de solidarité en complémentarité avec la zone pastorale.

La fraternité franciscaine de La Grotte, en lien avec « La Source », offre toujours l'hospitalité à des personnes qui veulent se ressourcer à la résidence des frères ou en ermitage. Elle garde sa petite chapelle ouverte en permanence, jour et nuit et à longueur d'année, pour favoriser la prière de bien des gens qui y passent pour remercier Dieu, retrouver un espace de silence, présenter à Dieu et à Marie leurs besoins. Les frères sont disponibles pour un accompagnement.

La Grotte a toujours voulu rester ouverte à des expériences nouvelles. Pendant un temps, 1987-1993, il y eut une exploration de la prière par la danse sacrée. À une autre époque, des rencontres de réflexion et de ressourcement liées à la vie et aux aspirations des gens ont été offertes. Plus récemment, ont commencé des rencontres de prière à la manière de Taizé et une initiation à la méditation chrétienne pour aider les chercheurs de Dieu dans l'exploration de chemins de prière. L'année du 50^e de la Grotte, en 1999, a été l'occasion de bons rassemblements. Le 14 août 2000, était accueilli le Jubilé diocésain des Malades. En août 2001 se tiendra le rassemblement diocésain des jeunes en préparation des Journées mondiales des Jeunes qui auront lieu en 2002 à Toronto.

La fraternité veut enfin ouvrir un volet de réflexion de foi sur les enjeux de la société. Cette démarche a conduit à une collaboration avec les organismes du milieu pour offrir une réflexion chrétienne et un engagement dans le cadre de la Marche mondiale des Femmes de l'an 2000.

Dans la famille franciscaine, on aime une démarche qui va « de l'Évangile à la vie et de la vie à l'Évangile ». Ces divers projets regroupés autour de l'axe central de la prière se veulent une participation active à la vie du diocèse et de l'Église, non pas à côté des autres mais en solidarité et en complémentarité avec tout ce que vit le diocèse au moment où il invite « à faire Église autrement ».

Source

P. MICHEL BOYER, o.f.m.

Centre de prière La Vigne

Avant le concile Vatican II le bon pape Jean XXIII pria pour que vienne sur l'Église une nouvelle Pentecôte. En 1965 se terminait le Concile et deux ans plus tard surgissait un peu partout à travers le monde des groupes de prière sous la mouvance de l'Esprit (appelés Renouveau charismatique). Dans le diocèse de Saint-Jérôme, une vingtaine de groupes de prière ont vu le jour en 1971-1972 : à la paroisse Saint-Jérôme, à Sainte-Paule, à Saint-Pierre, à Sainte-Marcelle, pour ne nommer que celles-là. Après une expérience charismatique à Montréal, le curé Maurice Matte de la paroisse Cathédrale avait demandé à un vicaire de fonder un groupe charismatique. Ce groupe donnera naissance au Puits de Jacob.

En 1976, Alma Lapière, de la paroisse Saint-Antoine, dont l'époux souffre d'un cancer aux poumons déjà très avancé, se rend avec sa fille au groupe de prière qui se rassemble à la cathédrale pour demander du soutien dans la prière. Quelques mois plus tard son conjoint ainsi que leur fils (âgé de 15 ans) se joignent à elles pour prier, puisque la médecine ne peut plus rien pour lui.

Dans sa miséricorde le Seigneur accorda à Monsieur Lapière la grâce de la guérison physique et une grâce de conversion qui toucha toute la famille. Après cette guérison, se fit sentir le besoin de témoigner des merveilles du Seigneur, et l'appel à le faire connaître comme un Dieu proche de ses enfants.

Des jeunes de l'entourage de la famille, ayant appris ce qu'elle vivait, demandent de se rassembler pour prier ensemble à la maison familiale avec le couple Lapière. La Vigne venait de naître. C'était le 7 octobre 1977, en la fête de Notre Dame du Rosaire.

En peu de temps le groupe prit de l'ampleur et quelques mois plus tard, un local était loué au centre-ville de Saint-Jérôme pour le nouveau groupe qui portera désormais le nom de Centre de prière La Vigne. Durant les sept premières années où La Vigne a œuvré au centre-ville, des retraites de fin de semaine, regroupant jusqu'à 300 jeunes et des activités de tout genre s'y déroulaient : soirées de prière, soirées de témoignage, soirées de fêtes communautaires, soirées d'enseignement autour de la Parole de Dieu. Des prédicateurs connus comme le père Christian Beaulieu, les pères Michel Vigneau, Yvon Samson et Roger Paulin, trinitaires, les pères Jean Girouard et André Daigneault (du Foyer de Charité de Marthe Robin), le père Gérard Desrochers (de Sainte-Anne-de-Beaupré), l'abbé Jean Ravary, l'abbé Jules Beaulac, pour ne nommer que ceux-là, sont venus donner de l'enseignement ; des témoins ayant fait l'expérience du Christ dans leur vie sont venus partager leur vécu. À



Centre de prière La Vigne, à Sainte-Sophie. Première maison où ont toujours lieu les soirées de prière et les journées de ressourcement.



Centre de prière La Vigne. Nouvelle maison pour accueillir les résidents. Décembre 2000.



Centre de prière La Vigne.
Célébration du 20^e anniversaire.
M^{re} Charles Valois
et madame Alma Lapierre.

travers toutes ces activités il y avait des demandes pour de l'animation en paroisse, pour des congrès, des sorties d'évangélisation dans les centres commerciaux.

En 1984, soutenue par M^{re} Charles Valois et grâce à un don généreux des Sœurs de Sainte-Anne, La Vigne fait l'acquisition d'un immense terrain de près de 6 000 000 pi², sur lequel une grange sera transformée et aménagée afin d'accueillir les jeunes et moins jeunes (plus nombreux) qui fréquentent désormais le Centre.

L'année précédente, un autre cancer ayant emporté Monsieur Lapierre, son épouse se retrouve responsable de l'œuvre, assistée d'une équipe de bénévoles dont sa fille Johanne. Elles feront toutes deux des vœux de chasteté, pauvreté et obéissance, en présence de M^{re} Valois et deviendront ainsi des laïques consacrées au service du diocèse.

Le Centre de prière La Vigne tire son nom et sa spiritualité du chapitre XV du bel Évangile de saint Jean. Jésus dit : « Je suis la vigne véritable et mon père est le vigneron... vous êtes les sarments... »

Cette année, La Vigne entre dans sa 25^e année de fondation avec au cœur un chant d'action de grâce à Dieu pour toutes les merveilles qu'il continue d'y opérer. Différentes activités s'y déroulent. La Vigne est située sur le boulevard des Hauteurs, à Saint-Jérôme.

Source
ALMA LAPIERRE

Chapelle Sainte-Anne-du-Roc (Lac Alouette, Sainte-Sophie)

M. Édouard Lamarche et son épouse bien-aimée, M^{me} Imelda Trudeau, propriétaires d'un coin de terre dans la paroisse de Sainte-Sophie, inaugurent, en 1945, un développement de villégiature, où s'installent, pour la saison estivale, plusieurs résidants de la région de Montréal. Moins de deux ans plus tard, le besoin d'un lieu de culte s'avère un impératif incontournable à une époque où, dans le diocèse de Montréal, dont Sainte-Sophie fait partie, certaines paroisses comptent jusqu'à sept vicaires en plus du curé; on y célèbre jusqu'à une dizaine de messes chaque dimanche et jour de fête dans de grandes églises, remplies de fidèles par surcroît. C'est l'après-guerre: un sommet de la pratique religieuse.

M. Lamarche entreprend lui-même, auprès de l'Archevêque de Montréal, M^{gr} Joseph Charbonneau, la démarche pour obtenir l'autorisation requise pour l'érection d'une chapelle publique. C'est M^{re} Laurence Whelan, alors

évêque auxiliaire et vicaire général à Montréal, qui le reçoit et lui accorde cette faveur au nom de l'Archevêque.

Grâce à la précieuse collaboration du père Alphonse-Marie Forget, natif de Sainte-Sophie, dominicain missionnaire au Japon, en vacances dans sa famille à Saint-Jérôme, la messe dominicale est assurée, à l'été de 1947, dans une salle du commerce de M. Jean-Louis Lamarche, situé au lac Alouette. Les étés suivants, de 1948 à 1951, le ministère dominical, assumé par l'abbé Joseph Gravel, professeur au Séminaire de Sainte-Thérèse, se poursuit au même endroit.

En 1950, M. Édouard Lamarche et son épouse cèdent à la fabrique de Sainte-Sophie deux terrains, à la condition qu'y soit bâtie une chapelle dans les trois années suivant la transaction. Ces terrains sont situés sur un cap de roc et surplombent l'environnement. En vue de recueillir les fonds nécessaires pour construire la chapelle, les protagonistes organisent un grand tirage, offrant généreusement comme prix cinq de leurs terrains. Le tirage a lieu lors d'une joyeuse fête champêtre; ces deux événements connaissent un franc succès.

En juin 1951, la paroisse de Sainte-Sophie fait désormais partie du nouveau diocèse de Saint-Jérôme, dont le premier évêque, M^{gr} Émilien Frenette, inaugure son ministère pastoral le 15 septembre suivant. Ce dernier fait appel aux Pères du Très-Saint-Sacrement du Petit Séminaire de Terrebonne, à cause de leur disponibilité le dimanche et de la proximité des lieux, pour remplacer M. l'abbé Joseph Gravel, affecté lui-même par l'évêque à un autre ministère dominical.

Avant la construction de la chapelle, M. Édouard Lamarche, avec une équipe de bénévoles, fait du porte-à-porte dans le secteur afin de recueillir des dons pour l'achat des vases sacrés. De son côté, son épouse confectionne elle-même le linge d'autel et les décorations du sanctuaire.

Le contrat de construction de la chapelle est accordé, tard à l'automne de 1953, à MM. Eugène Daoust et Jacques Lamarche, qui la construisent effectivement en 1954. Six ans plus tard, les agrandissements des deux côtés de la chapelle prennent forme. Après le transfert de l'Institut agricole d'Oka à Saint-Hyacinthe et la désaffectation de la chapelle de cette institution, le père abbé de la Trappe, Dom Fidèle Sauvageau, offre les magnifiques et solides bancs de chêne, transportés alors d'Oka et installés à la chapelle Sainte-Anne, gracieusement, par M. Jacques Lamarche.

Les Pères du Très Saint-Sacrement desservent la chapelle jusqu'en 1958. Le chanoine Paul Manseau, directeur du Service social de Saint-Jérôme, prend la



La chapelle Sainte-Anne-du-Roc de lac Alouette en 1990.

relève jusqu'en novembre 1962, alors qu'un infarctus l'oblige à un repos complet. Le chanoine Roland Guindon, chancelier du diocèse de Saint-Jérôme, lui succède.

Depuis deux ans déjà, en 1960, le chauffage central est installé et le cycle annuel complet du service dominical bien rodé. À cette époque, il y a trois messes les dimanches et jours de fête, à 9, 10 et 11 heures. À la dernière messe, tous les bancs sont remplis et de nombreux fidèles prennent place debout à l'arrière et dans les allées latérales de la chapelle.

Quelques statistiques

Cent-neuf mariages ont été célébrés depuis le 11 juillet 1964 jusqu'à la fin de 2000; 235 enfants ont été faits fils et filles de Dieu et de l'Église, depuis le 25 avril 1976. Les trois premiers évêques de Saint-Jérôme sont venus visiter les fidèles à plusieurs occasions: parmi ces occasions, le 25^e anniversaire d'ordination sacerdotale du chanoine Roland Guindon (30 mai 1976); le 18 août 1991, pour le 40^e anniversaire de M^{gr} Guindon. Le cardinal Léger fête la bonne sainte Anne le 26 juillet 1987. M^{gr} Gilles Cazabon préside, le 15 août 1999, les fêtes du 50^e anniversaire de la fondation de la chapelle Sainte-Anne.

Responsables

Parmi les présidents du conseil, on trouve MM. Édouard Lamarche, Edmond Trudeau, Gabriel Forget, Roméo Blanchette, Albert Blanchette et Gérard Rouillard.

M^{mes} Bernice Breen-Petit, Nicole Turgeon, Mireille Hébert-Tomaselli, comme secrétaires trésorières. M^{mes} Francine Robinson, Nicole Turgeon, MM. Édouard Lamarche, Pierre Haché, Marc Belleau et Gérard Rouillard comme animateurs liturgiques. M^{me} Claire Lamarche, MM. Roland Sylvain et Giorgio Tomaselli, comme maîtres de chapelle et M^{mes} Claire Lamarche, Louise Riel, Sylvie Sauvé et M. Alain Gauthier comme organistes.

Source

M^{gr} ROLAND GUINDON

Chapelle Saint-Joseph (lac Brière)

La chapelle fut érigée en 1946 sur un terrain de 300 pieds carrés, défriché et cédé à l'évêque, dans le but ultime de bâtir une chapelle pour que tous les riverains et les résidents du lac Brière et ses alentours puissent profiter d'un lieu de prière accessible à tous.

David Brière (1883-1952) alla frapper à la porte du curé de Sainte-Sophie pour demander l'autorisation de construire une chapelle. Il fallut frapper plus haut, jusqu'à la chancellerie de Montréal, où M^{re} Joseph Charbonneau acquiesça à sa demande, non sans hésitation car M^{re} n'était pas chaud à l'idée de voir des chapelles au bord des lacs. Mais avec toute la détermination qu'on leur connaissait, MM. Brière et son gendre Charles Édouard Viau obtinrent la permission demandée après 9 jours de négociation.

Suite à cette nouvelle, M. Viau rencontra M. l'abbé Adalbert Labonté, curé de Sainte-Sophie, pour parler de la construction. Dès ce moment, l'abbé Labonté décida de la formation du premier comité d'administration composé d'un président, M. Charles-Édouard Viau, d'un secrétaire, M. Léo Charrette, et de deux directeurs: MM. David Brière, fondateur, et M. Arthur Marcotte. La nouvelle est rendue officielle le 29 mai 1946, date du début des travaux.

La chapelle fut construite en quelques mois, grâce à une corvée. Commencée en mai, elle est terminée en juin 1946. Construction simple et élégante, avec son petit clocher ajouré, elle s'est, au cours des années, donnée une façade plus sérieuse, un clocher plus traditionnel. La première messe eut lieu le 23 juin 1946. La bénédiction, le 14 juillet 1946.

Comme un grand nombre de personnes devait entendre la messe à l'extérieur, un premier agrandissement fut décidé et une construction entreprise grâce à un prêt de 500 \$ de M. Eugène Vallée. En 1956, des travaux sont entrepris: la chapelle prend alors la forme d'une croix comprenant une nef de 100 pieds de profondeur et un transept de 75 pieds de largeur.

À l'automne de 1969, la chapelle reçoit une nouvelle façade en pierre des champs, percée d'une large porte centrale et de deux fenêtres latérales. Le contrat est confié à M. Roméo Émond. Et une cloche achetée d'une église protestante de New Glasgow pour la somme de 40 \$ fut installée le 24 avril 1976 par un groupe d'ouvriers bénévoles.



Chapelle Saint-Joseph du lac Brière. La première chapelle. De gauche à droite: David Brière et Léo Charrette. Photo Léo Charrette.



La chapelle Saint-Joseph du Lac Brière en 1956.



La chapelle Saint-Joseph
du lac Brière en 1969.

Les 30^e et 50^e anniversaires

Le 3 juillet 1976, sous la présidence de M^{sr} Bernard Hubert, deuxième évêque de Saint-Jérôme, on célébrait «une église à vivre», ou les trente premières années de cette chapelle de Saint-Joseph-des-Laurentides.

En 1984, après le décès de l'abbé Georges Malette, M^{sr} Roland Guindon accepte de desservir la chapelle. En 1996, un comité sous la responsabilité de M^{me} Ginette Chartrand organise les fêtes du 50^e anniversaire. M^{sr} Vital Massé, évêque auxiliaire, célèbre la messe.

Comme pour toutes les petites chapelles, le bénévolat, l'assiduité et la générosité des fidèles assurent la vitalité de cette communauté. On a pu ainsi garder vivante cette maison où l'on peut toujours entendre la parole de Dieu.

Source
VITAL MAYER

Chapelle Sainte-Anne (lac Connelly nord)

La première chapelle Sainte-Anne du lac Connelly nord de Saint-Hippolyte fut érigée en 1929. Ce ne fut pas une fondation ecclésiastique. Des laïcs en ont été communautairement les instigateurs. Cette démarche initiale va marquer jusqu'à aujourd'hui la personnalité de cette église. Les prêtres ont passé, mais c'est la communauté chrétienne qui en a été le socle permanent. Les principales initiatives venaient d'elle, comme cette superbe fête de l'action de grâce où dans la plus pure foulée d'une tradition évangélique trop sous-estimée (la dernière cène), les chrétiens de la chapelle intègrent un repas buffet dans la liturgie eucharistique, et tournent en action de grâce les fruits de l'été et les merveilleux coloris d'octobre. Des centaines de gens y participent de diverses façons.

La dynamique communautaire ne s'est jamais affadie. En 1948, les paroissiens construisaient à bon compte l'église actuelle. Il en fut de même pour les réparations majeures et l'entretien de la chapelle par la suite. Les pasteurs qui se sont succédé à la chapelle se rendaient compte assez vite que les décisions étaient prises bien avant les réunions statutaires de la fabrique. Tous ces pasteurs sans exception: R. Comtois, M. Bélanger, H. Goulet, A. Cousineau, G. Mallette et J. Grand'Maison, ont su jouer eux aussi la carte communautaire.

Gilles et Margo Desaulniers, Robert Phaneuf pendant de nombreuses années, ont fait de Chœur-Jeunesse une véritable école de la foi et de



Chapelle Sainte-Anne du lac
Connelly nord. Action de grâces,
présidée par Jacques
Grand'Maison, à l'occasion
de la fête des récoltes.

l'initiation chrétienne. Micheline Brosseau et le nouveau Chœur-Jeunesse ont pris bellement le relais.

On dit que dans la cité moderne individualiste et anonyme, il n'y a plus guère de communautés chaudes et vivantes. Celle de la Chapelle Sainte-Anne a prouvé le contraire. Pendant longtemps de nombreux services au milieu sont venus des chrétiens engagés de la chapelle. Et le trait dominant d'aujourd'hui est celui d'un ressourcement spirituel individuel, collectif et intergénérationnel. Le fort sentiment d'appartenance se prolonge jusque dans le souci matériel d'un autofinancement dynamique. Il y a là-dessous une foi têtue face à l'avenir. Signalons, enfin, les rapports soutenus entre ses résidants et les touristes de fin de semaine. Cette belle chimie spirituelle n'a cessé de se vivre depuis les débuts de cette belle aventure.

Source

JACQUES GRAND'MAISON, desservant

Chapelle Saint-Albert-le-Grand (lac Connelly sud)

La grande superficie de Saint-Hippolyte et les moyens de transport peu développés ont certainement contribué à l'érection de chapelles de secteur dans la région.

Les souvenirs que nos aïeux nous ont transmis disent que durant l'hiver, il fallait prévoir environ une heure et demie pour l'aller et une autre heure et demie pour le retour, pour se rendre le dimanche à l'église du village de Saint-Hippolyte. Dès 1939, sous l'égide de l'évêché de Joliette et des pionniers administrateurs appelés à l'époque syndics, tels les Trudel, Lapointe, Thinel, Chalut, Brisebois et autres, on a élaboré le projet d'une chapelle au lac Connelly sud.

Beaucoup de temps, beaucoup de rencontres, de discussions et de patience ont permis de planifier une première étape, le terrain. Puis vint l'érection du bâtiment, l'achat d'équipement. La générosité des futurs paroissiens a grandement contribué à l'essor de ce développement.

Le nom choisi: la chapelle Saint-Albert-le-Grand. Les travaux de construction débutent dès le mois de juillet 1939 et se poursuivent durant tout l'été. Le premier autel et le vestiaire provenaient de la première église de Saint-Jérôme et avaient servi bien des années à M. le curé Antoine Labelle.

En 1962, l'événement le plus important fut la prolongation de la saison jusqu'au 25 décembre pour la première messe de Noël à laquelle assistaient plus de 400 fidèles.



Chapelle Saint-Albert-le-Grand de lac Connelly lors de l'ouverture en 1939.

En 1964, il est décidé d'offrir les services de la messe durant l'hiver. Environ 200 personnes profitent, en moyenne, de ce service. Dès 1966, avec le renouveau liturgique, la messe est célébrée face au peuple.

C'est à l'arrivée de l'abbé René Ferland, comme desservant, devenu par la suite Monseigneur à l'évêché de Joliette, et grâce au travail de tous les administrateurs qui se sont succédé ou sont encore en place, tels les Boisjoly, Brouillette, Cimone, Corbeil, Lachance, Lake, Limage, Rousseau et autres, qu'on a pu assister au développement de la desserte. Une saine gestion a permis de laisser en héritage aux paroissiens une situation financière proche de l'excellence.

Comme fait marquant, signalons le 50^e anniversaire de la chapelle en 1989 où plusieurs centaines de citoyens ont assisté à la messe célébrée à l'extérieur par M^{gr} René Ferland.

Comme partout ailleurs, vu la diminution de la participation générale, les recettes ont diminué, ce qui amène les administrateurs actuels à une prudence extrême. Maintenant sous l'égide de l'évêché de Saint-Jérôme, ils doivent composer avec une nouvelle structure, un régime différent, de nouvelles dépenses et malgré tout offrir un service de qualité.

Outre la messe dominicale, la chapelle offre les services de baptême et de mariage. Celle-ci est également mise à la disposition de toutes les organisations sociales et municipales qui en font la demande pour des assemblées spéciales et occasionnellement pour certains concerts.

La chapelle Saint-Albert-le-Grand, l'une des plus typiques chapelles des Laurentides, avec son intérieur d'aspect naturel, tout en bois, mérite d'être classée dans la catégorie des chapelles à visiter.

Source

GILLES ROUSSEAU



Chapelle Notre-Dame-du-Rosaire. Pointe-au-Chêne.

Notre-Dame-du-Rosaire (Pointe-au-Chêne)

Cette desserte doit son nom à une pointe de terre qui s'avance dans la rivière Ottawa et qui était autrefois couverte de chênes. En 1905, l'abbé Baril, vicaire à Grenville, arrive à la Pointe-au-Chêne en qualité de curé résidant. Il y a 32 familles. Le premier curé résidant aurait été nommé en 1923. Les Prêtres du Sacré-Cœur en sont responsables depuis 1953.

L'arrivée en 1953 des prêtres du Sacré-Cœur a été un événement important avec la construction d'un collège d'enseignement privé destiné à l'enseignement

secondaire des garçons. En plus de l'enseignement, ces prêtres s'occupent aussi de la paroisse de Pointe-au-Chêne et de Calumet. Ils desservent la mission de Kilmar et aident les curés de Grenville et Saint-Philippe dans leur ministère⁹⁹.

La desserte est actuellement sous la responsabilité du père Jean Thijs, s.c.j.

Source

Collectif, *Grenville 1875-1976*, s.d., 192 pages

Notes

1. Sur la suite des registres, on consultera l'historien Claude Martel. Il existe des registres conjoints Repentigny, La Chesnaye et Isle-Jésus; des registres séparés. Il y a également absence de registres entre 1789 et 1792. Le premier registre date de 1679.

2. Elie Auclair, *Saint-Jérôme de Terrebonne*, Saint-Jérôme. Imprimerie-Photogravure J.H. A. Labelle, 1934, page 138.

3. On trouvera sur ce sculpteur de Trois-Rivières des notes dans *Lachenaie: du port à la ville*, page 21. De 1739 à 1744, l'atelier de Boivin exécuta cette magnifique pièce. L'inventaire des Œuvres d'art de la province possède un dossier sur ce retable. Il y aurait à Boucherville une réplique de ce chef-d'œuvre, dit l'auteur de *Lachenaie* en page 22.

4. Reproductions dans Claude Martel, *Lachenaie: du fort à la ville*, page 27.

5. Perreault-Mesnard est l'architecte de cette seconde église. On sait que plusieurs églises furent construites durant la période 1876-1892, sur le territoire du diocèse actuel. Parmi elles, Saint-Joseph-du-Lac, Oka, Terrebonne, Lachenaie, Sainte-Thérèse, Saint-Canut, Saint-Philippe d'Argenteuil. Il y a encore quelques-unes de ces églises qui sont dues au crayon de Victor Bourgeau. Mais la plupart sont de Poitras et Roy, et Perreault-Mesnard. Le plus bel exemple du style Perreault-Mesnard est l'église de Sainte-Thérèse-d'Avila. Le presbytère de Lachenaie était également du même bureau d'architecte.

6. Voir le texte des Sœurs des SSNJM.

7. Le curé Saint-Germain était le grand ami de Charles-Joseph Ducharme qui le fit légataire universel de tous ses biens dans son second testament. M. Saint-Germain a également joué un rôle important dans la création du collège Saint-Laurent.

8. Cet édifice patrimonial n'a pas fait l'objet de classement ni de reconnaissance.

9. Voir le texte sur les Sœurs de Sainte-Anne.

10. P. 107-105-1359.

11. ADSJ.

12. Le titulaire actuel des orgues, M. Bruno DeCelles, a publié une intéressante note sur l'histoire des grandes orgues de Sainte-Thérèse. Le premier de ces orgues date de 1830: il est dû au fabricant Jean-Baptiste Jacotel. Il a malheureusement disparu dans l'incendie de 1885. Le curé Charlebois demande alors à Eusèbe Brodeur, facteur d'orgues de Saint-Hyacinthe, de construire l'instrument qui est au cœur de l'orgue actuel. Brodeur était un apprenti de Casavant et avait repris l'entreprise de son maître à sa retraite. En 1925, la même année que fut construit le presbytère, le curé Mignault et la fabrique décident de le rénover. Ils confient le contrat à Casavant. M. De Celles nomme trois curés « dont l'appui à la musique ne s'est jamais démenti »:

M^{re} Laurent Presseault, monsieur Pierre Bergevin et notre actuel curé, Jacques de Villers. Et que dire du soutien des coordonnateurs et marguilliers. » (page 5) Et il termine en souhaitant que ce monument à la musique soit un jour classé comme bien culturel. M. De Celles considère que cet orgue est le plus important du diocèse de Saint-Jérôme.

13. « (...) en l'honneur de sainte Thérèse, vierge, et les reliques des saints martyrs Boniface et Faustin (ou Faustus?) ont été insérées... » Les archives de la paroisse de Sainte-Thérèse possèdent un document manuscrit qui a dû être inséré dans la pierre d'autel de l'Église.

14. M. Frenette est le père d'Émilien Frenette, le premier évêque de Saint-Jérôme.

15. Le bottin du diocèse a choisi la date d'ouverture des registres.

16. Voir l'épiscopat de M^{re} Charles Valois.

17. Il s'agit d'un manuscrit c 1900 où la liste en question donne les noms des immigrants et leur provenance. L'auteur la reproduit en page 35 de sa monographie, *Saint-Colomban. Une épopée irlandaise au piémont des Laurentides*, 1988.

18. C'est avec M^{re} Phelan que M^{re} Bourget négocia la création du diocèse de Bytown qui deviendra ensuite Ottawa.

19. Lettre à M^{re} Lartigue du 17 décembre 1837.

20. Histoire de Notre-Dame-des-Sept-Douleurs de Grenville. Abbé Michel Chamberland, Montréal, 193 1, p. 40.

21. *A Topographical Dictionary of the Province of Lower Canada*.

22. Reportage du journal *Le Droit*, samedi 9 octobre 1976, page 14.

23. Lettre du 14 mars 2001 de l'Équipe pastorale du secteur, adressée à tous les citoyens anglais et français des quatre localités.

24. Le prêtre chargé de ce mandat devait donner les avantages et désavantages du choix du site.

25. Les notables étaient des propriétaires terriens qui voulaient qu'on reconnaisse leurs droits dans certaines affaires, dont les affaires de fabrique.

26. Joseph était le fils de Jean-Joseph, le patriote, de Saint-Benoît et frère de Jean, conseiller législatif (1897).

27. Benjamin Beauchamp (1842-1913) était né à Saint-Hermas. C'était un professeur de profession et un célibataire d'état. Il fut élu député de Deux-Montagnes à cinq reprises entre 1882 et 1892.

28. Pacifique Nantel est le frère d'Antonin Nantel, supérieur du Séminaire de Sainte-Thérèse et de Guillaume-Alphonse Nantel, député au fédéral et au provincial pour le comté de Terrebonne.

29. Voir le texte des Sœurs de Sainte-Croix.

30. Il s'agit de l'augmentation de la Seigneurie des Mille-Iles ou de la partie ouest de cette Seigneurie attribuée à Jean Petit et qui échut à Eustache-Lambert Dumont par son mariage avec Charlotte Petit. En 1750, Dumont obtint donc cette augmentation qui, avec une partie de l'augmentation de la seigneurie des Deux-Montagnes, avait été englobée dans la paroisse de Saint-Jérôme par M^{re} Signay. Ce territoire de 6 milles de front avait 18 milles de profondeur. Au-delà des limites de Saint-Jérôme, on disait que c'était le commencement de la forêt profonde et du mur des montagnes Et le début des cantons.

En 1854, au moment de l'érection canonique, la seigneurie et son augmentation appartenaient à C.A.M Globensky avec qui le curé Labelle deviendrait par la suite grand ami.

La seigneurie de Deux-Montagnes appartenait aux Sulpiciens.

31. Autre toponyme non officiel de la paroisse.

32. Les chapelles en brique sont rares à cette époque. St-Philippe a pu profiter du fait qu'une briqueterie existait alors à Lachute.

33. L'évêque envoyait un prêtre identifier les avantages et désavantages du choix du site proposé.

34. Il s'agit du curé de Montebello, ami de Louis-Joseph Papineau.

35. Le clocher pose problème : Perreault-Mesnard avait l'habitude de les aimer plus effilés. L'apparence extérieure des pierres peut sembler problématique à cause de ses strates, mais elle a l'avantage d'être humidifuge.

36. Le premier décret d'érection qui se trouve aux ADSJ est daté du 12 décembre 1870.

37. Ces trois donateurs furent syndics de 1872 à 1885.

38. Expression utilisée dans l'album cité en source.

39. *Op. cit.*, page 3.

40. Le texte de l'épiscopat de M^{re} Charles Valois rappelle ces événements.

41. Louis-Olivier Taillon (1840-1923) était originaire de Terrebonne. Il fut premier ministre du 25 au 29 janvier 1887 et du 16 décembre 1892 au 14 mai 1896. Siégeant au Conseil législatif, il dirigea la formation conservatrice du cabinet Ross (1884-1887) et Boucher de Boucherville (1891-1892).

42. Joseph-Adélar Lajeunesse (1900-1914) était le fils de Joseph Lajeunesse et de Mélia Mignaut, de Chambly. Il était le frère d'Albani. Le 12 mai 1901, Albani chanta dans l'église paroissiale.

43. Adolphe Jodoin était né à Boucherville en 1836 et il avait été vicaire du curé Labelle de 1868 à 1870. Après le vicariat de Saint-Jérôme, il était allé à Ormstown : il connaissait donc la colonisation du nord et du sud. Il fut curé de Saint-Sauveur de 1874 à 1891.

44. Le diocèse d'Ottawa a été créé en 1860 et M^{re} Guigues en fut le premier titulaire.

45. Dans la monographie *Le présent du passé, Saint-Adolphe-d'Howard*, de Gilbert, Corbeil et Gratton, en page 104, on trouve une des rares photographies de ce que pouvait être un presbytère-chapelle au moment de la colonisation des cantons du nord. C'était un bâtiment à deux étages : le curé demeurait au premier étage et les paroissiens avaient accès au second étage par un escalier extérieur. Dans la photo citée, il y a déjà un clocher à cheval sur la toiture et une cloche. On sait que la Société de colonisation de Montréal fournissait très souvent les fonds nécessaires pour acheter une cloche. Dans une lettre à son Grand Vicaire, le curé signale que la maison n'a pas de solage. On signale ailleurs qu'il y a au rez-de-chaussée huit appartements. Probablement en enfilade comme on trouve encore dans certains presbytères du Régime français. L'acte de donation du terrain pour « les fins religieuses » de J. C. Coursol est authentifié par un abbé T. Duhamel, nul autre que le futur évêque d'Ottawa. Il était secrétaire de M^{re} Guigues.

46. Une lettre du desservant Cebron, datée du 27 décembre 1888, est très éloquente sur le sujet. Il parle de 60 pères de familles, dont quatre qui peuvent signer leur nom. Mais il y a 20 enfants à l'école et après quelques mois ils commencent à lire et à écrire. C'est le curé qui a engagé l'institutrice. Comme il n'est que desservant, elle occupe le presbytère et on s'affaire à construire une école. Le salaire est toujours autour de 100 \$ par année. Le curé dit que sa paroisse se divise en deux parties. La partie sud aurait besoin elle aussi d'une école.

47. M^{re} di Maria était le quatrième délégué apostolique permanent au Canada, après M^{re} Falconio (1899-1926), Sbarretti (1902-1910), Stagni (1910-1918). Il sera en fonction jusqu'en 1926.

48. Voir les sœurs de Saint-François-d'Assise.

49. *La Paroisse de Saint-Antoine a vingt-cinq ans!*, page 35.

50. L'annonce de la création du nouveau diocèse avait été faite en juin 1951. Une semaine plus tard, M^{gr} Émilien Frenette était nommé premier évêque de Saint-Jérôme.
51. On utilise ici les documents colligés par M^{me} Annette Bertrand, historienne locale.
52. Rivière-à-Gagnon, nom plus officieux qu'officiel jusqu'en 1966, rappelle un M. Gagnon qui possédait un moulin à scie près de la rivière, aujourd'hui la rivière Bellefeuille, et de qui on parlait aux hommes en recherche d'emploi: « Remonte la rivière, Gagnon engage. »
53. C'est le centenaire de l'apparition de Marie à La Salette, en France, le 19 septembre 1846.
54. Document d'érection de la paroisse, du 29 avril 1957, signé par M^{gr} Émilien Frenette.
55. *L'Écho du Nord*, 21 juin 1995.
56. Décret d'annexion du 28 novembre 1995, signé par M^{gr} Charles Valois.
57. *L'Écho du Nord*, 2 septembre 1948.
58. Calendrier historique du 50^e (1946-1996), Introduction, page 3.
59. *Grenville*, page 62.

CHAPITRE 4

Les communautés religieuses

LES COMMUNAUTÉS D'HOMMES

Les Messieurs de Saint-Sulpice

La présence des sulpiciens avant la création du diocèse

Avant la création du diocèse de Saint-Jérôme en 1951 et l'entrée plus tardive d'Oka dans le diocèse en 1957, une cinquantaine de sulpiciens, sur une période de 236 ans, avaient assuré le ministère dans cette région appartenant d'abord au diocèse de Québec, puis, à partir de 1836, à celui de Montréal. Sans diminuer le mérite d'aucun de ces prêtres, trois d'entre eux, très dévoués envers les autochtones et spécialistes reconnus en langues amérindiennes, y furent particulièrement aimés et devinrent même célèbres: François Picquet (1708-1781), Louis-Charles Lefebvre de Bellefeuille (1795-1838) et Jean-André Cuoq (1821-1898), dont on peut lire les notices biographiques dans le *Dictionnaire biographique du Canada*.

Les sulpiciens curés d'Oka dans le diocèse de Saint-Jérôme

Faute d'espace, nous ne parlerons pas des vicaires mais seulement des curés. Mentionnons d'abord simplement qu'avant l'entrée d'Oka dans le diocèse de Saint-Jérôme en 1957, sept sulpiciens ont été en charge de la paroisse. Par la suite, cinq sulpiciens y seront curés, dont l'un, M. Marcel Demers, le sera à deux reprises. Nous ne présentons que quelques aspects du ministère de ces cinq sulpiciens.

M. Hector Nadeau, p.s.s. (1936-1966)

Avant sa nomination à Oka, M. Hector Nadeau avait été professeur au Collège de Montréal, où il s'était occupé de chant et de théâtre (il a été à l'origine des premiers succès de Gratien Gélinas). Au moment de l'entrée de la paroisse dans le diocèse, il était curé d'Oka depuis 21 ans (1936-1957). Il continuera de l'être durant neuf ans (1957-1966). Il accueillait très bien ses confrères et il était un bon pasteur. Il connaissait tous les résidants de sa paroisse: catholiques, non catholiques, amérindiens ou blancs. Il aimait et visitait chaque année dans leurs maisons tous ses paroissiens. Il fut très aimé. On souligne en particulier sa générosité pour envoyer étudier au Collège de Montréal un grand nombre de jeunes paroissiens, canadiens et amérindiens. Il était toujours à son poste comme curé excepté le mercredi, jour de congé, où il allait précisément au Collège de Montréal rencontrer « ses élèves ». Parmi eux, il y eut Louis-de-Gonzague Langevin, futur évêque de Saint-Hyacinthe, et Édouard Cree, amérindien, futur médecin et grand spécialiste en chirurgie dentaire. Doué pour le chant, M. Nadeau a composé notamment la chanson « Mon beau sapin », que l'on trouve dans les *Cahiers de la Bonne Chanson*.

M. Gérard Tremblay, p.s.s. (1966-1973)



Les Prêtres de Saint-Sulpice.
M^{re} Gérard Tremblay, p.s.s.,
qui fut curé de la paroisse
d'Oka de 1966 à 1973.
Photo Germain Beauchamp,
Saint-Eustache, 1981.

En 1966, M. Gérard Tremblay, futur évêque auxiliaire à Montréal, est nommé curé à Oka. Il a 46 ans, l'âge qu'avait M. Nadeau en arrivant comme curé, et il rêve d'y demeurer lui aussi durant 30 ans. Il a trois principaux objectifs: 1) être un bon pasteur; 2) mieux faire connaître les sulpiciens dans le diocèse de Saint-Jérôme; 3) accueillir le mieux possible les confrères qui viendront se reposer au grand presbytère-manoir d'Oka.

Comme l'avait fait M. Nadeau, il fut fidèle à la visite annuelle de ses paroissiens, visite qui devint cependant plus pastorale, car il confia l'administration paroissiale aux marguilliers nouvellement élus. C'est en effet sous le pastorat de M. Tremblay que Saint-Sulpice, qui en était jusque-là propriétaire, a vendu, disons presque donné, l'église aux paroissiens qui ont alors constitué une fabrique. Saint-Sulpice a cependant gardé le presbytère qui servait et qui sert toujours de maison de retraite, de vacances et de repos pour les sulpiciens. C'est aussi sous le pastorat de M. Tremblay que la paroisse dut trouver un autre endroit pour compléter son cimetière où il n'y avait plus de place.

Pour mieux faire connaître Saint-Sulpice dans le diocèse, M. Tremblay prit soin de participer à toutes les célébrations et organisations diocésaines. Il fut membre du conseil de pastorale diocésaine, du conseil des nominations et du

conseil des finances. Il fut président de son secteur pastoral, promoteur de la pastorale du baptême, etc. Si bien qu'il passait une journée par semaine à Saint-Jérôme. De plus, comme on le verra plus loin, c'est surtout sous son influence que plusieurs sulpiciens, désignés par le Conseil provincial de Saint-Sulpice, sont venus œuvrer dans le diocèse durant les années 1970.

Enfin, pour mieux accueillir ses confrères, M. Tremblay eut l'idée et entreprit les démarches pour la construction d'une piscine sur le terrain du presbytère.

Même s'il aimait ses paroissiens et en était aimé, M. Tremblay dut cependant quitter Oka en 1973, car M^{gr} Paul Grégoire, archevêque de Montréal, lui demandait d'assumer la responsabilité de la paroisse Saint-Jacques de Montréal. Trois ans plus tard, il devint vicaire épiscopal de la région de Laval et, en 1981, évêque auxiliaire de M^{gr} Grégoire.

M. Roger Lachapelle, p.s.s. (1973-1985)

Après une longue carrière comme professeur au Collège André-Grasset, au collège Jean-Jacques Olier où il fut directeur des études, au Séminaire de philosophie et au Grand Séminaire de Montréal, M. Roger Lachapelle accepta en 1973 de relever le défi de devenir curé de paroisse. Là comme ailleurs il accomplira très bien sa mission, et cela durant douze ans, à la grande satisfaction des paroissiens.

Il poursuivit lui aussi à Oka les trois objectifs de M. Tremblay mentionnés plus haut, auxquels s'ajoutèrent l'organisation de fêtes paroissiales spéciales et un bon nombre d'activités pour la conservation et le rapatriement du patrimoine paroissial.

Il y eut des fêtes spéciales, en particulier lors de l'ordination épiscopale en 1974 de M^{gr} Louis-de-Gonzague Langevin, né à Oka et devenu évêque de Saint-Hyacinthe, lors de l'ordination épiscopale en 1981 de M^{gr} Gérard Tremblay, lors du centenaire de l'église actuelle reconstruite de 1879 à 1883, et lors d'une rencontre à l'église, en 1984, du Cardinal Paul-Émile Léger avec les enfants de l'école et leurs parents.

Pour ce qui est du patrimoine, des travaux ont été exécutés surtout en 1980 et 1981. Il a fallu réparer le toit de l'église, en rénover le mobilier et restaurer l'orgue. Ce fut aussi le rapatriement des bas-reliefs du Calvaire d'Oka, exécutés vers 1775 par François Guernon dit Belleville. Durant près de deux siècles, ces bas-reliefs avaient inspiré la piété des fidèles qui les considéraient comme un de leurs plus précieux biens spirituels et culturels. Or, en 1970, après avoir été victimes de vandalisme, ils furent retirés du Calvaire et

finallement consignés en lieu sûr à la Galerie nationale du Canada. Après plusieurs démarches, voilà que le 15 juin 1981 eut lieu l'inauguration de la chapelle (attenant à l'église) restaurée pour l'occasion et désormais dotée des bas-reliefs rapatriés. M. Lachapelle prononça alors une allocution remarquable dont le texte est conservé précieusement.

Enfin, M. Lachapelle se préoccupa toujours de maintenir des liens fraternels avec les Amérindiens. La dédicace de la chapelle à la bienheureuse Kateri Tekakwitha, le 11 octobre 1981, rassembla à l'église quelque cinq cents personnes de toutes races, langues et religions. La fête, présidée par M^{gr} Raymond Saint-Gelais, évêque auxiliaire à Saint-Jérôme, fut suivie d'un goûter organisé par les Amérindiens au gymnase de leur Centre communautaire.

M. Marcel Demers, p.s.s. (1985-1991)

Venant du Grand Séminaire de Montréal, M. Marcel Demers devint curé d'Oka en 1985 pour un mandat de six ans. Comme il est un spécialiste en liturgie, on comprend qu'il ait réussi à implanter et à consolider une meilleure participation de l'assemblée des paroissiens au chant liturgique. Il a aussi favorisé diverses formes d'implication des jeunes, d'abord par une chorale, puis par des activités en lien avec la pastorale scolaire et l'initiation sacramentelle. Il a établi de bons rapports avec les autochtones, en encourageant constamment la dévotion à la bienheureuse Kateri Tekakwitha (les jeudis de Kateri), par diverses formes de présence pendant et après la Crise d'Oka de 1990, et en collaborant, en particulier, avec leur centre de dépannage. Pour accentuer le sentiment d'appartenance des paroissiens, il a vu avec les marguilliers à aménager une salle de réunion au-dessus de la sacristie, pour qu'ils ne soient pas toujours obligés d'emprunter des locaux chez les Sulpiciens ou à la Mairie. Il a favorisé enfin des événements culturels: concerts d'orgue et de chant, pièces de théâtre pour les jeunes au temps de Noël en collaboration avec le Club Optimiste, et visites nombreuses de l'église. La Crise de 1990 fut très pénible pour lui comme pour toute la population d'Oka. Là comme ailleurs, il a fait montre de sagesse et d'une grande attention aux personnes.

M. Claude Grenier, p.s.s. (1991-1995)

Le mandat de M. Claude Grenier comme curé n'a duré que quatre ans, soit de 1991 à 1995, mais ce furent des années particulièrement intenses.

Les événements de la Crise d'Oka de l'année 1990 avaient laissé des traces profondes. M. Grenier essaya donc de favoriser ou de recréer des liens entre les

deux communautés, autochtone et blanche, la première appartenant en majorité à la United Church, et la deuxième en majorité à l'Église catholique. Il le fit en contribuant à préparer des célébrations œcuméniques en l'église de la United Church du village, en apportant son aide au Centre de désintoxication autochtone du Québec situé à Oka, en autorisant dans l'église paroissiale la célébration des funérailles d'un autochtone protestant mort noyé (l'église protestante était alors jugée trop petite), en participant à un « Healing Round Circle », c'est-à-dire une rencontre de fraternité et de réconciliation d'inspiration autochtone, etc.

Tout en exerçant son ministère régulier de curé, M. Grenier a vu à moderniser et informatiser le secrétariat de la paroisse, à remettre en bon état le cimetière vandalisé du village, à favoriser des soirées fraternelles d'ordre artistique et religieux, et à former des étudiants comme guides pour la visite de l'église. Signalons enfin qu'il a pu rétablir le pèlerinage du chemin de la croix sur la montagne, le dimanche le plus près de la fête de la Croix glorieuse (14 septembre). À son départ, on a pu dire que grâce à Dieu et à la participation des paroissiens, il avait su apaiser le climat de tension encore très présent à son arrivée. Il fut alors nommé aumônier à la maison mère des Sœurs Grises de Montréal.

M. Marcel Demers, p.s.s. (1995-1997)

Même si le nombre de sulpiciens allait en s'amenuisant, Saint-Sulpice consentit pour un certain temps à dégager M. Marcel Demers du Grand Séminaire pour qu'il soit de nouveau curé à Oka. Il retrouva avec plaisir ses paroissiens et œuvra avec eux dans la ligne des activités de son premier mandat et des réalisations de M. Grenier. Il s'impliqua d'une façon plus prononcée dans la pastorale sociale en étant présent à la table régionale de concertation sur la pauvreté et en entreprenant des démarches qui ont abouti, après son départ, à l'instauration d'un comptoir alimentaire. Après seulement deux ans, il dut cependant quitter la paroisse parce qu'on avait besoin de lui au Grand Séminaire de Montréal. C'est là l'œuvre majeure des sulpiciens, qui sont surtout des formateurs de prêtres. Ce fut un moment très difficile, car, aucun sulpicien n'étant disponible pour le remplacer, ce départ marquait la fin d'un ministère sulpicien de 276 ans.

Collaboration spéciale des sulpiciens de 1971 à 1993

De 1971 à 1993, cinq sulpiciens ont exercé dans le diocèse divers ministères qui s'ajoutaient à la responsabilité de la paroisse d'Oka. C'est sous l'influence de M. Gérard Tremblay, p.s.s., alors curé d'Oka et membre du Conseil provincial de Saint-Sulpice, et pour répondre aux appels de M^{sr} Émilien Frénette, de M^{sr} Bernard Hubert et de M^{sr} Charles Valois, successivement évêques de Saint-Jérôme, que ces sulpiciens sont venus travailler dans des services diocésains, en milieux scolaires et en paroisses. L'idée principale de départ était de ne plus limiter l'action des sulpiciens au diocèse de Montréal et de contribuer à susciter des vocations sacerdotales dans ce diocèse voisin.

M. Raymond-Marie Léger, p.s.s. (1971-1975)

Venant d'une mission de formation de prêtres en Colombie, M. Raymond-Marie Léger fut le premier sulpicien à répondre à cet appel. Et il prépara la venue des deux sulpiciens qui l'ont suivi. Il arriva en janvier 1971 et fut, jusqu'en 1974, directeur de l'Office diocésain de l'Éducation catholique, puis, en 1974-1975, responsable du Service diocésain de l'Éducation de la foi des adultes.

M. Gilles Chagnon, p.s.s. (1971-1976)

Venant du Collège de Montréal où il était professeur, M. Gilles Chagnon fut animateur de pastorale d'abord à la Polyvalente de Saint-Jérôme de 1971 à 1973, puis, de 1973 à 1976, aux écoles Marchand, Dumais et Frénette. Il aida aussi au ministère à la desserte Paul VI de Saint-Janvier, à Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson, et auprès des religieuses de Saint-Anne. Il fut également animateur des cursillos à Lesage et du mouvement R3 dans la région Lesage-Saint-Jérôme-Saint-Janvier.

M. Yvon Bigras, p.s.s. (1971-1984)

M. Yvon Bigras, qui est maintenant M^{sr} le curé de la paroisse Notre-Dame de Montréal, a été, durant cette période de collaboration spéciale, le sulpicien le plus impliqué dans le diocèse, et cela durant treize ans. Venant du collège André-Grasset où il était professeur et animateur de pastorale, il fut d'abord, de 1971 à 1974, animateur de pastorale à la Polyvalente de Saint-Jérôme et président (1972) de cette zone pastorale urbaine. Puis, il fut directeur de l'Office diocésain de l'Éducation catholique (1974-1983), responsable de la chapelle Saint-Bernard, chanoine du chapitre et, finalement, chancelier du



Les Prêtres de Saint-Sulpice.
M^{sr} Yvon Bigras, p.s.s., qui
œuvra dans le diocèse de Saint-
Jérôme de 1971 à 1984.
Photo Germain Beauchamp,
Saint-Eustache, 1979.

diocèse de 1982 à 1984. Il accepta aussi d'assumer certaines charges à temps partiel: représentant du diocèse auprès de l'Association des animateurs de pastorale scolaire du Québec (AAPSQ), membre, puis président de l'Assemblée des directeurs diocésains d'éducation (ADDE), animateur fondateur des cursillos des zones de Sainte-Paule, et de bien d'autres zones, conseiller moral auprès de l'Association des commissions scolaires catholiques des Laurentides, et aide au ministère au lac Brière, à Sainte-Paule, Saint-Bernard, Sainte-Adèle et à la chapelle du lac Millette. Après une année sabbatique d'étude à Paris, (1984-1985) il devint professeur et directeur au Grand Séminaire de Montréal.

M. André Cousineau, p.s.s. (1976-1985)

Venant de la Faculté de théologie de l'Université de Montréal, où il était professeur d'exégèse, M. André Cousineau arriva dans le diocèse en 1976. Il fut catéchète et animateur de pastorale à la Polyvalente de Saint-Jérôme de septembre 1976 à août 1982, tout en étant recteur de la chapelle du lac Connelly. De 1982 à 1985, il fut curé de la paroisse Saint-André-d'Argenteuil et donna des cours de bible à des groupes d'adultes. En septembre 1985, il fut appelé par Saint-Sulpice à devenir curé d'une paroisse de Montréal confiée aux sulpiciens: Sainte-Catherine-Labouré.

M. René Bernard, p.s.s. (1977-1983 et 1990-1993)

Après avoir été professeur au Grand Séminaire et à la Faculté de théologie de l'Université de Montréal, et directeur fondateur du Centre d'Animation spirituelle logé au Grand Séminaire, M. René Bernard est arrivé dans le diocèse de Saint-Jérôme en 1977. Durant six ans, soit jusqu'en 1983, il fut directeur de l'Office diocésain du Clergé, responsable du Service de formation aux ministères et chargé de l'instauration du diaconat permanent. Après un départ de six ans pour d'autres fonctions, il est revenu dans le diocèse prendre en charge le Service du presbyterium pour trois ans (1990-1993).

Source

ROLLAND LITALIEN, p.s.s.

Les Clercs de Saint-Viateur

Arrivée des Clercs au Canada

En 1840, M^{gr} Ignace Bourget, évêque de Montréal, de passage chez le curé de Vourles, propose au fondateur la venue des Clercs au Canada. En 1847, les

premiers Clercs de Saint-Viateur, au nombre de trois, arrivent à l'Industrie (Joliette). Ils doivent dispenser l'enseignement dans le collège de M. Barthélemy Joliette, le seigneur du lieu. On connaît l'importance des Clercs de Saint-Viateur dans l'œuvre du collège de Joliette. Et en prenant de l'expansion, les Clercs se retrouvent, dès 1852, sur le territoire du futur diocèse de Saint-Jérôme.

Saint-André-d'Argenteuil

En 1830, Saint-André compte 280 familles catholiques et 300 familles protestantes. En 1848, le curé de Sainte-Scholastique, François Bonin, qui n'a pas réussi à lancer son idée dans Sainte-Scholastique même, se lance dans la création de son Académie... en dehors de sa paroisse. On construit sur le terrain de la fabrique de Saint-André.

L'Académie de Saint-André donnait ce qu'on appelait alors l'éducation supérieure, c'est-à-dire au-delà du primaire. Le frère Augustin Fayard prendra la charge de l'Académie, en 1852. En même temps, M^{re} Bourget confie la Desserte de la Paroisse de Saint-André d'Argenteuil aux Clercs de Saint-Viateur. En 1849, on compte 50 élèves et 80 en 1850. On atteindra facilement 150 à 200 élèves dans les années subséquentes et on y enseignera le latin.

C'est le développement de Rigaud qui va créer une compétition à l'Académie Bonin : on n'avait qu'à traverser la rivière pour s'y rendre. Elle fermera ses portes en 1878. Elle aura duré un quart de siècle. Les Clercs avaient quitté la cure en 1872. Ils reviendront en 1985, pour en reprendre la direction jusqu'en 1996.

De 1852 à 1878, à partir du frère Augustin Fayard, on signale le passage de 13 religieux à Saint-André. De 1852 à 1991, sept Clercs de Saint-Viateur ont été curés ou ont fait des stages de pastorale dans cette paroisse.

Saint-Eustache

Le premier contrat d'engagement entre les Clercs et la Commission scolaire de Saint-Eustache date du 30 octobre 1863. Les Clercs succédaient aux Frères de Saint-Joseph ou Frères de Sainte-Croix qui enseignèrent à Saint-Eustache de janvier 1856 à juillet 1862. Il y aura d'abord deux religieux, puis trois. On leur vote un salaire global de 500 \$.

L'école Sacré-Cœur a développé autour des années 1930 un pensionnat pour les enfants de la campagne. Le cours primaire finit par déboucher sur



Les Clercs de Saint-Viateur.
Le Collège de Saint-Eustache.

l'enseignement secondaire. En 1939-1940, on y donne de la première année à la neuvième année. Et en 1949-1950, on ajoute la 10^e année. En 1950, les Clercs quittent Saint-Eustache à cause d'un manque de personnel. Ils y ont été 83 ans. Plus de vingt religieux y ont travaillé. Sauf le F. Joseph-Bruno Lévesque qui y a séjourné 18 ans, les autres y ont fait des séjours variant de un à 7 ans.

Terrebonne

Dès novembre 1875, le curé de Terrebonne invite les Clercs à diriger la future école. La demande est renouvelée en 1880 et en 1881.

Dès les premières années de son existence, l'Académie Saint-Louis donne l'enseignement à des externes, mais aussi à des internes. En septembre 1886, il y a 130 élèves à l'externat et au pensionnat. Le frère d'Antonin et de Guillaume Alphonse Nantel, de la famille Nantel de Saint-Jérôme, est inspecteur d'école à l'époque.

Le collège a connu un premier incendie le 6 décembre 1887. Le soir même de l'incendie, les commissaires, le curé et le directeur s'assemblèrent à l'office du secrétaire et décidèrent d'occuper l'ancien presbytère, le haut de l'hôtel de ville et la maison de M. Simard, notaire. Le 14 décembre 1887, les bâtisses étaient prêtes à recevoir les réfugiés dans des familles et à continuer les classes.

Le collège a accueilli des sinistrés du feu de 1922 qui dévasta une partie de Terrebonne. La réouverture des classes ne se fit que le 8 janvier 1923. Le collège fut lui-même victime d'un second incendie majeur, le 20 mai 1939. Ce qui mit fin à l'existence du pensionnat; 140 élèves le fréquentaient alors. On ajouta ensuite graduellement les classes de 9^e, 10^e et 11^e années.

Au début des années 1960, l'éducation subit de profonds changements au Québec. On voit apparaître les écoles polyvalentes. En 1964, l'école Saint-Louis passe sous la responsabilité de la Commission scolaire régionale Duvernay. À ce moment, les Clercs de Saint-Viateur sont appelés à diriger cinq écoles. Ils se retirent de l'école Saint-Louis à la fin des classes de juin 1968.

Du F. Joseph Pelletier (1882-1886) au F. Bernard Milot (1965-1968), 21 directeurs se sont succédé à l'Académie ou au Collège de Terrebonne.

Lachute

Le 16 novembre 1927, M. Gaétan Valois, notaire, écrit au père Gaspard Dumas, supérieur provincial, pour lui demander de «prendre charge de



Les Clercs de Saint-Viateur.
Le Collège Saint-Louis à
Terrebonne. Photo O. Allard.

l'éducation de nos garçons. Nous aurons à vous confier environ deux cents élèves pour commencer.»

Dès septembre 1928, cinq Clercs de Saint-Viateur prennent en main l'école des garçons qui compte tout près de 200 élèves. La 6^e année forme la classe des finissants. En 1929, on ouvre la 7^e année. Dès le début des années 1950, Lachute voit l'apparition du cours supérieur. C'est ainsi que naissent les classes de 10^e, 11^e et 12^e années. L'école supérieure de Lachute présente ses premiers finissants de 12^e année en 1953.

En 1964, un grand changement se produit au niveau des structures scolaires. La régionalisation fait son apparition. L'école passe sous l'autorité de la Commission scolaire régionale Dollard-des-Ormeaux et prend le nom de Monseigneur-Lacourse en 1966. Mais elle cède son nom à la Polyvalente Lavigne qui ouvre le 21 octobre 1968, et où la plupart des Clercs de Saint-Viateur se retrouvent. Ils abandonnent la direction de l'école en 1973, lors du départ du frère Émile Bayard.

C'est au cours des années 1967 et suivantes que se crée le Centre d'accueil de Saint-Viateur. Les Clercs sont d'abord locataires puis propriétaires de la bâtisse. Cette œuvre a permis une collaboration entre le responsable de la pastorale du diocèse et le service de pastorale de la Commission scolaire.

De 1928 à 1973, 12 directeurs se sont succédé à l'École Saint-Viateur, à l'École Monseigneur-Lacourse et à la Polyvalente Lavigne. De 218 étudiants qu'ils étaient en 1929, ils devinrent 736 en 1959.

On doit signaler aussi la présence d'un père de Saint-Viateur qui a foulé le sol de Lachute au tout début. Il s'agit du père Stanislas Rivet (1827-1875). Curé à Saint-André-d'Argenteuil, il se rend à Lachute, avec l'abbé Arthur Derome (1890-1928), pour célébrer la messe et enseigner le catéchisme. Ce fut un ministère irrégulier à cause des transports pas toujours disponibles.

Paroisse Saint-Julien

C'est en 1972 que l'évêque de Saint-Jérôme, M^{gr} Bernard Hubert, demande aux Clercs de Saint-Viateur de prendre en charge la paroisse de Saint-Julien. Le père Jérôme Gervais, le père Lucien Leroux et le frère Claude Roy y travaillèrent jusqu'en 1985.

Sainte-Anastasia

De 1983 à 1985, le père René Ladouceur et les pères Gérard et Roger Daoust prirent en charge la paroisse de Sainte-Anastasia.



Les Clercs de Saint-Viateur.
L'école Saint-Viateur à Lachute.

Saint-Sauveur

À partir de 1947, le curé et la Commission scolaire de Saint-Sauveur-des-Monts pressent les Clercs de venir prendre soin de l'école des garçons du village. En 1957, trois Clercs prennent en charge la direction de l'école Saint-Édouard qui reçoit 222 élèves. Aussitôt s'établit une collaboration avec la pastorale paroissiale.

Les Clercs de Saint-Viateur occupent la direction de l'école de 1957 à 1970. Ils quittent l'enseignement en 1971, alors que quatre frères ont assuré la direction. On note la présence de 27 frères enseignants durant la même période, et de deux aumôniers, les pères Adrien Ménard et Aldéi Denis. Le nombre de classes de cette école a varié de 5 à 9. Le nombre d'étudiants de 146 à 228. Il n'y avait jamais plus de cinq clercs à la fois pour faire face à ce travail.

Lachenaie

Après la démission en 1980 de l'abbé Bernard Corbin, curé de Lachenaie, M^{gr} Charles Valois nomme les Clercs responsables de la pastorale de la paroisse Saint-Charles de Lachenaie.

Le premier pasteur fut le père Marcel Toupin. Il est assisté, au fil des ans, des pères Gérard Boucher, Joseph Bourassa, Jean-Pierre Ajarie, Gaétan Lefebvre, et du frère Jean-Louis Messier.

Les Clercs ont quitté en juin 1994.

Sainte-Anne-des-Lacs

Le 8 août 1980, le supérieur provincial, le père Jacques Berthelet, accède à la demande de M^{gr} Charles Valois pour prendre en charge la paroisse Sainte-Anne-des-Lacs. Ce mandat, donné au père Maurice Brisebois, se terminera en 1993.

Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson

Un mandat similaire, donné au père Marcel Foisy pour la paroisse Sainte-Marguerite-du-Lac Masson, dura de 1984 à 1993.

Saint-Hermas

À Saint-Hermas, les Clercs fournirent deux curés : le P. Claude Landry de 1986 à 1990 et le Père Jérôme Gervais, de 1990 à 1996.

Saint-Joseph-de-Carillon

Le même père Jérôme Gervais fut curé de la paroisse de Saint-Joseph-de-Carillon de 1991 à 1996.

Saint-Adolphe-d'Howard

Le père Maurice Brisebois est toujours curé de la paroisse Saint-Adolphe. Son mandat débuta en 1995.

Source

F. WILFID BERNIER, C.S.V.

Les Cisterciens d'Oka

À la suite d'une expulsion de leur monastère, le 6 novembre 1880, les moines de l'Abbaye française de Bellefontaine acceptent d'établir un monastère sur un terrain de 800 arpents que les Messieurs de Saint-Sulpice du Séminaire de Montréal mettent à leur disposition dans leur seigneurie du Lac-des-Deux-Montanges.

Le 1^{er} septembre 1881, ce sera la prise de possession de la première habitation : la maison du meunier. Cette petite maison blanche, sise près de la route 344, qui a abrité les fondateurs à leur arrivée de l'Abbaye de Bellefontaine est toujours là pour attester des origines. Elle était déjà âgée, la brave, puisque les historiens fixent la date de sa construction en l'année 1795 ; c'était la maison du meunier de la région du Moulin de la Baie, dont les ruines indiquent seules l'emplacement. En septembre 1881, déjà cinq Trappistes venus du monastère français de Bellefontaine l'occupent et y mènent la vie monastique pendant les quelques mois de construction du monastère. Le père Guillaume Lehay fut l'homme qui présida aux débuts difficiles de la fondation.

Chaque année les moines ont la joie de voir s'accroître leur nombre, si bien qu'en 1887, ils dépassent la vingtaine. La situation temporelle est stable et tout concourt à conférer au monastère de Notre-Dame-du-Lac l'autonomie d'un Prieuré. Le père Antoine Oger, arrivé en 1886 comme supérieur, sera élu prieur.

Lors de sa visite régulière de l'été 1889, Dom Jean-Marie Chouteau trouve quarante moines à Oka. Il faut déjà songer à agrandir ou à se reloger. Dom Antoine opte pour une nouvelle construction et choisit l'endroit actuel du monastère. Deux ans plus tard, le 29 juin 1891, les moines emménagent dans

les deux premières ailes du nouvel édifice que M^{gr} Fabre viendra bénir le 27 août suivant.

L'année 1892 est une année importante dans l'histoire du monastère. Elle débute avec l'élection du premier abbé de Notre-Dame-du-Lac. En effet, à l'été de l'année précédente, Rome avait accordé le décret d'érection en abbaye au Prieuré d'Oka. À la suite de l'élection, le 28 mars 1892, Dom Antoine devient le père de quelque quarante moines qui composent alors la communauté.

Avec les années, Dom Antoine réussit peu à peu à compléter le quadrilatère de son monastère; en 1897, la dernière aile, celle de l'église, est achevée. Le 7 septembre suivant, ce sera la consécration de l'église par M^{gr} Bruchési.

En 1902, le site du monastère se transforme en un brasier terrible qui ne mettra que deux heures à détruire cet édifice que Dom Antoine avait mis 8 ans à construire. À la suite de cet incendie, Dom Antoine devra déployer de nouvelles énergies pour reconstruire la demeure de la communauté. Construction qui durera trois années pendant lesquelles les religieux se réfugieront au premier monastère qui était devenu l'École d'Agriculture.

Lorsque sept ans plus tard, le 1^{er} août 1913, Dom Antoine s'éteindra, le monastère de Notre-Dame-du-Lac sera déjà bien établi. Dom Antoine aura véritablement érigé l'Abbaye Notre-Dame-du-Lac sur des bases solides, tant au point de vue temporel que du point de vue monastique. Pour succéder à Dom Antoine, la communauté choisit Dom Pacôme qui était prieur à Mistassini (monastère fondé par Oka en 1892) depuis 1901. Sous son abbatiat, le monastère connut un réel essor. Tout ce que Dom Antoine avait inauguré fut développé à son plus haut point: l'École d'agriculture, la fromagerie, et toutes les industries. Cet abbatiat fut marqué par plusieurs incendies: en 1916, ceux des granges et puis du monastère lui-même, ce qui nécessita des reconstructions. Par ailleurs, le nombre des religieux alla s'accroissant jusqu'à dépasser les 175 personnes. Par-dessus tout, Dom Pacôme établit une communauté solide, appuyée sur l'Office divin, le travail manuel et l'austérité. À 91 ans, au retour du Chapitre général de 1964, fatigué du voyage, il fit une mauvaise chute et se démit la hanche. Un tel accident, à un âge aussi avancé, ne pouvait que lui être fatal. Il mourut le 18 juin 1964.

En ce qui regarde les relations de M^{gr} Frenette avec le monastère, elles étaient plutôt froides. Les moines d'Oka étaient beaucoup attachés aux Sulpiciens qui leur avaient donné leurs terres et par la suite aux évêques de Montréal qui les avaient reçus et avaient participé à toutes leurs peines et leurs joies. De plus, à l'époque de la séparation d'avec le diocèse de Montréal,

l'Abbaye avait des liens très chaleureux avec M^{sr} Léger qui avait ordonné une bonne partie des prêtres et qui venait souvent visiter les moines.

Lorsque Dom Fidèle Sauvageau est élu Abbé, le 6 juillet 1964, nous sommes au milieu du concile Vatican II. C'est l'événement qui influencera toute la suite de son abbatiat. En effet, avec la société en général et l'Église universelle, la communauté de Notre-Dame-du-Lac entre dans une période de transformations importantes.

C'est aussi sous l'abbatiat de Dom Fidèle qu'il faut placer la première rénovation totale de l'église abbatiale, la vente de l'Institut agricole d'Oka et la vente de la fromagerie. Un contrat fut passé entre le gouvernement et les moines. Ils devaient maintenir l'Institut agricole jusqu'en 1963. À la fin de ce contrat, les moines ont pensé revenir à la dimension plus contemplative de leur vie et de laisser l'enseignement aux universités. Pour ce qui est de la vente de la fromagerie, le sous-ministre de l'Agriculture était venu voir Dom Fidèle pour lui demander de tripler la fromagerie. La fromagerie dépassait déjà les normes d'une entreprise monastique par son ampleur. Il a donc été décidé de vendre. Comme le dit Dom Fidèle : « les moines ont été victimes de leur succès ».

Après la démission de Dom Fidèle le 1^{er} octobre 1990, la communauté choisit pour abbé Dom Yvon Moreau, qui fut béni le 17 novembre 1990, par l'évêque de Saint-Jérôme, M^{sr} Charles Valois. Il devenait le quatrième abbé de la communauté. Il est entré à la Trappe d'Oka le 18 septembre 1984. Il a terminé son cours classique au Collège de Sainte-Anne-de-la-Pocatière, étudié la théologie à l'Université Laval et a été ordonné prêtre pour son diocèse de Sainte-Anne-de-la-Pocatière le 8 juin 1968. Son ministère paroissial a été entrecoupé de périodes d'études, en Sciences sociales à l'Université Laval, en philosophie à l'Université d'Ottawa et par deux ans de mission au Nicaragua.

Depuis son élection, il a travaillé avec intelligence et goût à la rénovation de l'église abbatiale, du monastère et de l'hôtellerie.

Source

FRÈRE BRUNO-MARIE



Abbaye cistercienne d'Oka.
Le chœur de l'église abbatiale.

Les Pères Montfortains (la Compagnie de Marie)

C'est en 1883 que les fils de saint Louis-Marie Grignon de Montfort arrivent au Canada, à la pressante invitation de Monsieur Victor Rousselot, sulpicien de Montréal. Ils répondent à un urgent S.O.S. qui les supplie de prendre la direction d'un orphelinat agricole dans un coin inculte des cantons du Nord de la province de Québec. Antoine Labelle est mêlé à cette fondation, de même que M^{gr} Duhamel, évêque d'Ottawa.

Aussi peu conforme que possible au but de la Congrégation, cette décision prévoit un point de chute pendant les années difficiles qui s'annoncent en France et prépare en même temps un pied-à-terre, un tremplin pour l'exercice de l'apostolat spécifique de l'institut en Amérique du Nord. Les tracasseries, la persécution même du gouvernement français contre les religieux obligent alors, en effet, plusieurs instituts à chercher un lieu sûr pour eux-mêmes et pour la formation des aspirants à la vie religieuse.

L'orphelinat agricole de Notre-Dame-de-Montfort, alors dans le diocèse d'Ottawa, est littéralement érigé sur le roc. C'est là depuis 1883, et à Huberdeau depuis 1887, que les montfortains, pères et frères, secondés par les Filles de la Sagesse, arrivées au pays en 1884, accueilleront, jusqu'en 1924 à Huberdeau et jusqu'en 1935, à Montfort, les milliers d'orphelins à eu confiés par la Société de colonisation de Montréal et par le gouvernement de la province de Québec.

Ils collaborent ainsi à la pastorale de l'Église canadienne prêchant partout, à l'exemple de leur fondateur, une parfaite dévotion à la très sainte Vierge Marie pour conduire plus facilement les âmes à Jésus. À Jésus par Marie. En 1924, les Frères de la Miséricorde prennent la relève à Huberdeau et, en 1943, les Pères de Sainte-Croix succèdent aux Montfortains à Notre-Dame-de-Montfort.

Au moment de l'érection canonique du diocèse de Saint-Jérôme, les Montfortains ne sont donc plus sur le territoire du nouveau diocèse. Certes, ils auront encore la joie et l'honneur d'y exercer leur ministère, particulièrement au cours de la grande mission de 1959, mais ils n'ont aucun pied-à-terre dans la géographie diocésaine.

Les Montfortains exercèrent leur ministère dans les paroisses environnantes : à Notre-Dame de Montfort, à Saint-Michel-de-Wentworth, à Huberdeau, à Saint-Adolphe-d'Howard et au Lac-des-Seize-Îles.

Derniers vestiges du passage des Montfortains et des Filles de la Sagesse et de l'œuvre des orphelins dans ce coin de pays : les deux cimetières de Montfort



L'orphelinat d'Huberdeau des montfortains et ses environs.



L'orphelinat agricole de Montfort. Cet orphelinat de Montfort pouvait accueillir, outre le personnel composé de 3 pères, 7 frères et 22 religieuses, quelque 300 orphelins par année.



Les Montfortains. La maison de ferme qui accueillera les premiers orphelins.



Les Montfortains. L'orphelinat d'Huberdeau et ses environs. La voie ferrée passait à peu de distance de la maison.

et d'Huberdeau et ce gigantesque Calvaire d'Huberdeau qui n'a jamais été terminé.

Source

HECTOR BIBEAU et D.M. HUOT, s.m.m.

Les Frères de l'Instruction chrétienne

La communauté des frères de l'Instruction chrétienne est arrivée au Québec en 1886, s'établissant dès l'année suivante à Sainte-Scholastique, aujourd'hui Mirabel. Trois frères dirigent jusqu'en 1944 l'école primaire du village composée d'une centaine d'élèves. À cette date, ils acceptent de nouveau des « coucheurs », comme ils l'avaient fait à quelques reprises à la demande des parents. Ces « coucheurs » constituent l'embryon de ce que deviendra le pensionnat Sainte-Anne qui regroupera jusqu'à 84 jeunes dont quelques enfants de la Crèche d'Youville, les Sœurs Grises suppliant de recevoir leurs « grands » de 6^e année. Autrement elles auraient été forcées de diriger ces derniers vers le Mont-Saint-Antoine (ex-école de réforme de Montréal). Le nombre des éducateurs ira alors jusqu'à huit frères. Ils quitteront en 1972 ce milieu sympathique : c'est la période des expropriations en vue de l'aéroport de Mirabel.

Les frères sont heureux de compter parmi leurs anciens des personnalités religieuses et civiles qui leur font honneur. Mentionnons quelques noms parmi les plus connus : M^{gr} Eugène Limoges, évêque de Mont-Laurier ; M. Maximilien Lacombe, p.s.s., provincial des prêtres de Saint-Sulpice ; plus de 40 prêtres et autant de religieux de diverses communautés. Également, le juge Liguori Lacombe et divers hommes qui ont occupé dans la société des postes de première importance, dont M. Jean-Paul L'Allier, ancien ministre et actuellement maire de Québec. Parmi les FIC les plus illustres, issus de cette municipalité, il faut mentionner les trois frères Poitras. Joseph, fondateur de la mission d'Uganda, en Afrique de l'Est ; Xavier, fondateur de la mission du Japon, et René à qui le Mont-La-Mennais d'Oka doit beaucoup à cause de son travail inlassable et diversifié. Jules, c.s.c., fut provincial de sa communauté et curé à Saint-Laurent.

Signalons aussi les quatre frères Langlois, Raoul, Josephat, Philippe et Patrice dont le premier et le dernier furent missionnaires en Haïti. Mentionnons en plus les deux frères Lacroix, Joseph et Arthur ; également Maurice-André Dupras, Rodias Gratton, Gérald Lalande et Germain Bigras. Aussi le frère Gabriel Lauzon qui fut maître des novices, puis vice-provincial au Rwanda et François Cardinal, martyr dans ce même pays, sa seule faute ayant été d'avoir pris la part des pauvres et des paysans de sa patrie d'adoption.

En 1903, les Frères œuvrent avec les Pères Trappistes à l'École d'agriculture d'Oka. Ils y enseignent jusqu'à l'incendie de la Trappe en 1911.

Au cours des ans, les frères cherchent un terrain pour y recevoir les jeunes de la Prairie pendant les vacances d'été. De judicieux conseils les orientent vers les Messieurs de Saint-Sulpice qui possèdent des terres dans la région d'Oka. Les FIC achètent en 1940 un terrain situé entre le lac des Deux-Montagnes et la route 344. En 1945, ils y établissent une colonie de vacances et, en 1948, y élèveront une vaste maison provinciale.

Le Mont-La-Mennais ouvre ses portes en juin 1949. Il comprend d'abord l'administration provinciale et le juvénat. En 1950, malgré l'exiguïté des lieux, on accueille les novices venus de La Prairie. Puis avec les agrandissements de 1958, on ajoutera le postulat et le noviciat. Enfin, l'administration et l'infirmierie pourront s'installer dans l'agrandissement de 1963.

Les FIC remplacent en 1941 les Frères des Écoles chrétiennes qui ont eu charge de l'école primaire du village de 1849 à 1936. L'avènement du ministère de l'Éducation et le mouvement des Frères enseignants vers les écoles secondaires ont amené à leur tour les Frères à quitter cette école en 1963.

À la fondation du diocèse de Saint-Jérôme, les FIC n'en font pas partie car Oka demeure une chasse gardée du diocèse de Montréal. La région intègre enfin le nouveau diocèse en 1957. Les FIC sont heureux de se retrouver sous la paternelle houlette de M^{sr} Émilien Frenette, leur ancien élève. En effet, le jeune Émilien a fréquenté l'école primaire Saint-Stanislas de Montréal dirigée par le FIC et il a retrouvé ces derniers au Séminaire de Saint-Jean où ils ont enseigné de 1911 à 1939. Le père du jeune Émilien avait exigé que son fils fasse d'abord son cours commercial, ce qu'il fit avant de se diriger vers le collège de Saint-Jean.

Une longue collaboration commence alors avec le diocèse. Le frère Gaston Roy travaillera au Bureau des religieux, qui deviendra par la suite l'Office des religieux, de 1962 à 1970, faisant équipe avec l'abbé Pierre Bergevin et sœur Rita Chartrand, c.n.d. C'est à cette époque qu'on organise au moins une fois par année le QAHAL, la rencontre des religieux, d'abord au Séminaire de Sainte-Thérèse, puis à la maison des Jésuites. Le frère Gaston Boucher, délégué à la pastorale des vocations, participera aussi à l'animation vocationnelle dans le diocèse.

On ne peut passer sous silence le Camp Notre-Dame, situé au nord de la propriété d'Oka sur une pointe de terre s'avancant dans le lac des Deux-Montagnes, fondé en 1945 et animé par le F. Léopold Sarazin de 1970 à 1990. Des jeunes d'un peu partout au Québec viennent y vivre des camps de vie chrétienne avec des animateurs venus aussi d'un peu partout, du milieu de la



Les Frères de l'Instruction Chrétienne. École d'Oka.



Le frère Gaston Boucher, délégué à la pastorale des vocations du diocèse.

pastorale. Quelques semaines sont également réservées aux camps de filles. Le camp fut fermé en catastrophe le 11 juillet 1990, lors de la crise des Amérindiens à Oka.

Avec le tarissement des vocations, le Mont-La-Mennais deviendra en 1965 un sous-centre de la Commission scolaire des Deux-Montagnes. En 1978, la Commission scolaire n'ayant pas renouvelé son contrat, le Pensionnat Mont-La-Mennais ouvrira ses portes en 1979 avec un effectif venant de Montréal et des municipalités environnantes. La crise amérindienne de 1990 mettra fin à cette maison d'éducation où régnait un magnifique esprit.

Quelques frères y résident encore et voient à l'administration de la maison. La grande partie est occupée par une école dite alternative de la Commission scolaire de la Seigneurie des Mille-Îles. Le Conseil de bande de Kanesatake loue également des locaux à des fins culturelles et sportives.

Source

FRÈRE GASTON BOUCHER, f.i.c.

Les Frères de Saint-Gabriel

Sainte-Thérèse-de-Blainville

Arrivés au Canada en 1888, six Frères de Saint-Gabriel y implantent leur œuvre éducatrice.

En 1881, après l'incendie du séminaire de Sainte-Thérèse, M. Dutrisac, commissaire d'école à Sainte-Thérèse, et le curé Charlebois songèrent à confier l'éducation des enfants à des frères enseignants et en parlèrent à M^{sr} Fabre. Il fallut attendre 10 ans avant que le frère Louis-Bertrand, le supérieur provincial, envoie les deux premiers enseignants : les frères Dioscore et Tarcisius. Ils logèrent d'abord au Collège.

Dès la première rentrée, le 14 septembre, il y avait 138 enfants et à la fin de l'année ils étaient près de 200. La « petite école » était située au bout de la rue Saint-Lambert. Parmi les plus méritants de cette première année, on trouve les noms de Isidore Verschelden, Louis Verschelden, Georges Roux, Henri Lecompte, Joseph Labelle, Eudore Charbonneau, Josaphat Chartrand et Philippe Lonergan.

Bientôt, les frères s'installèrent dans une maison proche de l'école et ensuite dans d'autres demeures plus convenables, dont une maison appelée « la maison jaune » et le « chalet rouge ». En septembre 1902, les frères Victrice et Dunstan vinrent créer un cours commercial au collège, expérience qui dura jusqu'en 1922. En 1897, le premier térézien entre chez les frères de Saint-

Gabriel: il s'agit de Joseph Piché qui mourut saintement à l'âge de 19 ans. En 1920, on commence à penser à construire une nouvelle école. La construction de l'Académie débutera en 1923. Le nouvel édifice, construit par le père de M^{re} Frenette, est prêt le 16 janvier 1925. Il y a alors 240 élèves, huit enseignants et un directeur. L'école de la rue Saint-Lambert est vendue.

Et comme la séparation du Séminaire et de la paroisse est consacrée et un nouveau presbytère construit, les enfants de l'Académie remplacent les étudiants du Séminaire au jubé de l'église. Durant cette période on voit passer les frères directeurs suivants: Christophe-Marie (1916-1920); Achille (1920-1926); Emmanuel (1926-1931) et Gerasime (1931-1937); Christophe (1937-1943) qui préside à la fondation d'une amicale en prévision du cinquantième de 1941. À la fin de la Seconde Guerre mondiale, se succèdent les directeurs suivants: Ladislav (1943-44); Ignace (1944-1945), Roméo (1945-1948); Josaphat (1948-1953) et Jean-Léonard (1953-1959).

En 1953, on parle de la construction d'une nouvelle école pour les garçons. En 1956, une troisième école, sise rue Tassé, ouvrait ses portes et portait le nom de l'École Supérieure Saint-Gabriel. Elle fut bénite par M^{re} Frenette le 20 avril 1958. Il y a alors 558 élèves, dans 21 classes, de la 3^e à la 12^e année.

Avec les frères Gildas (1959-1960), Félix-de-Trèves (1960-1963) et Adolphe (Jean Marchand) (1963-1967) on entre dans l'ère du ministère de l'Éducation, de la régionalisation. Avec l'ouverture de la Polyvalente Sainte-Thérèse en 1974, l'école secondaire Saint-Gabriel reçoit les garçons du secondaire des niveaux 1 à 5. C'est le début de la mixité. « Saint-Gab » se spécialisera lentement dans le premier cycle du secondaire.



Les Frères de Saint-Gabriel. Sainte-Thérèse. Une classe de 1947. Le frère Lucien-Gérard, deuxième rangée à droite.



Les Frères de Saint-Gabriel.
Sainte-Thérèse. Célébration du
100^e anniversaire de la présence
des frères à Sainte-Thérèse.
Première rangée, de gauche à
droite: frère Roland Charron,
M. Élie Fallu, maire de
Sainte-Thérèse, frère Théodule
Legault. Deuxième rangée: frère
Maurice Bélanger, frère Yves
Ladouceur, provincial, frère
André Forget, archiviste.

Les frères de Saint-Gabriel continuent d'offrir leurs services soit à titre de professeurs ou d'animateurs de pastorale. Le frère Charles-Auguste Bergeron continuera à donner des cours de chimie jusqu'à sa retraite, en 1983. Le frère Jacques Blais est professeur de catéchèse et il fait du « team teaching » avec Albert Cuillerrier et Madeleine Malette, fille de la Sagesse. On doit également signaler le travail du frère Raymond Cloutier, professeur de mathématiques, et d'Amédée Dupré qui a participé à de nombreuses activités de pastorale sur le territoire.

Les frères de Saint-Gabriel habitent toujours leur maison de la rue Breton à Sainte-Thérèse. En 1991, une rencontre « gabriéliste » a marqué le centenaire de la présence des frères de Saint-Gabriel à Sainte-Thérèse.

Sainte-Anne-des-Plaines

Edmond Coursol, ancien directeur des élèves au Séminaire (1892-1901), ancien préfet des études (1901-1902) et ancien vice-supérieur (1906-1907), originaire de Sainte-Anne, avait connu le frère Tarcisius au Séminaire alors que celui-ci s'occupait du cours préparatoire. C'est lui qui favorisa la venue des frères à Sainte-Anne-des-Plaines.

On nomma en 1919 le frère Norbert comme directeur-fondateur. Il avait 26 ans. Jusqu'en 1939, les frères demeurèrent dans une construction de bois voisine de l'école. À partir de cette date, il logèrent dans une allonge à l'école primitive. En 1958, on construisit un bâtiment moderne, l'École secondaire Saint-François. L'ancienne école fut démolie en 1959 pour faire place à la Caisse populaire.

Jusqu'en 1929, les frères Norbert, François-de-Gonzague et Philippe se succédèrent à la tête de l'école. En 1929, quelques citoyens de Sainte-Anne manifestent « une opposition systématique et malveillante » (lettre du F. Elzéar, provincial, au président la Commission scolaire, le 12 mars 1929). Voyant que les frères sont prêts à partir, une campagne s'organise pour les convaincre de rester. Le curé J.A. Cadot prend la tête des pétitionnaires¹.

Les frères Jean (1932-1936), Roch (1936-1941); Paulin (1941-1945); Romain (1945-1948); Gaspard (1948-1951); Émile-Henri (1951-1954); Jean-de-Padoue (1954-1956) prirent ensuite la relève. Le frère Louis-Gabriel (Oscar Bigras) fut le dernier directeur religieux de Saint-Gabriel à Sainte-Anne.

En 1938, avec le frère Roch, on célébra le 50^e anniversaire de l'arrivée des frères de Saint-Gabriel au Canada. Participèrent à cette fête M^{re} Conrad Chaumont, le curé Arthur Cadot, Lionel Bertrand, député fédéral, et des

représentants de la province des frères de Saint-Gabriel, dont le frère Emmanuel, provincial. En 1934, c'était le jubilé d'argent de l'arrivée des frères à Sainte-Anne-des-Plaines. M^{re} Chaumont présida à nouveau les fêtes: l'abbé Émile Lauzon officia comme diacre.

Comme dans toutes les écoles où ils enseignent, les frères de Saint-Gabriel complètent la formation scolaire par des mouvements dont les plus connus sont la Croisade eucharistique et la JEC. Les sports sont aussi très importants: chaque école a son équipe de gymnastes qui donne régulièrement des démonstrations. Les clubs de hockey des frères étaient toujours redoutables. Et les festivals d'hiver constituaient une activité courue par les paroissiens. Plusieurs de ces frères étaient eux-mêmes d'excellents sportifs. Les clubs de jeunes naturalistes (CJN) furent également développés par ces éducateurs. La formation artistique était assurée par des religieux qui montaient des pièces de théâtre et d'autres qui créaient des corps musicaux qui allaient souvent s'illustrer dans la région ou même sur le plan provincial. Beaucoup de jeunes furent initiés au cinéma par les frères qui présentaient des films à leur clientèle.

Les religieux de Saint-Gabriel ont également soutenu les curés dans leurs activités pastorales, avec les enfants de chœur, la participation dans les chœurs de chant. De nombreux religieux sont issus du territoire du diocèse de Saint-Jérôme et de nombreux prêtres ont reçu de ces frères une éducation de grande qualité. Les anciens des frères de Saint-Gabriel ont toujours répondu massivement aux convocations de ceux-ci, à l'occasion des anniversaires marquant des dates importantes.

En 1962, alors que la régionalisation se répandait partout, les frères quittèrent l'école de Sainte-Anne-des-Plaines. Depuis quelques années, les élèves de 10^e et 11^e année fréquentaient l'école Saint-Gabriel, à Sainte-Thérèse.



Les Frères de Saint-Gabriel.
Le 200^e anniversaire de la
paroisse Sainte-Anne-des-
Plaines. Assis: Rosario Chevalier,
Oscar Bigras, Florent Piquette.
Debout: Jacques Blais, René
Simard, Marcel Alary, Émilien
Couture, Jean Martel, André
Forget, Gabriel Bastien.
Le 23 août 1987.

Source

FRÈRE ANDRÉ FORGET, f.s.g.

Les Frères des Écoles chrétiennes

Les écoles à Saint-Jérôme de 1832 à 1896

Saint-Jérôme garde avec fierté la mémoire de M^{re} Antoine Labelle, curé initiateur de tous les progrès matériels et intellectuels des pittoresques régions du Nord. Les Clercs de Sainte-Croix ont dirigé avec succès l'institution fondée par

le curé Labelle de 1873 à 1891. Peu après la mort du curé Labelle (4 janvier 1891), le collège fut rasé par un incendie. Les Frères continuèrent cependant à faire la classe, jusqu'en juin, en divers locaux de fortune. Aux vacances de 1891, ils quittèrent Saint-Jérôme pour n'y plus revenir. Des maîtres laïques prirent alors charge de l'instruction des garçons jusqu'en 1896.

Des classes temporaires avaient été organisées ou installées dans la salle municipale sise au-dessus du marché public. Un prêtre de la cure, le vicaire Albert-D. Laporte, s'occupait des catéchismes et exerçait une sorte de surveillance générale sur tout l'enseignement.

Les FEC à Saint-Jérôme a partir de 1896



Vue d'ensemble de l'emplacement du Collège des Frères des Écoles chrétiennes de Saint-Jérôme.

En 1892, M. L.J. Lafortune, curé de Saint-Jérôme, fit les premières demandes auprès des Frères de Écoles chrétiennes pour qu'ils en prennent la direction du collège. Mais les supérieurs ne purent accéder à ses désirs qu'en 1896. Le 16 août, huit frères, sous la direction du frère Maximien, prirent possession de l'école nommée désormais Pensionnat du Sacré-Cœur.

On ouvre alors 6 classes bien peuplées d'élèves. En 1897 on annexe un internat. La prospérité fut telle, sous le directorat de onze années du frère Modestus, qu'en 1912 deux ailes furent ajoutées au bâtiment central, ce qui permit de loger facilement les 350 élèves, dont 75 pensionnaires. En 1920, 450 élèves s'inscrivirent dont 88 internes et en 1926, 500 élèves dont 200 pensionnaires. Ce furent les belles années.

Certains directeurs ont laissé à Saint-Jérôme un excellent souvenir. Le frère Maximilien (1896-1900) établit les programmes d'études et se montra à la hauteur de ses responsabilités de fondateur. Le frère Palasis, déjà sous-directeur de la maison, lui succéda et donna aux études une vigoureuse impulsion. Tout ce qui avait un caractère artistique, surtout la musique, jouissait aussi de ses faveurs. Le frère Régis (1914-1920) s'occupa particulièrement d'améliorer la ferme. Le frère Saint-Cyrille (1914-1920) accrut encore la réputation d'hospitalité du collège envers les frères fatigués et les sujets en formation qui venaient chaque été y refaire leurs forces.

Frère Marie-Victorin

En 1903, le frère Marie-Victorin est nommé professeur à Saint-Jérôme. Pour guérir une santé fragile, il lui faut se baigner d'air pur et de soleil. Il part « à la conquête du monde innombrable et muet de la flore laurentienne ».

En 1914, avec l'ampleur de ses nouvelles constructions et le développement particulier que prirent les études, on crut bon d'ajouter un qualificatif au collège. On le nomma Collège commercial du Sacré-Cœur. Par la suite, dans la pratique, et avec une tendance à l'abréviation, on l'appela simplement le Collège commercial.

Durant les années de dépression et de chômage (1930-1939), les pensionnaires diminuèrent tellement que l'on ne conserva que les élèves externes. Leur nombre, d'abord restreint, se mit à croître considérablement à partir de la première année de la guerre, alors que Saint-Jérôme se développait de façon si intense par suite des industries de guerre et du camp militaire. Le Collège, devenu simple externat, étend son programme à une classe de 10^e et 11^e année.

Après la fermeture du pensionnat, réfectoire, salle de jeux et d'étude, et dortoir furent aménagés pour des juvénistes de Laval-des-Rapides, aspirants à devenir un jour Frères de Écoles chrétiennes. L'ouverture se fit le 25 août 1939. Ces juvénistes fondèrent graduellement les quatre premières années du cours classique. À eux s'ajoutèrent des élèves de la région de Saint-Jérôme. L'un d'eux, le F. Michel Desroches, entra dans la congrégation des Frères de Écoles chrétiennes. Durant les cinquante premières années (1896-1946) plusieurs vocations sacerdotales, missionnaires et religieuses virent le jour. On compte alors 11 prêtres séculiers, 14 pères de différentes congrégations et 18 frères enseignants.

MM. les curés Lafortune, Lamarche, de la Durantaye, Brosseau et Dubois, MM. les chapelains Desjardins, Brien, Duplessis et Lafortune ont appuyé le travail des religieux auprès de la jeunesse.

En février 1962, le collège fut entièrement détruit par le feu. Heureusement, en septembre 1961, la Commission scolaire de Saint-Jérôme avait inauguré l'école secondaire Mgr-Frenette qui était sous la direction des FEC : cette école put donc accueillir un bon nombre d'élèves. À partir de 1968, les FEC étendirent leur action à l'école des Sœurs de Sainte-Anne, à l'école Marchand et à la polyvalente de Saint-Jérôme.

Activités pastorales et œuvres parascolaires

Au cours des premières années de leur arrivée à Saint-Jérôme, les FEC participèrent aux nombreuses activités pastorales de la paroisse, mais avec la fondation de nouvelles paroisses et de nouvelles écoles élémentaires, les activités pastorales se concentrèrent à l'intérieur du collège. Il faut cependant souligner que le frère Célestin s'occupa des servants de messe de la cathédrale même après l'incendie du collège.



Les Frères des Écoles chrétiennes. L'incendie du collège de Saint-Jérôme. Février 1962. Photo Marcel Laporte.



Les Frères des Écoles chrétiennes. Maison-de-la-Salle, aux Îles. 1966.



Les Frères des Écoles chrétiennes. Groupe de campeurs aux Îles.

Voici quelques activités et œuvres auxquelles participèrent les FEC: Les Enfants du sanctuaire (FF. Norbert et Hyacinthe); Croisade eucharistique (FF. Albert, Étienne et Sylvio); Servants de Messe (FF. Vital, Alexandre, Justin et Célestin); Groupe de Jécistes (F. Alexandre); le Cercle littéraire Labelle de L'ACJC; les Cadets de l'air (F. Roger Couroux); l'Amicale des anciens élèves; les groupes musicaux qui débutèrent dès 1898: fanfare, orchestre, Fantaisistes laurentiens (FF. Anaclet, Cyprien, Radulfus, Alexis, Joseph, Rhéo Bureau et MM. Paul Deschambault, Armand Renaud, Casault et le maestro Giuseppe Agostini).

Les FEC établirent leur résidence à l'Île des Frères sise près de la rivière du Nord, où des locaux furent aménagés pour accueillir des groupes de pastorale. On aménagea aussi l'Auberge des Îles dans le même but. Durant les vacances d'été, les FEC recevaient des jeunes à cette île pour des sessions vocationnelles ou pastorales. On ouvrit également une maison d'accueil pour des jeunes sans famille, située rue Deschambault et qui fut active de 1976 à 1981.

Départ de Saint-Jérôme

À partir de 1987, les FEC quittèrent la ville de Saint-Jérôme, le personnel religieux devenant trop peu nombreux.

Source
COMMUNIQUÉ DES FEC

Les Pères de la Société des Prêtres du Très-Saint-Sacrement

C'est en 1890 que la Société des Prêtres du Très-Saint-Sacrement, fondée à Paris en 1856 par saint Pierre-Julien Eymard, se présenta à Montréal pour s'établir en terre canadienne.

Parmi les arrivants, se distinguaient quelques jeunes recrues canadiennes orientées vers la Congrégation par le vénéré Monsieur Lecoq, sulpicien. Aux premiers jours, une manne de vocations advint aux Pères par les collèges de la Province. Mais dès 1901, on se résolut à ouvrir un juvénat où devaient être formés la plupart des Pères du Saint-Sacrement au Canada.

Une occasion unique s'offrait: la vente aux enchères du Château Masson à Terrebonne. La grande maison seigneuriale convenait à merveille et elle échut aux Pères du Saint-Sacrement pour la somme de 11 750\$. Après quatorze ans d'abandon, le manoir se reprenait à vivre; en septembre 1902, une petite communauté accueillait ses quinze premiers élèves. Ainsi la Congrégation du

Très-Saint-Sacrement s'implantait dans une région qui se signalait par sa dévotion à la sainte Eucharistie. En effet, c'est de Saint-Jérôme qu'avait été lancé le premier appel dès 1881. Le curé Labelle, soutenu par le zèle du jeune Eugène Prévost, élaborait les projets et pressait le conseil général de l'institut d'ouvrir une maison à Montréal ou à Saint-Jérôme; en 1885 et 1886, il ne craignait pas d'affronter M^{sr} Fabre qui pendant sept ans s'opposera à la venue dans son diocèse de toute congrégation religieuse de prêtres. Il jugeait qu'après les nombreuses venues de communautés, encouragées par M^{sr} Bourget, le diocèse ne pouvait se permettre d'accueillir d'autres communautés qui viendraient drainer les vocations et les ressources financières diocésaines.

C'est encore dans la région de Saint-Jérôme que l'œuvre d'adoration des Pères du Saint-Sacrement de Paris, pour les fidèles, trouve ses premiers adhérents par l'intermédiaire du père Cyrille Beaudry, supérieur du Collège de Joliette; au printemps de 1882, l'Agrégation du Très-Saint-Sacrement est instaurée solennellement au pensionnat des Sœurs de Sainte-Anne de Saint-Jérôme, dans les paroisses de Sainte-Marguerite et de Saint-Sauveur.

Lorsqu'en 1913, M^{sr} Paul Bruchési entendra réaliser le vœu du Congrès eucharistique international de Montréal de 1910, il se tournera vers Sainte-Thérèse-de-Blainville pour tenir le premier congrès eucharistique régional du diocèse de Montréal. Le père Victor Lault, des Pères du Saint-Sacrement, en sera le secrétaire. Le Juvénat du Saint-Sacrement est, comme l'indique son nom, une institution privée d'enseignement classique destinée aux jeunes gens qui offrent quelque espérance de vocation sacerdotale. Elle n'accueille que des pensionnaires.

Le père Louis Estévenon, supérieur fondateur de Montrera, devenu en 1900 provincial pour l'Amérique, trace les lignes de la formation humaine et chrétienne qui inspireront les maîtres, avec un accent sur l'esprit de famille qui doit caractériser la vie de la maison. Le père Henri Leblond, supérieur de Montréal, assume également la fonction de supérieur du Juvénat. C'est lui qui élabore le premier programme d'études tiré de la « Ratio studiorum » de Rome en tenant compte des progrès des collèges et universités du Canada.

Le premier directeur du Juvénat est le père Auguste Michaud qui imprime à l'institution un style de vie qui imprégnera les générations futures: piété, études, formation, activités culturelles et sportives y seront à l'honneur.

D'année en année, la maison prend de l'expansion. La construction en 1912 d'une chapelle d'inspiration romano-gothique apporte un complément indispensable. L'architecte qui a tracé les plans de la chapelle, en 1912 est Charles Bernier, de Montréal (1864-1930). On doit à ce même architecte la



Congrégation du Très-Saint-Sacrement. Le Manoir Masson tel qu'il apparaissait en 1854.



Congrégation du
Très-Saint-Sacrement.
La chapelle du séminaire
Saint-Sacrement en 1912.

chapelle de La Réparation de Pointe-aux-Trembles et l'église du Très Saint-Sacrement de Québec. C'est Pierre-Louis Morin² qui avait conçu les plans du Manoir Masson édifié entre 1848 et 1854. Ce Français né à Nonancourt en 1911 est décédé à Mascouche en 1886. Les œuvres d'art appartenant à ce séminaire ont été confiées au Musée religieux de Nicolet.

Le manoir Masson peut à la limite accueillir quatre-vingts jeunes. Ce nombre passera à cent cinquante avec la construction de deux pavillons en 1952 et 1962, sans que soit altérée la fière allure du château.

Le cinquantenaire du Juvénat — nommé séminaire depuis 1949 — marque une étape. Le diocèse de Saint-Jérôme venait d'être constitué. Les fêtes débutent par l'ordination, en octobre 1952, de trois pères du Saint-Sacrement, anciens du Juvénat. Une grande souscription est mise sur pied avec l'appui inconditionnel du premier évêque de Saint-Jérôme.

Avec sa grâce souriante, M^{gr} Émilien Frenette procède en la fête de l'Ascension, le 14 mai 1953, à la bénédiction du tout nouveau pavillon, un gage d'avenir. Toujours le bon évêque apporte à l'équipe du Séminaire appui et encouragements. Sa piété eucharistique trouvera à s'exprimer particulièrement lors du congrès eucharistique qui se tient à Sainte-Adèle en juillet 1953, un congrès organisé par les pères Audet, Godard, Gaudet, Grondin et Dufresne, tous anciens du Juvénat.

Affilié à l'Université de Montréal le 25 septembre 1940, le Séminaire reçoit la reconnaissance du Gouvernement du Québec comme collège classique le 26 février 1958. Les exigences des nouveaux programmes de formation classique engagent les Pères à doter l'école d'un nouveau bâtiment où sont logés bibliothèque, laboratoires et auditorium; le pavillon sort de terre en 1962. Survient en 1967 une transformation majeure. Le Séminaire s'associe à la Commission scolaire régionale de Duvernay. Les vocations religieuses parmi les étudiants se raréfient et, en 1970, le régime du pensionnat est supprimé.

Face à l'incertitude sur l'avenir de l'institution, d'intenses réflexions ont lieu au sein de l'équipe de direction et celle des enseignants. Les Pères du Saint-Sacrement, qui ne sont pas une congrégation enseignante, ne sont plus en mesure de fournir le personnel nécessaire à la bonne marche de la maison. En 1972, une corporation, formée de professeurs, de parents, de quelques pères et de gens du milieu, assume la gestion du Séminaire. L'institution a pris alors pour nom Collège Saint-Sacrement.

Source
ÉDOUARD BUSSSIÈRES, S.S.S.

Les Frères de Notre-Dame-de-la-Miséricorde

L'œuvre caritative et d'enseignement d'Huberdeau a vécu diverses vocations au cours de sa belle, longue et sinueuse histoire. Cette œuvre est née du souci d'offrir à de jeunes orphelins un milieu de vie et de formation adaptée à leurs besoins. Tout a commencé en 1887, sur l'initiative de Monsieur Victor Roussetot, sulpicien, successivement curé des paroisses Notre-Dame et Saint-Jacques de Montréal. Des laïcs sensibles au drame que vivaient ces enfants abandonnés, la générosité de l'abbé Gédéon Huberdeau qui offrit une aide financière de 10 000 \$ et l'appui de M^{gr} Duhamel, évêque du diocèse d'Ottawa, ont permis à ce rêve de se réaliser.

Deux communautés religieuses venues de France, les Pères et Frères Montfortains ainsi que les Filles de la Sagesse prendront charge de cette œuvre naissante avec beaucoup d'amour et de zèle. En 1913, lors de la création du diocèse de Mont-Laurier, cette œuvre et la communauté chrétienne d'Huberdeau passeront sous la juridiction de ce nouveau diocèse. Au fil des années, cette œuvre ne cessera de grandir non seulement par le nombre de jeunes accueillis, mais surtout par la qualité de la formation qui s'y donne.

En 1923, les deux congrégations religieuses qui gèrent cette œuvre décident de se retirer du milieu afin de s'adonner à des activités apostoliques plus reliées à leur charisme de fondation. Ainsi, en août 1923, l'évêque de Mont-Laurier, M^{gr} Eugène Limoges, invite les Frères de Notre-Dame-de-la-Miséricorde à prendre la charge de cette œuvre déjà bien lancée.

Cette congrégation d'origine belge était déjà implantée au Canada depuis 1919 dans la province du Manitoba où elle tenait une école d'agriculture à Swan Lake. En 1932, le diocèse de Québec lui confia une œuvre pour orphelins à Lac-Sergent. Par la suite, cette congrégation vouée à l'éducation ouvrit des écoles à Saint-Denis-sur-Richelieu, à Dunham puis à Mont-Saint-Hilaire dans le diocèse de Saint-Hyacinthe.

Prendre la relève dans une institution qui a déjà un esprit et une longue histoire ne fut pas nécessairement chose facile pour les pionniers. Ils ont poursuivi le travail d'éducation avec courage et esprit de foi sur un fond de grande pauvreté matérielle. Tout comme leurs prédécesseurs, ils ont su écrire de belles et, parfois, difficiles pages d'histoire où l'ombre et la lumière, tour à tour, assombrissent et illuminent la vie dans cette institution. La pauvreté des moyens pour répondre adéquatement aux besoins fondamentaux des jeunes est restée la compagne jusque dans les années 1950. Avec un per diem de 25¢ par jour par enfant, il fallait imaginer des moyens de financement pour



Les Frères de Notre-Dame de la Miséricorde. L'orphelinat avant l'incendie de 1941.



Les Frères de Notre-Dame-de-la-Miséricorde.
Initiation à la menuiserie.



Les Frères de Notre-Dame-de-la-Miséricorde.
Pèlerinage à la grotte.

améliorer les conditions de vie des jeunes. La ferme, le jardin et le moulin à scie étaient de ces moyens. De plus, les exigences du travail qui clouaient les Frères à leur poste 24 heures par jour et 365 jours par année en ont découragé plus d'un. Cependant, la vie fraternelle, les fêtes religieuses, les anniversaires, les visites de l'évêque et des Chevaliers de Colomb de Saint-Jérôme donnaient à nos orphelins autant d'occasions de faire valoir leurs talents de chanteurs, de comédiens, d'artistes et de sportifs, éclairant ainsi de beaux et chauds rayons de soleil un ciel, hélas, trop souvent sombre.

De 1940 à 1950, le taux d'occupation varie de 350 à 450 jeunes. De 1940 à 1960, on y retrouve une clientèle plus diversifiée: orphelins de père ou de mère, jeunes ayant commis des délits plus ou moins graves, des enfants illégitimes, des déficients mentaux de toutes catégories. Ce dernier groupe occupait plus du tiers des effectifs. Beaucoup d'entre eux présentaient des déficiences très marquées, bien sûr, au plan affectif, mais aussi au plan intellectuel et, parfois, au plan physique. Cette diversité dans la clientèle rendait très difficile, sinon impossible, une action éducative adaptée et personnalisée.

Dans la nuit du 11 juin 1941, un terrible incendie détruisit de fond en comble l'institution. Heureusement, les 375 jeunes bien disciplinés et les 30 religieux en sortent indemnes. Seul un religieux est victime de son dévouement et souffre de brûlures importantes au visage et aux mains. La communauté chrétienne d'Huberdeau-Arundel a particulièrement aidé dans cette épreuve en nous apportant un support moral et des vivres. Il fallait tout reconstruire en comptant sur la Providence pour réaliser cet audacieux projet.

En 1950, l'adoption de la loi sur la Protection de la Jeunesse apporta tout un renouveau dans la façon de concevoir l'approche éducative de ces jeunes blessés par la vie. Même le nom d'orphelinat fut changé en celui d'École de Protection. Un vent nouveau soufflait dans l'institution et une vie nouvelle s'annonçait. Mais il y avait toujours ce méli-mélo de jeunes aux besoins éducatifs tellement différents. Il fallait faire un choix. Fidèle à son charisme d'origine, la communauté choisit de s'adresser plutôt aux délinquants. Il fallait trouver une ressource adéquate pour les jeunes qui n'entraient pas dans cette catégorie. On a mis en place un service d'orientation et un service social dont la mission consistait à bien connaître les besoins de chacun des jeunes, à trouver des familles d'accueil ou des institutions pouvant répondre aux besoins spécifiques de chacun de ces jeunes et d'assurer un suivi. Cependant, plusieurs jeunes souffrant de déficiences intellectuelles importantes ne purent trouver facilement un milieu accueillant et bien adapté à leurs besoins.

Création du diocèse de Saint-Jérôme

Tel était le dossier chaud que nous avons en main lors de la création du diocèse de Saint-Jérôme en 1951. M^{gr} Émilien Frenette s'est tout de suite intéressé à cette œuvre située aux confins de son diocèse. Il s'est lié d'amitié avec le directeur, le frère Émilien Bouchard, frère Rigobert en religion. Après plusieurs visites dans le milieu, il constate par lui-même qu'il était humainement impossible d'éduquer dans le même milieu et en utilisant les mêmes techniques, des délinquants, des orphelins et des déficients mentaux. Il appuya fortement notre congrégation dans sa mission et dans le choix qu'elle avait fait en faveur de la rééducation des jeunes ayant un comportement déviant. M^{gr} Frenette fit diverses démarches auprès du ministre du Bien-être social et de la Jeunesse afin de faire bouger le dossier. Son action produisit des fruits et des portes s'ouvrirent pour accueillir cette clientèle qui ne cadrait pas avec nos objectifs.

En 1959, l'institution était à la recherche d'une communauté religieuse féminine qui accepterait de travailler dans cette œuvre de miséricorde où la figure féminine est tellement importante pour assurer un équilibre affectif dans un milieu fortement masculin. M^{gr} Frenette mit beaucoup d'efforts dans ce projet. Ce fut cependant en vain. Aucune communauté approchée n'a pu répondre à cette demande.

En 1955, M^{gr} Frenette intervint avec beaucoup de délicatesse pour suggérer que les fonctions de supérieur de la communauté et de directeur de l'œuvre soient assumées par des personnes différentes ouvrant ainsi une voie d'avenir pour notre Congrégation qui, traditionnellement, considérait ces deux fonctions comme étant inséparables.

Autant dans la gérance des divers dossiers cités plus haut que dans ses fréquentes visites dans l'institution, M^{gr} Frenette s'est vraiment révélé un pasteur plein d'amour pour les petits de ce monde. Sa belle simplicité et son charisme en communication faisaient de lui un homme agréable, qui savait écouter et se mettre au niveau des préoccupations des personnes. En 1961, il décerna la médaille d'Or de l'Ordre du Mérite diocésain au frère Émilien Bouchard en témoignage de reconnaissance et d'affection pour ses 12 ans de dévouement à la direction de l'École de Protection Notre-Dame-de-la-Merci.

En 1970, avec l'instauration d'un conseil d'administration public, la congrégation perdit le contrôle administratif du centre pour jeunes délinquants. Les membres de la communauté poursuivirent leur travail caritatif jusqu'en 1976.

Depuis ce temps, à la demande même de la communauté chrétienne d'Huberdeau, la communauté des Frères de Notre-Dame-de-la-Miséricorde



Le frère Émilien Bouchard qui fut durant 20 ans le directeur de l'œuvre d'Huberdeau.

occupe la fonction d'administrateur financier de la paroisse et veille à l'entretien de l'église et du cimetière. De plus, les fins de semaine et les jours de fête, un service de présence est assuré au Centre pour personnes âgées « Résidence Vallée de la Rouge ». Présence significative dans le diocèse qui prolonge la mémoire de l'œuvre d'Huberdeau.

Source

FRÈRE OMER BEAULIEU

Les Frères du Sacré-Cœur

Les Frères du Sacré-Cœur étaient déjà présents sur le territoire du diocèse avant son institution canonique. Ils avaient accepté la prise en charge d'une école primaire à Brownsburg en 1949. Ils y sont demeurés jusqu'en 1961. Le premier directeur fut le frère Charles-Auguste (Desaulniers).

Par la suite, une communauté s'établit à Sainte-Adèle pour la prise en charge de l'école de 1954 à 1962. Puis ce fut l'école Saint-Stanislas de Saint-Antoine-des-Laurentides de 1957 à 1976. Quelques noms valent ici d'être mentionnés: les frères Jean-Luc (Brissette), Arcade (Pelletier), Clarence (Salois), Roger Mailloux.

En 1951 déjà, les Frères du Sacré-Cœur de Montréal cherchaient un endroit pour la construction de leur maison provinciale. Ils jetèrent leur dévolu sur une propriété dans la municipalité de Rosemère. En juillet 1955, les frères achètent la ferme de M. Hervé Hardy et une partie de celle de M. Ernest Lesage. C'est sur ces fermes que les frères construisirent leur maison provinciale, devenue, en 1976, l'externat Sacré-Cœur.

C'est effectivement là qu'ils s'établirent et qu'ils devinrent plus massivement présents dans le diocèse. En 1957, la maison fut inaugurée et bénite par M^{gr} Émilien Frenette.

Plus tard, ils seront présents à Saint-Jérôme même (1986-1989) puis à Sainte-Anne-des-Plaines (1989-1992) pour une implication en paroisse. Déjà en 1978, frère Louis-Philippe Gingras prenait la responsabilité pastorale de la paroisse Saint-Jean-Baptiste de Terrebonne, puis celle de Sainte-Madeleine à Saint-Jérôme, enfin celle de Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson. La communauté-relais Sainte-Madeleine devint Notre-Dame et une équipe de frères en prit la responsabilité pastorale: Raymond Barbe, prêtre-curé; frère Jean-Luc Brissette et frère Raymond Coulombe, directeurs d'école retraités, comme adjoints. L'équipe changea de paroisse en 1989 et alla s'établir au presbytère de Sainte-Anne-des-Plaines. Frère Léopold Savard remplaça frère Jean-Luc



Les Frères du Sacré-Cœur.
L'externat Sacré-Cœur.

Brissette et vinrent s'ajouter à un moment ou l'autre les frères Cyrille Viens, Gilles Laniel et Pierre Ferland, prêtre.

Leur mission

Bien sûr, selon le charisme propre de leur fondateur, le prêtre André Coindre de Lyon, les Frères du Sacré-Cœur ont traditionnellement œuvré auprès des jeunes, d'abord dans des ateliers qu'on appelait « Providences » puis dans les écoles. Il s'agissait d'aider les jeunes désœuvrés, de leur donner ce qu'il faut pour faire leur chemin dans la vie et de les instruire dans les connaissances humaines et dans la foi. À l'éducation scolaire, ils ajouteront une implication en pastorale diocésaine et paroissiale. Ils s'impliqueront aussi dans les mouvements diocésains tels que l'Action catholique et le Cursillo.

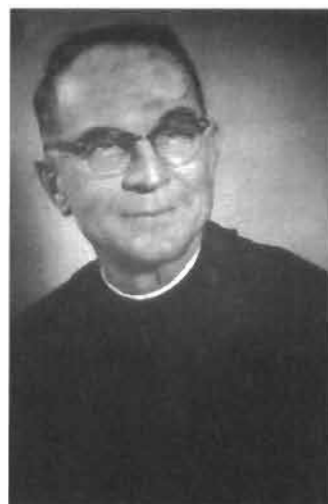
Circonstance majeure de leur entrée dans le diocèse

C'est vraiment à partir de la décision des autorités d'alors de fixer la Maison provinciale des Frères à Rosemère que les Frères sont devenus partie prenante du diocèse. Ils avaient d'abord acheté un terrain de 1400 sur 600 pieds, entre la route 344 (alors la route 29) et la rivière des Mille-Îles, sur lequel était un modeste « château » de style écossais, très suffisant pour la première équipe d'occupants, dont le supérieur provincial, F. Rosaire (Perreault). Le « château » fut vendu par la suite aux Sœurs des Missions Africaines qui l'ont occupé un certain temps. La grande figure qu'il ne faut absolument pas omettre de nommer c'est le frère Gérard (Donat Lefrançois). Il fut à la fois le maître de chantier, l'économiste provincial puis le supérieur provincial durant 9 ans. La ville de Rosemère a donné son nom à la rue qui maintenant passe devant la maison des frères en l'appelant rue Lefrançois.

Évolution de l'œuvre

C'est à Rosemère que les choses ont le plus changé. D'abord construite pour abriter l'administration provinciale et les jeunes en formation dans un postulat et un scolasticat où sont passés un millier de jeunes, la maison connut successivement les affectations suivantes : école louée à la Commission scolaire des Mille-Îles, puis « Externat Sacré-Cœur » (1976), école secondaire privée mise sur pied par les frères.

L'Externat est présentement en phase de « relève institutionnelle » : il passera bientôt aux mains d'une nouvelle corporation. Des figures de l'Externat



Les Frères du Sacré-Cœur.
Le frère Roger Mailloux, s.c.



Les Frères du Sacré-Cœur.
Le frère Donat Lefrançois,
supérieur-fondateur
de la Maison Sacré-Cœur
de Rosemère.

méritent d'être soulignées: le frère Roger Mailloux, premier directeur et artisan de la première heure et premier directeur de l'institution. On a donné son nom à l'agrandissement de gauche en le nommant le Pavillon Roger-Mailloux. Et le nom de Lévis Fortier, longtemps directeur des études, à la grande salle polyvalente du Pavillon Roger-Mailloux.

Frère Fernand Pigeon fut responsable de la pastorale depuis la fondation jusqu'à la maladie qui devait l'emporter, en 1990.

Les Frères du Sacré-Cœur, au Canada, continuent leur mission en faisant toutes les adaptations qui s'imposent par les temps qui courent. Ils se serrent de plus en plus les coudes, unissent davantage leurs forces, et malgré la moyenne d'âge qui s'élève et le peu de vocations nouvelles, ils gardent espérance en l'avenir et comptent sur les surprises de l'Esprit.

Source

RAYMOND BARBE, S.C.

Les Pères Oblats de Marie-Immaculée

Aumôniers d'action catholique

Le diocèse de Saint-Jérôme était fondé depuis deux ans. En juillet 1953, le premier évêque de ce nouveau diocèse, M^{gr} Émilien Frenette, s'adressait au provincial des Oblats, le père Albert Sanschagrin, aujourd'hui évêque émérite, pour lui demander un père qui travaillerait dans son diocèse. Cet Oblat serait chargé de l'organisation diocésaine et de l'expansion de la Ligue ouvrière catholique (LOC) et de ses services. Il aiderait, à l'occasion, le directeur diocésain de l'Action catholique et parfois les aumôniers diocésains des autres mouvements spécialisés. Il pourrait aussi rendre quelques services au ministère de la paroisse cathédrale et à l'organisation de certaines œuvres.

Père Clément Rousseau - 1953-1955

À la demande de M^{gr} Frenette, le provincial lui répond qu'il fera son possible pour libérer le père Rousseau qui est présentement chapelain au couvent Rideau, collège classique pour filles, à Ottawa. De plus, le père veut faire un doctorat en relations industrielles.

En août 1953, à la suite de la visite des pères René LeBel et Clément Rousseau à l'évêque, ce dernier serait heureux d'accepter le père Rousseau qui a fait

bonne impression. Le provincial demande à l'évêque de limiter l'apostolat du père Rousseau à l'Action catholique ouvrière (JOC et LOC) et ses services, particulièrement la préparation au mariage. Il accepte de mettre le père Rousseau à la disposition de l'évêque de Saint-Jérôme pour l'année qui vient.

C'est avec joie et reconnaissance que M^{gr} Frenette accepte les services du père Rousseau. Il accepte aussi les conditions du provincial. Sa principale fonction: aumônier diocésain de la LOC. Il lui faudra mettre sur pied le Service d'orientation des foyers (SOF). De plus, il lui confiera le Service de préparation au mariage (SPM). Un matin par semaine, il donnera des cours d'économie politique et sociale dans l'École des Arts et Métiers, à Saint-Jérôme. Il organisera des cours d'éducation syndicale pour les ouvriers. Il deviendra assistant-aumônier diocésain d'Action catholique. Enfin, l'évêque se propose d'utiliser largement le père, mais avec mesure et efficacité.

Le provincial, en septembre 1953, avertit le père Rousseau qu'il est retiré du chapelinat du couvent Rideau, à Ottawa. Il lui demande de se rendre à Saint-Jérôme sous les ordres de l'évêque. Il sera rattaché, comme Oblat, à la maison Notre-Dame-des-Ouvriers, à Montréal, où il passera une journée par semaine. Il lui signale les principales fonctions énumérées par l'évêque dans une lettre récente. Il est engagé pour un an. Il devra s'appliquer à former des aumôniers et des chefs qui pourront continuer son travail, une fois son mandat terminé.

Huit mois plus tard, en mai 1954, M^{gr} Frenette exprime au provincial des Oblats sa satisfaction vis-à-vis du père Rousseau. Il lui signale qu'il reste encore beaucoup à faire, étant donné que le père n'a pas eu le temps de mettre sur pied le Service d'orientation des foyers et qu'il n'a pu donner une série de cours d'éducation syndicale pour les ouvriers de Saint-Jérôme. Aussi demande-t-il avec insistance au provincial de lui laisser le père Rousseau pour une autre année, sinon il accepterait volontiers le père Paul-Émile Pelletier pour le remplacer. En réponse à la demande de l'évêque, le provincial accepte que le père Clément Rousseau continue son travail dans le diocèse de Saint-Jérôme, pour une autre année, jusqu'en juin 1955, aux mêmes conditions que l'année précédente.

En août 1954, M^{gr} répond au provincial que le père Rousseau poursuivra son travail d'organisation de l'ACO dans le diocèse. Il ira prêcher sur l'Action Catholique dans toutes les paroisses de son diocèse. Il lancera le Service d'Orientation des Foyers et d'autres services d'éducation populaire. Il lui demandera de former des prêtres et des laïcs capables de maintenir bien vivantes les organisations qui lui sont confiées ou qu'il mettra sur pied.



Les Oblats de Marie-Immaculée.
Le père Clément Rousseau.
1955.

À la fin de la deuxième année de services du père Rousseau dans le diocèse de Saint-Jérôme, l'évêque le requiert pour une troisième année comme aumônier diocésain de la LOC et du SPM et aussi afin de préparer la fondation, à Saint-Jérôme, d'une maison de retraites fermées. M^{gr} Frenette considère le père Rousseau comme étant presque indispensable au diocèse, du moins pour une autre année. Dirigeants, militants et aumôniers de la L.O.C. le supplient de le garder. De fait, après une autre année avec le père Rousseau, la LOC serait assurée de vivre.

Le SPM pourrait continuer de former plus de la moitié de nos jeunes mariés. M^{gr} supplie le provincial de laisser le père Rousseau pour une troisième année au service de l'Action catholique ouvrière dans son diocèse.

Dans sa lettre de juin 1955, l'évêque ajoute qu'il pense pouvoir réaliser bientôt l'un de ses premiers rêves d'évêque : une maison de retraites fermées à Saint-Jérôme. Le père Rousseau, qui a la sympathie des prêtres et des laïcs du diocèse, pourrait, en prenant le temps voulu, s'occuper de cette réalisation. Il faut résoudre le problème d'une maison de retraites fermées. Le père Rousseau pourrait préparer le terrain. S'il était impossible de le laisser, M^{gr} Frenette accepterait un autre spécialiste en Action catholique.

Incidemment, le père Rousseau est nommé aumônier national de la LOC. Monseigneur est déçu de ne pouvoir garder le père Rousseau pour une autre année. Il demande un remplaçant qui pourrait s'occuper d'organiser une maison de retraites fermées.

Père Jules Bélanger (1955-1957)

Monseigneur a approché le père Jean-Louis Dion, aumônier national de la JOC, qui ne semble pas très enthousiaste. (Lettre de M^{gr} Frenette au père Albert Sanschagrin, provincial, le 25 juillet 1955.) Il demande alors, pour un an, le père Jules Bélanger, vicaire à la paroisse Saint-Pierre-Apôtre, Montréal, pour continuer l'œuvre du père Rousseau, tout en préparant la fondation d'une maison de retraites fermées.

En août 1955, le provincial, le père Sylvio Ducharme, répond à l'évêque qu'il fera tout son possible pour obtenir les services du père Jules Bélanger. En septembre de la même année, l'évêque pose deux questions au provincial : la communauté accepte-t-elle de prêter un père pour un an ou deux, comme aumônier de la LOC et du SPM ? Est-ce que la communauté accepte de préparer, par ce père, la fondation d'une maison de retraites fermées à Saint-Jérôme ?

Le 17 septembre 1955, l'administration provinciale accorde à l'évêque de Saint-Jérôme les services du père Jules Bélanger pour un an. Le père Bélanger étudiera avec M^{sr} Frenette la question d'une maison de retraites fermées dans le diocèse de Saint-Jérôme. Voici les principales fonctions assignées par l'évêque au père Jules Bélanger : il est nommé aumônier diocésain de la LOC et de la LOCF. Il aura le souci de fonder le Service d'orientation des foyers. De plus, il sera directeur diocésain du S.P.M. Il sera aussi aviseur moral de l'École des Parents, fondée par le père Rousseau et propagandiste diocésain de l'Intronisation du Sacré-Cœur, lancée par le père Rousseau. Il continuera et répandra le service de Préparation à la vie, commencé par le père Rousseau. Il donnera un sermon sur l'Action catholique dans les paroisses du diocèse et dans les maisons d'enseignement. Il acceptera les récollections qui lui seront confiées. Il sera directeur spirituel des Oblats missionnaires de Marie-Immaculée, à la paroisse cathédrale. Aidera au ministère de la paroisse cathédrale, le dimanche, quand c'est possible. Il étudiera un projet d'établissement d'une maison de retraites fermées avec l'évêque.

En janvier 1956, il est nommé aumônier diocésain de la JOC et de la JOCF du diocèse de Saint-Jérôme. Au mois de février, l'évêque écrit au provincial des Oblats et lui dit que le père Bélanger fait des merveilles dans l'organisation de l'Action catholique ouvrière. Il demande que le père continue, en 1956-1957, à rendre les mêmes services au diocèse. Le père donne entière satisfaction. Il devra initier un prêtre du diocèse à l'Action catholique ouvrière. Il fait preuve de zèle surnaturel, d'heureuse initiative et d'aptitudes à former et à faire agir prêtres et laïcs. À la LOC, il a eu l'idée d'intéresser les conjoints de nos dirigeants ou dirigeantes. Sa conduite et sa piété sont édifiantes. Il est bien accepté des prêtres de l'évêché et du diocèse. Le provincial accepte que le père Jules Bélanger continue son travail pour l'année 1956-1957.

Au mois de janvier 1957, une requête est faite par les mouvements ouvriers afin de garder le père Jules Bélanger pour l'année 1957-1958. Les dirigeants de la LOC, LOCF, JOC et JOCF font une demande similaire.

En mai 1957, le provincial informe l'évêque de Saint-Jérôme qu'il doit retirer le père Bélanger du diocèse, puisqu'il est nommé supérieur et recteur au Collège de Rouyn. Malheureusement pour l'évêque de Saint-Jérôme, les Oblats sont dans l'obligation d'interrompre leur travail comme aumôniers dans son diocèse.



Les Oblats de Marie Immaculée.
Le Père Jules Bélanger.

Maison de retraites et prédicateurs

Plusieurs fois, depuis son arrivée au diocèse de Saint-Jérôme, M^{sr} Émilien Frenette a manifesté l'intention d'avoir une maison de retraites dans son diocèse. Il se demande si les Oblats sont disposés à accepter la direction de cette œuvre. Il se propose de faire acheter par les Oblats une maison et un domaine à Montfort, à vingt milles de Saint-Jérôme. Il s'agit de Lisbourg ou l'Orphelinat Notre-Dame-des-Monts. À ce moment, la corporation est composée de trois prêtres du diocèse. Il n'y a aucune dette sur la propriété. Mais le dernier exercice financier a été déficitaire. Les archives montrent que les pères qui sont allés visiter les édifices sont assez peu enthousiastes sur leur état. Ils voudraient avoir du temps pour en faire une analyse plus poussée. C'est une maison qui a plus de 150 ans d'existence. Elle est fermée pour le moment et sous gardiennage.

Le provincial des Oblats soumet à l'étude un projet de fondation d'une maison de retraites fermées dans la ville de Saint-Jérôme. Une souscription est en cours pour la fondation d'une telle maison. M^{sr} veut offrir cette fondation aux Oblats. Ceux-ci y voient des objections: pénurie de pères; petit nombre de prédicateurs itinérants; proximité de Sainte-Agathe, ce dont M^{sr} est conscient, et des avantages: avoir des œuvres dans le diocèse; le prestige de la communauté auprès des évêques; un rayonnement de la congrégation et son recrutement.

En novembre 1957, M^{sr} acquiert l'Hôtel du Domaine d'Estérel, à Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson pour en faire une maison de retraites. L'administration et l'organisation de cette maison sont confiées à un séculier et à un prêtre du Sacré-Cœur. Il demande trois ou quatre Oblates au père Louis-Marie Parent pour différents services dans la maison.

M^{sr} Frenette veut commencer immédiatement les retraites. Il serait préférable que les Oblats prennent la direction immédiatement. Le provincial lui répond qu'il est impossible de disposer d'un prédicateur pour le moment étant donné la reprise des retraites à Sainte-Agathe-des-Monts. Dès janvier 1958, l'évêque avertit les autorités oblates qu'il aura besoin de deux prédicateurs et directeurs spirituels, en septembre de cette année.

L'évêque du lieu organise, pour l'automne 1959, une Grande Mission dont la phase prédication dans les paroisses du diocèse est fixée du 4 octobre au 29 novembre. Les Oblats peuvent-ils participer à cette prédication? Il suggère de nommer le père Gaston Morissette directeur de ces prédicateurs et représentant des Oblats auprès du comité d'organisation. Le père Clément Rousseau

apportera son aide au père Morissette et se joindra à un dominicain et deux prêtres diocésains.

Le père Morissette qui vient de prêcher trois retraites aux prêtres du diocèse s'installe à Saint-Jérôme pour le mois de septembre 1959 afin d'aider à la Grande Mission. De plus, deux pères iront prêcher des retraites au Manoir d'Estrel, dès septembre 1959. Ce qui amène la création d'une communauté, avec les pères Clément Rousseau et Henri Thomas. L'évêque exprime ses remerciements au provincial et lui annonce qu'il projette la fondation d'une deuxième maison de retraites où résideront les deux pères qui en auront pratiquement la direction. Mais le provincial avertit l'évêque que Clément Rousseau ne pourra constamment rester au Manoir. Le père Émilien Carrier exercera son ministère au Manoir jusqu'en 1961.

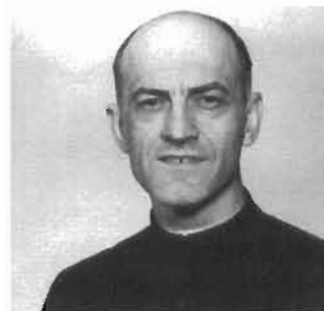
En novembre 1960, M^{gr} est à la recherche d'un directeur pour la maison Domrémy, maison de réhabilitation pour les alcooliques. Il s'adresse alors aux Oblats. Le provincial regrette de ne pouvoir accorder un père pour Domrémy.

Paroisse Sacré-Cœur de Sainte-Thérèse

En avril 1972, M^{gr} Bernard Hubert, deuxième évêque de Saint-Jérôme, demande une équipe de trois pères pour la paroisse Sacré-Cœur de Sainte-Thérèse: un serait curé; un autre vicaire et responsable de la pastorale ouvrière dans la région de Sainte-Thérèse; un troisième serait directeur de la pastorale scolaire dans la région des Deux-Montagnes. Le conseil provincial est intéressé au projet. Il accepte d'assigner trois pères pour prendre charge de cette paroisse.

Trois pères seront en place dans la paroisse le 1^{er} août 1972. Paul Jobin est nommé curé pour six ans, Claude Saint-Laurent sera vicaire-coopérateur et animateur de la pastorale ouvrière. Normand Bellehumeur sera responsable de la pastorale scolaire. En août 1973, le frère Alphonse Nadeau arrive pour y aider au projet pastoral de la paroisse.

Paul Jobin assure le ministère de la pastorale sacramentelle. Claude Saint-Laurent prend en charge l'animation d'une Association coopérative d'économie familiale. Il s'occupe aussi de la Commonwealth Plywood Co. Responsable du Mouvement des travailleurs chrétiens, animateur d'une communauté-relais dans le Bas-Sainte-Thérèse, responsable du groupe des jeunes travailleurs, il fait également partie d'un comité pour l'étude de l'engagement social de la Caisse populaire de Sainte-Thérèse. Il est responsable,



Le père Gaston Morissette des Oblats de Marie-Immaculée en 1958.



Le père Émilien Carrier.



Le père Paul Jobin. 1958.



Le frère Alphonse Nadeau.



Le frère Claude St-Laurent.



Le père Guy Boulanger. 1953.

pour la zone, de Chantier '74. Il assure l'animation spirituelle chez les charismatiques et les cursillistes. Normand Bellehumeur s'occupe de trois écoles secondaires avec l'abbé Richard Gibeault. Il fera une année d'étude en pastorale familiale à l'Université Saint-Paul, à Ottawa. Alphonse Nadeau, en plus d'être animateur liturgique, travaille à différents mouvements qui touchent surtout les défavorisés. Il visite les malades et distribue la communion. Il fait également un travail de comptabilité pour la paroisse.

Pendant un an, le père Guy Boulanger, missionnaire au Chili durant une vingtaine d'années, vit à Sacré-Cœur une expérience d'engagement auprès des défavorisés. Il est intégré, comme ouvrier, dans un travail d'usine. En 1975, le père Gilles LeBlanc devient, pour quatre ans, vicaire à Sacré-Cœur. La même année le père Claude Saint-Laurent succède au père Paul Jobin comme curé qui, lui, devient curé de la paroisse Notre-Dame de l'Assomption. En 1977, une seconde convention est signée entre les Oblats et M^{gr} Charles Valois, troisième évêque de Saint-Jérôme. En 1978, la paroisse-relais de Sainte-Thérèse-en-Haut qui désire un Oblat reçoit une réponse négative à cause de la diminution et du vieillissement du personnel. Le même mois, le père Claude Saint-Laurent quitte pour Montréal. Il deviendra plus tard vicaire provincial. Il est remplacé par le père Jacques Legault qui sera curé pour 5 ans. Durant son pastorat, trois vicaires viendront l'aider: le père Jean Dussault, Alphonse Nadeau et le père Réjean Goudreault.

Le père Legault disparaissait brusquement le 4 février 1983, emporté par une crise cardiaque. À la suite du décès du père Legault, les Oblats n'ont pu continuer à assurer une présence à la paroisse Sacré-Cœur à cause de la diminution du personnel disponible pour ce genre de ministère.

M^{gr} Frenette et ses successeurs ont tenté d'attirer les Oblats en permanence dans le diocèse de Saint-Jérôme. Mais ils n'ont pas réussi. Sans doute parce que la vocation des Oblats les appelait à des projets plus « missionnaires » dans le sens traditionnel du mot. Mais s'ils ne furent pas présents en permanence dans le diocèse, ils ont épaulé l'effort de pastorale ouvrière dont Jacques Grand'Maison et des laïcs très engagés se sont faits ensuite les hérauts. L'histoire qui a toujours ses curieux retours a fait que le quatrième évêque de Saint-Jérôme fût un Oblat, M^{gr} Gilles Cazabon.

Source

PÈRE JEAN-PAUL DEMERS, o.m.i.

Les Pères Jésuites

Destinée à remplacer la maison centenaire du Sault-au-Récollet, à Montréal, Notre-Dame-de-Monserrat, à Lafontaine, prévoyait qu'elle servirait d'abord aux jeunes jésuites, qui y feraient leurs quatre premières années de formation : deux ans de noviciat et deux ans d'études littéraires ou juvénat. Mais voilà que, au cours même de la construction, on décide, en haut lieu, de supprimer les deux années de juvénat. On ne change pourtant rien ou presque au plan initial. La construction se poursuit normalement, pendant que, à Montréal, on prépare le grand déménagement : la bibliothèque (50 000 volumes), tout le mobilier, les ateliers, etc. Le 7 novembre 1959, le P. Jean-d'Auteuil Richard, provincial, bénit la pierre angulaire.

À l'été 1960, la communauté du boulevard des Hauteurs, qu'on vient de placer sous le patronage de Notre-Dame-de-Monserrat³, compte 122 personnes : trente-quatre prêtres dont quinze tertiaires et quatre novices, quarante-neuf novices scolastiques (qui se destinent à la prêtrise), dont dix-sept en seconde année et trente-deux en première année, trente-neuf Frères coadjuteurs dont quinze novices. Le lendemain de Pâques de la même année 1960, la Commission de la pastorale du diocèse de Saint-Jérôme, soit treize personnes, se réunit à Montserrat, inaugurant ainsi dans ses murs une série ininterrompue jusqu'ici d'activités diocésaines de toutes sortes.

Du 28 août au 4 septembre 1960, on célèbre, sous la présidence de l'évêque de Saint-Jérôme, M^{gr} Émilien Frenette, et du père provincial, Jean-d'Auteuil Richard, l'inauguration officielle de la maison. Deux mille personnes y participent. Le 7 septembre, c'est la visite du cardinal Léger, archevêque de Montréal.

Durant ces cinq premières années, les Supérieurs de la maison se sont succédé assez rapidement. Le P. Paul Laramée, premier recteur, part pour Haïti en janvier 1962. Il est remplacé par le P. Rosaire Legault. Au décès de celui-ci en juin 1963, le P. Avila Favreau est nommé recteur. Deux ans plus tard, des raisons de santé l'obligent à se retirer. Le P. Jean Laramée est alors nommé vice-recteur.

Le grand envol : 1965-1975

C'est avec le vice-rectorat du P. Jean Laramée, qui se prolonge trois ans durant, que s'ouvre, pour ainsi dire, la seconde période de l'histoire de Notre-Dame-de-Monserrat. La situation, en effet, a changé. La population jésuite a beaucoup diminué. Les Pères et Frères tertiaires cesseront de venir en 1968. Les



La Compagnie de Jésus.
Montserrat, centre
de spiritualité à Saint-Jérôme.

novices sont de moins en moins nombreux. De 47 entrées en 1960, on est passé à 26 en 1963 et ils ne seront plus que 4 en 1968. L'espace est occupé par des retraitants individuels, certes, mais de plus en plus par des retraites de groupe intercommunautaires, des congrès, des sessions, des cours organisés par le gouvernement pour les employés des Centres de main-d'œuvre. S'y côtoient ou s'y succèdent des membres de Caisses populaires, de commissions scolaires, de centres d'accueil, du ministère de l'Éducation, de la sûreté du Québec, de la FTQ-métallos, du SUCO. S'y rassemblent des évêques, des aumôniers d'hôpitaux, des cursillistes, des membres du SPM (Service de préparation au mariage) et d'Al-Anon, des scouts et des guides.

Le P. Léo Pigeon, nommé recteur le 15 juillet 1968, sanctionne et consolide cette évolution, puisqu'il reste en fonction durant plus de sept ans, jusqu'en octobre 1975, alors qu'il est remplacé par le P. Guillaume Béland, qui sera le dernier à porter le nom de recteur. Sa maison n'ayant plus rien d'une maison d'étude ou de formation, il portera simplement, à partir du 29 juin 1976, le nom de supérieur. Le P. Gérard Hébert lui succède en juillet 1979. Celui-ci passe le flambeau au P. Alfred Ducharme en septembre 1984. Trois ans plus tard, le P. Édouard Hamel entreprend un mandat de six ans: il sera supérieur de 1987 à 1993. Le P. Jean Bouchard lui succède. En 1996, sa santé l'oblige à demander un remplaçant. Ce sera le P. Roger Sylvestre, en fonction depuis lors.

La ferme

En même temps que l'édifice principal, on avait construit, chemin Saint-André, une petite maison pour loger les frères qui travailleraient à la ferme. Compte tenu des circonstances, on s'orienta vers l'élevage de porcs destinés à la reproduction et à l'aviculture.

Un incendie ayant détruit la porcherie à l'automne 1971, on a jugé préférable, à moyen terme, de se défaire de la ferme. Le troupeau, qu'on avait réussi à sauver presque au complet, fut parqué dans des installations temporaires et liquidé peu à peu au cours des années suivantes. C'est M. Paul-André Forget qui, en juillet 1979, fit l'acquisition des constructions et des champs.

Archives

Tous ces pères et frères, à leur décès, ont laissé des papiers personnels ou une documentation intéressante sur les œuvres dont ils se sont occupés. Ces papiers, souvent de première importance, sont conservés aux archives des

jesuites du Canada français à Lafontaine. On trouve, dans ces archives, des documents sur les activités des jésuites depuis le début de la colonie en Nouvelle-France et dans toute l'Amérique du Nord. Aux archivistes jésuites Joseph Cossette et Robert Toupin a succédé, depuis quelques années, une laïque, M^{me} Isabelle Contant.

Si, à l'intérieur de ses murs, les activités apostoliques et sociales ne manquent pas (bon an mal an quelque 40 000 personnes y séjournent), la communauté jésuite de Notre-Dame-de-Montserrat a rayonné et continue de rayonner, d'abord, bien sûr, dans les limites du diocèse, mais bien au-delà, à travers le Québec, le Canada et même outre-frontière. Dès le début, novices et tertiaires ont enseigné le catéchisme dans les écoles. Depuis Noël 1959, un père est allé chaque jour — sauf pendant une courte période — célébrer la messe chez les Recluses missionnaires de la Côte-à-Marcotte. Beaucoup ont aidé et continuent d'aider dans les paroisses, comme c'est le cas pour le P. Marc-André Bussières. Le P. Marcel Grand'Maison, pour sa part, passe de trois à six mois par année en Haïti, où il enseigne la théologie au Grand Séminaire de Port-au-Prince. Ajoutons à cela les innombrables consultations accordées à des personnes qui ont monté la côte, persuadées de trouver là-haut quelqu'un qui aurait le temps de les écouter et de les aider.

Ministères divers

La Maison Notre-Dame-de-Montserrat a maintenant quarante et un ans. Comme pour bien des gens, tout ne s'est pas déroulé, pendant cette période, comme on l'avait prévu. Elle a su néanmoins s'adapter aux circonstances et chercher à prendre, à chaque étape, la direction que le Seigneur semblait lui indiquer. Pour les jésuites, elle demeure le lieu de rencontre privilégié et le lieu où beaucoup d'entre eux viendront finir leurs jours. À l'origine, l'infirmierie devait occuper le cinquième étage. Aujourd'hui, elle occupe aussi une bonne partie du quatrième, le vieillissement de la population se faisant sentir chez les jésuites comme ailleurs.

Source

RÉMI POTVIN, s.j., LÉOPOLD GINGRAS, s.j., GÉRARD LAJEUNESSE

Les Frères de l'Ordre hospitalier de Saint-Jean-de-Dieu

Histoire du Mont-Saint-Jean

L'histoire du Mont-Saint-Jean commença par une demande d'autorisation faite auprès de M^{gr} Frenette, évêque de Saint-Jérôme, afin d'ériger une maison de formation, une école apostolique (juvénat) de l'Ordre Hospitalier de Saint-Jean-de-Dieu. Vers la fin d'avril 1958, les membres du Conseil provincial se rendirent à l'évêché de Saint-Jérôme pour rencontrer M^{gr} Frenette en vue d'obtenir l'autorisation d'y construire un juvénat à Sainte-Thérèse-de-Blainville, en bas de Sainte-Thérèse, plus précisément. L'endroit semblait idéal, à proximité de Montréal et proche du Séminaire de Sainte-Thérèse. M^{gr} Frenette fit un accueil chaleureux au point que, dès le 23 mai suivant, nous recevions une réponse favorable à note projet.

Un terrain appartenant aux Entreprises Blanchard fut acheté et à partir de la fin de juillet, les travaux de construction se mirent en marche sous l'habile direction de l'architecte Roland Dumais et des entrepreneurs généraux Dessourdy Construction Limitée.

L'ouverture du juvénat eut lieu tel que prévu le 5 septembre 1959. Une cinquantaine de jeunes furent accueillis pour cette première année. Cette institution était affiliée à l'Université de Montréal et dispensait les quatre premières années du cours classique, cours d'immatriculation (latin-sciences). Les classes d'éléments, syntaxe, méthode et versification correspondaient respectivement aux 8^e, 9^e, 10^e et 11^e années des cours ordinaires. Sa capacité d'accueil était de 80 étudiants.

Le 1^{er} novembre 1959, à Sainte-Thérèse-de-Blainville, du comté de Terrebonne, on inaugurait officiellement le Mont-Saint-Jean, le juvénat des Frères Hospitaliers de Saint-Jean-de-Dieu, et procédait à la bénédiction de la pierre angulaire de l'édifice. Cette célébration fut présidée par M^{gr} Émilien Frenette, évêque de Saint-Jérôme, en présence du Rme Père Général de l'Ordre Hospitalier de Saint-Jean-de-Dieu, le Rme Père Hygin Aparacio. Étaient aussi présents, le R.R.P. Bénigne Callan, conseiller général, le T.R.P. Judicael Maréchaux, Provincial, les quatre conseillers provinciaux, le T.R.P. Matthieu Handley, vice-provincial de la Province religieuse américaine, plusieurs prélats et prêtres du Séminaire de Sainte-Thérèse et des paroisses environnantes, les Frères des Écoles chrétiennes, du Sacré-Cœur et Saint-Gabriel.

Le corps professoral du Mont-Saint-Jean comprenait 4 professeurs laïques, messieurs Léopold Tardif, Réas Bosa, Gaston Chapdelaine, Ernest Boudreau ;



L'Ordre hospitalier
de Saint-Jean-de-Dieu.
Le Mont-Saint-Jean.
Sainte-Thérèse-de-Blainville.

l'abbé Gilles Drainville du Séminaire comme préfet d'études, l'abbé Gérard Thiboutôt comme professeur de religion et l'abbé Guy Champagne pour la célébration quotidienne de l'eucharistie. De plus, un prêtre de l'Ordre assurait la direction spirituelle des jeunes. La communauté religieuse de cette maison était composée de trois religieux, dont un comme directeur et les deux autres comme assistant.

De 1959 à 1964, le juvénat fonctionna avec à peu près le même personnel religieux et enseignant. En 1964, la crise des vocations commença à se faire sentir. Le nombre de juvénistes ayant beaucoup diminué, il fut décidé d'envoyer les candidats pour leurs études chez les Frères du Sacré-Cœur, à Rosemère. Une bonne collaboration fut établie entre les deux institutions. Dès 1965, la communauté établit au Mont-Saint-Jean son administration provinciale. Le lieu répondait aux besoins d'organisation et d'animation pour la province religieuse. Puisque les vocations diminuaient de plus en plus et que les effectifs chez les Frères étaient réduits, la décision fut prise de fermer définitivement en juin 1962 l'école apostolique qui ne répondait plus aux attentes de la communauté. Une partie des locaux fut louée à la Commission scolaire des Deux-Montagnes jusqu'en 1982 pour une école spécialisée. À cette époque une offre intéressante de location complète de la maison fut reçue en vue de l'ouverture d'une école privée nommée Académie Sainte-Thérèse. Cette école existe toujours et jouit d'une bonne réputation. L'institution acheta l'immeuble en 1990, le fit agrandir et transformer pour accueillir davantage d'étudiants aux niveaux primaire et secondaire.

Au cours des dix premières années, le juvénat accueillit des groupes de Cursillistes pour leur rencontre hebdomadaire et aussi des groupes de jeunes pour des fins de semaine animée par l'abbé Guy Champagne, sur le modèle des rencontres cursillistes. Avec la vente de la maison, l'administration provinciale de la communauté fut transférée à Montréal pour mieux réaliser ses objectifs d'animation.

Source

FRÈRE ÉRIC LAPIERRE, O. H.

Les Prêtres des Missions-Étrangères

La Société des Missions-Étrangères, vouée par charisme à la mission ad extra, n'a jamais eu d'œuvres implantées dans le diocèse de Saint-Jérôme, mais une excellente collaboration a toujours prévalu entre ces deux institutions. La Société des Missions-Étrangères est enracinée dans le cœur des diocésains,



Société des Missions-Étrangères.
L'abbé Jean Binette
au Soudan en 1987.



Société des Missions-Étrangères.
Au Honduras. De gauche à
droite: Nicole Duchaine, l'abbé
Gilles Gascon, Claude Guillet.

comme une des expressions de la mission universelle de l'Église, principalement par la collaboration féconde qui s'est développée avec le diocèse de Temuco, au Chili. M^{re} Émilien Frenette a écrit une lettre circulaire à cet effet le 17 avril 1963 et l'évêque de Temuco, M^{re} Bernardino Pinera, a visité Saint-Jérôme au printemps de 1963. Les abbés Maurice Hébert (1965-1973) et Gilles Langlois (1964-1970) ont travaillé à Temuco comme associés aux prêtres de la Société des Missions-Étrangères qui oeuvraient déjà dans ce diocèse.

Une entente a été signée le 24 janvier 1964 entre M^{re} Émilien Frenette et le Supérieur général de la Société des Missions-Étrangères: cette entente rendait possible l'association de prêtres diocésains de Saint-Jérôme à la Société des Missions-Étrangères pour un travail d'équipe en mission, plus particulièrement en Amérique latine.

L'esprit de cette entente dure toujours car actuellement M. Richard Dalpé, diacre permanent, et son épouse, Jocelyne Beaulieu-Dalpé, travaillent à Tegucigalpa au Honduras, comme associés à la Société des Missions-Étrangères. La durée de leur engagement, signé le 3 décembre 1998, est de trois ans.

Quelques prêtres des Missions-Étrangères sont incardinés au diocèse de Saint-Jérôme, c'est-à-dire qu'ils font partie officiellement de la famille des prêtres séculiers de ce diocèse. Ils deviennent ainsi un signe plus tangible de communion entre deux Églises: l'Église de Saint-Jérôme qui les envoie et qui les appuie, et l'Église qui les accueille à l'étranger. En voici la liste:

Des prêtres des Missions-Étrangères incardinés au diocèse

Jean Binette, travaille au Soudan depuis 1975; Pierre Drouin travaille au Honduras depuis 1980; Gilles Gascon travaille au Honduras depuis 1975; Julien Viau, travaille au Soudan depuis 1975.

Signalons aussi que l'abbé Zénon Clément fut incardiné définitivement au diocèse de Saint-Jérôme le 20 avril 1981. Il avait été prêtre des Missions-Étrangères auparavant.

Source
GUY PLANTE, p.m.é.

Les Pères du Saint-Esprit

Les Spiritains n'ont jamais eu de communauté implantée dans le diocèse de Saint-Jérôme. Cependant, depuis les années 1950 jusqu'à ce jour, la Congrégation a répondu avec empressement à l'aimable invitation que lui a régulière-

ment faite le diocèse de visiter chaque année un certain nombre de paroisses pour la prédication missionnaire.

Deux confrères ont toutefois eu un engagement dans le diocèse. Il s'agit de Jean Labrèche et de Jean-Guy Perreault. Jean Labrèche a occupé, de septembre 1974 à avril 1977, le poste de directeur diocésain de la pastorale missionnaire du diocèse, poste qui venait d'être créé pour faire de l'animation missionnaire. Il a alors quitté afin de se préparer à retourner au Nigéria où il avait déjà œuvré pendant 11 ans.

À titre de directeur de l'Office, le père Labrèche a assuré une animation missionnaire au niveau des zones pastorales et des paroisses et a veillé à maintenir un contact régulier avec tous les missionnaires originaires du diocèse. Il était également responsable diocésain de l'œuvre pontificale de la Propagation de la foi, de l'œuvre de Saint-Pierre-Apôtre, du Mouvement Jeunes du Monde, de Mond'Ami ainsi que de Développement et paix. Parallèlement, il a accepté d'être pendant tout son séjour dans le diocèse vicaire dominical à la paroisse Saint-Pierre. Par ailleurs, il a assuré pendant deux ans la présidence des assemblées de la Zone pastorale de Saint-Jérôme. Notons que Jean Labrèche a grandi à Saint-Jérôme, qu'il a fait ses études classiques au Séminaire de Sainte-Thérèse et a été ordonné à la Cathédrale de Saint-Jérôme le 29 octobre 1960 par M^{gr} Émilien Frenette.

Quant à Jean-Guy Perreault, il a été aumônier au Centre de détention de Saint-Jérôme à compter de janvier 1985 jusqu'au mois d'août 1993 alors qu'il était foudroyé par une crise cardiaque.

On pourrait ajouter une contribution indirecte de la Congrégation à la vie du diocèse par le fait qu'à compter de 1975 elle a accueilli de nombreux groupes de jeunes du diocèse au Centre In'Afu de Saint-Esprit-de-Montcalm.



Les Spiritains.
Le père Jean Labrèche. 1996.



Les Spiritains. Le père Jean-Guy Perreault (1924-1993).

Source

PÈRE JEAN LABRÈCHE, c.s.sp.

Les Missionnaires d'Afrique (Pères Blancs)

Il y a huit Pères Blancs qui sont originaires du diocèse de Saint-Jérôme : Roland Vezeau (1913), Paul-Émile Bélisle (1915), Maurice Pilon (1915), Gérard Proulx (1916), Guy Lefebvre (1927), Gérald Marchand (1929), Georges Lauzon (1935) et Guillaume Trudel (1890). Les dates accolées à leur nom sont leurs dates de naissance.

Un seul de ces pères est décédé: il s'agit de M^{gr} Guillaume Trudel. Trois résident à la maison de l'Acadie. Paul-Émile Bélisle est un Frère. Deux résident à la maison de Lennoxville et un à Ottawa.

Le père Gérard Proulx, originaire de Sainte-Thérèse, a pris sa retraite en faisant du ministère à la paroisse Sainte-Thérèse-d'Avila, de Sainte-Thérèse-de-Blainville. Thérésien bien enraciné dans son milieu, il y a fait un travail de pastorale apprécié de la population pour qui il avait une disponibilité totale. Sa connaissance de l'histoire de Sainte-Thérèse le rend indispensable à ceux qui fouillent la vie patrimoniale de ce territoire important du diocèse de Saint-Jérôme. Il est actuellement à la retraite.

Source

PÈRE LAURÉAT BELLEY, p.b.

*Congrégation de Notre-Dame**Lac des Deux-Montagnes (1721-1986)*

Oka fut la première mission de la Congrégation de Notre-Dame hors de l'île de Montréal, Ville-Marie d'alors. Les deux premières missionnaires qui s'y établissent retrouvent leurs élèves iroquoises, huronnes et algonquines du Sault-au-Récollet. Les débuts sont difficiles. Pendant plusieurs années, elles logent dans des cabanes d'écorce où elles organisent leurs classes. Il est intéressant de souligner que les sœurs enseignent aux jeunes indiennes dans leur langue d'abord; par la suite, elles leur apprennent graduellement le français. Plus tard, les Messieurs de Saint-Sulpice, qui avaient transporté la mission du Sault-au-Récollet au lac des Deux-Montagnes, bâtissent une église, une école pour les garçons et une maison pour les sœurs missionnaires de la Congrégation.

Jusqu'en 1759. Le couvent d'Oka subsiste grâce aux gratifications royales de trois mille livres. Cependant, après la conquête, les sœurs vivent de dons particuliers. À partir de 1772, ce sont les Messieurs de Saint-Sulpice qui voient à l'entretien du couvent et ce, avec largesse et grande générosité. En retour, les sœurs s'occupent de la sacristie et de l'église. Pendant cette période, la situation est difficile. Avec courage, les sœurs poursuivent leur mission éducative. Les Sulpiciens s'occupent des garçons et les Sœurs des filles. À ces dernières, elles dispensent l'enseignement religieux et profane. Elles ont à cœur de former, pour la colonie naissante, des chrétiennes à la foi lumineuse, des femmes au cœur vaillant, des femmes vigoureuses et fortes, parfois capables d'héroïsme. En 1884, la maison que les sœurs habitent depuis cent quarante ans est devenue trop petite. Elle est démolie et remplacée par le couvent dans lequel elles emménagent en septembre 1885.

Le couvent d'Oka (1885)

Des difficultés financières surgissent en 1933 qui obligent les Sulpiciens à remettre le soin de l'école des filles à la Commission scolaire d'Oka. Deux cent quinze élèves, dont une vingtaine d'Iroquoises, occupent les huit classes mises à leur disposition par la Commission scolaire.



La Congrégation de Notre-Dame. Le couvent d'Oka. 1885.

On doit aussi rappeler qu'après le départ des Frères des Écoles chrétiennes en 1936, les sœurs de la Congrégation de Notre-Dame prennent la direction de l'école des garçons et en assurent l'éducation jusqu'à l'arrivée, en 1941, des Frères de l'Instruction chrétienne.

Elles poursuivent l'éducation des filles jusqu'en 1951. C'est à partir de cette période que les jeunes fréquentent la nouvelle école Sainte-Marguerite-du-Lac. Cependant plusieurs sœurs continuent leur œuvre d'éducation dans les écoles de la commission scolaire et collaborent de plus en plus à la pastorale paroissiale.

La « vieille maison grise » devient maison de repos et de convalescence pour les sœurs. Elles quittent définitivement Oka en 1986.

Pendant plus de 250 ans, les Sœurs de la Congrégation de Notre-Dame ont assuré l'éducation à des milliers de jeunes filles, autochtones et québécoises.

Terrebonne (1826-1990)

Il faudra attendre plus d'un siècle l'ouverture de la deuxième mission de la Congrégation de Notre-Dame au-delà de la rivière des Mille-Îles.

Le premier couvent de Terrebonne est érigé en 1826 grâce au dévouement de monsieur Jean-Baptiste St-Germain, curé de la paroisse et grand ami de Charles-Joseph Ducharme, fondateur du Séminaire de Sainte-Thérèse. C'est une maison de pierre, d'un seul étage, avec mansardes, bâtie près de l'église, au bord de l'eau. Le 18 août, les deux fondatrices, sœur Marie-Anne Laberge, dite sœur Saint-Hippolyte et sœur Marie Chicoine, dite sœur Saint-Simon, organisent deux classes pour les jeunes filles du village. Dès l'ouverture, elles sont nombreuses. Parmi les élèves de la première heure, se trouve Esther Sureau dit Blondin qui deviendra mère Marie-Anne, fondatrice de la communauté des Sœurs de Sainte-Anne.

L'institution se développe rapidement. On y dispense les cours selon le programme de la Congrégation de Notre-Dame. En 1839, l'enseignement de l'anglais s'ajoute. Dès 1849, il faut agrandir. D'autres réparations importantes sont encore nécessaires en 1864 : l'eau courante entre alors dans la maison. En 1876, on célèbre le 50^e anniversaire de la fondation du couvent.

L'expansion du pensionnat se fait à un tel rythme qu'une nouvelle construction est nécessaire. Le 15 juin 1883, les sœurs quittent le vieux couvent et emménagent dans un édifice tout neuf. En septembre, elles accueillent trente pensionnaires, soixante-quinze quart-pensionnaires et cinquante externes.

L'œuvre d'éducation est florissante. Le nombre de pensionnaires augmente sans cesse : elles sont quarante-cinq en 1906 et cinquante-cinq en 1914. Afin de répondre aux nombreuses demandes, on ouvre une classe pour l'« externat ». Dans cette maison d'éducation, les jeunes filles trouvent un climat chaleureux et épanouissant.

Le couvent de Terrebonne (1883)

Des changements importants surviennent en 1916 : la paroisse Saint-Louis se décharge du couvent et le remet à la Commission scolaire de Terrebonne. Toutefois, les élèves continuent de fréquenter le couvent et les Sœurs de la Congrégation y poursuivent leur mission éducative. En 1921, la Commission scolaire organise une deuxième classe pour l'« externat » à l'école Marguerite-Bourgeoys. Les religieuses de la Congrégation continuent d'assurer la formation de ces élèves. Plus tard, soit en 1933, la Commission scolaire cède le couvent et ses dépendances à la communauté. Cependant, la formation des filles, externes ou pensionnaires, s'y poursuit toujours.

Les années 1960 suscitent de grands changements dans le monde de l'éducation. La centralisation des écoles publiques modifie graduellement le statut du pensionnat. Le 23 juin 1959 marque le départ des pensionnaires. En 1960, les Sœurs de la Congrégation de Notre-Dame quittent le vieux couvent qui devient alors le Centre administratif de la Commission scolaire des Manoirs.

Pendant plusieurs années encore, les sœurs apportent leur collaboration à la formation des élèves de la région de Terrebonne. Sœur Alice Aubut, c.n.d., assure la direction de l'école Notre-Dame jusqu'à 1987. Pendant plus de cent cinquante ans à Terrebonne, les Sœurs de la Congrégation de Notre-Dame ont travaillé à l'éducation des jeunes. Elles y ont investi le meilleur d'elles-mêmes tant auprès des pensionnaires et des externes fréquentant le couvent qu'auprès des élèves de la Commission scolaire. Les Anciennes élèves gardent de ce milieu d'éducation un souvenir des plus vivants comme en témoigne madame Marguerite Lachapelle : « Les religieuses de la Congrégation de Notre-Dame ont, pendant des années, répandu parmi nous la foi, la haute culture et le savoir. Ces femmes nous ont façonnées par le dedans. Véritables devancières, elles ont montré la voie à suivre... »



La Congrégation de Notre-Dame. Le couvent de Terrebonne. 1883.

Saint-Eustache (1849-)

De 1827 à 1844, monsieur le curé Jacques Paquin se préoccupe de faire construire une maison d'éducation. En 1833, il cède à la Fabrique de Saint-Eustache une maison de deux étages qui devait être « uniquement consacrée à l'éducation de la jeunesse et dont l'occupation libre et la jouissance paisible dudit couvent seront garanties à perpétuité aux vénérables Sœurs de la Congrégation de Notre-Dame, pour y tenir et faire au plus tôt possible des écoles suivant leurs règles et propres volontés, persuadé (...) qu'il n'est point d'Institut plus excellent et plus capable de former la jeunesse (...) aux connaissances utiles et à la pratique de la vertu ».

Les Sœurs sont prêtes à prendre possession de ce nouveau couvent quand éclatent les « Troubles de 1837 ». Ce n'est que le 10 septembre 1849 que les deux sœurs fondatrices, sœur Saint-Victor (Rainville) et sœur Saint-Narcisse (Beaulieu) arrivent à Saint-Eustache. Le grand rêve du curé-fondateur du couvent se réalise. Les sœurs dispensent l'enseignement aux soixante jeunes filles inscrites dès l'ouverture du couvent.

Le nombre d'élèves pensionnaires ayant considérablement augmenté, il faut démolir le vieux couvent. La Congrégation de Notre-Dame assume les frais d'une nouvelle construction. De 1899 à 1961, les sœurs y dispensent l'éducation à de centaines de jeunes filles, les unes pensionnaires, les autres externes.

Le couvent de Saint-Eustache (1899)

Les religieuses dispensent l'enseignement selon le programme élaboré par le Bureau des études de la Congrégation de Notre-Dame. Les diplômes de la fin du secondaire sont reconnus par le Département de l'Instruction publique. Outre la formation intellectuelle, les éducatrices apportent beaucoup de soin à la formation religieuse, morale et artistique de leurs élèves. Depuis 1850, les jeunes filles qui le désirent étudient le piano. Certaines années, selon la compétence des professeurs, laïques ou religieuses, des cours de harpe et de guitare sont aussi disponibles. De plus, des leçons de tenue de maison, de couture et de tricot, des règles de convenances et de savoir-vivre apportent un complément significatif à la formation humaine des élèves. La vie au pensionnat est le foyer où se nouent de solides et durables amitiés. Somme toute, l'éducation reçue au pensionnat de Saint-Eustache alimente des souvenirs qu'il fait toujours bon se rappeler, comme l'affirme sœur Lucienne M. Plante, éducatrice



La Congrégation Notre-Dame.
Le couvent de Saint-Eustache.

au pensionnat dans les années 1950: «Je garde un excellent souvenir de ces années où il m'a été donné d'accompagner des jeunes filles sérieuses, toujours avides d'apprendre.»

Dans les années 1940, le nombre d'élèves ayant doublé, les sœurs cherchent appui auprès de la Commission scolaire qui leur fournit, en 1947, un local pouvant recevoir quelques classes. Les élèves des 1^{re}, 2^e et 3^e années commencent alors à fréquenter l'école du Plateau. En 1952, l'école Notre-Dame, aujourd'hui école Jacques-Labrie, loge quelques classes relevant du couvent. Graduellement, les classes du primaire sont fusionnées avec celles de la Commission scolaire. En 1956, le couvent et la Commission scolaire se partagent les jeunes filles du secondaire. Toutefois, les sœurs continuent d'assurer, en dehors du couvent, la formation de ces jeunes. N'était-ce pas un présage des grands bouleversements que connaîtra le monde de l'éducation lors de la Révolution tranquille?

Le couvent de Saint-Eustache où les sœurs poursuivent leur œuvre éducatrice auprès des élèves du secondaire est l'un des premiers à entrer dans «l'Opération 55». Le pensionnat ferme ses portes en 1961. La Commission scolaire loue le couvent. C'est dans un autre contexte que l'éducation des jeunes de Saint-Eustache se réalise. Les polyvalentes se multiplient et l'inscription des jeunes s'y accélère. Jusqu'en 1980, les sœurs y poursuivent leur mission d'éducation.

En 1965, les élèves n'occupant plus les locaux du couvent, les sœurs de la Congrégation retournent y vivre. En 1980, après 131 ans de travail d'éducation auprès des jeunes de Saint-Eustache, elles remettent le couvent. La ville de Saint-Eustache l'acquiert et le convertit en hôtel de ville. Les sœurs de la Congrégation de Notre-Dame se disent favorables à la vocation sociale et communautaire de leur ancienne propriété. Toutefois, quelques sœurs demeurent à Saint-Eustache et poursuivent leur mission éducatrice dans l'enseignement et participent à la pastorale paroissiale. Elles demeurent fidèles au charisme de leur fondatrice et se préoccupent toujours des petits, des pauvres, des malades et des affligés.

L'éducation de la foi des jeunes demeure une priorité pour elles. Ainsi en témoigne sœur Élisabeth Jobin qui, depuis 1964, œuvre toujours à l'éducation de la foi des jeunes par l'enseignement religieux et par l'accompagnement pastoral.

Sainte-Thérèse-de-Blainville (1847-)

Monsieur Charles-Joseph Ducharme, curé de Sainte-Thérèse-de-Blainville de 1816 à 1849, fait construire le premier couvent de Sainte-Thérèse. Deux sœurs missionnaires, sœur Sainte-Monique (Rosalie Couture) et sœur Sainte-Rosalie (Marie-Angélique Gauthier) arrivent au couvent le 9 mars 1847. Au cours des années, elles y accueillent de si nombreuses élèves qu'en 1894 il faut agrandir. Et cinq années plus tard, c'est une aile qui s'ajoute à l'élégante maison. Mais ce sera encore insuffisant. Une construction s'impose. En 1916, il ne restera plus qu'une image du vieux couvent.

Le couvent de Sainte-Thérèse (1916)

Un nouvel édifice, plus spacieux et plus fonctionnel, remplace le vieux couvent qui devient, à son tour, trop exigü pour le nombre de pensionnaires et d'externes. Un agrandissement s'avère impossible. Les sœurs de la Congrégation y dispensent l'enseignement selon les programmes établis par le Comité catholique créé en 1875.

En 1924, mère Sainte-Anne-Marie, grande éducatrice, instaure dans les pensionnats de la Congrégation de Notre-Dame un programme d'études et un système d'examens contrôlés par le Bureau des études de la Congrégation. Les élèves reçoivent des certificats d'études jusqu'à la 11^e année. Jusqu'à 1940, les finissantes de 12^e année qui réussissent les examens du « Bureau central » obtiennent un Diplôme qui leur permet d'enseigner dans les écoles primaires.

En 1938, l'inauguration, au pensionnat de Sainte-Thérèse, du cours « Lettres-Sciences », affilié à l'Université de Montréal, marque un changement important dans le curriculum des filles du secondaire. D'une durée de quatre ans, ce cours correspondait aux premières années du cours classique donnant accès au baccalauréat ès arts. Les jeunes filles sont nombreuses à en bénéficier.

Dans le but de favoriser l'accès des jeunes filles de la région à la poursuite des études classiques amorcées, une classe de Belles-Lettres est ouverte en 1962. Grâce à la collaboration du Séminaire de Sainte-Thérèse et à l'approbation de M^{gr} Émilien Frenette, évêque du diocèse de Saint-Jérôme, des filles peuvent alors s'inscrire au baccalauréat ès arts. Elles occupent le pavillon Marie-Thérèse-Dugué. Sœur Sainte-Marie-Thérèse-de-Jésus (Rita Chartrand) est la première directrice de ce groupe d'étudiantes. Après quelques années,



La Congrégation Notre-Dame.
Une classe de 3^e année, au
couvent de Sainte-Thérèse en
1941. Collection K. Nolan.

dans la foulée des réformes mises en place à la suite du Rapport Parent, ce cours classique pour les filles s'intègre aux nouveaux programmes du cégep Lionel-Groulx.

C'est en 1966 que l'administration générale de la CND décide de fermer le pensionnat. Le couvent passe alors sous le contrôle de la Commission scolaire et devient l'école Marguerite-Bourgeoys le 5 septembre 1967. Après 119 ans de présence consacrée à la formation des jeunes filles au pensionnat de Sainte-Thérèse, l'œuvre d'éducation prend d'autres formes. Quelques sœurs poursuivent leur carrière d'enseignante à la Régionale Deux-Montagnes, d'autres dans les écoles primaires de la Commission scolaire, d'autres apportent leur collaboration en pastorale paroissiale. Aujourd'hui encore sœurs Léontine et Pierrette Simard sont engagées dans une œuvre caritative: Moissons Basses-Laurentides. En 1976, le couvent de Sainte-Thérèse est cédé à la municipalité. Après une restauration complète, ce bâtiment devient l'hôtel de ville, inauguré le 27 février 1982.

Si les sœurs de la Congrégation de Notre-Dame ont beaucoup aimé les jeunes et leur ont consacré le meilleur d'elles-mêmes, elles ont, en retour, beaucoup reçu. Les pensionnats et les écoles du diocèse de Saint-Jérôme où les sœurs ont œuvré ont été des lieux féconds en vocations religieuses. Cent seize de leurs anciennes élèves sont venues rejoindre les rangs des filles de Marguerite Bourgeoys. Un aussi grand nombre se sont dirigées vers d'autres communautés enseignantes, missionnaires ou contemplatives. La Congrégation de Notre-Dame rend grâce pour toutes ces vocations religieuses qui lui ont permis de remplir sa mission éducative.

Il convient de souligner qu'à plus petite échelle, les Sœurs de la Congrégation ont aussi privilégié des formes plus discrètes de présence et d'insertion dans la vie de l'Église jérômiennne: à Sainte-Adèle-en-Bas depuis 1924 et à la Solitude Notre-Dame-des-Bois à Terrebonne de 1961 à 1996. Quelques sœurs, après une carrière d'enseignement, ont consacré plusieurs années au service de l'Église de Saint-Jérôme. Voici quelques échos de cette modalité de présence de la Congrégation de Notre-Dame dans le diocèse de Saint-Jérôme.

Des sœurs de la CND au service du diocèse

Quelques sœurs de la Congrégation de Notre-Dame, après une carrière d'éducatrice, ont eu la joie de consacrer plusieurs années au service de l'Église de Saint-Jérôme. Ce type d'engagement demeurait, pour elles, en conformité avec l'esprit missionnaire et ecclésial de Marguerite Bourgeoys qui voulait que



La Congrégation Notre-Dame.
Le couvent de Sainte-Thérèse.
1916.

ses sœurs soient « filles de paroisse », partie prenante de la vie de la communauté chrétienne et au service de l'Église.

De 1973 à 1982, sœur Madeleine Laroche a travaillé au diocèse de Saint-Jérôme sous la responsabilité de deux évêques qui se sont succédé : M^{gr} Bernard Hubert et M^{gr} Charles Valois. D'une façon particulière, elle consacra ses énergies et son temps à la mise sur pied de l'Office des communications sociales du diocèse. Elle attacha aussi beaucoup de soin à la publication d'un Bulletin diocésain, vu comme un moyen privilégié d'entretenir la communion entre les différents responsables pastoraux. Au cours de cette même période, sœur Thérèse Bessette avait, au niveau diocésain, la responsabilité de la Pastorale des vocations. Pendant trois ans, sœur Colette Ouellet et sœur Louiselle Pelletier ont travaillé avec ardeur à la promotion de la dévotion mariale dans le diocèse.

De septembre 1984 au mois de juin 1997, sœur Raymonde Jauvin a vécu un engagement apostolique des plus intéressants qui lui a donné une précieuse expérience pastorale. Pendant les six premières années de son travail au diocèse, elle a assumé la direction de l'Office de l'éducation chrétienne et la fonction d'adjointe au Coordonnateur de la pastorale d'ensemble. Après la révision organisationnelle des services diocésains, elle a exercé les fonctions de Directrice du département des ressources humaines et de Secrétaire générale.



La Congrégation Notre-Dame.
Sœur Raymonde Jauvin, c.n.d.

La Solitude Notre-Dame-des-Bois (1961-1996)

En août 1961, la Congrégation de Notre-Dame fait l'acquisition d'un magnifique domaine au 1600, Côte Terrebonne, au bord de la rivière des Mille-Îles. M^{gr} Frenette, évêque du diocèse, accueille une nouvelle communauté de la CND : Notre-Dames-des-Bois. Cette maison est un lieu de repos et de convalescence pour les sœurs et, durant l'année scolaire, un milieu d'accueil pour les jeunes et leurs éducatrices. Au mois de septembre 1969, la maison de repos se transforme en Maison de prière sous le vocable de la Solitude Notre-Dame-des-Bois. Cette maison offre aux personnes qui le désirent, religieuses et religieux, laïcs et prêtres, une oasis de silence et de paix favorable à la rencontre de Dieu et à l'écoute de sa Parole. Cette maison est appelée à manifester l'absolu de Dieu avec des accents propres : prière et service de la prière, climat de recueillement, vie fraternelle et accueil dans l'esprit du mystère de la Visitation de Marie.

Comme maison de ressourcement spirituel et centre d'éducation de la foi, d'approfondissement et diffusion des valeurs chrétiennes, la Solitude Notre-Dame-des-Bois participe à la mission de la Congrégation de Notre-Dame.

Le 8 octobre 1989, l'église paroissiale de Saint-Maurice, à Bois-des-Filion, ouvre ses portes et son cœur pour accueillir la Solitude Notre-Dame-des-Bois qui célèbre son 20^e anniversaire de fondation. M^{gr} Charles Valois préside l'eucharistie solennelle. Dans l'homélie, M^{gr} Valois s'adresse aux membres de la communauté de la Solitude en ces termes : « Votre travail se situe dans une maison qui est importante pour l'Église tout entière et, plus particulièrement, pour l'Église de Saint-Jérôme. La Solitude Notre-Dame-des-Bois est un lieu où se construit l'Église d'aujourd'hui. Elle permet à des baptisés de prendre conscience de leur foi et de se convaincre de leurs responsabilités face à Dieu et à leur prochain. Aussi, puis-je vous inviter à faire connaître votre maison et à y organiser toutes sortes d'activités susceptibles de rejoindre les diocésains de Saint-Jérôme, autant ceux qui sont engagés dans des responsabilités d'évangélisation que ceux qui veulent tout simplement trouver des réponses aux nombreuses questions qu'ils se posent... Et il y a le grand nombre de ceux qui cheminent dans une vie de foi tout orientée vers Dieu et pour lesquels un séjour dans un lieu de prière et de solitude arrive comme un moment fort dans leur expérience spirituelle... » Pendant vingt-sept ans, la Maison de prière a essayé de répondre aux attentes de son pasteur.

En 1996, de multiples raisons, entre autres la difficulté d'accès à la Solitude, faute de moyens de transport en commun, et la nécessité d'apporter à la bâtisse des réparations majeures représentant un investissement considérable, amènent la Congrégation de Notre-Dame à chercher un autre lieu pour la Solitude. Il est important pour la Congrégation de Notre-Dame de maintenir une maison de prière et d'éducation à la prière afin de répondre au grand nombre de personnes en recherche de spiritualité et d'approfondissement de leur foi.

Le 15 août 1996, la maison de Bois-des-Filion ferme définitivement. M^{gr} Bernard Hubert, témoin des origines de la Maison de prière CND, accueille celle-ci, au diocèse de Saint-Jean-Longueuil.

Résidence Notre-Dame-des-Monts (1924)

En 1924, la Congrégation de Notre-Dame acquiert la maison de M^{gr} Georges Gauthier, située dans la paroisse de Sainte-Adèle, merveilleux site des Laurentides. Sœur Sainte-Marie-Ferdinand est la première supérieure de la nouvelle mission appelée Notre-Dame-des-Monts. De multiples réparations et des transformations importantes sont apportées à la maison en fonction de l'œuvre projetée.



La Congrégation Notre-Dame.
La Solitude Notre-Dame-
des-Bois, Terrebonne.
Photo W. Schermer, Pierrefonds.

C'est en 1929 que sœur Saint-Synclétique, infirmière chevronnée, ouvre à Notre-Dame-des-Monts un sanatorium destiné aux sœurs atteintes de maladie pulmonaire. Plusieurs religieuses de la Congrégation retrouvent la santé grâce à l'air pur des Laurentides et aux soins attentifs de l'équipe des infirmières.

Avec la diminution du nombre de malades, Notre-Dame-des-Monts devient une maison de repos et de convalescence et même un lieu tout indiqué pour des vacances. Pour la vieille maison pourtant si accueillante, l'usure des ans se faisant sentir, il est alors nécessaire de reconstruire. Dès 1980, la nouvelle maison est moderne, confortable et agréable. À vrai dire, elle n'a pas l'allure d'un couvent !

Résidence Notre-Dame-des-Monts à Sainte-Adèle

À l'automne 1980, M^{gr} Charles Valois, évêque de Saint-Jérôme, préside la bénédiction de la maison. Et depuis, une trentaine de sœurs, retraitées, convalescentes ou en vacances, y trouvent repos, grand air, climat chaleureux, un lieu de prière et de recueillement. Filles de paroisse toujours, comme le voulait Marguerite Bourgeoys, les sœurs de Sainte-Adèle poursuivent leur mission en priant pour l'Église de Saint-Jérôme. Toujours présentes dans ce merveilleux coin des Laurentides, les sœurs de Notre-Dame-des-Monts demeurent solidaires des projets missionnaires de la Congrégation de Notre-Dame.

Source

SŒUR RAYMONDE JAUVIN, c.n.d.



La Congrégation Notre-Dame.
Notre-Dame-des-Monts. 1980.

Congrégation des Sœurs de Sainte-Croix

Sainte-Scholastique

Trois ans à peine après leur arrivée à Saint-Laurent, les sœurs de Sainte-Croix acceptent la direction d'une école dans la paroisse de Sainte-Scholastique.

Le 2 septembre 1849, le curé Plinguet cède l'ancienne chapelle, une bâtisse de 80 pieds sur 40 d'un étage avec mansarde, pour en faire un couvent. Et en décembre de la même année, il en donne la direction aux Sœurs de Sainte-Croix.

Comme le racontent les chroniques de la Congrégation, c'est le 17 décembre de l'année 1850 que les trois fondatrices, deux françaises et une

canadienne, accompagnées de deux autres religieuses, partent de Saint-Laurent pour venir se fixer à Sainte-Scholastique. Le 21 décembre s'ouvrent les classes: une messe est chantée pour attirer les bénédictions du ciel sur cette fondation. À l'issue de la messe, 45 externes se rendent au couvent où les sœurs les attendent. Le pensionnat eut l'honneur de voir fleurir 188 vocations religieuses issues de son enceinte.

Le couvent fut reconstruit en 1894, après quelques mois de flottement durant lesquels plusieurs craignirent que l'institution ne disparût complètement. Mais le Pensionnat Saint-Gabriel reprit son œuvre en donnant aux filles de six à seize ans une formation adaptée aux besoins de leur âge et de leur nature selon les données du programme du Comité catholique de l'Instruction publique.

En septembre 1958, 154 élèves étaient inscrites dont 26 pensionnaires. Sœur Marie de Sainte-Thérèse de l'Immaculée (Thérèse Chapleau), Sœur Marie de Sainte-Claire-Ida (Germaine Labelle), Sœur Marie de Fatima (Jeannette Lapointe), Sœur Marie Gisella (Gisèle Thibodeau), Sœur Marie Valérie (Gisèle St-Onge) et M^{me} Coursol se partagent les classes.

En 1961, lors de la centralisation des écoles, le pensionnat ferme ses portes. En 1970, les religieuses quittent Sainte-Scholastique. À cette occasion, une fête d'adieu avait été organisée. Sœur Marie de Saint-François-de-Jésus, au nom de la communauté, félicita et remercia les organisateurs de leur geste délicat.

Pensionnat Sainte-Anastasia. Juvénat

Dès août 1905, les pionnières arrivaient à Lachute. Le Pensionnat Sainte-Anastasia débutait en 1906. Quatre ans plus tard s'ouvrait l'école Saint-Adolphe. En 1938, l'externat Saint-Alexandre pour les filles et le Jardin d'enfance pour les garçons venaient s'ajouter aux autres fondations. En 1949, un cours commercial s'inscrit au programme d'études offert par le Pensionnat où le cours de Lettres-Sciences avait vu sa première graduation en 1941. À l'automne 1958, le Pensionnat Sainte-Anastasia se transforme en Juvénat et l'école Saint-Alexandre reçoit les pensionnaires et les externes de la 1^{re} à la 11^e année. En 1966, grâce à l'initiative de sœur Georgette Danis, ce fut la mise sur pied d'une école pour enfants handicapés.

École Saint-Julien

La nouvelle école de Saint-Julien est confiée aux Sœurs de Sainte-Croix en septembre 1925. Sœur Marie de Saint-Gérard en est la directrice. Jusqu'en 1941, les religieuses voyageaient matin et soir au Couvent Sainte-Anastasia. Elles demeuraient dans un logis, rue Princesse, offert par M^{me} Harry Ayers.

En 1944, les plans d'une école de huit classes et d'une résidence pour les religieuses sont tracés par l'architecte Jean Savard et exécutés par Oscar Hotte, entrepreneur général de Lachute. En 1960-1961, on agrandit l'école et la résidence des religieuses. M. Charles-Émile Dorris devient principal de la partie ouest comprenant dix classes, tandis que sœur Sainte-Aline demeure directrice de la partie est du campus. En 1985, sœur Thérèse Thibodeau, la dernière institutrice religieuse de cette école, laisse l'enseignement comme professeur, mais elle devient animatrice de pastorale scolaire à l'école Saint-Julien, pendant 6 ans. Elle accomplira cette tâche jusqu'au mois de juin 1995.

Saint-Hermas

Le 24 août 1921, les sœurs fondatrices arrivent à Saint-Hermas. Le personnel du presbytère est sur pied pour recevoir les arrivantes. À la fin d'octobre, trois classes sont ouvertes pour 85 enfants. Les enseignantes sont sœur Marie de Saint-Jean-d'Avila, sœur Marie de Saint-Bernard et sœur Marie de Grâce. Deux autres sœurs accompagnent les institutrices : sœur Marie de Sainte-Hélène-de-Troye et sœur Marie de Saint-Jean-du-Calvaire. Après avoir œuvré dans cette municipalité durant 48 ans, les religieuses quittent les lieux en 1969.

Brownsburg

En 1922, le curé Vitalis Bouchard de Saint-Louis-de-France de Brownsburg accueille les 5 religieuses de la Maison Mère à destination de Brownsburg. Le lendemain de leur arrivée, le 6 septembre, les religieuses ouvrent leurs 4 grandes classes au grand ébahissement des enfants qui, pour la plupart, voyaient une religieuse pour la première fois de leur vie. Voici les noms des fondatrices de cette maison : sœur Marie de Sainte-Martine, supérieure, sœur Marie de Saint-Simon, sœur Marie de Sainte-Catherine-de-Ricci, sœur Marie de Sainte-Dosithée, sœur Marie de Saint-Camille.

L'école de la fondation a brûlé le 29 décembre 1943. Une nouvelle école a été construite et ouverte le 6 septembre 1944. Cette école est toujours ouverte et administrée par des laïcs.

Saint-Augustin

En 1932, M. le curé Joseph-Eudore Charbonneau demande aux religieuses de Sainte-Croix de prendre la direction de l'école de Saint-Augustin. Le 26 août de la même année, deux religieuses arrivent : sœur Marie de Saint-Gérard-de-Venise et sœur Marie de Saint-Bernard-du-Sacré-Cœur.

Le vendredi 13 février 1933, M. le curé passe dans les classes avec quatre commissaires en tournée d'examens. Ils constatent les progrès obtenus et en sont des plus heureux. Les commissaires se félicitent d'avoir secondé le dévouement clairvoyant de leur curé qui voulait mettre la jeunesse écolière de la paroisse sous la direction de religieuses éducatrices.

Dans cette paroisse, et aussi dans toutes les paroisses, les sœurs ont collaboré avec les laïcs.

Vingt-neuf jeunes filles de cette paroisse ont embrassé la vie religieuse dans la Congrégation de Sainte-Croix.

Pastorale paroissiale

Sainte-Sophie

Devant le manque de prêtres, M^{gr} Charles Valois demande la collaboration des femmes en Église. En 1980, il confie la paroisse Sainte-Sophie à sœur Denise Thibodeau. Depuis 20 ans, elle assume cette responsabilité. Elle a su s'entourer de laïcs capables de la seconder dans son travail pastoral. Après avoir œuvré 12 ans en Haïti et 6 ans en Côte d'Ivoire comme missionnaire, sœur Denise continue son travail d'évangélisation dans la paroisse de Sainte-Sophie. Comme responsable de la paroisse, elle a toujours porté une attention spéciale aux petits, aux pauvres et aux malades. Sœur Denise est la première religieuse nommée par M^{gr} Valois. Elle a terminé son mandat en juillet 2000. C'est la plus longue expérience comme responsable de paroisse.

Maison de prière Béthanie (1972-2000)

La Maison de prière Béthanie est située dans la paroisse Sainte-Sophie. Depuis 1972, Béthanie se veut un lieu de paix favorisant la prière, la rencontre de soi et de Dieu. Les formes ont changé au cours des ans, les liens ont varié mais le



Sœurs de Sainte-Croix.
De gauche à droite : sœur
Thérèse Thibodeau, sœur
Denise Thibodeau, sœur
Marianne Thibodeau.
Collection Germaine Labelle.

climat de la maison est demeuré le même et la prière en est restée le centre et l'objectif premier.

Dès le début, une communauté s'est formée autour de la maison de prière. Sœur Louise Léger est la seule permanente à la maison. Cette enseignante aux niveaux collégial et universitaire anime la maison depuis ses débuts.

Saint-Julien de Lachute

Au mois d'août 1985, M^{br} Charles Valois confie à sœur Germaine Labelle une mission importante comme coordonnatrice de la pastorale dans la paroisse Saint-Julien de Lachute, en collaboration avec le Père Maurice Légaré, s.c.j. Sœur Thérèse Thibodeau fut sa collaboratrice. Parmi ses responsabilités, on trouve le ressourcement spirituel et l'accompagnement des personnes engagées dans les services de la communauté ecclésiale et l'entretien d'un climat fraternel entre les membres de l'équipe. Pendant neuf ans, cette équipe a rempli cette tâche en favorisant les quatre axes de la pastorale : l'engagement de la foi, le soutien fraternel de la foi, l'engagement social et la célébration de la foi.

En quittant la paroisse Saint-Julien (1994), sœur Germaine Labelle et sœur Thérèse Thibodeau répondaient au désir de l'évêque d'aller travailler à la paroisse Saint-Eustache avec le curé André Daoust.

Paroisse Saint-Augustin

En 1990, sœur Pauline Dagenais s'est vue confier la responsabilité de la paroisse.

L'équipe communautaire a joué un rôle important dans le travail pastoral. Avec l'appui de sœur Monique Paquette, sœur Hélène Thibodeau et de sœur Juliette Nadon, sœur Pauline Dagenais a occupé ce poste pendant neuf ans.

Les sœurs résident encore à Saint-Augustin. Sœur Pauline Dagenais est actuellement en stage de ressourcement. Sœur Cécile Ouellet visite les malades. Sœur Monique Paquette travaille au Centre hospitalier de Saint-Eustache.

Grenville

En août 1995 eut lieu l'installation de sœur Louise Dumontier comme responsable de la paroisse Notre-Dame-des-Sept-Douleurs à Grenville. Elle

remplit les fonctions de l'animation spirituelle, de la coordination des services et de l'administration. Elle travaille en collaboration avec le père Richard Woodbury, s.c.j. Sœur Mariette Farley sera présente à la paroisse durant deux années.

Sainte-Monique

Jusqu'en 1955, c'était l'ère des écoles de rang. L'école centrale remplaça toutes les écoles de rang. Les Religieuses de Sainte-Croix et des Sept-Douleurs prenaient la direction de cette école. Les fondatrices furent sœur Marie de Sainte-Mathilde-de-France, sœur Marie de Sainte-Jeanne d'Arc et sœur Marie de Saint-Clair d'Auvergne. Malheureusement, la communauté a dû fermer la mission de Sainte-Monique le 1^{er} juillet 1963.

Saint-Philippe

En 1955, la congrégation acceptait la responsabilité de l'école paroissiale de Saint-Philippe-d'Argenteuil. Les sœurs y enseignèrent durant huit ans avec dévouement et générosité. Avec regret, cette mission fut fermée en 1963. Les dernières ouvrières de cette mission furent les sœurs Alice Carrière, Ida Filiatrault, Juliette Nadon et Gilberte Bernier.

La polyvalente Lavigne

La polyvalente Lavigne ouvrit ses portes le 21 octobre 1968. Plusieurs religieuses se sont dévouées auprès des jeunes du secondaire: sœur Gaétane Vaillancourt, jusqu'en 1966, sœur Jean Filiatrault, qui a quitté en 1985, à l'âge de la retraite, sœur Germaine Labelle, la même année, pour prendre en charge la paroisse Saint-Julien, sœur Claire Desmarais, qui a quitté en 1982, sœur Pierrette L'Allier, en 1989 et continue de se dévouer à la paroisse, sœur Colombe Desjardins, en 1975; sœur Monique Paquette, sœur Jeanne Guindon, sœur Renée Desmarais, sœur Aurore Boutet, dans les années 1970.

Saint-Eustache

De 1971 à 1981, à Saint-Eustache, les sœurs de Sainte-Croix souhaitent accomplir leur mission selon la perspective et le charisme de leur fondateur Basile Moreau. Sœur Juliette Auger et sœur Françoise Lechasseur travaillent auprès des jeunes dans les écoles de Saint-Eustache et de Deux-Montagnes.

Sœur Françoise enseigne aux petits et sœur Juliette œuvre auprès des adolescents. En 1993, sœur Françoise change de secteur. De 1981 à 1996, sœur Juliette consacre ses journées à visiter les personnes âgées dans Saint-Eustache et Deux-Montagnes.

Inmaculée-Conception de Lachute

En 1967 les Sœurs de Sainte-Croix ont remplacé les Sœurs Grises. Encore aujourd'hui, trois sœurs travaillent auprès des démunis et dans d'autres services d'aide et d'accompagnement. Les trois sœurs vivent au centre de cette paroisse, au milieu des gens et continuent avec des laïcs à œuvrer auprès des pauvres, des démunis.

Autres ministères

Au nord du comté d'Argenteuil, des enfants ont profité de l'éducation des sœurs de Sainte-Croix : à Saint-Adolphe-d'Howard (1935-1963), Lac-des-Seize-Îles (1940-1963) et Huberdeau (1950-1953). En l'an 2000, 12 religieuses de Sainte-Croix travaillent toujours dans le diocèse de Saint-Jérôme.

Source

SŒUR GERMAINE LABELLE, C.S.C.

Les Sœurs de la Charité de Montréal

Sœurs Grises

Les Sœurs de la Charité de Montréal, les « Sœurs Grises », lors de l'érection du diocèse de Saint-Jérôme en 1951, poursuivaient déjà leur mission apostolique à Saint-Benoît et dans les environs depuis 1854. Elles avaient aussi œuvré dans la ville de Saint-Jérôme de 1888 à 1911.

Saint-Benoît

À Saint-Benoît, la rébellion de 1837-1838 et la répression par l'armée anglaise ont semé consternation, pauvreté et misère. Les orphelins, les personnes âgées sans soutien et les enfants privés d'instruction attirent la sympathie du notaire Jean-Joseph Girouard. Encouragé par M^{gr} Ignace Bourget de Montréal, M. le curé Ambroise Groulx et des Sulpiciens, le notaire Girouard se présente chez

les Sœurs Grises à Montréal à qui il veut confier un « établissement qui sera employé au soulagement des pauvres, des infirmes et à l'éducation religieuse et élémentaire des jeunes filles⁴ ».

Le 3 novembre 1854, mère Julie Haineault-Deschamps, supérieure générale, et les sœurs Alix Christin, première supérieure, Zoé Leblanc-Emery et Marie-Adeline Jacques, première institutrice, arrivent à Saint-Benoît à 16 heures, après un voyage de douze heures en charrette par des chemins impraticables. M. le curé Groulx, M. et M^{me} Girouard et de nombreux paroissiens enthousiastes les accueillent au son des cloches de l'église. Les sœurs logent chez les Girouard jusqu'au 9 novembre, jour de l'ouverture de l'Hospice d'Youville que bénit M^{gr} Larocque, évêque-auxiliaire à Montréal. Ce même jour on admet une orpheline et une dame invalide.

Le 31 décembre 1854, l'œuvre compte 4 enfants, 11 personnes âgées et 54 élèves. De plus, les Sœurs visitent les malades à domicile, veillent des mourants et ensevelissent des morts. Elles enseignent également le catéchisme, préparent les enfants aux sacrements, initient les servants de messe, introduisent, aux mois de mars et de mai, les exercices de la dévotion à saint Joseph et à la Vierge, puis la Congrégation des Enfants de Marie. À la Fête-Dieu, elles inaugurent la première procession du Saint-Sacrement à travers le village. « La population est grandement impressionnée⁵. »

Commencée dans une pauvreté indescriptible, mais soutenue par le dévouement des sœurs et la générosité des collaborateurs, cette œuvre de « charité universelle⁷ », à la manière de sainte Marguerite d'Youville, va s'épanouir au cours des ans.

En 1878, afin de mieux répondre aux besoins des pauvres, un édifice plus grand, appelé Couvent d'Youville, est érigé près de l'église. Après le départ définitif des élèves, en 1969, le couvent sera nommé Foyer d'Youville, ne desservant désormais que des personnes âgées. En 1979, les bénéficiaires seront transférées au nouveau Centre d'accueil Saint-Benoît dirigé par Sœur Geneviève Plourde, s.g.m.

Au couvent, les religieuses dispensent d'abord le cours primaire, puis secondaire jusqu'en 1968. Les cours ménagers sont au programme à partir de 1916, et un cours d'École normale se donne de 1949 à 1955. Dès 1858, les Sœurs acceptent d'enseigner à l'École des Garçons, remplacée par l'École Dom Bosco en 1953. Lors de la régionalisation scolaire, les élèves du cours primaire sont regroupés à l'École Girouard en janvier 1963. Les Sœurs en assument la direction jusqu'en 1971. Sœur Lucille Rochon, dernière Sœur Grise enseignante à Saint-Benoît, quittera en 1979.

Durant 130 ans, la mission apostolique des 351 Sœurs Grises qui ont œuvré à Saint-Benoît a été fructueuse non seulement par les ministères qu'elles ont accomplis, mais aussi par le nombre impressionnant des jeunes femmes qui ont adhéré à leur Institut : 59 Sœurs Grises sont originaires de Saint-Benoît, 64 autres ont été élèves au Couvent d'Youville, de plus 74 Sœurs Grises viennent de huit paroisses environnantes.

Plusieurs professionnels ont commencé leurs études dans les écoles de Saint-Benoît où enseignaient les sœurs. Ils sont devenus avocat, agronome, cardiologue, gynécologue, notaire, prêtre, religieux. Le plus célèbre est M. Paul Sauvé, premier ministre du Québec en 1959-1960.

À l'initiative de M. Germain Beauchamp, photographe de Saint-Eustache, un monument à la mémoire des Sœurs Grises est érigé près de l'église en 1988, sur le site du Foyer d'Youville.

Saint-Jérôme

À Saint-Jérôme, le curé Labelle, surnommé le roi du Nord, veut doter son domaine « d'une maison de charité⁶ ». Il plaide sa cause chez les Sœurs Grises à Montréal, afin qu'elles portent secours aux « gens mal pris⁷ ».

Le 29 octobre 1888, mère Praxède Filiatrault, supérieure générale, accompagne les fondatrices à Saint-Jérôme. Ce sont les sœurs Marguerite Poulin-Montgolfier, supérieure, Phélonise Bélanger et Marie-Louise Poirier. Le curé Antoine Labelle, M. Pierre Pelletier, vicaire, et des notables les accueillent à la gare. Quelques dames font les honneurs de la maison que les sœurs occuperont durant une année, rue Labelle, avec 9 orphelines abandonnées.

« Cette fondation n'a pour base que les trésors de la charité des paroissiens et l'industrie des Sœurs⁸ », écrit l'annaliste. Confiantes en la Providence de Dieu le Père à l'instar de leur fondatrice, Marguerite d'Youville, les religieuses se mettent sans délai à la besogne. Elles accueillent dans leur maison des orphelins, des personnes âgées et, dans une salle d'asile, des enfants jusqu'à sept ans. Elles visitent les pauvres et les malades à domicile. Elles veillent auprès des mourants et ensevelissent des morts. En plus, les sœurs s'activent afin de procurer à l'œuvre quelques revenus. Ainsi, le 5 mars 1889, elles organisent un bazar qui rapporte 1740 \$. Plus tard, « les profits d'une soirée dramatique et musicale permettent d'acheter une vache⁹ ».

Dédié à cette cause, l'abbé Pierre Pelletier, vicaire à la paroisse, intéresse des bienfaiteurs et obtient des fonds pour acheter un terrain et construire l'hospice. En avril 1889, débute la construction d'un édifice de trois étages, en

briques rouges. Les cinq religieuses et leurs bénéficiaires s'installent, le 14 octobre suivant, dans l'Hospice Saint-Jérôme encore inachevé.

En mai 1890, elles hébergent 30 personnes et 130 enfants fréquentent leur Jardin d'enfants. Et en 1891, elles ouvrent une classe pour préparer les garçons de 12 ans à leur première communion. Le 4 janvier 1891, le curé Labelle, insigne bienfaiteur de cette œuvre, meurt presque subitement. Les obsèques de « ce grand serviteur de l'Église et de l'État¹⁰ » ont lieu le 8 janvier. Les événements se précipitent : arrivée du nouveau curé, M. L.-J. Lafortune, et départ du dévoué vicaire Pelletier. L'avenir de l'Hospice Saint-Jérôme inquiète tous les intéressés.

À la mi-janvier, un incendie détruit le collège des Frères de Sainte-Croix. Le curé Lafortune, sachant sans doute que « les Sœurs Grises ne refusent jamais rien¹¹ », leur demande d'enseigner aux garçons de huit à douze ans, en attendant un nouveau collège. De 1891 à 1894, trois Sœurs enseignent à 200 garçons, à l'École du marché. Le curé et les paroissiens sont très satisfaits des succès scolaires.

Les Sœurs doivent poursuivre leurs ministères dans des conditions de grande pauvreté. Survient une tragédie le 24 novembre 1911. Durant la messe, une explosion de la fournaise provoque un incendie qui détruit complètement l'hospice. Le personnel est sauf : 100 enfants, 30 personnes âgées et 11 religieuses. On trouve des gîtes temporaires puis permanents. Après 23 ans de service, les Sœurs Grises de Montréal quittent définitivement Saint-Jérôme le 23 décembre, amenant avec elles, à leur Maison mère, les personnes âgées sans famille. Malgré des demandes réitérées jusqu'en 1931, l'œuvre ne sera jamais reprise.

M^{re} Paul Labelle écrit, dans *L'Écho du Nord* du 25 novembre 1987 : « L'histoire n'a accordé que peu de place à la présence des Sœurs Grises de Montréal dans notre ville de Saint-Jérôme, entre 1888 et 1911. Elles ont fait ici une œuvre merveilleuse, et leur présence a été empreinte de la plus grande charité à l'endroit de nos orphelins. »

Source

GENEVIÈVE PLOURDE, s.g.m.

Les Sœurs de Sainte-Anne

La Congrégation des Sœurs de Sainte-Anne, fondée par Mère Marie-Anne (Esther Blondin) à Vaudreuil en 1850, est en pleine expansion lorsque, en 1864, M^{re} Ignace Bourget, évêque de Montréal, lui demande d'ouvrir une école pour l'éducation des filles au village de Saint-Jérôme.

Des débuts héroïques

En réponse à cette demande épiscopale, les Sœurs de Sainte-Anne inaugurent à Saint-Jérôme, le 15 septembre 1864, leur huitième « mission » au Québec. Elles y prennent possession d'une école dénuée de tout confort où les murs suintent l'humidité, où les fenêtres laissent passer le vent et le froid, où les portes sans serrures assurent une sécurité plus que précaire... Monseigneur Bourget dira lui-même, à la suite de sa visite du 22 septembre, que les sœurs y sont « en spectacle aux anges et aux hommes » ! Dans cette école située sur le terrain actuel du parc Labelle, les sept religieuses pionnières accueillent, au matin du 24 septembre, 148 écolières dont 68 pensionnaires et 80 externes. Elles les installent sur des bancs empruntés à la sacristie. Commence alors une histoire de plus d'un siècle, au cours de laquelle les Sœurs de Sainte-Anne dirigeront, en plus d'un pensionnat et d'une école normale, toutes les écoles publiques de Saint-Jérôme.

Le premier couvent est agrandi en 1883. Demeuré seul sur son emplacement après la démolition, vers 1898, de l'ancienne église et de l'ancien presbytère, il est démoli à son tour et remplacé en 1903 par un « vaste édifice scolaire » érigé par la Congrégation rue du Palais, angle Fournier. Un externat et un pensionnat sont tenus dans ce nouveau couvent jusqu'en 1930, l'École normale y établit ses quartiers en 1923 et y demeure jusqu'en 1962.

École normale et Pensionnat des Saints-Anges

Au mois de juillet 1914, M^{re} Paul Bruchési, appuyé par le sénateur J.-Édouard Provost, sollicite du gouvernement l'autorisation d'ouvrir une école normale pour la formation des institutrices de la région de Saint-Jérôme. Il fait signer une requête par les curés et les commissaires d'école des vingt et une paroisses situées au nord de la ville de Saint-Jérôme, où l'on compte plus de 600 écoles fréquentées par quelque 25 000 enfants. Le projet est bien accueilli mais son exécution est retardée à cause de circonstances défavorables. L'École normale ouvre enfin ses portes le 6 septembre 1923, dans des locaux du « vaste édifice scolaire » construit en 1903. Cet édifice abrite donc désormais la nouvelle École normale, le pensionnat, l'externat des origines qui prend le nom d'école Labelle et qui rend les classes d'application facilement accessibles aux normaliennes.

En 1930, le pensionnat est aménagé dans un nouvel immeuble construit rue Fournier. Sous le vocable des Saints-Anges, il est une institution



Visite de M^{re} Frenette
chez les sœurs de sainte-Anne.

d'enseignement de haute réputation où sont offerts les cours Lettres-Sciences, commercial et primaire. L'École normale et l'école Labelle occupent toujours l'édifice de la rue du Palais. À cette époque, 110 étudiantes se préparent à leur carrière d'institutrice et plus de 300 externes fréquentent l'école Labelle.

En 1962, l'édifice de la rue du Palais, construit depuis près de 60 ans, est condamné et démoli. L'École normale cohabite alors durant deux ans avec le Pensionnat des Saints-Anges et dispense aussi plusieurs cours au Centre diocésain et à l'école secondaire Mère-Marie-Anne (Polyvalente de Saint-Jérôme) jusqu'à ce qu'une nouvelle construction l'abrite à nouveau, en 1964, sur l'emplacement du vieil édifice de la rue du Palais.

L'année 1967 marque un tournant décisif dans les institutions scolaires du Québec : les écoles normales disparaissent graduellement du système d'éducation avec l'avènement des cégeps et des facultés des sciences de l'éducation. Lorsqu'elle ferme ses portes en 1969, après avoir décerné quelque 10 000 diplômes d'enseignement, l'École normale de Saint-Jérôme donne naissance à un collège d'enseignement général et professionnel. Le gouvernement du Québec acquiert alors, pour loger le nouveau cégep, le Pensionnat des Saints-Anges qui date de 1930 et le pavillon moderne de l'École normale inauguré en 1964. Quant aux religieuses vouées au service de l'éducation à Saint-Jérôme, dans le secteur public comme dans leurs institutions privées, elles se retirent lentement de la direction et de l'enseignement au cours de la décennie 1960-1970.

À l'École normale de Saint-Jérôme sont associés d'une façon éminente les noms de deux personnages qui se sont illustrés par leur dévouement et leur action éducative remarquables : M. J.-Anthony Lessard, professeur de pédagogie de 1923 à 1969, et sœur Simone Colpron (Marie-Jeanne de Domrémy), s.s.a., professeure de 1943 à 1962 et principale de 1963 à 1969. Monsieur Lessard a été honoré de la croix *Pro Ecclesia et Pontifice* le 16 février 1955 par M^{gr} Émilien Frenette, évêque de Saint-Jérôme. Sœur Simone Colpron a reçu un vibrant hommage de reconnaissance le 10 septembre 2000, lors d'une fête organisée par le cégep à l'occasion de son trentième anniversaire de fondation.

Écoles primaires et secondaires à Saint-Jérôme

Lorsque, en 1911, les Sœurs Grises de Montréal quittent Saint-Jérôme à la suite de l'incendie d'un Jardin d'enfance dont elles avaient la charge, la commission scolaire demande aux Sœurs de Sainte-Anne de prendre la relève et



Sœurs de Sainte-Anne.
50^e anniversaire de vie religieuse de sœur Suzanne Colpron (sœur Jeanne de Domrémy).
De gauche à droite, première rangée : S. Jacqueline Dazé, M^{gr} Charles Valois, S. Simone Colpron, M^{me} Marguerite Ste-Marie.
2^e rangée : M^{me} Hélène Chénier, S. Lise Vincent, S. Jeanne Gareau, S. Marie-Marthe Éthier.

aménagement « temporairement » le Jardin au sous-sol de la sacristie. Les sœurs y enseignent jusqu'en 1918 dans un local dépourvu des conditions normalement exigées pour l'éclairage, l'aération et le chauffage. Elles poursuivent ensuite l'œuvre dans un édifice qui ne répond pas davantage aux exigences minimales de l'hygiène. Une centaine d'enfants fréquentent chaque année ce Jardin qui ferme ses portes en 1923.

À la suite d'un ordre formel du Surintendant de l'Instruction publique, la Commission scolaire de Saint-Jérôme doit prendre, dès 1924, les mesures qui s'imposent pour que les enfants, de plus en plus nombreux, fréquentent des écoles conformes aux lois de l'hygiène. Les Sœurs de Sainte-Anne acceptent la direction de ces écoles ainsi que des charges d'enseignement partagées avec des institutrices laïques : en 1924, les écoles Saint-Joseph et Saint-Jean-Baptiste ; en 1929, l'école Saint-Louis, en 1949, l'école Dubois.

De 1946 à 1951, trois nouvelles paroisses sont érigées dans la ville de Saint-Jérôme : Sainte-Paule, Sainte-Marcelle et Saint-Lucien. L'école Saint-Joseph située sur le territoire de la paroisse Sainte-Paule prend en 1952 le nom d'école Sainte-Paule. Une autre école, l'école De-la-Durantaye, est construite en 1955 dans la même paroisse et placée elle aussi sous la direction des Sœurs de Sainte-Anne jusqu'en 1962. Les écoles Saint-Louis et Saint-Jean-Baptiste, situées sur le territoire des paroisses Sainte-Marcelle et Saint-Lucien, conservent leur nom. L'école Labelle et l'école Dubois demeurent reliées à la paroisse mère devenue paroisse cathédrale lors de l'érection du diocèse de Saint-Jérôme en 1951.

Lorsque l'école secondaire Mère-Marie-Anne est ouverte, boulevard Melançon, en septembre 1962, les Sœurs de Sainte-Anne en assument la direction et partagent les tâches de l'enseignement avec un bon nombre de professeurs laïques. Les religieuses se retirent de la direction en 1966 mais continuent d'enseigner dans cette école qui devient mixte et qui prend le nom de Polyvalente de Saint-Jérôme en 1969. Certaines y travailleront dans divers secteurs jusqu'en 1975.

L'année 1967 marque le dernier engagement des Sœurs de Sainte-Anne dans une nouvelle école de Saint-Jérôme, l'école Marchand qui dispense le cours classique dans l'édifice des Sœurs du Bon-Conseil, boulevard Melançon, près de l'aréna. Sœur Claire Richer est adjointe à la direction et quelques religieuses enseignent à cette école jusqu'à l'ouverture de l'école polyvalente en 1969.

Après une présence plus que centenaire à Saint-Jérôme, les Sœurs de Sainte-Anne, au cours des années suivantes (1969-1995), abandonnent pro-

gressivement l'enseignement et offrent bénévolement leurs services dans les paroisses ou à l'évêché.

Trois religieuses, parmi bien d'autres aussi méritantes, ont fait leur marque dans les écoles, les paroisses ou les associations diverses de Saint-Jérôme: sœurs Louise Laurence, Françoise Laferrière et Jeannette Desrosiers.

Sœur Louise Laurence (Marie-Louise-Élisabeth) a œuvré dans le diocèse durant quarante ans, soit à la direction de l'école Dubois de 1958 à 1975, soit au service de la paroisse cathédrale de 1975 à 1998. Sœur Françoise Laferrière (Marie-Albert-de-Sienne) a été la compagne assidue de sœur Louise Laurence comme secrétaire à l'école et ensuite comme bénévole à la paroisse.

Sœur Jeannette Desrosiers (Marie-Lucille-Thérèse), en service surtout dans la paroisse Sainte-Paule, s'est dévouée à l'ouvroir paroissial, au club de l'Âge d'or, auprès des assistés sociaux, de l'Association des veuves et des femmes séparées, du service d'entraide, du Centre Jéricho au Carrefour du Nord. Une rue de la paroisse porte son nom afin d'honorer sa mémoire et de perpétuer son souvenir.

Lieux d'accueil

À Saint-Jérôme

À la suite des transformations majeures et rapides du système scolaire, ressenties à Saint-Jérôme comme partout au Québec, la Congrégation acquiert en 1968 un vaste terrain délimité par les rues Rochon, Barrette, Gosselin et Gauthier, sur lequel se trouve une maison familiale qui prend le nom de résidence Rochon. Une « résidence-dortoir », voisine de la maison Rochon, est immédiatement construite sur le même terrain : c'est la résidence Gosselin qui peut loger quinze personnes. Les deux maisons s'ouvrent aux religieuses qui travaillent au cégep ou à l'évêché dès l'été 1969.

Mais le nombre des religieuses diminue bientôt et le besoin d'une pension pour les étudiantes du cégep se fait sentir. « Il y a là un vide qu'il faut combler. » Entre 1977 et 1983, ces étudiantes trouvent à la résidence Rochon un lieu d'hébergement favorable à leurs études. Cette résidence offre ensuite aux dames de la région des Laurentides, de 1983 à 1995, un lieu de repos et de ressourcement qui leur permet de faire le point aux tournants difficiles de leur vie. Son nouveau nom, L'Oasis, symbolise alors sa mission. Quant à la maison Gosselin réaménagée, elle accueille, de 1983 à 1991, des cégépiennes qui acceptent de vivre un projet chrétien. Elle devient ensuite, jusqu'en 1995, une maison d'accueil pour des jeunes en difficulté. Les religieuses qui y vivent



Les Sœurs de Sainte-Anne.
Sœurs Louise Laurence et
Françoise Laferrière dans la
maison de la rue Parent.

forment, selon les termes du contrat qui les lie au Centre des Services sociaux Laurentides-Lanaudière, une « Famille d'accueil de transition ».

Le domaine entier est vendu en 1995 et son rôle se poursuit sous la protection de la Bienheureuse Marie-Anne Blondin, à la résidence Gosselin devenue un centre d'accueil pour les personnes âgées : Au Jardin d'Esther.

À Mont-Rolland

En ce lieu enchanteur des Laurentides, les Sœurs de Sainte-Anne acquièrent, au cours des années 1955-1956, un vaste domaine, le domaine Sainte-Anne-des-Laurentides, qui s'agrandit avec le temps. Elles y remplissent une mission merveilleusement harmonisée avec celle de la région : offrir l'accueil, la détente, le repos en pleine nature, les activités diverses (journées d'étude, retraites, etc.) aux membres de la communauté et à des groupes de l'extérieur. Les « pages de la vie au domaine » s'écrivent sans interruption depuis l'été 1956 ; des sœurs de Sainte-Anne, des religieuses d'autres congrégations, des prêtres, des évêques même, des professeurs, des jeunes, des familles, rédigent, au fil des ans, une histoire qui se poursuit toujours.

Écoles en milieu rural

À Sainte-Anne-des-Plaines

Les Sœurs de Sainte-Anne arrivent à Sainte-Anne-des-Plaines en 1883. Leur venue en ce fief de leur patronne, qui semblait destiné aux Sœurs de la Providence, est motivée par la proximité de Saint-Jérôme où elles se dévouent depuis près de vingt ans déjà. Les sœurs dirigent à Sainte-Anne, jusqu'en 1962, un pensionnat-externat pour l'éducation des filles de la région. À partir de septembre 1962, elles enseignent à l'école secondaire Monseigneur-Chaumont qui vient d'être construite près du pensionnat où elles demeurent toujours. Cette nouvelle école accueille de plus les quelques pensionnaires du couvent. Le 30 juin 1977, à cause de l'âge et de la santé des sœurs, à cause de l'état déplorable de la bâtisse de 1883, la Congrégation remet au curé les clés du couvent, tel que convenu dans le contrat initial.

À Mont-Rolland

En septembre 1951, les Sœurs de Sainte-Anne remplacent à Mont-Rolland les Sœurs de la Providence de Montréal qui enseignaient à l'école Saint-Georges depuis sa construction en 1923. Deux cent dix élèves (filles et garçons) de la

1^{re} à la 10^e année se présentent à l'école le 4 septembre au matin et sont accueillis par cinq religieuses et trois institutrices laïques. Jusqu'en 1962, l'école offre en outre un cours ménager postscolaire hautement apprécié. De 1969 à 1975, le nombre des religieuses vouées à l'enseignement à l'école Saint-Georges diminue et la Congrégation rappelle, en juin 1975, les quatre dernières religieuses qui y travaillent. Les Sœurs de Sainte-Anne ont exercé à Mont-Rolland une action éducative certaine durant presque un quart de siècle.

À Saint-Canut

À la demande de la Commission scolaire de Saint-Canut et de M^{gr} Émilien Frenette, évêque de Saint-Jérôme, les Sœurs de Sainte-Anne acceptent, en 1954, de prendre en charge l'école mixte du village de Saint-Canut. La construction d'une nouvelle école, en 1960, permet le transport au village de tous les enfants des rangs, ce qui augmente la population scolaire. On réussira à Saint-Canut le « miracle » d'enseigner dans des classes multiples à des enfants dont le nombre s'élève parfois jusqu'à quarante. En 1968, les religieuses quittent à regret l'école Sainte-Anne de Saint-Canut.

Travail pastoral

À Terrebonne

Décembre 1977, la Commission scolaire des Manoirs honore la fondatrice des Sœurs de Sainte-Anne, née à Terrebonne, en donnant à l'une de ses trois écoles le nom d'Esther Blondin.

Janvier 1987: M^{gr} Charles Valois, évêque de Saint-Jérôme, érige officiellement et canoniquement dans Terrebonne la paroisse Esther-Blondin, sous le vocable de Marie, Mère de Dieu. La nouvelle paroisse ne peut être placée sous le patronage d'Esther Blondin parce que la Servante de Dieu n'est pas encore béatifiée. Déclarée vénérable en mai 1991 sous le nom de Marie-Anne Blondin, cette humble fille de la Côte de Terrebonne sera béatifiée sur la Place Saint-Pierre, par le pape Jean-Paul II, le 29 avril 2001. De 1997 à 1995, trois religieuses remplissent des fonctions reliées à l'éducation de la foi à l'école et à la paroisse Esther-Blondin de même qu'à l'école Arc-en-Ciel de Lachenaie.

Septembre 1991: M^{gr} Charles Valois nomme sœur Irène Riopel au poste de « chargée » de la paroisse Esther-Blondin. Sœur Irène remplit ce mandat jusqu'en 1994. Sœur Clairette Brunet lui succède et est intronisée responsable de la paroisse le 11 septembre 1994 par M^{gr} Luc Cyr, vicaire général du diocèse de Saint-Jérôme. Elle occupe ce poste jusqu'en juin 1999.

En maintes circonstances, les sœurs mettent à la disposition de la paroisse leur résidence, « La maison d'Esther », sise sur la terre natale d'Esther Blondin, au bord de la rivière des Mille-Îles. Cette maison est vendue le 29 juin 1998. Elle devient un centre pour personnes âgées, la « Villa Victoire de l'âge » qui ouvre ses portes le 15 juillet de la même année.

À Sainte-Scholastique

Monseigneur Charles Valois, évêque de Saint-Jérôme, procède, en 1999, à l'installation officielle de sœur Marielle Savoie comme coordonnatrice de la communauté chrétienne de Sainte-Scholastique. Sœur Savoie remplit jusqu'en 1998 ce poste qu'elle quitte à regret pour des raisons de santé.

Au diocèse

Sœur Pauline Beaudin œuvre dans le diocèse de Saint-Jérôme depuis plus de quarante ans, comme professeure au Pensionnat des Saints-Anges d'abord, puis à l'École normale jusqu'en 1964. À la demande de M^{gr} Émilien Frenette, elle participe, en 1961, à la fondation de l'Office catéchétique du diocèse. Implantation de programmes nouveaux, rédaction de guides pédagogiques, formation des prêtres, des enseignants et des animateurs de pastorale, particulièrement dans les écoles primaires, voilà le travail qu'elle entreprend et elle continue au fil des ans afin de garder toujours « nouvelles » les actions engagées. Entre 1966 et 1990, elle est successivement conseillère en éducation chrétienne pour les commissions scolaires Deux-Montagnes, Laurentides et Sainte-Thérèse. Elle assume ensuite, de 1990 à 1994, un long intérim à l'Office diocésain de l'éducation chrétienne. L'Église de Saint-Jérôme lui rend hommage à l'automne 1994.



Sœur Pauline Beaudin.

Conclusion

Lorsque le diocèse de Saint-Jérôme est érigé en 1951, les Sœurs de Sainte-Anne atteignent le chiffre « sommet » de leur histoire en ce diocèse. Cent neuf religieuses dispensent un service éducatif de qualité au Pensionnat des Saints-Anges, à l'École normale et dans les écoles publiques de la ville, poursuivant ainsi le travail commencé par les sept pionnières de 1864. Au moment où le diocèse souligne le 50^e anniversaire de sa fondation, une seule religieuse, sœur Pauline Beaudin, y assure encore la présence de la Congrégation.

Source

MADELEINE GRAMMOND, S.S.A.

Les Sœurs de la Providence

Depuis 1878, les Sœurs de la Providence avaient élu domicile dans le nord de la région métropolitaine. Sous l'étendard de Mère Émilie Gamelin, sept missions avaient surgi ici et là à l'ombre des Laurentides, soit à flanc de montagne, soit dans la vallée ou dans la plaine.

Quand en juin 1951 fut créé le diocèse de Saint-Jérôme, sept maisons ou œuvres avaient déjà été ouvertes et dirigées par les sœurs de la Providence. Celle de Terrebonne, la Résidence Sainte-Sophie, n'avait existé que quatre années, du 1^{er} mai 1884 au 12 mai 1888. Durant ce court laps de temps, l'établissement aura hébergé une vingtaine de pensionnaires distingués, hommes et femmes, en plus de douze religieuses. Le manoir seigneurial dit Château Masson, devenu la Résidence Sainte-Sophie en l'honneur de la propriétaire et donatrice, Madame Sophie Masson, sera rétrocédé à la famille qui contestait le legs fait en bonne et due forme.

Trois autres missions « Providence » établies avant 1951, étaient encore en activité au moment de la création du diocèse de Saint-Jérôme. Ce sont par ordre chronologique de fondation : Saint-André-d'Argenteuil (1878-1953), Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson (1907-1964) et Mont-Rolland (1930-1951).

Saint-André-d'Argenteuil : Providence du Sacré-Cœur

Cette première fondation date du 14 août 1878. Le curé Z. Champoux, peiné et inquiet de l'état languissant dans lequel se trouvait sa paroisse au point de vue chrétien, sollicite la communauté des Sœurs de la Providence pour prendre la direction de l'Académie Bonin laissée vacante par le départ des Clercs de Saint-Viateur. Le 10 septembre 1878, le couvent ouvre ses portes à 25 externes et à une pensionnaire. Un mois plus tard s'ajoutait une classe de 25 garçons.

En 1881, le couvent ou la Providence du Sacré-Cœur fut affecté uniquement aux élèves pensionnaires filles. Toutefois, quelques sœurs continueront à diriger l'école du village. Quelques années plus tard, les Sœurs se retrouvent aussi à l'école paroissiale de Carillon. Le 2 septembre 1909, à la demande de M^{re} Paul Bruchési, le Jardin de l'Enfance pour garçons de 5 à 10 ans a remplacé le pensionnat des filles. De 1935 à 1946, une colonie de vacances fonctionne les mois d'été à la Providence du Sacré-Cœur.

Dès 1947, des orphelins (une trentaine) sont reçus à Providence du Sacré-Cœur avec bienveillance et charité. Ils partageaient les mêmes classes et les

mêmes avantages que les élèves du Jardin de l'Enfance et cela jusqu'à la fermeture en 1953.

Le 9 septembre 1953, les Sœurs de la Providence quittèrent définitivement la mission suite à un ordre d'évacuation du Bureau d'Hygiène et de Sécurité des Immeubles et avec l'autorisation de M^{re} Émilien Frenette. Le bâtiment était condamné comme dangereux et les réparations exigées alors s'avéraient trop coûteuses pour la communauté.

Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson

Répondant à la demande de l'abbé Placide Desrosiers, curé de la paroisse, les Sœurs de la Providence acceptèrent d'ouvrir une nouvelle mission dans le Nord. Quatre religieuses viendront, le 13 août 1907, prendre charge de l'école et du couvent attenants à l'église paroissiale.

Le 19 février 1922, un violent incendie détruit complètement l'église et le couvent. À la suite de quelques difficultés de relocalisation, les religieuses seront rappelées à Montréal mais elles reviendront le 5 octobre 1922 reprendre la charge de l'enseignement aux enfants du village.

Parmi les figures marquantes de cette mission on peut nommer sœur Marcel-François (1928), sœur Marie-Paule (1931) et sœur Anne-Félicité (1949). Cette dernière avait un charisme spécial pour faire prier les gens et leur faire aimer la Sainte-Vierge. Partie de Sainte-Marguerite le 23 septembre 1951, elle vit encore dans la mémoire et le cœur de la population.

Le 23 septembre 1951, M^{re} Frenette bénira la nouvelle école des garçons sous le nom officiel de École Scheffer. En 1963, l'ouverture de l'École Régionale des Laurentides à Sainte-Adèle amènera la disparition du cours secondaire au couvent. Quelques jeunes filles de la paroisse sont membres de la communauté : ce sont les sœurs Laurette Pépin, Madeleine Denis, Thérèse Potvin et Pierrette Denis. Le 10 mars 1964, après 57 années de service, la communauté rappelait ses sœurs à Montréal.

Mont-Rolland : l'école Saint-Georges et le couvent

De 1919 à 1951, les sœurs ont dispensé l'enseignement à l'école Saint-Georges de Mont-Rolland. De 1919 à 1930, les sœurs enseignantes voyageaient matin et soir depuis Sainte-Adèle où elles logeaient. Le 21 novembre 1930, une nouvelle mission, le Couvent de la Providence, fut ouverte à Mont-Rolland où les deux figures marquantes furent sœur Jean-Vianney et sœur Ursule-de-Cologne.

À l'école paroissiale Saint-Georges, se greffa bientôt une « école ménagère » où on préparait des « femmes de maison dépareillées ».

Le 30 juin 1951, juste au moment de l'érection du diocèse de Saint-Jérôme, les sœurs passaient le flambeau aux Sœurs de Sainte-Anne en quittant la localité où elles avaient servi durant trente-deux ans.

Quelques religieuses sont issues de Mont-Rolland : sœurs Thérèse Saint-Germain, Gabrielle Saint-Germain, Madeleine Ouellette.

Trois missions ouvertes avant 1951 et toujours vivantes en 2000

Ces fondations sont Sainte-Thérèse-de-Blainville (1892-1992 et 1994 à aujourd'hui); Sainte-Adèle (1906 à aujourd'hui) et Lachute (1943 à aujourd'hui).

Sainte-Thérèse-de-Blainville : Hospice Saint-Joseph - Hospice Drapeau - Foyer Drapeau-Deschambault - résidence des sœurs

L'Hospice Saint-Joseph a été fondé le 2 juillet 1892 alors que le curé Léon Augustin Charlebois, intéressé au projet, venait de mourir le 2 avril de la même année. Il fut érigé à la demande conjointe du curé Charlebois et du supérieur du séminaire, Antonin Nantel. Le 27 août, don fut fait par le Séminaire du terrain et de l'hospice aux Sœurs par le curé J.A. Vaillancourt. Monsieur Fabien Drapeau, contracteur à la retraite, fut un grand bienfaiteur de cette œuvre.

Les premières religieuses et fondatrices arrivèrent à la mission le 27 juillet 1892. Ce furent sœur Émérentienne, supérieure, sœur Marie-Arthur, sœur Marie-Céleste et sœur Éloïse Meunier, tertiaire. La mission fut inaugurée officiellement le 4 août 1892. C'était un mercredi, d'où l'appellation première de Hospice Saint-Joseph donnée à l'institution. Mais peu après, soit le 26 octobre de la même année, à la demande de nombreux citoyens, on lui substitua le nom de Hospice Drapeau en mémoire du bienfaiteur, monsieur Fabien Drapeau. Au nombre des bienfaiteurs et bienfaitrices du Foyer Drapeau, il convient de mentionner spécialement madame Toussaint Lecompte, fidèle amie et bienfaitrice de mère Gamelin.

En 1895, mère Marie-Godefroy, supérieure générale, donnant à la Communauté des nouvelles de la mission de Sainte-Thérèse, écrivait ceci :

Notre maison est un hospice pour les vieillards et les orphelins de la localité, un centre protecteur où un grand nombre d'écoliers prennent leur pension à des conditions faciles, enfin un hôpital où, en maladie, nous soignons et les élèves



Hommage aux Sœurs de la Providence en 1978.
Photo Atelier Olyvier.
Collection Pierre Bergevin.

et les professeurs du collège. Nous visitons aussi les malades du village.»
(Supplément du 2^e volume des *Circulaires de la supérieure générale*, p. 361.)

L'œuvre d'éducation qui a duré de 1892 à 1966 a accueilli sa première orpheline le 30 août 1892. En ces années-là, il fallait s'accommoder comme on le pouvait et c'est dans le haut de la grange que furent installées les premières classes. Le 24 juin 1912, pour répondre aux instances de monsieur le chanoine Laurent-Arthur Jasmin, curé de la paroisse, le conseil local de l'Hospice Drapeau recevait du conseil général la permission d'ouvrir une classe de petits garçons (40) sous la direction des sœurs de l'hospice moyennant un salaire de 250 \$ par année. Ce furent les modestes débuts du Jardin de l'Enfance.

Le 2 juillet 1963, l'œuvre des orphelines fut abandonnée après 51 ans. Le 6 mars 1966, la décision fut prise que les sœurs se retirent de l'école paroissiale M^{re} Labelle. Elles y avaient enseigné durant 54 ans. Le 27 juin 1965, M^{re} Émilien Frenette bénit le nouveau Foyer Drapeau. Le 16 décembre 1977, les Sœurs de la Providence quittèrent le Foyer Drapeau où elles avaient travaillé durant 85 ans (1892-1977).

De 1977 à 1992, la communauté ne compte que quelques religieuses et elles se consacrent à des tâches caritatives, pastorales. Connaissant les problèmes de solitude et les infirmités diverses dont souffrent les personnes âgées, les Sœurs de la Providence leur apportent amitié, réconfort et services divers de pastorale, de visites, de soins et d'accueil que leur état requiert.

Le 23 juin 1992, la dernière sœur de la Providence quitte Sainte-Thérèse et le 30 juin 1992 est la date officielle de la fermeture de cette troisième mission après 100 ans d'apostolat fidèle. En 1994, une religieuse revient à Sainte-Thérèse, sœur Fernande Bélanger en tant qu'agente de pastorale et assistante auprès des pauvres et des malades. Le 1^{er} septembre 1999, une communauté à dimension restreinte (deux sœurs) s'ouvre au 57 A, rue Dubois.

«Une œuvre de survie continue dans l'ombre à proclamer la Providence de Dieu, à la suite de la Vénérable Émilie Gamelin.»

Sainte-Adèle - couvent - Maison de la Providence - résidence

Le 15 août 1906, les Sœurs de la Providence acceptaient «à titre d'essai» la mission de Sainte-Adèle. Les deux fondatrices, arrivées le jour de la fête de l'Assomption, n'ont eu comme logis que l'école du village.

Convaincues de leur nullité mais fortes d'obéissance et de la protection que la Sainte-Vierge semble donner aux humbles fondatrices en permettant que le départ ne se fit que le 15 au lieu du 14 août, comme il avait été convenu, les

sœurs Alexandra et Achillée descendent sur les onze heures, a.m. à la gare de Sainte-Adèle où elles sont attendues par la dépositaire générale chargée de l'introduction des nouvelles missionnaires... Dès le lendemain, après avoir été munies du Pain des forts, nous accomplissons le premier point de règle indiqué aux fondations, en allant faire une visite aux malades du village. Notre première halte est en faveur d'un octogénaire, M. Joseph Asselin, des premiers colons de la paroisse. (*Chroniques* du 15 août 1906)

Les sœurs ont exercé leur ministère d'éducation soit à l'école primaire, soit à l'école de Mont-Rolland, soit à l'École secondaire Norbert-Morin, soit à l'École régionale des Laurentides.

Le 1^{er} octobre 1906, on accueille la première orpheline. Le 2 novembre, la première pensionnaire, Laura Valiquette. Après l'incendie du 14 décembre 1907, les sœurs entrent dans un couvent neuf le 3 août 1917. Le 16 juillet 1919, les religieuses offrent l'hospitalité à des pensionnaires-touristes, ce qui peut ajouter à leurs revenus. Le 1^{er} septembre 1919, deux enseignantes se joignent à l'équipe des professeurs de Mont-Rolland. Leur salaire est de 200 \$ par année et 100 \$ pour le voyage de Sainte-Adèle à Mont-Rolland.

Le 29 août 1939: « notre maison que le Conseil général avait décidé de vendre, devient maison de repos et de convalescence pour les sœurs malades. » (*Chroniques* du 29 août 1939)

Le 8 mai 1964: l'hospice ferme ses portes et les pensionnaires quittent la Maison de la Providence. Deux des religieuses sont toujours à l'œuvre à Sainte-Adèle où elles travaillent dans le domaine de la pastorale paroissiale. Il s'agit de sœur Françoise Dupont, arrivée le 12 août 1965, et de sœur Marie-Paule Bélanger, arrivée le 12 juillet 1968. Sœur Imelda Beaulieu qui, durant plusieurs années, a assumé certaines des responsabilités pastorales: « quand on est assigné à la Pastorale des œuvres paroissiales dans les Pays d'En-Haut il faut une foi capable de transporter les montagnes. Le jour où le curé, monsieur le chanoine Maurice Matte, réclamait la présence d'une religieuse au cœur de la communauté chrétienne de Sainte-Adèle, il faisait acte de foi et de confiance en la Providence. Mais que devient la foi sans les œuvres? »

Le 29 septembre 1988 la Maison de la Providence sise au 220, rue Lesage est vendue. La communauté composée de trois sœurs transporte ses pénates au 1344, rue Dumouchel jusqu'en 1992. Actuellement les sœurs résident au 1165, rue Bois-Joli. D'éducatrices qu'elles étaient, les religieuses sont devenues agentes de pastorale paroissiale et responsables du service de préparation aux sacrements.

Lachute : Hôpital de la Providence et Hôpital d'Argenteuil (œuvres caritatives)

Fin septembre 1942, M^{mes} Léonard Ayers et Gaétan Valois de Lachute Mills se présentent à la Maison mère pour solliciter la collaboration de la communauté dans la fondation d'un hôpital à Lachute.

La compagnie Ayers Ltd offre à la communauté l'usage d'un vaste immeuble ayant servi de maison de pension, pour le transformer en hôpital. La compagnie fait restaurer cette maison et les citoyens contribuent alors au financement de l'entreprise. L'Évêque du diocèse de Montréal, M^{gr} Joseph Charbonneau vient bénir les travaux de restauration de ce qui portera le nom de Hôpital de la Providence-Hospital.

Le 14 mai 1943, les sœurs Marie-Noémie et Gabriel-Marie arrivent à Lachute, « L'Hôpital de la Providence de Lachute Mills est né d'une pensée de foi et d'apostolat. Il n'est pas seulement une œuvre humanitaire : le souci de la charité et de la morale chrétienne a présidé à son organisation tant du côté de ses initiateurs que de la part de la communauté qui en assume la responsabilité. » (Extrait des *Chroniques* du 25 mars 1943)

Cette institution dont la capacité était de 25 lits a appartenu au diocèse de Montréal jusqu'en 1951. Les figures marquantes de la mission à ses débuts sont sœur Gabriel-Marie (1943-1956), sœur François-de-Sales et sœur Anne-Joséphine.

Le 19 décembre 1951, l'Hôpital de la Providence de Lachute est incorporé à Québec sous le nom d'Hôpital d'Argenteuil. Le 26 juillet 1958 un hommage de reconnaissance est rendu aux Sœurs de la Providence par le diocèse de Saint-Jérôme en proclamant les religieuses bienfaitrices du diocèse. Le 18 août 1962, les Sœurs de la Providence expriment leur désir de se retirer de l'administration du nursing de l'Hôpital d'Argenteuil au moment du transfert dans le nouvel édifice en voie de construction et les religieuses se dirigent vers les œuvres caritatives. Le 24 juillet 1963 marque la date de fermeture de la résidence des sœurs de la Providence et le 27 juillet suivant la date de fermeture de l'ancien Hôpital de la Providence connu sous l'appellation d'Hôpital d'Argenteuil depuis 1951.

Les trois pionnières de l'Hôpital d'Argenteuil sont les sœurs André-du-Cénacle, Fernand-Gérard et Albertine, « leurs noms restent dans la mémoire de toute la population de Lachute qui a bénéficié de leur générosité et de leur inlassable dévouement dans le cours de ces vingt dernières années (1943-1963). » (Témoignage dans *Le journal d'Argenteuil*, 20 novembre 1963) Le nouveau contrat des sœurs, en date du 2 juillet 1963, stipulait et assurait le

service régulier de 3 religieuses au nouvel hôpital. De plus un local sera fourni aux religieuses, un logement convenable composé de 5 pièces et séparé des locaux réservés aux malades.

Le 26 avril 1967 les sœurs déménagent au 202, Brownsburg Road qui devient, le 6 mai 1967, le 202, boulevard Providence, nouveau nom donné à cette rue pour marquer la reconnaissance de la population envers les religieuses qui ont dirigé le premier hôpital durant 20 ans.

Trois religieuses de la Providence sont toujours présentes à Lachute : sœurs Marie-Anna Prigent, Antoinette Millette et Denise Fournier et leurs œuvres sont caritatives.

Source

SŒUR BIBIANE THÉRIAULT, s.p.

Les Filles de la Sagesse

Saint-Laurent-sur-Seve

Les Filles de la Sagesse arrivèrent au Canada en 1884. La paroisse Notre-Dame de Montréal où M. Rousselot agissait comme curé était préoccupée du nombre grandissant d'enfants orphelins et abandonnés. Le Sulpicien avait visité les Montfortains à Saint-Laurent et il croyait que cette communauté, qui était pour le moment refoulée en Hollande à cause des positions politiques de la III^e république et de Jules Ferry pourrait s'occuper de ces enfants.

Mais les évêques de Montréal ne manifestaient pas une grande ardeur à accueillir de nouvelles congrégations. Antoine Labelle, le curé colonisateur de Saint-Jérôme et l'homme de tous les projets du Nord, fit savoir que cette œuvre pourrait s'implanter autour de La Rouge, dans une paroisse qui s'appelait alors Notre-Dame-des-Lacs et qui appartenait au diocèse d'Ottawa et était sous la juridiction de M^{re} Duhamel. Les projets de Labelle étaient toujours reliés au développement économique des régions : il favorisait une agriculture plus moderne et souhaitait l'implantation d'industrie dans les régions qu'il voulait développer. Encore ici, il souhaitait faire d'une pierre deux coups.

Tout commença donc autour du moulin à scie des Dansereau. Georges Dansereau¹², était de ces hommes entreprenants. Son fils également, Georges-Étienne, né à Sainte-Agathe, le 12 août 1898, qui fut maire de Grenville, député libéral et ministre sous Godbout. Les Montfortains eurent de bonnes relations avec les Dansereau.

Des laïcs s'impliquèrent également et se regroupèrent sous le nom de Les Organisateurs provisoires laïques des orphelinats agricoles. On devine que l'on croyait avoir trouvé là une solution au problème de l'enfance délaissée en l'amenant sur des terres agricoles où elle pourrait se développer.

Montfort

Avec l'arrivée des Montfortains, on changea le nom de la paroisse qui s'appela Notre-Dame-de-Montfort. Les Montfortains arrivèrent en 1883 avec les trois premiers orphelins. En 1885, on pouvait compter sur 3 pères, 6 frères, 1 novice, 9 sœurs et déjà 35 orphelins.

Voici comment le père Bouchet décrit la situation de la ferme :

Le moins de culture possible à la charrue et à la herse, juste ce qu'il faut de céréales pour l'hivernement de nos bestiaux, des pâturages gras bien trefflés et rendus parfaits par l'excellente eau qu'on y trouve, des prairies traitées avec le plus grand soin, surtout des légumes fourragers (...); des vaches, du lait, du beurre, du fromage, voilà le secret de tout notre culture, dès ses premiers débuts et c'est le seul capable de réussite dans nos montagnes.

Ce qui permet d'entretenir six chevaux et un troupeau de quarante-cinq vaches laitières.

Les sœurs arrivent au nombre de 7. Elles se nomment Aimée du Calvaire, Pierre Urséole, Sainte-Mechtilde, Saint-Mucien, Marie de Saint-Philippe, Marie-Laurent et Olive. Quelques-unes de ces pionnières sont enterrées dans le cimetière de Montfort.

Mais on songe rapidement à acheter un second emplacement où il y aurait une ferme plus facile à cultiver : c'est l'achat de la ferme d'Huberdeau. Cet achat a une petite histoire assez intéressante : le père Urlings rencontre l'abbé Huberdeau, curé d'une paroisse américaine, sur le bateau qui les ramènent au Canada. L'abbé Huberdeau offre une somme rondelette pour l'achat de la ferme. C'est sur cette ferme qu'on dirigera les enfants plus âgés (15 à 21 ans). Cet abbé Huberdeau avait fait ses études au Séminaire de Sainte-Thérèse et il vint y prendre sa retraite.

Les religieuses à Montfort commencent à se faire connaître, surtout dans le diocèse de M^{gr} Duhamel et une première postulante vient frapper à la porte de Montfort : elle s'appelle Rose-Aimée Hotte. Nous sommes en 1889. Si quelques-unes entrent, d'autres partent : le premier orphelin y meurt le 30 décembre 1887, et il se nomme Zotique Jodoin. Et une première religieuse

décède le 30 octobre 1889, à l'âge de 20 ans: sœur Saint-Hermogène. 15 religieuses et 96 orphelins occupent alors l'orphelinat.

Avec l'arrivée du chemin de fer reliant Saint-Sauveur à Montfort¹³ (1897), la vie devient plus facile. Et parce que descendent du train de nombreux orphelins, on commence à penser à des agrandissements. Le premier sera inauguré en 1902 alors que la communauté compte 42 sœurs et l'orphelinat 274 enfants. À partir de 1911, commencent une série de bouleversements qui vont affecter les orphelins et les religieuses. On décide d'envoyer les plus jeunes (104) à Huberdeau avec quelques religieuses et les plus âgés sont récupérés à Montfort. Mais 12 ans plus tard, les Pères cessent d'enseigner aux orphelins et alors on transfère à Huberdeau 125 des plus grands qu'on place sous la direction des Frères de la Miséricorde. Les plus jeunes retournent à Montfort avec les religieuses. En 1924, les Filles de la Sagesse quittent Huberdeau définitivement.

Dans les années 1930, alors qu'il y a plus de 400 enfants à Montfort, le gouvernement intervient et décide que tous les enfants de 12 ans et plus iront à Huberdeau. Ceux de 6 à 12 ans iront à Côte-de-Liesse sous les soins des Sœurs Grises. Ce chambardement fut senti vivement par les enfants et les religieuses qui rapportent, dans les chroniques, que des frères d'une même famille furent séparés. La maison de Montfort fut alors transformée en centre d'accueil pour les membres de communautés montfortaines. De nombreuses religieuses y séjournèrent jusqu'à ce que la communauté ouvre une maison à Chambly.

En 1943, les Pères de Sainte-Croix achètent la maison et les pères et les frères montfortains quittent Montfort. Les Sainte-Croix créent Lisbourg, une école d'arts et métiers. Les premières lettres du nom rappellent Les industries scolaires. Pour rendre services aux pères, les religieuses demeurent dans la maison jusqu'en 1951. Ensuite, la Congrégation de Sainte-Zita (les Sœurs Oblates du Saint-Esprit) viendra prendre la relève.

Montfort n'existe plus: tout ce qui reste ce sont quelques ruines qui témoignent de 75 ans de vie. Et aussi un cimetière où sont enterrés 8 pères et 7 frères montfortains, 52 filles de la Sagesse et 52 orphelins.

Huberdeau

En 1893, 4 religieuses se dirigent vers Huberdeau¹⁴. Il faut mettre 10 heures pour faire le trajet de Montfort à Huberdeau. Le temps de bien contempler le paysage qui, le 21 septembre, devait avoir commencé à rougir de toutes ses couleurs. Voici un témoignage des chroniques:

(...) après le déjeuner, la chère Sœur Augustin et ses Sœurs furent visiter la beurrerie tenue par nos frères. Je crois qu'il ne s'en trouve pas une semblable en France. Les habitants emmènent leur lait à la fraîcheur, dès le matin, ce lait est distillé, le beurre se fait en un rien de temps de sorte que les habitants peuvent remporter le lait écrémé qui n'est plus bon que pour les bestiaux.

Douze enfants, des plus vieux, travaillent comme des fils de cultivateurs.

En 1895 le père Pierre Cesbron et les habitants des environs commencent la construction du calvaire. C'est affaire de corvées. Le premier calvaire fut béni le 21 juillet 1892 par M^{sr} Duhamel. Il était en bois. Les 14 stations étaient regroupées autour des trois croix. De ce calvaire il ne reste que le corpus du Christ qui a été fixé à la croix du cimetière.

En 1910, les Pères Montfortains décident de faire venir de Vaucouleur des statues de bronze représentant Marie, Madeleine, saint Jean et Longin. Elles furent installées entre 1910 et 1920. M^{sr} Gauthier a présidé à la bénédiction du calvaire le 19 septembre 1911. M^{sr} Brunet, premier évêque de Mont-Laurier, bénira la quatorzième station en 1914.

On raconte que durant la guerre de 1914-1918, toutes les statues manquantes auraient été coulées durant la traversée pour le Canada.

En 1905, on compte cent orphelins. Le personnel se compose de 28 religieuses. Les enfants ont tous des responsabilités, à la couture, à la cuisine, au jardinage, au raccommodage, à la buanderie. Une vingtaine d'anciens orphelins sont employés à la scierie et à la ferme. Ils ne dépendent plus de l'orphelinat proprement dit : ils sont sous la direction d'un frère.

En 1909, on fête, avec un an de retard, le 25^e anniversaire de l'œuvre. M^{sr} Bruchési y est reçu par 400 personnes. Dans son allocution il dit : « Montfort devrait être à Montréal. S'il y avait moyen de l'emporter ! »

On dit que cette rencontre fut une réconciliation entre les Filles de la Sagesse et le diocèse de Montréal qu'elles pourront réintégrer l'année suivante.

L'œuvre de Montfort passera, en 1913, dans le diocèse de Mont-Laurier et sous la juridiction de son premier titulaire, M^{sr} François-Xavier Brunet.

Départ d'Huberdeau

C'est en 1924, le 1^{er} juillet, que les Filles de la Sagesse quittèrent Huberdeau. Ce départ est relié à la décision de la Compagnie de Marie de se retirer de l'orphelinat. La propriété fut vendue aux Frères Notre-Dame-de-la-Miséricorde, une communauté Belge flamande. Dès 1925, un Frère de la Miséricorde en prend la direction, il se nomme frère Chrysostome.

Les Pères avaient demandé aux Frères de Saint-Gabriel de les remplacer à Huberdeau.

Ce qui est sûr, c'est que les Pères de la Compagnie de Marie absorbés par leurs œuvres de la prédication et des missions, placèrent en toute confiance l'avenir de leur cher orphelinat entre les mains des Frères de Notre-Dame de la Miséricorde dont la Maison-Mère est à Malines (Belgique).

Le 11 juin 1941, un incendie détruit tous les édifices de l'orphelinat. Les enfants sont alors transportés au refuge Meurling, à Montréal. En 1947, l'orphelinat est devenu une école de protection. Et en 1975, en vertu de la Loi sur les services de santé et services sociaux, une nouvelle corporation est formée, financée par le gouvernement. L'institution change de nom et devient l'Accueil Vert-Pré d'Huberdeau.

Qui passe par Huberdeau peut s'arrêter au cimetière où reposent 20 Filles de la Sagesse qui y ont travaillé jusqu'en 1924. Ainsi dorment, au milieu des montages, ces femmes pionnières.

Grenville

Le curé Joseph Gascon (1892-1913) avait un sérieux défi à relever dans sa mission. C'était celui d'une population mixte. Catholique-protestante et française-anglaise. Durant 20 ans il tenta de trouver une solution à ce problème que ses prédécesseurs n'avaient pu résoudre. Il crut nécessaire d'inviter des religieuses à prendre en charge l'éducation dans l'école catholique. Sa demande auprès des Filles de la Sagesse ne fut acceptée qu'en 1901. Alors ce fut vraiment la fête au village. Trois religieuses s'amènèrent pour s'occuper de 63 enfants... et de bien d'autres petits travaux. Il s'agissait de sœurs Louise de Saint-Bernard, Germaine de la Croix et Marie de Saint-Calixte. À 250 \$ par année, elles devaient assumer le coût du chauffage. En 1904, on sépara les francophones des anglophones et une religieuse s'occupa des anglophones et de l'enseignement de la musique.

En 1909, le couvent s'agrandit du double d'espace et à cause de la scierie de Dansereau qui amenait une clientèle française et catholique on dut ajouter des classes. Des classes bilingues furent ouvertes en 1915 parce que le nombre d'anglophones diminuait. En 1936, il y a 129 enfants dans les classes. Avec l'arrivée du curé Brosseau (1928-1943) on voit naître dans l'école des mouvements apostoliques, comme la Croisade eucharistique, les Chevaliers de la Vierge et la JEC.

On s'achemine lentement vers la centralisation scolaire. Le curé négocie avec le ministre Dansereau ce qui amène la visite du surintendant de l'Instruction publique. On construira une école centrale qui sera ouverte en septembre 1945. En 1951, grâce à une subvention du gouvernement, le couvent est réparé. M^{gr} Frenette, le premier évêque de Saint-Jérôme, vient présider la confirmation des enfants le 10 novembre 1951.

Saint-Sauveur

Les Filles de la Sagesse ont fait construire, en 1914, une maison pour loger les Sœurs et faire la classe aux enfants de la paroisse. Sœur François de la Croix et sœur Hélène de Saint-René en furent les pionnières. On y rapporte que les religieuses ne savaient pas faire chauffer leur maison. La maladie atteignit plusieurs religieuses. La maison de Saint-Sauveur fermera ses portes en 1920 alors qu'il y avait pénurie de religieuses et que la décision avait été prise de fermer les petits établissements pour consolider les plus grands.

Source

SŒUR SIMONE, Re f.d.l.s.

Les Petites Sœurs de la Sainte-Famille

L'Institut des Petites Sœurs de la Sainte-Famille est voué au service du sacerdoce. Les religieuses aident les prêtres à mieux remplir leur ministère sacerdotal, en les soutenant de leurs prières et en les libérant des tâches matérielles pour les rendre plus disponibles à leur ministère. Elles sont spécialisées dans les travaux ménagers, de sacristie, de secrétariat.

Le charisme propre à l'Institut est de témoigner de leur foi dans le rôle et la grandeur du sacerdoce ministériel institué par Jésus et perpétué jusqu'à nos jours dans l'Église. Elles désirent attirer spécialement les bénédictions du ciel sur les membres du clergé et ainsi accroître l'efficacité de leur ministère. Elles veulent se consacrer à la sanctification de cette portion du Peuple de Dieu qui leur est particulièrement confiée.

Séminaire de Sainte-Thérèse

Le 6 septembre 1900, l'abbé Antonin Nantel, supérieur du Séminaire, écrit à M^{gr} Paul LaRocque, évêque de Sherbrooke, pour obtenir le service des Petites

Sœurs de la Sainte-Famille. La demande est transmise à mère Marie-Léonie, fondatrice, qui l'accepte. Après la construction d'un couvent par le Séminaire, huit religieuses arrivent à Sainte-Thérèse de Blainville, le 2 janvier 1903. La supérieure est sœur Marie-du-Sacré-Cœur.

Pendant les 64 années de présence au Séminaire, 364 Petites Sœurs ont œuvré pour les prêtres et les étudiants.

À la fin de l'année 1965, la Supérieure générale écrit à M^{gr} Charles Lussier, recteur, « que la santé des sœurs ne peut plus suffire à la tâche. De partout les malades nous viennent sans que nous puissions les remplacer. La seule issue est de fermer les missions les plus considérables. » En 1967, les religieuses quittent le Séminaire.

Evêché de Saint-Jérôme

Le 27 décembre 1951, M^{gr} Émilien Frenette, évêque de Saint-Jérôme, écrit à la supérieure générale: « Pour le service matériel de mon évêché de Saint-Jérôme, comme aussi pour les secours spirituels nécessaires à la fondation d'un diocèse, il me faut absolument des Religieuses. »

La Supérieure générale répond que « vu la disette de vocations », elle ne peut pas promettre des religieuses pour cette année. C'est un an plus tard, le 13 janvier 1953, que cinq Petites Sœurs de la Sainte-Famille arrivent à l'évêché. La supérieure est sœur Saint-Ferdinand-de-Castille.

Durant les 42 ans qu'elles ont été à l'évêché, 78 Petites Sœurs de la Sainte-Famille se sont dévouées à soutenir le ministère de l'évêque et tout le personnel qui l'entourait. Elles ont mené à bien plusieurs tâches, chacune selon son expérience, que ce soit dans le travail de la cuisine, de la salle à manger, de la buanderie ou de l'entretien des vêtements des prêtres.

Pendant plusieurs années, sœur Denise Roy, l'une d'entre elles, a rendu un service de secrétariat aux trois premiers évêques de Saint-Jérôme. À l'occasion, elle a pu apporter une collaboration précieuse, soit à la bibliothèque de l'évêché, soit à la chancellerie ainsi qu'aux archives.

En juin 1994, la Supérieure générale informe M^{gr} Charles Valois « que la communauté doit procéder au retrait des religieuses afin de leur accorder un repos bien mérité alors qu'elles avancent en âge et diminuent en forces ». C'est le 27 juin 1995 que les cinq dernières Petites Sœurs de la Sainte-Famille quittent le diocèse de Saint-Jérôme.



Les Petites sœurs de la Sainte-Famille. M^{gr} Hubert et sa secrétaire.



L'équipe de cuisinières des Petites sœurs de la Sainte-Famille.

Presbytère Saint-Hermas

En 1969, sœur Thérèse Desjardins, sœur du curé de Saint-Hermas, l'abbé Bernard Desjardins, accompagnée de sœur Alphonsine Fortin, va prêter main-forte pour quelque temps... ce qui dura dix-sept ans ! Quand l'abbé Desjardins prit sa retraite, en 1986, les deux religieuses quittèrent ce presbytère et sœur Desjardins est venue travailler à l'évêché jusqu'à la fermeture de la mission en 1995.

Source

SŒUR JEANNINE VACHON, p.s.s.f.

Les Sœurs des Saints-Noms-de-Jésus-et-de-Marie

Saint-Sauveur-des-Monts

Quand Rome créait le diocèse de Saint-Jérôme en 1951, et annonçait l'élection de son premier évêque, M^{gr} Émilien Frenette, les religieuses des Saints-Noms-de-Jésus-et-de-Marie possédaient déjà une maison sur le chemin du lac Millette à Saint-Sauveur-des-Monts depuis 1921. La construction d'une maison plus spacieuse et plus confortable, en 1926, permet à quelques sœurs d'y demeurer toute l'année. Elles reçoivent des compagnes pour une convalescence, pour un repos. Depuis 1994, fidèles à leur charisme d'éducation de la foi, elles accueillent des groupes, que ce soit pour la sacramentalisation des jeunes ou pour la pastorale. Cependant, cette maison garde toujours sa vocation première de maison de repos et de ressourcement.

En 1927, la Commission scolaire de Saint-Sauveur-des-Monts confie aux religieuses des Saints Noms de Jésus et de Marie l'éducation des garçons et des filles de la localité. Le 12 août 1927, neuf religieuses répondent à ce besoin et l'enseignement de la musique se donne aussi à Saint-Sauveur. Les religieuses résident dans l'école même.

De 1944 à 1959, la population de Saint-Sauveur ne cesse de s'accroître. La Commission scolaire fait construire, pour septembre 1959, l'école Marie-Rose qu'apprécient religieuses et élèves. Le changement du système d'éducation du Québec suscite des regroupements nouveaux.

En 1962, avec la construction de l'École secondaire des Laurentides, l'école Marie-Rose devient une école primaire. En 1972, les élèves du second cycle vont à l'école Saint-Édouard. Les religieuses enseignent dans les deux écoles jusqu'en 1981. Parmi celles-ci, sœur Jacqueline Longtin a enseigné durant 15

ans et a participé à la vie paroissiale et à la consécration de l'église de Saint-Sauveur-des-Monts, le 5 août 1978, par M^{re} Charles Valois.

Les religieuses n'assument plus la direction de l'école Marie-Rose depuis 1977. Cependant, Sœur Élisabeth Gravel, arrivée à l'école Marie-Rose en 1962, travaille depuis 38 ans à Saint-Sauveur. Elle continue son œuvre d'éducation en donnant des leçons de piano, en dirigeant la chorale des jeunes de Saint-Sauveur qu'elle a fondée en 1971, et elle accompagne les chants liturgiques aux messes dans différentes paroisses.

Académie Lafontaine

Sœur Lucienne Gagnon a travaillé à l'Académie Lafontaine comme enseignante, surveillante d'études, instigatrice et responsable de la bibliothèque de l'école de 1989 à 1993.

Le pensionnat Marie-Rose de Montréal, qui ferme ses portes, réserve bon nombre de livres pour enrichir la bibliothèque de l'Académie Lafontaine.

De 1990 à 1991, sœur Fleurette Deneault, qui demeure à la Résidence Verbum Dei avec sœur Noëlla Gagnon, va bénévolement l'aider dans son travail. Depuis, sœur Lucienne Gagnon continue sa mission d'éducatrice en donnant des cours privés à Saint-Sauveur-des-Monts. Du 11 décembre 1989 au 30 juin 1990, sœur Monique Bourbonnais a été assistance adjointe à sœur Suzanne Jaques, s.c.o., au primaire.

Œuvres diverses

Au temps de M^{re} Émilien Frenette, Annette Frenette, sœur de M^{re} Frenette, a travaillé bénévolement au bureau des archives de l'évêché de Saint-Jérôme.

De 1973 à 1993, sœur Marguerite et sœur Jean Chaput ont donné des cours privés à des étudiants et à des adultes tout au long de ces années. De 1972 à 1976, sœur Marguerite Laramée travaille à la Maison des Jésuites à Lafontaine comme animatrice de liturgie. Elle travaille en collaboration avec les prédicateurs qui prêchent des retraites. C'est la première fois qu'une religieuse travaille à plein temps dans ce milieu.

Depuis l'été de 1994, sœur Marie-Thérèse Boyer témoigne par sa présence à la Résidence de la Noblesse, à Saint-Jérôme, où elle réside. Elle a donné les EVC (exercices dans la Vie Courante) à quelques personnes résidentes, elle fait de l'accompagnement spirituel individuel avec des personnes âgées et de la relation d'aide avec ces mêmes personnes. Elle fait aussi du ministère de

la communion, demeure à l'écoute de ces personnes et répond à leurs besoins.

Val-Morin

En janvier 1954, les religieuses des Saints-Noms-de-Jésus-et-de-Marie achètent une propriété à Val-Morin pour les vacances des religieuses. Le 23 juin 1954, les religieuses aménagent les chalets afin de recevoir les sœurs en villégiature. La supérieure provinciale reçoit, le 26 juin, une lettre officielle de M^{re} Émilien Frenette, autorisant l'érection canonique d'une chapelle à Val-Morin. Le service dominical est assuré au départ par l'aumônier des Frères des Écoles chrétiennes qui réside non loin, au mont Lasalle. De nos jours, un Oblat de Marie-Immaculée assure ce service pour les religieuses.

En décembre 1988, sœur Cécile Coiteux accepte de devenir responsable d'une équipe permanente au Chalet du Lac. Une équipe de religieuses permanentes accueillent aux Chalets de Val-Morin des personnes qui désirent se reposer dans la nature ou animer des sessions. Quatre chalets permettent d'accueillir une cinquantaine de personnes en villégiature durant la saison estivale.

Depuis 1988, des religieuses se sont engagées bénévolement en pastorale paroissiale à Val-Morin : sœur Pierrette Désilets et sœur Thérèse Brisson pour la préparation à la catéchèse initiatique et pour certaines activités pastorales. Sœur Lise Geoffrion, comme membre de la chorale, et, aujourd'hui, sœur Léa Dulude est engagée dans le Conseil de Pastorale Paroissiale (CPP) et le comité du 75^e anniversaire de la paroisse Saint-Norbert de Val-Morin.

Couvent de Lachenaie

Monsieur l'abbé Joseph Chaussé, curé de la paroisse Saint-Charles de Lachenaie, accueille, le 2 septembre 1916, quatre religieuses à qui la commission scolaire vient de confier la direction de l'école paroissiale et l'enseignement primaire à 30 garçons et 58 filles. L'école de 1916 comporte trois salles de classe et seulement cinq pièces pour le personnel.

En 1951, on agrandit l'école. En 1963, une nouvelle école est construite et prend le nom d'École Notre-Dame, tandis que celle de 1916 se nomme maintenant École Saint-Charles.

Les religieuses, tout en assumant la direction de l'école de Lachenaie, enseignent de 1916 jusqu'en 1946 dans des classes mixtes du primaire. De 1946 à

1960, elles ajoutent le secondaire à leur œuvre première. En 1960, au début de la régionalisation des écoles, les élèves du secondaire quittent pour Terrebonne. L'enseignement ne comporte plus que des classes du primaire aux écoles Saint-Charles et Notre-Dame. Il en sera ainsi jusqu'au départ des religieuses en 1972. Cependant, l'une d'entre elles, sœur Aurore Larose, continue d'y œuvrer encore deux ans.

En 1954, les sœurs achètent deux fermes situées à Lachenaie, et elles ajoutent un nouveau bâtiment à la ferme en agrandissant la résidence déjà existante. En août 1976, dans la résidence de la ferme de Lachenaie, une nouvelle œuvre voit le jour sous l'inspiration de sœur Claire Dupont.

Le projet le PAS

En la fête de l'Épiphanie 1969, sœur Claire Dupont imaginait un projet d'Église qui se concrétiserait en 1975. Grâce à des personnes en recherche d'un engagement, la maison rouge se transformait : le premier bâtiment fut retapé pour la célébration du mariage d'un de ses membres et les murs de l'étable furent progressivement montés pour répondre aux besoins sans cesse grandissants. Cette étable fut vraiment un lieu de naissance pour un peuple innombrable de tous âges, de toutes conditions. À trois reprises, elle servit d'école. Des groupes de pastorale de jeunes et d'adultes sont venus y vivre des fins de semaine. Régulièrement, des membres faisant partie du mouvement spirituel des Alcooliques Anonymes et des Narcomanes Anonymes se réunissent pour fraterniser et vivre les 12 étapes qui sont un mode de vie, pour partager leur expérience, leur force et leur espoir dans le but de résoudre leurs problèmes communs. Cette étable devint riche de leurs vécus touchants et transformants.

Centre-Dieu Jéricho

En 1978, sœur Pauline Ayotte est agente de pastorale et scolaire à la paroisse Sainte-Marcelle. De 1979 à 1986, elle devient responsable à plein temps du Centre-Dieu Jéricho, au Carrefour du Nord à Saint-Jérôme. Le Centre-Dieu Jéricho, doté d'un petit lieu de prière, se veut une oasis de recueillement, d'entraide et d'écoute.

Sœur Pauline est consciente que dans notre société actuelle resurgit une vraie soif de valeurs spirituelles. Elle est aussi consciente du besoin de valorisation de l'individu. Ainsi en collaboration avec la Commission scolaire de



Les Sœurs des SSNJM.
Au PAS, des centaines de personnes, jeunes et moins jeunes, ont vécu des moments privilégiés de rencontre.

Saint-Jérôme, elle planifie de la formation pour ses bénévoles avec le Service Incroyance et Foi de l'Université de Montréal et elle offre cinq sessions sous le titre « L'approche diagonale de la foi ». De plus, elle demande les services de sœur Lise Marleau qui anime trois sessions sous le titre « Viens vers le Père ». Enfin sœur Noëlla Gagnon a été présente sur la place publique par des expositions bibliques, des causeries préparatoires à l'Avent de des montages audiovisuels. Pour l'accueil au bureau sœur Pauline a su impliquer d'autres sœurs comme Rolande Lafond, Fleurette Deneault, Jacqueline Longtin et Lorraine Crowe.

Avec sœur Pauline Ayotte et une équipe de bénévoles, Jéricho a élargi ses mandats. Bien que les activités du Centre Jéricho soient approuvées par l'évêché de Saint-Jérôme, le Centre doit s'autofinancer, et la façon de relever ce défi est de mettre sur place un kiosque d'emballage de cadeaux en permanence où le service est assuré par des bénévoles.

De 1987 à 1993, sœur Pauline Ayotte s'engage à la paroisse Sainte-Paule comme agente de pastorale du baptême. Il s'agissait de rejoindre les gens au niveau de la foi et de rencontrer les couples individuellement afin de les aider à se situer face à leur foi et arriver à se prendre en main. Ce qui touchait environ 200 baptisés par année.

Sœur Pauline Ayotte laissa son poste en juillet 1997. Le Centre Jéricho continue aujourd'hui à vivre. Il est dirigé par un conseil d'administration composé de personnes engagées dans un cheminement de foi.

Paroisse Sainte-Marcelle

Sœur Lorraine Crowe réside dans la paroisse depuis 1979. Elle fut engagée en paroisse de 1984 à 1987. Elle s'est occupée de la préparation au sacrement du baptême, durant 3 ans, de la préparation au mariage durant 2 ans, de la profession de foi et de la liturgie et du chant durant 3 ans. En 1984, avec l'équipe pastorale, elle fut responsable de la Fête de la Parole dans cette paroisse.

De 1986 à 1996, elle est animatrice de la pastorale de la santé et devient responsable du département, en janvier 1992, à l'Hôtel-Dieu de Saint-Jérôme. Son rôle est l'accompagnement des malades en oncologie et aux soins palliatifs. Elle accompagne aussi les familles des malades. Elle visite les malades et répond à des soins chroniques et donne, sur demande, la communion aux malades, accompagne et dépiste les besoins spirituels de la personne visitée. Elle fait du counselling.

Parmi ses responsabilités au service de la pastorale du département, elle siège, entre autres, au comité d'évaluation de la qualité des soins donnés aux malades et siège également au comité bioéthique. Elle quitte Saint-Jérôme en juillet 1997.

Source

SŒUR NOËLLA GAGNON, s.n.j.m.

Les Sœurs du Sacré-Cœur-de-Jésus

Les Sœurs du Sacré-Cœur-de-Jésus étaient déjà présentes à Saint-Janvier avant même la création du diocèse de Saint-Jérôme. C'est à la demande du curé de la paroisse, l'abbé Émile Dubois, que les s.s.c.j. prennent la direction de l'école paroissiale dès le 8 décembre 1928. Cette présence durera jusqu'en 1978.

L'éducation et l'instruction de la jeunesse a été le principal objectif des religieuses durant toutes ces années. D'après les archives, une certaine de religieuses s.s.c.j. y ont œuvré depuis le début. Sœurs Saint-Luc, Hélène de la Croix, Saint-Zotique et Saint-Omer furent les pionnières de cette résidence de Saint-Janvier. D'autres noms sont encore bien vivants et en voici quelques-uns : sœurs Aline de Jésus, Reine de Jésus, Marielle Lebrun, première directrice à l'école Paul-VI.

Les sœurs de Saint-Janvier connurent de nombreuses joies auprès de la population, mais aussi de dures épreuves dont la plus terrible fut l'incendie du couvent. Cela s'est produit dans la nuit du 9 janvier 1951, pendant que deux jeunes religieuses, sœurs Annette du Sauveur et Rachel de Jésus périrent asphyxiées par la fumée. C'est suite à la restructuration scolaire que les religieuses ont quitté Saint-Janvier en 1978.

Val-Morin

C'est aussi à la demande du curé Eugène Thérien que la Provinciale envoie des religieuses enseignantes à Val-Morin. Elles arrivent le 25 août 1934. Le dimanche 2 septembre, le curé annonce l'ouverture des classes pour le lendemain et présente les religieuses comme des « anges gardiens visibles des enfants ». Le lendemain, 75 élèves se présentent aux portes de l'école. Deux religieuses enseignent, l'une aux 4^e, 5^e, 6^e et 7^e années, alors que sœur Joseph du Saint-Sacrement enseigne aux 1^{re}, 2^e et 3^e années. Une troisième religieuse, sœur Gérard-Majella, est préposée à la musique, au chant et à la cuisine.

Contrairement aux années antérieures, les nombreuses absences des élèves diminuent. Durant vingt-huit ans, les religieuses poursuivent leur travail. C'est

la restructuration scolaire et la faiblesse du recrutement qui seront les causes du départ des religieuses en 1962.

Calumet

Deux dames proposèrent d'avoir des religieuses pour prendre la direction de l'école. Enquête fut faite à ce sujet et la proposition acceptée par la Commission scolaire. L'inspecteur J.E. Deschâtelets suggéra les Sœurs du Sacré-Cœur-de-Jésus et le curé s'adressa à la Congrégation pour en faire la demande.

Quatre religieuses arrivent le 29 août 1944. Ce sont sœurs Rose de la Croix, supérieure, Sainte-Berthe, Marie-Claire et Ange-Gardien. L'installation se fit dans une maison temporaire, trois mois durant. Réinstallation définitive en décembre et achat d'une maison en janvier 1945. Le curé Routhier, pasteur de la paroisse, accueillit très cordialement la petite communauté à la gare, accompagné de nombreux enfants de la paroisse.

Durant 28 années, les religieuses œuvrèrent dans cette paroisse. En 1972, dans le mouvement de la restructuration scolaire des dernières années, les enfants prirent le chemin soit de Grenville, Lachute ou de Brownsburg pour poursuivre leurs études au primaire et au secondaire.

Les quatre religieuses présentes à Calumet continuèrent leur travail en s'insérant dans le milieu paroissial. Les personnes malades et âgées seront visitées. Dès le début de mars 1973, sœur Louise Morin commence à travailler au Foyer Landriault à Pointe-au-Chêne. Il y a là une vingtaine de vieillards dont une femme âgée de 104 ans. Sœur Éva Larivière, aidée de la municipalité et du gouvernement, fonde l'âge d'or appelé « Club de l'Amitié ». À la première soirée, 42 personnes sont présentes, ce qui est encourageant pour une première réunion.

Comme la Fondatrice des s.s.c.j., Angélique Le Sourd, les sœurs ont été présentes soit comme enseignantes éducatrices, soit au service des vieillards du foyer ainsi qu'aux personnes malades, isolées et mal-aimées.

Saint-Antoine-des-Laurentides

C'est sur les pressantes demandes du curé Théobald Paquette et du commissaire Joseph E. Labelle que mère Gabriel-de-Jésus, supérieure provinciale, accorda cinq religieuses pour la nouvelle mission de Saint-Antoine-des-Laurentides. Le 26 août 1947 arrivent les sœurs Saint-Paul de la Croix, supérieure, Saint-Guy, Marie-Benoît et Marie du Christ-Roi, enseignantes, et Ange

de l'Eucharistie. Leur premier logis fut à l'école même. Cependant, à l'été 1948, elles aménagèrent dans une petite maison située près de l'école où elles purent avoir une chapelle.

À l'ouverture des classes en septembre 1950, plus de 300 élèves se sont inscrits de la 1^{re} à la 9^e année. Faute d'espace, quelques classes ont dû s'accommoder du sous-sol de l'église. Pendant ce temps, les travaux de la nouvelle école avançaient rapidement. Le 3 août 1953, les religieuses changent à nouveau de local. Le nouveau local temporaire surnommé par elles « la ferme des moines », nom choisi parce que le lieu était retiré et favorable au recueillement, est situé à un mille de l'école. C'est la propriété du vicaire, l'abbé Hurtubise.

Les travaux de construction de l'école, commencés le 15 septembre 1953, prirent fin en 1954. L'école Sainte-Thérèse-de-l'Enfant-Jésus ouvrit alors ses portes où les religieuses demeurèrent durant dix ans. En 1960, les locaux devenant trop exigus, on fit une annexe comprenant 12 classes, une salle à manger et des dépendances. Les appartements des religieuses furent aménagés et elles durent changer de logis une autre fois.

Sœur Gérardine Côté assure la direction de l'école jusqu'en 1972. En 1969, le ministère de l'Éducation du Québec lui remettait une décoration de l'Ordre du mérite scolaire, de même qu'à mademoiselle Lucille Fournier. Toutes les deux comptaient 40 ans d'enseignement.

Après 1972, la direction de l'école fut assurée par un laïc. Les sœurs continuèrent leur œuvre d'éducation qui peu à peu se transforma et s'appliqua dans le champ pastoral, soit la participation à l'initiation aux sacrements pour certaines et à d'autres œuvres pour les autres. Sœur Jeanne d'Arc Alarie s'est dévouée dans ces divers champs. Elle a été la dernière religieuse à demeurer à Saint-Antoine. C'était en 1998.

Saint-Jérôme

Depuis 1973, trois religieuses habitent au 611, rue Wilfrid-Martin, à Saint-Jérôme. Ce sont sœurs Marie Charron, Suzanne Trottier et Claire Patry. Marie enseigne à la Polyvalente de Saint-Jérôme, Suzanne enseigne à l'école Sainte-Thérèse-de-l'Enfant-Jésus, à Saint-Antoine. Au cours de l'été 1977, la supérieure provinciale et son conseil achètent une maison en construction qui deviendra le 620, rue Madeleine. La communauté en prend possession le 1^{er} septembre 1977.



Les Sœurs du Sacré-Cœur-de-Jésus. Saint-Antoine-des-Laurentides. M^{lle} Lucille Fournier et sœur Gérardine Côté sont décorées de l'Ordre du mérite scolaire par le ministre de l'Instruction publique. De gauche à droite: M. Leclerc, secrétaire de la Commission scolaire de Saint-Antoine-des-Laurentides, M. Charles-Eugène Garneau, président, sœur Gérardine Côté, Mlle Lucille Fournier, MM. Jean-Paul Corbeil, Fernand Morand et Raymond Pelletier, commissaires.

Deux sœurs infirmières travaillent à l'hôpital Hôtel-Dieu de Saint-Jérôme. Sœur Marie est professeure à la Polyvalente de Saint-Jérôme, à titre de responsable du service de la pastorale pour l'ensemble du secondaire III et IV. Les trois religieuses sont donc les premières occupantes de cette nouvelle maison.

Comme la communauté chrétienne de l'arrondissement n'a pas d'église, les sœurs ouvrent leur salle du sous-sol et le père Lévis Cossette, franciscain, en devient le prêtre animateur. Ce qui subsiste jusqu'au moment de l'organisation de la paroisse Notre-Dame de Saint-Jérôme.

Dans les années 1986-1987, à la demande de M^{re} Charles Valois, sœur Marie Charron assume plusieurs services. Elle devient membre du Centre de formation avec Jean-Marc Gauthier. Lise Baroni est la directrice du centre. Marie assume aussi les responsabilités de l'accompagnement des nouveaux agents de pastorale paroissiale ou de santé. Elle est membre de l'Équipe de formation des futurs prêtres et membre du Conseil des religieux.

Durant les années subséquentes s'ajoutent à la communauté d'autres religieuses qui assumeront d'autres activités, parmi lesquelles le service de l'initiation aux sacrements, Pallia-Vie, etc.

Actuellement quatre religieuses demeurent toujours à Saint-Jérôme et sont actives au sein de la pastorale paroissiale et scolaire. La communauté des Sœurs du Sacré-Cœur-de-Jésus n'a plus que cette résidence dans le diocèse de Saint-Jérôme. Pour combien d'années, l'avenir le dira.



Les Sœurs du Sacré-Cœur-de-Jésus. Jeannine Séguin et Lucille Lussier. Paroisse Notre-Dame-des-Sept-Douleurs, Grenville (1986-1992)

Grenville

Au mois de mai 1986, M^{re} Charles Valois demande à sœur Eileen Ward, alors supérieure provinciale, une religieuse comme coordonnatrice paroissiale à Notre-Dame-des-Sept-Douleurs de Grenville. Sœur Jeannine Séguin accepte de s'y rendre, aidée de sœur Aline Mathieu comme secrétaire et sœur Lucille Lussier pour la pastorale des malades.

Les 26 et 27 juillet, aux messes dominicales, M^{re} Valois intronise sœur Jeannine Séguin comme coordonnatrice paroissiale et le père Simon Ambeault, s.c.j., comme prêtre modérateur. Le 1^{er} août, sœur Jeannine Séguin prend en charge la paroisse et y demeurera durant six ans. Son mandat se termina en 1992. En 1987, sœur Monique Tremblay s'ajoute à l'équipe avec mandat d'agent bénévole de pastorale paroissiale et scolaire.

Le 30 juin 1995, sœurs Lucille et Monique quittent Grenville après neuf années de présence active dans cette paroisse. Sœur Louise Dumontier est actuellement responsable à Notre-Dame-des-Sept-Douleurs.

Prévost

Le premier août 1986, M^{re} Charles Valois assignait à la paroisse Saint-François-Xavier de Prévost une équipe de trois religieuses des Sœurs du Sacré-Cœur-de-Jésus. C'est à la suite de ce mandat que sœur Denise Malo devint coordonnatrice la paroisse. Sœurs Monique Lalonde et Aline Laflamme furent ses collaboratrices.

Les trois religieuses travaillent en étroite collaboration avec l'abbé Pierre Filion qui a la présidence des célébrations, l'annonce de la Parole et la responsabilité du dossier des mariages.

Sœur Denise Malo continua son mandat d'animatrice de la communauté durant deux termes. Elle quitta le 19 septembre 1998. « C'était une femme de projets qui a su insuffler un esprit de famille dans la paroisse... un héritage précieux à partager ensemble. » (Journal *Le Cléon*, octobre 1998, page 6)

Source

HÉLÈNE BEAULIEU, S.S.C.J.

Les Sœurs du Bon-Conseil

En 1931, huit ans après la fondation de l'Institut Notre-Dame du Bon-Conseil de Montréal, Saint-Jérôme devient la première mission de ce jeune institut avec l'ouverture du Centre social, au 550, rue Labelle.

Comment le centre social prendra racine à Saint-Jérôme

En 1929, le curé Joseph-Clément Geoffrion de Saint-Jérôme est à la recherche d'une congrégation pour s'occuper des œuvres féminines de sa paroisse. Il confie cette tâche à son vicaire, l'abbé Henri Dugal; celui-ci rencontre sœur Marie Gérin-Lajoie et lui demande de venir à Saint-Jérôme mettre sur pied divers services, en particulier l'Association catholique féminine dont les buts rejoignent les préoccupations sociales de l'Institut: « travailler à la protection religieuse et morale des demoiselles de Saint-Jérôme, à leur développement intellectuel et social; fortifier par l'union leur action dans la famille et la société¹⁸ ».

Le projet, certes, intéresse la fondatrice mais elle ne souhaite pas s'établir à Saint-Jérôme. La communauté est jeune et elle n'a pas les effectifs pour réaliser ce rêve. En 1931, le curé Geoffrion renouvelle sa demande qui trouve alors une réponse positive. Au mois de mars, Marie Gérin-Lajoie avec la future

supérieure du Centre social, sœur Georgette Normandin, rencontre un groupe de jeunes filles à l'occasion d'une retraite organisée par l'Association catholique féminine.

Des projets d'éducation et de service social s'élaborent. Voici ce que *L'Avenir du Nord* écrit à ce sujet: «L'œuvre qu'elles (les sœurs du Bon-Conseil) inaugurent à Saint-Jérôme comprendra outre le foyer, un patronage, une association catholique féminine et l'établissement de cercle d'étude et d'un bureau de placement¹⁹.»



Les sœurs du Bon-Conseil.
L'Institut familial et le foyer.
500, rue Labelle. Archives de
l'Institut Notre-Dame-du-Bon-
Conseil de Montréal.

Foyer Notre-Dame-du-Bon-Conseil

En mai 1931, cinq sœurs emménagent au 500, rue Labelle et ouvrent un Foyer pour accueillir les jeunes ouvrières venues de la campagne, dans la foulée de l'industrialisation de la ville. Ce Foyer cherche à reproduire quelque chose de l'atmosphère familiale facilitant l'adaptation des jeunes femmes à de nouvelles situations de vie. À ce service d'hébergement, s'ajoutent un bureau de placement, aide à la recherche d'emploi, et diverses autres activités.

Cercle d'étude

C'est alors que naît, dès 1931, le Cercle Sainte-Paule, outil de formation sociale indispensable à l'action. Le Cercle propose des réflexions sur la doctrine sociale de l'Église, le rôle de l'Action catholique, les méthodes de l'action sociale, les questions ouvrières, etc. Ces dernières sont abordées non seulement en théorie mais en pratique; c'est ainsi qu'en 1932, après avoir étudié la loi sur le travail des femmes, Marie Gérin-Lajoie invite les participantes à faire une enquête terrain «sur les heures de travail dans différents endroits (magasins, usines, etc.) de Saint-Jérôme. Ces heures sont-elles trop longues? Y a-t-il des moyens pour obtenir quelques modifications? L'union permet-elle d'obtenir ce qu'on ne peut avoir isolément?» N'est-ce pas une manière de travailler sur l'environnement social, de chercher à améliorer les conditions de vie des travailleuses et le respect des personnes?

Bibliothèque

Un autre moyen de formation au service de la jeunesse, c'est la bibliothèque. Le milieu de Saint-Jérôme est mis à contribution pour monter une première bibliothèque accessible aux résidentes du foyer, aux membres des mouvements

d'Action catholique et des cercles d'études. Puis en 1946, monsieur le curé Émile Dubois demande aux sœurs de s'occuper de la bibliothèque paroissiale qui déménage au Centre du Bon-Conseil et s'enrichit de nombreux volumes grâce aux dons de personnes et d'organismes du milieu, tels la Cie Rolland, le Club Rotary, le Séminaire de Sainte-Thérèse.

En 1956, la bibliothèque paroissiale est relocalisée au Centre diocésain; une sœur du Bon-Conseil en assume la direction jusqu'en 1965. Elle y organise une section jeunesse qui comprend deux volets. D'abord celui de bibliothèque publique des jeunes avec un service de prêt par location, ou de lecture gratuite sur place auquel s'ajoutent des cours de peinture à la gouache, un service d'échange pour les philatélistes, la lecture d'un conte tous les jours pour les petits, et enfin l'organisation d'un club mixte de jeunes de 8 à 16 ans: le Club des bouquineurs. Ce travail d'animation culturelle poursuit à la fois des objectifs de formation, de loisirs et de prévention.

Le deuxième volet, la bibliothèque circulante diocésaine, offre un service de prêt dans 60 écoles réparties dans 38 municipalités, service des caisses voyageuses qui fait la joie des enfants et des professeurs comme outil pédagogique d'apprentissage et de développement. Celui-ci sera d'assez courte durée à cause de difficultés financières.

Patronage

Le Patronage est implanté dès l'année 1931. Il s'agit d'une œuvre éducative offrant des cours de toutes sortes, français, mathématiques, cuisine, couture; aujourd'hui, on dirait une formule d'éducation populaire pour les jeunes qui n'ont pas eu la chance de poursuivre leurs études. À cela se greffent des activités récréatives: cercles d'amusement, soirées d'art dramatique, etc., des moyens simples de développer l'initiative, les talents, de former la personnalité, de décloisonner les classes sociales. Et ce travail d'éducation se fait toujours en collaboration avec les ressources du milieu.

Loisirs

Les loisirs des jeunes sont une dimension importante du travail social de l'Institut. À partir de 1936, les sœurs organisent des jeux pour les enfants, pendant la période des vacances, dans le parc derrière la gare. Plein air, socialisation, soutien aux parents, tels sont les buts poursuivis par les sœurs. En 1945, le Conseil municipal accordera un petit octroi pour ce service com-



Les sœurs du Bon-Conseil. Centre diocésain, Saint-Jérôme. Exposition de livres, novembre 1958. En haut, à gauche, l'abbé Léo Ménard. Archives de l'Institut Notre-Dame-du-Bon-Conseil de Montréal.



Les sœurs du Bon-Conseil. Devant le Foyer, 500, rue Labelle, Saint-Jérôme. En haut, à gauche, sœur Marie Lucie Sylvestre. Janvier 1947. Photo Autour du Monde Studio, Saint-Jérôme.



Cœuvres des terrains de jeux.
Sœur Madeleine Grand'Maison.



Les Sœurs du Bon-Conseil.
Jardin d'enfants, au
500, rue Labelle, Saint-Jérôme.
Sœur Marie-Anne Thouin,
directrice, et sœur Cécile Fournier,
jardinière. Juin 1958. Archives de
l'Institut Notre-Dame-du Bon-
Conseil de Montréal.

munautaire. Puis, au début des années 1950, l'œuvre des terrains de jeux se structure davantage avec l'abbé Léo Ménard et sœur Yvette Rodrigue, s.b.c., qui organisent cinq grands parcs d'amusement pour les jeunes. Pendant plusieurs années, des religieuses travailleront à cette œuvre en collaboration avec des monitrices jérômiennes. Dans la même optique, certaines familles de la région pourront envoyer leurs adolescentes au camp de Saint-Canut pour y vivre des vacances agréables et éducatives.

Jardin d'enfants

De 1931 à 1966, un Jardin d'enfants dispense l'enseignement à environ 2000 enfants de Saint-Jérôme et des environs. D'une part, cette école permet aux religieuses d'assurer une partie de leur subsistance; combien de fois n'avaient-elles pas entendu leur fondatrice dire: « Nous ne devons pas vivre de charité, mais de notre travail. » D'autre part, c'est une excellente occasion de connaître les familles et de leur apporter un soutien dans l'éducation de leurs petits. En 1953, une classe maternelle s'ajoute au Jardin d'enfants. Le programme de la maternelle vise le développement intégral de l'enfant, aide à la socialisation et favorise les mères qui doivent s'insérer sur le marché du travail.

Au milieu des années 1960, les maternelles sont implantées dans le secteur public à Saint-Jérôme. Sœur Claire Poissant, forte de son expérience au Bon-Conseil, dirige ce projet-pilote à l'École Saint-Lucien. Elle en assure la direction pendant une quinzaine d'années et contribue à la formation de jardinières comme stagiaires. Elle poursuit sa carrière d'éducatrice à la direction d'une école primaire jusqu'en 1988.

Cours postsecondaires et École d'enseignement ménager

Peu après l'ouverture du Centre, des cours postsecondaires d'enseignement ménager viennent répondre aux besoins des femmes de tous âges et de toutes conditions. Ces cours sont un précieux moyen d'éducation populaire; ils abordent, outre les techniques ménagères en cuisine et en couture, les questions d'hygiène, de diététique et de gestion du budget familial, une aide précieuse pour les femmes aux prises avec des moyens limités pour assurer le bien-être de la famille. Ils permettent aussi aux ouvrières entrées très jeunes à l'usine d'y apprendre les indispensables connaissances de la direction d'un foyer.

En 1937, ces cours d'arts domestiques donnent naissance à l'École ménagère, laquelle est reconnue en 1942 comme École ménagère régionale par le

Département de l'Instruction publique; puis en 1951, celle-ci déménage dans un immeuble, rue Melançon, exclusivement destiné à l'éducation familiale et sociale et connu sous le nom d'Institut familial.

Le prospectus de l'École décrit son objectif comme suit: «Promouvoir l'éducation familiale et sociale de la femme, orienter les jeunes filles vers des carrières qui favorisent le développement de leurs aptitudes, enfin préparer dans tous les milieux des apôtres sociaux au service de l'Église.» De plus, cette école offrira une initiation pratique aux diverses formes de l'Action sociale catholique. Elle dispensera l'enseignement jusqu'en 1967, époque de la transformation des structures de l'éducation au Québec.

À la suite de ces changements, les professeurs s'intègrent au secteur public de l'enseignement. C'est ainsi que sœur Madeleine Grand'Maison continue, pendant plus de vingt ans, à former des jeunes au plan social en instaurant au cégep Lionel-Groulx les programmes d'assistance sociale et d'éducation spécialisée.

Service social

Dès leur arrivée à Saint-Jérôme, les sœurs du Bon-Conseil consacrent du temps et des moyens simples à l'assistance sociale. La crise économique bat son plein et la pauvreté, même la misère, sévit dans de nombreuses familles: logement insalubre, malnutrition, maladie, travail intermittent, faible salaire.

Les sœurs visitent et assistent des familles, elles ouvrent un vestiaire et, avec la collaboration de dames et de jeunes filles, elles organisent un ouvroir qualifié par M^{re} Paul-Émile Charbonneau, en 1959, de travail d'action apostolique au service des pauvres²⁰. Le bureau de placement du service social s'occupe de trouver des emplois aux chômeurs et chômeuses, et recrute des familles pour le placement des enfants dont la situation familiale le requiert.

Vers 1950, le Service social du Bon-Conseil s'organise de façon plus professionnelle. Cependant, à la fin de l'année 1952, M^{re} Émilien Frenette projette d'ouvrir une agence de service social dans son diocèse afin d'obtenir d'Ottawa les allocations familiales pour les enfants placés en institution. Il s'inquiète de la situation financière de certains orphelinats. Seules les agences sociales ont le droit d'administrer les sommes allouées à chaque enfant «placé».

M^{re} Frenette fait part de son projet à sœur Marie Gérin-Lajoie, supérieure générale de l'Institut, sans doute afin d'obtenir la collaboration du Service social du Bon-Conseil de Saint-Jérôme. Cependant, c'est à l'abbé Paul



Les sœurs du Bon-Conseil. L'Institut familial, boulevard Melançon, à Saint-Jérôme, en 1952. Archives de l'Institut Notre-Dame-du-Bon-Conseil de Montréal.

Manseau que M^{gr} demande d'assumer la direction de la nouvelle agence. Comment alors coordonner le Service social du Bon-Conseil déjà bien établi avec celui de la nouvelle agence? La communauté accepte d'intégrer le Service social du Bon-Conseil à l'agence diocésaine qui obtient son incorporation en mai 1953.

Le directeur, l'abbé Manseau, ne peut exercer sa fonction sans diplôme en service social, la loi l'exige. C'est donc une sœur du Bon-Conseil, Marie-Paule Mouton, travailleuse sociale diplômée, qui assure l'organisation et le fonctionnement de l'agence. La communauté fournit également ses locaux du 488, rue Labelle jusqu'en 1960, moment où l'agence diocésaine déménage dans un édifice neuf, rue Laviolette. Plusieurs religieuses y travailleront jusqu'en 1969.

Organismes communautaires

L'action sociale des sœurs du Bon-Conseil prend un autre virage dans la décennie 1970. Les sœurs sont engagées individuellement, mais elles continuent à vivre la mission sociale de l'Institut en travaillant dans des organismes communautaires.

En 1976, Sœur Ghislaine Lavoie est engagée par la Fédération des Œuvres des Laurentides pour mettre sur pied un projet de comptoir d'entraide. Ce projet a pour objectifs d'offrir un lieu de rencontre et de participation à des bénévoles et de développer des services d'entraide. Il est doté d'un local où l'on opère la récupération et la vente de linge et de meubles usagés. Sœur Ghislaine, seule permanente, assure l'animation et la coordination des bénévoles ainsi que l'opération du comptoir et les services à la population jusqu'en 1985. En janvier 1989, sur l'initiative de sœur Dolorès Léger, se regroupent des hommes et des femmes sans travail, pour fonder un organisme d'entraide; c'est la naissance du Carrefour d'actions populaires (CAP).

Cet organisme veut aider les assistés sociaux, les personnes sans emploi ou à faible revenu de la MRC Rivière-du-Nord, à trouver les outils nécessaires à l'amélioration de leurs conditions de vie. Des activités de formation et d'information leur permettent de mieux identifier les problèmes liés à leur situation, de connaître les lois qui les concernent, lois sur le logement, la sécurité du revenu, etc., de prendre des responsabilités, de développer des solidarités pour agir. Le Carrefour offre aussi des ateliers de créativité qui aident les personnes à découvrir leurs talents, à briser l'isolement à reprendre confiance en elles-mêmes.

Le CAP est aménagé grâce à la collaboration financière des communautés religieuses, en particulier de l'Institut Notre-Dame-du-Bon-Conseil. Sœur

Dolorès en assume la direction jusqu'en mai 2000. Les membres du CAP s'impliquent aussi dans des groupes communautaires travaillant à la défense des droits humains au plan international.

Sœur Léger a aussi contribué à l'essor du Mouvement international d'apostolat des enfants, dit le MINADE. Ce mouvement d'apostolat des enfants par les enfants est une école de socialisation, d'apprentissage de l'analyse du vécu social. Sœur Dolorès a formé des équipes d'enfants et d'adolescents qui se sont intéressés, entre autres, au phénomène de la violence dans leur vie personnelle, familiale et sociale. Il en est résulté une production vidéographique que ces jeunes peuvent utiliser pour sensibiliser à leur tour d'autres jeunes à cette réalité et aux moyens pour la faire diminuer ou disparaître de leur environnement.

En 1977, l'Institut Notre-Dame-du-Bon-Conseil crée le Fonds Marie-Gérin-Lajoie pour soutenir des projets d'entraide ou des organismes travaillant pour la famille et les jeunes travailleurs de la région de Saint-Jérôme. Ce fonds, constitué en fiducie, est mis entre les mains de la Fédération des Œuvres des Laurentides et est administré par un conseil d'administration formé de laïcs et d'une religieuse du Bon-Conseil.

Animation pastorale

En 1967, sous l'épiscopat de M^{gr} Émilien Frenette, le chanoine Maurice Matte demande deux religieuses du Bon-Conseil pour joindre les rangs de l'équipe pastorale qu'il est à constituer dans la paroisse cathédrale de Saint-Jérôme

Il s'agit d'une expérience nouvelle dans l'Église permettant d'intégrer à part entière des religieuses dans une équipe pastorale. Tout comme les prêtres, les sœurs accomplissent une diversité de tâches selon les besoins de la communauté chrétienne.

Avec sœur Aline Décarie, cette expérience à la paroisse cathédrale se poursuit pendant une douzaine d'années. Puis, au fil des ans, de 1967 à 1997, quelques-unes s'engagent au service de l'Église de Saint-Jérôme. Elles seront présentes dans neuf paroisses du diocèse pour des périodes variant d'une à six et même douze années consécutives, selon les ministères exercés.

L'évêque confiera un mandat comme responsable de paroisse à deux d'entre elles : sœur Esther Champagne et sœur Caire-Hélène Rodrique. Mentionnons aussi une présence de seize ans de sœur Pierrette Richer à la paroisse Saint-Antoine-des-Laurentides et de sœur Lucille Forget, à la paroisse Marie-Médiatrice de Pointe-Calumet, de 1973 à 1985.



Sœur Aline Décarie donnant un cours d'art culinaire. 1962-1963.

Les religieuses exercent leur action pastorale en privilégiant des accents propres à la vocation sociale de l'Institut. Outre les activités pastorales axées sur la fraternité, la célébration et la fête, l'animation sociale vient de soi s'ajouter à leur tâche. En ce domaine, leurs objectifs sont multiples : éveiller les chrétiens et chrétiennes à leurs responsabilités sociales en regard de la justice et de la charité ; former des regroupements de femmes qui donnent naissance au Centre d'amitié et d'entraide, à Boisbriand, avec sœur Lucille Forget, aux Touche à tout, à Pointe Calumet, avec sœur Claire Vaillancourt ; alerter des gens à des besoins non couverts ou à des failles dans les services existants. Elles se préoccupent des démunis, des distants, des familles monoparentales. Elles sont présentes aux couples et aux familles en vue de soutenir leur engagement et leur vie spirituelle.

Quelques-unes acceptent des services au niveau diocésain : dès les années 1967 au Centre de la famille puis dans la pastorale des vocations, la pastorale scolaire, la pastorale missionnaire, la pastorale des malades, l'équipe de Vie montante, l'équipe de formation des agents et agentes de pastorale.

Présence à Mont-Rolland

Soulignons encore la présence des sœurs du Bon-Conseil à Mont-Rolland. En 1941, l'Institut Notre-Dame-du-Bon-Conseil acquiert la résidence d'été de M^{re} Georges Gauthier, archevêque de Montréal décédé en 1940.

Quelle sera l'action des sœurs dans ce beau village des Laurentides, au bord de la rivière du Nord ? D'abord, on ouvrira un Foyer pour y accueillir des dames et des jeunes filles qui cherchent un lieu de vacances calme, reposant, familial et à un coût très modeste. C'est un nouveau besoin à combler. Dès la première saison, entre juin et octobre, une soixantaine de personnes bénéficient de cet endroit privilégié.

À l'été 1945, l'œuvre des terrains de jeux s'ajoute à celle du Foyer. Tout comme à Saint-Jérôme, on offre aux enfants des activités qui leur permettent de s'épanouir, de développer leurs talents et leur initiative. De 1945 à 1963, les sœurs assurent la direction de l'œuvre, mais c'est grâce à la générosité et à la collaboration exceptionnelle du milieu que ce service se bâtit et progresse : dons de jeux, balançoires, matériel d'artisanat ; prêt du terrain des sœurs de Sainte-Anne ; prêt de la salle Norbert-Morin pour la projection des films ; accès au lac Paquette — un lac privé — pour la baignade, etc., sans compter le travail gratuit des monitrices et, occasionnellement, le coup de main de quelques vacancières. En 1958, l'œuvre des terrains de jeux s'organise à Sainte-

Adèle. Les sœurs y donneront les mêmes services qu'à Mont-Rolland jusqu'en 1967.

La villa, comme on l'appelle, est grouillante d'activités surtout pendant la période estivale. Au cours de l'année, elle est parfois ouverte à des groupes de retraitantes ou encore à des organismes et mouvements tels la Jeunesse ouvrière catholique, les dames de l'Action catholique, pour des fins de semaine d'études ou de repos. Quand l'hiver vient, la maison ferme ses portes; les frères Maristes, les voisins, deviennent les gardiens de la résidence. En tout temps, ils rendent de grands services aux Sœurs du Bon-Conseil.

Pour réaliser ces œuvres, l'Institut a dû agrandir son domaine. En 1950, on fait l'acquisition de la maison des Rolland (Rolland Paper Co. Ltd). C'est là que M^{re} Dubois est accueilli lorsqu'il quitte son ministère à l'automne 1950; il y demeure jusqu'à sa mort, le 3 décembre 1951. La maison des « Rolland » est toujours la propriété de l'Institut. C'est un lieu de vacances pour les sœurs, qui, à l'occasion, y accueillent leur famille. Quant à la maison de M^{re} Gauthier, elle a été vendue aux Petites Sœurs de l'Assomption qui y viennent aussi l'été.

Source

MARCIENNE PROULX, s.b.c., archiviste de l'INDBC

Les Moniales bénédictines de l'abbaye Sainte-Marie-des-Deux-Montagnes

Saint Benoît a fondé le monastère du Mont-Cassin en Italie, vers 498. Bientôt l'Europe fut couverte de monastères observant la Règle qu'il avait écrite tant pour les moines que pour les moniales dont la vie se partage entre la célébration de l'Office divin, la *lectio divina* et le travail manuel.

L'idée née dans le diocèse de Montréal

L'idée première de fonder un monastère de bénédictines au Québec revient à M^{re} Georges Gauthier, archevêque de Montréal. La fille aînée de M. François Mathys, estivant de Saint-Eustache, avait embrassé la vie bénédictine à Maredret, en Belgique, pays d'origine de son père, mais la santé fragile de mademoiselle Mathys l'avait contrainte à interrompre son noviciat. L'attrait de la jeune fille pour le cloître persistait néanmoins toujours. M^{re} Gauthier, ami des Mathys et qui connaissait bien Clotilde, lui proposa alors de travailler à une fondation bénédictine canadienne, et il précisa: « Je ferai venir d'Europe des moniales pour assurer la formation requise. » Il advint ainsi que le



Arrivée des Moniales
bénédictines fondatrices,
le 3 septembre 1936. De gauche
à droite : mères Pudentienne
Lebar, Gertrude Adam, Dom
Germain Cogin, abbé de
Solesmes, mères Stéphanie
Trudelle, Maura Chabry.

1^{er} novembre 1931, dans une maison de l'Avenue du Parc, à Montréal, quelques aspirantes se réunirent autour de Clotilde Mathys dans l'espoir de devenir filles de Saint Benoît dont elles s'appliquaient désormais à suivre la Règle.

C'est au père abbé de Solesmes que s'adressa M^{re} Gauthier pour obtenir le secours de quelques moniales de sa Congrégation. L'abbaye Notre-Dame de Wisques (Pas-de-Calais) à laquelle le père abbé fit appel ne fut cependant en mesure d'apporter l'aide désirée que cinq ans plus tard. Entre-temps, M. Mathys, d'abord réticent sur le projet de sa fille, finit par lui concéder une partie de sa belle propriété, près du lac des Deux-Montagnes, sur le territoire actuel de Sainte-Marthe-sur-le-Lac, alors Saint-Eustache. Le monastère était en pleine construction quand, le 3 septembre 1936, le père abbé de Solesmes, Dom Germain Cozien, conduisit à l'Avenue du Parc mère Gertrude Adam, prieure, accompagnée de trois moniales de Notre-Dame de Wisques. Le 14 septembre suivant, M^{re} Gauthier nomma officiellement mère Gertrude supérieure du petit groupe qui comptait, en plus des moniales françaises, sept aspirantes canadiennes : c'était l'acte de naissance de la communauté qui, le 2 février de l'année suivante, 1937, s'installa définitivement dans le monastère tout neuf de Saint-Eustache.

D'autres aspirantes ne tardèrent pas à se présenter, tandis que se poursuivait la formation des premières recrues : le 23 mai 1941 M^{re} Joseph Charbonneau, archevêque de Montréal, recevait la profession perpétuelle des Sœurs Scholastique de Passilié, Gertrude Lusignan et Marie Vézina. Atteinte de tuberculose durant sa profession temporaire, sœur Benedicta Mathys s'était retirée.

En 1946, le développement de la communauté fut suffisant pour permettre l'érection du monastère en abbaye. C'est dans l'église historique de Saint-Eustache, vu l'exiguïté de la chapelle provisoire, que mère Gertrude Adam reçut la bénédiction abbatiale des mains de M^{re} Charbonneau, le 7 octobre 1946. Au bout de 10 ans, elle vit son œuvre couronnée par la dédicace de l'église abbatiale enfin construite, fonction accomplie par le cardinal Paul-Émile Léger le 7 octobre 1956.

Le projet concret inséré dans le diocèse de Saint-Jérôme

Il y avait donc, au moment de la dédicace de l'église, cinq ans que le diocèse de Saint-Jérôme avait été érigé, mais la bande riveraine allant de Saint-Eustache à Oka était demeurée dans le diocèse de Montréal : elle devint « jérômiennne » à partir du 9 juin 1957. L'abbaye passa ainsi sous la houlette de M^{re} Émilien Frenette. C'est avec une bienveillance immense et complètement désintéressée

qu'il accueillit dans son tout jeune diocèse le monastère alors grevé de la dette contractée par la construction de l'église. Jusqu'à la fin de sa vie, il devait garder cette attitude bienveillante envers l'œuvre. C'est lui qui conféra la bénédiction abbatiale à la 3^e abbesse, mère Agnès Goyer, le 7 octobre 1969.

Les moniales de Sainte-Marie proviennent de toutes les régions du Québec, six d'entre elles sont originaires de l'Ontario et deux des États-Unis. Le diocèse de Saint-Jérôme, pour sa part, y est représenté par les cinq sœurs dont voici les noms avec mention de leur lieu natal et de l'année de leur profession :

- Sœur Agathe (Marie) Waddel, Sainte-Thérèse-de-Blainville, 1942 ;
- Sœur Gemma (Roberta) Francoeur, Sainte-Marthe-sur-le-Lac, 1958 ;
- Sœur Colombe (Louise) Dumoulin, Saint-Agapit, 1958 ;
- Sœur Myriam (Marie) Piché, Saint-Jérôme, 1966 ;
- Sœur Anne-Marie (Cécile) Fournier, Sainte-Thérèse-de-Blainville, 1973.

Le 9 juillet 1973, M^{gr} Bernard Hubert procéda à une nouvelle dédicace de l'autel, rendue nécessaire à la suite d'un déplacement assurant la célébration de la messe face au peuple. Le 25^e anniversaire du diocèse donna lieu, le 27 novembre 1976, à une concélébration solennelle de M^{gr} Hubert et de son prédécesseur à laquelle toutes les religieuses du diocèse furent invitées. Pour cette occasion exceptionnelle, celles-ci entrèrent en clôture.

En 1981, l'abbesse, mère Agnès Goyer, jugea le moment venu de porter le bienfait de la vie monastique, reçu de France, aux États-Unis. Un essaim de 8 moniales s'implanta donc à Westfield, dans le Vermont, le 2 octobre 1981. Durant les travaux de construction, M^{gr} Charles Valois visita le chantier. Il participa également aux fêtes du cinquantenaire, le 14 septembre 1986. M^{gr} Saint-Gelais y prit aussi une part active en concélébrant avec M. le cardinal Léger, le 12 octobre suivant.

Sentant le poids de l'âge, mère Agnès Goyer, abbesse depuis 25 ans, donna sa démission le 21 janvier 1995. Le 22 février suivant, Mère Isabelle Thouin qui lui succéda recevait la bénédiction abbatiale des mains de M^{gr} Valois. Celui-ci incita alors les moniales à prier pour le recrutement de vocations sacerdotales. Plusieurs candidats au sacerdoce créèrent des liens spirituels avec le monastère. Il en fut de même pour d'autres communautés religieuses du diocèse.

L'évêque actuel, M^{gr} Gilles Cazabon, assura de son estime la communauté à son arrivée à Saint-Jérôme en désignant l'église abbatiale comme lieu de célébration du jubilé des religieux, le 2 février 2000.



Bénédition abbatiale,
le 22 février 1995.

De gauche à droite:
mère Agnès Goyer, abbesse
émérite, M^{gr} Charles Valois,
mère Isabelle Thouin, abbesse.

Source

SŒUR JACQUELINE Y. BOIRE, o.s.b., prieure

Les Sœurs de Saint-François-d'Assise

À sa fondation, Saint-Maurice-de-Bois-des-Filion se voyait céder par Sainte-Thérèse-de-Blainville, l'école Saint-François et par Saint-Louis-de-Terrebonne, les écoles Saint-Roch, et de la côte Terrebonne. On avait statué que ces écoles étaient données à titre gracieux et par conséquent, que leur transfert à Saint-Maurice ne requérait aucun débours. Des maîtresses laïques y donnaient l'enseignement. C'étaient de petites écoles de rang. Le village, lui, ne possédait pas d'école.

En 1942, le curé Lafortune fit un prêt à M. L. Lecompte pour la construction d'une maison qui devait servir d'école, et c'est avec l'argent rapporté dans un bazar qu'il paya le salaire de l'institutrice pour l'année scolaire en cours. Le 1^{er} juillet 1943, une commission scolaire était incorporée. Le 1^{er} septembre 1943, à la demande du curé Édouard Lafortune, sur recommandation de M^{re} J.M. Rodrigue Villeneuve, trois religieuses arrivent: sœur Saint-Camille-de-Lellis (Blandine Gingras), sœur Sainte-Jeanne-de-Valois (Antoinette Charest) et sœur Marie-de-Lorette (Annette Desbiens).

De logement en logement

Elles prirent la direction de l'école du village qui deviendra à la fois leur résidence et leur école. Elles enseignaient de la 1^{re} à la 8^e année. Bientôt un autre chalet est transformé en classe. Ces deux maisons étaient situées au 50, 39^e avenue.

En 1950, une école est construite, après de fortes oppositions, et les religieuses s'installent dans une résidence annexée à l'école Saint-Maurice au 60, 35^e Avenue Sud, près de l'église paroissiale. En 1974, la Commission scolaire des Mille-Îles désirant occuper tous les locaux de l'école, les sœurs doivent se chercher un logement; elles louent une petite maison à proximité de l'école, au numéro 49 de la 36^e Avenue sud. En 1975, les religieuses vont habiter au sous-sol du 109 A, de la 36^e avenue nord. En 1980, non loin du logement précédent, un bungalow est à vendre, au 99 de la même rue. La communauté en devient propriétaire en juin 1980.

Départ

En mars 1990, la provinciale annonce aux religieuses le départ de Bois-des-Filion. Et le 30 août les religieuses quittent définitivement la résidence.



Les Sœurs de Saint-François-d'Assise. Maison de Bois-des-Filion. Mai 1986.

50^e anniversaire de la paroisse

Lors du 50^e anniversaire de la paroisse Saint-Maurice, en mai 1990, célébrée le 2 juin et présidée par M^{gr} Charles Valois, on comptait encore 50 religieuses vivantes qui avaient déjà reçu obédiences pour cette mission, entre 1943 et 1989. Les religieuses avaient déjà quitté Saint-Maurice, suite à la décision du conseil provincial, du 18 mars 1990. On y disait que « Sœur Édith Légaré, seule enseignante dans ce milieu, quittera son poste en juin prochain. L'état de santé de sœur Gertrude Thibault réclame une vigilante attention. Que sœur Yolande Laroche, responsable, peut rendre service ailleurs. »



Source

ALINE MARCOUX, s.f.a.

Les Sœurs de Saint-François-d'Assise. Sœurs Aline Cloutier, Jeanne-d'Arc Pouliot, Édith Légaré. 1983-1985.

Les Sœurs Hospitalières de Saint-Joseph

À la fin du XIX^e siècle, deux villes du Québec sollicitent la présence des Religieuses Hospitalières de Saint-Joseph de l'Hôtel-Dieu de Montréal: Arthabaska et Saint-Jérôme. Devant l'impossibilité de répondre aux deux demandes, les Sœurs de Montréal optent pour Arthabaska. L'appel de Saint-Jérôme est également pris en considération, mais n'a cependant aucune suite; la mort de la supérieure, mère Saint-Louis, en février 1887, met fin au projet de fondation dans les Basses-Laurentides.

En juillet 1947 — 60 ans plus tard — l'honorable Albiny Paquette, ministre de la Santé au gouvernement provincial, invite mère Marie-Berthe Thibault, supérieure de l'Hôtel-Dieu d'Arthabaska, à une rencontre à Québec « pour conférer d'affaires importantes ». Sans aucun préambule, le ministre demande à mère Thibault de fonder un hôpital à Mont-Laurier ou à Saint-Jérôme. Elle répond que, pour l'heure, « deux projets déjà élaborés revendiquent un droit de primauté: l'agrandissement de l'Hôtel-Dieu d'Arthabaska et l'ouverture d'un foyer pour vieillards à Victoriaville ». Après avoir écouté, discuté et analysé, le ministre conclut avec fermeté: « Il ne saurait présentement être question pour vous d'autres projets que ceux proposés par le ministère; je vous donne huit jours de réflexion, songez-y sérieusement et donnez-moi alors une réponse favorable...pour Mont-Laurier et pour Saint-Jérôme. »

De retour dans sa communauté, mère Thibault et ses sœurs étudient sérieusement la proposition du ministère. Le projet de Mont-Laurier est vite écarté parce qu'un hôpital de cinquante lits ne permettrait pas d'ouvrir une

école d'infirmières. Celui de Saint-Jérôme sourit aux sœurs d'Arthabaska, mais, vu les constructions en perspective, il leur paraît impossible d'accepter toute offre de fondation. Aussi, le 5 août 1947, mère Thibault ose adresser une réponse négative à l'Honorable A. Paquette.

Les gens de Saint-Jérôme ne s'avouent pas vaincus pour autant. M Sarto Perreault a trois sœurs religieuses à l'Hôtel-Dieu d'Arthabaska; il communique avec elles et les informe que M^e J.-L. Blanchard, député de Terrebonne à l'Assemblée législative, ne cesse d'espérer en la coopération des hospitalières.

Cette demande interpelle la communauté d'Arthabaska dont la situation s'est améliorée depuis quelques semaines. Aussi, quand, le 5 septembre 1947, M. Blanchard intervient lui-même, il trouve les esprits préparés à une nouvelle étude du projet; mère Thibault, sœur Alice Ouellette, conseillère, et sœur Irène Ling, économiste, se rendent à Saint-Jérôme, en compagnie de mère Marie-Rose Rivard de Montréal, pour y rencontrer les autorités de la ville.

Les dimensions du terrain offert gratuitement par la Compagnie J.B. Rolland semblent insuffisantes; aussi « séance tenante, demande est faite d'une superficie de 700 sur 1000 pieds » (*Annales*, p. 4); l'hôpital compterait cent lits; la ville ferait le drainage et fournirait l'eau à gratuité; le gouvernement assure un octroi de 500 000 \$ (*Annales*, p. 5); la communauté d'Arthabaska investirait 300 000 \$.

Mère Thibault donne un compte rendu de sa visite au chanoine Émile Dubois, curé de Saint-Jérôme, à M^{gr} Albini Lafortune, évêque du diocèse de Nicolet, et à M^{gr} Joseph Charbonneau, archevêque de Montréal « à qui revient la première responsabilité des démarches à poursuivre et des décisions à prendre » (*Annales*, p. 9). Or bien qu'il soit en faveur du projet, M^{gr} Charbonneau demande une augmentation de l'octroi gouvernemental et un engagement des sœurs à ne pas absorber plus que 300 000 \$ des dépenses.

Fondation de l'Hôtel-Dieu de Saint-Jérôme

De 1948 à 1950, les démarches s'accélérent. L'Hôpital aura 150 lits et le gouvernement accordera une subvention de 720 000 \$. Diverses négociations aboutiront à l'obtention du décret canonique de l'Hôtel-Dieu de Saint-Jérôme et à son incorporation civile. Le financement de la construction de l'hôpital nécessite aussi de nombreuses séances d'études et de pourparlers.

La bénédiction du terrain et la levée traditionnelle de la première pelletée de terre eurent lieu le 5 juillet 1948. Mère Thibault et sœur Irène Ling sont présentes. La construction est commencée, le décor pittoresque mais la

question du financement préoccupe les religieuses. La charte civile est donnée le 14 septembre 1948 et la corporation porte le nom de « Les Religieuses Hospitalières de Saint-Joseph de l'Hôtel-Dieu de Saint-Jérôme ».

Le 13 octobre 1948, les fondatrices, mère Marie-Berthe Thibault, première supérieure, et sœur Claire Rochon arrivent dans la « Reine du Nord » où elles sont accueillies au Foyer Notre-Dame dirigé par les sœurs du Bon-Conseil. Plus tard, elles diront y avoir trouvé un « véritable foyer d'adoption aux fraternelles et incessantes délicatesses » (*Annales*, p. 49). Les deux sœurs superviseront la construction à partir d'un des trois bureaux aménagés dans une petite bâtisse temporaire sise à proximité de l'hôpital.

En mars 1949, mère Thibault perd deux bons appuis: le contremaître, monsieur Bujold, qui, malade, doit quitter le chantier. Puis sœur Claire Rochon qui est appelée à Montréal où elle s'occupera de la comptabilité de l'École des infirmières en construction. Sœur Irène Ling devient l'adjointe de mère Thibault. Elle-même est nommée au premier conseil du généralat de Montréal formé par un décret de Rome. L'Hôtel-Dieu de Saint-Jérôme relèvera à l'avenir du conseil général. Mère Thibault continuera à s'intéresser au projet de Montréal. Sœur Ling, nommé remplaçante de mère Thibault, a sœur Lucienne Boisvert comme compagne.

En septembre 1949, une communauté régulière est formée de sœur Irène Ling, officiellement nommée supérieure à l'Hôtel-Dieu de Saint-Jérôme et des sœurs Yvonne Therrien, assistante, Lucienne Boisvert, économiste, Madeleine Proulx, Irène Côté et Ernestine (Gratia Marchand). La première communauté a sa résidence à l'étage supérieur de l'usine de chauffage central. Le 15 octobre, M^{gr} Émile Dubois célèbre la première messe dans la petite chapelle temporaire du couvent et les sœurs commencent à dire l'Office au chœur.

En novembre 1949 la construction n'est pas terminée mais l'Association des médecins élit les membres du Comité exécutif pour 1949-1950 (les docteurs Rosaire Lapointe, président, Hector Dubuc, vice-président, Alfred Duval, secrétaire, Maurice Groleau, trésorier) et les chefs de service (les docteurs Alfred Duval, P.M. St-Pierre, Rosaire Lapointe, Raymond Joly). Mère Marie-Louise Allard vient de Montréal pour aider à former une Association de Dames Auxiliaires (M^{mes} Léon Dugal, Arthur Parent, Alfred Duval et Armand Parent).

En décembre 1949, le fédéral annonce une subvention de 353 666 \$ pour aider à défrayer les coûts de construction.



Les Sœurs Hospitalières de Saint-Joseph. Sœurs Irène Ling et Lucienne Boisvert, r.h.s.j., ont demeuré chez les Sœurs du Bon-Conseil de Saint-Jérôme. Octobre 1948 à septembre 1949. Photo Archives généralat RHSJ.

Inauguration

Le dimanche 1^{er} octobre 1950, M^{gr} Conrad Chaumont, évêque auxiliaire de Montréal, préside la cérémonie de bénédiction et d'inauguration.

Après les fêtes de l'inauguration, les Hospitalières de Saint-Joseph voient à l'organisation d'une résidence pour une quinzaine de sœurs au premier étage de l'hôpital. Surtout, elles se hâtent de tout préparer pour accueillir « nos seigneurs les malades » (*Annales*, p.91). L'ouverture se fait le 4 décembre et la veille, les cinq premiers patients sont admis.

Sérieux problèmes financiers

Les activités de l'hôpital progressent rapidement, l'essor est remarquable et prometteur, mais le problème financier n'est pas réglé. En janvier et février 1951, le nombre croissant des demandes d'admission exige l'aménagement des troisième et cinquième étages ainsi que de la pédiatrie; puis, une clinique de donneurs de sang est organisée par les Chevaliers de Colomb sous la direction de la Croix-Rouge.

Par contre, les sœurs se voient dans « l'obligation de remercier huit infirmières graduées, dont les exigences au point de vue rémunérations et conditions de travail dépassent les possibilités des ressources financières de l'hôpital » (*Annales*, p. 102). Pour combler les vides et suppléer à l'insuffisance du personnel compétent, l'Hôtel-Dieu de Montréal prête son assistance en envoyant six de leurs jeunes sœurs. Puis, en avril, le ministre de la Santé accorde une subvention « de 100 000 \$ pour couvrir une partie de la différence qui existait entre le coût de la construction de votre hôpital et les prévisions des architectes et entrepreneurs. » (lettre de J.L. Blanchard, député de Terrebonne, 28 avril 1951). Ce montant aide à payer les frais de construction mais non les coûts d'opération de l'hôpital.

La création du diocèse de Saint-Jérôme

« La vision prophétique du grand fondateur que fut le curé Labelle devient réalité... » dit la chroniqueuse du temps, sœur Yvonne Fréchette. M^{gr} Frenette visite la communauté le 27 septembre 1951 et donne aux sœurs un message apostolique: « Soigner les corps pour atteindre les âmes, tel doit être le but primordial de notre dévouement assidu, guidé par l'amour. »

Au mois de mars 1952, sœur Ling est nommée à Victoriaville. Sa remplaçante manque d'expérience et provoque une véritable crise: campagne de

boycottages des médecins, diminution très marquée des admissions, situation financière critique. Dès novembre 1952, elle retourne à Montréal et sœur Corinne Kirouac est nommée pour la remplacer.

Essor de l'œuvre

L'accréditation temporaire est donnée en 1954. L'accréditation permanente arrivera en 1957. La même année, on ouvre le 7^e étage et le nombre de lits est porté à 255 pour adultes et 45 berceaux pour enfants.

En 1957, on commence les travaux de construction d'une École d'infirmières où 24 filles commencent leur cours sous la direction de sœur Thérèse Perreault, fondatrice et première directrice de l'École. En 1959, sœur Thérèse Trottier vient prendre la place de sœur Kirouac.

L'hôpital durant la Révolution tranquille (1962-1969)

C'est sœur Liliane Péloquin qui préside aux destinées de l'hôpital pendant que l'Église et la société du Québec se transforment. C'est l'époque de l'entrée en vigueur de l'assurance-hospitalisation (1962), de la réforme du conseil d'administration et de la formation de différents comités formés de laïcs et de religieuses. L'adaptation à ce nouveau système de santé ne se fait pas sans accroc: c'est ce que laisse deviner la chronique du 23 février 1964: «Le gouvernement nous «coupe» 15 aides et sœur Supérieure nous rappelle notre devoir de faire une révision de nos fonctions dans nos divers départements.»

Grève des employés (1966)

En 1966, la première grève des employés syndiqués des 139 hôpitaux de la province est sans contredit le grand événement de la décennie à l'hôpital. Le mois de juillet 1966 est particulièrement difficile: menaces de débrayage à partir du 7 juillet, puis grève du 18 juillet au 3 août; le taux d'occupation de l'hôpital est réduit de 37%, surcroît de travail pour les sœurs, vacances annuelles déplacées et raccourcies et sœur Péloquin invite à la charité, à la justice, à la générosité et à beaucoup de compréhension. C'est dans cet esprit que les sœurs saluent les employés qui retournent au travail le 4 août.

Developpement

En 1966, la communauté n'est plus à l'aise dans les locaux qu'elle occupe à l'intérieur des murs de l'hôpital et le projet d'une résidence se concrétise. La



Les Sœurs Hospitalières de Saint-Joseph. Cérémonie de graduation des étudiantes infirmières de l'Hôtel-Dieu dans l'église de Saint-Jérôme en 1962. Photo Archives généralat, RHSJ.



Les Sœurs Hospitalières de Saint-Joseph. Bénédiction de la résidence des RHSJ. De gauche à droite : sœurs Vila Beaulieu, Reina Genest (Saint-Jean-du-Cénacle), Éva Sévigny, Germaine Lafond, Lilianne Péloquin, M^{re} Émilien Frenette, sœur Françoise Belliveau (Marie-du-Sacré-Cœur). Saint-Jérôme, le 19 mars 1968. Photo Archives généralat RHSJ.

construction commence en octobre 1966, avec l'approbation du conseil provincial Ville-Marie et du conseil général. Le 22 août 1967, M^{re} Émilien Frenette préside la bénédiction de la pierre angulaire. Enfin, en novembre, la communauté est déménagée dans la nouvelle résidence. Les sœurs font confiance en l'avenir même si l'État exerce de plus en plus de contrôle sur les soins hospitaliers et l'éducation et que la crise des vocations et des sorties commencent à affaiblir les congrégations religieuses.

Le 25 mai 1967, les religieuses apprennent que les écoles d'infirmières seront éventuellement incorporées au programmes des cégeps. Ainsi, l'Hôtel-Dieu admet son dernier groupe d'étudiantes à son École en septembre 1967.

La dernière directrice générale de l'hôpital, sœur Liliane Péloquin, quitte ses fonctions le 1^{er} janvier 1969 et est remplacée par un laïc, M Gaétan Bellemare. De plus, un nombre grandissant de laïcs occupent les fonctions administratives, tandis que diminue le nombre de sœurs présentes à l'hôpital.

Les religieuses à l'heure du concile Vatican II

De 1962 à 1967, les annales montrent que les religieuses participent de plus aux activités diocésaines et paroissiales. Elles reçoivent des conférenciers qui viennent parler de nouvelle liturgie. Elles répondent à des questionnaires sur le rôle de la religieuse dans l'Église. Et elles participent au congrès annuel de la Pastorale des religieux et religieuses du diocèse de Saint-Jérôme. Elles sont également actives dans la paroisse Saint-Lucien et, en septembre 1969, elles paient, pour la première fois, la dime paroissiale au montant de « 5 \$ par personne qui travaille ».

Les Religieuses Hospitalières de Saint-Joseph partent

Depuis 1972 on étudie la question. On se pose des questions sur la présence des religieuses à Saint-Jérôme et sur le rôle apostolique des Hospitalières à l'hôpital. Il y a une difficulté pour les membres du conseil d'administration de l'Hôtel-Dieu d'exercer un contrôle efficace et adéquat, faute d'informations suffisantes. Les sœurs de la communauté de Saint-Jérôme croient qu'elles pourraient œuvrer dans un milieu où les besoins apostoliques sont plus urgents.

Le conseil provincial demande donc au conseil général de bien vouloir se départir de l'Hôtel-Dieu en faveur du gouvernement provincial et de fermer la résidence des Sœurs de Saint-Jérôme. Or le « désistement de la congrégation

dans l'œuvre de Saint-Jérôme » ne se réalise pas. Pourquoi? Désireux d'assurer la continuité de l'esprit et des valeurs héritées des religieuses, le Conseil d'administration réussit à faire remettre la transaction d'année en année.

En 1976, les Religieuses sont toujours propriétaires de l'Hôtel-Dieu, mais les arguments avancés quatre ans auparavant pour le rappel des Sœurs de Saint-Jérôme sont plus que jamais fondés. Le 16 juillet 1976, le conseil général des religieuses décide de fermer la communauté de Saint-Jérôme. La résidence est vendue aux Sœurs du Bon Pasteur et les Religieuses Hospitalières de Saint-Joseph quittent définitivement le diocèse. Cependant, en 2000, elles sont encore propriétaires de l'Hôtel-Dieu de Saint-Jérôme et sont représentées au conseil d'administration par deux des leurs.

Source

SŒUR GEORGETTE DESJARDINS, I.H.S.J.

Les Sœurs Oblates du Saint-Esprit

En 1943, les Pères Montfortains quittaient l'orphelinat Notre-Dame de Montfort. Les Frères de Sainte-Croix prenaient la relève afin d'accueillir les garçons de famille en difficulté au collège de Lisbourg. Les Filles de la Sagesse assumaient à cette période le service de la lingerie, de la cuisine et de la sacristie, tout en espérant être remplacées le plus tôt possible.

À l'occasion de l'Année sainte, en 1950, les évêques se rendirent à Rome. C'est ainsi que M^{gr} Vachon, évêque d'Ottawa, et le F. Dominique Leclerc, c.s.c., alors supérieur provincial, rencontrèrent le cardinal Nasali Rocca, ami de la Congrégation, dans le but de trouver une communauté religieuse féminine et d'assurer par le fait même le service que prêtaient les Filles de la Sagesse.

Après un discernement attentif et l'étude de la possibilité de la présence de notre Congrégation au Canada, notre supérieure générale accepta d'envoyer en mission nos premières religieuses dans ce vaste continent au cœur des Laurentides, plus précisément au collège de Lisbourg, à Montfort, auprès des Frères de Sainte Croix. Frères, religieuses et garçons formeraient ainsi une grande famille d'environ 190 personnes dans ce grand bâtiment, entouré de montagnes et de lacs.

Le 23 juin 1951, après une longue traversée par bateau, les Oblates du Saint-Esprit, encore toutes jeunes, foulèrent pour la première fois ce coin de terre, pour elles inconnu. L'accueil des frères et des religieuses (Filles de la Sagesse) fut des plus chaleureux. Leur langue respective, le français et l'italien,

constitua au début un obstacle à une première communication. Mais elles surent tout de même se débrouiller courageusement et, comme tout missionnaire, elles se firent vite comprendre par des gestes. Leur sourire devint très vite l'expression de l'Amour de Dieu. En 1953, trois jérômiennes s'étaient déjà pointées et intéressées à la communauté.

Ce grand collège, construit le siècle précédent, à même les arbres des forêts avoisinantes, n'offrait des mesures de sécurité que très minimes. Craignant le danger d'incendies, les religieux crurent prudent de reconstruire l'immeuble à l'épreuve du feu dans ce même lieu enchanteur. Hélas, leur demande ne fut pas entendue. C'est ainsi que les deux communautés religieuses sur place, les frères et les jeunes sœurs, furent appelées à se dédier à d'autres œuvres, selon les besoins de l'époque.

Source

LES SŒURS OBLATES DU SAINT-ESPRIT

Les Sœurs Missionnaires du Saint-Esprit

Quelques années avant que les Spiritaines s'installent au Canada, plusieurs jeunes filles ayant entendu parler de la Congrégation par les Spiritains sont parties en France pour y compléter leur formation. En septembre 1932, Rita Simard, une jeune fille d'Amos, s'embarque pour la France. En août 1935, Marie-Anna Doyon de Compton part à son tour et, en 1938, ce sera le tour d'Yvonne Houde, de Sherbrooke.

Sainte-Thérèse

En février 1953, sœur Rita Simard, de retour au Canada, se voit confier par le conseil général le mandat de s'informer en vue d'une implantation au Canada. Une possibilité s'offre à Sainte-Thérèse-de-Blainville où une école primaire est en construction. Sœur Guérolé Boulch, assistante générale, est envoyée par le Conseil général pour faire les démarches nécessaires auprès des autorités.

Le mercredi 8 juillet 1953 les deux religieuses s'installent à Sainte-Thérèse. Elles prennent contact avec la cure où elles sont reçues par l'abbé Boivin, en l'absence de M^{gr} Chartrand séjournant dans une maison de repos. Elles rencontrent M^{gr} Émilien Frenette, la Commission scolaire et son secrétaire, M. Antonio Forget, le supérieur du Séminaire, M^{gr} Laurent Presseault.

Le 28 juillet, 204 enfants s'inscrivent à l'école. Le 1^{er} août, le contrat est signé entre les Sœurs et la Commission scolaire. M. Paul Vézina, président de



Les Sœurs Missionnaires du Saint-Esprit. Arrivée des sœurs. De gauche à droite : sœurs Armelle, Émilienne, Matthieu, Marie-Anna et Magdalena. Août 1953.

la commission et sœur Guérolé Boulch, assistante générale, signent le document. Le 14 août arrivent 5 Spiritaines, les premières enseignantes de l'École Ducharme: sœur Marie-Léandre, canadienne, Émilienne, Magdalena, Matthieu, Armelle, françaises. Quelques jours plus tard sœur Marie-Hubert vient compléter l'équipe. La bénédiction de l'école a lieu le 23 août, par M^{re} Émilien Frenette.

Pendant 16 ans, les sœurs se sont succédé dans l'école Ducharme. Les religieuses y implantent la Croisade eucharistique (1953). Elles participent activement au congrès eucharistique et marial de Sainte-Thérèse, en 1954. Elles participent également à la vie de la paroisse et au conseil de pastoral. Elles font la catéchèse pré-baptismale, les visites aux foyers pour l'initiation religieuse des petits et font un travail éducatif auprès des Guides. Elles organisent des tournées de propagande dans les écoles et paroisses du diocèse pour témoigner de leur activité missionnaire en Afrique. Plusieurs jeunes filles se présenteront par la suite auprès de la communauté.

Sainte-Scholastique

En rendant visite aux sœurs, M^{re} Frenette leur a dit: « Donnez-moi des novices et je vous donnerai un noviciat. » C'est ainsi qu'il aida les sœurs à trouver une maison pour le noviciat qui jusque-là se donnait en France.

Le 26 avril 1956, une maison sise au 251, rue Saint-Jacques, à Sainte-Scholastique, fut achetée et le postulat et le noviciat ouvrirent leurs portes le 30 juin 1956. Le 3 février 1957, M^{re} Frenette préside la première célébration de prise d'habit pour deux jeunes filles admises au noviciat. Le 17 août 1957, sœur Laurence Audet est la première Spiritaine à prononcer ses vœux au Canada, après avoir fait son noviciat en France.

En 1961, on commence la construction d'un nouveau bâtiment, à côté de la maison actuelle. Ce bâtiment est béni le 6 janvier 1962 par M^{re} Frenette. L'ancienne maison devient la maison de l'aumônier. Vingt-trois jeunes sont passées dans cette maison de formation pour y découvrir leur vocation et fréquenter la spiritualité du père Liberman. Cette maison a été fermée le 20 mai 1968. Le noviciat aura donc fonctionné durant 12 ans. Le bâtiment a été acheté par le gouvernement fédéral et est devenu, le 14 juin 1968, le Centre d'information pour l'aéroport.

Source

SŒUR MARIE-SALOMÉ DEGRADOT, c.s.sp.



Les Sœurs Missionnaires du Saint-Esprit de Sainte-Thérèse. La première communauté. De gauche à droite et de bas en haut: sœurs Guérolé, assistante générale, Rita Simard, directrice, Marie-Irma, Émilienne, Matthieu, Armelle, Huberte, Magdalena.



Les Sœurs Missionnaires du Saint-Esprit. L'école Ducharme. Sainte-Thérèse.

Les Oblates missionnaires de Marie Immaculée

Les Oblates ont participé à plusieurs œuvres du diocèse de Saint-Jérôme entre 1954 et 1973 : gestion de la Librairie Notre-Dame, enseignement aux écoles de la Côte-Dalhousie et de Rivière-à-Gagnon, secrétariat à l'évêché et à la paroisse cathédrale, cuisine et entretien ménager au presbytère Saint-Lucien, visites à domicile par des infirmières au Service du nursing, travail de bureau au Centre diocésain, entretien ménager au Manoir d'Estérel, assistance à la Procure et secrétariat à la bibliothèque du Séminaire Sainte-Thérèse.

Presbytère Saint-Lucien, Saint-Jérôme

Le 5 février 1954, deux Oblates commencent leur travail à cet endroit : une pour la cuisine et l'autre pour l'entretien ménager. Elles, et d'autres compagnes, maintiendront cette œuvre vraisemblablement jusqu'à l'été 1959.

Librairie Notre-Dame

Les Oblates ont pris la gestion de la Librairie Notre-Dame en décembre 1954. À l'époque, c'était considéré comme une œuvre apostolique. On y vendait des livres et des articles religieux, et les mouvements d'Action catholique du diocèse étaient encouragés à fréquenter ce commerce qui, à son tour, cherchait à répondre à leurs besoins. En 1973, le diocèse, qui était propriétaire du local de la librairie, a projeté de le démolir. Comme l'Institut abandonnait progressivement les œuvres pour permettre à ses membres de témoigner plutôt individuellement, il fut décidé d'abandonner cette œuvre plutôt que de la reloger. La Librairie Notre-Dame a donc été fermée le 31 décembre 1973 pour des raisons économiques, mais surtout pour des raisons de fidélité de l'Institut à sa mission en plein monde.

École de la Côte-Dalhousie

Arrivées à Saint-Jérôme le 27 août 1954, trois Oblates commencent à enseigner le 3 septembre dans cette petite école primaire (1^{re} à 7^e année), située dans un quartier pauvre de Saint-Jérôme. Elles demeurent avec d'autres compagnes à Saint-Jérôme et voyagent d'abord en taxi, puis avec les autobus de la Commission scolaire de la Paroisse Saint-Jérôme. Le nombre des institutrices s'est accru jusqu'à cinq, en 1956-1957. L'école sera fermée en janvier 1958 pour être transférée à Rivière-à-Gagnon, aujourd'hui Bellefeuille.

École de Rivière-a-Gagnon

En septembre 1957, quatre Oblates débutent leur enseignement à Rivière-à-Gagnon dans des locaux temporaires. Cette école, qu'on nomme encore primaire à cette époque bien qu'elle ait des classes de la 1^{re} à la 9^e année, fait partie de la Commission scolaire Lafontaine. Le 7 janvier 1958, les institutrices entrent dans l'école neuve. Il y aura jusqu'à six Oblates qui enseigneront dans cette école au cours de l'année scolaire 1959-1960. En juin 1961, les dernières Oblates quittent définitivement Rivière-à-Gagnon.

Service du nursing

En février 1955, une Oblate débute son travail comme infirmière visiteuse auprès des familles pauvres de Dalhousie, sous la direction du Service du nursing. Ce service est subventionné par la Fédération des Œuvres de charité de Saint-Jérôme qui travaille en relation avec le Service social. L'infirmière agit également comme secrétaire du Service du nursing. Les rapports de l'époque indiquent des visites pré et postnatales, des accouchements, des soins aux bébés, des visites d'hygiène, des pansements faits, des injections et des traitements médicaux donnés. Cette œuvre sera abandonnée un an plus tard en raison d'un manque de collaboration de la part des médecins de l'endroit.

Évêché de Saint-Jérôme et paroisse cathédrale

Le 15 juin 1955, M^{re} Émilien Frenette accueille l'Oblate qui sera sa secrétaire; une autre se joindra à elle en septembre. Les deux ont comme tâches la correspondance et les documents de l'évêque et du chancelier; les archives de la chancellerie; la bibliothèque de livres et revues de l'évêché et de la paroisse cathédrale; la polycopie du semainier paroissial et les reçus de la dîme de la paroisse cathédrale. Une réceptionniste se joint à l'équipe à l'été 1957 pour étrenner la toute nouvelle centrale téléphonique de l'évêché.

Centre diocésain

Au Centre diocésain, les Oblates travaillent sous la direction de Rita Maurice qui est la secrétaire du Comité diocésain de l'Action catholique.

En novembre 1956, l'Oblate qui assiste la secrétaire de M^{re} Frenette prend la charge de l'imprimerie (en tant qu'opératrice des machines) et du bureau

de poste. Le champ de ses responsabilités est vaste : l'impression de *L'offrande de l'Écolier* et de la revue mensuelle de l'action catholique ; le suivi des abonnements au journal diocésain ; l'impression et l'expédition des circulaires et convocations. Les trois Oblates qui ont travaillé à l'évêché et au Centre diocésain ont vraisemblablement quitté leur emploi au cours de l'été 1967.

Maison du 249, avenue Parent, Saint-Jérôme

Les Oblates, qui arrivent presque en même temps à Saint-Jérôme, doivent être logées. Le 3 septembre 1954, les premières s'installent dans une maison attenante à la Librairie Notre-Dame. Ce sont les institutrices de l'école de la Côte-Dalhousie, auxquelles se joindront peu après la gérante de la Librairie Notre-Dame, les secrétaires de l'évêché et de la paroisse cathédrale et l'infirmière du Service du Nursing. S'ajouteront à ce premier groupe d'autres institutrices, une réceptionniste, du personnel de bureau ainsi que des étudiantes qui fréquenteront l'Institut Familial et l'École Normale. Vers la fin des années 1950, jusqu'à trente oblates ont logé là, si bien qu'il a fallu agrandir. Les dernières quitteront les lieux en 1971.

Manoir d'Estérel

Les oblates ont œuvré au Manoir d'Estérel, situé à Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson, du 29 janvier 1958 au 15 juin 1964. Ce manoir avait été bâti par un baron européen en 1936. Contraint de retourner dans son pays, il céda ses droits de propriétaire à M^{re} Émilien Frenette, alors évêque de Saint-Jérôme, qui en a fait une maison de retraites et de sessions diverses. Monseigneur a demandé trois Oblates pour s'occuper de la sacristie, du réfectoire, du service des chambres et, plus tard, de la direction du personnel laïque féminin. Les trois premières oblates sont arrivées au Manoir le 29 janvier 1958 pour préparer les locaux. La première retraite a eu lieu le 9 février. L'Institut a dû abandonner cette œuvre faute de personnel.

Pensionnat des Saint-Anges de Saint-Jérôme

Les religieuses de cette institution ont demandé l'aide d'une Oblate institutrice. C'est ainsi que Clémence Chabot y a enseigné de mai 1958 à juin 1959.

Séminaire de Sainte-Thérèse

Le 1^{er} octobre 1960, trois Oblates arrivaient au Séminaire Sainte-Thérèse où elles sont reçues avec joie par le recteur. Deux viennent travailler comme assistantes à la Procure et la troisième, en tant que secrétaire à la bibliothèque. Faute de personnel adéquat, les autorités de l'Institut décident de ne pas renouveler le contrat et les Oblates quittent définitivement les lieux en août 1963.

Source

DENIS DESROCHES, secrétaire générale

Les Sœurs Missionnaires de Notre-Dame-d'Afrique

Le noviciat de Rosemère

Depuis de nombreuses années, la communauté cherchait à s'installer dans le diocèse de Montréal, mais l'archevêque du temps, M^{gr} Geroges Gauthier, s'y opposait formellement. La principale raison de cette opposition : trop de congrégations religieuses comptaient sur les dons des gens pour vivre. Et le diocèse de Montréal avait déjà plusieurs congrégations féminines de ce genre. De plus, la congrégation avait toujours son postulat et son noviciat à Québec, sur le chemin Gomin. La propriété de Rosemère fut achetée le 1^{er} mai 1956. Les aménagements commencèrent aussitôt.

Sur le terrain, se trouvait le manoir érigé en 1913 par James Domville et Adèle de Beaujeu. Adèle de Beaujeu appartenait à une des vieilles familles de la noblesse canadienne qui s'est illustrée dans l'histoire militaire du pays et dans la vie seigneuriale. Malheureusement, le 3 avril 1957, le manoir devint la proie des flammes. Cette destruction a constitué une perte irréparable pour le patrimoine de la région.

Lors de cet incendie, les religieuses qui habitaient le manoir incendié trouvèrent refuge chez la famille Hardy qui habitait à proximité. Ces religieuses reçurent de M^{me} Jeanne Hardy un accueil chaleureux et celle-ci fit l'impossible pour alléger leur sort. Heureusement, la partie neuve fut épargnée ainsi que le sous-sol de la vieille maison. Le transfert du noviciat de Québec à Rosemère eut lieu en juin 1957. Et quelque temps après, M^{gr} Frenette bénit solennellement le noviciat de Rosemère.



Les Sœurs Missionnaires
Notre-Dame-d'Afrique.
Le manoir Domville,
Rosemère. Photo Collection
M^r Denis Hardy.

Apostolat à Rosemère et dans le diocèse

La première année, à la grande joie des paroissiens, tout le noviciat, doublé de Sœurs professes venues pour la retraite, participe à la procession de la Fête Dieu.

L'Office des Missions du diocèse de Saint-Jérôme fut fondé en septembre 1969. À cet Office, venait s'ajouter celui du Développement des Peuples. Sœur Lise Alarie en était la responsable. Avec sœur Aline Bélanger les Sœurs ont participé aux Rallyes Tiers-Monde.

Dans les années 1970, sœur Marie Cloutier a été responsable de l'Office diocésain de la Pastorale missionnaire du diocèse. Son travail consistait à assurer l'information, l'animation, la formation et la coordination des activités missionnaires et de coopération internationale dans le diocèse.

Après le Concile, face à la diminution des vocations, il a semblé avantageux aux supérieures de Rome de fusionner les deux noviciats : l'anglophone de Franklin et le francophone de Rosemère pour former, à Franklin, un seul noviciat bilingue. Le transfert eut lieu le 17 février 1967. La propriété de Rosemère fut alors vendue en deux étapes : le 3 mars 1968, vente d'un premier lot et le 24 octobre 1973, vente du second. À la suggestion du cardinal Léger, et en attendant la fusion des deux maisons, la propriété de Rosemère servit de maison d'accueil durant Expo 67.

En juillet 1964, le cardinal Léger acquiert la propriété du D^r Kauffman, limitrophe du noviciat. Cette propriété était pratiquement abandonnée, en vente depuis deux ans, pillée et saccagée régulièrement. Le cardinal en fait l'acquisition pour en faire une maison d'accueil pour ses prêtres et pour lui-même. Il demande qu'une petite communauté de sœurs s'occupe de l'entretien de la maison et des repas. On l'appellera Val Marie. Le cardinal y vient régulièrement et entre les sessions du concile il prend plaisir à venir voir les novices et à donner des échos des travaux conciliaires.

C'est dans cette maison de Rosemère qu'avec l'aide de sœurs africaines de l'Uganda en séjour d'études au Canada, fut composée une messe africaine. Ces chants ont été enregistrés sur disque grâce à la paroisse Sainte-Germaine-Cousin qui en a défrayé le coût.

Le domaine du D^r Kauffman, berceau de la famille Hardy à Rosemère, est toujours la propriété de l'archevêque de Montréal.

Source

SŒUR YOLANDE BRANCHAUD, s.m.n.d.a., et M^e DENIS HARDY

Les Moniales Rédemptoristes

L'origine du projet de fondation du monastère de Sainte-Thérèse remonte au 24 août 1959. Au cours d'un parloir de sœur Marie-Thérèse (Jeannette Larocque), l'une des futures fondatrices, avec sa sœur Estelle et son époux, M. Alphonse Berthiaume, en présence de sœur Marie-Véronique (Ida Landry, alors prieure du monastère de Sainte-Anne-de-Beaupré), ces derniers offrent à la prieure de faire bâtir un deuxième monastère francophone au Québec. Grâce à leur charisme pour encourager les œuvres, le couple devient donc inopinément « premier promoteur » de cette fondation et entame les démarches.

M. Berthiaume trouve une personne-ressource de premier choix en la personne de M^{re} Pierre Décary, p.d., recteur du Séminaire de Sainte-Thérèse et doyen de la Faculté des arts de l'Université de Montréal. (1903-1976) M^{re} Décary et M. Berthiaume ont été confrères d'études au Collège des Sulpiciens de Montréal. M^{re} Décary avait fait ses six premières années d'études au Collège de Montréal et ses deux dernières années de philosophie au Séminaire de Sainte-Thérèse.

Le 26 octobre 1962, les trois fondatrices choisies par le conseil sont averties de leur nomination officielle. Sœur Marie-Céleste (Émilie Parent), alors assistante au conseil des Rédemptoristes, devient la prieure désignée, sœur Marie-Thérèse (Jeannette Larocque) est choisie comme assistante et maîtresse des novices et sœur Marie-Gabriel (Marie-Ange Plourde), nouvelle professe solennelle (décembre 1961), est nommée portière. Le père de cette dernière, M. Albert Plourde, se fait déjà grand bienfaiteur de cette fondation, en versant un don de 25 000\$. De plus, il fait le don de l'ameublement complet des chambres du monastère et de l'orgue à tuyaux Möller, datant de 1965. Cet orgue, installé en février 1965, pour la première prise d'habit, est toujours en service dans le chœur des moniales.

À leur arrivée, le 23 novembre, les trois sœurs logent durant 15 jours chez les Petites Sœurs de la Sainte-Famille, dans leur résidence attenante au Séminaire. Ces religieuses desservant cette institution profitent du passage des sœurs pour leur apprendre différentes choses utiles au bon fonctionnement des futures retraites. Le 3 décembre, M^{re} Décary organise une réception solennelle dans le hall d'honneur du Séminaire. Soixante-quinze dames des environs venues accueillir les fondatrices prennent part à cette réception et deviennent ensuite de précieuses collaboratrices en tant qu'« Amies de l'œuvre » des Moniales Rédemptoristes. Les sœurs s'établissent ensuite dans leur maison



Les Moniales Rédemptoristes. L'arrivée des trois fondatrices à Sainte-Thérèse, le 23 novembre 1963. De gauche à droite : sœur Marie-Thérèse, assistante, le père Armand Ferland, c.s.s.r., représentant des Rédemptoristes de Sainte-Anne-de-Beaupré, mère Marie-Céleste, prieure fondatrice, décédée le 31 août 1994 ; M^{re} Pierre Décary, promoteur de la fondation, décédé le 3 août 1976 ; sœur M. Gabriel (M. Ange Plourde), membre de la communauté.

temporaire laquelle est bénite le 8 décembre suivant par M^{gr} Émilien Frenette. Dès le 9 décembre, M^{gr} Décary devient le chapelain de la petite communauté et profite de ses visites quotidiennes pour s'enquérir au fur et à mesure de ses besoins.

Et la vie commence à suivre son cours. Les familles Louis Larocque et Alphonse Berthiaume se révèlent réconfortantes par leur assiduité quasi quotidienne, s'offrant pour aider à l'installation de la maison temporaire et aux achats pour le nouveau monastère. Dès le mois de mars 1964, une première postulante se joint au groupe : Juliette Garneau (sœur Marie-Pierre) et en août suivant, une deuxième postulante vient la rejoindre : Gaétane Morneau (sœur Marie du Rosaire). Sœur Marie-Rose (Jeannine Mongeon), sœur Marie-Anna (Maria Marquis), sœur Marie-Véronique (Ida Landry) et sœur Marie-Alphonse (Anne-Marie Te Nguyen) s'ajoutent au groupe entre le 31 octobre 1964 et le 8 mai 1968. D'abord prêtées par le monastère fondateur de Sainte-Anne-de-Beaupré pour aider les trois pionnières, elles y sont pas la suite incorporées définitivement.

Au cours de cette période, à la fin d'avril 1964, les premiers travaux pour la construction débutent, juste de l'autre côté du chemin, faisant face à la cour de la maison temporaire. Le travail de construction va « bon train » jusqu'au début de l'hiver.

Dès la fin de janvier 1965, les retraites scolaires commencent au rythme de deux groupes par semaine. Les 25 chambres de l'hôtellerie, dont 9 comptent 2 lits, sont à leur disposition. Les retraitants proviennent au début du Séminaire de Sainte-Thérèse, de l'École normale, de l'Institut familial de Saint-Jérôme et d'autres écoles et pensionnats de la périphérie et de la région métropolitaine. Aux prix accommodant de 4 \$ par jour, ce n'est pas la source d'un « gros » revenu au début. En pensant aux 12 000 \$ à verser annuellement pour rembourser l'emprunt de 3 000 000 \$, les moniales doivent aussi accepter du travail supplémentaire pour aider à combler cette dette. Toutefois, 11 000 étudiants sont accueillis en ces dix premières années de fondation.

À la suite de choix scolaires annulant ces retraites d'étudiants, l'hôtellerie monastique est ensuite réservée, pour un temps, aux retraites « Coursillo » et « Rencontre conjugale ». Puis, dans les années 1980, on ferme une partie de l'hôtellerie au bénéfice des sœurs car la communauté grandit (18 moniales). On ne dispose plus maintenant que de 8 chambres pour les retraites privées de religieuses et de laïques.

Entre-temps, après la réintégration du cloître (vie en clôture) pour les moniales, cérémonie présidée par M^{gr} Émilien Frenette, le 28 février 1965, en

même temps que la vêtue des deux premières postulantes, le monastère va de l'avant. Il reçoit son autonomie et est érigé canoniquement avec la clôture papale le 4 novembre 1969. La prieure élue, lors de cette première élection tenue dans les murs du couvent, est sœur Marie-Véronique (Ida Landry). La vie monastique prend peu à peu racine. Le monastère ne tarde pas à devenir un centre de rencontres liturgiques, un lieu de prière et de formation à la prière.

Le 26 août 1965, la pastorale diocésaine accepta que les catholiques anglophones de la région thérésienne aient une messe dominicale en leur langue chez les moniales. Dès le 19 septembre de cette année, la première messe du matin est célébrée en anglais par l'abbé Guy Champagne; la deuxième messe est assurée temporairement par un rédemptoriste pour un mois.

Depuis le début également, dès l'existence de la maison temporaire, rue Filiatreault, des conférences spirituelles sont données aux moniales par le père Rosaire Blackburn, c.s.s.r., et des cours de L'École de Vie Intérieure (ÉVI) sont offerts de façon régulière aux moniales et aux laïcs par le père Oliva Gignac, c.s.s.r.

L'arrivée du père Louis Roy, c.s.s.r., le 4 juillet 1975, nommé aumônier permanent par M^{gr} Bernard Hubert, sous la recommandation de son supérieur provincial, assure aux moniales des célébrations liturgiques et des entretiens spirituels réguliers. Le père Roy assume ce ministère jusqu'en 1995. Auparavant les cisterciens de la Trappe d'Oka assurent le service dominical durant quatre ans et les moniales bénéficient aussi de l'aide spirituelle d'un confesseur trappiste au cours de la même période. En semaine, ce sont les prêtres du Séminaire qui assurent au monastère l'Eucharistie et les autres services liturgiques.

Le 18 juin 1980, un laïcat affilié au monastère prend naissance. Sous le nom de « Les Disciples du Très-Saint-Rédempteur » (DSSR), cinq femmes célibataires et mariées se réunissent à tous les mois avec la mère prieure (sœur Ida Landry) pour une formation selon l'esprit de l'institut. Le 16 août 1999, ce groupe d'associés maintenant composé de 40 membres laïques (couples et célibataires) reçoit sa Règle de Vie approuvée par M^{gr} Gilles Cazabon. Une moniale donne un entretien mensuel basé sur la spiritualité de L'Ordre du Très-Saint-Rédempteur et d'autres sujets de formation spirituelle et le père Jean-Marie Côté, c.s.s.r., continue d'assurer le suivi par une retraite annuelle et des soirées d'oraison mensuelles.

Arrive une expérience de désinstallation. Le 1^{er} octobre 1995, vers 17 h 30, une distraction dégénère en incendie majeur et force les religieuses à quitter le monastère et prendre le chemin de l'exode pour neuf mois. Elles séjournent



La chapelle des Rédemptoristes.

d'abord 15 jours à la maison-mère des Sœurs de la Providence de Cartierville, grâce à l'intervention de sœur Marie-Paule Levaque, s.p., auprès des autorités de sa communauté. Ensuite, un long séjour de neuf mois à la maison-mère des Sœurs de la Congrégation de Notre-Dame, à Westmount, grâce à l'intervention de sœur Raymonde Jauvin, c.n.d., travaillant alors auprès de M^{fr} Valois, à l'évêché de Saint-Jérôme. Sœur Madeleine Savard, c.n.d., ouvre bien grande sa maison, en allouant une aile particulière avec chambres, salle de réunion et oratoire privé, jusqu'au 1^{er} juillet 1996.

Pendant cette période, sœur Marie du Rosaire, la prieure, et sœur Anabelle sont accueillies une semaine chez de généreux voisins, M. et M^{me} Gilles Charron. Puis elles fixent leur résidence dans le sous-sol de la maison du 113, Chemin de la Côte-Saint-Louis, récemment construite, et que M^{fr} Valois leur aide à meubler. De là elles se rendent au monastère pour diriger le travail des bénévoles qui sont nombreux, de janvier à juin 1996, à offrir leur service pour des travaux de nettoyage et de récupération dans les différents locaux.

Dès le 31 décembre 1995, avant même les débuts des réparations, l'espoir commence à renaître, grâce à la créativité de sœur Anabelle et des amis du monastère qui rendent possible une Heure sainte, suivie de la Messe de Minuit présidée par M^{fr} Valois, dans la chapelle encore marquée par les ravages du feu, de la suie et de l'eau. Une Heure sainte et une eucharistie pour accueillir la nouvelle année qui ont su donner de l'énergie pour tout le travail à entreprendre. La levée de fonds organisée sous la suggestion et la présidence conjointes de M^{fr} Valois et du maire de Sainte-Thérèse, M. Élie Fallu, et sous la responsabilité de M. Claude Dagenais, alors directeur de la Ville de Sainte-Thérèse, qui s'échelonne du mois de mai à octobre, pour l'agrandissement et le réaménagement de la chapelle et des locaux adjacents, remporte un franc succès. L'objectif de 400 000 \$ est atteint et servira à couvrir l'emprunt prévu. Avec l'autorisation de M^{fr} Valois, les travaux de construction et de réparation assumés par la compagnie Gerex débutent dès le début de février 1996.

Le 1^{er} juillet 1996, la communauté revient au monastère. Seul l'étage des chambres est terminé; c'est avec courage que la vie recommence avec les adaptations nécessaires, au milieu de ce chantier en pleine effervescence. Le 8 juillet, le père Jean-Marie Côté, c.s.s.r., nouvel aumônier résident, prend la relève qui était assurée par le père Roy, lequel doit demeurer à l'infirmerie des Rédemptoristes de Montréal, à cause de son grand âge. Il est décédé le 7 avril 2000. Le père Côté aura un rôle important à assumer pour aider les moniales à reprendre leur souffle spirituel et physique, les stimulant par la Parole de Dieu et par ses conseils judicieux à relever le défi.

Le 25 décembre 1996 la chapelle est enfin accessible au public et le 6 mars 1997 les moniales peuvent assurer l'office choral quotidien dans la partie du chœur qui leur est réservée selon les lois de la clôture dans la grande chapelle et partager les Heures canoniales et les temps d'oraison avec les retraitants et les laïcs fréquentant ce lieu de prière.

Les travaux d'agrandissement et de rénovation sont terminés au printemps 1997; le 11 octobre de cette année-là, a lieu la bénédiction solennelle des nouveaux locaux: grande chapelle, ascenseur extérieur pour handicapés et une nouvelle division à l'intérieur du cloître comprenant salle de communauté et trois chambres supplémentaires.

L'année 1998, qui est celle du 35^e anniversaire de la fondation thérésienne, s'annonce enfin un temps propice pour une vie monastique plus régulière qui permet de vivre au rythme des besoins spirituels de l'Église diocésaine, surtout en ce qui touche ses attentes dans l'ordre du ministère particulier voué à la prière et aussi celui de l'accueil et de l'écoute assurés par les moniales mandatées au service de l'hôtellerie.

La chapelle, dédiée à Notre-Dame du Perpétuel-Secours, est au centre de toute l'activité spirituelle du monastère. Depuis l'inauguration, le 30 avril 1973, de la première neuvaine de neuf lundis consécutifs, en préparation à la solennité du 27 juin, Notre-Dame attire une foule de priants, rassemblant toutes les générations. Une première icône de Notre-Dame-du-Perpétuel-Secours, peinte sur bois par sœur Claire Thibault, franciscaine missionnaire de Marie de Québec, y a été installée le 23 juin 1974. Celle-ci est restaurée par l'auteure après les avaries de l'incendie du 1^{er} octobre 1995 et réinstallée dans la nouvelle chapelle pour le 15 août 1997. La neuvaine se poursuit annuellement depuis 1973.

En février 1998, un projet mûrit au monastère en vue de la préparation de l'Année sainte toute proche: celui d'un pèlerinage de l'icône de Notre-Dame-du-Perpétuel-Secours dans le diocèse. Le 10 janvier 1999, M^{gr} Gilles Cazabon, célébrant au monastère pour accueillir la nouvelle année, bénit cette icône pèlerine. Dans l'après-midi de ce même jour le père Jean-Marie Côté préside l'envoi solennel de la précieuse image. La première église à recevoir la visite de l'icône est la cathédrale de Saint-Jérôme. De là, les 66 paroisses et dessertes, de même que les 3 autres monastères du diocèse, certaines communautés religieuses, centre de soins et maison de prière l'accueillent avec joie pour une semaine, les unes après les autres. Lors de la messe chrimale à la cathédrale de Saint-Jérôme, le 17 avril 2000, l'icône apportée par les coordonnateurs pour cette célébration, est placée en honneur devant l'autel majeur, selon le désir



Les Moniales Rédemptoristes.
La chapelle rénovée après
l'incendie du 1^{er} octobre 1995.

exprimé par les autorités diocésaines. L'icône est de retour au monastère le 27 juin 2000, au cours de l'Eucharistie présidée par M^{gr} Cazabon, emportant avec elle la prière et les espoirs de tous les diocésains.

Source

SŒUR JOCELYNE BLANCHARD, O.S.S.I.

Les Recluses Missionnaires

En 1956, le diocèse de Saint-Jérôme ne possède pas encore de religieuses contemplatives. La communauté des Recluses Missionnaires, dont la maison mère se trouve à Montréal, demande à M^{gr} Émilien Frenette, évêque de Saint-Jérôme, l'autorisation de venir s'installer dans le diocèse.

Il accepte avec joie ce projet. Un terrain boisé au sommet de la côte à Marcotte, appartenant à M. Jean-Guy Sauvé, est choisi; le contrat d'achat est passé le 26 septembre 1956 devant le notaire Marc Leroux. Les chroniques de la communauté donnent les avantages et les inconvénients de ce terrain: « Il est situé à proximité de Saint-Jérôme, facile d'accès, et pourrait être un lieu de pèlerinage. Mais comment concilier le silence et l'atmosphère paisible du monastère avec le trafic de la route du Nord? La maison a été construite à 250 pieds du chemin pour que la prière perpétuelle ait le plus de rayonnement possible ». (Extrait des *Chroniques*, 1956)

La construction du monastère débute dès l'année suivante avec M. Gilles Degongre comme contracteur. De nombreux bénévoles de tous les corps de métiers donnent un coup de main. Même les Recluses sont là sur le chantier, aidant de toutes manières. Sœur François d'assise (Carmaine Allaire), responsable du groupe, est native de Saint-Jérôme.

Le 4 mai 1958, vers trois heures de l'après-midi, a lieu la bénédiction de la pierre angulaire. Un article de *La Presse* le relate ainsi: « Tandis que les autos filent à toute vitesse vers le Nord par un dimanche après-midi ensoleillé, plusieurs voitures s'arrêtent près de la côte à Marcotte. Depuis 15 jours, les travaux vont bon train chez les Recluses et l'heure a sonné de poser la pierre angulaire. De tous les coins du diocèse, on accourt pour visiter le chantier et assister à la cérémonie. Vers 3 heures, Son Excellence M^{gr} Frenette donne lecture du document et bénit la pierre. M. André Croteau, le contracteur maçon, la pose aussitôt. » (*La Presse*, mai 1958)

Voici des extraits de l'allocution de M^{gr} Frenette en cette circonstance: « Je me réjouis de l'établissement d'un monastère de prière perpétuelle dans Saint-



La construction du monastère des Recluses Missionnaires.

Jérôme ; le premier (...) de contemplatives. Ce dont le monde a le plus besoin à l'heure actuelle ce sont des mains jointes (...) Ce monastère sera une invitation constante à la prière et le jour et la nuit. Nous viendrons (moi le premier) prendre des leçons de prière. » Les travaux se poursuivent et la bénédiction du monastère a lieu en 1960. Même si tout n'est pas encore terminé, déjà plusieurs Recluses y mènent la vie régulière.

Vie eucharistique

La spiritualité des Recluses Missionnaires est centrée sur le mystère eucharistique. « Recluses Missionnaires, nous sommes appelées à exprimer le visage contemplatif de l'Église, communauté priante, s'offrant par amour avec Jésus pour la gloire du Père et le salut du Monde. C'est pourquoi notre vie contemplative demeure notre premier et fondamental apostolat. Elle constitue notre façon particulière d'être Église, d'être missionnaire au cœur de l'Église. Foyers de louange, d'adoration et d'intercession, nos communautés ont pour vocation de rayonner la grâce de l'Eucharistie. » (Constitutions des R.M.)

Faire eucharistie dans le quotidien

L'horaire de la vie d'une Recluse est établi en fonction de sa vie de prière : adoration, liturgie des Heures, *lectio divina*. Le travail y a une large part. Mais la Recluse est toujours prête à interrompre n'importe quelle activité pour assurer une présence continue auprès du Christ eucharistique. Au monastère de Lafontaine, dès les premières années de son établissement, la distribution de pain d'autel aux paroisses du diocèse s'est avérée un moyen de subsistance, de même que la confection de cartes artisanales, d'étuis en similibucir et la vente d'articles religieux.

Hospitalité monastique

Dès la fondation du monastère, quelques chambres ont été mises à la disposition de personnes, hommes ou femmes, désirant partager la vie de prière de la communauté, dans le silence et la solitude, tout en bénéficiant de la belle nature entourant le monastère. Au début des années 1980, les hôtes ont une nouvelle possibilité de séjour grâce à une salle qui est aménagée, avec chambre attenante. Et en 1990, un ermitage et une deuxième salle sont mis à leur disposition.



Les Recluses Missionnaires de Lafontaine. Sœur François d'Assise, peintre en bâtiments.



Les Recluses Missionnaires. Le monastère actuel à Lafontaine.

Associés aux Recluses missionnaires

Le concile Vatican II a beaucoup encouragé les laïcs à s'associer aux communautés religieuses. M. Jean-Marie Boisclair, très attaché à la spiritualité reclusienne, aspirait à devenir associé à la communauté. Sa ténacité a hâté le projet et c'est ainsi que le 15 août 1987, Jean-Marie prononçait son premier engagement comme associé à la communauté. Il sera suivi d'une trentaine d'autres personnes désireuses de cheminer dans le même but.

La spiritualité

Les associés aux Recluses Missionnaires sont des chercheurs de Dieu, hommes et femmes, appelés à une vie d'offrande, dans l'adoration du Père et dans l'intercession pour tous, dans la simplicité de vie et le dépouillement à la suite du Christ. Ils s'engagent à vivre l'Évangile dans leur milieu respectif et à être témoins de la présence transformante du Christ ressuscité dans notre monde, selon la spiritualité eucharistique reclusienne. La formation est d'environ deux ans et se fait lors des rencontres mensuelles de groupe. Une recluse initie progressivement les nouveaux venus à leur Règle de Vie.

Rayonnement eucharistique

Au fil des années, la chapelle du monastère de Lafontaine est devenue un haut-lieu de prière d'adoration. Nombreuses sont les personnes qui s'y rendent pour adorer ou participer à l'Eucharistie. Pour le Grand Jubilé de l'An 2000, le monastère fut désigné comme lieu de pèlerinage pour l'obtention de l'indulgence.

Source

SŒUR MARIE-CLAIRE FAFARD, sup. loc.

Les Filles de Saint-Paul

À la fin de 1973, M. Filion, administrateur du diocèse de Saint-Jérôme, communique avec les Filles de Saint-Paul pour offrir la librairie Notre-Dame, seule librairie religieuse du diocèse, qui s'apprête à fermer ses portes. En 1974, le personnel de la librairie est formé de deux Filles de Saint-Paul, sœur Lucille Paradis et sœur Madeleine Bussièrès, et d'une sœur de Sainte-Anne, sœur Carmen Forest. À l'arrière de la librairie, un petit logis de trois pièces loge les Filles de Saint-Paul durant la semaine. Les fins de semaine, elles retournent à

Montréal pour partager la vie communautaire. Font partie du groupe à diverses périodes: sœur Jeanne Lemire, Carmen Rousseau, Louise Mayette. Sœur Jeanne Lemire devient animatrice de pastorale à la polyvalente de Saint-Jérôme et anime une équipe du Service de préparation à la vie, SPV.

Former une communauté à Saint-Jérôme

En 1978, le conseil général autorise la formation d'une communauté de cinq personnes à Saint-Jérôme. On achète une maison unifamiliale sise au 644, rue Madeleine. Ce projet a fortement été encouragé par M^{gr} Charles Valois. Il disait: «Les Filles de Saint-Paul poursuivent, selon moi, une œuvre des plus importantes dans le monde d'aujourd'hui. Je m'efforce de les encourager le plus possible, et je demande aux prêtres et agents de pastorale de faire de même.» (Lettre du 25 septembre 1978 à sœur Gisèle Lafontaine).

Parmi les religieuses qui feront partie de cette nouvelle communauté, signalons: Germaine Allard, Jeanne Lemire, Lina Gozzo, Carmen Rousseau et Gisèle Robert. Les sœurs s'engagent dans le milieu, dans la vie paroissiale, dans le monde scolaire, dans les groupements coopératifs, sans négliger le développement de la librairie. En 1979, la mort de sœur Lina Gozzo marque la vie de la communauté.

Expansion de la librairie

En 1981 on songe à agrandir sur les terrains de l'Évêché mais la municipalité s'y oppose. Et l'Évêché qui devrait construire lui-même ne peut le faire sans qu'on lui avance un montant de 200 000 \$. Plusieurs départs parmi les sœurs rendent ce projet difficile. Il faut donc prendre une décision. Le conseil général décide de fermer la librairie et la communauté de Saint-Jérôme.

Mais on veut assurer une présence à Saint-Jérôme. On change l'orientation générale de la librairie en concentrant le stock de livres sur le livre religieux et en conservant les livres répondant aux besoins du diocèse. Saint-Jérôme sera donc une succursale de la librairie de Montréal et la maison de la rue Madeleine est louée à la fabrique de la paroisse Notre-Dame de Saint-Jérôme jusqu'à sa vente, en décembre 1994.

Superviser une succursale de Montréal ne fut pas facile. Il faudra lentement que des permanentes reviennent à Saint-Jérôme, dont sœur Gisèle Lafontaine et sœur Lucienne Catudal et aussi sœur Louise Mayette. On loue un logis et enfin on s'installe avenue du Parc à Saint-Antoine où les sœurs



Les Filles de Saint-Paul.
L'ancienne librairie des Éditions Paulines située sur les terrains de l'évêché de Saint-Jérôme.



Les Filles de Saint-Paul.
La librairie des Éditions
Paulines à Saint-Jérôme.
Le local actuel.

habiteront de 1992 à 1997. Et pour une seconde fois, on fonde une communauté à Saint-Jérôme (le 14 juillet 1992).

Le bâtiment situé sur les terrains de l'évêché est vétuste. Il faut, en 1992, se décider à la démolition. Et la librairie déménage ses locaux au rez-de-chaussée du Centre diocésain. L'inauguration a lieu le 28 septembre 1992 et est présidée par M^{re} Charles Valois.

En 1997, les sœurs se relocalisent dans un logis plus convenable au 368, rue Castonguay. La communauté de Saint-Jérôme est actuellement composée de sœur Gisèle Lafontaine, supérieure, sœur Louise Mayette, gérante de la librairie, sœur Lucienne Catudal, libraire et membre de l'équipe vocationnelle.

Source

SŒUR GISÈLE LAFONTAINE

Les sœurs de Notre-Dame de Charité du Bon-Pasteur

Sainte Marie-Euphrasie Pelletier est la fondatrice des Sœurs de Charité du Bon-Pasteur. Femme de compassion et d'espérance, elle a vécu pour secourir les plus déshérités et améliorer la qualité de vie des hommes et femmes de sa génération. Dans l'esprit de Jean Eudes et des monastères Notre-Dame de Charité, elle reçoit l'approbation de Rome en 1835. De cette fondation sont nées de nombreuses maisons en France, en Italie, en Belgique et en Grande-Bretagne.

M^{re} Bourget passant par Angers manifeste le désir d'accueillir un Bon-Pasteur chez lui. Parties en voilier en 1844, elles accostent à New York et arrivent à Montréal où elles sont d'abord logées à l'Hôtel-Dieu, avec les Hospitalières de Saint-Joseph. Un Sulpicien les prend en charge. Elles recevront aussi l'aide des Rodier, Viger. En 1846, elles s'installent rue Sherbrooke dans un monastère qui est demeuré et demeure encore réputé²¹.



Les Sœurs de Notre-Dame
de Charité du Bon-Pasteur.
Sainte Marie-Euphrasie
Pelletier, fondatrice.

Dans le diocèse de Saint-Jérôme

En 1976, les religieuses doivent quitter leur Maison provinciale, à Montréal, car elle ne répond plus aux exigences de sécurité. Elles cherchent une maison où s'installer et rencontrent les Religieuses Hospitalières de Saint-Joseph qui songent à quitter une propriété voisine de l'Hôtel-Dieu de Saint-Jérôme. Les autorités ecclésiastiques ayant donné leur aval, en août 1976, le 185, rue Durand accueille trente-huit religieuses de l'infirmerie de Montréal. En 1980, on construit, sur un terrain contigu, une demeure pour les religieuses en fonction, qu'on appelle le Boisé, et une pour les sœurs malades, les Cimes.

Apostolat

L'idée d'une œuvre auprès des démunis est lancée par la provinciale, sœur Thérèse Côté, qui mandate Jacqueline Desnoyers pour s'en occuper. Il s'agit d'accompagner les personnes plus pauvres à reprendre courage, à se redresser et se prendre en main. Elle crée le Puits de Jacob en décembre 1985 pour les plus jeunes et en 1986 un Service de dépannage alimentaire. M^{re} Charles Valois lui remet la médaille du Mérite diocésaine le 5 juin 1993. Elle demeure encore présente aujourd'hui au cœur de ce service.

Divers services

Les Sœurs du Bon-Pasteur ont créé, durant leur séjour, divers services. Signalons « Télé-présence », créé en décembre 1990, pour assurer un service d'écoute téléphonique pour les personnes de tous âges. Actuellement, quatre sœurs demeurant au Manoir Philippe-Alexandre, travaillent de concert avec les 78 associés du diocèse. L'objectif principal est de combler la solitude et d'être une présence réconfortante.

Le « Dépannage-Gîte », créé le 9 juillet 1990, est un lieu d'accueil pour des personnes convalescentes, des parents ou amis visitant les personnes hospitalisées réclamant un endroit sécuritaire. À la fermeture de ce lieu, dû à la vente des maisons, on comptait 526 jours de service. Tout ce travail se fait avec des associés résidents du diocèse.

Intégration à la paroisse Saint-Pierre

Les sœurs du Bon-Pasteur ont toujours été actives dans la pastorale paroissiale, soit en participant au CPP, à la liturgie, en voiturant des personnes, en participant au Comité des malades et des personnes âgées. Cette participation se poursuit encore aujourd'hui.

Tout se fait à partir de la Résidence Philippe-Alexandre qu'elles occupent depuis 1995. Dans cette résidence, les religieuses animent diverses activités : le comité liturgique du Campus Forest, les célébrations eucharistiques, la chorale, l'heure d'adoration du premier vendredi du mois, les vendredis des membres du groupe Alpha, le comité de bienvenue.



Les Sœurs de Notre-Dame de Charité du Bon-Pasteur. Sœur Jacqueline, responsable du Service alimentaire de la cathédrale de Saint-Jérôme.



Les Sœurs de Notre-Dame de Charité du Bon-Pasteur. Les coordonnateurs et coordonnatrices de l'Association de Notre-Dame de Charité du Bon-Pasteur. De gauche à droite, de bas en haut : Chantal et Gilles Brassard, sœur Pauline Therrien, Michelle et Paul Alain, Gertrude et Maurice Paquette, Wilfrid Simard, Robert Sabourin, Normand et Diane Piché, Marie Morissette, sœur Madeleine Bellemare, Francine et Osias Tremblay, Antoinette Rodrigues, Henriette Simard, Éloi Rodrigues.

Source

MADELEINE BELLEMARE, r.b.p.

Les Sœurs de la Charité d'Ottawa

La fondatrice des sœurs de la Charité d'Ottawa, Élisabeth Bruyère (Bruguier), est née à L'Assomption, le 19 mars 1818. Elle fut une enseignante, à Saint-Esprit de Montcalm et ensuite à Saint-Vincent-de-Paul. Elle entra chez les sœurs de la Charité de Montréal en 1839 pour y faire sa profession en 1841.

Lorsque M^{re} Patrick Phelan, coadjuteur de Kingston, proposa aux religieuses de venir s'établir à Bytown, Élisabeth Bruyère fut choisie. M^{re} Phelan donna aux religieuses un mandement d'institution canonique. Lorsque les religieuses de Montréal décidèrent de ne plus tenir d'institutions non gratuites, M^{re} Guigues, premier évêque de Bytown, ne put accepter cette décision car les parents étaient déjà habitués à contribuer à l'éducation, ce qui était nécessaire dans un diocèse pauvre. En 1854, la maison générale reconnut l'indépendance totale de la communauté d'Ottawa. Jusqu'à sa mort, en 1876, Élisabeth Bruyère fonda plusieurs missions, en Ontario plus particulièrement. La première mission fondée sur le territoire québécois fut celle de Saint-François-du-Lac (1878). Les générales qui succédèrent à sœur Élisabeth continuèrent les fondations, tant en Ontario et au Québec qu'à l'étranger.

Sur le territoire du futur diocèse de Saint-Jérôme

Les Sœurs Grises de Montréal avaient déjà, en 1889, commencé leur mission à Saint-Jérôme²². Malheureusement, le 24 novembre 1911 un incendie détruit l'Hospice des Sœurs. Elles partirent après ce désastre.

21 ans plus tard, en 1932, sous l'inspiration du curé J. C. Geoffrion, on fait des plans pour créer un hospice-hôpital qui répondrait aux besoins de la ville et des centres environnants. C'est le sénateur Jules-Édouard Prévost qui pilote le projet. Comme on est en pleine crise économique, on décide de renoncer au projet d'hôpital pour se limiter à celui d'un hospice.

En octobre 1932, les fondatrices arrivent à Saint-Jérôme. Ce sont les Sœurs Marie-Sophie, supérieure, Saint-Frédéric, Saint-Mathias, et Saint-Hubert. Les filles de mère Élisabeth Bruyère viennent reprendre, dans la « Reine du Nord », l'œuvre que les filles de mère d'Youville avaient entreprise en 1888. Elles sont accueillies par les Sœurs de Sainte-Anne dans leur couvent de la rue Fournier. En attendant que leur maison soit prête, et que l'œuvre soit financièrement soutenue par les Chevaliers de Colomb, les Filles d'Isabelle, et plus tard par les clubs Kiwanis et Rotary, les religieuses travaillent, taillent et cousent, garnissent des lits et préparent le logis dans lequel elles entrent le 22 novembre.

Le 30, M^{re} Deschamps, auxiliaire de Montréal, procède à la bénédiction de l'hospice, assisté du curé de la paroisse. L'Honorable Athanase David, les membres du Comité de l'hospice et de nombreux sympathisants ont répondu à l'invitation des religieuses.

Le 3 décembre, les portes s'ouvrent à cinq dames âgées et à deux vieillards que la municipalité a rappelés de l'hospice de Saint-Lin. Dès 1933, les Dames de la Charité qui deviendront ensuite les Dames Patronnesses, inaugurent la Partie de la Livre, genre de kermesse-offrande, qui rapportera plusieurs centaines de dollars à la caisse de l'institution dont le seul revenu est une allocation spéciale de 1200 \$ du gouvernement du Québec.

La construction du nouvel hospice-orphelinat

En 1935, suite à des legs (Caroline Deslauriers), des dons du conseil de Ville et d'une campagne pour la construction, on commence à dessiner les plans d'un nouvel édifice (Joseph Sawyer). Le gouvernement y va de 60 000 \$. Le déménagement a lieu le 29 avril 1936 et la première messe y est célébrée par le curé Émile Dubois. Le 28 juin, M^{re} Georges Gauthier procède à la bénédiction.

L'orphelinat reçoit, de 1926 à 1948, de 30 à 40 enfants qui poursuivent leurs études primaires, de la 1^{re} à la 7^e année. Jusqu'en 1976, il y a eu présence de religieuses à l'hospice-orphelinat de Saint-Jérôme devenu Le Foyer d'Youville. Sœur Marie-Paul Drouin a été la dernière à quitter le Foyer où elle exerçait la fonction de directrice générale.

Résidence Sainte-Marcelle

En 1970, les religieuses s'installent au 79, rue Blanchard, à Saint-Jérôme. Les sœurs travaillent alors à l'Auberge Saint-Jérôme tout près de leur résidence. Sœur Suzanne Corriveau en est la supérieure. Elle est assistée des sœurs Georgette Poitevin, Simone Éthier, Agathe Corriveau, Rita Héroux, Thérèse Caron.

En août 1987 arrivent trois sœurs qui travaillent dans le domaine de l'éducation, à l'Académie Lafontaine, institution privée ouvrant ses portes en septembre de la même année. Sœur Suzanne Jacques a été la directrice fondatrice du secteur primaire. Les sœurs Monique Lussier et Lucie Leclair enseignent dans ce même secteur. En septembre 1993, sœur Pierrette Desforges assume la direction de la Garderie la Petite Académie Lafontaine, fondée par des employés de l'Académie Lafontaine.

En septembre 1996, sœur Hélène Roch loue des locaux de l'Académie Lafontaine pour commencer un projet éducatif: Les Petites Étoiles. Ce projet a pour but d'accueillir des enfants de 3 à 5 ans durant le jour en plus d'assurer, après l'école, un service d'aide aux devoirs. En 1997, sœur Pauline Sabourin prend sa retraite de son travail d'infirmière à l'Auberge de Saint-Jérôme devenu un centre de soins prolongés. Elle était la dernière d'une longue lignée de sœurs de la Charité d'Ottawa à avoir travaillé dans le milieu hospitalier à Saint-Jérôme.

Résidence Notre-Dame-de-la-Salette, Bellefeuille

Le 30 juillet 1992, les religieuses s'installent à Bellefeuille et commencent à s'adonner à la pastorale paroissiale. Sœur Lucile Gauvin est responsable de la paroisse Notre-Dame-de-la-Salette et sœur Marie-Claire Bélanger s'adonne à la pastorale paroissiale. Ce couvent sera fermé le 19 octobre 1993, mais sœur Lucile continue toujours son travail dans la paroisse même et vient demeurer au couvent Pierre-Paul.

Couvent Pierre-Paul

Le 8 juillet 1991, comme il manque de places à la Résidence Sainte-Marcelle, une maison est louée au 16, rue Paul, dans la paroisse Saint-Pierre, de Saint-Jérôme. Elle accueille sœurs Lise Fafard, supérieure, œuvrant en pastorale à la paroisse Notre-Dame, Madeleine Dumas, enseignante au secondaire à l'Académie Lafontaine. En 1997, celle-ci prendra la direction du secteur primaire de cette institution privée. Sœurs Suzanne Jacques et Lucie Leclair se joignent à elle et continuent à travailler à l'Académie Lafontaine. Le 23 juin 1994, ce groupe déménage dans le presbytère à Bellefeuille afin d'assurer, à nouveau, la présence d'une petite communauté dans cette paroisse. Et le 30 juin 1999, il y a fusion du groupe Pierre-Paul avec celui de la Résidence Sainte-Marcelle. Sœur Madeleine Dumas, supérieure, sœurs Lucie Leclair, Hélène Roch, Jeanne d'Arc Bellemare, Lucile Gauvin et Pierrette Desforges continuent leur travail, dans leur milieu respectif, tout en demeurant à Saint-Jérôme. Près de 250 femmes sont venues apporter leur contribution dans les différentes œuvres créées par les religieuses à Saint-Jérôme.

Paroisse Immaculée-Conception de Lachute

La paroisse de l'Immaculée-Conception, créée en 1948 et érigée par M^{re} Vachon, avait besoin d'une école. On fit demande aux Sœurs de la Charité d'Ottawa qui arrivèrent le 31 août 1950. Les classes ouvrirent le 5 septembre. On construisit un nouvel édifice qui fut occupé au début de janvier de l'année suivante. Les religieuses demeurèrent à Lachute jusqu'en 1967.

Source

SŒUR MADELBINE DUMAS et sœur HUGUETTE BORDELEAU, archiviste.

Notes

1. On trouvera dans *Sainte-Anne-des-Plaines 1919-1962*, juin 1987, Imprimerie 7000, Marie-Victorin, la liste des pétitionnaires.

2. Pierre-Louis Morin, architecte français, s'installe à Montréal. Il bâtit plusieurs édifices : le Séminaire de Saint-Hyacinthe, l'église de Laprairie, le manoir Masson de Terrebonne. Il trace aussi les plans du Vieux-Montréal.

3. Notre-Dame-de-Monserrat est un célèbre lieu de pèlerinage près de Barcelone, en Espagne. Le séjour qu'y fit, en 1522, saint Ignace de Loyola, le fondateur des Jésuites, eut une influence déterminante sur son orientation spirituelle et l'élaboration de ses célèbres Exercices spirituels.

4. ASGM - Archives des Sœurs Grises de Montréal, Saint-Benoît.

5. Geneviève Plourde, s.g.m., *Les Sœurs Grises à Saint-Benoît de Mirabel, 1854-1984*, Derniers jours, 1987, p. 13.

6. Estelle Mitchell, s.g.m., *Ibid.*, p. XI.

7. ASGM - Saint-Jérôme.

8. Paul-Émile Racicot, s.j., *La magicienne des gens mal pris, Mère d'Youville*, 1958.

9. Circulaire mensuelle adressée aux diverses maisons de l'Institut, octobre 1888, p. 178.

10. Estelle Mitchell, s.g.m., *L'essor apostolique, Sœurs de la Charité de l'Hôpital général de Montréal*, « Sœurs Grises », 1877-1910, Tome 4, Éditions du Méridien, 2000, p. 143.

11. *Ibid.*, p. 144.

12. Diction souvent cité depuis le temps de Mère d'Youville.

13. Georges Dansereau fut maire de Grenville de 1933 à 1935. Son fils Georges-Étienne de 1935 à 1949. Le père fut député provincial de 1928 à 1934 et le fils de 1934 à 1948.

14. Le chemin de fer de la Colonisation de Montfort fut inauguré en septembre 1897. Cette voie allait d'Huberdeau à Montfort-Jonction près de Saint-Sauveur, et là rejoignait la ligne du Canadien Pacifique. Ce chemin de fer fut actif jusqu'en 1962.

15. La ferme fut achetée de William Staniforth qui avait déjà donné 10 acres de terrain pour y construire une église catholique, en 1883. Les constructions sur le site de l'orphelinat débutèrent en 1894. On érigea d'abord les granges et l'étable. Puis la maison. On construisit successivement une scierie hydraulique, un aqueduc et une beurrerie.

16. Sœur Simone, Ref.d.l.s., *Filles de la sagesse, cent ans d'histoire au Canada*, 1977, page 47.

17. *Ibidem*, tome II, page 165.

18. Règlements de l'Association catholique féminine, Archives de l'Institut Notre-Dame du Bon-Conseil.
19. *L'Avenir du Nord*, vendredi 27 mars 1931.
20. *L'Écho du Nord*, 18 février 1959.
21. La chapelle du monastère a été convertie en une salle de concert dont l'acoustique est assez exceptionnelle.
22. Voir le texte des Sœurs de la Charité de Montréal.

Appendices



*Les communautés religieuses féminines arrivées
sur le territoire du nouveau diocèse de Saint-Jérôme*

Communautés	Date d'arrivée	Lieu
Congrégation Notre-Dame	1721	Oka
Sainte-Croix	1849	Sainte-Scholastique
Sœurs Grises (Montréal)	1854	Saint-Benoît
Sœurs Sainte-Anne	1864	Saint-Jérôme
Sœurs de la Providence	1878	Saint-André-d'Argenteuil
Filles de la Sagesse	1884	Montfort
Sœurs de la Sainte-Famille	1903	Séminaire de Sainte-Thérèse
Sœurs SNJM	1921	Saint-Sauveur
Sœurs du Sacré-Cœur	1928	Saint-Janvier
Sœurs du Bon-Conseil	1931	Saint-Jérôme
Sœurs de la Charité d'Ottawa	1932	Saint-Jérôme
Bénédictines	1936	Saint-Eustache
Sœurs de Saint-François d'Assise	1943	Saint-Maurice
Sœurs Hospitalières Saint-Joseph	1948	Saint-Jérôme
Sœurs Oblates du Saint-Esprit	1951	
Sœurs du Saint-Esprit	1953	Sainte-Thérèse
Oblates de Marie-Immaculée	1954	
Sœurs Notre-Dame-d'Afrique	1957	Rosemère
Rédemptoristes	1959	Sainte-Thérèse
Recluses	1960	Saint-Jérôme
Filles de Saint-Paul	1964	Saint-Jérôme
Sœurs du Bon-Pasteur	1976	Saint-Jérôme

*Les communautés religieuses d'hommes
sur le territoire du nouveau diocèse de Saint-Jérôme*

Communautés	Date d'arrivée	Lieu
Les Sulpiciens	1721	Oka
Clercs de Saint-Viateur	1852	Saint-André-d'Argenteuil
Clercs de Sainte-Croix	1873	Saint-André-d'Argenteuil
Cisterciens	1881	Oka
Montfortains	1883	Montfort
Frères de l'Instruction chrétienne	1886	Sainte-Scholastique
Frères de Saint-Gabriel	1891	Sainte-Thérèse
Frères des Écoles chrétiennes	1896	Saint-Jérôme
Congrégation du Très-Saint-Sacrement	1902	Terrebonne
Frères Notre-Dame-de-la-Miséricorde	1923	Huberdeau
Frères du Sacré-Cœur	1949	Brownsburg
Oblats de Marie Immaculée	1953	Saint-Jérôme (Évêché)
Jésuites	1959	Lafontaine
Ordre Hospitalier de Saint-Jean-de-Dieu	1959	Sainte-Thérèse
Missions étrangères	1964	
Spiritains	1977	
Pères Blancs		

Les Caisses populaires sur le territoire du diocèse de Saint-Jérôme

Lors de la fondation de l'Union régionale de Montréal, le 27 juin 1924, deux caisses populaires établies sur le futur territoire du diocèse de Saint-Jérôme existaient déjà et elles furent considérées comme des caisses fondatrices: ce furent Saint-Hermas, qui avait été fondée en 1915, et Sainte-Scholastique, fondée en 1921.

Les unions régionales regroupaient des caisses par territoire et on utilisait les territoires des diocèses pour les regrouper. Comme ces paroisses faisaient partie du diocèse de Montréal, ces caisses se retrouvèrent donc dans l'Union régionale de Montréal. Elles y restèrent, car il n'y eut jamais d'Union régionale Saint-Jérôme, même après la création du diocèse de Saint-Jérôme, en 1951. C'est pourquoi on parle aujourd'hui de la Fédération des Caisses populaires Desjardins de Montréal et de l'Ouest-du-Québec.

Au début des années 1970, on crée des secteurs régionaux qui correspondent plus particulièrement aux diocèses. Le secteur dit des Monts, ainsi

nommé en 1979, correspond, avec quelques exceptions, au diocèse de Saint-Jérôme.

La première caisse installée sur le territoire du futur diocèse est celle de Saint-Sauveur-des-Monts. Elle fut créée, le 20 juillet 1913, par l'abbé Louis-Aldéric Desjardins, qui en fut à la fois le président et le gérant. Cette caisse disparut avec lui: en effet, en 1915, elle fut liquidée. Le curé n'avait pas eu le temps de former une relève lorsqu'il fut appelé à prendre une autre cure. Saint-Sauveur dut attendre ensuite 43 ans pour avoir une seconde caisse. Elle fut «recréée» le 12 février 1958.

L'abbé Desjardins avait été procureur au Séminaire de Sainte-Thérèse (1900): il avait déjà expérimenté les nécessités de l'épargne. Il avait un sens des affaires reconnu et laissa au diocèse une fondation dont les fruits généreux ne manquèrent pas d'en surprendre plusieurs. Dans cette décennie, trois caisses existaient donc, Saint-Sauveur, Saint-Hermas, créée le 29 août 1915, et Saint-Joseph-de-Mont-Rolland, créée le 16 février 1919. Grâce à la reprise des activités à Saint-Sauveur on peut dire que les doyennes résistent toujours.

De 1920 jusqu'à la fin de la Deuxième Grande guerre mondiale, on peut parler, sur le territoire, d'un premier mouvement de développement. En effet, les principales villes du territoire se dotèrent d'une caisse: Sainte-Scholastique, Sainte-Thérèse, Saint-Jérôme, Sainte-Anne-des-Plaines, Saint-Benoît, Saint-Eustache, Oka, Saint-Augustin, le Séminaire de Sainte-Thérèse et Huberdeau. Cette période est houleuse au plan économique: la crise de 1929, la Seconde Guerre mondiale et surtout l'ignorance générale du mouvement coopératif firent de toutes ces fondations des expériences difficiles. Et pourtant, 10 caisses furent fondées.

Avec la fin de la guerre et jusqu'en 1978, arrive l'âge d'or du développement de cette institution, comme ce le fut pour toute l'Église du Québec. Vingt-six caisses sont fondées sur le territoire. Une est dissoute, (Sainte-Monique) et 8 fusionnent. Tout ce développement coïncide avec l'épiscopat de M^{gr} Joseph Charbonneau (1940-1950), et de M^{gr} Émilien Frenette (1951-1971). D'après les documents officiels des caisses, la dernière fondation serait celle de Blainville, en 1978. Depuis ce temps, comme dans l'Église, on assiste à des consolidations.

Il est intéressant de rappeler ici la figure d'un thérésien et ancien supérieur du Séminaire de Sainte-Thérèse: l'abbé Edmour Hébert. Il s'intéresse, entre 1900 et 1920, aux caisses et en devient le promoteur dans la région métropolitaine. Hébert était un militant des Ligues du Sacré-Coeur et de l'École sociale populaire, et en plus un ardent défenseur des syndicats. On dit qu'il vit

lui-même à la création de 9 caisses. Avec Wilfrid Guérin, il poussa le mouvement vers la confessionnalisation. On cite de lui cette phrase assez éloquente : « La foi catholique n'est pas un paletot qu'on ne met qu'une fois la semaine pour aller à la messe, elle accompagne l'ouvrier partout! »

On raconte également que les deux hommes se précipitèrent à la dernière minute chez l'imprimeur pour ajouter aux statuts projetés un article 7 qui résista jusqu'en 1939 : « Pour être admis comme sociétaire, il faut être catholique pratiquant. Toute autre personne de religion ou de nationalité différentes offrant les qualités morales suffisantes peut-être admise à titre de membre auxiliaire. » Nous sommes en présence de leaders qui veulent que la foi des membres serve à défendre un nationalisme qui a devant lui un adversaire de taille, le capital anglo-saxon.

Parmi les aumôniers diocésains du diocèse de Saint-Jérôme, nous signalons les noms des abbé Charles-Édouard Gougeon (1912-) et Roger Ouellette (1919-2000.)

Liste des caisses créées sur le territoire du futur diocèse de Saint-Jérôme par ordre chronologique et avec indication de leur statut actuel

Saint-Sauveur-des-Monts	20 juillet 1913	Liquidée en 1915
Saint-Hermas	29 août 1915	
Saint-Joseph-de-Mont-Rolland	16 février 1919	
Sainte-Scholastique	23 octobre 1921	
Sainte-Thérèse	25 juin 1922	
Saint-Jérôme	12 décembre 1934	Interruption de 1935 à 1936
Des-Plaines	3 novembre 1935	
Saint-Benoît	18 décembre 1938	
Saint-Eustache	1 ^{er} juin 1942	
Oka	26 octobre 1942	
Saint-Augustin	12 décembre 1943	Devenue Mirabel le 17 juillet 1976
Ducharme, SMST	16 mars 1944	Dissoute le 6 novembre 1968
Huberdeau	1 ^{er} novembre 1944	
Mûle-Îles	19 janvier 1946	Fusionnée avec Sainte-Thérèse, le 9 octobre 1976
Saint-Janvier	29 octobre 1946	
Saint-André-d'Argenteuil	2 novembre 1946	
Saint-Eustache-sur-le-Lac-des-Deux-Montagnes	28 avril 1947	devenue Grand Moulin, le 10 août 1963
Lachute	26 novembre 1947	Fusionne avec Saint-Hermas, le 19 novembre 1983 et garde le nom de Lachute

Ayers	27 novembre 1947	
Terrebonne	3 avril 1950	Fusionne avec Lachenaie le 27 août 1983 et garde le nom de Terrebonne
Brownsburg	20 janvier 1952	
Sainte-Adèle	16 mars 1953	
Sainte-Paule	18 octobre 1955	
Saint-Maurice-de-B-des-F	19 novembre 1956	
Saint-Sauveur-des-Monts	12 février 1958	
Lac-Masson	7 juin 1961	
Saint-Canut	29 janvier 1962	Fusionne avec Saint-Jérôme, le 7 janvier 1984 et porte le nom de Saint-Jérôme
Saint-Antoine-des-Laurentides	6 mars 1963	Fusionne avec Lacerne et garde le nom de Saint-Antoine
Saint-Placide	24 avril 1963	Affiliée à la Fédération de Montréal en 1964
Val-Morin	25 novembre 1963	Fusionne avec Sainte-Agathe le 10 avril 1971 et adopte le nom de Sainte-Agathe
Sainte-Marcelle	11 mai 1965	
Sainte-Monique	14 janvier 1966	Dissoute le 9 juin 1976
Boisbriand	27 mai 1968	
Les Hauteurs, Terrebonne	5 juin 1968	
Deux-Rivières, Lafontaine	19 septembre 1968	
Du Plateau, Terrebonne	18 octobre 1968	Fusionne avec Sainte-Thérèse, Rosemère, Lorraine le 11 juin 1963 et prend le nom de Sainte-Thérèse.
Lucerne	15 juillet 1971	Fusionne avec Saint-Antoine et prend ce nom le 11 juin 1983
Blainville	16 février 1978	

Source

GÉRARD LAJEUNESSE et PIERRE POULIN, archiviste des Caisses

Note

1. Pierre Poulin, *Histoire du Mouvement Desjardins*, Montréal, Québec-Amérique, 1990, 1994, 1998. Tome II, chapitre VII, note 12. Pierre Poulin a tracé en trois volumes magistraux l'histoire des caisses. Nous lui devons la majorité des informations contenues dans cet article. Nous signalons également Léo Bérubé dans *Les Caisses populaires Desjardins solidaires depuis 60 ans*, Montréal, Fédération des Caisses populaires Desjardins de Montréal et de l'Ouest-du-Québec, s.d., 96 pages.

Les vidéos enregistrées en marge de l'histoire du diocèse de Saint-Jérôme

1. Le Séminaire de Sainte-Thérèse I: M^{gr} Charles Lussier, M^{me} Louise Harel, MM Léon Debien, Robert Perrault.
2. Le Séminaire de Sainte-Thérèse II: M^{gr} Charles Valois, chanoine Pierre Bergevin, MM. Gaston Binette, Guy-H. Allard.
4. Trois femmes d'action: M^{mes} Rita Maurice, Louise Guérin, Louise Bouvrette.
5. Le Service social: M^{les} Gisèle Cloutier, Yolande Martineau, M. François Chapat.
6. Jacques Grand'Maison: 50 ans d'action pastorale, d'enseignement et de recherche.
7. Les aînés: M^{mes} Aline Lauzon, Rita Maurice, MM. Serge Aubertin, Yvon St-Denis.
8. La JEC et l'Action catholique en zone rurale: M^{me} Claire Paquin-Forget, M^{lle} Marie-Paule Dagenais, M^{me} Jacqueline Ethier.

Les deux premiers ont été enregistrés au collège Lionel-Groulx et les cinq derniers au Collège de Saint-Jérôme. Les studios d'enregistrement de ces deux collèges furent offerts gratuitement par les autorités. Nous remercions les deux techniciens qui ont gracieusement dirigé ces productions: M. Pierre Cadieux, du collège de Saint-Jérôme et René Lespérance du collège Lionel-Groulx. Gérard Lajeunesse animait les rencontres.

Chronologie des paroisses du diocèse de Saint-Jérôme

Ce document permet d'établir la séquence historique de l'érection des 69 paroisses érigées et des 4 paroisses supprimées sur le territoire du diocèse. On indique également la date d'érection et le nom de l'évêque qui a procédé à l'érection.

XVII ^e SIÈCLE		
SAINT-CHARLES (Lachenaie)	1683	M ^{gr} de Laval
XVIII ^e SIÈCLE		
SAINT-LOUIS-DE-FRANCE (Terrebonne)	1727	M ^{gr} de Saint-Vallier
SAINT-EUSTACHE (Saint-Eustache)	1769	M ^{gr} Briand
SAINTE-ANNE-DES-PLAINES (<i>idem</i>)	1787 ¹	M ^{gr} d'Esglis
SAINTE-THÉRÈSE D'AVILA (Sainte-Thérèse)	1789 ²	M ^{gr} Hubert
SAINT-BENOÎT (Mirabel)	1799	M ^{gr} Denaut
XIX ^e SIÈCLE		
SAINTE-SCHOLASTIQUE (Mirabel)	1825	M ^{gr} Plessis
SAINT-ANDRÉ-D'ARGENTEUIL (Saint-André)	1830	M ^{gr} Panet
SAINT-HERMAS (Mirabel)	1834	M ^{gr} Signay
SAINT-JÉRÔME (Saint-Jérôme)	1834	M ^{gr} Signay
SAINT-COLOMBAN (Saint-Colomban)	1835	M ^{gr} Signay
NOTRE-DAME-DES-SEPT-DOULEURS (Grenville)	1839	M ^{gr} Signay

SAINT-AUGUSTIN (Saint-Augustin)	1840	M ^{re} Signay
SAINT-JANVIER (Mirabel)	1845	M ^{re} Bourget
SAINT-PLACIDE (Saint-Placide)	1848	M ^{re} Bourget
SAINTE-SOPHIE (Sainte-Sophie)	1851	M ^{re} Bourget
SAINTE-ADELE (Sainte-Adèle)	1852	M ^{re} Bourget
SAINT-SAUVEUR (Saint-Sauveur)	1853	M ^{re} Bourget
SAINT-JOSEPH-DU-LAC (Saint-Joseph-du-Lac)	1855	M ^{re} Bourget
SAINT-PHILIPPE (Chatham)	1856	M ^{re} Guigues
SAINT-CANUT (Mirabel)	1857	M ^{re} Bourget
SAINTE-MARGUERITE-DU-LAC-MASSON (<i>idem</i>)	1867	M ^{re} Bourget
SAINT-HIPPOLYTE (Saint-Hippolyte)	1869	M ^{re} Bourget
SAINTE-MONIQUE (Mirabel)	1870 ³	M ^{re} Bourget
L'ANNONCIATION (Oka)	1874	M ^{re} Bourget
SAINTE-ANASTASIE (Lachute)	1878	M ^{re} Fabre
NOTRE-DAME-DE-LA-MERCI (Huberdeau)	1883	M ^{re} Duhamel
NOTRE-DAME-DES-NATIONS (Monfort)	1883	M ^{re} Fabre

XX^e SIECLE

SAINT-LOUIS-DE-FRANCE (Brownsburg)	1906	M ^{re} Bruchési
SAINT-ADOLPHE-D'HOWARD (<i>idem</i>)	1911	M ^{re} Bruchési
SAINT-JOSEPH (Sainte-Adèle)	1918	M ^{re} Bruchési
SAINT-LUDGER (Calumet)	1923	M ^{re} C. H. Gauthier
SAINT-JULIEN (Lachute)	1923	M ^{re} Bruchési
SAINT-FRANÇOIS-XAVIER (Prévost)	1925	M ^{re} Bruchési
SAINT-NORBERT (Val-Morin)	1925	M ^{re} Bruchési
NOTRE-DAME-DE-LA-SAGESSE (Lac-des-Seize-Îles)	1936	M ^{re} Bruchési
SAINT-MAURICE (Bois-des-Filion)	1940	M ^{re} Gauthier
SAINTE-ANNE-DES-LACS (<i>idem</i>)	1940	M ^{re} Gauthier
SAINT-ANTOINE (Saint-Antoine)	1944	M ^{re} Charbonneau
SAINT-JOSEPH (Saint-André-Est)	1945	M ^{re} Charbonneau
SAINT-AGAPIT (Deux-Montagnes)	1946	M ^{re} Charbonneau
SAINTE-PAULE (Saint-Jérôme)	1946	M ^{re} Charbonneau
SAINTE-FRANÇOISE-CABRINI (Rosemère)	1947	M ^{re} Charbonneau
IMMACULÉE-CONCEPTION (Lachute)	1948	M ^{re} A. Vachon
SAINTE-MARCELLE (Saint-Jérôme)	1949	M ^{re} Charbonneau
SAINT-LUCIEN (Saint-Jérôme)	1951	Cardinal Léger

DIOCÈSE DE SAINT-JÉRÔME

PREMIÈRE DÉCENNIE (1951-1960) = 10 paroisses

NOTRE-DAME-DE-L'ASSOMPTION (Blainville)	1951	M ^{re} Frenette
CŒUR-IMMACULÉ-DE-MARIE (Sainte-Thérèse)	1953	M ^{re} Frenette
SACRÉ-CŒUR (Sainte-Thérèse)	1953	M ^{re} Frenette
MARIE-MÉDIATRICE (Pointe-Calumet)	1954	M ^{re} Frenette
NOTRE-DAME-DE-FATIMA (Boisbriand)	1954	M ^{re} Frenette
SAINT-EUGÈNE (Morin-Heights)	1955	M ^{re} Frenette
SAINTE-MARTHE-SUR-LE-LAC (<i>idem</i>)	1958	M ^{re} Frenette

SAINT-MICHEL-DE-WENTWORTH (<i>idem</i>)	1956	M ^{re} Frenette
NOTRE-DAME-DE-LA-SALETTE (Bellefeuille)	1957	M ^{re} Frenette
HOLY FAMILY (Cité de Deux-Montagnes)	1959	M ^{re} Frenette
DEUXIÈME DÉCENNIE (1961-1970) = 7 PAROISSES		
SAINT-PIERRE (Saint-Jérôme)	1964	M ^{re} Frenette
SAINT-RÉDEMPTEUR (Blainville)	1964	M ^{re} Frenette
CHRIST-ROI (Saint-Eustache)	1964	M ^{re} Frenette
TRÈS-SAINT-SACREMENT (Blainville)	1966	M ^{re} Frenette
SAINT-JEAN-BAPTISTE (Terrebonne)	1966	M ^{re} Frenette
HOLY CROSS (Rosemère)	1968	M ^{re} Frenette
SAINT-ESPRIT (Saint-Eustache)	1970	M ^{re} Frenette
TROISIÈME DÉCENNIE (1971-1980) = 2 PAROISSES		
NOTRE-DAME (Saint Jérôme)	1974	M ^{re} Hubert
CHARLES-DE-FOUCAULD (Lorraine)	1978	M ^{re} Valois
QUATRIÈME DÉCENNIE (1981-1990) = 3 PAROISSES		
SAINT-JEAN-DE-LA-CROIX (Sainte-Thérèse)	1981	M ^{re} Valois
ESTHER-BLONDIN (Terrebonne)	1986	M ^{re} Valois
SAINTE-MARGUERITE-BOURGEOYS (Saint-Eustache)	1989	M ^{re} Valois
CINQUIÈME DÉCENNIE (1990-2000) = 1 PAROISSE		
NOTRE-DAME-DES-NEIGES (Laurel)	1993	M ^{re} Valois

PAROISSES SUPPRIMÉES
 SAINT-JEAN-DE-LA-CROIX
 SAINT-LUCIEN
 SAINT-JULIEN
 SAINTE-MONIQUE

Notes

1. Il s'agit évidemment de la date de fondation. L'ouverture des registres date de 1788. L'érection eut lieu 42 ans plus tard, soit le 14 septembre 1829.

2. Il ne s'agit pas de la date d'érection mais de la date d'ouverture des registres. La paroisse a été érigée canoniquement le 14 novembre 1825.

3. Sainte-Monique eut deux décrets d'érection : le second est daté du 5 novembre 1873. Sans doute à cause des hésitations qui eurent lieu au sujet de la localisation de l'église.

Carte du diocèse de Saint-Jérôme

Diocèse de Saint-Jérôme
paroisses et zones

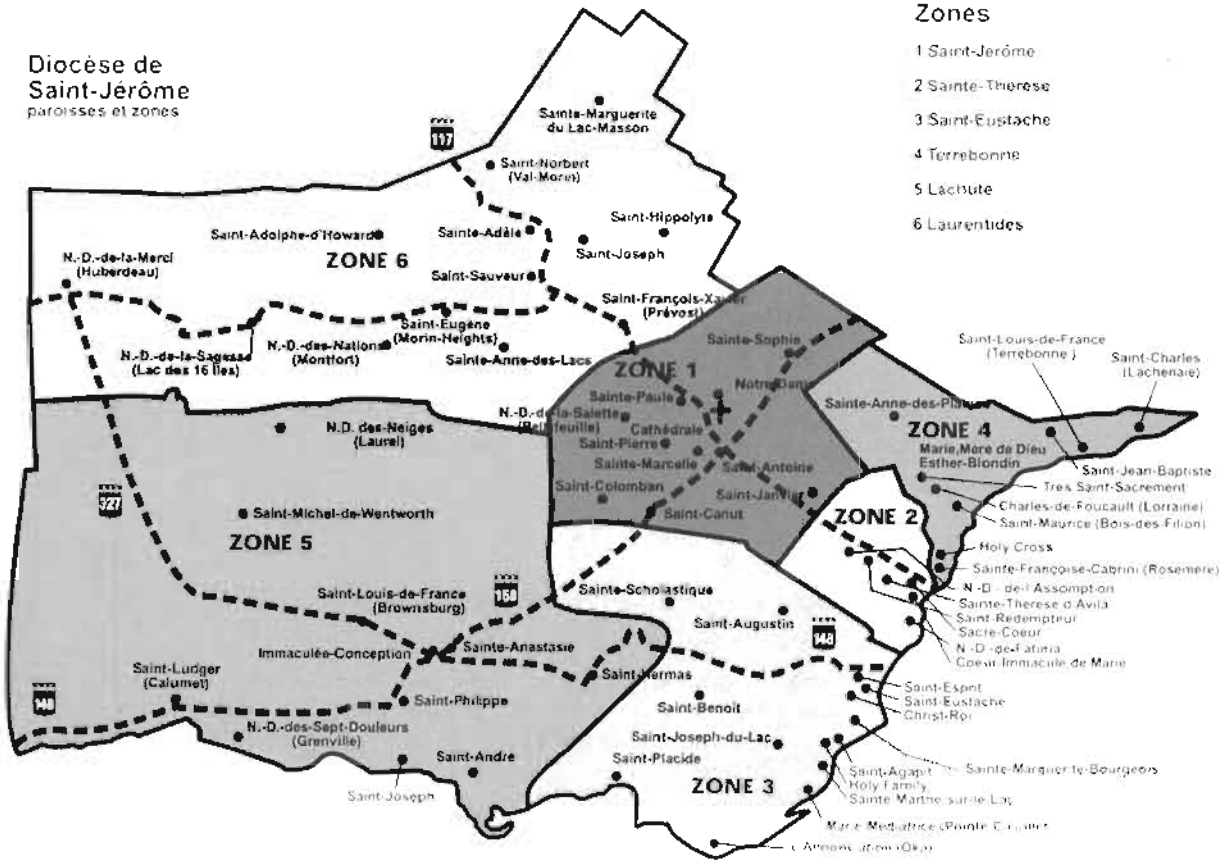


Table des matières

Présentation	7	
Avant-propos	9	
CHAPITRE 1		
<i>Les quatre premiers évêques du diocèse</i>	11	
M ^{gr} Émilien Frenette (1951-1971)	11	
M ^{gr} Bernard Hubert (1971-1977)	56	
M ^{gr} Charles Valois (1977-1997)	69	
M ^{gr} Gilles Cazabon, o.m.i. (1998-)	88	
CHAPITRE 2		
<i>Les trois auxiliaires et autre</i>	103	
M ^{gr} Raymond St-Gelais	103	
M ^{gr} Gilles Lussier	105	
M ^{gr} Vital Massé	106	
M ^{gr} Luc Cyr	107	
CHAPITRE 3		
<i>Les paroisses, les missions, les chapelles, les lieux de prière et de ressourcement</i>	109	
Saint-Charles-Borromée (Lachenaie), Saint-Louis-de-France (Terrebonne), Saint-Eustache (Saint-Eustache), Sainte-Anne-des-Plaines, Sainte-Thérèse-d'Avila (Sainte-Thérèse), Saint-Benoît (Mirabel), Sainte-Scholastique (Mirabel), Saint-André-d'Argenteuil, Saint-Hermas (Mirabel), Saint-Jérôme (Saint-Jérôme), Saint-Colomban, Notre-Dame-des-Sept-Douleurs (Grenville), Saint-Augustin (Mirabel), Paroisse Saint-Janvier (Mirabel), Saint-Placide, Sainte-Sophie, Sainte-Adèle, Saint-Sauveur, Saint-Joseph-du-Lac, Saint-Philippe (Chatham), Saint-Canut, Sainte-Marguerite-du-Lac-Masson, Saint-Hippolyte, Sainte-Monique (Mirabel), L'Annonciation (Oka), Sainte-Anastasie, L'église de Sainte-Anastasie, Les communautés chrétiennes à l'ouest des Pays-d'en-Haut, Saint-Louis-de-France (Brownsburg), Saint-Adolphe-d'Howard, Saint-Joseph (Sainte-Adèle), Saint-Ludger-de-Calumet, Saint-Julien (Lachute), Saint-François-Xavier (Prévost), Saint-Norbert de Val-Morin, Saint-Maurice (Bois-des-Filion), Sainte-Anne-des-Lacs, Saint-Antoine (Saint-Jérôme), Saint-Joseph (Carillon), Saint-Agapit (Deux-Montagnes), Sainte-Paule (Saint-Jérôme, Lafontaine, Bellefeuille), Sainte-Françoise-Cabrini (Rosemère), Immaculée-Conception (Lachute),		

Sainte-Marcelle (Saint-Jérôme), Saint-Lucien (Saint-Jérôme), Notre-Dame-de-l'Assomption (Blainville), Cœur-Immaculée-de-Marie, Sacré-Cœur (Sainte-Thérèse-de-Blainville), Marie-Médiatrice (Pointe-Calumet), Notre-Dame-de-Fatima, Sainte-Marthe-sur-le-Lac, Saint-Michel-de-Wentworth, Notre-Dame-de-la-Salette (Bellefeuille), Holy Family Parish (Deux-Montagnes), Saint-Pierre (Saint-Jérôme), Saint-Rédempteur (Blainville), Christ-Roi (Saint-Eustache), Très-Saint-Sacrement (Blainville et Terrebonne), Saint-Jean-Baptiste (Terrebonne), Holy Cross (Rosemère), Saint-Esprit (Saint-Eustache), Notre-Dame (Saint-Jérôme), Charles-de-Foucauld (Ville de Lorraine), Saint-Jean-de-la-Croix (Sainte-Thérèse), Esther-Blondin (Terrebonne), Sainte-Marguerite-Bourgeoys (Saint-Eustache), Centre Jéricho, Grotte Notre-Dame-de-Lourdes (Lachute), Centre de prière La Vigne, Chapelle Sainte-Anne-du-Roc (Lac Alouette, Sainte-Sophie), Chapelle Saint-Joseph (lac Brière), Chapelle Sainte-Anne (lac Connelly nord), Chapelle Saint-Albert-le-Grand (lac Connelly sud), Notre-Dame-du-Rosaire (Pointe-au-Chêne)

CHAPITRE 4

Les communautés religieuses

281

LES COMMUNAUTÉS D'HOMMES

Les Messieurs de Saint-Sulpice, Les Clercs de Saint-Viateur, Les Cisterciens d'Oka, Les Pères Montfortains (la Compagnie de Marie), Les Frères de l'Instruction chrétienne, Les Frères de Saint-Gabriel, Les Frères des Écoles chrétiennes, Les Pères de la Société des Prêtres du Très-Saint-Sacrement, Les Frères de Notre-Dame-de-la-Miséricorde, Les Frères du Sacré-Cœur, Les Pères Oblats de Marie-Immaculée, Les Pères Jésuites, Les Frères de l'Ordre hospitalier de Saint-Jean-de-Dieu, Les Prêtres des Missions-Étrangères, Les Pères du Saint-Esprit, Les Missionnaires d'Afrique (Pères Blancs)

LES COMMUNAUTÉS DE FEMMES

Congrégation des Sœurs de Sainte-Croix, Les Sœurs de la Charité de Montréal, Les Sœurs de Sainte-Anne, Les Sœurs de la Providence, Les Filles de la Sagesse, Les Petites Sœurs de la Sainte-Famille, Les Sœurs des Saints-Noms-de-Jésus-et-de-Marie, Les Sœurs du Sacré-Cœur-de-Jésus, Les Sœurs du Bon-Conseil, Les Moniales bénédictines de l'abbaye Sainte-Marie-des-Deux-Montagnes, Les Sœurs de Saint-François-d'Assise, Les Sœurs Hospitalières de Saint-Joseph, Les Sœurs Oblates du Saint-Esprit, Les Sœurs Missionnaires du Saint-Esprit, Les Oblates missionnaires de Marie Immaculée, Les Sœurs Missionnaires de Notre-Dame-d'Afrique, Les Moniales Rédemptoristes, Les Recluses Missionnaires, Les Filles de Saint-Paul, Les Sœurs de Notre-Dame de Charité du Bon-Pasteur, Les Sœurs de la Charité d'Ottawa

Appendices

L'arrivée des communautés d'hommes et de femmes sur le territoire	417
Les Caisses populaires	419
Les vidéos réalisées en marge du projet	423
Une carte du diocèse	424
Chronologie des paroisses	425
Les commanditaires	428

Merci à nos généreux donateurs

Dons des communautés religieuses totalisant plus de 12 000 \$

Dons des paroisses, dessertes et lieu de prière totalisant plus de 10 000 \$

Dons de plus de 7000 \$

Les Caisses Populaires Desjardins du diocèse de Saint-Jérôme

Don de 5000 \$

Ville de Saint-Jérôme

Dons de 1000 \$

Granite Lacroix Inc., Vimont, Laval

Maison Funéraire Trudel Inc., Saint-Jérôme

Dons de 500 \$

Centre dépannage Saint-Janvier

Chevaliers de Colomb Conseil 11627, Mirabel

Hébert-Zurita Architectes, Saint-Jérôme

Sansregret-Taillefer & Ass. Inc., Montréal

Ville de Lafontaine

Dons de 250 \$

Papier Rolland Inc., Saint-Jérôme
Protection Incendie Viking Limitée, Saint-Laurent, Montréal
Réparation Réfractaire Da Inc., Val-Bélair
Société Nationale des Québécois, Saint-Jérôme
Ville de Lachute

Dons de 100 \$ et plus

Brassard M. Jean-Claude, Lafontaine
Centre de Musique C. Raymond Inc., Lafontaine
Chevaliers de Colomb Conseil 1813, Saint-Eustache
Chevaliers de Colomb Conseil 2752, Lachute
Chevaliers de Colomb Conseil 9592, Sainte-Marthe-sur-le-Lac
Club Voyages Marinair, Sainte-Thérèse
Habitations Guy Bertrand Inc., Bellefeuille
Hôtel Best-Western, Saint-Jérôme
Imprimerie Drouin Inc. (Le feuillet paroissial), Montréal
La Capitale Assurance-Vie, Québec
Léo Goudreau & Fils Inc., Laurierville
Le Semainier Paroissial Inc., Montréal
Maison Funéraire Desrosiers & Fils Inc., Saint-Jérôme
Monuments Parent Inc., Saint-Jérôme
Municipalité de Sainte-Sophie
Reliure Diane Malo, Saint-Paul-de-Joliette

À titre de commanditaire majeur, la Ville de Saint-Jérôme est heureuse
de soutenir le diocèse de Saint-Jérôme pour l'organisation
des activités de son cinquantième anniversaire.





M^{re} Gilles Cazabon, o.m.i.,
4^e évêque de Saint-Jérôme

L'Église de Saint-Jérôme est un détachement des diocèses de Montréal, Ottawa et Mont-Laurier.

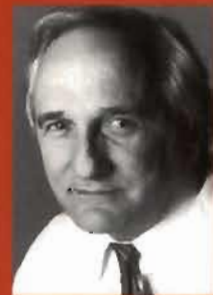
En 1951, son premier évêque, Émilien Frenette, a d'abord dirigé son diocèse comme on faisait partout ailleurs, dans le style de l'époque. Mais rapidement, il se mit à l'heure des sciences nouvelles, particulièrement la sociologie. Avec Fernand Dumont, il découvrit la structure sociale de ce territoire qui fait partie aujourd'hui de la couronne du Nord de Montréal.

Ses deux successeurs, Bernard Hubert et Charles Valois, hommes d'audace, donnèrent à cette Église une organisation moderne en faisant une plus grande place aux laïcs, hommes et femmes, en pastorale.

L'évêque actuel, M^{re} Gilles Cazabon, propose de « faire Église autrement ». Il a mis en route un plan de réaménagement des paroisses qui permettra de desservir une population en croissance constante avec un nombre restreint de prêtres.

Durant 50 ans, l'Église de Saint-Jérôme
a trouvé les chemins de la survie.
Ce livre raconte cette grande aventure.

Gérard Lajeunesse a fait ses études classiques au Séminaire de Sainte-Thérèse et ses études en théologie à Montréal et à Rome. Il a été incardiné au diocèse de Saint-Jérôme durant quelques années. Après une carrière en administration publique et dans l'entreprise privée, il s'adonne maintenant à la recherche en histoire.



ISBN 2-92291-70-7